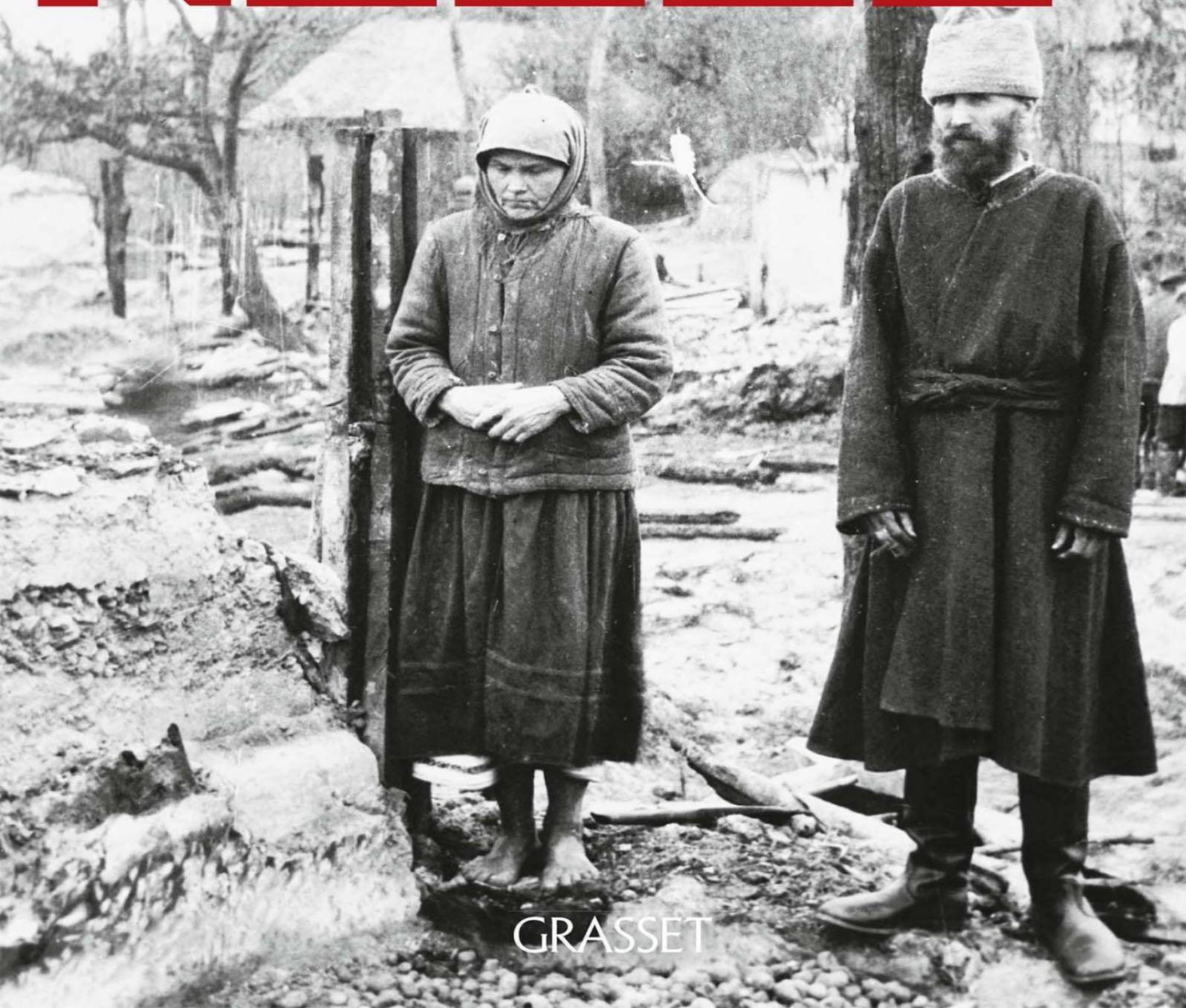


ANNE APPLEBAUM

FAMINE

ROUGE



GRASSET

DU MÊME AUTEUR AUX ÉDITIONS GRASSET

GOULAG. *Une histoire*, 2005.

RIDEAU DE FER. *L'Europe de l'Est écrasée (1944-1956)*, 2014.

Жертвам  
*Aux victimes*

## LISTE DES CARTES

### 1. Évolution historique du territoire de l'Ukraine

1054

1582

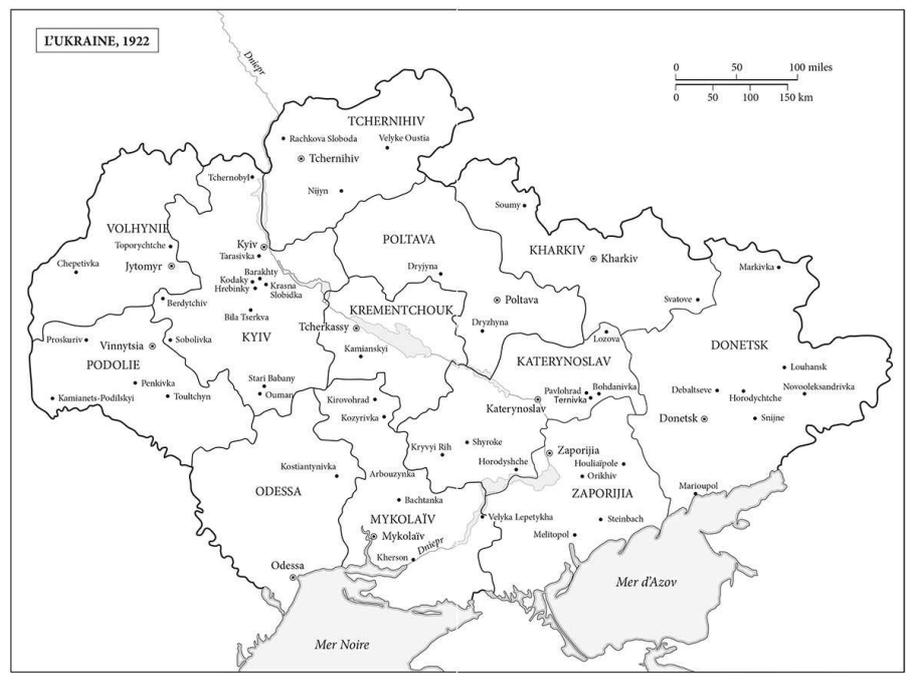
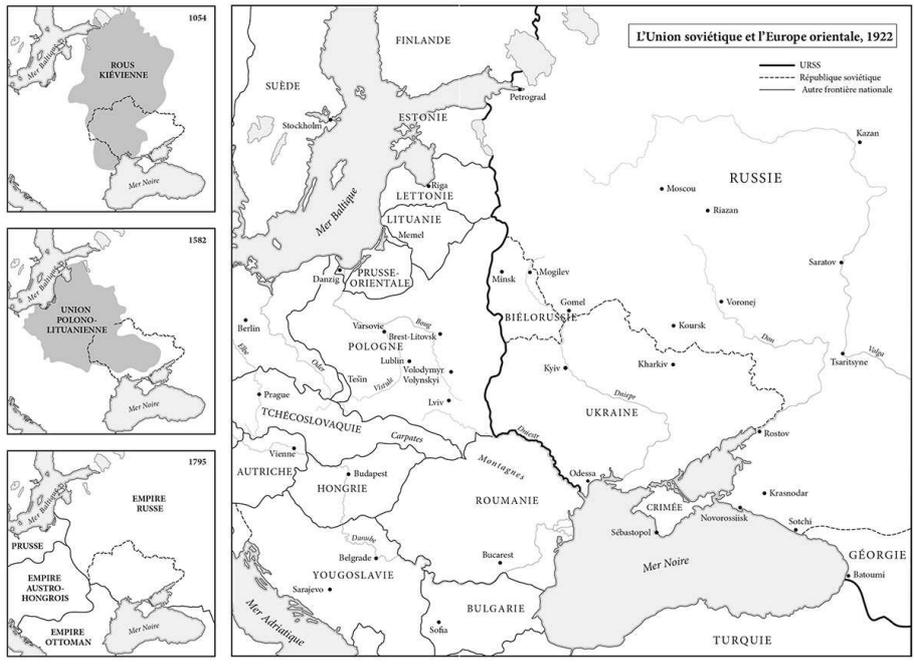
1795

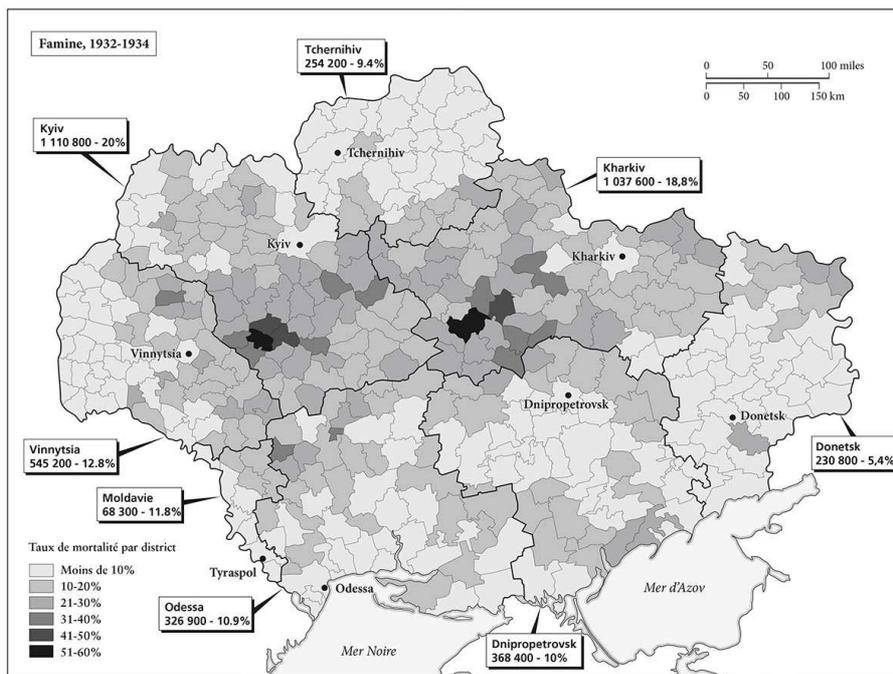
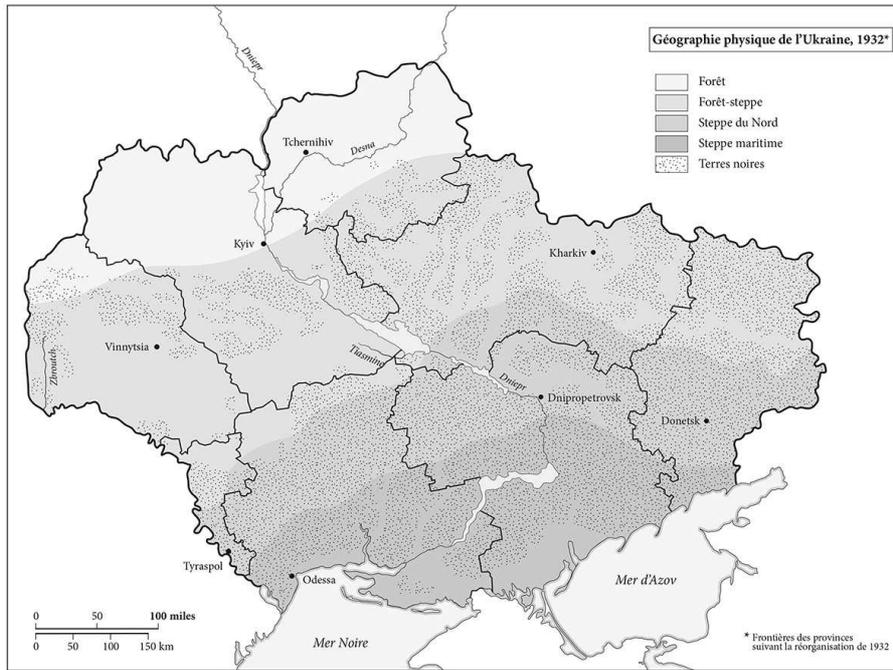
Union soviétique et Europe orientale en 1922

### 2. Ukraine, 1922

### 3. Géographie physique de l'Ukraine, 1932

### 4. Famine, 1932-1934





## NOTE SUR LA TRANSCRIPTION

La transcription des noms ukrainiens de personnes et de lieux dans ce livre suit le modèle établi par le Harvard Ukrainian Research Institute. Les règles de transcription de la Bibliothèque du Congrès pour les noms ukrainiens de personnes et de lieux sont généralement appliquées aux notes de bas de page ; dans le corps du texte, nous nous en tenons aux transcriptions courantes plus familières au lecteur. Les noms de personnes et de lieux russes et biélorusses sont transcrits en accord avec les règles de ces langues.

Quelques noms de personnes et de lieux connus, dont Moscou et Odessa, sont conservés dans leurs formes courantes.

## Préface

Ce ne sont pas les signes avant-coureurs qui manquèrent. Dès le début du printemps 1932, les paysans ukrainiens commencèrent à mourir de faim. Les rapports de la police secrète et les lettres envoyées des districts céréaliers de toute l'Union soviétique – Caucase du Nord, région de la Volga, Sibérie occidentale – évoquaient des enfants au ventre gonflé par la faim ; des familles qui mangeaient de l'herbe et des glands ; des paysans fuyant leur foyer à la recherche de nourriture. En mars une commission médicale trouva des cadavres gisant dans la rue d'un village près d'Odessa. Personne n'avait la force de les enterrer. Dans un autre village, les autorités locales tâchèrent de cacher la mortalité aux étrangers, niant ce qui se passait sous les yeux mêmes des visiteurs<sup>1</sup>.

Certains écrivirent directement au Kremlin, demandant une explication :

Honorable Camarade Staline, existe-t-il une loi du gouvernement soviétique stipulant que les villageois doivent souffrir de la faim ? Car nous, travailleurs des fermes collectives, n'avons pas eu une tranche de pain depuis le 1er janvier... Comment construire l'économie populaire socialiste si nous sommes condamnés à mourir de faim, la prochaine moisson étant dans quatre mois ? Pourquoi être allés mourir sur les champs de bataille ? Pour souffrir de la faim, voir nos enfants périr dans les affres de la faim<sup>2</sup> ?

D'autres ne pouvaient croire que l'État soviétique fût responsable :

Tous les jours, dix à vingt familles meurent de faim dans les villages, les enfants s'enfuient et les gares débordent de villageois en exode. Il n'y a plus de chevaux ni de bétail à la campagne [...]. La bourgeoisie a provoqué ici une véritable famine, dans le cadre du plan capitaliste pour dresser toute la classe paysanne contre le gouvernement soviétique<sup>3</sup>.

Ce n'est cependant pas la bourgeoisie qui avait provoqué la famine. La désastreuse décision prise par l'Union soviétique de forcer les paysans à céder leur terre et à rejoindre les fermes collectives, l'expulsion des « koulaks », les paysans les plus aisés, et le chaos qui s'ensuivit étaient en dernier ressort de la responsabilité de Joseph Staline, secrétaire général du Parti communiste soviétique : c'est cette politique qui avait conduit la campagne au bord de la famine. Tout au long du printemps et de l'été 1932, de nombreux collègues de Staline lui adressèrent de toute l'URSS des messages urgents décrivant la crise. Les responsables du Parti communiste en Ukraine étaient particulièrement désespérés, et plusieurs lui écrivirent de longues lettres, implorant de l'aide.

Beaucoup crurent, à la fin de l'été 1932, qu'une tragédie plus grande était encore évitable. Le régime aurait pu faire appel à une aide internationale, comme lors de la famine précédente en 1921. Il aurait pu suspendre l'exportation de céréales, ou cesser totalement les réquisitions punitives de céréales. Il aurait pu aider les paysans des régions touchées par la famine – ce qu'il fit dans une certaine mesure, mais très insuffisamment.

Au lieu de quoi, à l'automne 1932, le Politburo, l'élite dirigeante du Parti communiste soviétique, prit une série de décisions qui augmenta et aggrava la famine dans les campagnes ukrainiennes tout en empêchant les paysans de quitter la république pour trouver des vivres. Au plus fort de la crise, des brigades de policiers et de militants du Parti, motivés par la faim, la peur et une décennie de haine et de rhétorique du complot, firent irruption dans les foyers paysans pour s'emparer de tout ce qui était comestible : pommes de terre, betteraves, courges, haricots, pois, contenu des fours et des placards, animaux de ferme et de compagnie.

Le bilan fut catastrophique : au moins 5 millions de personnes moururent de faim entre 1931 et 1934 dans toute l'Union soviétique. Parmi elles, plus de 3,9 millions d'Ukrainiens. Mesurant son ampleur, des publications d'émigrés contemporaines et postérieures qualifièrent la famine de 1932-1933 d'*Holodomor*, appellation composée des mots ukrainiens *holod* – faim – et *mor* – extermination<sup>4</sup>.

Cependant la famine ne fut qu'une partie de l'histoire. Tandis que les paysans mouraient, la police secrète soviétique s'attaquait aux élites politiques et intellectuelles ukrainiennes. La famine se propageant, une campagne de calomnies et de répression fut engagée contre les intellectuels : professeurs, conservateurs de musée, écrivains, artistes, prêtres, théologiens, fonctionnaires et bureaucrates. Quiconque était lié à l'éphémère République populaire ukrainienne, créée en juin 1917 pour quelques mois, avait promu la langue ou l'histoire ukrainiennes ou avait mené une carrière littéraire ou artistique indépendante était susceptible d'être dénoncé, emprisonné, envoyé en camp de travail ou exécuté. Ne supportant pas ce qui se passait, Mykola Skrypnyk, l'un des chefs les plus connus du Parti communiste ukrainien, se suicida en 1933. Il ne fut pas le seul.

Ces deux politiques conjointes – l'Holodomor de l'hiver et du printemps 1933, et la répression de la classe intellectuelle et politique dans les mois suivants – entraînèrent la soviétisation de l'Ukraine, la destruction de son idée nationale et la neutralisation de tout défi à l'unité soviétique. Raphael Lemkin, juriste juif polonais qui inventa le terme de « génocide », évoqua l'Ukraine de cette époque comme l'« exemple classique » de son concept : « C'est un cas de génocide, de destruction, non seulement des individus, mais d'une culture et d'une nation. » Depuis que Lemkin l'a forgé, le terme « génocide » devait être utilisé de manière plus étroite et plus légaliste. Il est aussi devenu une pierre de touche controversée, un concept utilisé à la fois par les Russes et les Ukrainiens, comme par différents groupes au sein de l'Ukraine, à des fins politiques. C'est pourquoi l'épilogue de ce livre consacre un débat distinct à l'Holodomor comme « génocide » – ainsi qu'aux relations et influences ukrainiennes de Lemkin.

Le sujet central est plus concret : qu'est-il réellement arrivé en Ukraine entre 1917 et 1934 ? et en particulier dans l'automne, l'hiver et le printemps 1932-1933 ? Quel enchaînement d'événements et quel état d'esprit ont conduit à la famine ? Qui fut responsable ? Comment ce terrible épisode s'inscrit-t-il dans l'histoire plus large de l'Ukraine et de son mouvement national ?

Tout aussi important : qu'est-il advenu ensuite ? La soviétisation de l'Ukraine n'a pas commencé ni fini avec la famine. Les arrestations de responsables et d'intellectuels ukrainiens se poursuivirent dans les années 1930. Plus d'un demi-siècle après, les dirigeants soviétiques successifs continuèrent de réprimer durement le nationalisme ukrainien sous toutes ses formes, de l'insurrection d'après-guerre à la dissidence des années 1980. Ces années-là, la soviétisation prit la forme d'une russification : l'ukrainien fut exclu, l'histoire ukrainienne interdite d'enseignement.

Surtout, l'histoire de la famine de 1932-1933 fut passée sous silence. Ou plutôt, entre 1933 et 1991 l'URSS refusa simplement de reconnaître qu'il y ait jamais eu de famine. L'État soviétique détruisit les archives locales, s'assura que les registres de décès ne faisaient pas allusion à la famine, et modifia même les éléments de recensement accessibles au public afin de cacher ce qui s'était produit<sup>5</sup>. Tant que l'URSS existait, il était impossible d'écrire une histoire solidement documentée de la famine et de la répression associée.

En 1991, cependant, la plus grande crainte de Staline se réalisa. L'Ukraine proclama son indépendance. L'Union soviétique prit fin, en partie parce que l'Ukraine décida d'en sortir. Pour la première fois dans l'histoire, une Ukraine souveraine était née, avec une nouvelle génération d'historiens, d'archivistes, de journalistes et d'éditeurs ukrainiens. Grâce à leurs efforts, on peut désormais retracer l'histoire complète de la famine de 1932-1933.

Ce livre commence en 1917, avec la révolution ukrainienne et le mouvement national ukrainien, anéanti en 1932-1933. Il se termine au temps présent, avec un débat sur la politique mémorielle qui a cours en Ukraine. Il se concentre sur la famine en Ukraine qui, bien que s'inscrivant dans une famine soviétique plus vaste, a des causes et des caractéristiques propres. L'historien Andrea Graziosi a relevé que personne ne confond l'histoire générale des « atrocités nazies » avec l'histoire très spécifique de la persécution hitlérienne des Juifs et des Tziganes. Dans la même logique, ce livre traite des famines soviétiques entre 1930 et 1934 – qui entraînèrent aussi des taux élevés de mortalité, notamment au Kazakhstan et dans certaines provinces de Russie – mais se focalise plus directement sur la tragédie particulière de l'Ukraine<sup>6</sup>.

Le livre reflète vingt-cinq ans de recherches sur l'Ukraine. Au début des années 1980, Robert Conquest rassembla tout ce qui était alors disponible sur la famine, et le livre qu'il publia en 1986, *The Harvest of Sorrow (Sanglantes moissons)*, a fait date dans l'historiographie de l'Union soviétique. Trois décennies ont cependant passé depuis la fin de l'URSS et l'émergence de l'Ukraine souveraine, et des milliers de nouveaux témoignages – histoire orale et Mémoires – ont

été recueillis à la faveur de vastes campagnes nationales<sup>7</sup>. Au cours de cette même période, les archives de Kyiv – contrairement à celles de Moscou – sont devenues accessibles et faciles à utiliser ; le pourcentage de matériaux déclassifiés est un des plus élevés d'Europe. Le financement par le gouvernement ukrainien a encouragé les chercheurs à publier des collections de documents qui ont rendu la recherche encore plus simple<sup>8</sup>. Des chercheurs confirmés sur la famine et la période stalinienne en Ukraine – dont Olga Bertelsen, Hennadii Boriak, Vasyl Danylenko, Lyudmyla Hrynevych, Roman Krutysk, Stanislav Kulchytsky, Yuri Mytsyk, Vasyl Marochko, Heorhii Papakin, Ruslan Pyrih, Yuri Shapoval, Volodymyr Serhiichuk, Valerii Vasylyev, Oleksandra Veselova et Hennadii Yefimenko – ont publié de nombreux livres et monographies, notamment des recueils de documents et d'histoire orale. Oleh Wolowyna et une équipe de démographes – Oleksander Hladun, Natalia Levchuk, Omelian Rudnytsky – ont enfin entrepris la lourde tâche de dénombrer les victimes. Le Harvard Ukrainian Research Institute a œuvré avec de nombreux chercheurs pour publier et diffuser leurs travaux.

Le Holodomor Research and Education Consortium de Toronto, dirigé par Marta Baziuk, et son pendant ukrainien, dirigé par Lyudmyla Hrynevych, continuent de financer de nouveaux projets. De jeunes chercheurs ouvrent aussi de nouveaux champs d'enquête. Parmi ceux-ci, se distinguent l'étude de Daria Mattingly sur les motifs et les origines de ceux qui confisquèrent les vivres des paysans affamés et le travail de Tetiana Boriak sur l'histoire orale ; leur apport a beaucoup compté pour ce livre.

De même, les chercheurs occidentaux ont apporté de nouvelles contributions. Le travail archivistique de Lynne Viola sur la collectivisation et la rébellion paysanne qui s'ensuivit a modifié la perception des années 1930. Terry Martin a révélé la chronologie des décisions que prit Staline à l'automne 1932, dont Timothy Snyder et Andrea Graziosi furent parmi les premiers à reconnaître l'importance. Serhii Plokhii et son équipe de Harvard ont déployé un effort hors du commun pour cartographier la famine et mieux comprendre ce qui s'est passé. Je leur sais gré à tous d'avoir nourri ce projet par leurs recherches et, pour certains, par leur amitié.

Si ce livre avait été écrit à une autre époque, cette courte introduction à un sujet complexe pourrait s'arrêter là. Mais parce que la famine a détruit le mouvement national ukrainien, que ce mouvement a refait surface en 1991, et que les dirigeants de la Russie moderne contestent encore la légitimité de l'État ukrainien, je tiens à signaler ici que c'est en 2010 que j'ai abordé pour la première fois avec mes collègues du Harvard Ukrainian Research Institute la nécessité de renouveler l'histoire de la famine. Viktor Ianoukovitch venait d'être élu président, avec l'appui et le soutien russes. À l'époque, l'Ukraine ne retenait guère l'attention politique du reste de l'Europe et quasiment pas celle des médias. Il n'y avait aucune raison de croire qu'un nouvel examen de 1932-1933 puisse être interprété comme une quelconque déclaration politique.

Alors que je travaillais à ce livre, la révolution de Maïdan en 2014, la décision de Ianoukovitch de tirer sur les manifestants puis de fuir le pays, l'invasion russe et l'annexion de la Crimée, l'invasion russe de l'est de l'Ukraine accompagnée d'une campagne de propagande placèrent soudain l'Ukraine au centre de la politique internationale. Ces événements ont retardé mes recherches parce que je devais écrire sur eux et que mes collègues ukrainiens étaient pétrifiés par ce qui se passait. Mais si l'Ukraine a alors été propulsée au cœur de la politique mondiale, ce livre n'est pas une réponse aux événements. Ce n'est pas non plus un plaidoyer pour ou contre une personnalité politique ou un parti d'Ukraine, ni une réaction à ce qui s'y passe aujourd'hui. Il s'agit plutôt de raconter l'histoire de la famine à l'aide de nouvelles archives, de nouveaux témoignages et de nouvelles recherches, de rassembler les travaux des spécialistes extraordinaires nommés plus haut.

Non que la révolution ukrainienne, les premières années de l'Ukraine soviétique, la répression massive de l'élite et l'Holodomor n'aient aucun rapport avec les événements actuels. Au contraire : ces réalités historiques forment la trame de fond qui les explique. Chez les Russes comme chez les Ukrainiens, la famine et son héritage jouent un rôle considérable dans les débats contemporains sur leur identité, leurs relations et leur expérience soviétique partagée. Toutefois, avant d'exposer ces arguments et d'en peser le bien-fondé, il est important de comprendre d'abord ce qui s'est réellement passé.

## INTRODUCTION

### *La question ukrainienne*

*Quand je serai mort, mettez-moi  
Dans la terre qui sert de tombe  
Au milieu de la plaine immense,*

*Dans mon Ukraine bien-aimée,  
Pour que je voie les champs sans fin,  
Le Dniepr et ses rives abruptes  
Et que je l'entende  
Mugir.*

Як умру, то поховайте  
Мене на могилі  
Серед степу широкого

На Вкраїні милій,  
Щоб лани широкополі,  
І Дніпро, і кручі  
Було видно, було чути,  
Як реве ревучий.

TARAS CHEVTCHEUKO, « Zapovit »  
(« Testament »), 1845<sup>1</sup>

Durant des siècles, la géographie de l'Ukraine a façonné son destin. Les Carpates traçaient sa frontière au sud-ouest, mais les doux champs et forêts au nord-ouest ne pouvaient arrêter les armées d'invasion, pas plus que la grande steppe ouverte à l'est. Toutes les grandes villes d'Ukraine – Dnipropetrovsk et Odessa, Donetsk et Kharkiv, Poltava et Tcherkassy et naturellement Kyiv, l'ancienne capitale – se trouvent dans la plaine d'Europe orientale, qui s'étend à travers la majeure partie du pays. Ukrainien écrivant en russe, Nicolas Gogol observa un jour que le Dniepr coule au centre de l'Ukraine et forme un bassin. De là, « tous ces fleuves s'étendent vers son milieu, il n'y en pas un seul qui baigne les bords et qui puisse lui servir de frontière naturelle<sup>2</sup> ». Ce qui avait des conséquences politiques : « S'il y avait eu une frontière naturelle de montagnes et de mer en bordure, les hommes qui se sont installés ici auraient gardé leur mode de vie politique et formé une nation séparée. »

L'absence de frontières naturelles permet d'expliquer pourquoi les Ukrainiens échouèrent jusqu'à la fin du <sup>xx</sup>e siècle à instaurer un État ukrainien souverain. À la fin du Moyen Âge, il existait une langue ukrainienne distincte, avec des racines slaves, apparentée au polonais et au russe mais différente, un peu comme l'italien est apparenté à l'espagnol ou au français, mais différent.

Les Ukrainiens avaient leur nourriture, leurs coutumes et traditions locales, mais aussi leurs bandits, héros et légendes. Comme d'autres nations européennes, le sentiment de l'identité nationale ukrainienne s'aiguïsa au cours des <sup>xviii</sup>e et <sup>xix</sup>e siècles, mais pour la plus grande partie de son histoire le territoire que nous appelons aujourd'hui l'Ukraine fut, comme l'Irlande ou la Slovaquie, une colonie intégrée à des empires européens.

L'Ukraine – le mot veut dire « marche » (« région frontalière ») à la fois en russe et en polonais – fit partie de l'Empire russe entre le <sup>xviii</sup>e et le <sup>xx</sup>e siècle. Auparavant, ces mêmes terres appartenaient à la Pologne, ou plutôt à l'Union polono-lituanienne, qui en hérita en 1569 du grand-duché de Lituanie. Encore plus tôt, les terres ukrainiennes se situaient au cœur de la Rous kiévienne, l'État médiéval composé au <sup>ix</sup>e siècle de tribus slaves et d'une noblesse viking : dans les mémoires de la région, un royaume quasiment mythique dont se réclament les Russes, les Biélorusses et les Ukrainiens.

Au fil des siècles, les armées impériales se sont battues pour l'Ukraine, avec parfois des soldats de langue ukrainienne dans les deux camps. En 1621, les hussards polonais affrontèrent les janissaires turcs pour contrôler ce qui est aujourd'hui la ville ukrainienne de Khotyn. En 1914, les

troupes tsaristes combattirent celles de l'empereur austro-hongrois en Galicie. De 1941 à 1945, les armées hitlériennes luttèrent contre celles de Staline à Kyiv, Lviv, Odessa et Sébastopol.

La guerre pour le territoire ukrainien a toujours eu aussi une composante intellectuelle. Depuis que les Européens se mirent à discuter du sens des nations et du nationalisme, historiens, écrivains, journalistes, poètes et ethnographes ont débattu de l'étendue de l'Ukraine et de la nature des Ukrainiens. Dès leurs premiers contacts au début du Moyen Âge, les Polonais ont toujours reconnu la différence culturelle et linguistique des Ukrainiens, même quand ils faisaient partie du même État. De nombreux Ukrainiens qui avaient adopté les titres aristocratiques polonais aux <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles restèrent des chrétiens orthodoxes et non des catholiques romains ; les paysans ukrainiens usaient d'une langue que les Polonais appelaient le « ruthène », et on ne manqua jamais de reconnaître leurs différences de coutumes, de musique et d'alimentation.

Bien que plus réticents à l'admettre à leur apogée impérial, les Moscovites perçurent aussi d'instinct que l'Ukraine qu'ils nommaient parfois « Russie méridionale » ou « Petite-Russie », se distinguait de leur patrie du Nord. Un voyageur russe de la première heure, le prince Ivan Dolgoroukov, évoqua le moment, en 1810, où son détachement « franchit les frontières de l'Ukraine. Mes pensées allèrent vers [Bohdan] Khmelnytsky et [Ivan] Mazepa » – premiers dirigeants nationaux ukrainiens – « et les allées d'arbres disparurent... Il y avait partout, sans exception, des cabanes en torchis, pas d'autres habitations<sup>3</sup> ». L'historien Serhiy Bilenky a remarqué que les Russes du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle adoptèrent souvent la même attitude paternaliste vis-à-vis de l'Ukraine que les Européens du Nord à la même époque à l'égard de l'Italie. L'Ukraine était une nation de substitution, idéalisée, plus primitive et aussi plus authentique, plus sensible et poétique que la Russie<sup>4</sup>. Les Polonais demeurèrent aussi nostalgiques de « leurs » terres ukrainiennes bien après les avoir perdues, en faisant un sujet de poésie et de fiction romantiques.

Pourtant, tout en reconnaissant ces différences, Polonais et Russes ont parfois cherché à miner ou nier l'existence d'une nation ukrainienne. « L'histoire de la Petite-Russie est celle d'un affluent se jetant dans le grand fleuve de l'histoire russe », écrivit Vissarion Bielinski, éminent théoricien du nationalisme russe au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. « Les Petits-Russiens ont toujours été une tribu, jamais un peuple et encore moins un État<sup>5</sup>. » Chercheurs et bureaucrates russes tenaient l'ukrainien pour un « dialecte, ou semi-dialecte, une façon de parler la langue de tous les Russes, en un mot un *patois*, qui, en tant que tel, n'avait pas le droit à une existence indépendante<sup>6</sup> ». Officieusement, les écrivains russes l'utilisaient pour marquer un langage familier ou paysan<sup>7</sup>. En même temps, les écrivains polonais tendaient à souligner le « vide » du territoire à l'est, décrivant souvent les territoires ukrainiens comme la « frontière d'un monde non civilisé où ils apportaient culture et appareil d'État<sup>8</sup> ». Les Polonais utilisaient l'expression *dzikie pola*, « champs sauvages », pour décrire le territoire vide de l'Ukraine orientale, une région qui correspondait dans leur imaginaire national au Far West en Amérique<sup>9</sup>.

De solides motifs économiques étayaient ces attitudes. L'historien grec Hérodote lui-même écrivit à propos de cette célèbre « terre noire » d'Ukraine, ce sol riche particulièrement fertile en aval du bassin du Dniepr : « Il n'est pas de meilleures récoltes que le long de ses rives, et là où le grain n'est pas semé, l'herbe est la plus dense du monde<sup>10</sup>. » La région de terre noire couvre les deux tiers de l'Ukraine moderne – s'étendant à la Russie et au Kazakhstan – et, avec un climat relativement doux, permet à l'Ukraine de produire deux moissons par an. Le « blé d'hiver » est semé à l'automne, et moissonné en juillet et août ; les grains de printemps sont semés en avril et mai, et moissonnés en octobre et novembre. Les récoltes produites par la terre exceptionnellement fertile d'Ukraine ont longtemps inspiré les négociants ambitieux. Depuis la fin du Moyen Âge, les marchands polonais transportaient les céréales ukrainiennes vers le nord par les routes commerciales de la Baltique. Les princes et nobles polonais fondèrent, en langage moderne, les premières zones de développement économique, offrant exemptions fiscales et dispenses de service militaire aux paysans prêts à cultiver et exploiter la terre ukrainienne<sup>11</sup>. Les arguments colonialistes dissimulaient souvent le désir de conserver une propriété si précieuse : ni les Polonais ni les Russes ne voulaient admettre que leur grenier à blé eût une identité indépendante.

Néanmoins, abstraction faite de ce que pensaient leurs voisins, une identité ukrainienne marquée et différente se forgea dans les territoires qui forment l'Ukraine moderne. Dès la fin du Moyen Âge, la population de cette région partagea ce sentiment identitaire – se définissant souvent, mais pas toujours, par opposition aux occupants étrangers, polonais ou russes. Comme les Russes et les Biélorusses, elle faisait remonter son histoire aux rois et reines de la Rous kiévienne, et beaucoup avaient l'impression de faire partie de la grande civilisation slave orientale. D'autres s'identifiaient aux opprimés et aux rebelles, admirant en particulier les grandes révoltes des Cosaques zaporogues,

menées par Bohdan Khmelnytsky (Chmielnicki) contre le gouvernement polonais au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, et par Ivan Mazepa contre le gouvernement russe au début du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle. Les Cosaques ukrainiens – autonomes, avec leurs propres lois internes – furent les premiers à transformer ce sentiment identitaire et ce grief en projets politiques concrets, obtenant des tsars des privilèges exceptionnels et un degré d'autonomie. De manière mémorable (les générations ultérieures de dirigeants russes et soviétiques ne l'oublièrent certainement jamais), les Cosaques ukrainiens rejoignirent l'armée polonaise dans sa marche sur Moscou en 1610 puis de nouveau en 1618, participant au siège de la ville et contribuant à assurer la fin du conflit russo-polonais, au moins pour un temps, à l'avantage de la Pologne. Plus tard, pour s'assurer de leur loyauté à l'Empire russe, les tsars accordèrent aux Cosaques ukrainiens et aux Cosaques du Don russophones un statut spécial leur permettant de conserver une identité particulière. Leurs privilèges garantissaient qu'ils ne se révolteraient pas. Mais Khmelnytsky et Mazepa laissèrent leur empreinte dans la mémoire polonaise et russe, comme dans l'histoire et la littérature européennes. « L'Ukraine a toujours aspiré à être libre<sup>12</sup> », écrit Voltaire après que la nouvelle de la rébellion de Mazepa se répandit en France.

Durant les siècles de domination coloniale, les différentes régions d'Ukraine acquirent des caractères propres. Les habitants de l'Ukraine orientale, plus longuement sous contrôle russe, parlaient une version ukrainienne légèrement plus proche du russe ; ils étaient aussi plutôt chrétiens orthodoxes russes, suivant les rites issus de Byzance, soumis à la hiérarchie de Moscou. Les habitants de Galicie, comme ceux de Volhynie et de Podolie, vécurent plus longuement sous contrôle polonais, puis après les divisions de la Pologne à la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, sous celui de l'Autriche-Hongrie. Ils parlaient une version plus « polonaise », étaient plutôt catholiques romains ou catholiques grecs, suivant des rites proches de l'Église orthodoxe, tout en respectant l'autorité du pape.

Cependant, parce que les frontières entre les différentes puissances régionales changèrent très souvent, des fidèles des deux confessions vivaient et vivent encore de part et d'autre de la ligne de démarcation entre les anciens territoires russes et polonais. Au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, lorsque les Italiens, les Allemands et les autres Européens commencèrent aussi à s'identifier en tant que peuples de nations modernes, les intellectuels débattant d'« ukrainité » en Ukraine étaient aussi bien orthodoxes que catholiques et habitaient en Ukraine « orientale » ou « occidentale ». Malgré les différences de grammaire et d'orthographe, la langue unifiait également les Ukrainiens de la région. L'usage de l'alphabet cyrillique maintenait la différence entre l'ukrainien et le polonais, écrit en alphabet latin. (Les Habsbourg tentèrent une fois, en vain, d'imposer l'écriture latine.) La version ukrainienne du cyrillique différait également du russe, conservant suffisamment de décalages, dont des lettres supplémentaires, pour empêcher les deux langues de devenir trop proches.

Dans la majeure partie de son histoire, l'ukrainien se parla principalement à la campagne. Sous domination de la Pologne, puis de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, les villes ukrainiennes, ainsi que l'observa Trotski, devinrent des centres de contrôle colonial, des îlots de cultures russe, polonaise ou juive dans un océan de paysannerie ukrainienne. Jusqu'au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, villes et campagnes furent donc divisées par la langue : la plupart des citadins parlaient russe, polonais ou yiddish, mais les ruraux ukrainien. S'ils ne parlaient pas yiddish, les Juifs préféraient souvent le russe, langue de l'État et du commerce. Les paysans associaient aux villes la richesse, le capitalisme et l'influence « étrangère », surtout russe. En revanche l'Ukraine urbaine jugeait la campagne arriérée et primitive.

Du fait de ces divisions, la promotion de l'« ukrainité » alimenta un conflit avec les dirigeants coloniaux de l'Ukraine, comme avec les occupants des shtetls juifs installés sur le territoire de l'ancienne Union polono-lituanienne depuis le Moyen Âge. L'insurrection de Khmelnytsky s'accompagna d'un pogrome massif au cours duquel des milliers – voire des dizaines de milliers – de Juifs furent tués. Au début du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle, les Ukrainiens ne voyaient guère dans les Juifs leurs principaux rivaux – les poètes et intellectuels ukrainiens réservaient en général leur colère aux Russes et aux Polonais –, mais l'antisémitisme généralisé de l'Empire russe affecta aussi inévitablement les relations judéo-ukrainiennes.

Compte tenu du lien entre langue et campagne, le mouvement national ukrainien garda toujours un fort parfum paysan. Comme dans d'autres régions d'Europe, les intellectuels qui menèrent le réveil national de l'Ukraine commencèrent souvent par redécouvrir la langue et les coutumes de la campagne. Folkloristes et linguistes inventorièrent l'art, la poésie et le langage quotidien de la paysannerie ukrainienne. Bien que n'étant plus enseigné dans les écoles publiques, l'ukrainien devint une langue de choix pour certains auteurs et artistes insoumis et contestataires. Des écoles du dimanche, privées et patriotiques, se mirent à l'enseigner également. Jamais employé dans les

échanges officiels, on l'utilisait dans les correspondances privées et dans la poésie. En 1840, Taras Chevtchenko, serf orphelin né en 1814, publia *Kobzar* – « Ménestrel » – premier recueil de vers ukrainiens vraiment remarquable. Dans la poésie de Chevtchenko, le nationalisme romantique et une image idéalisée de la campagne se mêlaient à la colère devant l'injustice sociale. Elle donna le ton aux nombreux arguments à venir. Dans l'un de ses poèmes les plus célèbres, « Zapovit » (« Testament »), il demanda à être enterré sur la rive du Dniepr :

*Vous, enterrez-moi, levez-vous,  
brisez enfin, brisez vos chaînes,  
la Liberté, arrosez-la  
avec le sang de l'ennemi...*

Поховайте та вставайте,  
Кайдани порвіте  
І вражою злою кров'ю  
Волю окропіте<sup>13</sup>...

L'importance de la paysannerie explique aussi que, dès le tout début, le réveil national ukrainien fut synonyme d'opposition populiste et « de gauche », comme on devait dire par la suite, aux marchands, propriétaires terriens et aristocrates parlant russe ou polonais. Pour cette raison, il se renforça rapidement après l'émancipation des serfs dans toute la Russie impériale sous le tsar Alexandre II en 1861. La liberté des paysans fut en effet la liberté pour les Ukrainiens : un coup dur porté à leurs maîtres russes et polonais. Comme l'avait bien compris la classe dirigeante impériale, la pression en faveur d'une identité nationale plus forte œuvrait aussi dans le sens d'une plus grande égalité politique et économique.

Parce qu'il ne fut jamais lié aux institutions d'État, le réveil national ukrainien s'exprima également dès l'origine à travers la formation d'un vaste éventail d'organisations bénévoles et caritatives autonomes, premiers exemples de ce que nous appelons la « société civile ». Dans les brèves années qui suivirent l'émancipation des serfs, les « ukrainophiles » incitèrent les jeunes Ukrainiens à constituer des groupes d'entraide et d'études, à publier périodiques et journaux, à créer des écoles et des classes du dimanche ainsi qu'à alphabétiser la paysannerie. Les aspirations nationales se manifestèrent dans des appels à la liberté intellectuelle, l'éducation de masse et la promotion sociale des paysans. En ce sens, le mouvement national ukrainien fut influencé dès ses débuts par des mouvements occidentaux similaires, teintés de socialisme autant que de libéralisme et de conservatisme à l'occidentale.

Ce court moment ne dura pas. Sitôt qu'il commença à prendre des forces, le mouvement national ukrainien, de même que d'autres mouvements nationaux, fut perçu par Moscou comme une menace potentielle pour l'unité de la Russie impériale. À l'instar des Géorgiens, des Tchétchènes et d'autres groupes en quête d'autonomie au sein de l'empire, les Ukrainiens contestèrent la suprématie du russe et une interprétation russe de l'histoire qui faisait de l'Ukraine la « Russie du Sud-Ouest », une simple province sans identité nationale. Ils menacèrent aussi de donner plus de pouvoir aux paysans à une époque où ils gagnaient déjà en influence économique. Une paysannerie plus aisée, mieux organisée et instruite pouvait réclamer des droits politiques plus importants.

L'ukrainien était le premier objectif. Lors de la première grande réforme éducative de l'Empire russe en 1804, le tsar Alexandre I<sup>er</sup> permit l'usage de certaines langues non russes dans de nouvelles écoles d'État mais pas de l'ukrainien, sous prétexte que ce n'était pas une « langue » mais un dialecte<sup>14</sup>. En réalité, les fonctionnaires russes étaient très clairs, comme le seront leurs successeurs soviétiques, quant à la justification politique de cette exclusion – qui dura jusqu'en 1917 – et la menace que représentait l'ukrainien pour le gouvernement central. Le gouverneur général de Kyïv, Podolie et Volhynie déclara en 1881 que l'utilisation de l'ukrainien – y compris pour les manuels scolaires – pouvait mener à son utilisation dans l'enseignement supérieur et en définitive dans la législation, les tribunaux et l'administration publique, au risque d'engendrer « de nombreuses complications et de dangereuses altérations pour l'État russe unifié<sup>15</sup> ».

Cet usage restreint de l'ukrainien limita l'impact du mouvement national. Il se solda également par un illettrisme très étendu. De nombreux paysans, instruits en russe, une langue qu'ils comprenaient à peine, faisaient peu de progrès. Un professeur de Poltava, au début du xx<sup>e</sup> siècle, déplora que les étudiants « oublièrent rapidement ce qu'ils avaient appris » si on les obligeait à étudier en russe. D'autres rapportèrent que les élèves ukrainiens des écoles en langue russe étaient « démoralisés », s'y ennuyaient, et tournaient en « hooligans<sup>16</sup> ». La discrimination aboutissait aussi à la russification : pour tous ceux qui vivaient en Ukraine – Juifs, Allemands et autres minorités nationales aussi bien qu'Ukrainiens –, l'accès à un statut social plus élevé passait par le russe. Jusqu'à la révolution de 1917, les postes administratifs, les professions libérales et les affaires

nécessitaient une instruction en russe, pas en ukrainien. En pratique, les Ukrainiens qui avaient une ambition politique, économique ou intellectuelle devaient communiquer en russe.

Pour empêcher le mouvement national ukrainien de progresser, l'État russe exclut également les organisations ukrainiennes « de la société civile et du corps politique [...], y voyant une garantie contre l'instabilité politique<sup>17</sup> ». En 1876, le tsar Alexandre II promulgua un décret proscrivant les livres et périodiques en ukrainien et bannissant son usage dans les théâtres, même dans les livrets musicaux. Il découragea ou interdit les nouvelles organisations bénévoles, aidant financièrement à leur place les journaux et organisations prorusses. L'hostilité marquée envers la société civile et les médias ukrainiens, relayée ensuite par le régime soviétique – puis par le régime postsoviétique –, avait donc des antécédents dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>.

L'industrialisation intensifia la russification, la construction d'usines attirant vers les villes ukrainiennes des éléments recrutés dans tout l'Empire russe. En 1917 un cinquième seulement des habitants de Kyiv parlaient ukrainien<sup>19</sup>. La découverte de charbon et le rapide développement de l'industrie lourde eurent un effet particulièrement spectaculaire sur le Donbass, région minière et manufacturière en bordure orientale de l'Ukraine. Les dirigeants industriels de la région étaient majoritairement russes, comptant quelques étrangers notables parmi eux : John Hughes, un Gallois, fonda la ville connue aujourd'hui sous le nom de Donetsk, autrefois appelée « Youzivka » en son honneur. Le russe devint la langue de travail dans les usines de Donetsk. Des conflits éclataient souvent entre ouvriers russes et ukrainiens, prenant parfois les « formes plus sauvages de bagarres au couteau » et de batailles rangées<sup>20</sup>.

De l'autre côté de la frontière impériale en Galicie, la province ukraïno-polonaise de l'Empire austro-hongrois, le mouvement nationaliste lutta beaucoup moins. L'État autrichien donna aux Ukrainiens de l'empire bien plus d'autonomie et de liberté que ne le firent la Russie et l'URSS par la suite, en particulier parce qu'il voyait dans les Ukrainiens une concurrence utile avec les Polonais. En 1868 les patriotes ukrainiens de Lviv fondèrent Prosvita, une société culturelle qui eut finalement des douzaines de branches dans tout le pays. À compter de 1899, le Parti démocratique national ukrainien opéra aussi librement en Galicie, envoyant des représentants élus au Parlement de Vienne. Aujourd'hui encore, l'ancien siège d'une société d'entraide ukrainienne est l'un des bâtiments du XIX<sup>e</sup> siècle les plus impressionnants de Lviv. Remarquable élément de fusion architecturale, il incorpore des décorations folkloriques ukrainiennes stylisées dans une façade *Jugendstil*, créant un hybride parfait de Vienne et de la Galicie.

Cependant, même au sein de l'Empire russe, les années précédant la révolution de 1917 furent positives à maints égards pour l'Ukraine. La paysannerie ukrainienne participa avec enthousiasme à la modernisation de la Russie impériale au début du XX<sup>e</sup> siècle. À la veille de la Première Guerre mondiale, elle acquit rapidement une conscience politique et devint sceptique à l'égard de l'État impérial. Une vague de révoltes paysannes déferla à travers l'Ukraine et la Russie en 1902 ; les paysans jouèrent aussi un rôle majeur dans la révolution de 1905. Les émeutes qui s'ensuivirent déclenchèrent une réaction en chaîne, déstabilisant le tsar Nicolas II, et aboutirent à l'introduction de certains droits civils et politiques, dont celui d'utiliser l'ukrainien en public<sup>21</sup>.

Lorsque, contre toute attente, les deux Empires russe et austro-hongrois s'effondrèrent ensemble, respectivement en 1917 et en 1918, de nombreux Ukrainiens crurent enfin créer un État. Cet espoir s'évanouit rapidement dans le territoire qu'avaient dominé les Habsbourg.

Après un bref mais sanglant affrontement militaire qui coûta la vie à 15 000 Ukrainiens et 10 000 Polonais, le territoire multi-ethnique de l'Ukraine occidentale, dont la Galicie et Lviv, sa ville la plus importante, fut intégré à la Pologne moderne. Il y resta de 1919 à 1939. Les conséquences de la révolution de février 1917 à Saint-Petersbourg furent plus compliquées. La dissolution de l'Empire russe plaça brièvement le pouvoir entre les mains du mouvement national ukrainien à Kyiv – mais à un moment où aucun des responsables du pays, civil ou militaire, n'était prêt à en assumer la pleine responsabilité. Quand les responsables politiques réunis à Versailles en 1919 tracèrent les frontières des nouveaux États – dont celles de la Pologne moderne, de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie –, l'Ukraine n'en faisait pas partie. Malgré tout, le moment ne devait pas être entièrement perdu. Ainsi que l'a écrit Richard Pipes, la déclaration d'indépendance de l'Ukraine, le 26 janvier 1918, « marqua non pas le *dénouement* du processus de formation nationale en Ukraine, mais plutôt son véritable commencement<sup>22</sup> ». Les quelques mois tumultueux d'indépendance et le vif débat autour de l'identité nationale allaient transformer l'Ukraine à jamais.

## CHAPITRE 1

### *La révolution ukrainienne, 1917*

*Peuple d'Ukraine ! Ton sort est entre tes mains. En ces temps difficiles de désordre et de ruine générale, prouve, par ta cohésion et ton sens de l'État, que toi, peuple d'ouvriers, peuple de paysans, tu peux prendre place, digne et fier, en égal à côté de chaque peuple organisé et souverain.*

Premier universal de la Rada centrale, 1917<sup>1</sup>

*Nous ne pénétrons pas dans le royaume du socialisme avec des gants blancs sur un parquet bien ciré.*

LÉON TROTSKI, 1917<sup>2</sup>

Les années suivantes, il allait y avoir de plus grandes manifestations, des orateurs plus éloquentes, des slogans plus professionnels. Mais la marche qui eut lieu le dimanche matin 1<sup>er</sup> avril 1917 à Kyiv fut extraordinaire, car c'était la première du genre. Jamais auparavant le mouvement national ukrainien ne s'était révélé avec une telle force sur le territoire de ce qui avait été l'Empire russe. Pourtant, quelques semaines après que la révolution de février eut renversé le tsar Nicolas II, tout semblait possible. Des drapeaux flottaient, bleu et jaune pour l'Ukraine, rouge pour la cause socialiste. La foule, composée d'enfants, de soldats, d'ouvriers, de fanfares et d'officiers, portait des bannières : « Une Ukraine libre dans une Russie libre ! », ou utilisant un ancien titre militaire cosaque, « L'Ukraine indépendante avec son propre hetman ! ». Certains brandissaient le portrait du poète national Taras Chevtchenko. L'un après l'autre, les orateurs appelèrent la foule à soutenir la nouvelle Rada centrale – le « conseil central » – formée quelques jours avant et revendiquant alors de gouverner l'Ukraine.

Finalement, l'homme qui venait juste d'être élu président de la Rada centrale monta à la tribune. Barbu et portant des lunettes, Mykhailo Hrouchevsky (Hrushevsky) était l'un des premiers intellectuels à avoir placé l'Ukraine au centre de sa propre histoire. Auteur d'une *Histoire de l'Ukraine-Rus* en dix volumes et de bien d'autres livres, il s'était engagé en politique à la toute fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lorsqu'en décembre 1899, en exil, il contribua à créer le Parti démocratique national ukrainien dans la Galicie des Habsbourg. Il retourna travailler dans l'Empire russe en 1905, mais fut arrêté en 1914 et de nouveau exilé. Au lendemain de la révolution, il était revenu triomphalement à Kyiv. La foule l'accueillit alors par des acclamations : *Slava batkovi Hrushevskomu*, « Gloire au Père Hrouchevsky<sup>3</sup> ! ». Il répondit de même : « Jurons-nous tous dans ce grand moment de nous engager comme un seul homme pour la grande cause à l'unanimité, d'une seule voix, sans trêve ni relâche pour construire cette Ukraine libre ! » Et la foule de crier en retour : « Nous le jurons<sup>4</sup> ! »

D'un point de vue actuel, l'image d'un historien à la tête d'un mouvement nationaliste peut surprendre. Mais ce n'était pas du tout le cas à l'époque. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, les historiens ukrainiens, à l'instar de leurs homologues dans maintes petites nations d'Europe, avaient entrepris d'exhumer et d'exposer une histoire nationale longtemps subsumée dans celle des grands empires. De là à l'activisme politique, il n'y avait qu'un pas. Tout comme Chevtchenko avait associé l'« ukrainité » à la lutte des paysans contre l'oppression, les ouvrages de Hrouchevsky mirent l'accent sur le rôle du « peuple » dans l'histoire politique de l'Ukraine et soulignèrent le caractère central de leur résistance aux diverses formes de tyrannie. En toute logique, il voulut élever le même peuple à intervenir dans la politique du moment en paroles et en actes. Soucieux de galvaniser les paysans, il avait écrit un livre d'histoire ukrainienne, *Sur les temps anciens en Ukraine*, qui leur était particulièrement destiné. En 1917 il fut réimprimé trois fois<sup>5</sup>.

Hrouchevsky fut loin d'être le seul intellectuel à promouvoir la souveraineté de l'Ukraine dans sa production littéraire et culturelle. Le graphiste Heorhii Narbout revint également à Kyiv en 1917. Il

contribua à la fondation de l'Académie des beaux-arts ukrainienne et dessina des blasons, des billets de banque et des timbres<sup>6</sup>. Volodymyr Vynnytschenko, autre membre de la Rada centrale, fut un romancier et un poète autant qu'une personnalité politique. Sans la souveraineté – et sans un véritable État capable de soutenir les hommes politiques et les fonctionnaires –, les sentiments nationaux ne pouvaient être canalisés qu'à travers la littérature et l'art. C'était la même chose dans toute l'Europe : avant l'accès au statut d'État, poètes, artistes et écrivains jouèrent un rôle important pour établir l'identité nationale polonaise, italienne et allemande. Au sein de l'Empire russe, les pays Baltes, qui devinrent indépendants en 1918, comme la Géorgie et l'Arménie, qui n'y parvinrent pas, vécurent des réveils nationaux similaires. Le rôle essentiel des intellectuels pour tous ces projets nationaux était pleinement perçu des partisans comme des opposants. Cela explique pourquoi la Russie impériale avait interdit les livres, les écoles et la culture de langue ukrainienne, et pourquoi cette répression sera ensuite la préoccupation majeure de Lénine et Staline.

Bien qu'ayant commencé comme porte-parole autoproclamés de la cause nationale, les intellectuels de la Rada centrale recherchèrent une légitimité démocratique. Opérant depuis un grand bâtiment blanc néoclassique au cœur de Kyiv – utilisé auparavant pour les réunions du Club ukrainien, groupe d'écrivains nationalistes et d'activistes civiques –, la Rada centrale convoqua un Congrès national panukrainien le 19 avril 1917<sup>7</sup>. Plus de 1 500 personnes, élues d'une manière ou d'une autre par les conseils locaux et les usines, convergèrent vers la salle de concert de la Philharmonie de Kyiv pour apporter leur soutien au nouveau gouvernement ukrainien. D'autres congrès d'anciens combattants, de paysans et d'ouvriers eurent lieu à Kyiv cet été-là.

La Rada centrale chercha également à constituer des coalitions avec toute une gamme de groupes politiques, dont des organisations juives et d'autres minorités. Même l'aile gauche radicale du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien – grand parti populiste paysan appelé Borotbysty d'après son journal *Borotba* (« La Lutte ») – vint soutenir la Rada centrale. Une partie de la paysannerie le fit aussi. Entre 1914 et 1918, l'armée tsariste avait compté plus de 3 millions de conscrits ukrainiens, et l'armée austro-hongroise 250 000. De nombreux paysans-soldats s'étaient tirés les uns sur les autres par-delà les tranchées boueuses de Galicie<sup>8</sup>. Après la fin de la guerre, cependant, quelque 300 000 hommes ayant servi dans les bataillons « ukrainisés », composés de paysans ukrainiens, déclarèrent leur loyauté au nouvel État. Certains rapportèrent des armes et rejoignirent la nouvelle milice de la Rada centrale. Ils étaient motivés par le désir de rentrer chez eux mais aussi par les promesses de changement révolutionnaire et de renouveau national qu'avancait le nouveau gouvernement ukrainien<sup>9</sup>.

Dans les mois qui suivirent, notamment grâce à sa rhétorique radicale, la Rada centrale bénéficia d'un certain succès populaire. Reflétant les idéaux de gauche, elle proposa une réforme agraire obligatoire, la redistribution aux paysans des terres de grands propriétaires, de monastères ou de particuliers. « Personne ne sait mieux ce dont nous avons besoin et quelles lois nous conviennent le mieux », déclara la Rada centrale en juin 1917 dans le premier d'une série d'*universaux*, manifestes adressés au grand public :

Personne ne sait mieux que nos paysans comment gérer leur terre. Aussi souhaitons-nous qu'une fois que toutes les terres de Russie détenues par la noblesse, l'État, les monastères et le tsar auront été confisquées et seront devenues propriété du peuple, et que l'Assemblée constituante panrusse aura promulgué une loi à cet effet, le droit d'administrer les terres ukrainiennes nous appartienne, appartienne à notre assemblée ukrainienne [...]. Ils nous ont élus, nous la Rada centrale ukrainienne, en leur sein et nous guident [...] pour créer un ordre nouveau dans une Ukraine libre et autonome<sup>10</sup>.

Ce même *universal* prônait l'« autonomie ». En novembre, le troisième *universal* annonça que l'Ukraine était désormais la République populaire ukrainienne, au sein de la Fédération russe, et convoqua l'élection d'une Assemblée constituante<sup>11</sup>. En janvier 1918, le quatrième et dernier *universal* proclama l'indépendance de l'Ukraine.

Même si certains s'y opposèrent de manière prévisible, le renouveau de l'ukrainien fut aussi populaire, particulièrement dans la paysannerie. Comme par le passé, l'ukrainien redevint synonyme de libération économique et politique : dès que les fonctionnaires et les bureaucrates commencèrent à parler ukrainien, les paysans eurent accès aux tribunaux et aux administrations. L'usage officiel de leur langue natale devint aussi une source de fierté, servant de « base profonde de soutien émotionnel » au mouvement nationaliste<sup>12</sup>. S'ensuivit une explosion de dictionnaires et de livres d'orthographe. De 1917 à 1919, les imprimeurs publièrent cinquante-neuf livres consacrés à l'ukrainien – contre onze pour tout le siècle précédent –, dont trois dictionnaires ukrainien-russe et quinze russe-ukrainien. La forte demande de ces derniers tenait au nombre de russophones qui durent soudain se débrouiller en ukrainien, souvent à leur corps défendant<sup>13</sup>.

Durant sa brève existence, le gouvernement ukrainien remporta également quelques succès diplomatiques, dont beaucoup tombèrent dans l'oubli par la suite. Après sa déclaration d'indépendance le 26 janvier 1918, le ministre des Affaires étrangères de la République ukrainienne (également historien de formation) Oleksandr Choulhyn, vingt-huit ans, gagna *de facto* la reconnaissance de son État par les principales puissances européennes, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Bulgarie, la Turquie et même la Russie soviétique. En décembre les États-Unis envoyèrent un diplomate ouvrir un consulat à Kyiv<sup>14</sup>. En février 1918 une délégation d'officiels ukrainiens à Brest-Litovsk conclut avec les Puissances centrales un traité de paix, distinct de l'accord mieux connu signé par les nouveaux dirigeants de la Russie soviétique quelques semaines plus tard. La jeune délégation ukrainienne impressionna tout le monde. Un de ses interlocuteurs allemands se rappela qu'« ils firent preuve de courage, et forcèrent par leur obstination [le négociateur allemand] à approuver tout ce qui était important de leur point de vue national<sup>15</sup> ».

Cela restait cependant insuffisant : l'essor de la conscience nationale, la reconnaissance de l'étranger et même le traité de Brest-Litovsk n'étaient pas assez pour construire l'État ukrainien. Les réformes proposées par la Rada centrale – notamment ses plans pour prendre la terre aux propriétaires fonciers sans compensation – engendrèrent confusion et chaos à la campagne. Les défilés, les drapeaux et la liberté que Hrouchevsky et ses partisans accueillirent avec tant d'optimisme au printemps 1917 n'aboutirent pas à la création d'une bureaucratie fonctionnelle, d'une administration publique capable d'appliquer les réformes ou d'une armée suffisamment efficace pour repousser une invasion et protéger les frontières. À la fin de 1917, les puissances militaires de la région, dont la toute nouvelle Armée rouge, les Armées blanches de l'ancien régime et les troupes venant d'Allemagne et d'Autriche, préparaient l'occupation de l'Ukraine. À divers degrés, chacune allait attaquer les nationalistes et le nationalisme ukrainiens, et même la langue en même temps que la terre ukrainienne.

Lénine autorisa la première attaque soviétique contre l'Ukraine en janvier 1918, et en février s'empressa d'installer à Kyiv un régime anti-ukrainien dont il sera question plus loin. Cette première tentative soviétique de conquête de l'Ukraine prit fin en quelques semaines avec l'arrivée des armées allemandes et autrichiennes qui déclarèrent vouloir « faire respecter » le traité de Brest-Litovsk. Au lieu de sauver les législateurs libéraux de la Rada centrale, cependant, elles apportèrent leur soutien à Pavlo Skoropadsky, général ukrainien portant des uniformes spectaculaires avec épées et chapeaux cosaques.

Pendant quelques mois, Skoropadsky donna une lueur d'espoir aux partisans de l'ancien régime tout en conservant certains attributs de l'autonomie ukrainienne. Il créa la première Académie des sciences et la première bibliothèque nationale et utilisa l'ukrainien en mission officielle. Lui-même s'identifiait comme Ukrainien et prit le titre de « hetman ». Mais en même temps Skoropadsky rétablit des lois et des responsables tsaristes et prôna la réintégration au sein d'un futur État russe. Sous son autorité, Kyiv devint même, brièvement, un havre pour les réfugiés venus de Moscou et Saint-Petersbourg. Mikhaïl Boulgakov, qui vécut à Kyiv durant cette période, les évoque dans son roman satirique *La Garde blanche* (1926) :

On voyait fuir des banquiers aux tempes grises avec leurs femmes, fuir des hommes d'affaires de talent qui avaient laissé procuration à leurs collaborateurs de Moscou [...]. Fuir des journalistes de Moscou et de Saint-Petersbourg, créatures avides, véreuses et lâches. Des cocottes. Des dames honnêtes portant les noms de l'aristocratie. Leurs tendres filles, pâles pétersbourgeoises aux lèvres carminées. On voyait fuir des secrétaires de directeurs de cabinet, [...] des poètes et des usuriers, des gendarmes et des actrices des théâtres impériaux<sup>16</sup>.

Skoropadsky renforça également les anciennes lois sur la propriété et revint sur les promesses de réforme agraire. Naturellement, cette décision fut profondément impopulaire chez les paysans qui « haïssaient ce seigneur hetman à l'égal d'un chien enragé » et « n'avaient nul besoin de cette saloperie de réforme des seigneurs<sup>17</sup> ». L'opposition à ce qui fut rapidement perçu comme un gouvernement allemand fantoche commença à s'organiser sous diverses formes militantes : « Des ex-colonels, de prétendus généraux, des *otamany* et *batky* cosaques [seigneurs de la guerre locaux] fleurissaient telles des églantines dans cet été révolutionnaire<sup>18</sup>. »

Au milieu de l'année 1918, le mouvement national s'était regroupé sous la direction de Simon Petlioura, social-démocrate doué pour l'organisation paramilitaire. Ses contemporains avaient des avis radicalement différents à son sujet. Certains percevaient en lui un dictateur potentiel, d'autres un prophète avant l'heure. Boulgakov, qui n'aimait pas l'idée de nationalisme ukrainien, vit en lui « un conte, un mirage, [...] un simple mot dans lequel s'étaient incarnées la rage inassouvie et la

soif de vengeance des moujiks<sup>19</sup> ». Quand il était jeune, il avait impressionné Serhii Yefremov, militant contemporain, par sa « vantardise, son esprit doctrinaire et sa désinvolture ». Par la suite, Yefremov révisa son jugement et déclara que Petlioura était devenu « la seule personne incontestablement honnête » que la révolution ukrainienne eût produite. Alors que d'autres renonçaient ou s'engageaient dans des luttes intestines, « seul Petlioura campa sur sa position sans hésiter<sup>20</sup> ». Petlioura lui-même écrivit plus tard qu'il voulait voir révéler toute la vérité sur ses actions : « Les aspects négatifs de ma personnalité, mes actions, doivent être mis en lumière, non pas dissimulés [...]. Pour moi, le jugement de l'histoire a commencé. Je n'en ai pas peur<sup>21</sup>. »

Le jugement de l'histoire concernant Petlioura est resté ambivalent. Il était certainement assez courageux pour saisir une opportunité, estimant que la fin de la Première Guerre mondiale offrait une chance de plus au mouvement national de l'Ukraine. Tandis que les troupes allemandes se retiraient du pays, il rassembla certains des « ex-colonels, prétendus généraux, *otamany* et *batky* cosaques » en une force pro-ukrainienne, le Directoire, et assiégea la capitale. Même si la presse de langue russe traita le Directoire de « bande de voleurs » et qualifia son coup d'État de « scandale », les troupes de Skoropadsky se délitèrent à une vitesse incroyable, presque sans combat<sup>22</sup>. Le 14 décembre 1918, les soldats de Petlioura firent leur entrée dans une Kyiv surprise, à Odessa et Mykolaïv, et le pouvoir changea à nouveau de main.

Le gouvernement du Directoire devait être de courte durée et violent, notamment parce que Petlioura ne parvint jamais à obtenir une totale légitimité et ne put faire respecter l'État de droit. Comme la Rada centrale avant lui, le Directoire était économiquement très à gauche. Reflétant les vues toujours plus radicales de leurs partisans, les dirigeants ne convoquèrent pas un parlement mais un « Congrès des travailleurs » composé de représentants des paysans, d'ouvriers et de l'intelligentsia laborieuse. Cependant, l'armée paysanne de Petlioura constituait la vraie source de son autorité et, suivant les mots de ses opposants, ne faisait « ni un bon gouvernement ni une bonne armée<sup>23</sup> ». Beaucoup étaient des « aventuriers » portant une grande variété d'uniformes ou de costumes cosaques et étaient tout à fait capables de sortir leur revolver pour voler quiconque avait simplement l'air riche. Les habitants de la ville bourgeoise de Kyiv se relayaient en sentinelles devant leurs immeubles<sup>24</sup>.

En ville, l'une des rares mesures politiques que le Directoire « n'avait pas seulement promulguée mais appliquée », suivant les termes sarcastiques d'un mémorialiste, fut le retrait des écriteaux en russe et leur remplacement par des inscriptions en ukrainien : « Le russe n'était même pas autorisé à côté de l'ukrainien. » Ce changement systématique aurait été ordonné parce que de nombreux soldats du Directoire venaient de Galicie, parlaient très peu le russe et étaient horrifiés de se retrouver plongés dans une ville russophone. Le résultat fut que « pour quelques jours joyeux toute la ville se transforma en atelier d'artistes », et que les habitants de Kyiv furent convaincus une fois de plus du lien étroit entre la langue et le pouvoir<sup>25</sup>.

Hors de la capitale, Petlioura contrôlait très peu de territoire. Boulgakov décrit la Kyiv de cette époque comme une ville qui avait sa « police [...], un ministère et même une armée, des journaux aux noms divers, mais ce qui se faisait tout autour, dans cette Ukraine réelle, plus vaste que la France et qui comptait des dizaines de millions d'habitants, cela personne ne le savait<sup>26</sup> ». Richard Pipes écrit qu'à Kyiv « des édits furent promulgués, des crises de cabinet résolues, des négociations diplomatiques menées – mais le reste du pays vivait sa propre existence avec pour seul véritable régime celui du fusil<sup>27</sup> ».

À la fin de 1919 le mouvement national, lancé avec tant d'énergie et d'espoir, était en déroute. Hrouchevsky, chassé de Kyiv par les combats, allait bientôt gagner l'étranger<sup>28</sup>. Les Ukrainiens eux-mêmes étaient profondément divisés sur de nombreux points, entre ceux qui soutenaient l'ordre ancien et ceux qui n'en voulaient plus ; ceux qui préféraient rester rattachés à la Russie et ceux qui ne le voulaient plus ; ceux qui défendaient la réforme agraire et ceux qui n'en voulaient pas. La rivalité des langues s'était envenimée au point de rendre impossible toute conciliation. Les réfugiés venus de Moscou et Saint-Pétersbourg repartaient déjà en Crimée, à Odessa et en exil<sup>29</sup>. Mais la plus grande fracture politique – et celle qui allait façonner le cours des décennies suivantes – s'installa entre ceux qui partageaient les idéaux du mouvement national ukrainien et ceux qui soutenaient les bolcheviks, groupe révolutionnaire à l'idéologie très différente.

Au début de 1917, les bolcheviks formaient un petit parti minoritaire en Russie, l'aile radicale de ce qui avait été le Parti ouvrier social-démocrate de Russie – d'obédience marxiste. Mais ils passèrent l'année à semer le trouble dans les villes russes, avec de simples slogans tels que « la terre, le pain et la paix » destinés à attirer le plus grand nombre de soldats, d'ouvriers et de paysans. Le coup d'État d'octobre (le 7 novembre d'après le « nouveau calendrier » qu'ils adoptèrent

ensuite) les porta au pouvoir dans des conditions de chaos complet. Conduits par Lénine – paranoïde, conspirateur et foncièrement antidémocrate –, les bolcheviks se voyaient comme « l'avant-garde du prolétariat » et devaient donner à leur régime le nom de « dictature du prolétariat ». Recherchant le pouvoir absolu, ils éliminèrent finalement tous les autres partis politiques et opposants par la terreur, la violence et des campagnes de propagande haineuses.

Au début de 1917, les bolcheviks avaient encore moins de sympathisants en Ukraine. Le parti y comptait 22 000 membres, la plupart venant des grandes villes et des centres industriels de Donetsk et de Kryvyi Rih. Peu parlaient ukrainien. Plus de la moitié se considéraient comme russes. Un sixième environ étaient juifs. Un nombre infime d'entre eux, dont certains allaient jouer un rôle majeur dans le gouvernement des Soviets ukrainiens, croyaient en la possibilité d'une Ukraine bolchevique autonome. Cependant Heorhii (Gueorgui) Piatakov – né en Ukraine mais ne s'estimait pas ukrainien – parla pour la majorité lorsqu'en juin 1917, quelques semaines seulement après le discours de Hrouchevsky, il déclara à une réunion des bolcheviks de Kyiv que « nous ne soutiendrons pas les Ukrainiens ». L'Ukraine, expliqua-t-il, n'était pas une « région économique à part ». Plus précisément, la Russie dépendait du sucre, des céréales et du charbon de l'Ukraine, et elle était la priorité de Piatakov<sup>30</sup>.

Le sentiment n'était pas nouveau : le mépris pour l'idée même d'un État ukrainien faisait partie intégrale de la pensée bolchevique dès avant la révolution. C'était dû pour une bonne part au fait que les principaux bolcheviks, parmi lesquels Lénine, Staline, Trotski, Piatakov, Zinoviev, Kamenev et Boukharine, avaient tous grandi et été formés dans l'Empire russe qui ne reconnaissait pas l'Ukraine dans la province connue comme « Russie du Sud-Ouest ».

Pour eux, la ville de Kyiv était l'ancienne capitale de la Rous kiévienne, royaume dont ils se souvenaient comme de l'ancêtre de la Russie. À l'école, dans la presse et au quotidien, ils avaient dû assimiler les préjugés russes contre une langue largement assimilée à un dialecte russe, et une population d'anciens serfs primitifs.

Tous les partis politiques russes de l'époque, des bolcheviks à l'extrême droite en passant par les centristes, partageaient ce mépris. Beaucoup refusaient totalement d'employer le nom d'« Ukraine<sup>31</sup> ». Même les libéraux russes ne voulaient pas reconnaître la légitimité du mouvement national ukrainien. Ce point aveugle – et le refus consécutif de tous les groupes russes de créer une coalition antibolchevique avec les Ukrainiens – fut à terme l'une des raisons de l'échec des Armées blanches dans la guerre civile<sup>32</sup>.

Outre leur préjugé national, les bolcheviks avaient des raisons politiques particulières de ne pas apprécier l'idée d'indépendance ukrainienne. L'Ukraine restait une nation très majoritairement paysanne, et suivant la théorie marxiste, sans cesse lue et débattue par les dirigeants bolcheviques, les paysans étaient au mieux un atout ambivalent. Dans un essai de 1852, Marx expliquait très bien qu'ils ne formaient pas une « classe » et n'avaient donc pas de conscience de classe : « C'est pourquoi ils ne sont pas capables de faire valoir leur intérêt de classe en leur propre nom, soit par un parlement, soit par une convention. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés<sup>33</sup>. »

Si Marx estimait que les paysans n'avaient pas de rôle important à jouer dans la révolution à venir, Lénine, plus pragmatique, modifia dans une certaine mesure ce jugement. Il pensait que les paysans étaient en réalité potentiellement révolutionnaires – il approuvait leur désir de réforme agraire radicale – mais croyait qu'ils devaient être guidés par la classe ouvrière, plus progressiste. « Les paysans qui se battent pour la terre et la liberté ne sont pas tous totalement conscients de ce qu'implique leur lutte », écrivit-il en 1905. Il fallait que les ouvriers, dans leur conscience de classe, leur apprennent qu'une véritable révolution ne nécessitait pas qu'une réforme agraire mais le « combat contre la domination du capital ». De façon inquiétante, Lénine suspectait également de nombreux petits exploitants, parce qu'ils étaient propriétaires, de penser en réalité comme des capitalistes. Voilà qui expliquait pourquoi « les petits paysans ne rejoignent pas tous les rangs des combattants pour le socialisme<sup>34</sup> ». Cette idée – que les plus petits propriétaires fonciers, appelés koulaks par la suite, étaient fondamentalement contre-révolutionnaires, une force capitaliste – allait avoir de grandes conséquences quelques années plus tard.

L'ambivalence des bolcheviks au sujet du nationalisme les conduisit à se méfier de la campagne de l'Ukraine pour l'indépendance. Marx et Lénine avaient tous deux une vision du nationalisme alambiquée et en constante évolution, y voyant tantôt une force révolutionnaire, tantôt un détournement du but réel du socialisme universel. Marx comprit que les révolutions démocratiques

de 1848 avaient été en partie inspirées par les sentiments nationaux, mais il crut que ces sentiments « nationalistes bourgeois » étaient un phénomène temporaire, une simple étape sur la route de l'internationalisme communiste. Avec le dépérissement de l'État, d'une manière ou d'une autre, nations et sentiments nationaux disparaîtraient aussi. « Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus radicalement encore<sup>35</sup>. »

Lénine plaida également pour l'autonomie culturelle et l'autodétermination nationale, sauf quand elles ne lui convenaient pas. Dès avant la révolution, il désapprouva les écoles où l'on n'enseignait pas en russe, mais en yiddish ou en ukrainien, au motif qu'elles pouvaient créer des divisions inutiles au sein de la classe ouvrière<sup>36</sup>. Bien que théoriquement favorable à l'octroi du droit de sécession aux régions non russes de l'empire, dont la Géorgie, l'Arménie et les États d'Asie centrale, il ne semble pas avoir cru sérieusement que cela se produirait. Par ailleurs, la reconnaissance du « droit » de sécession ne voulait pas dire que Lénine l'appuierait. Dans le cas de l'Ukraine, il approuva le nationalisme ukrainien quand il s'opposa au tsar ou au Gouvernement provisoire de 1917, mais le désapprouva quand il le jugea menaçant pour l'unité du prolétariat russe et ukrainien<sup>37</sup>.

Staline allait ajouter sa part à ce puzzle idéologique compliqué. Spécialiste des nationalités au sein du parti, il se montra d'abord beaucoup moins souple que Lénine. Dans son essai « Le marxisme et la question nationale » en 1913, Staline avait affirmé que le nationalisme détournait de la cause socialiste et que les camarades devaient consentir un effort « coordonné et inlassable pour dissiper le brouillard nationaliste, d'où qu'il vienne<sup>38</sup> ». En 1925, ses pensées avaient évolué vers l'idée que le nationalisme constituait une force essentiellement paysanne. Les mouvements nationaux avaient besoin de paysans pour exister, déclara-t-il : « La question paysanne constitue [...] le fond de la question nationale, son essence intérieure. C'est ce qui explique précisément que la paysannerie représente l'armée fondamentale du mouvement national, que sans cette armée il ne peut pas y avoir de puissant mouvement national [...]»<sup>39</sup>.

Cet argument, qui reflète clairement ses observations des événements en Ukraine, allait devenir plus significatif ensuite. En effet, s'il ne peut y avoir de mouvement national puissant sans armée paysanne, qui veut détruire un mouvement national peut bien vouloir commencer par détruire la paysannerie.

Finalement, l'idéologie allait avoir moins d'importance pour les bolcheviks que leurs expériences personnelles en Ukraine, notamment celle de la guerre civile. Pour tous les membres du Parti communiste, la période de la guerre civile fut un vrai tournant, à titre personnel aussi bien que politique. Au début de 1917, peu d'entre eux avaient fait leurs preuves. Il s'agissait d'obscurs idéologues, des ratés à tous égards. S'ils gagnaient de l'argent, c'était en écrivant pour des journaux illégaux ; ils étaient allés en prison et en étaient sortis, avaient des vies personnelles compliquées et aucune expérience du gouvernement ou de la gestion des affaires.

De manière inattendue, la révolution russe les propulsa au centre d'événements internationaux. Elle leur valut aussi la gloire et la puissance pour la toute première fois. Elle les tira de l'ombre et valida leur idéologie. La victoire de la révolution prouva aux dirigeants bolcheviques comme à bien d'autres que Marx et Lénine avaient eu raison.

Cependant, la révolution les força aussi rapidement à défendre leur pouvoir, les exposant aux idéologues contre-révolutionnaires autant qu'à une contre-révolution bien réelle et très sanglante qui devait être aussitôt vaincue. La guerre civile qui suivit les obligea à créer une armée, une police politique et une machine de propagande. Elle leur donna surtout des leçons sur le nationalisme, la politique économique, la distribution alimentaire et la violence, dont ils devaient tirer les conséquences par la suite. Leurs expériences en Ukraine furent aussi très différentes de celles de la Russie, avec une défaite spectaculaire qui faillit renverser leur État naissant. De nombreuses réactions bolcheviques à l'égard de l'Ukraine, comme leur manque de confiance dans la loyauté des paysans, leur suspicion envers les intellectuels et leur aversion pour le Parti communiste ukrainien, trouvent leurs origines dans cette période.

De fait, l'expérience de la guerre civile, particulièrement en Ukraine, forgea la vision de Staline. À la veille de la révolution russe, il était à la fin de la trentaine, n'ayant pas encore fait ses preuves. Né en Géorgie, élevé dans un séminaire, il n'avait « pas d'argent, de domicile fixe, ni d'autre métier que l'expertise », ainsi que l'a écrit un biographe récent<sup>40</sup>. Sa réputation dans la clandestinité reposait sur son talent de pilleur de banques. Il était allé en prison à plusieurs reprises. Au moment de la révolution de février 1917, il était exilé dans un village au nord du cercle arctique. Quand le

tsar Nicolas II fut détrôné, Staline revint à Petrograd (le nom de Saint-Pétersbourg, la capitale russe, avait été russifié en 1914, et devait devenir Leningrad en 1924).

Le coup d'État bolchevique d'octobre 1917 renversa le Gouvernement provisoire et apporta à Staline son premier aperçu glorieux de pouvoir politique réel<sup>41</sup>. En tant que commissaire du peuple aux nationalités, il fut membre du premier gouvernement bolchevique. Dans ce rôle, il fut directement chargé de négocier avec l'ensemble des nations et des peuples non russes qui avaient appartenu à l'Empire russe – et, plus important encore, de les convaincre ou de les forcer à se soumettre au régime soviétique. Dans ses relations avec l'Ukraine, il avait deux priorités claires et immédiates, toutes deux dictées par la gravité de la situation. La première était de saper le mouvement national, le rival de loin le plus important des bolcheviks en Ukraine. La seconde était de s'emparer des céréales ukrainiennes. Il se lança dans ces deux tâches quelques jours seulement après la prise du pouvoir par les bolcheviks.

Dès décembre 1917, dans les pages de la *Pravda*, Staline dénonça le troisième *universal* de la Rada centrale, le manifeste qui avait proclamé la République populaire ukrainienne et défini les frontières de l'Ukraine. Qui, demanda-t-il pour la forme, pouvait soutenir une Ukraine indépendante ?

De grands propriétaires terriens en Ukraine, puis Aleksei Kaledin [un général de l'Armée blanche] et son « gouvernement militaire » sur le Don, i.e. les propriétaires cosaques... Derrière eux se cache la grande bourgeoisie russe qui fut l'ennemi acharné de toutes les revendications du peuple ukrainien, et qui maintenant soutient la Rada centrale...

En revanche, « tous les ouvriers ukrainiens et la partie la plus pauvre de la paysannerie » s'opposaient à la Rada centrale, prétendait-il, ce qui n'était guère plus vrai<sup>42</sup>.

Staline fit suivre ses dénonciations officielles de la Rada centrale par ce qu'on allait appeler plus tard « des mesures actives », s'efforçant de déstabiliser le gouvernement ukrainien. Sur place les bolcheviks essayèrent de créer de soi-disant « républiques soviétiques » indépendantes à Donetsk-Kryvyi Rih, Odessa, Tavriia et dans la province du Don – des mini-États soutenus par Moscou, qui, naturellement, n'étaient pas du tout indépendants<sup>43</sup>. Ils tentèrent aussi de monter un coup d'État à Kyiv ; après leur échec, ils formèrent un Comité exécutif central ukrainien « alternatif » puis un « gouvernement soviétique » à Kharkiv, ville russophone plus fiable. Ils feraient plus tard de Kharkiv la capitale de l'Ukraine, même si, en 1918, seuls une poignée de dirigeants bolcheviques y parlaient l'ukrainien<sup>44</sup>.

Tandis que les bolcheviks consolidaient leur autorité en Russie, l'Armée rouge progressait vers le sud. En fin de compte, le 9 février 1918, alors que les dirigeants de la Rada centrale négociaient à Brest-Litovsk, Kyiv tomba pour la première fois aux mains des forces bolcheviques. Cette brève occupation initiale apporta avec elle non seulement l'idéologie communiste mais aussi un ordre du jour clairement russe. Le général Mikhaïl Mouraviev, commandant les opérations, déclara qu'il rapportait le régime russe depuis le « Grand Nord » et ordonna l'exécution immédiate des nationalistes suspects. Ses hommes abattirent quiconque parlait ukrainien en public et détruisirent toute trace du régime ukrainien, dont les plaques de rue qui avaient remplacé les plaques russes à peine quelques semaines auparavant<sup>45</sup>. Le bombardement bolchevique de 1918 sur la capitale visa délibérément le domicile de Hrouchevsky, la bibliothèque et les collections de documents anciens<sup>46</sup>.

Bien que les bolcheviks n'aient contrôlé Kyiv que quelques semaines, cette première occupation donna aussi à Lénine un avant-goût de ce que l'Ukraine pouvait apporter au projet communiste. Prêt à tout pour nourrir les ouvriers révolutionnaires qui l'avaient porté au pouvoir, il envoya immédiatement l'Armée rouge en Ukraine, accompagnée de « détachements de réquisition », des équipes d'hommes chargés de confisquer les céréales des paysans. Il nomma Sergo Ordjonikidzé, bolchevik géorgien de premier plan, « commissaire plénipotentiaire extraordinaire » en charge de réquisitionner les céréales ukrainiennes<sup>47</sup>. Le comité de rédaction de la *Pravda* claironna le succès de ces soldats et assura à ses lecteurs citoyens russes que la direction soviétique avait déjà commencé à prendre « des mesures extraordinaires » pour se procurer des céréales chez les paysans<sup>48</sup>.

En coulisses, les télégrammes de Lénine n'auraient guère pu être plus explicites. « De grâce, écrivit-il en janvier 1918, utilisez toute votre énergie et toutes les mesures révolutionnaires pour envoyer des céréales, des céréales et encore des céréales ! Autrement, Petrograd va mourir de faim. Servez-vous de trains et de détachements spéciaux. Ramassez et stockez. Escortez les trains. Informez-nous tous les jours. Je vous en conjure<sup>49</sup> ! » La perte rapide de l'Ukraine au profit des armées allemandes et autrichiennes, début mars, mit Moscou en fureur.

Un Staline enragé dénonça non seulement le mouvement national ukrainien et ses partisans paysans réfractaires mais aussi les bolcheviks ukrainiens qui avaient fui Kharkiv et bricolé un autre « gouvernement des Soviets ukrainiens en exil », à Rostov de l'autre côté de la frontière russe. D'instinct, il détesta l'idée de « bolcheviks ukrainiens » et estima qu'ils devaient renoncer à leurs efforts pour créer un parti distinct. Depuis Moscou, il s'en prit au groupe de Rostov : « Vous avez assez joué au gouvernement et à la république. Il est temps d'abandonner ce jeu ; en voilà assez<sup>50</sup>. »

En réponse, l'un des rares responsables ukrainophones à Rostov envoya une note de protestation au Conseil des commissaires du peuple à Moscou. La déclaration de Staline, écrivit Mykola Skrypnyk, avait contribué à « discréditer le pouvoir soviétique en Ukraine ». Skrypnyk croyait à la possibilité d'un « bolchevisme ukrainien » et fut un des premiers champions de ce qu'on appellerait ensuite le « communisme national », la conviction que le communisme pouvait avoir des formes différentes dans des pays différents et qu'il n'était pas incompatible avec le sentiment national en Ukraine. Il plaida que le bref gouvernement de la Rada centrale avait fait naître un désir réel de souveraineté ukrainienne, et suggéra aux bolcheviks de le reconnaître et de l'intégrer. Le gouvernement soviétique ne devait pas « fonder ses décisions sur l'opinion d'un commissaire du peuple de la Fédération russe, mais plutôt écouter les masses, le peuple ouvrier d'Ukraine<sup>51</sup> ».

Si Skrypnyk l'emporta à court terme dans cet échange, ce n'est pas que les bolcheviks s'étaient résolus à écouter les masses ou les travailleurs. À la suite de sa première défaite en Ukraine, Lénine avait simplement décidé d'adopter d'autres tactiques. Utilisant les méthodes de ce qu'on appellerait (bien plus tard mais dans un contexte similaire) la « guerre hybride », il ordonna à ses troupes de retourner en Ukraine incognito. Elles devaient dissimuler qu'elles constituaient une force russe combattant pour une Russie bolchevique unifiée et, pour semer la confusion parmi les nationalistes, se présenter comme un « mouvement soviétique ukrainien de libération ». L'idée était d'utiliser cyniquement la rhétorique nationaliste afin de convaincre la population d'accepter le pouvoir soviétique. Dans un télégramme au commandant de l'Armée rouge sur le terrain, Lénine expliqua :

Avec la progression de nos troupes à l'ouest et en Ukraine, sont créés des gouvernements soviétiques provisoires régionaux dont la tâche est de consolider les soviets locaux. Cette situation a l'avantage de priver les chauvins d'Ukraine, de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie de la possibilité de considérer l'avancée de nos détachements comme une occupation et crée une atmosphère favorable à la nouvelle progression de nos troupes<sup>52</sup>.

En d'autres termes, les commandants militaires devaient aider à mettre en place les gouvernements « nationaux » prosoviétiques qui les accueilleraient. Comme l'expliqua Lénine, l'idée était de s'assurer que la population ukrainienne les traiterait en « libérateurs », non en occupants étrangers.

À aucun moment, en 1918 ou plus tard, ni Lénine, ni Staline, ni aucun des dirigeants bolcheviks n'imagina qu'un État soviétique ukrainien pût jouir d'une véritable souveraineté. Le Conseil révolutionnaire ukrainien, formé le 17 novembre, comptait deux représentants ukrainiens promoscovites, Piatakov et Volodymyr Zatonskyi, ainsi que Volodymyr Antonov-Ovseïenko, commandant de l'Armée rouge en Ukraine, et Staline lui-même. Le « Gouvernement révolutionnaire provisoire d'Ukraine », constitué le 28 novembre, fut dirigé par Christian Rakovski, bulgare d'origine. Celui-ci déclara, entre autres, que toutes les revendications pour faire de l'ukrainien la langue officielle du pays faisaient « injure à la révolution ukrainienne<sup>53</sup> ».

Le désordre général facilita la poursuite de cette guerre hybride. L'Armée rouge s'attaqua à la république au moment même où les bolcheviks commencèrent à négocier un accord avec Petlioura. Furieux, les représentants du Directoire dénoncèrent cette politique hypocrite : Gueorgui Tchitcherine, le commissaire du peuple aux affaires étrangères, répondit mollement que Moscou n'avait rien à voir avec les troupes pénétrant sur le sol ukrainien. Il imputa l'action militaire à « l'armée du gouvernement soviétique ukrainien qui est complètement indépendante<sup>54</sup> ».

Le Directoire protesta que ce n'était qu'un tissu de mensonges. Ils voyaient parfaitement que l'« armée du gouvernement soviétique ukrainien » était en fait l'Armée rouge. Le Directoire continua cependant à protester jusqu'en janvier 1919, lorsque l'Armée rouge força le gouvernement ukrainien à se retirer définitivement de Kyiv<sup>55</sup>.

La seconde occupation bolchevique de l'Ukraine commença en janvier et allait durer six mois. Durant cette période, Moscou ne contrôla jamais la totalité du territoire qui devait constituer la République ukrainienne par la suite. Même dans les districts où les bolcheviks exerçaient leur autorité sur les bourgs et les villes, les villages demeuraient souvent sous l'emprise des partisans locaux ou « otamans », certains fidèles à Petlioura et d'autres non. Dans beaucoup d'endroits, l'autorité bolchevique ne s'étendait guère au-delà des gares ferroviaires. Néanmoins, cette courte période de domination partielle donna l'occasion aux dirigeants de la République soviétique

ukrainienne de se montrer sous leur vrai jour. Quelle que fût l'indépendance théorique des dirigeants communistes ukrainiens sur le papier, ils n'en avaient aucune en pratique.

De surcroît, toutes leurs idées sur le développement économique de l'Ukraine furent aussi rapidement anéanties par une autre priorité. Aucune considération de la théorie marxiste, aucun argument sur le nationalisme ou la souveraineté, n'importait autant cette année-là pour les bolcheviks que le besoin d'alimenter les ouvriers de Moscou ou de Petrograd. En 1919, le télégramme de Lénine – « De grâce, utilisez toute votre énergie et toutes les mesures révolutionnaires pour envoyer des céréales, des céréales et encore des céréales ! » – était devenu de loin le principe directeur du comportement et de la pratique des bolcheviks en Ukraine.

Cette obsession de la nourriture n'était pas un hasard. L'Empire russe souffrait de problèmes de ravitaillement depuis le début de la Grande Guerre. Au début du conflit avec l'Allemagne, la Russie impériale centralisa et nationalisa son système de distribution alimentaire, provoquant un chaos administratif et des pénuries. Ainsi fut mis en place un Conseil spécial pour discuter et coordonner les mesures d'approvisionnement, une organisation officielle de distribution alimentaire qui allait clairement servir de précédent aux organisations soviétiques ultérieures. Loin d'améliorer la situation, les efforts du Conseil spécial pour « éliminer les intermédiaires » et créer une forme non capitaliste et prétendument plus efficace de distribution des céréales avait en fait exacerbé la crise de l'approvisionnement<sup>56</sup>.

Les pénuries alimentaires qui en résultèrent déclenchèrent la révolution de février 1917 et propulsèrent les bolcheviks au pouvoir quelques mois après. Morgan Philips Price, journaliste britannique, décrit l'atmosphère de cette année-là :

Involontairement la conversation parut dériver sur un grand sujet qui attirait évidemment l'attention de tous : le pain et la paix [...]. Tout le monde savait que les trains ne pouvaient plus faire face à la charge de transport, que les céréales autrefois exportées vers l'Europe de l'Ouest étaient désormais plus qu'absorbées par l'armée, que la superficie des terres cultivées avait diminué de 10 % en un an, et qu'elle allait encore se réduire au printemps, que les ouvriers de plusieurs grandes villes étaient restés sans pain pendant plusieurs jours, tandis que les grands-ducs et les profiteurs avaient de grandes réserves chez eux<sup>57</sup>.

Price vit les femmes faire la queue pour les rations : « Leur visage pâle et leurs yeux anxieux trahissaient la peur qu'une calamité approche<sup>58</sup>. » Il visita la caserne de l'un des régiments de Moscou où il constata que la discussion portait sur « les rations alimentaires : un homme à la voix plus forte et plus résolu que les autres proposa une délégation à trois auprès du commandant pour exiger l'augmentation immédiate de ces rations ». Des rations alimentaires, la discussion porta ensuite sur la guerre, puis la propriété de la terre : « Ce soviet de soldats embryonnaire était devenu, en tout cas, un centre d'échange de vues sur des sujets qui jusqu'à hier étaient interdits à tous hors du cercle bienheureux de la caste dirigeante. La révolution avait atteint une nouvelle étape. »

Plus tard, Price observa que la faim, au moins à ses débuts, rendait la population « plus rapace ». Le manque de vivres poussait les gens à remettre en question le système, à exiger des changements, et même à en appeler à la violence<sup>59</sup>.

Le lien entre nourriture et pouvoir était une chose que les bolcheviks comprenaient aussi très bien. Avant, pendant et après la révolution, de tous côtés, on s'aperçut que les pénuries constantes faisaient de l'approvisionnement alimentaire un instrument politique de la plus haute importance. Qui avait du pain avait des compagnons, des soldats, des amis fidèles. Qui ne pouvait nourrir les siens perdait rapidement tout soutien. En 1921, le représentant d'une mission américaine de secours négociant pour entrer en Union soviétique assura à son interlocuteur (plus tard ministre des Affaires étrangères), Maxime Litvinov : « Nous ne venons pas combattre la Russie, nous venons l'alimenter. » D'après un journaliste américain, Litvinov répondit très succinctement, en anglais : *Yes, but food is a veppon*, « Oui, mais la nourriture est une *arme*<sup>60</sup> ».

Lénine le pensait aussi. Mais le chef révolutionnaire n'en conclut pas pour autant que le système de distribution alimentaire nationalisé du Conseil spécial était mauvais. Au contraire, il jugea que ses méthodes n'étaient pas assez dures, notamment en Ukraine. En 1919, Rakovski, le dirigeant bolchevik en charge de l'Ukraine, fit écho à ce sentiment en déclarant sans détour à un congrès du parti. « Nous sommes allés en Ukraine au moment où la Russie soviétique passait par une crise de production excessivement grave, expliqua-t-il : notre objectif était de l'exploiter au maximum pour soulager la crise<sup>61</sup>. » Dès le tout début du régime, les bolcheviks partirent du principe que l'exploitation de l'Ukraine était le prix à payer pour garder le contrôle de la Russie. Comme l'écrivit l'un d'entre eux par la suite, « le sort de la révolution dépend de notre capacité à approvisionner en pain de manière fiable le prolétariat et l'armée<sup>62</sup> ».

Le besoin urgent de céréales entraîna une série exceptionnelle de mesures, connue alors et plus tard sous le nom de « communisme de guerre ». Lancé en Russie en 1918 puis étendu à l'Ukraine après la deuxième invasion au début de 1919, le communisme de guerre se traduit par la militarisation de toutes les relations économiques. À la campagne, le système était très simple : prendre le contrôle des céréales, à la pointe du fusil, puis les redistribuer aux soldats, aux ouvriers, aux membres du parti et à d'autres que l'État estimait « essentiels ».

En 1918 ce système dut paraître familier à beaucoup. Dès 1916, le gouvernement impérial russe, tourmenté par les pénuries alimentaires de la guerre, avait commencé à confisquer les céréales par les armes – une politique connue sous le nom de *prodrazvyorstka*. En mars 1917 le Gouvernement provisoire avait aussi décrété que les paysans devaient vendre toutes leurs céréales à l'État au prix que ce dernier avait fixé, à l'exception de ce dont ils avaient besoin pour leurs semences et leur consommation<sup>63</sup>. Les bolcheviks en firent autant. En mai 1918 le Conseil des commissaires du peuple poursuivit la politique tsariste et instaura une « dictature de l'approvisionnement ». Le Commissariat à l'alimentation créa une « armée de l'approvisionnement » qui fut déployée sur le « front de l'approvisionnement<sup>64</sup> ».

Cependant, en dépit du langage militarisé, le communisme de guerre signifiait en pratique que la plupart des gens avaient faim. Pour obtenir la moindre nourriture, entre 1916 et 1918, la majorité des Russes et des Ukrainiens recouraient au marché noir et pas aux sociétés d'État inexistantes<sup>65</sup>. Dans *Le Docteur Jivago* de Boris Pasternak, la femme du médecin recherche de la nourriture et du combustible dans le Moscou prérévolutionnaire, errant « dans les rues du voisinage, où passaient quelquefois des paysans qui apportaient des légumes et des pommes de terre des villages de la grande banlieue. Il fallait être là au bon moment. Parfois, on arrêtait ces paysans et on confisquait le chargement. Elle finit par trouver » un homme qui vendait des bûches de bouleau vert et les lui échangea contre « une petite armoire à glace ». Il la prit pour en faire cadeau à sa femme. « Tout en promettant une prochaine livraison de pommes de terre, il s'informa du prix d'un piano placé près de la porte<sup>66</sup>. » Telle était l'interaction entre ville et la campagne dans les années du communisme de guerre.

Le troc ville-campagne persista de longues années au sein du système économique. Encore en 1921, alors que la guerre civile était en principe terminée, une délégation caritative américaine visitant Moscou découvrit un ensemble d'arrangements très similaire. Dans Kouznetski Most, rue commerçante importante autrefois, de vieilles femmes et des enfants vendaient des fruits tirés de paniers devant des magasins vides et fermés. Il n'y avait ni légumes ni viande, sauf sur les marchés à ciel ouvert. Dans la soirée, les Américains trouvèrent la source de ces biens. Retournant à leur wagon où ils devaient passer la nuit, ils observèrent une cohue d'hommes, de femmes et d'enfants qui se bousculaient et jouaient des coudes pour monter dans un train quittant la ville. Ce « spectacle tout à fait fantastique dans une demi-pénombre » était en réalité un réseau russe de distribution alimentaire, des milliers de marchands individuels allant et venant entre villes et campagne<sup>67</sup>.

Durant ces années, ces marchés illégaux permirent à beaucoup de s'alimenter, notamment à ceux qui ne figuraient pas sur les listes officielles. Non seulement les bolcheviks ne toléraient pas ces ventes de rue à la sauvette, mais ils les accusaient de prolonger la crise. Année après année, les dirigeants soviétiques furent surpris par la faim et les pénuries que leur système de « confiscation et redistribution » avait provoquées. Parce que l'intervention de l'État était censée enrichir et non appauvrir le peuple, que les bolcheviks ne remettaient jamais en cause leurs propres stratégies, encore moins leur idéologie rigide, ils faisaient plutôt porter le chapeau aux petits commerçants et aux vendeurs du marché noir – les « spéculateurs » – qui gagnaient leur vie en transportant les produits alimentaires des fermes vers les villes. En janvier 1919, Lénine lui-même devait dénoncer en eux des ennemis idéologiques :

Toutes les belles paroles à ce sujet [le commerce privé], toutes les tentatives pour l'encourager sont un grand danger, un repli, un recul par rapport à la construction socialiste que le Commissariat à l'alimentation poursuit au milieu de difficultés incroyables en luttant contre les millions de spéculateurs que nous a laissés le capitalisme.

De là à dénoncer les paysans qui vendaient des céréales aux « spéculateurs », il n'y avait en toute logique qu'un pas. Lénine, qui soupçonnait déjà la paysannerie de ne pas être une classe suffisamment révolutionnaire, était très clair sur le danger du commerce ville-campagne :

Le paysan doit choisir : le marché libre des céréales – ce qui veut dire la spéculation ; la liberté aux riches de s'enrichir davantage et aux pauvres de s'appauvrir toujours plus et mourir de faim ; le retour des propriétaires fonciers absolus et des capitalistes ; la rupture de l'union des paysans et des ouvriers – ou la livraison de ses surplus de céréales à l'État à prix fixes<sup>68</sup>.

Cependant, les mots ne suffisaient pas. Confrontés à une faim généralisée, les bolcheviks prirent des mesures plus extrêmes. Habituellement, les historiens imputent le tournant de Lénine vers la

violence politique en 1918 – un ensemble de mesures connues sous le nom de Terreur rouge – à la lutte contre ses opposants<sup>69</sup>. Or, avant même qu'elle ne fût officiellement déclarée en septembre, avant qu'il n'ordonnât les arrestations en masse et les exécutions, Lénine avait déjà rejeté tout semblant de légalité en réponse au désastre économique : les ouvriers de Moscou et de Petrograd en étaient à 30 grammes de pain par jour. Morgan Philips Price remarqua que, dans l'hiver 1918, les autorités soviétiques purent à peine donner à manger aux délégués lors du Congrès des soviets : « Très peu de wagons de farine étaient parvenus dans la semaine aux gares de Petrograd<sup>70</sup>. » Pis, « les plaintes commencèrent à s'amplifier dans les quartiers ouvriers de Moscou. Le régime bolchevique devait trouver de quoi manger ou partir, entendait-on<sup>71</sup> ».

Au printemps 1918 ces conditions inspirèrent la première *tchrezvytchaichtchina* de Lénine – une expression traduite par un spécialiste par « état d'exception dans la vie publique quand tout sentiment de légalité est perdu et que l'arbitraire l'emporte au pouvoir<sup>72</sup> ». Il fallait des mesures extraordinaires, ou *tcherzvytchainye mery*, pour combattre la paysannerie que Lénine accusait de garder pour elle l'excédent de céréales. Pour forcer les paysans à céder leurs céréales et à combattre la contre-révolution, Lénine créa également la *tchrezvytchainaïa komissiia* – « commission extraordinaire », alias Tche-Ka, ou Tcheka. Ce fut le premier nom donné à la police secrète soviétique, qui devint ensuite la GPU (Guépéou), l'OGPU, le NKVD et enfin le KGB.

L'urgence l'emportait sur tout le reste. Lénine ordonna à tous ceux qui n'étaient pas directement engagés dans le conflit militaire au printemps et dans l'été 1918 de rapporter des vivres dans la capitale. Staline fut chargé des « affaires d'approvisionnement en Russie méridionale », tâche subitement beaucoup plus importante que celles de commissaire aux nationalités. Il partit pour Tsaritsyne, sur la Volga, avec deux trains blindés et 450 soldats de l'Armée rouge. Sa mission : ramasser des céréales pour Moscou. Dans son premier télégramme à Lénine, envoyé le 7 juillet, il dit avoir découvert une « bacchanale de spéculation ». Il exposa sa stratégie : « Nous serons sans pitié pour personne, ni pour nous, ni pour les autres – mais nous vous apporterons du pain<sup>73</sup>. »

Les années suivantes, on se souviendra surtout que l'escapade de Staline à Tsaritsyne fut l'occasion de sa première querelle publique avec celui qui allait devenir son grand rival, Léon Trotski. Mais, dans le contexte de la politique ultérieure de Staline en Ukraine, elle avait une autre signification : ses méthodes brutales pour se procurer des céréales à Tsaritsyne annoncèrent celles qu'il allait employer en Ukraine plus d'une décennie après. Dans les jours qui suivirent son arrivée, Staline créa un Conseil révolutionnaire militaire, mit en place une division de la Tcheka et commença à « nettoyer » Tsaritsyne des contre-révolutionnaires. Dénonçant les généraux locaux comme des « spécialistes bourgeois » et de « ternes gratte-papier, complètement inadaptés à la guerre civile », il les fit arrêter avec d'autres et interner dans une barge au milieu de la Volga<sup>74</sup>. En lien avec plusieurs corps de troupes bolcheviques du Donets, avec l'aide de Klement Vorochilov et Sergo Ordjonikidzé, deux hommes qui allaient demeurer étroitement associés, Staline autorisa les arrestations et les violences à grande échelle, suivies d'exécutions de masse. Les brutes de l'Armée rouge volaient leurs céréales aux marchands et aux paysans ; la Tcheka forgeait ensuite des dossiers criminels contre eux – autre signe avant-coureur de ce qui allait advenir – et raflait aussi des gens au hasard dans ses opérations de ratissage<sup>75</sup>.

Les céréales furent embarquées dans des trains vers le nord – ce qui signifiait, du point de vue de Staline, que cette forme particulièrement violente de communisme de guerre fut une réussite. La population de Tsaritsyne paya le prix fort et, au moins aux yeux de Trotski, l'armée également<sup>76</sup>. Trotski s'étant plaint du comportement de Staline à Tsaritsyne, Lénine finit par l'éloigner. Mais le temps qu'il y passa resta si important pour Staline qu'en 1925 il rebaptisa Tsaritsyne « Stalingrad ».

Lors de la seconde occupation de l'Ukraine par les bolcheviks en 1919, ils n'eurent jamais le degré de contrôle qu'avait eu Staline sur Tsaritsyne. Mais dans les six mois où ils furent en charge de la république, au moins théoriquement, ils allèrent aussi loin que possible. Toutes leurs obsessions – leur haine du commerce, de la propriété privée, du nationalisme, de la paysannerie – s'affichèrent partout en Ukraine. Leur obsession particulière de l'alimentation et des collectes alimentaires en Ukraine éclipsa cependant presque toutes leurs autres décisions.

Arrivant pour la seconde fois à Kyiv, les bolcheviks agirent très vite. Ils abandonnèrent d'emblée la prétention de constituer une force de « libération ukrainienne ». En fait, ils poursuivirent de nouveau la politique tsariste : ils interdirent les journaux ukrainiens ainsi que l'usage de l'ukrainien dans les écoles et fermèrent les théâtres ukrainiens. La Tcheka procéda rapidement à l'arrestation d'intellectuels ukrainiens accusés de « séparatisme ». Rakovski, le chef du parti ukrainien, refusa

d'utiliser et même de reconnaître la langue ukrainienne. Pavlo Khrystiuk, révolutionnaire socialiste ukrainien, rappela plus tard que, de nouveau, les « soldats russes », dont beaucoup sortaient des rangs de l'ancienne police impériale, « tiraient sur quiconque parlait ukrainien et se considéraient comme ukrainien à Kyiv ». La rhétorique anti-ukrainienne haineuse devint courante dans le langage bolchevique à Kyiv : « Les masses sans emploi, affamées et laborieuses rejoignaient simplement l'armée, elles étaient bien payées pour leur service et recevaient des “rations” pour leur famille. Il était facile de remonter le “moral” de cette armée. Il suffisait de dire que nos “frères” crevaient de faim à cause des *Khokhly* [mot péjoratif pour Ukrainiens]. Voilà comment nos “camarades” allumaient les feux de la haine envers les Ukrainiens<sup>77</sup>. »

Comme en Russie, ils confisquèrent aussi les grandes propriétés et utilisèrent une partie des terres pour créer des fermes collectives et diverses entreprises agricoles d'État – autre signe avant-coureur de la future politique. Mais alors que les bolcheviks de Moscou étaient impatients de tenter ces expériences, ce n'était pas le cas des communistes ukrainiens. Encore moins celui des paysans ukrainiens. La Russie avait une tradition d'agriculture communautaire, et la majorité des paysans russes possédaient conjointement la terre dans les communes rurales (*obstchina*, ou *mir*). Mais seuls un quart des paysans ukrainiens étaient dans ce cas. La plupart étaient des exploitants individuels – propriétaires terriens ou employés – qui possédaient leur terre, leur maison et leur cheptel<sup>78</sup>.

Quand l'occasion se présenta de rejoindre spontanément les fermes collectives en 1919, très peu de paysans ukrainiens acceptèrent. Et bien que le nouveau régime soviétique ait organisé quelque 550 fermes collectives et d'État en Ukraine en 1919, elles furent en grande partie impopulaires et en échec : presque toutes furent dissoutes peu après. L'immense majorité des terres confisquées fut en fait redistribuée. Les paysans reçurent de petites parcelles à l'ouest et au centre de l'Ukraine, de plus grandes dans les steppes du Sud et de l'Est. Les petits propriétaires qui géraient de 50 à 60 hectares gardèrent leur propriété. Bien que personne ne l'ait dit ainsi, c'était la reconnaissance tacite que les propriétaires privés produisaient davantage de céréales avec une plus grande efficacité<sup>79</sup>.

En 1919, cependant, les céréales représentaient pour Lénine une priorité bien plus grande que la conversion des Ukrainiens aux bienfaits de l'agriculture collective. Chaque fois que la république était en question, c'était sa préoccupation principale : « À chaque mention de l'Ukraine, Lénine demandait combien [de kilos de céréales] il y avait, combien pouvaient être récupérés ou combien avaient déjà été saisis<sup>80</sup>. » Il était encouragé dans son obsession par Alexandre Chlikhter, bolchevik au passé révolutionnaire nommé commissaire du peuple à la collecte alimentaire en Ukraine à la fin de 1918. Au début de 1919, Chlikhter avait déjà placé sous son contrôle personnel toutes les personnes, les instituts et les bureaux en lien avec la production alimentaire en Ukraine<sup>81</sup>. Natif de Poltava, dans le centre-est de l'Ukraine, il pensait que le potentiel de production alimentaire de son lieu de naissance était énorme, sans imaginer que les Ukrainiens pussent en être les bénéficiaires : « Nous avons un objectif, nous procurer 100 millions de pouds [1,63 million de tonnes] par la réquisition de céréales [...] : 100 millions pour la Russie affamée, pour la Russie maintenant menacée d'une intervention internationale par l'est. C'est un chiffre colossal, mais la riche Ukraine, productrice de pain, y pourvoira<sup>82</sup>... »

Ces chiffres revenaient à décrocher la lune ; plus tard, on demanderait à Chlikhter 50 millions de pouds, mais la réduction ne changeait rien puisqu'il était loin de pouvoir collecter une telle quantité<sup>83</sup>. Il se trouva assurément dans l'impossibilité d'acheter des céréales. Ainsi que le rappela un observateur, les paysans refusèrent de céder leurs récoltes aux citadins paresseux en échange d'« argent Kerenski » [monnaie créée en février 1917] ou de *karbovantsiv* ukrainiens : « C'est à peine s'il y avait un foyer qui ne possédait pas de liasses de billets sans valeur<sup>84</sup>. » Alors que les paysans auraient volontiers troqué leurs céréales contre des vêtements ou des outils, la Russie ne produisait guère de biens manufacturés et Chlikhter n'avait rien à leur donner.

La force était de nouveau la seule solution. Mais au lieu de déployer la violence brute dont Staline avait usé à Tsaritsyne, Chlikhter opta pour une forme plus subtile. Il créa un nouveau système de classes, nommant et identifiant d'abord de nouvelles catégories de paysans, puis attisant l'antagonisme entre elles. Auparavant, les distinctions de classes dans les villages ukrainiens n'étaient pas clairement définies ni significatives ; Trotski disait lui-même de la paysannerie qu'elle était le « protoplasme d'où de nouvelles classes se différencièrent dans le passé<sup>85</sup> ».

Comme on l'a vu, seule une minorité de villages ukrainiens suivit la pratique, plus courante en Russie, de possession commune des terres. Généralement, il y avait une division grossière entre ceux qui étaient propriétaires de la terre et passaient pour des travailleurs acharnés, et ceux qui n'étaient pas propriétaires ou qui pour toutes sortes de raisons – malchance, alcool – étaient considérés comme de piètres travailleurs. Mais la distinction était floue. Des membres de la même

famille pouvaient appartenir aux différents groupes, et les paysans pouvaient passer d'une catégorie à l'autre très rapidement<sup>86</sup>.

Avec leur formation marxiste rigide et leur manière hiérarchique de voir le monde, les bolcheviks voulaient des marqueurs plus formels. Ils allaient définir finalement trois catégories de paysans : les *koulaks*, ou paysans aisés ; les *seredniaks*, ou paysans moyens ; et les *bedniaks*, ou paysans pauvres. Mais à ce stade, ils cherchaient principalement à définir qui seraient les victimes de leur révolution et qui en profiteraient.

Chlikhter créa en partie une division de classe en déclenchant une lutte idéologique contre les « koulaks » ou « kourkoules » (littéralement, les « poings » en ukrainien). C'était un mot rare dans les villages ukrainiens avant la révolution ; quand on l'utilisait, c'était seulement pour désigner quelqu'un qui se débrouillait bien, ou qui pouvait se permettre d'en embaucher d'autres pour travailler, mais pas forcément quelqu'un de riche<sup>87</sup>. Bien que les bolcheviks aient sans cesse discuté de la façon d'identifier les koulaks – pour finir, le mot allait devenir simplement politique –, cela ne les empêchait pas de dénoncer en eux le principal obstacle à la collecte des céréales, ou de les attaquer en tant qu'exploiteurs de paysans plus pauvres et entraves au pouvoir soviétique. Les koulaks devinrent très rapidement l'un des principaux boucs émissaires bolcheviques, le groupe le plus souvent accusé de l'échec de l'agriculture et de la distribution alimentaire bolcheviques.

Tout en s'en prenant aux koulaks, Chlikhter créa en même temps une nouvelle classe d'alliés avec l'institution des « comités de paysans pauvres » – *komitety nezamozhnykh selian*, ou *komnezamy* (*kombedy* en russe). Les *komnezamy* auront leur part plus tard dans la famine ukrainienne, mais leur origine remonte à ce moment postrévolutionnaire précis, à la première campagne de collecte des céréales par Chlikhter. Sous sa direction, les soldats de l'Armée rouge et les agitateurs russes allèrent de village en village, recrutant les paysans les moins prospères, les moins productifs et les plus opportunistes en leur offrant le pouvoir, des privilèges et les terres confisquées à leurs voisins. En échange, ces collaborateurs soigneusement sélectionnés devaient trouver les « excédents de céréales » chez leurs voisins et s'en emparer. Ces collectes de céréales obligatoires – ou *prodrazvyorstka* – provoquèrent une colère et un ressentiment irrépressibles, qui ne disparurent jamais vraiment<sup>88</sup>.

Ces deux groupes villageois nouvellement créés étaient l'un pour l'autre des ennemis mortels. Les koulaks comprirent parfaitement que les *komnezamy* avaient été instaurés pour les anéantir ; de même, les *komnezamy* comprirent parfaitement que leur statut à venir dépendait de leur capacité à anéantir les koulaks. Ils étaient prêts à châtier lourdement leurs voisins dans ce but. Iosyp Nyjnyk, membre fidèle du comité de paysans pauvres à Velyke Oustia, dans la province de Tchernihiv, rejoignit un *komnezam* en janvier 1918, après son retour du front. Ainsi qu'il le rappela ensuite, le comité local comptait cinquante membres. Chargé de confisquer la terre de ses voisins plus aisés, il se heurta sans surprise à leur farouche résistance. En riposte, une poignée de membres du *komnezam* forma un « comité révolutionnaire » armé, qui, d'après Nyjnyk, imposa des mesures immédiates drastiques : « Interdiction fut faite aux koulaks et aux groupes religieux de se réunir sans la permission du comité révolutionnaire, les armes des koulaks furent confisquées, des gardes furent postés autour du village et une surveillance secrète des koulaks fut aussi mise en place<sup>89</sup>. »

Ces mesures ne furent pas toutes décidées ni approuvées d'en haut. Mais en disant aux comités de paysans pauvres que du dépouillement des koulaks dépendait leur bien-être, Chlikhter savait qu'il poussait à une guerre de classe virulente. Les *komnezamy*, écrivit-il après, revenaient à « introduire la révolution socialiste dans les campagnes » en assurant la « destruction du pouvoir politique et économique du koulak<sup>90</sup> ». Un autre bolchevik le déclara clairement à une réunion du parti en 1918 : « Vous, camarades paysans, vous devez savoir que maintenant en Ukraine il y a beaucoup de koulaks riches, vraiment beaucoup, et qu'ils sont bien organisés, et que dès que nous commencerons à fonder nos communes à la campagne [...] ces koulaks monteront une forte opposition<sup>91</sup>. »

Dans une phase difficile de la guerre civile, en mars 1918, Trotski déclara à une réunion du soviet et des syndicats que les vivres devaient être « réquisitionnés à tout prix pour l'Armée rouge ». De plus, il parut envisager les conséquences avec enthousiasme : « Si les réquisitions se soldent par une guerre civile entre koulaks et éléments pauvres des villages, alors vive la guerre civile<sup>92</sup> ! » Staline utilisera la même rhétorique une décennie après. Mais dès 1919 les bolcheviks cherchèrent activement à intensifier les divisions dans les villages, s'appuyant sur la colère et le ressentiment pour servir leur politique.

Chlikhter n'a pas inventé cette forme de révolution à la base : Lénine l'avait tentée plus tôt en Russie, en 1918, mais elle avait échoué. Non seulement les comités de paysans pauvres n'avaient

pas été populaires en Russie – les paysans russes étaient moins portés que les Ukrainiens à se penser en recourant à de strictes divisions de classe, préférant considérer leurs voisins comme des « semblables » –, mais ils étaient aussi corrompus. Les comités s’empressèrent d’utiliser à leur profit les céréales confisquées, et dans de nombreux districts russes dégénérent en « réseaux de corruption et de détournement<sup>93</sup> ». Chlikhter connaissait les risques politiques qu’il courait en suivant cette ligne en Ukraine où la paysannerie était moins bien disposée envers les bolcheviks. Néanmoins, sous le slogan « Du pain pour les combattants, pour le salut de la révolution ! », il pressa les *komnezamy* de collecter les céréales par tous les moyens.

Ce ne fut pas sa seule tactique : il offrit également des commissions à des groupes privés ou des seigneurs de la guerre. D’après les documents officiels, 87 équipes de collecte de céréales arrivèrent de Russie en Ukraine dans le premier semestre de 1919, déployant 2 500 personnes. Si l’on compte les soldats et les participants officieux, le total pourrait être bien plus élevé<sup>94</sup>. D’autres venaient de l’intérieur de l’Ukraine, des villes aussi bien que des réseaux criminels locaux. Tout comme les brigades de collectivisation envoyées des villes dans les campagnes en 1929, une grande partie des membres de ces équipes étaient des partisans urbains des bolcheviks, sinon russes, tout au moins russophones. Quelle que fût leur origine ethnique, les paysans considéraient ces équipes de collecte militarisées comme « étrangères », ne méritant pas plus de considération que les soldats allemands et autrichiens qui avaient tenté la même tactique un an avant. Évidemment, reconnut Chlikhter, les paysans réagirent : « Dans un langage figuré, on pourrait dire que chaque poud de céréales réquisitionnées était taché du sang des travailleurs<sup>95</sup>. »

Les paysans ne furent pas les seuls instigateurs ni les seules victimes de la violence de classe. La Tcheka mena aussi une campagne brutale et inflexible en Ukraine contre les ennemis politiques. Elle arrêta non seulement des nationalistes ukrainiens mais aussi des marchands, des banquiers, des membres de la haute et petite bourgeoisie ; d’anciens officiers impériaux, d’anciens fonctionnaires et dirigeants politiques ; des aristocrates et leur famille ; des anarchistes, des socialistes et des membres de tout autre parti de gauche qui ne suivaient pas la ligne bolchevique. En Ukraine ces derniers étaient particulièrement importants. Le *Borotbysty*, l’aile gauche radicale du Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien, était très suivi dans la campagne ukrainienne. Bien que très proche idéologiquement des bolcheviks – également favorable à une réforme agraire radicale, par exemple –, il fut exclu du gouvernement et suscita la méfiance pour avoir coopéré avec la Rada centrale.

La liste des ennemis des bolcheviks comprenait aussi les Cosaques voisins du Don et du Kouban, dont le territoire chevauchait la Russie et l’Ukraine, et qui, comme les Cosaques zaporogues en Ukraine du Sud, avaient toujours joui d’une large autonomie. Beaucoup de *stanitsas* cosaques – leurs communautés autonomes – se rangèrent aux côtés des Armées blanches impériales pendant la révolution, et certaines réagirent encore plus radicalement. La Rada du Kouban, l’organisation dirigeante de la majorité des Cosaques ukrainophones du Kouban, se déclara souveraine en avril 1917, puis combattit les bolcheviks à partir d’octobre, allant jusqu’à se proclamer République populaire du Kouban indépendante en janvier 1918. Au plus fort de la guerre civile en 1918, les Cosaques russophones du Don déclarèrent également leur indépendance et fondèrent la République du Don, un geste romantique qui ne leur fit pas d’amis à Moscou. Les bolcheviks ne cessèrent de les décrire comme des « contre-révolutionnaires instinctifs » et des « laquais du régime impérial ».

En janvier 1919, après l’entrée de l’Armée rouge dans la province du Don, la direction bolchevique promulgua une ordonnance visant à éliminer définitivement le problème cosaque. Les soldats reçurent l’ordre « de pratiquer une terreur de masse contre les Cosaques nantis, de les exterminer totalement ; d’exercer une terreur de masse sans merci contre tous les Cosaques qui ont participé, directement ou indirectement, à la lutte contre le pouvoir soviétique [...]. De confisquer les céréales et d’obliger à stocker tous les excédents en des points désignés<sup>96</sup> ».

Josef Reingold, le tchékiste aux commandes, taxa par euphémisme ce programme de « décosaquisation ». En réalité, ce fut un massacre : quelque 12 000 personnes furent assassinées après avoir été « condamnées » par des tribunaux révolutionnaires consistant en une troïka d’officiels – un commissaire de l’Armée rouge et deux membres du parti – qui prononcèrent des peines de mort en rafales. Une sorte de nettoyage ethnique suivit la tuerie : des ouvriers et des paysans « fiables » furent introduits afin de « diluer » davantage l’identité des Cosaques du Don<sup>97</sup>. Ce fut l’un des premiers recours soviétiques à la violence de masse et au déplacement massif de personnes pour les besoins du génie social. Ce fut un précédent important pour la politique soviétique ultérieure, notamment en Ukraine. Le mot même de « décosaquisation » a peut-être inspiré celui de « dékoulakisation », au cœur de la politique soviétique une décennie après.

Mais elle eut l'effet inverse. À la mi-mars, les Cosaques de la *stanitsa* Vechenskaïa, dont beaucoup avaient coopéré au début avec l'Armée rouge, se révoltèrent<sup>98</sup>. Partout en Ukraine, les commandants de l'Armée rouge étaient terriblement inquiets. Antonov-Ovseïenko, chef de l'Armée rouge dans la région, écrivit par deux fois à Lénine et au Comité central pour demander un assouplissement de la politique soviétique, et en particulier plus de coopération avec les groupes locaux et les chefs nationaux ukrainiens. Il proposa d'élargir le gouvernement soviétique ukrainien pour inclure les sociaux-démocrates et le *Borotbysty*, qui avaient plus de soutien au sein de la paysannerie que les bolcheviks. Il appela à arrêter les réquisitions de céréales et à lâcher du lest vis-à-vis des paysans ukrainiens qui désertaient l'Armée rouge en grand nombre.

À Moscou, personne n'écouta. La rhétorique agressive continua. La politique de collecte des céréales resta en vigueur. En vain : Chlikhter ne réussit à expédier en Russie que 8,5 millions de pouds – 139 000 tonnes –, une infime partie de ce que Lénine avait réclamé<sup>99</sup>.

Les bolcheviks furent chassés une deuxième fois de Kyiv en août 1919. Après eux, le soulèvement paysan le plus vaste et le plus violent dans l'histoire européenne moderne se déchaîna à travers le pays.

## CHAPITRE 2

### *Rébellion, 1919*

*Peuple ukrainien, empare-toi du pouvoir ! Qu'il n'y ait pas de dictateurs, ni d'une personne ni d'un parti ! Vive la dictature des travailleurs ! Vive les mains calleuses des paysans et des ouvriers ! À bas les spéculateurs politiques ! À bas la violence de la droite ! À bas la violence de la gauche !*

OTAMAN MATVII HRYHORIEV, 1919<sup>1</sup>

*Grande et terrible avait été la mille neuf cent dix-huitième année après la naissance du Christ, mais la suivante, 1919, fut pire encore.*

MIKHAÏL BOULGAKOV, 1926<sup>2</sup>

Quand Nestor Makhno fut baptisé, dit-on, l'habit du prêtre prit feu. C'était un signe, dirent les paysans : il était destiné à devenir un grand bandit. Le premier fils de Makhno vint au monde avec la bouche pleine de dents. Encore un signe, dirent les paysans : cela voulait dire qu'il était l'Antéchrist<sup>3</sup>. Le fils de Makhno mourut, et l'histoire de son baptême s'estompa. Mais les rumeurs les plus contradictoires qui tourbillonnaient autour de Makhno, le plus puissant et certainement le plus charismatique des chefs paysans ukrainiens qui émergea du chaos de 1919, persistèrent bien au-delà de sa mort. Trotski décrivit de manière mémorable les partisans de Makhno comme des « pillards koulaks » qui « jettent de la poudre aux yeux des paysans les plus ignorants et rétrogrades<sup>4</sup> ». Piotr Archinov, anarchiste russe qui admirait Makhno, salua en lui l'homme qui apporta l'unité au « mouvement insurrectionnel révolutionnaire des paysans et des ouvriers de l'Ukraine ». Lorsque, « sur toute l'immense étendue de l'Ukraine, les masses bouillonnaient, s'élançaient vers la révolte et les combats », Makhno « arrêta et précisa le plan de la lutte ; [il] donnait aussi les mots d'ordre du moment<sup>5</sup> ».

Dissiper les brumes et les mythes qui entourent la révolte paysanne ukrainienne de 1918-1920 n'est pas simple, ne serait-ce que parce que bon nombre des principaux protagonistes, y compris Makhno, jouèrent de multiples rôles et changèrent maintes fois de camp. À l'origine, Makhno était un révolutionnaire militant de Zaporijia dans le sud-est de l'Ukraine. Plusieurs fois arrêté par la police tsariste, il passa les années 1908-1917 dans une prison de Moscou. Là, il se lia d'amitié avec Archinov, entre autres, et assimila l'idéologie anarchiste. Bien que radicale et opposée au *statu quo* à parts égales, cette philosophie ne s'est jamais exactement alignée sur les bolcheviks ou les nationalistes ukrainiens : Makhno voulait détruire l'État, non le renforcer. Relâché en 1917 après la révolution de février, il revint à Zaporijia et commença à organiser une Union des paysans. Celle-ci grossit rapidement en une armée turbulente de paysans contrôlant, observa Trotski avec mépris, l'« État peu connu » de Houliaïpole (Gouliiaï-Polié), territoire entourant le village de Makhno qui refusait de reconnaître l'autorité de Kyiv.

Appelés tantôt l'Armée noire – combattant sous le drapeau noir des anarchistes –, tantôt makhnovistes (Makhnovchtchina), les hommes de Makhno prirent d'abord les armes à la fois contre Pavlo Skoropadsky et ses alliés allemands et autrichiens, et contre Simon Petlioura et ses troupes nationalistes ukrainiennes. Une partie de leur colère était purement locale : ils identifiaient entre autres les propriétaires mennonites d'Ukraine orientale à des exploités « allemands » qui méritaient d'être dépouillés de leurs biens. Mais ils avaient des objectifs plus larges. Ne sympathisant ni avec les « Blancs » ni avec la Rada centrale ukrainienne, les anarchistes de Makhno s'allièrent aux bolcheviks. Au début de 1918, ses troupes aidèrent les bolcheviks à établir le premier et éphémère gouvernement bolchevique ukrainien.

Sans surprise, les relations se détériorèrent. L'anarchisme de Makhno s'accommodait mal des instincts dominateurs des bolcheviks. Leurs méthodes autoritaires ne lui plaisaient pas non plus. En

1920, Makhno appela les soldats de l'Armée rouge à désertier :

Nous avons chassé les tyrans austro-allemands, écrasé les bourreaux dénikinistes [Russes blancs, de l'Empire russe], combattu Petlioura ; nous combattons maintenant l'autorité du commissaire, la dictature du Parti communiste bolchevique : il a étendu sa main de fer sur toute la vie des travailleurs ; les paysans et les ouvriers d'Ukraine gémissent sous son joug [...]. Mais nous vous considérons, camarades de l'Armée rouge, comme nos frères de sang, avec qui nous voudrions lutter pour une véritable libération, pour un vrai système soviétique sans la pression des partis ou des autorités<sup>6</sup>.

Malgré le mépris de Trotski, ces sentiments furent populaires bien au-delà de Houliaïpole (Gouliâ-Polié, Huliaïpole). L'idée que les Ukrainiens défendaient « un vrai système soviétique sans la pression des partis ou des autorités » – le socialisme sans le bolchevisme – était répandue et profondément attractive, touchant beaucoup de gens qui ne savaient rien de Makhno. Comme les marins de Kronstadt et les paysans de Tambov qui organisèrent aussi des rébellions en 1920 et 1921, des dizaines de milliers d'Ukrainiens ruraux souhaitaient une révolution socialiste mais sans pouvoir centralisé ni répression venant de Moscou. Un tract distribué en Ukraine centrale et adressé aux « camarades de l'Armée rouge » résumait ainsi la situation :

Les commissaires communistes russes et juifs vous font venir en Ukraine en vous assurant qu'ils y combattent pour le pouvoir soviétique mais c'est en fait pour conquérir l'Ukraine. Ils disent vous mener contre les paysans riches d'Ukraine mais ils s'attaquent en fait aux paysans pauvres et aux ouvriers [...].

Les paysans et les ouvriers ukrainiens ne sauraient tolérer la conquête et le pillage de l'Ukraine par les armées russes ; ils ne sauraient tolérer l'oppression de la langue et de la culture ukrainiennes comme cela s'est passé sous le régime tsariste [...].

Frères, ne tournez pas vos armes contre les paysans et les ouvriers d'Ukraine mais contre vos commissaires communistes qui torturent aussi votre malheureux peuple<sup>7</sup>.

Un observateur envoyé en mission par la Croix-Rouge en Ukraine à l'époque paraphrasa la pensée ukrainienne ainsi :

Une phraséologie spécifique aux paysans s'était forgée : « Nous sommes des bolcheviks, disaient-ils en Ukraine, mais pas des communistes. Les bolcheviks nous ont donné la terre, alors que les communistes nous ont pris nos céréales sans rien nous donner en échange. Nous ne laisserons pas l'Armée rouge nous pendre la commune autour du cou. À bas la commune ! Vive les bolcheviks<sup>8</sup> ! »

La terminologie de l'époque était si confuse qu'on pouvait aisément retourner les phrases : « À bas les bolcheviks ! Vive la commune ! » Néanmoins, il était clair que les paysans ukrainiens avaient voulu une forme de révolution mais qu'ils en attendaient tout autre chose.

De la même manière, le langage de l'aile gauche, également révolutionnaire et antibolchevique, attirait autant les sympathisants de Matvii Hryhoriev, autre meneur charismatique sorti du chaos de 1919. En apparence, on n'aurait pu imaginer personnage plus différent de Makhno. Cosaque et ancien membre de l'armée impériale russe, il avait d'abord soutenu le régime de Skoropadsky qui le promut au grade de colonel. Quand vint la désillusion, son ambition s'accrut. Hryhoriev rassembla autour de lui un groupe de fidèles compagnons – 117 bandes de partisans, d'après une source, soit de 6 000 à 8 000 soldats –, s'allia à un groupe aussi singulier de commandants paysans et se détourna du régime fantoche allemand pour soutenir Petlioura<sup>9</sup>.

Le Directoire, la force nationale dirigée par Petlioura, gratifia Hryhoriev du titre d'« ataman de Zaporijia, Oleksandriia (Aleksandria), Kherson (Cherson) et Tauride (Tavryda) ». Matamore et fanfaron, Hryhoriev, comme Makhno, parlait le langage de la gauche radicale. Il assimilait les occupants allemands et autrichiens à la détestable « bourgeoisie » qui avait comploté pour maintenir la pauvreté en Ukraine. Dans un ultimatum de l'automne 1918, il déclara :

Moi, ataman Hryhoriev, au nom des partisans que je commande, se dressant contre le joug de la bourgeoisie, je vous déclare en toute conscience que vous êtes apparus ici en Ukraine comme des instruments aveugles entre les mains de votre bourgeoisie, que vous n'êtes pas des démocrates mais des traîtres à tous les démocrates européens<sup>10</sup>.

Lorsqu'il devint évident que le Directoire allait succomber à l'Armée rouge, Hryhoriev changea rapidement de camp et rejoignit les bolcheviks. Cette alliance se révéla encore plus instable que le pacte entre Makhno et l'Armée rouge. Un correspondant de guerre voyageant avec les hommes de Hryhoriev remarqua le désordre des troupes, leur penchant pour le pillage et l'antisémitisme « ancré dans l'esprit » des soldats. Il cita certains commandants plaisantant à propos du jour où ils prendraient à nouveau les armes contre les « Juifs-communistes<sup>11</sup> ». Ce genre de discours, craignait-il, augurait mal d'une alliance à long terme avec les bolcheviks.

Elle ne fonctionna pas mieux à court terme. Les communications entre Hryhoriev et les commandants de l'Armée rouge étaient souvent interrompues, notamment quand cela l'arrangeait. La coopération finit par cesser complètement et, en mai 1919 Hryhoriev appela ses partisans à se révolter contre le régime soviétique qui s'accrochait encore au pouvoir à Kyiv. Ses déclarations grandiloquentes étaient un fatras d'idées – nationalistes, anarchistes, socialistes, communistes – reflétant sans doute assez précisément les sentiments des paysans ukrainiens qui avaient déjà vu plusieurs armées fouler leur sol :

Qu'il n'y ait pas de dictateurs, ni d'une personne ni d'un parti ! Vive la dictature des travailleurs ! Vive les mains calleuses des paysans et des ouvriers ! À bas les spéculateurs politiques ! À bas la violence de la droite ! À bas la violence de la gauche<sup>12</sup> !

Les bolcheviks répondirent à cette rhétorique par la leur. Ils dénoncèrent le « soulèvement koulak », les « bandits koulaks », les « traîtres koulaks ». Apparemment, le mot « koulak » avait déjà acquis un sens plus large, bien au-delà de « paysan riche ». Dès 1919, quiconque possédait des surplus de céréales – et quiconque s'opposait au pouvoir soviétique – pouvait être condamné. Une décennie plus tard, Staline n'eut pas besoin d'inventer un autre mot pour ce même genre d'ennemi<sup>13</sup>.

Cependant, lancer des insultes ne servit pas la cause soviétique en 1919. Au début de l'été, Hryhoriev et Makhno avaient rompu avec les bolcheviks une fois pour toutes, tout comme une série d'autres partisans, d'atamans et de dirigeants locaux, tous d'accord sur un seul point : les nationalistes ukrainiens, les Allemands et surtout les bolcheviks avaient contrarié leurs aspirations révolutionnaires à la terre et à l'autonomie. Séduits par le slogan « Pour le pouvoir des soviets, sans les communistes ! », les paysans-soldats désertèrent l'Armée rouge en masse et rallièrent d'autres groupes. Alexandre Chlikhter dénombra 93 « attaques contre-révolutionnaires » dans le seul mois d'avril<sup>14</sup>. D'après une autre estimation, il y eut 328 révoltes en juin, des cas d'agression paysanne contre des représentants soviétiques ou l'Armée rouge. Au mois de juillet, Christian Rakovski compta plus de 200 rébellions antibolcheviques en l'espace de vingt jours<sup>15</sup>.

Le terme de « chaos » n'explique pas ou recouvre mal ce qui s'est passé ensuite. Makhno et Hryhoriev combattirent l'Armée rouge, l'Armée blanche, le Directoire pour finalement s'opposer l'un à l'autre. Une réunion des forces rebelles tourna à la fusillade en juillet après qu'un adjoint de Makhno abattit Hryhoriev et plusieurs de ses collaborateurs. Anton Denikine, le général blanc, entama une nouvelle campagne, s'emparant d'abord de Tsaritsyne, chère à Staline, puis progressant en Ukraine, prenant Kharkiv et Katerynoslav (Dnipropetrovsk) en juin. Un mois après, ce fut le tour de Poltava. Entre-temps, les forces de Petlioura progressèrent depuis l'ouest et reprirent Kyiv, à seule fin de la perdre à nouveau peu après.

Au total, Kyiv changea de mains plus d'une douzaine de fois rien qu'en 1919. D'une formule mémorable, Richard Pipes a décrit cette année en Ukraine comme « une période de complète anarchie » :

Le territoire s'effondra en une multitude de régions isolées les unes des autres et du reste du monde, dominées par des bandes armées de paysans ou de ruffians qui pillaient et assassinaient en toute impunité [...]. Aucune des autorités revendiquant l'Ukraine l'année qui suivit la déposition de Skoropadsky n'exerça jamais de réelle souveraineté. Les communistes, qui ne cessèrent de suivre avec inquiétude les développements et firent tout leur possible pour prendre le contrôle de la situation, ne s'en sortirent pas mieux que leurs concurrents, nationalistes ukrainiens et Russes blancs<sup>16</sup>.

Quant aux gens ordinaires, l'anarchie en faisait des proies permanentes. Heinrich Epp, membre de la minorité mennonite d'Ukraine, se souvint que sa communauté était à la merci du premier venu :

La plupart du temps, nous étions pour ainsi dire sans véritable gouvernement. Il n'y avait ni lois ni police [...]. Le jour, c'était surtout les ressortissants russes locaux de la région ou des jeunes hommes qui passaient chez nous à maintes reprises. À chaque fois ils prenaient ce qui attirait leur attention [...]. Mais les nuits étaient bien plus redoutables, avec l'arrivée des bandits, car ces visites se déroulaient rarement sans qu'une vie soit sacrifiée<sup>17</sup>.

Chaque changement de pouvoir s'accompagnait d'un changement de politique. Dès que l'Armée blanche de Denikine s'emparait d'une région, elle restituait des biens confisqués aux propriétaires fonciers. Suivant la tradition tsariste, elle fermait aussi les bibliothèques, les centres culturels, la presse et les écoles ukrainiennes. Par dérision, les hommes de Denikine ne parlaient pas d'Ukraine mais de « Petite-Russie », et réussirent ainsi à s'aliéner toutes les forces ukrainiennes qui auraient pu les rejoindre<sup>18</sup>.

Chaque fois que l'Armée rouge prenait le contrôle, les commissaires bolcheviques organisaient un massacre de l'« aristocratie » et de la « bourgeoisie » – mot qui pouvait désigner n'importe quel opposant – et habilitaient de nouveau les comités de paysans pauvres, les aidant à dépouiller leurs voisins mieux nantis. À Odessa, les dirigeants bolcheviques armèrent 2 400 criminels, les mettant sous le contrôle du roi de la pègre le plus célèbre de la ville, Micha le Jap – un personnage des nouvelles d'Isaac Babel –, et les laissèrent piller la ville<sup>19</sup>. À Kyiv, des récits évoquent une tortionnaire appelée Rosa :

Elle faisait attacher un soldat prisonnier à des clous enfoncés dans le mur, et s'asseyait ensuite à quelques mètres de lui, un revolver à la main. Elle lui faisait un brin de causette sur le prolétariat, ponctuait toutes les dix minutes ses remarques d'un coup de feu et lui brisant l'une après l'autre ses principales articulations<sup>20</sup>.

Pendant ce temps, les 10 000 cavaliers et 40 000 fantassins de Makhno, transportant leur artillerie sur des chariots, déstabilisaient tout pouvoir en place. En fin de compte, son Armée noire tua plus de 18 000 soldats de Denikine, affaiblit gravement ses forces et le priva probablement d'une victoire contre les bolcheviks<sup>21</sup>. Dans les régions qu'ils occupèrent, dont les implantations mennonites allemandes d'Ukraine méridionale, les hommes de Makhno s'en prirent sans retenue aux civils. Dans son mémoire au titre évocateur – « Le jour de la fin du monde : 7 décembre 1919, Steinbach, Russie » – Epp se souvient d'être allé de maison en maison dans le village de Steinbach, et d'avoir constaté que tous les habitants avaient été assassinés. À chacune, il ouvrait la porte et trouvait des cadavres :

La maison suivante était celle des Hildebrandt, ma cousine Maria [...]. Là, je vis une scène d'une horreur indescriptible que je n'oublierai jamais tant que je vivrai. Mme Hildebrandt était étendue dans la petite chambre, juste derrière la porte donnant sur la pièce d'angle, totalement dévêtue. L'un de ses bras avait été coupé et traînait par terre au milieu de la pièce. Son plus jeune bébé gisait mort dans son berceau. Il avait eu le cou tranché. C'était l'une des femmes violées, avant ou après son meurtre.

Tandis qu'Epp se tenait là, pleurant ses amis et sa famille, les paysans se rassemblèrent dans le village :

Le pillage commença alors : tous les biens, meubles ou immeubles, vivants ou morts, passèrent maintenant entre leurs mains. À un endroit, je fus témoin d'une femme qui retourna un mort sur le dos pour lui arracher son manteau. Elle traita le cadavre comme une tête de bétail<sup>22</sup>.

Les atrocités commises par les uns attisaient la colère des autres. Lorsque l'Armée blanche prit Kharkiv en août 1919, elle exhuma les corps des officiers récemment enterrés dans des tranchées peu profondes d'un parc public. Elle eut la preuve que les hommes « encore vivants avaient eu leurs épaulettes clouées dans la chair. Dans certains cas, des charbons ardents leur avaient été appliqués sur le ventre, et un certain nombre semblaient avoir été scalpés ». Naturellement, les révélations excitèrent ceux qui voulaient se venger<sup>23</sup>.

Des conflits éclatèrent non seulement entre armées et groupes ethniques mais aussi au sein des villages. À Velyke Oustia, dans la province de Tchernihiv, la violence entre le « comité de paysans pauvres » et les « koulaks » explosa lors des élections au conseil local du village :

Les membres du *komnezam* se préparaient, ils décidaient qui devrait nommer qui, qui devrait nommer des candidats au présidium, comment compter les voix et autres détails [...] mais les koulaks se préparèrent également et commencèrent à nommer des agents koulaks. Voyant les paysans pauvres et moyens faire bloc et l'emporter sur les agents koulaks, les koulaks engagèrent une bagarre dans le bâtiment, s'efforçant au moins de perturber la réunion ; mais les militants du *komnezam* ne restèrent pas les bras croisés, ils commencèrent par mettre fin aux combats et balancèrent les provocateurs par la fenêtre. La réunion se poursuivit comme prévu, en toute démocratie<sup>24</sup>.

Peu après, les mêmes membres du *komnezam* attaquèrent les koulaks et leur prirent leur pain de force, « afin de le livrer aux organes du pouvoir soviétique ». Ils participèrent également à la « lutte contre le banditisme », combattant ce qu'ils appelaient des « bandes de koulaks » de toutes sortes et firent appel un moment à la milice. Ensemble, se rappela l'un d'eux, « la milice et les militants du *komnezam* surpris les bandits près du cimetière. Pendant la fusillade, les bandits se cachèrent, après quoi ils ne réapparurent plus jamais au village et furent bientôt complètement liquidés<sup>25</sup> ».

Les massacres s'enchaînaient. Les cycles se répétaient. La résistance des paysans rendait les bolcheviks furieux, d'autant qu'elle contredisait leur déterminisme historique : les pauvres étaient censés les soutenir, pas les combattre. Conscients d'être une minorité affrontant une majorité, les bolcheviks accrurent leur brutalité, exigeant parfois l'assassinat de centaines de paysans pour la mort d'un communiste, ou appelant à l'élimination de tous les hommes adultes d'un village<sup>26</sup>.

Les tragédies de ces années terribles allaient marquer la mémoire locale des décennies durant, alimentant le désir de vengeance de tous bords. Mais certaines des violences les plus extrêmes s'abattirent sur un groupe qui cherchait à rester aussi loin que possible du conflit.

À l'automne 1914, un jeune soldat russe, Maxime, écrivit une lettre enjouée à sa famille depuis le front autrichien. Il commença par exprimer ses sentiments respectueux envers son père et tous ses proches, souhaitant également que « le Seigneur Dieu [leur] accorde une bonne santé et tout le bonheur du monde ». Mais il poursuivit d'un ton plus soucieux. Son unité avait essuyé une défaite, dont il accusa des espions juifs qui avaient, croyait-il, installé une ligne téléphonique clandestine afin de transmettre des renseignements à l'ennemi. Dès lors, lui et ses camarades avaient « mis à sac et battu les Juifs comme ils le méritaient, puisqu'ils ont voulu tous nous tromper<sup>27</sup> ».

Maxime n'était naturellement pas le premier à inventer que les Juifs étaient des traîtres : l'antisémitisme était courant dans l'armée impériale en 1914, comme dans toute la société russe, même aux plus hauts niveaux. Le tsar Nicolas II était un antisémite particulièrement ardent, pour qui les Juifs symbolisaient tout ce qu'il y avait de haïssable dans le monde moderne. Un jour,

l'empereur définit un journal comme un lieu où « quelque Juif ou autre, assis sur sa chaise [...], se fai[sai]t un devoir de monter les uns contre les autres<sup>28</sup> ». Sous son règne, l'Okhrana, la police secrète impériale, avait fabriqué les « Protocoles des Sages de Sion », un faux notoire décrivant un complot juif pour gouverner le monde. L'État avait également contribué à susciter une vague de pogromes à travers la Russie en 1905. Compte tenu de cette attitude générale, il n'est pas surprenant qu'en 1914 les chefs de l'armée aient soupçonné les Juifs d'« intelligence avec l'ennemi par l'usage de téléphones et d'avions clandestins » et les aient accusés de fournir aux troupes allemandes de l'or passé en fraude à travers le front dans le ventre de bovins ou dans des œufs d'oies<sup>29</sup>. Agiter des théories du complot relatives à la perfidie des Juifs offrait une explication plausible à des faits difficilement acceptables : la défaite d'une unité, la perte d'une division, la piètre efficacité de toute l'armée.

Cette même conviction de la trahison juive, assez banale avant la révolution de février, prépara le terrain à une série de massacres épouvantables les années suivantes. De 1918 à 1920, selon les études les plus largement acceptées, les combattants de tous bords – Blancs, Directoire, Polonais et bolcheviks – massacrèrent au moins 50 000 Juifs dans plus de 1 300 pogromes à travers l'Ukraine. Certains avancent cependant un total de 200 000 morts. Des dizaines de milliers furent blessés et violés également. De nombreux shtetls furent réduits en cendres. De nombreuses communautés juives furent dépouillées de tous leurs biens matériels par des soldats qui menaçaient de tuer leurs membres s'ils ne cédaient pas. Dans la ville de Proskouriv (actuelle Khmelnytskyi), une émeute déclenchée par les bolcheviks provoqua la mort de 1 600 personnes en deux jours. Des milliers de Juifs ne furent la violence que pour mourir de faim et de maladie à Kyiv. Lorsque les troupes de Denikine quittèrent la ville, en décembre 1919, on retrouva quelque 2 500 cadavres de Juifs dans des abris de fortune des réfugiés<sup>30</sup>.

Il n'entre pas dans le cadre de ce livre de faire toute la lumière sur cette sinistre vague de violence antisémite, d'autant qu'il n'a pas manqué d'auteurs pour trier soigneusement les preuves afin de défendre ou d'accabler les bolcheviks, l'Armée blanche ou le Directoire. D'un large éventail de sources il ressort clairement que les coupables étaient dans tous les camps. Hryhoriev masquait à peine son antisémitisme virulent ; Denikine et ses généraux accomplirent des pogromes avec ardeur en représailles contre la Tcheka « juive » et les bolcheviks « juifs ». Un journaliste britannique qui voyagea un temps avec Denikine nota que les officiers et les hommes du général blanc, conformément à leur éducation tsariste, « imputaient pratiquement tous les troubles de leur pays aux Hébreux » :

Ils soutenaient que le cataclysme avait été manigancé par une grande et mystérieuse société secrète des Juifs internationaux qui, à la solde et aux ordres de l'Allemagne, avaient saisi le moment psychologique et s'étaient emparés des rênes du gouvernement [...]. Chez les officiers de Denikine, c'était une obsession si terriblement aigre et insistante qu'elle les amena à prendre des positions extravagantes et délirantes<sup>31</sup>.

À l'inverse, Petlioura n'est pas connu pour avoir usé d'un langage antisémite. C'était un ancien membre de la Rada centrale qui avait délibérément intégré des Juifs parmi ses dirigeants ; plus d'une fois il prit la peine de décourager l'antisémitisme dans ses propres rangs : « Parce que le Christ l'ordonne, nous exhortons chacun à porter secours aux victimes juives », déclara-t-il. Pendant son bref passage au pouvoir, son gouvernement avait accordé un statut autonome aux Juifs d'Ukraine, encouragé les partis politiques juifs et financé des publications yiddish<sup>32</sup>.

Cependant, les soldats du Directoire étaient plus ou moins loyaux envers leur commandant, et les effets sur le terrain étaient souvent différents. Un comité de la Croix-Rouge rencontra l'un des généraux de Petlioura à Berdytchiv en 1921 : « Il maltraitait cyniquement tous les Juifs et les accusait de soutenir les bolcheviks<sup>33</sup>. » Le même comité informa un autre général que le Directoire avait ordonné l'arrêt des pogromes. Il répliqua que « le Directoire était une marionnette entre les mains des diplomates, dont la plupart étaient juifs », et qu'il ferait comme il lui plairait<sup>34</sup>.

La direction bolchevique s'opposait aussi officiellement aux pogromes, sans empêcher les soldats de l'Armée rouge de faire chanter les communautés juives ou de leur voler leur argent. Lénine savait qu'en octobre 1920, dans la province de Jytomyr, les soldats « décimaient la population juive sur leur passage, pillaient et assassinaient ». Makhno eut beau faire, ses sympathisants furent également responsables d'attaques contre les Juifs, tout comme certains soldats polonais<sup>35</sup>.

La violence ne se déchaîna cependant nulle part davantage que dans les régions échappant à tout contrôle politique. Les dégâts les plus graves furent commis par des unités militaires en débandade ou des bandits n'ayant guère de sentiment d'allégeance à qui que ce soit<sup>36</sup>. Le témoignage d'un commerçant juif, Symon Leib-Rabynovytych, décrit ce qu'il advint dans le village de Pichky, près de Radomysl, lorsque vingt membres de la « bande de Struk » s'en saisirent en 1919. Le premier soir,

les Juifs du village furent pris en otage jusqu'à ce qu'ils acceptent de payer 1 800 roubles. Quelques jours après, la plupart fuirent temporairement à la suite d'une attaque bolchevique sur le village. Quand ils revinrent, ils découvrirent leurs maisons pillées ; leurs voisins s'étaient partagé leurs biens. Leib-Rabynovytych alla chez l'un d'eux réclamer son lit de plumes :

Il me tomba dessus comme une bête sauvage ; comment osais-je exiger de lui, le chef du village ? Il allait m'arrêter et me livrer comme communiste aux strukistes. Je vis qu'un certain changement s'était produit chez mon voisin. Auparavant, il était pacifique et extraordinairement scrupuleux, il avait toujours été bon avec moi. Je compris que je ne pouvais pas rester plus longtemps au village. Je dus déguerpir pour sauver ma peau<sup>37</sup>.

Leib-Rabynovytych s'enfuit. Le lendemain, la bande de Struk emmena tous les Juifs du village au champ, les dépouilla tous de leurs vêtements et de leurs biens, réclama de l'argent, et tua ceux qui ne pouvaient pas payer.

Des scènes semblables se déroulèrent à Makariv, grand village du district de Kyiv, au cours de l'année 1919. La première attaque fut organisée par l'un des seigneurs de la guerre locaux. Sa bande, qu'un mémorialiste décrivit comme une troupe d'« adolescents aux pieds nus, armés de fusils », fit irruption dans le village en juin. Les Juifs se volatilisèrent « comme des souris dans leurs trous » ; les jeunes, « s'étant amusés avec leurs balles », se mirent à démolir les étals dans le bazar. Leur chef, Matviienko, incita les paysans du coin à participer. Les Juifs acceptèrent finalement de négocier :

« 50 000, dit Matviienko.

— Nous les aurons.

— Dans deux heures », ajouta-t-il d'un air sombre.

Ils firent ce qu'on exigeait d'eux<sup>38</sup>.

Quelques jours après, Matviienko en redemanda, prenant cette fois des objets de valeur ainsi que des vêtements. Quelques semaines plus tard, il exigea six Juifs en otage, pour les échanger contre son frère que les bolcheviks avaient capturé au combat dans la région. Quand les Juifs demandèrent pourquoi cela tombait sur eux, il haussa les épaules : « Les communistes sont des youpins et tous les youpins sont communistes. » Six Juifs furent pris ; deux semaines après, Matviienko réclama à la communauté 150 000 roubles de plus pour les racheter. Peu après, les villageois décidèrent d'en faire autant et se mirent à réclamer de l'argent ainsi que des otages. Puis arrivèrent les bolcheviks, avec d'autres exigences ; puis Matviienko revint. Les Juifs lui adressèrent une délégation, et, cette fois, il les fusilla tous sur place. Après quoi, ses hommes traversèrent le village à la recherche de Juifs, tuant ceux qu'ils trouvèrent : « Au total, une centaine de personnes furent tuées. Évidemment, tous les biens furent volés<sup>39</sup>. »

La violence contre les Juifs marqua ceux qui y assistèrent, la perpétrèrent ou la subirent. Les pogromes, comme la guerre civile, contribuèrent à la brutalisation d'une population qui apprit rapidement à se conformer à la volonté des hommes armés. Les méthodes employées dans les pogromes devaient trouver des échos dans la campagne de collecte des céréales en 1921, lorsque Lénine suggéra de prendre des otages pour forcer les paysans à livrer leurs réserves. Elles hantèrent aussi la collectivisation une décennie plus tard, quand les koulaks furent terrorisés par les mêmes procédés qu'en 1919. Comme les Juifs, les koulaks allaient être parqués, déshabillés jusqu'à leurs sous-vêtements, soumis au chantage sur tous leurs biens, moqués et humiliés, et parfois abattus.

Les pogromes annonçaient aussi des événements ultérieurs d'une autre façon. De même qu'un jour ils allaient utiliser l'histoire, le journalisme et la politique pour dissimuler la famine et déformer les faits de l'histoire ukrainienne, les propagandistes soviétiques firent aussi en sorte de se servir des pogromes pour discréditer le mouvement national ukrainien. Des décennies durant, les historiens soviétiques présentèrent Petlioura comme un antisémite, guère plus. Ils nièrent le rôle des bolcheviks dans les pogromes ; ils nièrent que le Directoire comme la Rada centrale avant lui aient jamais représenté un véritable mouvement national. Ils rattachèrent plutôt le nationalisme ukrainien au pillage, aux tueries et surtout aux pogromes. De gros efforts furent déployés pour recueillir des « témoignages » contre Petlioura et les généraux qui s'étaient associés à lui et les publier dans différentes langues<sup>40</sup>. Petlioura fut lui-même assassiné à Paris en 1926 par un Juif russe, Sholom Schwartzbard, qui prétendit se venger des pogromes. Même si Schwartzbard n'était pas un agent soviétique de première main, comme beaucoup le crurent à l'époque, il fut certainement inspiré par la propagande soviétique qui diabolisait Petlioura.

La communauté ukrainienne à Paris et ailleurs se défendit. Elle publia plusieurs brochures du Directoire ainsi que les propres proclamations de Petlioura de 1919 appelant les soldats ukrainiens à défendre les Juifs<sup>41</sup>. Elle ne précisa pas, naturellement, que de nombreux généraux attachés à Petlioura avaient suivi une autre politique, défiant leur chef. De tout ce qui se perdit dans la

propagande de guerre entre l'Union soviétique et le nationalisme ukrainien, rien ne s'évanouit plus vite que les nuances.

Le soulèvement des paysans ukrainiens ruina la campagne et engendra des divisions irréversibles. Il modifia aussi profondément la perception qu'avaient les bolcheviks de l'Ukraine. S'ils avaient eu auparavant tendance à ne voir dans l'Ukraine que la « Russie du Sud-Ouest », une province sans grand intérêt en dehors de son sol riche et de sa nourriture abondante, les expériences de 1919 leur apprirent à l'estimer potentiellement dangereuse et explosive et à considérer les paysans et les intellectuels ukrainiens comme une menace pour le pouvoir soviétique.

La rébellion leur apprit aussi à voir en l'Ukraine une source de menaces militaires à venir, puisque grâce au chaos la dernière campagne de Denikine avait failli l'emporter. À la suite de l'été sanglant de 1919, Denikine s'empara de Kyiv en août. Il prit Koursk le 20 septembre et Orel le 13 octobre. Il s'approcha à moins de 200 kilomètres de Moscou – si près qu'il aurait pu prendre la ville. En forgeant une alliance avec les forces nationales ukrainiennes, il aurait pu renverser le régime bolchevique avant qu'il ne s'imposât réellement. Mais sa politique agraire impopulaire, son opposition aux institutions ukrainiennes et les méthodes brutales de ses officiers incitèrent plutôt les partisans ukrainiens à attaquer ses axes de ravitaillement. Son emprise sur le territoire ukrainien s'affaiblit rapidement, et il se retira.

L'offensive de Denikine prépara cependant le terrain à une autre offensive contre le pouvoir bolchevique. Tandis que l'Armée blanche battait en retraite, Petlioura planifia une dernière bataille en concertation avec Józef Piłsudski, le dirigeant national polonais qui venait juste d'aider son pays à rétablir sa souveraineté. Contrairement à Denikine, Piłsudski ne chercha pas à occuper l'Ukraine centrale ou orientale. S'il intégra l'actuelle Ukraine occidentale à la nouvelle République polonaise, il espérait également instaurer un État ukrainien fort, capable de servir de contrepoids à la Russie soviétique. L'accord passé entre les deux dirigeants reposait « sur la conviction profonde que toute nation est en droit de déterminer son destin et de décider de sa relation avec ses voisins<sup>42</sup> ». Piłsudski lui-même adressa une proclamation aux Ukrainiens, dans un langage dont les bolcheviks se souviendraient longtemps :

Sur mon ordre, les armées de la République polonaise ont profondément avancé en Ukraine. Je veux que les habitants de ce pays sachent que nous chasserons de vos terres l'envahisseur contre lequel vous avez pris les armes pour défendre vos foyers de la violence, de la conquête et du pillage. Les troupes polonaises resteront en Ukraine jusqu'à ce que le gouvernement ukrainien légitime prenne le pouvoir<sup>43</sup>.

Les Polonais et les Ukrainiens lancèrent leur campagne commune au printemps 1920 et, de prime abord, rencontrèrent peu de résistance. Le 7 mai, l'armée de Piłsudski occupa Kyiv, qui était si faiblement défendue que leurs soldats entrèrent dans la ville en tramway. Tardivement, un autre commandant de l'Armée blanche, le général Piotr Wrangel, accepta de les rejoindre depuis sa base de Crimée.

Leur occupation fut brève. Le 13 juin, l'Armée rouge força les troupes polonaises à battre en retraite. Au début du mois d'août, elle était juste devant Varsovie. Piłsudski la repoussa, après une bataille dont on devait plus tard se souvenir comme du « miracle de la Vistule ». Les troupes polonaises pénétrèrent à nouveau en Ukraine, mais ne parvinrent finalement pas à créer un État ukrainien indépendant. Piłsudski signa un armistice en octobre et, l'année suivante, conclut un traité frontalier entre la Pologne et l'Union soviétique<sup>44</sup>.

Même après le retrait des Polonais et la ruée des éléments restants de l'Armée blanche, bloqués en Crimée, à bord de bateaux traversant la mer Noire, le problème pesa lourdement dans l'esprit des bolcheviks. Dans une lettre à ses collègues, Trotski expliqua qu'il serait difficile d'y faire respecter la paix. Si l'Armée rouge avait remporté une victoire militaire, il n'y avait pas eu de révolution idéologique en Ukraine : « Le pouvoir soviétique a tenu bon jusque-là en Ukraine (et pas très bien) principalement grâce à l'autorité de Moscou, aux communistes de la Grande Russie et à l'Armée rouge russe<sup>45</sup>. » L'implication était évidente : en fin de compte, c'est la force, non la persuasion, qui avait pacifié l'Ukraine. Peut-être, un jour, faudrait-il de nouveau recourir à la force.

Autrement dit, si la menace sur la sécurité régressait, la menace idéologique demeurait. Le nationalisme ukrainien avait été vaincu militairement, mais attirait toujours la classe moyenne, l'intelligentsia et une grande partie de la paysannerie ukrainophones. Pis, il menaçait l'unité de l'État soviétique qui peinait toujours à trouver les moyens de concilier les différences nationales. Le plus inquiétant, de loin, est que ce nationalisme avait le pouvoir d'attirer des alliés étrangers, en particulier de l'autre côté de la frontière, en Pologne.

La rébellion ukrainienne menaçait également plus largement le projet bolchevique. La rhétorique radicale, anarchiste, antibolchevique employée durant le soulèvement paysan reflétait quelque chose de bien réel. Des millions de paysans ukrainiens avaient souhaité une révolution socialiste, mais pas une révolution bolchevique – et certainement pas dirigée depuis Moscou. Même si leurs dirigeants représentaient un large éventail de points de vue, des anarchistes aux monarchistes, les villageois exprimaient dans tout le pays un ensemble cohérent de convictions. Ils voulaient élire leurs propres représentants, pas des communistes. Ils voulaient déposséder les grands propriétaires, mais souhaitaient cultiver cette terre eux-mêmes. Ils ne voulaient pas revenir au « second servage » que représentaient les fermes collectives. Ils réclamaient le respect de leur religion, de leur langue et de leurs coutumes. Ils voulaient pouvoir vendre leurs céréales aux marchands et détestaient les réquisitions forcées de leurs produits<sup>46</sup>.

Cette critique – socialiste mais pas autoritaire, communiste mais pas bolchevique – allait fortement résonner au cours des années 1920, trouvant un porte-parole, parmi d'autres, en la personne de Trotski. Mais la première apparition, la plus dommageable, de la « gauche » antisoviétique eut lieu en Ukraine. La « cruelle leçon de 1919 », ainsi qu'on allait appeler la révolte paysanne ukrainienne, continua de hanter les bolcheviks bien des années après<sup>47</sup>.

## CHAPITRE 3

### *Famine et trêve, les années 1920*

*Nous devons dès maintenant donner une leçon à ces gens, pour qu'ils n'osent même pas imaginer résister durant les décennies qui viennent.*

LÉNINE, lettre à Viatcheslav Molotov, 1922<sup>1</sup>

*Depuis que notre littérature peut enfin suivre ses propres voies de développement [...], nous ne devons, en aucune façon, pratiquer le russe [...]. La littérature russe nous accable depuis des lustres, elle nous a formés à l'imiter servilement.*

MYKOLA KHVYLOVYI, 1925<sup>2</sup>

La trêve avec Piłsudski ainsi que la défaite de Denikine, du Directoire et d'un large éventail de rebelles, permirent finalement aux bolcheviks d'imposer une paix inégale en Ukraine au cours des années 1920-1921. L'effusion de sang ne s'arrêta pas aussitôt : l'Armée noire de Makhno continua de se battre durant l'été 1921, ainsi que quelques forces de Petlioura à l'automne, alors même que ce dernier avait fui. La Tcheka exécuta 444 chefs rebelles en Ukraine dans la première moitié de cette année-là et estima que des milliers de « bandits » rôdaient toujours dans la campagne<sup>3</sup>. Felix Dzerjinski, le triste fondateur de la Tcheka, emmena personnellement 1 400 hommes en Ukraine pour aider ses alliés sur place à en finir avec eux<sup>4</sup>.

Se méfiant de l'atmosphère de Kyiv, les nouveaux dirigeants de l'Ukraine déplacèrent la capitale de la république à l'est, à Kharkiv, plus éloignée de la frontière polonaise, plus proche de la Russie et forte d'un vaste prolétariat russophone. Les divisions de l'Armée rouge basées en Ukraine conservèrent leur caractère étranger, la majorité des soldats étant originaires de districts russes éloignés. Dans un discours de 1921, le commandant en chef de l'Armée rouge en Ukraine et en Crimée, Mikhaïl Frounze, précisa que l'Armée rouge basée en Ukraine était à 85 % russe et 9 % seulement ukrainienne. (Le reste était constitué d'« autres nationalités », notamment polonaise et biélorusse<sup>5</sup>.)

La « paix » instable n'apporta pas la prospérité non plus. Les vagues de violence avaient déplacé les gens et détruit les villages, les villes, les routes et les chemins de fer. La politique et les mesures des bolcheviks avaient rendu l'économie presque entièrement dysfonctionnelle. L'abolition du commerce, la nationalisation de l'industrie, les ratés de la collectivisation et le recours à une main-d'œuvre forcée avaient prélevé leur tribut. « L'industrie était morte », écrivit un observateur :

Le commerce n'existait qu'en violation de la loi soviétique. L'agriculture, toujours en cours de communisation, en arrivait presque au point où ce qui était produit, même distribué de manière égale, suffisait à peine à pourvoir aux besoins de la population du pays. Le chaos administratif et la détérioration matérielle des transports ferroviaires et fluviaux rendaient la distribution impossible. La famine et les maladies se propageaient<sup>6</sup>.

Les perspectives d'avenir n'étaient guère meilleures. Cette fois, un gouvernement ukrainien, dirigé par le Parti communiste ukrainien – une entité distincte du Parti communiste soviétique, avec son Politburo et son Comité central – était officiellement aux commandes. Mais en réalité, la politique se décidait à Moscou et ressemblait beaucoup à celle du passé. Au niveau national, Trotski prévoyait une militarisation de l'économie, l'emploi de brigades de travaux forcés et de réquisition, les méthodes mêmes mises en œuvre dans les mois qui suivirent la révolution de 1917<sup>7</sup>. Lors d'une visite à Kharkiv, Staline annonça la création d'une « armée ukrainienne du travail ». Dans un discours au Parti communiste ukrainien en 1920, il soutint que les tactiques militaires employées pour gagner la guerre civile pouvaient être appliquées à l'économie : « Nous devons maintenant promouvoir des sous-officiers et des officiers de l'économie issus des rangs des travailleurs pour apprendre au peuple à combattre le désordre économique et à bâtir une nouvelle économie [...]. Cela suppose de former des “officiers du travail”<sup>8</sup>. »

Cependant, le langage renouvelé du communisme de guerre ne séduisait pas les paysans soviétiques, et les « officiers du travail » donnant des leçons de « nouvelle économie » ne pouvaient guère plus les inspirer. En fait, la fin de la guerre civile fit revenir la *prodrazvyorstka* détestée de Chlikhter, les confiscations de vivres, et les *komnezamy*, les comités de paysans pauvres en Ukraine. Le parti ne prenait aucun risque : il voulait de nouveau affermir son pouvoir contre les paysans nantis et assurer un certain contrôle sur les soviets villageois (terme bolchevique pour les conseils de village), dont beaucoup étaient dirigés par les mêmes anciens du village qu'autrefois.

Aux yeux des paysans, les comités de réquisition récemment renforcés semblaient n'avoir aucun scrupule. Leurs membres, désormais des vétérans du violent soulèvement paysan, œuvraient de toute évidence pour obtenir privilèges et protection dans un monde dévasté et affamé. Un paysan décrivit leur comportement très succinctement : « S'ils le veulent, ils prennent les céréales ; quand cela leur plaît, ils procèdent à des arrestations ; ils font ce qu'ils veulent<sup>9</sup>. » Un autre rappela que personne ne paraissait contrôler les comités : « Les *komnezamy* étaient livrés à eux-mêmes et menaient toutes leurs actions au gré de leur propre conscience "révolutionnaire". » Plus haut placés dans la chaîne de commandement, ils renforçaient délibérément ce sentiment d'impunité. Les autorités du parti dirent à un comité local que si quelqu'un montrait le moindre signe de « contre-révolution koulak », il fallait l'enfermer quinze jours. Si cela ne suffit pas, qu'on « l'exécute<sup>10</sup> ».

Elles ne faisaient pas mystère de leur cruauté. L'été 1920, lors d'une réunion confidentielle, les « commissaires à l'approvisionnement » soviétiques, les hommes chargés d'organiser la collecte de céréales, réfléchirent à l'« impact des réquisitions sur la population ». Après un long débat, ils prirent une décision : « Peu importe à quel point les réquisitions peuvent peser sur les habitants [...]. L'intérêt de l'État doit passer avant tout<sup>11</sup>. »

Cette rigidité suscita une réponse à l'avenant. Témoignant une décennie plus tard, Matvii Havryliouk, paysan chargé de réquisitionner les céréales en 1921, rappela les sentiments violents de cette période :

En 1921, quand l'État eut besoin de vivres, j'ai travaillé dans une équipe d'approvisionnement alimentaire ramassant le pain des koulaks dans notre village puis dans cinq villages du district de Roujyn et j'ai servi dans des escouades militaires, déployées à l'extérieur du village, pour capturer ceux qui répandaient des troubles koulaks. En dépit de cette période très difficile, quand les koulaks ne voulaient pas remettre leurs céréales et menaçaient même de me tuer, moi et ma famille, j'ai persévéré et suis resté vigilant dans l'intérêt du pouvoir soviétique. J'ai réquisitionné les céréales sous la supervision du plénipotentiaire spécial Bredykhin [de la Tcheka] qui apprécia grandement mon travail. Dès lors j'ai appris à travailler au village, à organiser les masses de paysans pauvres, à les motiver pour participer à la campagne. Me ranger du côté du pouvoir soviétique depuis le tout début fit aussi de moi au village un ennemi des koulaks. J'ai toujours combattu les koulaks [...]. Ils se soucient plus de leurs intérêts que de ceux de l'État<sup>12</sup>.

Grâce à la « persévérance » et à la « vigilance » d'hommes comme Havryliouk, les grandes collectes céréalières de 1920 n'épargnèrent personne. Les instructions de Lénine appelaient explicitement à la réquisition de toutes les céréales, même celles qui étaient nécessaires à la consommation immédiate ou à la semence pour les récoltes de l'année suivante, et nombreux furent les volontaires pour exécuter ses ordres<sup>13</sup>.

En réaction, l'ardeur des paysans à cultiver, ensemer et engranger les céréales s'effondra. Leur capacité de production aurait été en tout cas très faible : dans toute l'Ukraine et la Russie, plus d'un tiers des jeunes hommes avaient été mobilisés pour les combats de la Grande Guerre. Ils furent plus nombreux encore à rejoindre les armées engagées dans la guerre civile, d'un côté ou de l'autre, et des centaines de milliers n'étaient pas revenus. Beaucoup de villages manquaient d'hommes en état de travailler aux champs. Mais même ceux qui étaient revenus et pouvaient travailler n'avaient aucun intérêt à produire davantage de céréales, sachant qu'elles seraient confisquées.

En conséquence, au printemps 1920, les paysans ensemencèrent bien moins de terre qu'ils ne l'avaient fait dans le passé récent en Ukraine ou en Russie<sup>14</sup>. Une terre d'ailleurs qui ne fut pas particulièrement fertile en raison d'un printemps « chaud et pratiquement sans pluie », écrivit un observateur : « À l'époque des semailles de printemps, la terre était cuite et sèche. » Il plut très peu cet été-là, ainsi que l'hiver suivant<sup>15</sup>. Entre un cinquième et un quart des céréales semées séchèrent sur pied durant l'été 1921<sup>16</sup>. La sécheresse frappa au final près de la moitié des zones de productions vivrières du pays, dont un cinquième environ connut une récolte catastrophique<sup>17</sup>.

Les mauvaises conditions climatiques contribuèrent certainement aux difficultés, comme par le passé. S'ajoutant aux politiques de confiscation alimentaire, au manque d'hommes valides et aux hectares de terre sans semences, elles se confirmèrent désastreuses. Avant la révolution, les vingt provinces agricoles de la Russie impériale les plus productives fournissaient 20 millions de tonnes de céréales par an. En 1920, elles produisirent à peine 8,45 millions de tonnes, et en 1921 elles tombèrent à 2,9 millions<sup>18</sup>. Dans la province de Stavropol, dans le Caucase du Nord, presque toute

la récolte fut perdue<sup>19</sup>. En Ukraine du Sud la baisse fut particulièrement spectaculaire. En 1921 la quantité de céréales récoltées dans la province d'Odessa chuta à 12,9 % des taux antérieurs. Au sud-est, les provinces de Katerynoslav Zaporijia et Mykolaïv produisirent entre 3,7 et 5,1 % de leurs moissons habituelles. Autrement dit, 95 % des récoltes ordinaires ne s'étaient pas concrétisées<sup>20</sup>.

Dans l'histoire, les paysans russes et ukrainiens avaient survécu aux mauvaises conditions climatiques périodiques et aux sécheresses en conservant et en stockant soigneusement le surplus céréalier. Mais au printemps 1921 il n'y avait aucun excédent : tout avait été confisqué. Les pénuries alimentaires entraînèrent rapidement la famine dans les provinces russes de la Volga – vaste couloir céréalier sur le territoire longeant la Moyenne et la Basse-Volga – dans l'Oural et en Ukraine du Sud. Les paysans souffrant de plus en plus de la faim, beaucoup quittèrent leurs foyers en quête de nourriture. Plus de 440 000 fuirent la seule région de la Volga, certains faisant malencontreusement route vers l'Ukraine. Des fonctionnaires mal informés dirigèrent même délibérément des orphelins de la Russie affamée vers l'Ukraine où, à leur arrivée, ils ne trouvèrent ni orphelinat ni nourriture<sup>21</sup>.

Comme ils le feraient une décennie plus tard, les paysans commencèrent à manger des chiens, des rats et des insectes ; ils firent bouillir de l'herbe et des feuilles ; il y eut des cas de cannibalisme<sup>22</sup>. Un groupe de réfugiés qui réussit à monter dans un train reliant Saratov à Riga, port fluvial de la Volga en plein cœur de la famine, décrit ainsi la vie en ville :

De vieilles charrettes récupéraient les morts tous les jours comme elles le faisaient habituellement des ordures [...]. Nous vîmes de nombreux cas de peste bubonique dans les rues. Il n'en fut jamais question dans la presse soviétique, les fonctionnaires s'efforçant de cacher l'information au public [...].

Le gouvernement soviétique rapporte que les paysans abandonnent leurs enfants. Ce n'est pas vrai. Il est exact que certains parents confient leurs enfants à l'État, qui promet d'en prendre soin et ne le fait pas. D'autres les jettent dans la Volga, préférant les voir se noyer plutôt qu'être élevés dans la foi communiste qu'ils tiennent pour une doctrine de l'Antéchrist<sup>23</sup>.

Comme elles le feraient une décennie plus tard, les populations affamées cherchèrent à fuir les campagnes stériles et se rassemblèrent dans des camps de réfugiés improvisés au sein des villes et autour des gares ferroviaires, vivant dans des wagons désaffectés et « blottis en masse compacte comme une colonie de phoques, mères et jeunes l'un contre l'autre<sup>24</sup> ». Un journaliste américain, F. A. Mackenzie, décrit la scène à la gare de Samara :

Voici des gars, grands et décharnés, plus maigres que ne saurait l'imaginer un Occidental, vêtus de haillons et sales. Des vieilles femmes, certaines assises par terre à demi conscientes, étourdies par la faim, la misère et le malheur [...]. Des mères livides et sans lait, s'efforçant de nourrir au sein leur bébé agonisant. Y aurait-il eu un nouveau Dante parmi nous, il aurait écrit un autre *Enfer* après avoir visité l'une de ces gares<sup>25</sup>.

Mais sur un point de la plus haute importance cette première famine soviétique différait de celle qui allait suivre dix ans après : en 1921 la faim de masse ne fut pas tenue secrète. Qui plus est, le régime essaya d'aider ceux qui mouraient de faim. *La Pravda* elle-même annonça l'existence de la famine en déclarant le 21 juin que 25 millions de personnes avaient faim en Union soviétique. Peu après, le régime autorisa la fondation d'un Comité panrusse d'aide aux affamés composé de personnalités politiques et culturelles non bolcheviques. Des comités locaux d'entraide furent créés pour secourir les affamés<sup>26</sup>. Suivirent des appels à l'aide internationale, le plus connu étant celui de l'écrivain Maxime Gorki, qui mena une campagne adressée « À tous les honnêtes gens » au nom de tout ce que la culture russe avait de meilleur. « Des jours sombres se sont abattus sur le pays de Tolstoï, Dostoïevski, Mendeleïev, Pavlov, Moussorgski, Glinka », écrivit-il, appelant à des dons. La liste des sommités russes de Gorki omettait ostensiblement les noms de Lénine et de Trotski<sup>27</sup>. De façon extraordinaire, tant il allait devenir paranoïaque par rapport à la diaspora les années suivantes, le Parti communiste ukrainien envisagea même de demander l'aide des Ukrainiens émigrés au Canada et aux États-Unis<sup>28</sup>.

Cet appel officiel à l'aide internationale, unique dans l'histoire soviétique, eut des effets rapides. Plusieurs organisations humanitaires, dont la Croix-Rouge internationale et le Comité paritaire juif de distribution (Jewish Joint Distribution Committee, JDC, ou simplement Joint), allaient finalement contribuer aux opérations de secours, de même que la Mission Nansen, action européenne conjuguée mise en place par Fridtjof Nansen, explorateur et humanitaire norvégien. Mais la source d'aide immédiate la plus importante fut l'American Relief Administration (ARA), déjà à l'œuvre en Europe au printemps 1921. Fondée par le futur président Herbert Hoover, l'ARA avait distribué avec succès l'équivalent de plus d'un milliard de dollars en aides alimentaires et médicales à travers l'Europe dans les neuf mois qui suivirent l'armistice de 1918<sup>29</sup>. Entendant l'appel de Gorki, Hoover, spécialiste clairvoyant de l'idéologie bolchevique, saisit l'occasion d'élargir son réseau d'aide à la Russie.

Avant d'entrer dans le pays, il exigea la libération de tous les Américains détenus dans les prisons soviétiques, ainsi que l'immunité diplomatique pour tous les Américains travaillant à l'ARA. Hoover tenait à ce que le personnel de l'ARA contrôlât les procédures pour éviter le vol de l'aide. Il craignait également, à juste titre, que les Américains ne fussent accusés d'espionnage en Russie (et ils recueillirent effectivement des informations qu'ils transmirent chez eux en passant par le courrier diplomatique)<sup>30</sup>. Devant ces exigences, Lénine fulmina et traita Hoover d'« impudent et de menteur » ; il enragea contre « la duplicité puante » de l'« Amérique, de Hoover et du Conseil de la Société des Nations ». Il déclara que « Hoover devait être châtié, qu'il devait être *giflé en public*, devant *le monde entier* » – déclaration étonnante compte tenu de la quantité d'aide qu'il était sur le point de recevoir. Mais l'ampleur de la famine était telle que Lénine finit par céder<sup>31</sup>.

En septembre 1921 une mission préparatoire de travailleurs humanitaires de l'ARA atteignit la ville de Kazan sur la Volga, où ils découvrirent une misère comme ils n'en avaient jamais vu auparavant, même dans l'Europe dévastée. Dans les rues ils rencontrèrent « des personnages d'allure pitoyable, vêtus de haillons, et mendiant un morceau de pain au nom du Christ ». Dans les orphelinats ils découvrirent « de petits squelettes émaciés, dont le visage décharné et les jambes maigres comme des cure-dents [...] confirmaient le bruit suivant lequel il en mourait par douzaines chaque jour<sup>32</sup> ». L'été 1922, les Américains alimentèrent 11 millions de personnes au quotidien et distribuèrent des colis à des centaines de milliers. Pour arrêter les épidémies, ils fournirent pour 8 millions de dollars de médicaments<sup>33</sup>. Sitôt leurs opérations déployées, le comité russe indépendant d'assistance aux affamés fut discrètement dissous : Lénine ne voulait pas qu'une organisation russe qui n'était pas directement gérée par le Parti communiste gagnât en crédibilité en participant à la distribution alimentaire. Mais le projet d'aide américain, amplifié par les contributions d'autres organisations étrangères, put aller de l'avant, sauvant des millions de vies.

Pourtant, cette réponse ostensiblement ouverte à l'extérieur, sincère et solide, ne fut pas exempte de notes discordantes. Tout au long de la catastrophe, et comme cela se passera une décennie après, jamais les dirigeants soviétiques ne renoncèrent à leur désir de devises fortes. Alors même que la famine faisait rage, les bolcheviks vendaient secrètement de l'or, des œuvres d'art et des bijoux à l'étranger pour acheter des armes, des munitions et des machines industrielles. À l'automne 1922, ils se mirent également à vendre ouvertement des produits alimentaires sur les marchés étrangers, alors même que la faim restait omniprésente et que l'aide étrangère continuait d'arriver<sup>34</sup>. Ce n'était pas un secret : Hoover fulmina contre le cynisme d'un gouvernement qui savait que sa population mourait de faim, et qui exportait cependant des biens alimentaires afin de « se procurer machines et matériaux pour améliorer la situation économique des survivants<sup>35</sup> ». Quelques mois plus tard, l'ARA quitta la Russie précisément pour cette raison.

De même que dix ans après, la réaction des autorités à la famine différa entre la Russie et l'Ukraine. À l'instar de leurs collègues russes, les communistes ukrainiens créèrent un comité de la famine. Mais l'objectif du comité, au départ, n'était pas d'aider les Ukrainiens<sup>36</sup>. Dans sa résolution de septembre 1921 « sur la campagne contre la faim », le Politburo observa que de nombreux districts en Ukraine du Nord pourraient être « entièrement approvisionnés sur les fonds de leurs provinces et de leurs comtés ». Il ordonna donc au comité ukrainien de la famine d'orienter tout excédent céréalier d'Ukraine – et il y en avait un peu, dans les régions du nord de la république qui n'étaient pas touchées par la famine – vers les provinces russes affamées de Tsaritsyne, Ouralsk, Saratov et Simbirsk, non pas vers les populations mourant de faim en Ukraine du Sud<sup>37</sup>.

À peu près à la même époque, Lénine écrivit à Rakovski, encore à la tête des bolcheviks ukrainiens, pour lui rappeler qu'il attendait également l'expédition de biens alimentaires et de bétail vers la Russie depuis Kyiv et Kharkiv<sup>38</sup>.

À la fin de l'automne 1921, les pénuries alimentaires s'aggravant, les manœuvres de Lénine s'affinèrent. Bien qu'il eût déjà mis fin aux collectes de vivres dans les régions russes les plus touchées, le dirigeant soviétique ordonna d'augmenter la pression sur les paysans des provinces les plus riches ; malgré la catastrophe touchant ses provinces méridionales et orientales, l'Ukraine était censée en faire partie. Lénine ne cessa de réclamer plus de céréales à Kharkiv<sup>39</sup>. Il suggéra également de nouvelles tactiques : ceux qui refusaient de remettre leurs céréales s'exposeraient à des amendes et à la prison – voire pire.

En novembre, Lénine ordonna d'appliquer « de sévères méthodes révolutionnaires », dont la prise d'otages, contre les paysans refusant de livrer leurs céréales. Cette forme de chantage, employée avec un effet si puissant contre les Juifs durant la guerre civile et les pogromes, fut alors utilisée pour faciliter la collecte de cette précieuse denrée. Lénine adressa un ordre clair aux équipes de collecte céréalière et aux *komnezamy* : « Dans tous les villages, emparez-vous de 15 à 20 otages, et,

en cas de quotas non remplis, alignez-les tous contre le mur. » Si cette manœuvre échouait, les otages devaient être exécutés en tant qu'« ennemis de l'État<sup>40</sup> ». La pression d'en haut s'accompagna de propagande à la base. Dans la province de Mykolaïv en Ukraine du Sud, où la famine commençait déjà à se faire sentir, des affiches exhortaient les « Travailleurs de Mykolaïv à aider les affamés de la Volga<sup>41</sup> ».

Les hommes de l'ARA remarquèrent que Lénine traitait l'Ukraine autrement que la Russie, et le signalèrent dans leurs notes et leurs mémoires. Au début, les autorités de Moscou ne parlèrent pas aux Américains des pénuries alimentaires en Ukraine. L'organisation apprit l'existence de la famine en Ukraine du Sud par le Comité paritaire juif de distribution (Joint Distribution Committee) qui reçut des rapports sur la famine de masse dans cette région et les transmit à l'ARA et à d'autres.

Plus curieusement, les premières demandes d'autorisation adressées par l'ARA pour aller en Ukraine furent rejetées au motif que l'Ukraine du Nord-Ouest produisait encore beaucoup de céréales et que la république n'avait pas besoin d'aide particulière. Les deux responsables de l'ARA qui parvinrent finalement à se rendre à Kharkiv en novembre 1921 y furent accueillis froidement. Mykola Skrypnyk, alors commissaire ukrainien aux affaires étrangères, reçut les Américains et leur dit qu'ils ne pouvaient intervenir dans la république car l'Ukraine, contrairement à la Russie, n'avait pas d'accord avec l'ARA. Les deux hommes en furent « en partie amusés, en partie irrités », et protestèrent qu'ils ne se préoccupaient que de l'aide aux victimes de la famine, pas de la politique. Skrypnyk leur répondit que l'Ukraine était un État souverain, pas une partie de la Russie : « Vous vous mêlez de politique en différenciant les deux républiques ; en traitant avec l'une, tout en refusant de le faire avec l'autre, en voyant dans l'une un État souverain et dans l'autre un État vassal<sup>42</sup>. » L'Ukraine contribuant alors à soulager la famine soviétique, soumise aux lois et à la politique agricole de confiscation soviétiques, l'insistance de Skrypnyk sur la souveraineté ukrainienne en matière de lutte contre la famine était absurde.

Les patrons du parti moscovite et leurs collègues ukrainiens ne fléchirent que lorsque la famine prit une telle ampleur dans les provinces méridionales de l'Ukraine qu'il n'était plus possible de l'ignorer. En janvier 1922 le Politburo ukrainien accepta enfin de travailler avec l'ARA, ainsi qu'avec d'autres organisations européennes et américaines d'aide alimentaire. La confiance faisait encore défaut : le Politburo habilita les camarades Rakovski et Vassili Mantsev à traiter avec les donateurs étrangers, mais aussi à « prendre des mesures » contre les organisations humanitaires qui serviraient de couverture à l'espionnage<sup>43</sup>. Des années après, des citoyens soviétiques qui avaient travaillé pour l'ARA furent l'objet de soupçons : en 1935 une femme d'Odessa fut condamnée comme contre-révolutionnaire, en partie pour avoir travaillé avec des Américains qui tentaient de lutter contre la famine dans sa ville<sup>44</sup>. Malgré la mauvaise volonté générale, les soupes populaires de l'ARA se mirent à fonctionner en Ukraine du Sud et de l'Est ainsi qu'en Crimée dans l'hiver et au printemps 1922<sup>45</sup>. La Croix-Rouge ukrainienne contribua également à l'effort, de même que le Comité paritaire juif de distribution qui fournit vivres et autres aides aux victimes des pogromes<sup>46</sup>.

Immanquablement, tous les organismes étrangers opéraient sous restrictions. La Mission Nansen fut obligée de travailler par l'intermédiaire d'institutions soviétiques au lieu de passer par son propre personnel. Le Joint envoya ses employés, qui cependant durent tous promettre de « taire leur opinion sur les politiques nationales ou internationales » et de « ne rien entreprendre qui puisse aider ou encourager en quoi que ce soit une partie ou un élément de population plus qu'un autre<sup>47</sup> ».

L'antisémitisme entrava le programme d'aide du Comité ; les autorités s'empressaient souvent de retirer ou de confisquer les affiches, tracts et autres objets portant son logo. L'ARA se vit parfois interdire sans préavis des lieux particuliers. Une fois, ses responsables furent avisés de ne pas approcher la ville industrielle de Kryvyi Rih, sans doute parce que des partisans y agissaient encore. Les autorités soviétiques craignaient l'influence des Américains sur un territoire qui n'était pas complètement pacifié<sup>48</sup>.

Finalement, l'aide parvint en Ukraine, les vivres devinrent plus disponibles et les taux de mortalité baissèrent. À la fin de 1923, la crise parut maîtrisée. Mais le retard dans l'acheminement de l'aide avait causé des centaines de milliers de morts inutiles. Sur le moment et par la suite, beaucoup s'interrogèrent sur les raisons. Les membres de l'ARA en discutèrent et écrivirent des années après à ce propos. La plupart étaient persuadés que l'opposition initiale des Soviétiques à leur programme d'assistance en Ukraine était d'inspiration politique. L'Ukraine du Sud, l'une des régions les plus durement touchées de toute l'URSS, avait également été un bastion de Makhno et des Cosaques. Les Américains se dirent que peut-être les autorités soviétiques « préférèrent laisser l'Ukraine souffrir, plutôt que de risquer de nouveaux soulèvements à la suite des contacts

étrangers<sup>49</sup> ». Se sachant perçus comme espions, les Américains pensèrent également que le régime s'attendait à les voir agir en provocateurs. Sans doute avaient-ils raison.

Plus récemment, des spécialistes ukrainiens ont proposé une explication politique plus pointue : les autorités soviétiques avaient peut-être réellement instrumentalisé la famine, comme ils allaient le faire en 1932, pour en terminer avec la rébellion paysanne ukrainienne<sup>50</sup>. Cette thèse ne saurait être confirmée : il n'y a pas de preuve d'un plan prémédité en vue d'affamer les paysans ukrainiens en 1920-1921. En même temps, il est vrai que si Moscou avait effectivement appliqué sa politique agricole pour étouffer la rébellion, elle n'aurait guère pu être plus efficace. Le système de réquisition des céréales disloqua les communautés, brisa les relations et força les paysans à quitter leur foyer en quête de nourriture. La famine affaiblit et démoralisa ceux qui restèrent, les obligeant à abandonner la lutte armée<sup>51</sup>. Déjà à l'époque, beaucoup notèrent que les conditions étaient particulièrement mauvaises à Houliaïpole, province natale de Makhno. Les territoires qu'il dominait dans le Sud faisaient partie des plus dévastés, d'abord en raison des mauvaises récoltes et ensuite faute d'aide alimentaire<sup>52</sup>.

Sans doute le régime utilisa-t-il la famine, comme une décennie après, pour frapper durement la hiérarchie religieuse d'Ukraine. Au nom de la lutte contre la famine, l'État obligea les églises ukrainiennes à lui livrer des objets en or, des icônes et d'autres biens précieux. Mais par-dessus, les chefs du parti, dont Skrypnyk qui menait la campagne de collecte, espéraient provoquer par cette politique des tensions entre l'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine récemment créée et sa principale rivale, restée fidèle au patriarche de Moscou. Plusieurs semaines durant, le Politburo ukrainien discuta de ces « donations » de l'Église, s'en enquit et s'intéressa à leur vente à l'étranger<sup>53</sup>. En 1922, Lénine, déjà malade, adressa une lettre à Viatcheslav Molotov qui précéda Staline à la direction du secrétariat général du Parti communiste. Expliquant que la famine offrait une occasion unique de saisir les biens de l'Église, elle devait être transmise aux membres du parti. Le sacrifice par l'Église de ses objets précieux, écrivait Lénine, pouvait avoir un impact politique important :

Maintenant et seulement maintenant, alors que des gens s'entre-dévoient dans les régions frappées par la famine, et que des centaines, sinon des milliers, de cadavres jonchent les routes, nous pouvons (et devons donc) poursuivre le transfert des biens ecclésiastiques avec l'énergie la plus farouche et la plus impitoyable sans hésiter à écraser la moindre opposition. Maintenant et seulement maintenant, la grande majorité des paysans sera de notre côté, ou pour le moins ne sera pas en mesure de soutenir à un niveau décisif cette poignée d'ecclésiastiques et de petits-bourgeois réactionnaires, qui veulent et peuvent essayer de s'opposer à ce décret soviétique par la force<sup>54</sup>.

C'était le moment, poursuivait Lénine, de donner une « leçon » aux paysans, au clergé et aux autres opposants politiques, de sorte que « dans les décennies à venir ils n'osent plus envisager la moindre résistance<sup>55</sup> ».

Mais l'ampleur de la famine effraya les bolcheviks. Les pénuries alimentaires pouvaient peut-être aider à mettre fin aux rébellions paysannes en Ukraine, mais partout ailleurs elles les attisèrent. Dans la province russe de Tambov, les réquisitions alimentaires provoquèrent la révolte d'Antonov, l'un des plus graves soulèvements antibolcheviques de l'époque. Les pénuries contribuèrent aussi à inspirer la rébellion tristement célèbre de Kronstadt, durant laquelle l'Armée rouge tira sur les marins qui avaient joué un rôle important dans la révolution. En trois ans, 33,5 millions de personnes furent affectées par la famine et les pénuries alimentaires – 26 millions en Russie, 7,5 millions en Ukraine –, les taux de mortalité restant cependant difficiles à calculer, personne n'ayant gardé trace des chiffres<sup>56</sup>. En Ukraine les meilleures estimations situent le nombre des morts entre 250 000 et 500 000 en Ukraine méridionale, la région la plus durement touchée<sup>57</sup>. En URSS dans son ensemble l'ARA avança le chiffre de 2 millions de morts ; une publication soviétique parue peu après la famine conclut à 5 millions<sup>58</sup>.

Ces chiffres ébranlèrent la confiance du régime. Les bolcheviks craignaient d'être rendus responsables de la catastrophe, et de fait ils le furent. Un survivant de la famine de 1932-1933 raconta par la suite avoir rencontré un paysan de la province de Dnipropetrovsk en 1922. Lui parlant de la famine, l'homme lui expliqua sans détour ce qui s'était passé cette année-là : « Les bolcheviks ont volé les gens, pris les chevaux et les bœufs. Il n'y a pas de pain. Les gens meurent de faim<sup>59</sup>. »

En 1922 les bolcheviks se savaient impopulaires à la campagne, particulièrement en Ukraine. La confiscation des vivres avait conduit aux pénuries, aux protestations et finalement à la famine, partout dans l'URSS naissante. Leur rejet de tout ce qui semblait ou résonnait « ukrainien » avait aidé à entretenir la colère nationaliste et antibolchevique en Ukraine.

En réaction, le régime changea de cap et adopta deux politiques radicalement nouvelles, visant à reconquérir le soutien des paysans soviétiques récalcitrants, et notamment des paysans ukrainiens réfractaires et animés de sentiments nationalistes. La « Nouvelle Politique économique » de Lénine, qui devait mettre fin aux collectes obligatoires de céréales et légaliser la liberté du commerce, est la mieux connue des deux. Mais, en 1923, Moscou lança aussi une nouvelle politique d'« indigénisation » (*korenizatsiia*) censée plaire aux minorités non russes de l'État fédéral soviétique. Elle accorda un statut officiel et même une priorité à leur langue nationale, promut leur culture nationale et mit en œuvre une politique de discrimination positive, remplaçant les cadres russes venus de Moscou par des natifs.

En Ukraine, la politique fut connue sous le nom d'« ukrainisation » – terme finalement adopté par Hrouchevsky qui, dès 1907, avait appelé à l'ukrainisation de l'appareil d'État russophone<sup>60</sup>. Hrouchevsky (qui au début des années 1920 avait quitté depuis longtemps la politique) avait souhaité utiliser la langue pour consolider le soutien à l'indépendance nationale. Le but de Lénine, dans sa politique de 1923, était exactement inverse : il espérait rendre le pouvoir soviétique moins étranger aux Ukrainiens et affaiblir ainsi leur demande de souveraineté.

Pour les puristes, ces deux stratégies représentaient un pas « en arrière », éloignant des idéaux marxistes-léninistes, et beaucoup refusèrent de croire qu'elles seraient permanentes. Un des responsables bolcheviques, Grigori Zinoviev qualifia la Nouvelle Politique économique de « déviation temporaire » et de « défrichage de terrain en vue d'une nouvelle attaque décisive du travail contre le front du capitalisme international<sup>61</sup> ». Lénine lui-même, expliquant la Nouvelle Politique économique aux éducateurs politiques du parti en octobre 1921, employa l'expression de « retraite stratégique ». Parlant de cette politique, il parut souvent presque contrit. À un groupe d'éducateurs, il déclara que la politique économique soviétique avait été jusqu'ici fondée sur une hypothèse erronée, à savoir que « les paysans nous fourniraient la quantité de céréales requise, que nous pourrions distribuer aux usines et ainsi réaliser la production et la distribution communistes<sup>62</sup> ». Parce que la paysannerie n'avait pas encore atteint le bon niveau d'évolution politique, un certain repli était désormais nécessaire. Quand elle serait éclairée, il serait peut-être possible de tenter à nouveau des politiques économiques communistes plus avancées.

Pour ceux qui avaient cru en un État ouvrier unifié, homogénéisé et russophone, la notion même d'« ukrainisation » était également décourageante. Rakovski, toujours à la tête du Conseil ukrainien des commissaires du peuple en 1921, déclara que l'emploi généralisé de l'ukrainien marquerait un retour au « règne de l'intelligentsia des petit-bourgeois et des koulaks ukrainiens ». Son adjoint, Dmytro Lebed, soutint avec plus de force encore qu'enseigner l'ukrainien était réactionnaire, parce que c'était une langue inférieure de la campagne, alors que le russe était la langue supérieure de la ville. Dans un essai décrivant sa « Théorie des deux cultures », Lebed admit qu'il pouvait y avoir une raison d'éduquer les enfants de paysans en ukrainien, puisque c'était leur langue natale. Cependant, ils devraient tous ensuite étudier le russe, pour les aider à rejoindre le prolétariat russe<sup>63</sup>.

Chez Rakovski, Lebed et les autres bolcheviks russophones d'Ukraine, la peur de l'ukrainien « réactionnaire » et « koulak » cachait divers motifs. Une fois de plus, il y avait du chauvinisme russe dans leur vision des choses : tout au long de leur vie, l'Ukraine avait été une colonie russe et il leur était difficile d'imaginer qu'il en fût autrement. Pour beaucoup, l'ukrainien était une langue de « basse-cour ». Comme le déplorait le communiste ukrainien Volodymyr Zatonskyi, « c'était une vieille habitude des camarades de considérer l'Ukraine comme la Petite-Russie, une partie de l'Empire russe – une habitude gravée dans votre mémoire au fil des millénaires d'existence de l'impérialisme russe<sup>64</sup> ». D'autres nourrissaient des objections plus profondes et soutenaient que l'ukrainien était réellement une « langue contre-révolutionnaire ». Marqués par la révolte paysanne, ils redoutaient avec raison le nationalisme ukrainien qu'ils identifiaient à cette langue. Zatonskyi expliquait encore : « En 1919 précisément [...] pesait un certain soupçon sur l'ukrainien. Ces sentiments étaient largement partagés, jusque dans les cercles du prolétariat révolutionnaire et de la paysannerie d'origine indéniablement prolétarienne<sup>65</sup>. »

Leur préjugé à l'encontre de tout ce qui était ukrainien avait aussi naturellement une source idéologique : les bolcheviks étaient attachés à un État fortement centralisé et à la destruction des institutions indépendantes, qu'elles fussent économiques, politiques ou culturelles. Ils comprenaient intuitivement que l'autonomie de toute province ou république soviétique pouvait devenir un obstacle au pouvoir total. La solidarité de classe, non la solidarité nationale, était censée guider leur chemin. Ainsi que le dit un autre dirigeant communiste : « Je pense que si nous nous préoccupons de la culture de chaque nation en particulier, ce sera alors un vestige national malsain<sup>66</sup>. »

Malgré tout, les deux nouvelles politiques eurent des défenseurs enthousiastes aux plus hauts niveaux. La Nouvelle Politique économique trouva son champion en Nikolaï Boukharine, intellectuel bolchevique qui en vint à penser que l'URSS parviendrait aux étapes supérieures du socialisme par des rapports marchands, et qui plaïda avec force contre les réquisitions de céréales<sup>67</sup>. En partie grâce à sa caution et à celle de Lénine dans les mois précédant sa mort en janvier 1924, la Nouvelle Politique économique (largement connue sous l'acronyme de NEP) évolua brièvement en une forme de « capitalisme d'État », suivant l'expression de Lénine. Dans le nouveau système, les marchés fonctionnaient mais uniquement sous un fort contrôle étatique. L'État abolit la *prodrazvyorstka*, la livraison forcée de céréales, et la remplaça par un impôt. Les paysans se remirent à vendre les céréales de manière traditionnelle, c'est-à-dire pour de l'argent. Des petits négociants – les « Nepmen » – achetaient et vendaient également des céréales, organisant ainsi leur distribution comme ils l'avaient fait pendant de nombreux siècles. Une économie de marché fut rétablie à ce niveau très élémentaire et les vivres devinrent progressivement plus disponibles.

L'ukrainisation trouva aussi de vrais avocats. Après avoir vécu les rébellions paysannes, Lénine déclara lui-même en 1919 que ce serait une « erreur profonde et dangereuse » de négliger le sentiment nationaliste en Ukraine<sup>68</sup>. En février 1920, alors que s'engageait la troisième et dernière occupation de l'Ukraine par les bolcheviks, Lénine envoya un télégramme à Staline, lui intimant de recruter des interprètes pour l'Armée rouge en Ukraine et d'obliger sans réserve tous les officiers à accepter les candidatures et autres documents en ukrainien<sup>69</sup> ». Lénine ne voulait pas perdre l'Ukraine de nouveau, et s'il fallait satisfaire les émotions nationales ukrainiennes, alors il le ferait.

En Ukraine, le moment des « communistes nationaux » était arrivé. Avec optimisme, ils plaïdèrent que les sentiments nationaux ukrainiens renforçaient la révolution, qu'ukrainisation et soviétisation étaient non seulement compatibles mais se consolidaient mutuellement. Skrypnyk – ce même responsable ukrainien dont la résistance à l'aide américaine avait tant surpris les hommes de l'ARA – fut le plus enthousiaste de tous. Depuis qu'il avait servi d'émissaire à Lénine en Ukraine en décembre 1917, Skrypnyk affirmait que l'hostilité entre le prolétariat russophone et la paysannerie ukrainophone était contre-productive<sup>70</sup>. Son avis fut repris par Zatonskyi qui, en 1921, déclara à ses camarades bolcheviques qu'ils avaient raté le moment nationaliste : « Lorsque les sombres masses paysannes se soulevèrent et devinrent conscientes d'elles-mêmes, quand le paysan qui se croyait auparavant, lui et sa langue, méprisable redressa la tête et exigea davantage, nous n'en avons pas profité. » Aussi la révolution nationale a-t-elle été détournée par la bourgeoisie : « Disons-le franchement : ce fut notre grande erreur<sup>71</sup>. »

Oleksandr Choumskyi et d'autres membres du groupe d'extrême gauche *Borotbysty*, qui avait acquis une telle popularité en 1917-1918, rejoignirent également les rangs des communistes nationaux après 1920<sup>72</sup>. Suivant les normes de l'URSS à cette époque, la position de Choumskyi était inhabituelle. Bien que les socialistes, les mencheviks, les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires fissent déjà l'objet d'enquêtes ou fussent en état d'arrestation partout en Union soviétique, Moscou fit une exception en Ukraine pour quelques *Borotbysty* ralliés au bercail soviétique. Lénine espérait qu'ils aligneraient leurs partisans paysans sur les bolcheviks et ajouteraient une touche d'authenticité natale au nouveau régime.

Choumskyi se doutait qu'il servait lui-même de camouflage, mais il accepta l'arrangement et la fonction de commissaire à l'éducation en Ukraine. Skrypnyk devint commissaire à la justice. Dans l'été 1923 le Comité central du Parti communiste ukrainien – principal organisme dirigeant après le Politburo – promulgua son premier décret sur l'ukrainisation. À Kharkiv, les autorités reconnurent l'ukrainien comme langue dominante de la république et imposèrent à tous les employés de l'État de devenir bilingues au bout d'un an<sup>73</sup>.

Au travers de ces changements, les communistes nationaux d'Ukraine souhaitaient donner au communisme soviétique une couleur plus locale, amoindrir l'image d'ingérence russe. Ils espéraient également encourager l'élite intellectuelle ukrainienne à être plus compréhensive et à rendre même l'Ukraine soviétique attractive aux Ukrainiens de souche qui vivaient dans les régions frontalières de Pologne et de Tchécoslovaquie. L'URSS était toujours à l'affût de révolutions extérieures à soutenir. Il semblait à la plupart que Moscou avait pesé de tout son poids en faveur de ces politiques, et pendant quelques brèves années, beaucoup crurent sincèrement qu'elles pourraient marcher.

En mars 1924, près de sept ans après son discours triomphe devant la foule de Kyiv agitant des drapeaux, Mykhaïlo Hrouchevsky revint en Ukraine. Ayant fui le pays en 1919, il avait vécu un

temps à Vienne. Durant deux ans, il envisagea d'aller à Prague ou à Lviv, et même à Oxford ou à Princeton. Il négocia avec les bolcheviks et semble avoir cherché à jouer un rôle politique. Sans y parvenir, Hrouchevsky décida malgré tout de revenir en Ukraine en tant que « particulier » et savant. Personne ne mit en doute l'importance symbolique de sa décision, y compris les communistes ukrainiens. De janvier à juin 1921 le Politburo ukrainien n'évoqua pas moins de quatre fois Hrouchevsky et son éventuel retour<sup>74</sup>. Un grand nombre de dirigeants nationaux ukrainiens restés en exil désavouèrent sa décision comme une « légitimation » du régime bolchevique ; les bolcheviks la saluèrent pour la même raison. C'était la preuve que leur politique opérait. Ils prétendirent ensuite qu'il les avait suppliés de le laisser revenir, s'étant repenti de son activité contre-révolutionnaire antérieure<sup>75</sup>.

Cependant Hrouchevsky déclara à maintes reprises ne pas avoir fait de concessions. Il revenait, dit-il, pensant que le renouveau politique ukrainien nécessitait d'abord un renouveau culturel, ce qui lui semblait désormais possible. Si contraint qu'il ait pu être en Union soviétique, Hrouchevsky ne pouvait manquer ce moment, tellement prometteur pour l'Ukraine. « On doit réfléchir à la manière d'éviter un retour en arrière de la vie culturelle, écrivit-il à un collègue. Jusqu'à présent, le gouvernement et la société tiennent bon<sup>76</sup>. » Dans l'administration ukrainienne, tout le monde ne le voyait pas ainsi : dès qu'il revint dans sa patrie, la police secrète se mit à tisser un vaste réseau de surveillance autour de lui, recrutant des dizaines de personnes pour rapporter ses faits et gestes<sup>77</sup>. Hrouchevsky n'eut sans doute pas connaissance des détails de cette opération mais il en soupçonna certainement quelque chose : dès avant son retour, il avait demandé au Parti communiste ukrainien et au gouvernement des lettres lui garantissant l'immunité en cas de poursuites politiques<sup>78</sup>.

Quoi qu'il en soit, les bolcheviks admirent en apparence sa présence et il admit les bolcheviks. Hrouchevsky reçut un soutien de l'État pour fonder un nouvel institut de recherches historiques à Kyiv sous la bannière de l'Académie panukrainienne des sciences – *Vseukraïnska Akademiia Nauk* – mieux connue sous l'acronyme ukrainien de VUAN. Il se remit à son *Histoire de l'Ukraine-Rous'* en plusieurs volumes, commença la publication d'une revue et encouragea ses jeunes collègues dans leurs travaux<sup>79</sup>.

Le retour de Hrouchevsky donna le ton à une période de véritable fermentation intellectuelle et culturelle en Ukraine. Durant quelques brèves années ses confrères historiens de VUAN réalisèrent des monographies sur les rébellions paysannes ukrainiennes du <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle et l'histoire du sentiment nationaliste ukrainien<sup>80</sup>. L'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine se déclara pleinement indépendante en 1921 ; elle rejeta l'autorité du patriarche de Moscou, décentralisa la hiérarchie, ressuscita la liturgie ukrainienne et consacra un leader, le métropolite Vasyl Lypkivskiyi. À Kharkiv, artistes et architectes s'essayèrent au cubisme, au constructivisme et au futurisme, tout comme leurs homologues à Moscou et à Paris. Les architectes ukrainiens édifièrent le premier complexe de gratte-ciel en Europe, un ensemble regroupant des administrations publiques, une bibliothèque et un hôtel. Des années après, l'artiste et scénographe Borys Kosarev, l'une des étoiles du modernisme kharkivien, rappela que dans sa ville « de nouveaux théâtres ouvraient régulièrement. Les spectacles s'accompagnaient de débats enflammés ». Kosarev collabora à l'un d'eux monté pour l'inauguration d'une usine de production de tracteurs : « L'usine fut construite par des soldats de l'Armée rouge démobilisés et des paysans de villages reculés – nos spectateurs potentiels. La tâche consistait à leur dire la vérité sur leur situation, tout en montant un spectacle captivant. Mais il fallait d'abord les appâter<sup>81</sup>. »

Pendant ce temps, les jeunes lettrés ukrainiens rêvaient d'inventer de nouvelles formes d'expérience artistique. Un groupe littéraire, Hart (« Trempe »), chercha à « unir les écrivains prolétaires d'Ukraine » pour mieux créer « une culture communiste internationale ». Non que ses chefs de file, d'anciens *Borotbysty*, fussent certains de ce que cela donnerait en réalité :

Nous ne savons pas si, sous le communisme, les émotions disparaîtront, si l'être humain changera au point de devenir un globe lumineux réduit à la tête et au cerveau, ou si des émotions nouvelles et transformées vont naître. Nous ne savons donc pas précisément quelle forme prendra l'art sous le communisme [...]<sup>82</sup>.

Une autre organisation, Pluh (« Charrue »), s'efforça d'encourager les écrivains-paysans dans l'espoir qu'ils contribueraient à réveiller la créativité de l'Ukraine rurale. Ses membres lancèrent des cercles ruraux de lecture et envoyèrent des missionnaires à la campagne. Leur programme littéraire proclamait que l'objectif du groupe était la « création de vastes tableaux, d'œuvres aux thèmes universels, traitant principalement de la vie de la paysannerie révolutionnaire<sup>83</sup> ». Ils établirent également l'une des premières colonies d'écrivains en Ukraine, une résidence à Kharkiv où vivaient ensemble auteurs et journalistes<sup>84</sup>.

L'intelligentsia ukrainienne eut aussi, pour la première fois, les ressources et le statut légal nécessaires pour normaliser sa langue. L'ukrainien n'ayant jamais été auparavant la langue officielle d'un État moderne, tous ne s'accordaient pas sur le bon usage. Les Ukrainiens de la partie occidentale avaient emprunté de nombreux mots et des règles orthographiques au polonais, tandis que ceux de l'Est les empruntaient au russe. Pour la première fois dans son histoire, l'Académie ukrainienne des sciences créa un département d'orthographe pour éliminer les variantes et commença à travailler sur un dictionnaire de référence russo-ukrainien. En 1925 le Conseil ukrainien des commissaires du peuple créa aussi une commission orthographique pour formaliser et standardiser la langue, sous la direction de Choumskyi puis de Skrypnyk. Au terme de plusieurs mois de débats, les travaux de la commission s'achevèrent au printemps 1927 à Kharkiv par une conférence, à laquelle Skrypnyk convia les grands savants de Lviv qui faisait partie de la Pologne. L'« orthographe kharkivienne » qui en résulta, finalement publiée en 1929, s'avéra acceptable pour les Ukrainiens de l'Est et de l'Ouest. Elle était destinée à devenir le manuel standard pour ceux qui vivaient au sein de la République ukrainienne et à l'extérieur<sup>85</sup>.

Leur assurance grandissant, quelques dirigeants ukrainiens se mirent à vouloir étendre la culture ukrainienne au-delà des frontières officielles du pays, en partie avec le soutien de Moscou. La direction stalinienne approuva en particulier les efforts de Kharkiv pour exercer son influence sur les Ukrainiens de Pologne. Choumskyi assura la liaison avec le Parti communiste de l'Ukraine occidentale, c'est-à-dire les territoires qui appartenaient alors à la Pologne. Staline reçut personnellement une délégation d'Ukraine occidentale en 1925, et il était naturellement attendu que les communistes de cette région contribuent à déstabiliser l'État polonais<sup>86</sup>. L'affaire se compliqua quand certains communistes nationaux s'intéressèrent davantage aux près de 8 millions d'ukrainophones vivant au-delà de la frontière orientale en Russie, et notamment aux 915 000 du district voisin du Kouban dans le Caucase du Nord. À partir de 1925 la direction ukrainienne cultiva avec un enthousiasme croissant ses liens nationaux en Russie, menant campagne pour que les écoles en ukrainien y soient plus nombreuses et cherchant même à modifier la frontière est de la république afin d'intégrer plus de territoire ukrainophone.

Même si les autorités alarmées du Caucase du Nord réussirent pratiquement à résister au plus petit changement frontalier, elles furent obligées de céder sur la question des écoles après qu'une enquête du Comité central à propos de l'état d'esprit politique des Cosaques eut trouvé des indices de « travail contre-révolutionnaire massif » et de mécontentement général. Pour les apaiser, Moscou reconnut aux Cosaques la qualité de minorité nationale dans toute l'Ukraine et la Russie. Puisque les Cosaques du Kouban parlaient l'ukrainien, ils obtinrent également le droit d'ouvrir des écoles en ukrainien<sup>87</sup>.

Ce « haut » activisme culturel s'accompagna de ce qu'on appelait communément une ukrainisation « basse », c'est-à-dire la promotion de l'ukrainien dans la vie courante – dans les médias, le débat public et surtout les écoles. Juste avant la rentrée scolaire de 1923, le gouvernement de la république décréta que tous les élèves ukrainiens devaient apprendre dans leur langue, suivant un nouveau programme éducatif conçu pour « développer une nouvelle génération de citoyens loyaux<sup>88</sup> ». L'idée était de rendre la paysannerie à la fois instruite et soviétique. En absorbant la pensée marxiste, elle finirait par se sentir partie intégrante de l'URSS. Afin de promouvoir plus largement et rapidement la langue, Skrypnyk fit même venir 1 500 instituteurs de Pologne, où les écoles ukrainophones existaient depuis longtemps et où l'enseignement de l'ukrainien était mieux implanté<sup>89</sup>.

Ces décisions eurent un effet important. Le pourcentage de livres publiés en ukrainien doubla de 1923 à 1929, et le nombre de journaux et de périodiques en ukrainien augmenta aussi rapidement. De même en fut-il pour les écoles ukrainiennes. En 1923 un peu plus de la moitié des écoles de la république dispensaient l'enseignement en ukrainien. Une décennie après, le taux atteignait 88 %<sup>90</sup>.

Dans de nombreuses localités, le changement dépassa la question de la langue. Fils de paysans devenu général soviétique et plus tard dissident, Petro Hryhorenko (Piotr Grigorenko), écolier à l'époque, se souvenait de ce temps comme d'une réelle illumination. Deux des professeurs de son village fondèrent une branche de Prosvita, organisme culturel ukrainien du XIX<sup>e</sup> siècle, qui s'était ranimé : « C'est chez eux que je vis, et entendis, pour la première fois une bandoura (instrument apparenté à guitare). C'est eux qui me firent lire *Le Kobzar* [l'Aède] et me dirent qu'il avait été écrit par le grand poète ukrainien Taras Chevtchenko, et que j'appartenais à la même nation que le grand Kobzar, que j'étais ukrainien<sup>91</sup>. » À l'époque, Hryhorenko ne perçut aucune contradiction entre son identité « ukrainienne » et les idéaux bolcheviques : « Les idées de liberté, de fraternité, de bonheur pour l'humanité tout entière, mais aussi de dictature du prolétariat formaient dans ma tête un

mélange *sui generis* bizarre avec l'amour pour mon peuple et pour sa culture. » Son club de la Prosvita créa finalement une cellule du Komsomol et il finit par devenir un communiste militant<sup>92</sup>.

D'autres empruntèrent une voie semblable. L'ukrainisation lança la mode de la musique populaire, et des centaines de jeunes Ukrainiens, de la ville comme de la campagne, constituèrent des ensembles de bandouristes qui interprétaient des chansons traditionnelles lors d'événements publics. Avec leurs échos chrétiens et antirusses, les chansons devaient être parfois édulcorées et « sécularisées ». Mais leur côté romantique semblait toucher les jeunes, y compris ceux qui comme Hryhorenko n'avaient pas grandi avec<sup>93</sup>.

Les légendes romantiques du passé en inspirèrent beaucoup. Un proviseur de Kyiv fut si ému d'enseigner aux enfants la langue de la poésie ukrainienne qu'il baptisa son établissement École du Travail de Kyiv Taras Chevtchenko n° 1 et plaça le poète national au cœur du programme. Il encouragea les élèves à tenir des journaux, à y coucher leurs pensées et y dessiner en écho à la poésie de Chevtchenko. Ils jouèrent également des sketches autour de sa vie au club local des travailleurs, et pour le journal scolaire interrogèrent le concierge de l'école, dont le père avait rencontré le poète<sup>94</sup>. Dans tous ces projets les appels à la justice sociale s'inspiraient de Chevtchenko, pas de Marx. À l'époque, si certains vers de Chevtchenko semblaient avoir des connotations antirusses, cela ne posait pas de problème : on les interprétait en opposition à l'Empire russe mais pas à la nation russe, et l'on n'y touchait pas.

Malgré tout, des failles apparurent très tôt dans le système. Les écoles officiellement « ukrainophones » n'enseignaient pas toutes correctement la langue. La majorité des professeurs étaient encore russophones de naissance et il n'était pas facile à la plupart de faire la transition, pour autant qu'ils le voulaient. Dans les écoles rurales, les professeurs qui parlaient un mauvais ukrainien formaient des élèves qui parlaient également mal l'ukrainien ; les uns et les autres pouvaient finir par parler un mélange agrammatical de langues. Les essais pour vérifier les compétences des enseignants se heurtèrent à maintes formes de résistance passive. Ceux-ci pouvaient refuser d'être testés, protester qu'ils n'avaient pas le temps d'acquérir une aisance suffisante ou se plaindre, sans doute à juste titre, des manuels inadaptés. Il était difficile de réfuter leurs arguments, quand de nombreux membres de la commission en charge d'évaluer les professeurs étaient eux-mêmes incapables de parler l'ukrainien<sup>95</sup>.

Certains résistèrent de manière plus active. Beaucoup ne voulaient pas pour leurs enfants d'une éducation en ukrainien qui les handicaperait pour entreprendre des études supérieures où le russe restait dominant<sup>96</sup>. Les bureaucrates résistèrent également aux efforts pour préparer l'appareil d'État à l'usage de l'ukrainien. Bien qu'étant théoriquement obligés de parler l'ukrainien, les responsables du parti se dérobaient en toute impunité. Dans la seconde moitié de la décennie à Odessa, ville russophone, le comité régional du parti avait mis en place des cours d'ukrainien pour 300 apparatchiks. Seuls 226 s'y inscrivirent, et 75 les suivirent régulièrement. Moins encore payèrent les frais d'inscription requis. Les organisateurs du programme harcelaient les élèves récalcitrants, ce qui ne les encourageait guère à y aller, et se plaignaient constamment de perdre de l'argent<sup>97</sup>.

L'échec du parti, ne serait-ce qu'à former ses agents dans la langue, signalait quelque chose de plus profond. Au milieu des années 1920, l'URSS était déjà devenue un État policier rigide, qui, si elle l'avait voulu, aurait pu réprimer durement les membres du parti qui refusaient d'apprendre l'ukrainien. En vérité, cependant, l'État policier adoptait déjà discrètement une autre série de mesures. Alors même que Hrouchevsky, Choumskyi, Skrypnyk et d'autres défenseurs d'une identité ukrainienne indépendante s'imposaient aux ministères de la Culture et de l'Éducation, un groupe très différent de cadres se hissait à leurs côtés. Prosoviétiques, russophones – et souvent d'« origine ethnique » russe, juive, ou encore lettonne ou polonaise –, les membres de la police politique ukrainienne étaient beaucoup plus dévoués à Staline qu'à une idée abstraite de la nation ukrainienne. La décennie finissant, leurs allégeances allaient se voir.

Parmi les policiers devenus adultes dans les années 1920, le plus loyal, et de bien des façons le plus remarquable, fut Vsevolod Balytsky<sup>98</sup>. Né en 1892 à Verkhniodniprovsk, petite ville sur le Dniepr, il passa la plus grande partie de son enfance dans la ville industrielle de Louhansk, où son père était comptable dans une usine. Élevé dans le monde russophone de l'intelligentsia industrielle d'Ukraine – le bruit courait qu'il était même d'origine aristocratique –, Balytsky se dit lui-même « russe » dans un document de 1922, quitte à se dire ensuite « ukrainien ». Ce n'est que bien plus tard, au moment de son arrestation lors de la Grande Terreur de 1937, qu'il se déclara de nouveau « russe ».

En fait, les sympathies nationales de Balytsky avaient toujours été pour lui moins importantes que ses sympathies politiques. Radicalisé dans son adolescence, il prétendit ensuite avoir été « en contact avec le mouvement révolutionnaire de Louhansk » dès ses dix-sept ans. Il fréquenta la faculté de droit à Moscou et rejoignit en 1913 le parti menchevique, rival des bolcheviks – fait qu’il tenta par la suite de rayer de sa biographie. Changeant de camp, il devint bolchevique en 1915, adhérant suffisamment tôt pour compter au nombre des vrais croyants. Grand et blond, il s’adonnait aux gestes théâtraux et aux déclarations radicales. Mobilisé dans l’armée pendant la Grande Guerre, il mena une « agitation révolutionnaire » parmi les soldats. En février 1917, lorsque la révolution éclata, il présida l’un des « tribunaux populaires » sanglants dans le Caucase. C’est peut-être là qu’il acquit le goût d’identifier, purger et exécuter les ennemis de classe. Dans la rhétorique de Balytsky, la violence était souvent associée au nettoyage et à la purification, pour débarrasser le parti des « termites » et de la « pollution ».

Sa foi dans la puissance purificatrice de la violence politique l’incita à revenir en Ukraine et à rejoindre la Tcheka ukrainienne en 1919. En février de cette même année il publia un poème dans les *Izvestia* ukrainiennes :

*Main dans la main nous nous sommes soulevés pour combattre  
Et là où, hier encore, la vie était si joyeuse  
Coulent des ruisseaux de sang  
Et alors ? qu’ils coulent,  
Il n’y aura pas de pardon  
Rien ne vous sauvera, rien<sup>99</sup> !*

Peu après son retour, Balytsky eut l’occasion de voir les « ruisseaux de sang » qu’il avait imaginés. Il fut actif dans la résistance à la rébellion paysanne de 1919. Se battant aux côtés de l’Armée rouge, il prit part au massacre d’otages, avant d’être purement et simplement chassé de la république. Pendant quelques semaines, il échoua à Gomel, dans le sud-est de la République de Biélorussie – ce qu’il dut ressentir comme un revers majeur. Au moment même où il s’apprêtait à prendre sa place parmi les dirigeants d’Ukraine, il se retrouva coincé dans une ville de province éloignée, présidant à nouveau un tribunal révolutionnaire. Néanmoins, il poursuivit son objectif même à la lisière de la zone de combat, arrêtant et exécutant des contre-révolutionnaires, des spéculateurs et d’autres qui semblaient présenter une menace pour les forces soviétiques.

Finalement, Balytsky revint en Ukraine où il aida triomphalement Dzerjinski à « nettoyer » derrière l’Armée blanche en retraite. Il voyagea beaucoup à travers la république à cette époque, et tomba une fois sur une bande de partisans de Makhno. Selon son propre récit, les insurgés l’arrêtèrent immédiatement et l’emmenèrent à l’orée du village pour le fusiller. Mais l’un de leurs commandants, sans doute impressionné par l’allure aristocratique de Balytsky, les retint de le tuer. Après un bref interrogatoire, le chef des partisans décida de le laisser partir. Quelques années plus tard, Balytsky lui rendit la pareille. Ce même commandant ayant été capturé par les troupes bolcheviques, Balytsky aurait commué sa condamnation à mort<sup>100</sup>.

Après la fin des combats, Balytsky fut récompensé de sa loyauté. En 1923 il commanda la Tcheka ukrainienne. Suivant l’exemple de ses collègues de Moscou, occupés à poursuivre les opposants socialistes des bolcheviks, il participa à l’organisation du premier procès des socialistes-révolutionnaires ukrainiens. À cette époque, les tribunaux prononçaient des peines relativement clémentes et graciaient les accusés en nombre.

Sans bruit, le pouvoir et l’influence de Balytsky s’étendaient. En 1925, sur son insistance, le Politburo ukrainien signa une série de décrets renforçant la police secrète ukrainienne, qui devint d’abord la GPU – Direction politique d’État – puis l’OGPU – Direction politique unifiée d’État<sup>101</sup>. Il convainquit entre autres le Politburo de garantir les salaires des employés de ses services. Même au faite de l’influence culturelle de l’intelligentsia ukrainienne et au plus fort du pouvoir paysan, Balytsky, Ukrainien de naissance mais russophone et soviétique par sympathie, forgeait la fidélité d’une tout autre équipe, la préparant à jouer un grand rôle dans l’avenir de l’Ukraine.

## CHAPITRE 4

### *La double crise, 1927-1929*

*Le Glavlit vous ordonne de prendre toutes les mesures pour interdire l'apparition dans la presse de toutes dépêches (articles, entrefilets, etc.) faisant référence aux difficultés ou aux interruptions de ravitaillement en céréales pour le pays car ils pourraient, sans motifs suffisants, provoquer la panique et compromettre les mesures prises par le gouvernement pour surmonter les difficultés temporaires en matière d'achats et d'approvisionnements de céréales pour le pays.*

Télégramme du département de l'information de l'OGPU à toutes les unités, 1927<sup>1</sup>

*Il est impossible qu'il n'y ait pas de pain. Si l'on nous donnait des fusils, nous en trouverions.*

Réflexion surprise par un informateur de la police secrète, 1927<sup>2</sup>

Le communisme de guerre avait échoué. L'État radical des ouvriers n'avait pas apporté la prospérité aux travailleurs. Vers la fin des années 1920, cependant, la Nouvelle Politique économique de Lénine échouait également. En théorie, les marchés étaient libres. En pratique, l'État ne se satisfaisait pas du laisser-faire. Se méfiant des marchands tirant profit des ventes céréalières, les officiels interféraient constamment en diffusant une propagande agressive « anti-spéculateurs » et en imposant de lourdes réglementations. Ils fixèrent les produits industriels à des prix élevés et les produits agricoles à bas prix (d'où l'expression « crise des ciseaux »), entraînant ainsi un déséquilibre. Certains marchands proposaient d'acheter les céréales au prix « officiel » modeste, d'autres à des prix « privés » élevés. De nombreux paysans ne pouvant obtenir de prix plus élevés ne vendaient rien. Ils préféraient – logiquement – stocker leurs céréales et en nourrir leur bétail en attendant que les prix remontent.

Cette nouvelle crise fut un choc. Le ravitaillement alimentaire s'était progressivement amélioré depuis la famine de 1921-1923. Une mauvaise récolte de céréales en 1924 provoqua une fois de plus une faim généralisée, mais les paysans pouvaient encore compter sur les betteraves, les pommes de terre, leurs vaches et leurs cochons. Le moratoire sur la collecte forcée des céréales étant toujours opérationnel, les paysans étaient disposés à planter au printemps suivant<sup>3</sup>.

En 1927, le système parut chanceler de nouveau. Cette année-là, l'État – d'après ses méthodes comptables peu fiables – obtint 5,4 millions de tonnes de céréales. Or les offices de distribution alimentaire qui distribuaient les portions de pain strictement rationnées au prolétariat urbain et à la bureaucratie misaient sur 7,7 millions de tonnes<sup>4</sup>. Dans une enquête concernant la totalité de l'Union, l'OGPU signala des « bousculades et des concerts de cris » dans les queues devant les points de ravitaillement. Cette même enquête secrète cite une femme d'ouvrier : « La journée entière a été perdue pour 10 livres de farine seulement : votre mari revient du travail et le dîner n'est pas prêt. » De façon inquiétante, une partie de ceux qui se plaignaient avaient des avantages politiques. À Tver, la police trouva un appel à la grève : « Pas de beurre, de la farine disponible seulement maintenant, pas de kérosène, le peuple a été dupé<sup>5</sup>. » Paul Scheffer, correspondant du *Berliner Tageblatt* à Moscou, signala des « files d'attente devant les boutiques partout en Union soviétique » et des prix extraordinairement élevés. Avec cette réflexion inquiétante : « Ne pourrait-on dire, pour commenter tout cela, que c'est "comme l'hiver 1917" en Allemagne<sup>6</sup> ? » Eugene Lyons, depuis peu correspondant à Moscou de l'United Press International, décrivit aussi les queues de l'hiver 1927-1928 :

Partout ces files loqueteuses, des femmes principalement, s'étiraient depuis les portes des boutiques, sous un halo de buée ; patientes, bovines, grommelant à peine [...]. Le pain, qui constitue la majeure partie du régime alimentaire ordinaire des Russes, devient un « produit déficitaire »<sup>7</sup>.

Pour le Parti communiste, la crise risquait d'assombrir un anniversaire important : dix ans après la révolution, le niveau de vie en Union soviétique était toujours plus bas que sous les tsars. Les

vivres de toutes sortes étaient rationnés de façon obsessionnelle – les ouvriers recevaient des tickets alimentaires en fonction de leur statut – et très rares. L'information sur la production céréalière était si sensible que cinq mois avant les cérémonies d'anniversaire, en mai 1927, l'OGPU interdit à tous les journaux soviétiques d'évoquer les « difficultés ou interruptions dans l'approvisionnement en céréales du pays car cela risquait de [...] provoquer la panique<sup>8</sup> ».

La nouvelle crise alimentaire arriva également à un moment critique dans la lutte pour le pouvoir au sein du Parti communiste. Depuis la mort de Lénine en 1924, Staline avait établi un réseau de soutien au sein du parti, mobilisant ses forces contre Trotski, son principal rival. Pour y parvenir, il s'était rangé du côté des « droitistes », en particulier de Nikolaï Boukharine – qui défendait les principes de la Nouvelle Politique économique, une liberté limitée du commerce et la coopération avec les paysans – contre les « gauchistes » de Trotski avertissant que cette politique allait créer une nouvelle classe capitaliste et enrichir les koulaks à la campagne. En 1927, toutefois, il inversa sa politique : s'étant débarrassé de manière satisfaisante des « gauchistes » – Trotski était alors en disgrâce et allait être bientôt exilé –, Staline entreprit désormais d'attaquer les « droitistes », Boukharine et la Nouvelle Politique économique. En d'autres termes, Staline profita de la crise céréalière, comme du mécontentement économique général, pour radicaliser la politique soviétique tout en achevant d'éliminer ce groupe de rivaux.

Du point de vue du Kremlin, 1927 fut aussi une année importante en matière de politique étrangère. Au cours des années précédentes, l'OGPU avait vaillamment étendu son réseau d'espions à travers l'Europe. Mais en 1927 les espions étrangers de l'Union soviétique subirent des revers embarrassants. Leurs principales opérations furent notamment découvertes en Pologne, en Turquie, en Chine et en France, parmi d'autres pays. À Londres, le gouvernement britannique rompit les relations diplomatiques avec l'URSS après la révélation par le ministre de l'Intérieur d'une opération qu'il décrivit à la Chambre des communes comme « l'un des systèmes d'espionnage les plus complets et les plus malfaisants qu'il m'ait été donné de rencontrer<sup>9</sup> ».

Au même moment, le service d'espionnage soviétique récemment élargi dévoila ce qu'il prétendit être la preuve des visées territoriales des Japonais sur l'Extrême-Orient soviétique. Il accusa également la Pologne d'avoir des vues sur l'URSS, notamment après que le coup d'État réussi du maréchal Piłsudski en 1926 eut ramené au pouvoir le vainqueur de la guerre contre les bolcheviks. Ironiquement, avec le soutien de diplomates japonais, la Pologne avait secrètement parrainé des plans pour promouvoir le nationalisme ukrainien dans les années 1920, mais rien ne prouve que Staline l'ait su<sup>10</sup>. Ses soupçons se portaient plutôt sur des réseaux d'espionnage polonais et japonais inexistantes et ce qui était, au mieux, une collaboration militaire très superficielle entre ces deux pays<sup>11</sup>.

Tous ces incidents réunis semblaient menaçants, notamment pour les dirigeants soviétiques qui se rappelaient encore l'âpreté des combats de la décennie précédente. Dans un article de la *Pravda*, en juillet 1927, Staline avertit d'une « menace réelle et concrète de guerre en général, et d'une guerre contre l'URSS en particulier ». Journaux et discours publics présentaient des histoires sans lien comme une conspiration qui se profilait<sup>12</sup>. En parallèle, une campagne de propagande préparait la société soviétique aux conditions de guerre et à une austérité accrue, cherchant à inspirer en même temps une plus grande loyauté envers le système communiste<sup>13</sup>.

En réponse à la menace apparente d'hostilités autant qu'aux perspectives plus réalistes de grandes émeutes de la faim, l'OGPU soumit en octobre 1927 une nouvelle liste de mesures implacables. La police secrète voulait entre autres choses avoir le droit de « tenir pour responsables » les marchands privés de céréales qui « spéculaient » sur les biens rares et la hausse des prix<sup>14</sup>. Le Politburo appela également au transfert immédiat de produits industriels à la campagne (une carotte pour beaucoup de bâtons) ; au recouvrement d'arriérés d'impôts ; au gel des prix des céréales ; et à l'implication directe des cadres locaux du parti dans la collecte des céréales<sup>15</sup>.

Aucun de ces changements n'eut d'effet conséquent. Au début de janvier 1928, le Comité central nota qu'en dépit de ses ordres « aucune percée n'était visible » dans la collecte des céréales. Pour résoudre le problème, Staline somma les chefs du parti de « mobiliser rapidement les meilleures forces du parti » afin de rendre les dirigeants locaux « personnellement responsables » de la collecte céréalière, d'orchestrer une campagne de propagande qui désignerait clairement ceux qui échoueraient, et de « châtier sévèrement » ceux qui refusaient de payer leurs impôts, surtout s'il s'agissait de koulaks<sup>16</sup>. Enfin, l'État infligerait aux paysans qui ne pouvaient livrer de céréales une amende cinq fois plus élevée que leur valeur monétaire. Ceux qui refuseraient de payer ces amendes verraient leur propriété confisquée et vendue aux enchères<sup>17</sup>.

Staline usait désormais d'un langage militariste. Il parlait de « mobilisation » et de « fronts », comme d'« ennemis » et de « danger ». Les koulaks et les spéculateurs, disait-il, ont « profité de la bienveillance et du lent travail de nos organisations, percé le front sur le marché du pain, augmenté les prix et fait naître chez les paysans un certain attentisme qui a paralysé de plus belle la collecte des céréales ». Face à cette menace, agir doucement ou lentement aurait été une terrible erreur. Il fallait plutôt séparer les koulaks et les marchands des autres paysans, et frapper dur par des arrestations :

Par cette seule politique, les paysans à revenus moyens comprendront que la possibilité de prix plus élevés est un mensonge inventé par des spéculateurs, que le koulak et le spéculateur sont les ennemis du pouvoir soviétique, et qu'associer leur sort à celui des koulaks et des spéculateurs est dangereux<sup>18</sup>.

À peu près à cette époque, Staline et le reste des dirigeants soviétiques remirent aussi en circulation l'expression *tchrezvytchainye mery*, « mesures extraordinaires », ainsi que *tchrezvytchaichtchina*, « état d'urgence » – qui évoquaient encore Tsaritsyne, la Terreur rouge et la guerre civile. Avec ce langage, revinrent aussi les tactiques de la guerre civile, la violence qu'avait déployée Staline à Tsaritsyne dix ans plus tôt.

Au début de janvier, Guenrikh Iagoda, alors vice-président de l'OGPU, donna des instructions abruptes pour l'arrestation immédiate « des principaux agents privés d'approvisionnement céréalier et de la plupart des marchands de céréales irréductibles [...] qui perturbaient l'organisation de l'approvisionnement et les prix du marché ». Concrètement, quiconque gagnait sa vie dans le commerce des céréales était susceptible d'être classé au nombre des criminels. Au milieu du mois, plus de cinq cents personnes avaient été emprisonnées en Ukraine, et bien d'autres enquêtes étaient en cours. À Tcherkassy, Marioupol et Kharkiv, notamment, la police découvrit de nombreuses tonnes de céréales gardées en réserve car les paysans, assez logiquement, attendaient que les prix remontent. La police s'empara de cette preuve de conspiration<sup>19</sup>.

L'OGPU, quant à elle, conclut que les négociants qui cachaient ces céréales étaient avertis de la répression policière et tâchaient de la fuir activement. Beaucoup avaient déplacé leurs stocks pour éviter d'être arrêtés ; d'autres, espérant que la vague de répression se calmerait, payaient des paysans pour garder les céréales en attendant un meilleur moment<sup>20</sup>. L'OGPU fit cesser toute cette activité par un décret brutal le 19 janvier : tous ceux qui refusaient de vendre leurs céréales à l'État au prix convenu seraient arrêtés et jugés<sup>21</sup>. Cet ordre mit fin effectivement à la Nouvelle Politique économique.

Les marchands de céréales servirent de boucs émissaires. À dire vrai, la politique économique soviétique des années 1920 reposait sur une contradiction fondamentale, que même les gens ordinaires pouvaient repérer. Au début de 1929, Semen Ivanissov, un paysan instruit de Zaporijia dans le sud de l'Ukraine, écrivit à un ami fonctionnaire du parti. Sa lettre rendait hommage à Lénine qui avait jadis évoqué le « lien indispensable » entre ouvriers et paysans. Mais Ivanissov craignait que ces sentiments ne fussent oubliés. « Que voit-on maintenant ? Le rapport juste avec la paysannerie, un rapport d'alliés – il n'existe pas. »

Lui et ses compagnons paysans se trouvaient plutôt désormais dans une situation impossible. S'ils travaillaient dur et bâtissaient leurs fermes, ils devenaient des koulaks, « des ennemis du peuple ». S'ils choisissaient l'autre option et demeuraient des *bedniaks*, des paysans pauvres, ils étaient pires que les « paysans américains » avec lesquels ils étaient censés rivaliser. Le piège semblait sans issue. « Que devons-nous faire ? demanda Ivanissov à son ami, comment vivre ? » Sa situation personnelle se dégradait. « Maintenant, il nous faut vendre nos vaches, sans quoi il n'y a rien. Chez nous, ce ne sont que pleurs, cris sans fin, souffrance, malédictions. Je crois bien que si tu venais bientôt dans une famille de paysans, tu dirais : ce n'est pas une vie, mais plutôt un dur travail, un enfer, pire que le diable sait quoi. Voilà tout<sup>22</sup>. »

Comme beaucoup, Ivanissov était confronté à un choix impossible : d'un côté, la pauvreté approuvée idéologiquement, de l'autre, une richesse dangereusement inacceptable. Les paysans savaient que s'ils travaillaient mal, ils auraient faim. S'ils travaillaient bien, ils seraient punis par l'État. Même Maurice Hindus, journaliste américain généralement admirateur de l'URSS, percevait le problème : « Quand un homme entrait en possession de deux ou trois chevaux, d'autant de vaches ou plus, d'une demi-douzaine de cochons, et quand il avait cultivé trois ou quatre cents pouds de seigle ou de blé, il tombait donc dans la catégorie des koulaks<sup>23</sup>. » Dès qu'un paysan s'enrichissait et réussissait, il devenait un ennemi. Les fermiers trop efficaces ou efficaces étaient immédiatement un objet de suspicion. Même les filles s'en écartaient, rapporte Hindus : « Actuellement, aucune ne

veut se marier à un homme riche<sup>24</sup>. » Eugene Lyons, à Moscou, releva que « les paysans les plus travailleurs, les moins scrupuleux et les plus prospères » subissaient tous une énorme pression. Le romancier Mikhaïl Choukhov, dans *Terres défrichées*, décrit également un personnage dont la ferme avait tout bonnement beaucoup trop prospéré :

Jusqu'à des trois, des cinq, des sept *krougs* que j'ensemenciais, fallait voir ! Je travaillais avec mon fils et ma bru. Deux fois seulement, la besogne étant trop chaude, je me suis loué un ouvrier. Les soviets, dans ce temps-là, ils nous demandaient quoi ? Sème tant que tu peux ! [...] Or, par le temps qui court, [...] j'ai peur. Peur qu'à cause de ces sept *krougs* que j'ai semés, ils me fassent passer par le trou de l'aiguille en me déclarant koulak<sup>25</sup>.

Ainsi l'Union soviétique avait-elle complètement anéanti l'incitation des paysans à produire davantage de céréales.

Peut-être les bolcheviks ne comprenaient-ils pas tous cette contradiction. Mais Staline la percevait certainement. L'hiver 1928, ses acolytes et lui décidèrent de s'en occuper directement. Le Politburo envoya l'un de ses hommes, Anastase Mikoyan, dans le Caucase du Nord pour découvrir l'origine des pénuries alimentaires. Molotov alla en Ukraine. Staline lui-même décida d'aller en Sibérie.

Les archives du voyage de trois semaines de Staline sont révélatrices. Dans les rapports qu'il rédigea ensuite, il observa que la plupart de ses collègues du parti sur le terrain – certains osaient encore s'opposer à lui – étaient convaincus que la pénurie céréalière pouvait être résolue par des changements techniques, en offrant par exemple aux paysans plus de biens manufacturés en échange de céréales. Mais un meilleur approvisionnement en chaussures pour les enfants de paysans aurait-il résolu le problème à long terme ? Lors d'une réunion avec les chefs du parti sibérien, Staline, vêtu d'un nouveau manteau en peau de mouton, se mit soudain à réfléchir tout haut sur les failles profondes de l'agriculture soviétique. Après la révolution, leur rappela-t-il, les paysans avaient occupé et s'étaient partagé des domaines privés appartenant à des aristocrates et des monastères, créant des centaines de milliers de fermes minuscules et improductives ainsi qu'un nombre équivalent de paysans pauvres. Or, c'était précisément le problème : les koulaks – les riches fermiers – étaient beaucoup plus productifs que leurs voisins pauvres parce qu'ils s'étaient accrochés aux grandes propriétés.

La force d'un fermier riche, conclut-il, reposait « en fait sur l'agriculture à grande échelle ». Les grandes fermes étaient plus performantes, plus productives, plus adaptées à la technologie moderne. Ivanissou avait soulevé le même problème : au fil du temps, les fermiers les plus prospères s'enrichissent et accumulent plus de terres, augmentant leur productivité. De ce fait, ils devinrent des koulaks, par conséquent idéologiquement inacceptables.

Que pouvait-on y faire ? L'idéologie de Staline ne pouvait l'amener à autoriser les fermiers prospères à accumuler davantage de terres et à bâtir de plus grands domaines, comme cela s'était passé dans toute autre société à travers l'histoire. Il était impossible, inimaginable, qu'un État communiste puisse intégrer de grands propriétaires fonciers, voire des paysans aisés. Mais Staline savait aussi que la persécution de paysans prospères ne mènerait pas non plus à une production céréalière plus élevée. Conclusion : l'agriculture collective était l'unique solution. « La réunion des petites et infimes exploitations familiales agricoles en grandes fermes collectives [...] est pour nous la seule voie<sup>26</sup>. » L'URSS avait besoin de grandes fermes d'État. Les paysans devaient renoncer à leurs terres privées, mettre en commun leurs ressources et rejoindre les fermes.

La collectivisation, on l'a vu, avait été testée à petite échelle et majoritairement abandonnée en 1918-1919. Mais elle s'accordait avec d'autres idées marxistes et avait des défenseurs au Parti communiste, si bien que l'idée demeurait dans l'air. Certains espéraient que la création de fermes communales détenues en propriété collective – les kolkhozes – « prolétariserait » la paysannerie, transformant les fermiers en travailleurs salariés qui se mettraient à penser et agir en ouvriers. Lors d'une discussion sur le sujet en 1929, un partisan expliqua que « le grand kolkhoze – c'est clair pour tout le monde – doit être dans son genre une économie de production semblable à nos usines et fermes d'État socialistes<sup>27</sup> ». La propagande sur la collectivisation faisait une large place au culte soviétique de la science et de la machine, à l'idée que la technologie moderne, une meilleure efficacité et des techniques de gestion rationalisées pouvaient résoudre tous les problèmes. La terre devait être partagée. Le matériel agricole également. Au nom de l'efficacité, tracteurs et moissonneuses-batteuses devaient être contrôlés par des stations de machines et de tracteurs appartenant à l'État, qui les loueraient suivant les besoins aux fermes collectives.

Collectivisation et agriculture planifiée s'accordaient bien aux projets de Staline pour l'industrie soviétique. En 1928 le gouvernement allait approuver son premier « plan quinquennal », un programme économique qui imposait une augmentation annuelle massive et sans précédent de 20 %

de la production industrielle, l'adoption de la semaine de sept jours – les ouvriers tournant en équipes, les usines n'auraient jamais à fermer – et une nouvelle éthique d'émulation au travail. Contremaîtres, travailleurs et gestionnaires rivalisaient entre eux de la même façon pour répondre au plan, ou même le dépasser. L'augmentation massive de l'investissement industriel créa des milliers de nouveaux emplois industriels, dont beaucoup allaient être occupés par des paysans forcés de quitter leurs terres. Cela provoqua aussi un besoin urgent de charbon, de fer et de ressources naturelles de toutes sortes, qui ne se trouvaient principalement qu'au Grand Nord et en Extrême-Orient. Ces ressources seraient également extraites par des paysans rendus superflus par la collectivisation.

Les « méthodes d'urgence », la campagne de collectivisation et l'industrialisation accélérée devinrent rapidement les marques de la politique stalinienne. Ce « Grand Tournant » ou « Grand Bouleversement », comme on devait l'appeler, correspondait à un retour aux principes du communisme de guerre et, concrètement, à une seconde révolution. Parce que les nouvelles mesures représentaient un abandon clair des idées que Staline et d'autres avaient défendues pendant plusieurs années, et que ses principaux rivaux au parti étaient en particulier des adversaires acharnés de la collectivisation, il s'investit profondément, à la fois personnellement et politiquement, dans leur réussite. En fin de compte, Staline allait lui-même reformuler les ordres de collectivisation pour une mise en œuvre aussi radicale et rapide que possible<sup>28</sup>.

Au lendemain de la visite de Staline, les membres de l'OGPU sibérienne comprirent qu'ils devaient assurer le succès de leur chef. Au lieu d'attendre les contributions des paysans comme par le passé, ils abandonnèrent tout semblant d'État de droit, envoyèrent des agents dans les campagnes, perquisitionnèrent et arrêtèrent des fermiers, s'emparant de leurs céréales, comme au temps de la guerre civile. « Le camarade Staline nous a donné notre feuille de route », déclara un collecteur local de céréales : « Faire pression sur ces gens, battre, et extorquer<sup>29</sup>. » Ils obtinrent des résultats. Avant même son retour à Moscou, Staline envoya un télégramme à ses collègues, criant victoire : « Nous saluons le Comité central avec 80 millions de pouds [1,31 million de tonnes] de céréales pour janvier. Grande victoire pour le parti. » Février, affirma-t-il, devrait être « le mois du combat le plus important en Sibérie<sup>30</sup> ».

Dopé par ces rapports, Staline intensifia son plaidoyer pour la collectivisation lors de deux réunions tumultueuses du Comité central au printemps et à l'été 1928. Dans ses discours de l'époque, il est évident qu'il poussait en partie au changement de politique précisément parce que ses derniers rivaux sérieux au sein du parti s'y opposaient, en particulier Boukharine qu'il dénonçait désormais comme un « opportuniste de droite ». Au-delà même de ses ramifications à la campagne, la politique de collectivisation était un instrument idéologique qui installait Staline en qualité de chef incontestable du parti. L'approbation de sa politique allait finalement l'investir de l'autorité et de la légitimité au sein du parti. Ses opposants allaient se rétracter<sup>31</sup>.

Au printemps et à l'été 1928 l'inverse fut également vrai : Staline se servit du conflit interne au parti pour justifier idéologiquement la campagne de collectivisation. Au plénum de juillet, il plaida de façon tristement célèbre que l'exploitation des paysans était la clé de l'industrialisation de l'URSS : « Vous savez que pendant des siècles l'Angleterre a saigné toutes ses colonies aux quatre veines, sur tous les continents, pour investir davantage dans son industrie. » L'URSS ne peut suivre la même voie, poursuivit-il. Ni compter sur des prêts étrangers. La seule solution restait effectivement de « coloniser » ses propres paysans : les pressurer davantage et investir cette « accumulation interne » dans l'industrie soviétique. Pour appuyer cette transformation, les paysans devaient payer « un tribut », de sorte que l'Union soviétique puisse « améliorer le taux de croissance industrielle » :

C'est une situation désagréable, il faut le reconnaître. Mais nous ne serions pas des bolcheviks si nous esquivions ce sujet et fermions les yeux sur le fait que, sans cet impôt supplémentaire à la charge des paysans, notre industrie et notre pays ne seraient malheureusement pas en mesure de s'en sortir.

Quant aux « méthodes d'urgence » qui causaient tant de souffrance, elles avaient déjà « sauvé le pays d'une crise économique générale [...] ; nous aurions maintenant une grave crise de toute l'économie nationale, la famine dans les villes, la famine dans l'armée ». Ceux qui s'y opposaient « sont des gens dangereux ». Le « lien étroit » autrefois vanté entre paysans et classe ouvrière n'était plus nécessaire : « La seule classe détenant le pouvoir est le prolétariat<sup>32</sup>. »

Le langage de Staline plongeait ses racines dans son interprétation marxiste de l'économie. Il n'était pas arrivé à la « solution » d'une collectivisation rapide par hasard, mais au terme d'un processus logique minutieux. Il avait pris la résolution de sacrifier les paysans pour industrialiser

l'URSS et il était prêt à en chasser des millions de leurs terres. Il avait sciemment décidé qu'ils paieraient le « tribut » à l'État ouvrier, et savait qu'ils en souffriraient.

La collectivisation forcée, accompagnée de violence, était-elle réellement la seule solution ? Naturellement non. La direction soviétique avait d'autres options. Boukharine, par exemple, croyait à une collectivisation volontaire accompagnée d'une augmentation du prix du pain<sup>33</sup>. Mais la compréhension qu'avait Staline de l'agriculture soviétique, son fanatisme idéologique et ses expériences – sa foi en particulier dans l'efficacité de la terreur – lui firent paraître inévitable la collectivisation de masse forcée. Il allait alors risquer sa réputation sur le succès de cette politique.

La Nouvelle Politique économique n'était pas la seule politique incohérente des bolcheviks, ni la seule à atteindre un point critique en 1927. L'« ukrainisation » portait aussi en elle une contradiction profonde qui devint alors manifeste. D'une part, la politique était essentiellement instrumentale : les bolcheviks de Moscou l'avaient produite pour apaiser les nationalistes ukrainiens, les convaincre que l'Ukraine soviétique était réellement un État ukrainien, et les attirer dans les structures de pouvoir soviétiques. Mais d'autre part, pour réussir, l'ukrainisation ne devait pas *paraître* instrumentalisée : si l'on voulait que les nationalistes ukrainiens devinssent des citoyens loyaux de l'URSS, il leur fallait croire que l'ukrainisation était réelle<sup>34</sup>.

Afin de rallier les nationalistes ukrainiens, l'État soviétique fut donc obligé de nommer des Ukrainiens de souche à des postes de direction dans le pays, de financer l'enseignement de l'ukrainien, et d'autoriser le développement d'une littérature et d'un art nationaux ukrainiens « authentiques », manifestation distincts et différents de la culture russe ou soviétique. Ces actions, cependant, ne calmèrent pas les nationalistes. Elles les encouragèrent plutôt à exiger un changement plus rapide. Enfin, elles les incitèrent aussi à remettre en question la primauté de Moscou.

Les manifestations de mécontentement les plus fortes vinrent du monde littéraire, où les ambitions s'amplifiaient rapidement. Les deux groupes, « Trempe » et « Charrue », comme le reste de l'avant-garde artistique soviétique, ne survécurent pas longtemps. En janvier 1926 ils s'étaient repliés dans une organisation plus ouvertement politique, l'Académie libre de la littérature prolétarienne, *Vilna Akademiia Proletarskoï Literatury*, connue sous l'acronyme ukrainien VAPLITE.

Le chef du groupe, Mykola Khvylovyi, avait rejoint les bolcheviks pendant la guerre civile et appartint même brièvement à la Tcheka. Mais son identification à l'Ukraine lui permit de prendre une certaine distance avec les bolcheviks de Moscou, et il se mit à développer une orientation différente. Évitant le provincialisme, l'« arriération » et la paysannerie, vitupérant contre la « psychologie servile » de ses compatriotes, Khvylovyi aspirait plutôt à promouvoir une culture littéraire urbaine. Il cherchait à identifier l'Ukraine avec l'Europe, pas avec la Russie, et en 1925 il était prêt à le dire ainsi :

Depuis que notre littérature peut enfin suivre ses propres voies de développement, nous sommes confrontés à la question : Par rapport à quelles littératures du monde définir notre cap ? En aucun cas la littérature russe. Ceci est définitif et inconditionnel. Notre union politique ne doit pas être confondue avec la littérature. La poésie ukrainienne doit fuir aussi rapidement que possible la littérature russe et ses styles [...] ; le fait est que la littérature russe a pesé sur nous durant des siècles ; maîtresse de la situation, elle a conditionné notre psyché à l'imiter servilement [...]<sup>35</sup>.

Moderniste qui fit partie de l'avant-garde révolutionnaire, l'artiste ukrainien Mykhailo Boïtchouk en arriva à une conclusion similaire à cette même époque. L'Ukraine devrait construire une « grande muraille » à sa frontière avec la Russie, comme l'ont fait les Chinois, « une barrière même pour les oiseaux » : la culture ukrainienne aurait ainsi une chance de se développer par elle-même<sup>36</sup>.

La presse ukrainienne se fit l'écho de ce langage, célébrant avec ferveur les avantages de l'ukrainisation au-delà des frontières du pays. L'État, on l'a vu, approuva l'idée que l'Ukraine soviétique se mit à exercer une influence sur les ukrainophones à l'étranger, particulièrement en Pologne. Mais, en 1927, elle chercha également à influencer les Ukrainiens en Russie, notamment ceux du Kouban, province du Caucase du Nord qui comptait deux ukrainophones pour un russophone, et trois pour un à la campagne. Le journal officiel de la république publia une série de douze articles sur le Kouban et le Caucase du Nord, décrivant l'histoire de l'influence ukrainienne dans la province et les sentiments chaleureux que les Ukrainiens du Kouban éprouvaient pour leurs frères d'Ukraine.

Ces articles défendaient ouvertement l'ukrainisation, exaspérant les communistes russophones qui dirigeaient le Kouban. Peu après, ils arrêtaient et poursuivaient en justice un groupe de supposés saboteurs, qu'ils accusèrent de prôner le transfert du Kouban à l'Ukraine. L'un d'eux avoua, ou fut

contraint d'avouer, qu'il avait été inspiré par des articles de la presse ukrainienne<sup>37</sup>. Les craintes que la région pût être « ukrainisée », et donc politiquement peu fiable pour les bolcheviks, allaient avoir une portée fatale quelques années plus tard.

Le mécontentement couvait aussi dans la classe politique ukrainienne, qui s'opposait au rôle brutal que Moscou continuait à jouer dans les affaires des communistes de la république. En avril 1925, moins de deux ans après le premier décret sur l'ukrainisation, le Parti communiste soviétique renvoya brusquement le chef du Parti communiste ukrainien, Emmanuel Kviring, opposant déclaré à l'ukrainisation, et le remplaça par Lazare Kaganovitch, l'un des proches de Staline. Bien que natif de la province de Kyiv, Kaganovitch parlait mal l'ukrainien. Il était également juif, avait passé la plus grande partie de sa carrière en Russie, et était perçu en Ukraine comme un défenseur des bolcheviks russes plus qu'un Ukrainien de souche.

Kaganovitch arriva apparemment avec un plan pour accélérer le processus d'ukrainisation. Au cours de ses trois ans à la tête du Parti communiste ukrainien (il fut remplacé en 1928 par Stanislav Kossior), il allait en réalité continuer à encourager une ukrainisation « basse » – l'élimination des obstacles bureaucratiques à l'usage de la langue –, car les bolcheviks jugeaient toujours nécessaire de conserver des ukrainophones fidèles au régime. Mais sa méfiance envers une « haute » ukrainisation s'étendant à la culture, la littérature, le théâtre tourna rapidement en réel antagonisme, irritant ses nouveaux collègues. Peu après la nomination de Kaganovitch, Oleksandr Choumskyi, le commissaire à l'éducation, rencontra Staline. Il se plaignit du nouveau secrétaire du parti ukrainien et demanda son remplacement par un « vrai » Ukrainien. Quelques mois plus tard Choumskyi se plaignit également au Politburo ukrainien, sans les nommer, de communistes ukrainiens – « sans scrupules et hypocrites, Janus serviles et flagorneurs, déloyaux » – qui faisaient semblant de s'intéresser à l'Ukraine mais étaient prêts à n'importe quoi en réalité qui plût aux Russes pour « obtenir un poste ».

La confiance de Choumskyi – en soi, dans sa position, dans l'engagement de Moscou vis-à-vis de la culture ukrainienne – était remarquablement forte, alors que le sol commençait déjà à se dérober sous ses pieds. Kaganovitch s'orientant dans les affaires ukrainiennes, il s'inquiéta de plus en plus de ce qu'il voyait et entendait. Il eut la surprise de découvrir que Hrouchevsky, « qui avait servi dans plusieurs gouvernements » – certains par conséquent non bolcheviques – se promenait toujours librement dans les rues de Kyiv.

Partout ailleurs en URSS, ces hommes étaient de longue date derrière les barreaux. Les écrits plus agressifs des lettrés ukrainiens, notamment l'appel de Khvylovyi pour la poésie ukrainienne à « fuir aussi rapidement que possible la littérature russe et ses styles », choquèrent également l'envoyé de Staline<sup>38</sup>. De même, le slogan le plus fréquemment répété de cet écrivain était *Het vid Moskvyy !* (« Loin de Moscou ! »). Kaganovitch envoya un choix de citations de Khvylovyi à Staline, qui fut sans surprise indigné, dénonça les « points de vue extrêmes », et fulmina contre le camarade Choumskyi qui n'avait pas réussi à comprendre que « ce n'est qu'en combattant de tels extrémismes qu'il est possible de transformer la culture naissante et la vie sociale ukrainiennes en une culture et une vie sociale soviétiques<sup>39</sup> ».

Staline n'eut pas à alerter son autre allié en Ukraine de ses préoccupations : ce dernier les partageait déjà. Vsevolod Balytsky dirigeait l'OGPU depuis plusieurs années, entourant la plupart du temps ses activités de mystère. Bien qu'en charge de l'organisation du parti restée techniquement ukrainienne, Balytsky gardait le silence sur sa surveillance des sommités de la culture et de la politique, ne faisant jamais de rapports réguliers au Conseil des ministres ukrainiens ou aux administrateurs locaux. Il bloqua même un film de propagande tendant à louer le travail de ses agents, parce qu'il aurait dévoilé trop de secrets. Il resta fidèle à la direction du Parti communiste de Moscou, non à la République ukrainienne, exigeant la même chose de ses subordonnés : « Si vous recevez l'ordre de tirer sur la foule et que vous refusez, leur dit-il une fois, je vous abattrais tous. Vous devez obéir sans objection à mes ordres, je ne tolérerai aucune protestation. » En même temps, Balytsky s'appliquait à améliorer leurs salaires et leurs privilèges ainsi que les siens. C'est sans doute à cette époque qu'il prit goût aux bijoux et aux œuvres d'art, qu'on allait trouver en sa possession à sa mort<sup>40</sup>.

En 1925, Balytsky avait également convaincu le Politburo ukrainien de créer une commission pour contrôler les activités des « intellectuels ukrainiens », en particulier ceux qui étaient rattachés à l'Académie des sciences. En 1926 l'OGPU fit un rapport sur le « séparatisme ukrainien » qui recommandait de surveiller attentivement ceux qui par le passé avaient été en lien avec des « mouvements ukrainiens antisoviétiques<sup>41</sup> ». Les nationalistes avaient cessé de lutter ouvertement contre l'État soviétique, mais « cela ne voulait pas dire qu'ils étaient pleinement réconciliés avec la

situation existante et avaient sincèrement renoncé à leurs intentions hostiles<sup>42</sup> ». Peut-être, songeaient les auteurs, les nationalistes n'avaient-ils pas changé d'idéologie mais de tactique :

Leurs espoirs de renverser le pouvoir soviétique ont tourné court. Les nationalistes ont été obligés d'accepter le pouvoir soviétique comme un fait incontournable. Ils ont forgé par conséquent une nouvelle tactique de bataille. Ils vont utiliser la nouvelle arme du « travail culturel » contre le pouvoir soviétique [...]. En général, les représentants du nationalisme ukrainien travaillent sans relâche à enraciner des sentiments nationalistes dans les masses [...]<sup>43</sup>.

Kaganovitch, qui avait dû lire tous ces rapports, conclut que ces nationalistes, dont d'anciens *Borotbysty*, ne s'étaient pas « rangés à nos côtés » parce qu'ils étaient de vrais bolcheviks mais parce qu'ils « escomptaient nous réorienter ». Le programme soviétique d'ukrainisation, craignait-il, n'avait pas réussi à soviétiser l'Ukraine. Il avait au contraire enhardi les ennemis de l'URSS, les transformant en « force hostile » menaçant la société soviétique de l'intérieur : en permettant aux nationalistes ukrainiens de rester au pouvoir, les bolcheviks avaient semé les graines d'une nouvelle opposition<sup>44</sup>.

Balytsky, avec l'habileté d'un théoricien du complot aguerri, détecta une conspiration encore plus profonde. Il soupçonna les nationalistes ukrainiens de n'être pas seulement des ennemis, mais aussi des traîtres, une « cinquième colonne » qui s'était infiltrée dans le système soviétique au profit de puissances étrangères. Dans un rapport intitulé « Sur la vivacité de la contre-révolution ukrainienne », il retrouva les origines de cette force secrète dans le coup d'État accompli par Piłsudski en Pologne en mai 1926. « Des éléments antisoviétiques » en Ukraine, expliqua-t-il, avaient « vu dans la figure de Piłsudski un vieux partisan de Petlioura », et avaient été inspirés une fois de plus à se battre pour la cause nationaliste bourgeoise. L'élimination de ce complot élaboré allait exiger une « vaste opération pour étrangler l'activisme antisoviétique ukrainien<sup>45</sup> ».

Fin 1926-début 1927, la grande opération commença. Staline lança une vague d'attaques contre Choumskyi, le dénonçant nommément. Un par un, les autres membres du Comité central du Parti communiste ukrainien dénoncèrent également Choumskyi, le censurèrent et l'insultèrent dans les réunions du parti comme dans la presse. Il dut démissionner du Commissariat à l'éducation, ainsi que d'autres institutions, dont la commission orthographique chargée de la rédaction du dictionnaire en ukrainien. Khvylovyi fut également attaqué et chassé de VAPLITE ; l'organisation littéraire fut dissoute de force et remplacée par une union des écrivains prolétaires plus « prosoviétique » – en d'autres termes contrôlée et infiltrée –, l'Union panukrainienne des travailleurs de la culture communiste. « Choumskyisme » et « khvylovyisme » devinrent des mots à la mode pour désigner des déviations nationalistes dangereuses. Dans les mois et les années qui suivirent, l'association avec l'un ou l'autre devint malsaine.

Les attaques contre Choumskyi et Khvylovyi ne furent que les manifestations les plus bruyantes de la pression politique qui se mit à toucher également d'autres intellectuels ukrainiens. Hrouchevsky, sous haute surveillance depuis son retour à Kyiv, commença à avoir du mal à faire publier ses livres<sup>46</sup>. Il eut subitement des problèmes pour voyager à l'étranger – les informateurs qui l'observaient étant persuadés qu'il se préparait à fuir – et des manigances de l'OGPU devaient bientôt l'empêcher de devenir président de l'Académie des sciences<sup>47</sup>.

L'OGPU renforça sa campagne de surveillance. L'un de ses informateurs surprit un professeur ukrainien annonçant une guerre entre l'Union soviétique et la Pologne et expliquant que les Ukrainiens devaient « profiter du conflit pour se renforcer ». Un autre informateur prétendit qu'un autre professeur estimait que l'« ukrainisation » susciterait une telle prise de conscience qu'en deux ou trois ans l'Ukraine se séparerait de la Russie. L'OGPU rapporta aussi que des intellectuels ukrainiens s'inquiétaient de la chute prochaine de la république entre les mains d'éléments « étrangers » – c'est-à-dire les Russes et les Juifs<sup>48</sup>. Ces accusations s'infiltrèrent dans le langage de la direction.

Lors d'un plénum spécial au printemps 1927, Skrypnyk, qui avait alors remplacé Choumskyi en tant que commissaire à l'éducation, fit écho à la paranoïa générale concernant les ennemis de l'étranger et accusa Choumskyi et Khvylovyi de collaborer avec la Pologne « fasciste »<sup>49</sup>.

À la fin de 1927, Balytsky était prêt à annoncer une conspiration plus large : en Ukraine le Parti communiste affrontait une opposition sans précédent. Agissant à la fois de façon ouverte et subversive, ceux qui étaient en lien avec les partis antibolcheviques œuvraient au sein d'institutions soviétiques afin de dissimuler leur véritable allégeance. Beaucoup restaient en contact avec des « étrangers » qui cherchaient activement à déclencher une contre-révolution, comme en 1919.

Cette vague d'accusations ne coïncida pas par hasard avec les pénuries alimentaires et le mécontentement de 1927, ainsi qu'avec le dixième anniversaire de la révolution. S'il fallait blâmer

quelqu'un de la lenteur de la croissance soviétique, ce ne serait pas Staline.

En 1927, l'OGPU avait cherché une « affaire » pouvant déclencher une nouvelle campagne contre les saboteurs et les agents étrangers qui, à ce que l'on prétendait, freinaient l'URSS. Au printemps 1928, ils en trouvèrent une. Dans la ville russe de Chakhty – en Ukraine orientale, dans le Caucase du Nord, en bordure du bassin houiller du Donbass –, l'OGPU « découvrit » une conspiration d'ingénieurs censés détruire l'industrie du charbon, de mèche avec des puissances étrangères manipulatrices. Quelques-uns étaient venus en effet de l'étranger et deux douzaines d'ingénieurs allemands furent arrêtés en temps et en heure, de même qu'un nombre équivalent de collègues soviétiques. La police secrète pensait aussi trouver des liens entre des salariés et d'anciens propriétaires d'usines expropriés pendant la révolution, ces derniers étant supposés comploter pour les récupérer, de même qu'avec d'autres puissances étrangères, dont la Pologne.

Cela se termina par une parodie de procès fabriqués, le premier d'une série. Des dizaines de journalistes étrangers étaient présents tous les jours au tribunal de Chakhty dans la Russie du Sud-Ouest, ainsi que l'ambassadeur allemand et des invités prestigieux. Le procureur général, Nikolai Krylenko – avocat de la « justice socialiste », théorie suivant laquelle la politique primait sur l'État de droit –, dénonça devant l'auditoire envoûté les « vampires » qui avaient sucé le sang de la classe ouvrière. « C'était la Justice révolutionnaire, écrivit Eugene Lyons, ses yeux enflammés grands ouverts, son épée flamboyante prête à frapper<sup>50</sup>. » Les témoignages ne suivirent pas tous complètement le cours attendu. Nekrassov, un des témoins, ne comparut pas. Son avocat expliqua qu'« il était victime d'hallucinations et avait été placé dans une cellule capitonnée, où il hurlait en parlant de fusils pointés sur son cœur et souffrait de crises paroxystiques<sup>51</sup> ». Un des ingénieurs allemands déclara franchement n'avoir « avoué » que sous la contrainte<sup>52</sup>. Néanmoins, cinq ingénieurs accusés de « sabotage » furent condamnés à mort et quarante-quatre à des peines de prison. Dans toute la Russie la presse couvrit le procès en long et en large. Partout, les cadres du parti reçurent le message : si vous n'obéissez pas, cela pourra bien être aussi votre sort. En réalité, « les ingénieurs de Chakhty ne furent pas jugés en tant qu'individus mais essentiellement comme membres d'une classe<sup>53</sup> ». Quiconque était instruit, expert, et techniquement expérimenté était désormais suspect.

Parce que de nombreux étrangers étaient impliqués, le procès de Chakhty eut un grand retentissement à l'extérieur. Des diplomates étrangers l'interprétèrent à juste titre comme un signe de l'abandon de la Nouvelle Politique économique et l'annonce de changements plus importants. Mais en Union soviétique on porta presque autant d'attention à un second simulacre de procès : celui de l'Union pour la libération de l'Ukraine, *Spilka Vyzvolennia Ukraïny* ou SVU, une organisation qui semble avoir été totalement fictive. Un groupe du même nom avait été fondé en 1914 à Kyiv – créant plus tard de petites sections à Vienne et à Berlin avant de disparaître – et avait propagé la cause ukrainienne parmi les prisonniers de guerre. Mais la version soviétique fut l'invention de l'OGPU ukrainienne de Balytsky. Le but était clair : l'arrestation des intellectuels ukrainiens qui pouvaient continuer de croire secrètement à l'indépendance de l'Ukraine, et la destruction de cette croyance une fois pour toutes<sup>54</sup>.

Le procès de la SVU fut tout aussi bien préparé que celui de Chakhty, et avait des objectifs aussi larges<sup>55</sup>. Les premières arrestations eurent lieu au printemps 1929. À la fin, l'OGPU arrêta 30 000 personnes – intellectuels, artistes, experts techniques, écrivains et scientifiques – et en jugea publiquement quarante-cinq à l'Opéra de Kharkiv au printemps 1930.

Le plus éminent fut Serhii Yefremov, critique littéraire, historien, vice-président de l'Académie ukrainienne des sciences et ancien vice-président de la Rada centrale. Yefremov faisait déjà l'objet d'attaques publiques depuis plusieurs mois, parce qu'il avait publié un article dans un journal ukrainien dont le siège était à Lviv, de l'autre côté de la frontière polonaise. Parmi les autres accusés se trouvaient des professeurs, des maîtres de conférences, des éditeurs, des assistants de laboratoire, des linguistes, des médecins, des juristes, des théologiens et des ingénieurs chimistes<sup>56</sup>. D'autres avaient également siégé à la Rada centrale ; près de la moitié étaient prêtres ou fils de prêtres<sup>57</sup>.

Enseignants et étudiants constituèrent des cibles particulières. Parmi eux, le directeur de l'École du travail de Kyiv Taras Chevtchenko n° 1 avait organisé avec zèle son programme autour des vers du poète national de l'Ukraine. Il fut arrêté avec quatre de ses collègues pour avoir prétendument renvoyé les enfants de Juifs et d'ouvriers, n'avoir accueilli que des « nationalistes bourgeois » et avoir récolté des fonds pour un monument dédié à Petlioura. Les meneurs d'organisations estudiantines, dont quelques-uns auraient recruté des enfants de koulaks en leur lisant la poésie de

Chevtchenko, furent également arrêtés et jugés. L'État semblait craindre que de nombreux Ukrainiens fussent séduits par la poésie nationaliste – une paranoïa qui se prolongera jusque dans les années 1980<sup>58</sup>.

L'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine fut également ciblée. Son succès – à son faite, elle comptait 6 millions d'adeptes et 30 évêques – avait éveillé les soupçons. La police secrète de Balytsky avait rassemblé des « indices » sur la vraie nature de l'Église. Des informateurs avaient rapporté par exemple que les chefs religieux disaient en secret aux paysans de rester fidèles à la cause ukrainienne<sup>59</sup>. Pendant le procès de la SVU, l'État accusa ouvertement l'Église de préparer une révolte :

La contre-révolution ukrainienne vaincue sur les champs de bataille de la guerre civile s'est cachée dans la clandestinité et s'est mise à organiser des partisans, pour saper la construction du pouvoir soviétique et déclencher un soulèvement contre l'État ouvrier-paysan. Un des rôles les plus importants dans ce soulèvement devait être tenu par l'Église autocéphale, créée par les dirigeants et les idéologues du mouvement de Petlioura<sup>60</sup>.

Deux chefs religieux – des frères, l'un d'eux étant un ancien membre de la Rada centrale – firent partie du groupe des accusés au procès de la SVU. Des milliers d'autres, prêtres aussi bien que croyants ordinaires, furent balayés dans les arrestations de masse qui suivirent.

Les activités des autres accusés variaient grandement. L'État voulait clairement que le groupe représentât un large éventail de l'intelligentsia nationale ukrainienne, pour dénigrer le plus possible ses représentants. Le réquisitoire accusait la SVU de comploter de renverser le pouvoir soviétique en Ukraine, « avec l'aide d'un État bourgeois étranger » – la Pologne – afin de « restaurer l'ordre capitaliste sous la forme de la République populaire ukrainienne ». Pendant le procès, le journal *Bilchovyk Ukrainy* (« Bolchevik ukrainien ») l'exprima avec encore moins de ménagement : « Le tribunal prolétarien examine une affaire qui ne concerne pas seulement la lie petliouriste, mais juge également, rétrospectivement, l'ensemble du nationalisme ukrainien, les partis nationalistes, leurs politiques perfides, leurs idées indignes d'indépendance bourgeoise, d'indépendance de l'Ukraine. » L'un des accusés, un étudiant du nom de Borys Matouchevsky, se rappela plus tard avoir entendu un langage similaire de la part de son interrogateur. « Nous devons mettre l'intelligentsia ukrainienne à genoux, c'est notre mission – et ce sera fait ; ceux que nous ne [mettrons pas à genoux] seront exécutés<sup>61</sup> ! »

Staline contribua personnellement à écrire le scénario du procès, envoyant des notes aux dirigeants ukrainiens. Dans l'une d'elles, il dévoila une paranoïa particulière que l'on devait retrouver plusieurs années après, lors des enquêtes du « complot des médecins » au début des années 1950. « Nous pensons que ce ne sont pas seulement les actions rebelles et terroristes des accusés qu'il faut mettre en évidence durant ce procès », écrivit-il à la direction communiste ukrainienne, « mais aussi les stratagèmes médicaux, dont le but était le meurtre d'ouvriers responsables. » Cet ordre aboutit à l'arrestation d'Arkadii Barbar, médecin et professeur de médecine bien connu à Kyiv. Aucune preuve ne fut produite contre lui, même durant le procès. Mais seul importait le désir de Staline de punir « la partie contre-révolutionnaire des spécialistes qui cherchaient à empoisonner et tuer des patients communistes<sup>62</sup> ».

Le procès lui-même fut grotesque. Le dossier de Yefremov était presque entièrement tiré des notes de son journal, dont l'existence fut révélée à la police par un autre accusé. Mais même s'il contenait quelques entrées qui critiquaient certains dirigeants communistes de l'Ukraine, le journal ne mentionnait pas du tout d'organisation clandestine. Il n'y avait aucune preuve de contact à l'étranger ou de conspiration révolutionnaire. Yefremov « avoua » cependant après s'être laissé dire qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver sa femme de l'arrestation et de la torture. Un informateur placé dans sa cellule rendit compte de son comportement :

Yefremov revint de l'interrogatoire très affecté et, à ma question « Comment ça va ? », répliqua : « Je n'ai jamais été dans un état aussi détestable, pitoyable et abruti. Il vaudrait mieux qu'ils m'emmenent ailleurs et m'achèvent plutôt que de me tourmenter tous les jours avec leurs interrogatoires [...]. Je serais très heureux qu'une telle organisation eût vraiment existé, à laquelle ils rattachent tous ces gens et ces détails aujourd'hui. Je dirais tout alors et c'en serait fini [...]. Mais là je dois leur parler de détails dont je ne sais rien [...] » Il faut préciser qu'ici, pendant cette conversation, Yefremov était très perturbé, complètement épuisé, et parlait d'une voix tremblante et les larmes aux yeux<sup>63</sup>.

À la fin, Yefremov écrivit cent vingt pages d'aveux sur ses « crimes » ; il répéta les mêmes histoires inventées au procès spectacle de l'Opéra de Kharkiv. D'autres en firent autant. Un écrivain ukrainien, Borys Antonenko, dit plus tard d'un autre accusé que « même si quelqu'un devait croire toutes ses déclarations, pendant le procès il ressemblait à un chef de clan d'opérette sans armée ni comparses ». Un autre qualifia le procès de « théâtre dans un théâtre ». L'écrivain Kost Turkalo, peut-être l'unique accusé à survivre au procès, à l'emprisonnement qui suivit et à la Seconde Guerre mondiale, décrivit plus tard la scène :

Cela commença avec l'interrogatoire des accusés, chacun recevant du juge la possibilité de dire s'il avait eu une copie de l'acte d'accusation et, si c'était le cas, s'il plaiderait coupable ou non. Quand tous eurent passé cette épreuve, le juge se mit à lire publiquement l'ensemble de l'acte d'accusation, la lecture durant plus de deux jours, car l'acte constituait un livre de 230 pages. Les accusés donnèrent aussi un nom particulier à ce livre, ils l'appelèrent le « livret du grand opéra de la SVU » [...]. Tout le monde était parfaitement conscient de l'attitude du tribunal. Il était évident que tous les détails du procès et son issue finale étaient prévus et que cela n'était nécessaire qu'à des fins de propagande à l'étranger, et pour des sympathisants fanatiques du parti et quelques citoyens naïfs dans le pays<sup>64</sup>.

Au bout du compte, tous les accusés furent reconnus coupables. La plupart furent condamnés au Goulag ou à la prison, et beaucoup fusillés ensuite pendant une grande vague d'exécutions des prisonniers en 1938. Mais la purge ne s'arrêta pas là. De 1929 à 1934, l'OGPU allait « découvrir » trois autres conspirations nationalistes : Le « Centre national ukrainien » (Ukrainskyi Natsionalnyi Tsent, ou UNT), l'« Organisation militaire ukrainienne » (Ukrainska Viiskova Orhanizatsiia, ou UVO) et l'« Organisation des nationalistes ukrainiens » (Orhanizatsiia Ukrainykykh Natsionalistyv, ou OUN). L'UVO et l'OUN étaient de réelles organisations – toutes deux actives au-delà de la frontière en Pologne, où elles résistèrent au régime polonais dans l'Ukraine occidentale –, mais leur influence en Ukraine était largement exagérée. Toutes ces affaires ne cessèrent d'acquiescer de nouveaux aspects et furent déformées à la longue pour inclure toute personne que la police voulait arrêter, jusqu'à la fin des années 1930<sup>65</sup>.

Comme l'enquête de la SVU, elles étaient soutenues aux plus hauts niveaux, et l'incitation à les étendre était forte. Les officiers de l'OGPU qui « découvraient » des conspirations nationalistes en Ukraine recevaient des promotions. Au printemps 1931 ceux qui s'étaient spécialisés dans ces questions obtinrent d'avoir leur propre département spécial au sein de la police secrète, le Département politique secret de l'OGPU en Ukraine (le *sekretno-politychnyi viddil*, ou SPV). Le SPV créa alors des sections spéciales pour surveiller l'Académie ukrainienne des sciences, traquer 60 000 Ukrainiens passés d'Ukraine en Pologne et enquêter sur un vaste éventail de groupes littéraires et d'éditeurs, de professeurs d'université, d'enseignants du secondaire et autres groupes « suspects ». En 1930, l'OGPU annonça même avoir découvert une conspiration de « vétérinaires et bactériologues contre-révolutionnaires » qui auraient empoisonné des puits et massacré du bétail<sup>66</sup>.

Chacun de ces dossiers s'accompagnait d'une campagne de désinformation publique nourrie. Dès 1927, la presse soviétique était remplie de slogans dénonçant la « contre-révolution ukrainienne » et le « nationalisme bourgeois ukrainien ». Les campagnes officielles visaient à toucher leurs victimes, et elles y parvenaient : l'humiliation publique joua un rôle important pour briser les personnes arrêtées et les amener à avouer des crimes qu'elles n'avaient pas commis – et, évidemment, faire taire et terrifier ceux qui les connaissaient. Dans cette atmosphère d'hystérie et de haine, toute critique du Parti communiste ou de ses politiques, y compris agricoles, pouvait servir à prouver que le contestataire était un nationaliste, un fasciste, un traître, un saboteur ou un espion<sup>67</sup>.

À une telle distance dans le temps et dans l'espace, la question des aspirations du nationalisme ukrainien pourrait paraître sans rapport avec celle de la résistance aux réquisitions soviétiques de céréales. La première impliquait des intellectuels, des écrivains et d'autres qui éprouaient un sentiment de fidélité constante à l'idée d'Ukraine comme État indépendant ou même semi-indépendant. La seconde concernait les paysans redoutant l'appauvrissement entre les mains de l'URSS. Mais tout indique qu'à la fin des années 1920 les deux étaient liées, au moins dans l'esprit de Staline et de la police secrète qui travaillait pour lui.

Staline, c'est bien connu, avait plus d'une fois explicitement associé la « question nationale » et la « question paysanne ». Dans son discours mémorable de 1925, il avait déclaré que « la paysannerie constitue la principale armée du mouvement national, [qu']il n'y a pas de mouvement national puissant sans armée paysanne ». À la même conférence, il réprimanda également un camarade qui ne parvenait pas à prendre au sérieux cette dangereuse combinaison, refusant de voir le « caractère profondément populaire et profondément révolutionnaire du mouvement national<sup>68</sup> ». Bien qu'il ne la mentionnât pas nommément, l'Ukraine était la république soviétique qui, à l'époque, avait le plus grand mouvement national et la paysannerie la plus nombreuse. Staline le savait.

Même dans ses commentaires théoriques, en d'autres termes, Staline voyait le risque d'« armées de paysans » unies derrière un drapeau national. Son collègue bolchevique Mikhaïl Kalinine faisait le même constat, tout en reprenant aussi une solution proposée par les défenseurs de la collectivisation : transformer les paysans en prolétariat. De cette façon ils ne seraient plus attachés à un lieu particulier ou à une nation : « La question nationale est purement une question paysanne [...]. Le meilleur moyen d'éliminer la nationalité est une usine massive avec des milliers de

travailleurs [...] qui broie comme une meule toutes les nationalités et en forge une nouvelle. Cette nationalité est le prolétariat universel<sup>69</sup>. »

De fait, l'OGPU avait également anticipé une menace spécifique de la paysannerie ukrainienne sur l'État soviétique – et une menace qui n'était pas du tout théorique. Sous la pression économique, les paysans s'étaient révoltés en 1918-1920. Alors que la collectivisation se profilait, les mêmes provinces étaient sur le point de se retrouver sous pression économique. L'OGPU craignait naturellement la répétition de ces années, si bien que ses officiers, en écho à Staline, commencèrent aussi à utiliser un langage venu tout droit du temps de la guerre civile<sup>70</sup>.

En un sens, les craintes de l'OGPU étaient fondées. Ses tâches, entre autres, comprenaient la collecte régulière d'informations sur les « humeurs politiques » et les opinions des gens ordinaires. Elle savait donc bien à quel point ceux qui subissaient les nouvelles politiques de collecte céréalière – retour au fond des anciennes – les détestaient, particulièrement en Ukraine. Elle était également avertie du mécontentement des Ukrainiens instruits dans les villes, et redoutait la connexion entre les deux groupes d'insatisfaits. En 1927 l'OGPU rapporta notamment qu'un ancien membre du Parti communiste ukrainien au Comité central avait été surpris en train de dénoncer les politiques « colonialistes » de Moscou en Ukraine<sup>71</sup>. Les informateurs notèrent qu'après un concert à Odessa une foule « chauvine » saisie de sentiments « nationaux indépendantistes » offrit des fleurs jaunes et bleues – couleurs du drapeau ukrainien – à deux célèbres musiciens ukrainiens<sup>72</sup>. L'OGPU repéra une lettre anonyme envoyée à un journal qui décrivait les paysans en « esclaves » opprimés sous la « botte judéo-moscovite » et les « tsars de la Tcheka ». La même lettre invitait le comité de rédaction à ne pas surinterpréter le silence de la nation : les Ukrainiens n'avaient pas « tout oublié<sup>73</sup> ». À Jytomyr, des indicateurs avaient même entendu des enseignants se plaindre que les ressources et les vivres d'Ukraine étaient envoyés en Russie. Ces derniers s'accordaient à penser que les paysans allaient sûrement se révolter contre de telles pratiques : « Il suffit de trouver parmi eux des chefs auxquels les masses paysannes puissent croire<sup>74</sup>. »

Plus inquiétante encore était la preuve que certains paysans, effrayés par le battage continu de la propagande de guerre, espéraient qu'une invasion pût leur épargner une nouvelle tournée de réquisitions céréalières. Les rumeurs selon lesquelles les Polonais s'apprêtaient à traverser la frontière incitèrent les paysans du village de Mykhailivka à commencer le stockage de vivres, vidant le magasin coopératif local de ses provisions. Un journal local publia une lettre décrivant la panique :

Tout le monde crie et les nouvelles tombent comme par télégraphe : « Les Polonais sont déjà à Velykyi Bobryk ! » « Bobryk est déjà prise ! » « Ils progressent droit sur Mykhailivka ! » Personne ne sait ce qu'il faut faire : fuir ou rester<sup>75</sup>.

Les rapports de la police secrète relevèrent que les paysans se disaient que « les Polonais arriveront en Ukraine dans deux mois, et ce sera la fin des réquisitions céréalières » ou que « nous n'avons pas de céréales parce que les autorités les expédient à Moscou, et elles les expédient parce qu'elles savent qu'elles vont bientôt perdre l'Ukraine. Bon, peu importe, il est temps pour elles de prendre la poudre d'escampette ». Les habitants polonais, allemands et juifs d'Ukraine, quant à eux, s'apprêtèrent à partir. « Les Allemands sont des parias en Russie ; il nous faut aller en Amérique », se dirent les membres de cette minorité : « Mieux vaut être un bon fermier en Amérique qu'un mauvais en Russie et être traité de koulak. » Les Polonais de souche auraient été excités par l'annonce que l'armée polonaise procédait à des manœuvres militaires de l'autre côté de la frontière et prenaient « un malin plaisir à la perspective d'un changement de gouvernement imminent<sup>76</sup> ».

Sachant ou tout au moins supposant ce qu'il adviendrait après la collectivisation, la police secrète s'attendait à ce que l'opposition s'étendît parmi les citoyens comme parmi les paysans d'Ukraine. Leur idéologie anticipait cette résistance : la lutte des classes s'intensifiant, la bourgeoisie combattrait naturellement encore plus durement la révolution. L'OGPU savait qu'il lui revenait d'assurer le triomphe de la révolution quoi qu'il en fût.

En octobre 1928 deux officiers supérieurs de l'OGPU, Terentii Derybas et A. Austrin, tentèrent d'ébaucher la nature du problème dans un vaste rapport à leur hiérarchie intitulé « Mouvements antisoviétiques dans les campagnes ». Ils commencèrent par raconter les expériences brûlantes de la guerre civile en URSS qui avaient forgé tant de leur carrière : « Dans l'histoire de la lutte entre les organes de la Tcheka-OGPU et la contre-révolution, combattre les manifestations contre-révolutionnaires dans les campagnes joua un rôle important. » Les deux officiers poursuivirent en rappelant combien les « koulaks et la bourgeoisie rurale », menés par des partis antisoviétiques, avaient combattu les bolcheviks lors du « soulèvement koulak » de 1918-1919 – autrement dit, les grandes révoltes paysannes conduites par Petlioura, Makhno, Hryhoriev et d'autres. Ils firent remarquer que ces mouvements paysans s'étaient calmés dans les années 1920 ; mais ils

soupçonnaient aussi qu'ils reprenaient des forces, adoptant de nouvelles formes et utilisant de nouveaux slogans. Bref, l'ancien mouvement paysan revenait peut-être sous une nouvelle forme.

Les officiers avaient observé, ou disaient avoir observé, un nouveau phénomène : « l'intelligentsia urbaine antisoviétique » faisait plus d'efforts que jamais pour nouer des liens avec les « mouvements antisoviétiques des koulaks ». Grâce à l'intensification des rapports entre la ville et la campagne, écrivaient-ils, de petites cellules d'opposition avaient surgi dans tout le pays – même dans les rangs de l'Armée rouge. Les officiers s'inquiétaient en particulier des appels périodiques à un syndicat de paysans ou un parti de la classe paysanne – en contrepoint du parti des ouvriers – dont les informateurs de l'OGPU entendirent parler, ou crurent avoir entendu parler, avec une fréquence alarmante dans toutes les campagnes soviétiques. Ils avaient compté 139 appels à un syndicat de paysans en 1925. Le nombre était passé à 2 312 en 1927.

Malgré la mort de Simon Petlioura – assassiné par balle deux ans auparavant à Paris –, le souvenir de la façon dont ses forces avaient autrefois conquis Kyiv, soutenues par les forces polonaises, restait très présent dans les réflexions des deux officiers :

On observe ces derniers temps un sensible regain d'activité des petliouristes, qui tentent de faire de l'Ukraine une tête de pont pour la prochaine campagne impérialiste en URSS. Il est évident que le gouvernement de Pilsudski se tient derrière l'UNR petliouriste [mouvement de la République populaire ukrainienne] mais il serait inexact d'expliquer la renaissance des petliouristes dans la république ukrainienne comme une simple intrigue du gouvernement polonais et de l'UNR. Lançant des slogans chauvins et antisémites, attirant les masses avec l'existence d'une république [nationale ukrainienne] indépendante, les petliouristes peuvent devenir un centre organisationnel capable de réunir un large éventail d'organisations antisoviétiques dans les villages et dans la petite bourgeoisie urbaine sous un drapeau national unifié, pour attaquer conjointement le pouvoir soviétique<sup>77</sup>.

Même avec du recul, il est impossible de juger de la véracité de ce rapport. Les liens entre intellectuels et paysans antisoviétiques en Ukraine ont sans doute été un phénomène important, et les appels à un syndicat de paysans ont pu être également répandus. Les rapports de la police secrète contiennent assurément de multiples exemples de fermentation politique. À la fin de 1927, le journal *Vesti* reçut une lettre anonyme de l'« Union des paysans d'Ukraine », envoyée d'une fausse adresse « rue Petlioura, Kyiv », déclarant « nous ne pouvons plus supporter le régime des communistes ». Elle se terminait par un vers extrait de l'hymne national ukrainien, « l'Ukraine n'est pas encore morte ». À peu près au même moment, l'OGPU trouva des tracts circulant dans toute l'Ukraine soi-disant imprimés par le « Comité révolutionnaire ukrainien », un organisme qui appelait les paysans à se préparer « pour le jour où le régime des bolcheviks moscovites prendrait fin » et que reviendrait la République populaire ukrainienne<sup>78</sup>.

Mais ces théories ont fort bien pu être produites ou amplifiées par l'imagination collective de l'OGPU. Certains partis et tracts ont pu être aussi fabriqués par la police secrète elle-même. L'une de ses techniques, apprise de ses prédécesseurs tsaristes, était de créer de faux mouvements et organisations d'opposition destinés à pousser les dissidents potentiels à s'exposer en les rejoignant.

Toujours est-il que même si ces croyances à une conspiration ville-campagne étaient paranoïdes, elles n'étaient pas illogiques. L'expérience qu'avaient les bolcheviks de la révolution leur avait appris que les révolutions naissent du rapport entre intellectuels et travailleurs. Aussi pourquoi une nouvelle révolution ne naîtrait-elle pas du lien entre intellectuels nationalistes et paysans ukrainiens ? Et pourquoi un tel mouvement ne pourrait-il pas grandir très vite ? Après tout, c'était à peu près ce qui était arrivé en 1919, lorsque la rébellion paysanne, semblant venir de nulle part, avait éclaté dans toute l'Ukraine. Certains chefs de ce mouvement avaient certainement eu des aspirations nationales, et leur rébellion avait en effet ouvert la voie à une invasion « impérialiste » étrangère.

Au début de 1928 les deux officiers de l'OGPU rédigeant ce volumineux mémoire se souvenaient clairement de ces événements, dont le dixième anniversaire était tout proche. Armés des rapports quotidiens sur les murmures « antisoviétiques », les tracts et pire, ils devaient supposer que le risque d'une autre explosion en Ukraine était réel. Ayant anticipé la montée du nationalisme urbano-rural, l'OGPU l'étudia, le rechercha et enregistra des preuves, vraies ou fausses. Avant même que la campagne de collectivisation fût réellement engagée, autrement dit, la police secrète et la direction soviétiques percevaient déjà toute résistance à la collecte des céréales comme une preuve de complot politique contre l'URSS.

Très rapidement, les attentes de l'OGPU furent comblées : dans toute l'URSS les paysans protestèrent contre la confiscation de leurs biens, les arrestations arbitraires, la criminalisation de la « thésaurisation des céréales » et l'imposition d'amendes. Les rapports de résistance affluèrent de

Sibérie et du Caucase du Nord comme d'Ukraine, de partout où les « méthodes d'urgence » furent vigoureusement appliquées. « Moscou, se souvient Eugene Lyons, bourdonnait de rumeurs sur la rébellion dans le Kouban, en Ukraine et dans d'autres parties [...]. Quand la presse fut autorisée à parler plus ouvertement, de nombreuses rumeurs parurent vraies. De toutes les parties du pays vinrent des rapports de communistes locaux, visitant des agents céréaliers et des percepteurs agressés et assassinés<sup>79</sup>. » Dans certains endroits la colère entraîna une réelle violence. En janvier 1928 l'OGPU arrêta six personnes dans une ville proche d'Odessa pour avoir roué de coups le secrétaire d'une ferme collective. Un autre groupe de rebelles fut arrêté dans le sud de l'Ukraine pour avoir rossé un percepateur<sup>80</sup>.

Pour certains Ukrainiens, ce n'était pas de la résistance mais une lutte pour survivre. Les récoltes de 1928-1929 furent mauvaises. Avec un temps variable et la pluie à la saison des moissons, les récoltes d'hiver et de printemps promettaient d'être bien en dessous de la moyenne. Comme en 1921, la pression politique impliquait que les paysans avaient très peu de céréales en réserve. La nourriture se raréfia de nouveau, particulièrement dans les steppes du sud de l'Ukraine – mais la collecte céréalière se poursuivit à la même cadence. 23 000 personnes au moins moururent directement de faim au cours de la petite famine de 1928-1929 à peine inscrite dans la mémoire, et 80 000 autres moururent de maladies et des répercussions de la famine<sup>81</sup>.

À maints égards, cette petite famine fut une « répétition générale », un point de transition entre le désastre de 1921 et la grande famine de 1932-1933. L'Union soviétique ne fit pas appel à l'aide internationale, comme en 1921. Moscou ne fournit pas non plus de céréales ni d'autre aide alimentaire. L'URSS préféra laisser les communistes ukrainiens résoudre le problème. En juillet 1928 le gouvernement ukrainien créa une commission républicaine pour aider les « victimes de la famine ». La commission accorda des prêts aux paysans pour l'achat de semences (qui devaient être remboursés), fournit quelques aides alimentaires (en échange d'un travail d'intérêt public), offrit quelques repas et une assistance médicale aux enfants. Mais les informations sur la famine furent limitées au minimum. Dans un tiers des cas les certificats de décès pour les victimes de la famine mentionnèrent d'autres causes. À aucun moment, en 1928-1929, aucun des dirigeants ne se demanda si les « méthodes d'urgence » n'étaient pas elles-mêmes la source du problème<sup>82</sup>.

Au cours de l'année 1928, l'OGPU privilégia la recherche de preuves d'activité contre-révolutionnaire. Ses agents notèrent la découverte dans plusieurs parties de l'Ukraine rurale de « tracts antisoviétiques » conçus par des « cercles proches de Petlioura ». Ils enregistrèrent des commentaires « antisoviétiques » dans les campagnes ukrainiennes. « Mieux vaut brûler votre pain que le donner aux bolcheviks », aurait déclaré un paysan<sup>83</sup>.

La direction soviétique pensait que de nombreux Ukrainiens se préparaient à une invasion étrangère et l'OGPU ukrainienne s'empressa de lui en fournir des preuves. Dans l'été 1928 Balytsky informa Kaganovitch que la dissidence interne en l'Ukraine était par définition en contact avec des acteurs étrangers :

On peut considérer certain le rapport direct entre le degré d'activité d'éléments chauvins internes et la complexité et la gravité du statut international de l'URSS. Ces éléments partent de la thèse fondamentale que la dislocation de l'URSS est inévitable, et que dans cette catastrophe l'Ukraine peut y gagner l'indépendance<sup>84</sup>.

Pis, dans le district militaire ukrainien il y avait des preuves de mécontentement parmi les soldats de l'Armée rouge – dans leur immense majorité des paysans. Apprenant combien étaient mauvaises les conditions de vie de leurs familles, ils parlaient de désertir, de rejoindre les groupes de partisans, voire de se battre pour les droits des paysans. L'historienne Lyoudmyla Hrynevych a dressé une liste saisissante des doléances entendues en mai 1928 :

« En cas de guerre, les forêts regorgeront de bandits » (80e division d'infanterie).

« Dès que la guerre éclatera, toutes ces organisations s'écrouleront, et la paysannerie ira se battre pour ses droits » (44e division d'infanterie).

« En cas de guerre, nous retournerons nos baïonnettes contre ceux qui écorchent les paysans » (51e division d'infanterie).

« Dès que la guerre éclatera, nous jetterons nos fusils et nous disperserons vers nos foyers » (compagnie des communications du 17e corps d'infanterie)<sup>85</sup>.

En 1928, le « climat politique » en Ukraine était jugé si mauvais que l'OGPU se mit aussi à surveiller étroitement tous ceux qui pouvaient *potentiellement* mener un soulèvement paysan ou un mouvement de libération ukrainien. Selon un informateur, Hryhorii Kholodnyi, chef de l'Institut du langage scientifique ukrainienne, expliqua à ses collègues qu'à son avis la police arrêtait quiconque avait des liens étroits avec les villages ou était bien vu de la paysannerie. Ses commentaires déclenchèrent une recherche du genre de personnes qu'il décrivait. Et par conséquent l'une des hypothèses des victimes sur cette vague d'arrestations devint l'une des thèses de travail de l'OGPU.

Kholodnyi fut finalement arrêté dans le cadre de l'affaire de la SVU. Il passa huit ans au Goulag avant d'être exécuté en 1938<sup>86</sup>.

Mais l'OGPU identifia alors un autre bouc émissaire éventuel : le Parti communiste ukrainien lui-même. Tandis que Staline était en Sibérie en 1928, Molotov fit un voyage semblable en Ukraine. À son retour à Moscou, il dit au Politburo que les nouvelles n'étaient pas bonnes. L'Ukraine, fit-il remarquer, qui représentait 37 % du plan de réquisition générale de céréales à destination de l'Union soviétique, en collectait chaque mois de moins en moins. Il accusa les koulaks et les spéculateurs, mais aussi les communistes ukrainiens. Le parti ukrainien, déplora-t-il, avait sous-estimé le déficit céréalier. La « discipline élémentaire » faisait défaut dans les provinces. Les fonctionnaires locaux établissaient leurs propres objectifs de collecte céréalière, sans tenir compte des objectifs de « toute l'Union » et des demandes de Kyiv. Certains ne semblaient même pas se soucier de sa visite, observa-t-il avec toute l'indignation dont il était capable : ils avaient estimé manifestement que ces « mesures d'urgence » équivalaient à une « mini-tempête » qui serait bientôt passée<sup>87</sup>.

L'idée que des partis communistes locaux étaient plus que simplement inefficaces apparut peu après dans les rapports de l'OGPU. Un autre compte rendu évoqua le *khvostisme* – « à la queue », en russe, c'est-à-dire être à la traîne des événements – et l'« inactivité » des membres du parti. Il les accusa aussi de présenter des « explications inexactes sur les objectifs de la campagne [d'achats gouvernementaux de céréales] » et d'entretenir une sympathie injustifiée pour les koulaks. Certains responsables subalternes, fit savoir le rapport, refusaient en effet d'acheter des céréales ou d'exécuter les ordres<sup>88</sup>. Des informateurs de l'OGPU enregistrèrent les récriminations de deux fonctionnaires locaux, Martchenko et Lebedenko. Le premier désapprouvait Molotov lui-même. L'homme était un Russe qui vivait à Moscou, maugréait Martchenko : sa visite prouvait que la République ukrainienne n'était qu'une « fiction » et les communistes ukrainiens de simples marionnettes. Lebedenko alla plus loin : « Les bolcheviks n'ont jamais volé l'Ukraine aussi complètement ni cyniquement que maintenant. Sans aucun doute, il y aura la famine [...] »<sup>89</sup>.

Au lieu de résoudre le problème, le Parti communiste soviétique chercha à éliminer les dissidents. En novembre 1928, l'État entreprit de purger les *komnezamy*, les comités de paysans pauvres, chassant les membres qui n'étaient pas assez enthousiastes. Les purges du Parti communiste ukrainien eurent également lieu cette année-là.

Il ne s'agissait pas des purges meurtrières de 1937-1938 ; le but n'était pas de tuer des gens mais d'éliminer d'éventuels fauteurs de troubles et de créer l'atmosphère d'insécurité et de tension qui persuaderait les membres du parti d'accomplir la difficile tâche de collectivisation les mois suivants<sup>90</sup>. En fait, Moscou accumulait aussi des preuves pouvant servir à l'avenir. La collectivisation s'engageait. Et si elle échouait en Ukraine, Moscou pourrait contraindre le Parti communiste ukrainien à en endosser la responsabilité.

Les rumeurs les plus folles coururent dans les campagnes. Les Ukrainiens craignirent une nouvelle vague de réquisitions, une famine, un effondrement économique ou la guerre. Les paysans se dirent que les réquisitions de céréales s'intensifiaient parce que l'Union soviétique s'était endettée auprès de gouvernements étrangers.

Beaucoup commencèrent à enterrer leurs céréales. Certains refusèrent de vendre quoi que ce fût contre du papier-monnaie. D'autres se mirent à stocker tous les biens qu'ils pouvaient acheter<sup>91</sup>. Dans cette atmosphère – de conspiration, d'hystérie, d'incertitude, de soupçon – la collectivisation commença.

## CHAPITRE 5

### *Collectivisation : révolution à la campagne, 1930*

*Le maïs vert fait de nouvelles pousses  
Bien que planté depuis peu  
Notre brigadier porte de nouvelles bottes  
Tandis que nous allons pieds nus*

Chanson d'une ferme collective, années 1930<sup>1</sup>

*Les mots « liquidation des koulaks » n'évoquent guère la souffrance humaine. Ils s'apparentent à une formule de génie social et résonnent de manière impersonnelle et métallique. Mais pour ceux qui vivent le processus de près, l'expression est chargée d'horreur [...].*

EUGENE LYONS, *Assignment in Utopia*, 1937<sup>2</sup>

Au cours de l'hiver 1929, des étrangers vinrent dans le village de Miron Dolot sur les berges de la Tiasmine en Ukraine centrale. C'était un grand village d'après les critères de l'époque, d'environ huit cents foyers, avec une église et une place centrale. Les villageois possédaient leur propre maison et leurs terres, mais la plupart des maisons avaient des toits de chaume et les parcelles étaient minuscules. Peu de paysans détenaient plus de cinq acres mais ils s'en tiraient bien selon les critères de l'époque.

Dolot se souvenait que la présence de l'administration soviétique y avait été limitée dans les années 1920. « Nous étions totalement libres de nos mouvements. Nous faisons des voyages d'agrément et nous nous déplaçons pour trouver du travail. Nous nous rendons dans des grandes villes, dans des bourgs voisins, pour assister à des mariages, à des ventes de charité et à des enterrements. Personne ne nous demandait de papiers d'identité ni ne nous interrogeait sur notre destination<sup>3</sup>. » D'autres gardaient le même souvenir d'avant la collectivisation. L'Union soviétique était aux commandes mais ne contrôlait pas tous les aspects de la vie, et les paysans vivaient comme par le passé. Ils cultivaient la terre, dirigeaient des petites entreprises, commerçaient et troquaient. Une femme de Poltava se souvient que ses parents, « des gens très travailleurs et religieux », avaient acquis 10 hectares de terre et gagnaient de l'argent en faisant divers travaux : « Mon père était un bon charpentier. Il connaissait aussi d'autres métiers manuels<sup>4</sup>. »

La politique était restée relâchée et décentralisée : « Le gouvernement ukrainien n'imposait rien dans les années 1920 et ne disait pas que telle ou telle école devait dispenser un enseignement en ukrainien ou en russe, parce que la décision se prenait dans la localité elle-même<sup>5</sup>. » Les villages s'administraient eux-mêmes, comme ils l'avaient toujours fait. Il subsistait une tension entre les adeptes du bolchevisme et les paysans plus traditionnels, mais les différents groupes tâchaient de s'adapter les uns aux autres. À Pylypivka, c'est ainsi qu'un groupe de garçons se prépara à aller chanter le jour de Noël :

Les garçons fabriquèrent une étoile [traditionnelle pour les chœurs de Noël] et réfléchirent à la manière de la dessiner. Après discussion, ils prirent une décision : sur une face de l'étoile, figurerait une icône de la Mère de Dieu, sur l'autre, une étoile [soviétique] à cinq branches. De plus, ils apprirent non seulement d'anciens chants de Noël mais aussi des nouveaux. Ils montèrent un plan : à l'approche de la maison d'un communiste, ils présenteraient l'étoile à cinq branches et chanteraient les nouveaux chants de Noël ; puis devant la maison d'un homme religieux, ils présenteraient la face de l'icône de la Mère de Dieu et chanteraient [d'anciens chants de Noël]<sup>6</sup>.

Mais les étrangers arrivés au village de Dolot en ce mois de décembre apportèrent avec eux un ensemble d'idées différentes sur la manière dont il fallait vivre. Un contrôle strict devait remplacer l'organisation informelle. Les chefs d'exploitation deviendraient des ouvriers agricoles salariés. Une réglementation sévère devait se substituer à l'indépendance. Surtout, au nom de l'efficacité, les

fermes collectives, appartenant à la fois à la commune et à l'État, remplaceraient toutes les fermes privées. Comme l'avait dit Staline en Sibérie, la « réunion des petites et infimes exploitations familiales agricoles en grandes fermes collectives [...] est la seule voie pour nous<sup>7</sup> ».

En fin de compte, il y aurait différents types de ferme collective avec différents degrés de propriété communale. Mais la plupart exigeraient que leurs membres renoncent à leur propriété privée – terre, chevaux, bovins, autre bétail et outils – et remettent tout à la collectivité<sup>8</sup>. Des paysans restaient chez eux mais d'autres finissaient par habiter des maisons ou des baraquements appartenant à la coopérative et prenaient leur repas dans un réfectoire<sup>9</sup>. Aucun ne possédait quoi que ce soit d'important, ni de tracteurs destinés à être loués par des stations de machines et de tracteurs centralisées et nationalisées, qui géraient leur achat et leur entretien. Les paysans ne gagnaient pas d'argent mais recevaient un salaire journalier, *troudodni*, souvent versé en nourriture ou sous forme d'autres biens, pas en monnaie, et seulement en petites quantités.

Tout ceci était supposé se produire spontanément, dans une grande vague d'enthousiasme rural. En novembre 1929, Staline fit l'éloge du « mouvement » de collectivisation qui, à l'en croire, « déferlait sur le pays » :

Un changement radical [...] s'opère dans le développement de notre agriculture, de la petite culture rétrograde et *individuelle* à l'agriculture de pointe à grande échelle et *collective*, avec la culture de la terre en commun [...] ; la nouvelle caractéristique décisive du mouvement des fermes collectives est que les paysans les rejoignent, non pas en petits groupes séparés, comme c'était le cas autrefois, mais par villages entiers, par régions, par districts et même par provinces entières<sup>10</sup>.

En réalité, la politique était fortement impulsée d'en haut. Dans la semaine qui commença le 10 novembre 1929, le Comité central du parti se réunit à Moscou et décida d'« accélérer le processus de collectivisation des foyers paysans » en envoyant des cadres du parti dans les villages pour créer de nouvelles fermes communales et persuader les paysans de les rejoindre. La même résolution condamna les opposants à la collectivisation et exclut du Politburo leur chef, Nikolai Boukharine – l'adversaire politique le plus important de Staline à l'époque. Quelques semaines plus tard, le Commissariat du peuple à l'agriculture déclara que toutes les régions de production céréalière seraient collectivisées dans les trois ans<sup>11</sup>.

Les hommes et les femmes qui firent leur apparition dans le village de Dolot cet hiver-là furent le premier signe tangible de la nouvelle politique. Au début, les villageois ne les prirent pas au sérieux : « Leur aspect nous amusait. Leurs visages pâles et leurs vêtements étaient tout à fait incongrus dans le cadre de notre village. Marchant avec précaution pour éviter que la neige ne mouille leurs souliers cirés, ils constituaient une présence étrangère parmi nous. » Leur chef, le camarade Zeitlin, traita rudement les paysans et semblait ne rien connaître de leurs habitudes. Apparemment, il confondit un veau avec un poulain. Un fermier releva son erreur. « Poulain ou veau, répondit Zeitlin, cela n'a pas d'importance. La révolution prolétarienne n'en souffrira pas<sup>12</sup>. »

Le camarade Zeitlin était, dans le langage de l'époque, un « Vingt-Cinq Mille » – un « Mille » en abrégé – c'est-à-dire l'un des quelque 25 000 *aktivistes* de la classe ouvrière urbaine recrutés à la fin de 1929, à la suite de la résolution du Comité central, pour aider à mettre en œuvre la collectivisation de l'agriculture soviétique. Manifestation concrète de la conviction marxiste-léniniste que la classe ouvrière devait être un « agent de la conscience historique », ces activistes urbains furent attirés dans les campagnes par une propagande donnant l'impression d'une « opération de recrutement militaire dans les premières étapes d'une guerre patriotique<sup>13</sup> ». Les journaux publièrent des photos de ces « volontaires-ouvriers » et des usines organisèrent des réunions pour les fêter. Au moins d'après les sources officielles, la concurrence pour rejoindre leurs rangs était très intense. Un volontaire, ancien partisan rouge, fit plus tard une comparaison explicite avec les champs de bataille sanglants de la décennie précédente : « Ici, maintenant, surgit devant moi une image de 19, quand j'étais dans le même district, grimant les congères, un fusil à la main, dans un blizzard déchaîné, comme aujourd'hui. Je me sens rajeunir [...]<sup>14</sup>. »

Les motivations des hommes et des femmes de la ville étaient mélangées. Certains cherchaient de l'avancement, d'autres espéraient avoir des récompenses matérielles. Beaucoup éprouvaient une véritable ferveur révolutionnaire, alimentée par une propagande incessante, agressive et répétitive. D'autres avaient peur aussi, les journaux évoquant sans arrêt une guerre imminente. Les pénuries alimentaires urbaines, tout aussi réelles, étaient largement imputées aux paysans, et les Vingt-Cinq Mille le savaient également. En 1929 encore, de nombreux citoyens soviétiques croyaient toujours que les paysans récalcitrants représentaient une menace réelle pour eux et pour l'avenir de leur révolution. Cette puissante conviction les autorisait à entreprendre des actions que la « morale bourgeoise » aurait autrefois jugées mauvaises.

Lev Kopelev, un des Vingt-Cinq Mille, saisi lui aussi par cette ferveur révolutionnaire, joua un rôle inhabituel dans l'histoire des lettres soviétiques. Né à Kyiv dans une famille juive instruite, il étudia à Kharkiv ; parlant l'ukrainien aussi bien que le russe, il s'identifiait lui-même comme « soviétique ». Bien plus tard, en 1945, il fut arrêté et envoyé au Goulag. Il survécut, se lia d'amitié avec Alexandre Soljenitsyne auquel il inspira l'un de ses personnages, écrivit des souvenirs marquants, et devint un dissident célèbre. En 1929, cependant, il était un vrai croyant :

C'était alors pour moi un article de foi que la fin justifie les moyens. Notre grand dessein était le triomphe universel du communisme. En son nom, on pouvait, on devait être prêt à tout : à mentir, à voler, à exterminer des centaines de milliers, des millions d'hommes, tous ceux qui nous gênaient ou pouvaient nous gêner, tous ceux qui nous barraient la route. [...] Les hésitations ou les doutes étaient le fait de « la susceptibilité malade propre aux intellectuels » ou de « cette myopie des libéraux qui ne savent pas voir la forêt au-delà des arbres<sup>15</sup> ».

Il n'était pas le seul. En 1929, Maurice Hindus, socialiste américain, reçut une lettre de son amie russe, Nadia, qui ne bénéficiait pas encore du recul de Kopelev. Elle écrivait dans un état d'excitation extatique :

Je suis partie dans des villages avec un groupe d'autres brigadiers, organiser des kolkhozes. C'est un travail énorme, mais nous faisons des progrès étonnants [...]. J'ai confiance qu'avec le temps aucun paysan ne restera sur sa terre. Nous allons briser les derniers vestiges du capitalisme et nous débarrasser à jamais de l'exploitation [...]. Même l'air ici brûle d'un nouvel esprit et d'une nouvelle énergie<sup>16</sup>.

Kopelev, Nadia et d'autres comme eux étaient portés par un sentiment d'injustice. Les bolcheviks avaient fait des promesses extraordinaires au peuple, proposant richesse, bonheur, propriété foncière, pouvoir. Mais la révolution et la guerre civile avaient été violentes et déroutantes, et les promesses n'avaient pas été tenues. Dix ans après la révolution, beaucoup étaient déçus. Il leur fallait une explication concernant la vacuité du triomphe bolchevique. Le Parti communiste leur offrit un bouc émissaire et les exhorta à n'éprouver aucune pitié. Mikhaïl Choukrov, dans son roman *Terres défrichées*, dresse le portrait révélateur d'un de ces fanatiques déçus. Davydov était un Vingt-Cinq Mille venu collectiviser les paysans à n'importe quel prix. Lorsqu'un fermier, à un moment donné, tenta de lui faire comprendre qu'il avait été trop cruel avec les koulaks du village, il s'en prit à lui : « Tu les plains ? Tu as pitié d'eux ? Ont-ils eu pitié de nous ? L'ennemi, elles l'ont fait pleurer les larmes de nos gosses ? Il a pleuré sur les orphelins de nos morts<sup>17</sup> ? »

C'était avec ce genre d'attitude qu'après de très brèves séances de formation – généralement pas plus de deux semaines – les volontaires urbains partaient vers les villages. Bien qu'embarquant dans des trains à Leningrad, Moscou ou Kyiv, sous les accents de musique révolutionnaire et sur fond de discours patriotiques, la musique s'évanouit quand ils pénétrèrent dans les campagnes. Un brigadier écrivit plus tard : « On nous dit au revoir avec une marche triomphale, on nous a accueillis avec un chant funèbre<sup>18</sup>. » C'est à ce moment-là que la rhétorique stalinienne du progrès heurta de plein fouet la réalité de la vie paysanne ukrainienne et russe.

Les trains roulaient plus lentement en pénétrant dans la campagne : les responsables ferroviaires de province n'étaient pas tous emballés par les nouveaux activistes urbains. En Ukraine la majorité de ces étrangers volontaires, qu'ils vinssent de villes russes ou ukrainiennes, parlait russe ; dans les deux cas, ils semblaient tout aussi étrangers aux paysans ukrainophones. À leur arrivée dans les capitales provinciales, les activistes trouvaient parfois l'accueil hostile, ce qui n'était pas surprenant. Pour les paysans qui se remettaient à peine des pénuries et de la faim de l'été 1929, les nouveaux arrivants ne devaient pas se distinguer des soldats et des partisans venus dans les campagnes ukrainiennes réquisitionner des céréales durant la décennie précédente.

Leur tâche n'était pas simple non plus. À l'origine, la collectivisation était censée être volontaire. Les activistes étaient simplement supposés argumenter et haranguer, et ce faisant convaincre. Des réunions se tinrent dans les villages, et ces agitateurs allèrent également de maison en maison. Antonina Solovieva, militante et membre du Komsomol dans l'Oural, se souvient avec nostalgie de la campagne de collectivisation :

L'objectif était de convaincre individuellement les paysans de rejoindre la ferme collective ; de s'assurer que la ferme collective était prête pour commencer les semailles ; et, surtout, de trouver où et par qui les céréales de l'État étaient cachées [...]. Nous devions passer de longues soirées autour d'une petite table à la faible lueur vacillante d'une lampe à pétrole au siège de la ferme collective, ou près d'un poêle brûlant dans la cabane de paysans pauvres<sup>19</sup>.

Mais alors que les objectifs étaient peut-être clairs, les hiérarchies ne l'étaient pas. De nombreux groupes divers avaient une certaine responsabilité dans la mise en œuvre de la collectivisation, dont les partis communistes locaux, le Komsomol (l'organisation de la jeunesse communiste), les Jeunes Pionniers (l'organisation des enfants communistes), ce qui restait des comités de paysans pauvres, la Commission centrale de contrôle, l'Inspection des ouvriers et des paysans, le Kolkhozsentr (Centre des fermes collectives), les syndicats et, naturellement, la police secrète. D'autres fonctionnaires, notamment les enseignants – éducateurs de la nouvelle génération –, étaient également impliqués.

Toutes ces autorités locales, déjà accablées de chaînes de commandement chaotiques et de priorités conflictuelles, éprouvaient des sentiments mélangés à l'égard de ces jeunes enthousiastes qui n'avaient pas d'expérience de l'agriculture ni même du mode de vie à la campagne, tandis que ces jeunes avaient les mêmes préventions vis-à-vis des autorités locales. De nombreux documents contemporains mentionnent des plaintes visant les conseils de village, leur reprochant de traîner des pieds ou de faire obstacle au travail des volontaires venus de l'extérieur. Ces conseils de village étaient visiblement inefficaces. Mais ils voulaient sans doute aussi protéger leurs voisins de l'effet violent des ordres que donnaient ces jeunes étrangers fanatiques<sup>20</sup>.

Les fermiers eux-mêmes, classés koulaks ou non, étaient encore moins emballés par les activistes urbains. Interrogeant des Ukrainiens dans les années 1980, le spécialiste d'histoire orale William Noll constata que les souvenirs populaires des Vingt-Cinq Mille étaient encore forts. Comme dans la description de Dolot, on les jugeait incompetents : ils se trompaient de graines pour les semences, donnaient de mauvais conseils, ne connaissaient rien à la campagne<sup>21</sup>. On s'en souvenait aussi comme d'étrangers, de Russes ou de Juifs. Oleksandr Hontcharenko, alors jeune homme, affirma plus tard que les Vingt-Cinq Mille étaient « tous russes » – ce qui est inexact puisque la plupart venaient de villes ukrainiennes. Dans son village de la province de Tcherkassy, le brigadier – « manifestement » un Russe – fut immédiatement rejeté : « Il vint convaincre les paysans que la vie était merveilleuse sous les Soviétiques. Mais qui écoutait ? Personne. Ce menteur allait d'un bout du village à l'autre. Mais personne ne voulait avoir affaire à lui<sup>22</sup>. »

Naturellement, les activistes de la ville étaient mal vus non seulement parce qu'ils semblaient « étrangers » mais parce que leur politique était impopulaire – profondément, comme le montrera le chapitre suivant. Si un petit nombre de paysans, comme Kopelev, devaient finalement partager leur point de vue, la plupart réagirent à l'inverse. En fait, l'opposition têtue des paysans rendait les activistes plus furieux, plus enclins à la violence et plus convaincus de la justesse de leur cause. En janvier 1930, Guenrikh Iagoda, alors vice-président de la police secrète, dit à ses cadres que la résistance serait plus féroce. Le koulak « comprenait très bien que la collectivisation le ferait mourir et il opposait donc une résistance toujours plus brutale et farouche, comme nous le voyons déjà – des complots insurrectionnels et des organisations koulaks contre-révolutionnaires aux incendies criminels et à la terreur<sup>23</sup> ».

Cette idée s'infiltrait jusque dans les villages où les émissaires de la classe ouvrière voyaient dans la froideur des paysans la preuve des « tendances contre-révolutionnaires koulaks » dont ils avaient été avertis. Une grande part de la cruauté ultérieure s'explique par l'incompatibilité entre ce que voulaient des activistes de la ville et la réalité très différente dans les campagnes mêmes.

Ils durent aussi faire leurs preuves et démontrer leur loyauté. « Votre tâche, dit un communiste local à Antonina Solovieva, est d'attirer les jeunes par un travail d'agitation dans le village [...] et de découvrir où les koulaks ont caché les céréales et qui sabote le matériel agricole. » En outre, « vous devrez leur parler et leur expliquer les politiques du parti et la collectivisation ». Solovieva, alors jeune étudiante, eut un moment de doute : « C'était une tâche énorme ; étions-nous à la hauteur ? Nous ne savions vraiment rien de tout cela ; nous ne savions par où commencer. » Elle était déterminée à faire ses preuves – « il n'y avait pas de temps à perdre » –, et rien ne l'incitait à la bonté<sup>24</sup>.

Il est incontestable que la campagne de collectivisation était commandée par Moscou, imposée « d'en haut », et qu'il s'agissait de la politique personnelle de Staline, telle qu'il l'esquissa pour la première fois lors de son voyage en Sibérie à la fin de 1928. Il est également certain que la collectivisation fut menée dans les campagnes par des citoyens, d'une culture étrangère, et dans le cas de l'Ukraine, d'une autre langue et souvent d'une autre origine ethnique. Mais la campagne de collectivisation trouva quelques appuis parmi les fonctionnaires et les paysans locaux. Tout comme Alexandre Chlikhter avait monté les paysans pauvres contre les plus aisés juste après la révolution, les bolcheviks cherchèrent de nouveau à habiliter un groupe de paysans à exploiter leurs voisins au nom de l'État.

Sitôt arrivés, les agitateurs de l'extérieur commencèrent à identifier et valoriser des collaborateurs locaux – les *aktiv* – pour les aider. Pacha Angelina, « travailleuse de choc » réputée par la suite et l'une des premières femmes à conduire des tracteurs en URSS, écrit des souvenirs fortement politisés de la collectivisation à Starobechewe, son village de la province de Donetsk. Ce texte frappe par sa stricte conformité au modèle du réalisme socialiste – l'histoire prévisible du triomphe du Parti communiste sur tous les obstacles – et par la haine réelle qu'elle exprime dans sa langue de bois. Même si elle ne donne pas beaucoup de détails, Angelina et sa famille avaient joué un rôle actif en forçant leurs voisins à rejoindre les nouvelles fermes collectives : « C'étaient des jours

difficiles, pleins de tension et de lutte de classe féroce. Ce n'est qu'après avoir vaincu les koulaks et les avoir chassés des terres que nous, les pauvres, nous sommes sentis vraiment aux commandes. » Pas plus que ses parents et sa fratrie, elle n'éprouva le moindre remords :

Nous poursuivions les « kourkoules » qui étaient forts et acharnés dans leur haine de tout ce qui était nouveau [...]. Notre famille et beaucoup comme la nôtre travaillaient pour les koulaks depuis des générations. Nous nous aperçûmes qu'il nous était impossible de vivre sur la même terre que ces suceurs de sang. Les koulaks se dressaient entre nous et la bonne vie, et aucune persuasion, aucune contrainte ni aucune imposition quelconque ne parvenaient à leur faire dégager le terrain. De nouveau, le parti comprit nos besoins et nous montra la solution. Par l'intermédiaire du camarade Staline, le parti nous dit : « passez de la limitation des koulaks à leur liquidation en tant que classe [...]25 ».

Elle et les siens n'étaient pas les seuls. Un rapport de la police secrète ukrainienne de février 1930 décrit avec enthousiasme les foules de paysans pauvres et soi-disant « moyens », qui étaient plutôt moins appauvris, se rassemblant avec « des drapeaux rouges et des chants révolutionnaires » dans des villages pour superviser la collectivisation<sup>26</sup>. Certains étaient d'anciens membres des comités de paysans pauvres, exactement les mêmes qui avaient mené la campagne des réquisitions céréalières en 1928-1929 et éprouvaient une certaine fidélité au système soviétique. Matvii Havryliouk, réquisitionneur en 1921 malgré les menaces des koulaks « de me tuer, moi et ma famille », sauta sur l'occasion pour rejoindre la lutte : « Toute l'année 1930, je fus un agitateur, je participai aux brigades [...]. Je trouvai même les koulaks qui essayaient d'éviter la dékoulakisation en se cachant dans les bois. Je les traînai personnellement devant la justice<sup>27</sup>. »

D'autres cherchèrent à profiter de la nouvelle situation révolutionnaire pour améliorer leur statut. Comme le reconnaissait l'OGPU elle-même, de nombreux « paysans pauvres » étaient en fait des « éléments criminels » qui voyaient le moyen de tirer profit du malheur de leurs voisins<sup>28</sup>. Sergo Ordjonikidzé, le patron de l'OGPU qui faisait la navette entre l'Ukraine et Moscou à cette époque, s'inquiétait de voir les autorités s'appuyer autant sur des gens sans formation ni expérience : « On prend alors un *komsomolec*, on lui adjoint deux ou trois paysans pauvres et on appelle cela l'*aktiv*, et cet *aktiv* est appelé ensuite à régler personnellement toutes les affaires du village<sup>29</sup>. »

Comme les Vingt-Cinq Mille, certains collaborateurs locaux trouvaient l'idéologie bolchevique attirante. Ils croyaient aux promesses d'une « vie meilleure », une expression qui signifiait pour certains « avoir l'estomac plein » et pour d'autres quelque chose de plus mystique, et ils pensaient que l'anéantissement des « ennemis » du parti pourrait faire advenir plus vite une vie meilleure. Comme en 1918, la collectivisation allait finalement contribuer à créer une nouvelle élite rurale, certaine de son droit à gouverner. Des années encore après, les activistes défendaient l'idée qu'en dépit de l'opposition la collectivisation était « pour le plus grand bien<sup>30</sup> ». Beaucoup, bien que pas tous, furent récompensés par des emplois et de meilleures rations. Le renforcement de la nouvelle élite permit, à son tour, d'intimider davantage les opposants à la collectivisation. En mars 1930, un rapport de l'OGPU d'Ukraine expliqua, en l'approuvant, que « l'activité des masses du village était si grande que durant la période de l'opération il ne fut pas nécessaire d'en appeler aux forces armées ». Grâce « à l'enthousiasme et à l'activité » des volontaires, les opposants à la collectivisation se sentirent abandonnés et isolés. D'après l'OGPU, c'est ce qui supprima toute velléité de résistance et démoralisa ceux qui étaient arrêtés<sup>31</sup>.

Sur la base des preuves disponibles, il est impossible de savoir à quel point « l'enthousiasme et l'activité » étaient réels. Les témoignages existants laissent entendre qu'un grand nombre, voire la majorité, de ceux qui rejoignirent les brigades de la collectivisation n'étaient ni enthousiastes, ni cyniques ni criminels, mais tout simplement effrayés : ils sentaient qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de les rejoindre. Ils craignaient d'être blessés ou frappés, d'avoir faim, d'être qualifiés de koulaks ou d'ennemis. Les membres du Komsomol recevaient des ordres directs pour participer et pensaient sans doute qu'il était impossible de refuser<sup>32</sup>. L'un d'eux devait raconter par la suite : « Une fois, tous les étudiants et les enseignants membres du Komsomol et du parti reçurent l'ordre d'encercler l'un des villages pour empêcher quiconque de s'enfuir pendant que [les fourgons de la police secrète] emmenaient les paysans vers les wagons de marchandises chauffés qui attendaient de les déporter<sup>33</sup>. » « Tous les enseignants, rapporta l'un d'eux, étaient considérés comme des auxiliaires dans la socialisation du village, et nous étions donc automatiquement recrutés en tant qu'activistes pour inciter les gens à rejoindre les fermes collectives. » Ceux qui refusaient pouvaient perdre leurs biens ou être transférés dans un autre village<sup>34</sup>.

Pour ceux qui leur étaient hostiles, ces collaborateurs étaient des « traîne-savates » ou des « voleurs » qui espéraient profiter du malheur des autres<sup>35</sup>. Mais de nombreux responsables devaient être aussi terrorisés et traumatisés que leurs victimes, intimidés par les mêmes sous-entendus de violence et les menaces. Et lorsque la famine s'installa, certains allaient devenir eux aussi des victimes.

Un matin de janvier 1930 au réveil, peu après l'arrivée des Vingt-Cinq Mille dans le village de Dolot, les paysans découvrirent que plusieurs de leurs citoyens les plus éminents – un instituteur, un secrétaire du soviet (conseil) du village, le propriétaire d'un magasin et plusieurs paysans relativement aisés, tous parmi les membres les plus respectés de la communauté – avaient été arrêtés. Tout de suite après, leurs femmes furent expulsées de chez elles avec leurs enfants. L'une d'elles, l'épouse d'un paysan appelé oncle Timich, se défendit quand ils se saisirent d'elle :

Elle se débattit, leur tira les cheveux. On la traîna et la jeta dans le traîneau. Tandis que deux hommes la tenaient, on amena les enfants. On jeta quelques-unes de leurs affaires dans le traîneau qui se mit en marche. Toujours maîtrisés par les deux officiels, la femme d'oncle Timich et ses enfants disparurent, en criant et en gémissant, dans la brume de l'hiver<sup>36</sup>.

Dans les jours suivant la déportation de ce fermier prospère et de sa femme – vers la Sibérie ou une autre partie de l'Ukraine, personne ne le sut –, les hommes de Moscou avaient occupé la maison d'oncle Timich et l'avaient réaménagée en bureau de district.

Dolot avait en fait assisté au début de la « dékoulakisation » – terme bureaucratique affreux, raccourci pour l'« élimination des koulaks en tant que classe<sup>37</sup> ». Mais qui était un koulak ? Ce terme, on l'a vu, n'était pas coutumier partout en URSS, et certainement pas en Ukraine. Largement employé dans la presse, par les agitateurs et les autorités de toutes sortes depuis la chute du tsar Nicolas II, il avait toujours été vague et mal défini. Dans ses Mémoires sur la révolution russe, Ekaterina Olitskaïa releva ceci lors de la guerre civile :

Étaient catalogués comme koulaks tous les mécontents du village. On y comptait des familles qui, jamais, n'avaient employé d'ouvriers agricoles. Si, dans une ferme, il y avait deux vaches, une vache et un veau ou deux chevaux, cette ferme était considérée comme ferme de koulaks. Des détachements punitifs étaient envoyés dans les villages où les paysans refusaient de livrer l'excédent de blé, ou de dénoncer les koulaks. Et c'est ainsi que les paysans, à leurs assemblées, désignaient eux-mêmes ceux qui allaient être considérés comme des koulaks. À l'époque, cela m'avait bouleversée. Mais les paysans m'avaient répliqué : « L'ordre est de démasquer les koulaks, il n'y a pas d'autre solution. » [...] Souvent, ce choix tombait sur les célibataires, les sans-famille, pour ne pas porter tort aux enfants<sup>38</sup>.

En 1929, tout comme en 1919, la notion de paysan « aisé » restait relative. Dans un village pauvre, « aisé » pouvait désigner un homme avec deux cochons au lieu d'un. Un paysan « aisé » pouvait être aussi celui qui suscitait l'antipathie ou l'envie chez ses voisins – ou qui se faisait des ennemis parmi les responsables du village ou les communistes locaux.

« L'élimination des koulaks en tant que classe » exigée par l'État devenant prioritaire, les autorités ukrainiennes éprouvèrent le besoin de trouver une meilleure définition. En août 1929 le Conseil des commissaires du peuple ukrainien promulgua un décret identifiant les « symptômes » des fermes koulaks : une ferme qui embauchait régulièrement ; qui avait un moulin, une tannerie, une briqueterie ou toute autre petite entreprise « industrielle » ; qui louait régulièrement des bâtiments ou des outils agricoles. Toute ferme dont les propriétaires ou les gérants pratiquaient le commerce, l'usure ou une autre activité rapportant des « revenus non salariaux » était aussi dirigée à coup sûr par des koulaks<sup>39</sup>.

Cette définition économique allait évoluer au fil du temps. Devant expliquer comment il était possible que des gens qui ne recrutaient pas de main-d'œuvre et ne louaient pas de biens pouvaient toujours s'opposer à la collectivisation, les autorités inventèrent une nouvelle expression. Les *podkoulatchniki*, les « sous-koulaks » – ou mieux encore les « agents de koulaks » –, étaient des paysans pauvres plus ou moins sous influence d'un parent, d'un employeur, d'un voisin ou d'un ami koulak. Un *podkoulatchnik* pouvait être un pauvre qui avait des parents plus aisés, héritant ainsi d'une certaine essence koulak. Sinon, il pouvait avoir été trompé ou conduit par erreur à s'opposer aux bolcheviks, et ne pouvait être rééduqué<sup>40</sup>.

D'autres paysans pauvres devenaient des koulaks uniquement parce qu'ils refusaient de rejoindre la ferme collective. Maurice Hindus se tenait au fond de la salle quand un membre du parti vint haranguer un rassemblement de femmes dans le village biélorusse de Bolchoe Bykovo sur l'avantage de rejoindre la ferme collective : « C'est à peine si elles auraient à s'occuper de leurs bébés, car ils seraient pris en charge dans des crèches bien équipées. Elles n'auraient rien à faire cuire sur le fourneau, puisque les cuisines communautaires assureraient tous les repas [...] »

La réaction à cette tirade fut le silence, puis un « brouhaha de cris ». Finalement, une femme cracha à tout le rassemblement : « Il n'y a que des cochons qui sont venus ici ; je ferais mieux de rentrer chez moi. » Un agitateur local hurla à son tour : « Qu'est-ce qu'on voit ? qu'est-ce qu'on entend ? Une de nos citoyennes, une femme pauvre, mais qui a clairement une lubie koulak dans la tête, nous traite à l'instant de cochons ! » Autrement dit, ce n'était pas l'aisance qui faisait d'elle

une koulak – ou une personne ayant « une lubie koulak dans la tête » – mais son opposition à la collectivisation<sup>41</sup>.

La définition, modulable à l'infini, semblait s'élargir très facilement pour englober de petits groupes ethniques vivant en URSS, dont les Polonais et les Allemands présents en Ukraine. En 1929-1930 de nombreux responsables ukrainiens pensaient que tous les Allemands de souche, installés en Ukraine depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, devaient être classés parmi les koulaks. De fait, ils furent dékoulakisés et déportés trois fois plus que les Ukrainiens de souche, étant souvent la cible de mauvais traitements particuliers. « Partout où vous, insectes nuisibles, vous êtes installés dans notre pays », dit le patron d'une ferme collective à un groupe de villageois allemands de souche, « aucun Dieu ne répandra la manne du ciel pour vous aider, et personne n'entendra nulle part vos plaintes misérables<sup>42</sup> ». Les Juifs, au contraire, étaient très rarement rangés parmi les koulaks. Même si beaucoup furent arrêtés en tant que spéculateurs, très peu d'entre eux possédaient une terre, puisque l'Empire russe avait restreint leur droit d'accès à la propriété.

Au début, certains hommes de l'OGPU s'inquiétèrent de la rapidité avec laquelle la définition de « koulak » évoluait. Dans une note de mars 1930 à Staline, Iagoda dit sa crainte que « les paysans à revenus moyens ou pauvres, et même les ouvriers agricoles », ne tombent dans la catégorie « koulak ». Il en allait de même pour les « partisans rouges » et les familles de soldats de l'Armée rouge. Dans la province de la Volga centrale, paysans moyens et pauvres étaient considérés comme des « koulaks bon teint ». En Ukraine, se plaignait Iagoda, les paysans pauvres passaient pour des koulaks seulement parce qu'ils étaient « pérorateurs » ou fauteurs de troubles. Dans la province de la Terre-Noire centrale – district administratif russe au nord de l'Ukraine –, la liste des koulaks comprenait trois paysans pauvres et un journalier, fils déclassé d'un marchand<sup>43</sup>.

Pourtant, l'OGPU était elle-même responsable de l'extension rapide de la définition : pour une large part, le nombre des personnes classées parmi les koulaks augmentait sans cesse parce que Moscou disait qu'il fallait accroître les chiffres. Les ordres de liquidation des koulaks s'accompagnaient de chiffres et de listes : combien devaient être déplacés, exilés ou envoyés dans les camps de concentration du Goulag depuis peu en pleine expansion, ou réinstallés dans d'autres villages. Les policiers sur le terrain devaient remplir ces quotas, sans forcément savoir identifier les koulaks. Et s'ils ne pouvaient les trouver, ils devaient les inventer.

Comme les planificateurs centraux de la même époque, l'OGPU ne manquait pas d'ambition. De toutes les régions céréalières de l'URSS, l'Ukraine était celle qui devait livrer le plus de koulaks : 15 000 des koulaks les plus « endurcis et actifs » devaient être arrêtés, 30 000 à 35 000 familles koulaks exilées, et 50 000 au total déplacés vers le Kraï septentrional, région de Russie du Nord près d'Arkhangelsk sur la mer Blanche. En revanche, les chiffres de koulaks correspondants pour la Biélorussie étaient de 4 000 à 5 000, 6 000 à 7 000 et 12 000. Pour la province de la Terre-Noire centrale, 3 000 à 5 000 furent arrêtés, 10 000 à 25 000 exilés, et un total de 20 000 déplacés. Les chiffres élevés de l'Ukraine reflétaient peut-être le pourcentage plus élevé de paysans. Ils correspondaient peut-être aussi à la perception qu'avait Moscou des paysans, qui demeuraient pour elle la plus grande source de menace politique<sup>44</sup>.

Le besoin d'atteindre ces taux élevés signifiait aussi que la rhétorique anti-koulak eut tendance non pas à se modérer, mais à se radicaliser au fil du temps. Dès le début de janvier 1930 un agent secret de l'OGPU employa l'expression de « bandits koulaks de la Garde blanche » pour qualifier les opposants à la collectivisation, stigmatisant ainsi les koulaks en tant qu'ennemis de classe mais aussi de la nation – agents de la « Garde blanche » – et criminels<sup>45</sup>. Rapidement le langage se radicalisa aussi sur le terrain. Dans le village de Dolot, une réunion obligatoire se termina dans le chaos après que les villageois refusèrent de s'inscrire à la ferme collective. Le « propagandiste » de la brigade les exhorta à le faire mais personne ne répondit :

« Allons ! Il est tard, insista-t-il. Plus vite vous signerez, plus vite vous rentrerez chez vous. »

Personne ne bougea. Chacun resta assis, silencieux. Abasourdi et troublé, le président murmura quelque chose à l'oreille du propagandiste [...]. Nous gardâmes le silence, ce qui irrita les officiels, principalement le président. Un moment après que le propagandiste eut fini de parler, le président se leva, fit le tour de la table avec précipitation, saisit le premier homme qui se trouvait devant lui et le secoua violemment.

« Espèce... espèce d'ennemi du peuple ! cria-t-il, la voix étranglée de rage. Qu'attends-tu ? Petlioura peut-être ? »<sup>46</sup>

L'association immédiate à « Petlioura », nom qui évoquait la rébellion antisoviétique, n'était de nouveau pas un hasard : pour les agitateurs, quiconque ne rejoignait pas la ferme collective devait par définition faire partie de la contre-révolution, du mouvement national ukrainien vaincu, des nombreux « ennemis » du régime soviétique.

Ce n'étaient pas non plus seulement des insultes. Alors que la dékoulakisation s'engageait sérieusement, le langage haineux avait des conséquences concrètes : dès qu'un paysan était qualifié de « koulak », il devenait automatiquement un traître, un ennemi et un non-citoyen. Il perdait ses droits de propriété, son statut juridique, sa maison et son lieu de travail. Ses biens ne lui appartenaient plus, l'expropriation était fréquente. Les *aktiv*, de concert avec les agitateurs et la police, confisquaient les foyers koulaks, les outils et le bétail en toute impunité.

En principe, les nouvelles fermes collectives étaient les bénéficiaires de ce vol massif. En février 1930, un rapport du Kolkhozsentr aux autorités approuva les « méthodes décisives » déployées par ceux qui poursuivaient le combat contre les fermiers aisés : « confiscation de la propriété du koulak, [...] des moyens de production, de l'équipement, du bétail et des vivres. Les maisons des koulaks sont utilisées pour les organisations communales ou comme baraquements pour les ouvriers agricoles<sup>47</sup> ».

En réalité, la dékoulakisation tourna rapidement au pillage. Certains biens confisqués aux koulaks faisaient l'objet d'enchères publiques improvisées. Vêtements et bibelots étaient entassés dans des charrettes sur les places de village et les paysans étaient invités à faire une offre sur les biens de leurs voisins :

Je vois la scène comme si elle se passait maintenant : une fille, membre du Komsomol, se tenait devant le soviet du village et menait les enchères. Elle tirait un pauvre vêtement de la pile des biens confisqués à un « koulak », l'agitait en l'air et demandait : « Qui va faire une offre pour ça ? »<sup>48</sup>

De nombreux biens furent purement et simplement volés. Dans un village près de Kharkiv, douze fermes furent « dékoulakisées ». Au jour dit, une foule de quatre cents paysans brandissant des drapeaux rouges marchèrent sur les fermes désignées. Ils saccagèrent les cabanes et prirent tout ce qu'ils voulaient. Un des meneurs s'empara du chapeau et du manteau que portait un koulak, et s'en alla les portant à son tour<sup>49</sup>. Dans un autre village, patron et membres de la ferme collective se répartirent tous les biens confisqués<sup>50</sup>. Certains qualifièrent ce genre de vol de communisme de guerre, pour allusion au passé<sup>51</sup>.

Parfois, l'expropriation était rapide et violente. Dans la province de Tchernihiv, les brigades locales jetèrent dehors une famille paysanne au pire de l'hiver. Déshabillée sur la route, toute la famille fut conduite à un bâtiment sans chauffage présenté comme leur nouveau foyer<sup>52</sup>. Dans le district de Berezhneuvate, une fille de douze ans se retrouva en chemise. Un bébé fut dépouillé de ses vêtements et jeté à la rue avec sa mère. Une brigade d'activistes enleva ses sous-vêtements à une adolescente et la laissa nue dans la rue<sup>53</sup>.

Dans d'autres cas, la dékoulakisation traîna sur plusieurs mois. Lorsqu'un paysan refusait de rejoindre la ferme collective, les autorités le faisaient payer : « Ils nous taxaient de plus en plus. Ils emmenaient la vache, imposaient encore des quotas fiscaux sur le beurre, le fromage et le lait, dont nous n'avions plus ! » Quand la famille n'avait plus rien à donner, les chefs de brigade venaient saisir tout ce qui restait :

Ils se mirent à faire irruption dans les silos où nous gardions les semences. Ils conduisaient des charrettes tirées par des chevaux, les chargeaient, prenant tout. Après les semences, ils commencèrent à prendre nos vêtements. La confiscation se faisait par étapes [...]. Ils prenaient tous nos vêtements d'hiver, les manteaux en peau de mouton, et les capes, ainsi que d'autres vêtements.

Puis ils nous enlevèrent les habits que nous avions sur le dos.

Au bout du compte, en plein hiver, les *aktiv* chassèrent la famille de chez elle, exilèrent le père, et dispersèrent les enfants auprès de parents<sup>54</sup>.

Parfois, l'expropriation s'opérait par le biais d'une lourde imposition rétroactive. Un paysan donna son bétail à la ferme collective. Il y travailla un an puis essaya de repartir avec ses vaches : ses enfants avaient faim et il avait besoin de lait. Il fut autorisé à le faire mais le jour suivant on lui demanda de payer les lourdes taxes imposées au paysan « individuel ». Pour y parvenir, il vendit une vache, deux chèvres et quelques vêtements. Les taxes continuèrent à augmenter de toute façon, jusqu'à ce que la famille fût obligée de vendre la maison et d'emménager dans une grange où elle dormait sur la paille. Elle finit par s'enfuir, se fondant dans le paysage urbain de Leningrad<sup>55</sup>.

La campagne de propagande progressa parallèlement à la collectivisation. Là où les efforts semblaient faiblir, l'Armée rouge faisait des apparitions ponctuelles. Les unités régulières envahissaient les rues, faisaient des exercices, tiraient en l'air. Des détachements de cavalerie traversaient les villages au grand galop. Des équipes d'agit-prop intervenaient parfois aussi : « Quelques centaines de personnes venant des villes environnantes arpentèrent le village au pas, en colonnes régulières [...]. C'étaient des ouvriers, des étudiants, des employés de bureau [...]. » Ils étaient là pour manifester le soutien des villes à la collectivisation, apportant des films de

propagande, du théâtre improvisé et « un bruit terrible et incessant<sup>56</sup> ». Tout en cherchant à montrer ostensiblement la solidarité entre ville et campagne, ils soulignaient en même temps l'absurdité de toute dissension. Aux paysans de comprendre que la classe ouvrière urbaine soutenait la collectivisation et que la dissidence ne leur gagnerait aucun allié.

Sous pression pour remplir les quotas, motivées et terrifiées par la machine de propagande, les brigades de collectivisation recouraient parfois franchement à l'intimidation et à la torture. Mémoires et archives abondent en exemples de « persuasion » impliquant menaces, harcèlement et violence physique. Dans un village russe, une brigade viola deux femmes koulaks et força un vieil homme à danser et chanter avant de le battre. Dans un autre, on força un vieillard à se déshabiller, enlever ses bottes et marcher autour de la pièce jusqu'à ce qu'il s'effondre. L'OGPU rapporta également d'autres formes de torture : « Dans le village de Novooleksandrivka, Erokhine, secrétaire de la cellule du Komsomol, força un paysan moyen à tirer sur le nœud coulant passé autour de son cou. Il suffoqua, le secrétaire se moqua de lui, "Voilà de l'eau, bois"<sup>57</sup>. »

Dans la province de Poltava, la fille d'un autre koulak se souvint que son père fut enfermé dans une chambre froide, privé d'eau et de nourriture. Trois jours durant, il ne mangea que la neige qui sortait des fissures du mur. Le troisième jour, il accepta de rejoindre la ferme collective<sup>58</sup>. Dans la province de Soumy, les chefs de brigade établirent leur quartier général dans une isba du village. Une poignée d'entre eux s'assirent dans la pièce commune, un revolver posé sur la table. À tour de rôle, on introduisit les paysans récalcitrants dans la pièce et on leur demanda de rejoindre la ferme collective. On montrait le revolver à qui refusait – et si cela ne marchait pas, on l'emmenait dans une cellule d'isolement d'un autre village avec les mots « accapareur malveillant des céréales de l'État » tracés à la craie sur son dos<sup>59</sup>.

Il y eut maints cas de cruauté. Dans un village ukrainien, les brigades incendièrent la maison de deux sœurs orphelines depuis peu. L'aînée alla travailler à la ferme collective et n'eut pas l'autorisation de soigner sa cadette lorsqu'elle tomba très malade. On ne fit preuve d'aucune pitié ni pour l'une ni pour l'autre. Au contraire, les voisins récupérèrent les restes calcinés de leur maison comme bois de chauffage et se servirent du reliquat de leurs biens<sup>60</sup>.

Toutefois, ces circonstances extrêmes qui engendraient la peur et la haine révélaient aussi parfois la bravoure, la bienveillance et la compassion chez les gens. L'OGPU elle-même en fut témoin. Un de ses responsables observa, avec quelque inquiétude, que « par défaut d'un travail d'information généralisé, des paysans pauvres et moyens avaient traité les koulaks avec sympathie ou indifférence, et dans des cas isolés, avec pitié, les logeant ou leur procurant une aide physique et matérielle ». Dans un village, l'OGPU nota que « cinquante paysans pauvres, sans opposer de résistance à l'expropriation, pleurèrent avec les koulaks et les aidèrent à emporter leurs effets personnels et à les reloger<sup>61</sup> ».

Du point de vue de l'officier, les paysans qui « pleurèrent avec les koulaks » avant de les emmener chez eux étaient la preuve que le « travail d'information généralisé » – propagande hargneuse – avait échoué. Mais ils démontraient aussi que, même dans une atmosphère de haine et d'hystérie, des gens, dans certaines localités, savaient préserver leur humanité.

Sitôt identifiés en tant qu'ennemis et dépouillés de leurs biens, les koulaks connurent toutes sortes de destins. Certains furent autorisés à rester dans leur village, où on leur donnait les terres les plus mauvaises et les plus inaccessibles. S'ils persistaient à refuser de rejoindre la ferme collective, on leur confisquait fréquemment leurs outils et leur bétail. On les qualifiait d'*odnoosibnyk*, « solitaires », terme qui devint une insulte<sup>62</sup>. Quand la famine sévit, ils furent souvent parmi les premiers à mourir.

Pour les éloigner de leurs amis et voisins, on leur donnait des lopins de terre ailleurs, ou dans le même district mais loin de leur ancienne ferme et avec les plus mauvais sols. La famille de Henrikh Pidvysotsky fut envoyée dans l'Oural : « Nous vécûmes là un été et passâmes l'automne presque entier à revenir à pied<sup>63</sup>. » À la fin de 1930, le gouvernement ukrainien ordonna l'expropriation et le déplacement des koulaks vers les terres « les plus éloignées et les moins agréables » au sein de la république<sup>64</sup>.

Pour échapper à ce sort, beaucoup s'enfuirent. Dans un petit nombre de cas, des voisins ou des responsables locaux les aidèrent à vendre leurs biens ou leur en rendirent même discrètement une partie pour faciliter leur voyage<sup>65</sup>. Ceux qui purent procéder ainsi firent leur chemin vers les villes. Quelque 10 millions de paysans intégrèrent la main-d'œuvre industrielle soviétique dans les années

1928-1932 ; beaucoup, sinon la majorité, furent contraints ou convaincus de le faire par la collectivisation et la dékoulakisation<sup>66</sup>. Alors qu'un ou deux ans seulement auparavant le chômage avait posé un problème à certaines villes, les entreprises qui se démenaient pour atteindre les objectifs du plan quinquennal en 1930 avaient désespérément besoin d'ouvriers et ne regardaient pas à leurs origines sociales comme elles auraient dû.

Pour ces koulaks venant des villages d'Ukraine, la destination la plus logique était le bassin houiller et industriel du Donbass, au sud-est de la république. Le Donbass se développait rapidement et avait eu longtemps une réputation d'« Est sauvage », une terre de Cosaques et d'aventuriers. Sous la Russie tsariste, il avait attiré des serfs en fuite, des dissidents religieux, des criminels et des contrebandiers<sup>67</sup>. En 1930, il semblait une destination évidente pour qui voulait dissimuler ses origines « koulaks ». Oleksandr Hontcharenko rappela plus tard avoir évité l'arrestation en « se cachant » dans le Donbass : comme « chacun savait, écrivit-il, ils ne traquaient pas les koulaks dans le Donbass ». Hontcharenko pensait que c'était délibéré ; les autorités soviétiques cherchaient de bons ouvriers pour les usines tandis que la « racaille » restait dans les fermes collectives<sup>68</sup>. Plus tard encore, quand les lois eurent imposé aux paysans d'avoir un permis de séjour, il resta parfois possible de bafouer les règles dans le Donbass. Le travail dans les mines et l'industrie lourde étant difficile et dangereux, les responsables fermaient volontairement les yeux sur le passé de leurs employés<sup>69</sup>.

Des officiels continuèrent à suivre leurs déplacements. Dans la province de Mykolaïv, ils enregistrèrent la fuite de 172 familles koulaks et leur arrivée dans les zones industrielles du Donbass où elles « occupèrent des logements ouvriers et firent de l'agitation antisoviétique parmi les ouvriers ». Dans la province de Soumy des centaines de koulaks furent également jugés suspects parce qu'ils avaient « refusé » d'ensemencer leur terre, préférant y renoncer et partir, après avoir prétendument saboté leurs machines agricoles<sup>70</sup>.

Mais l'immense majorité des koulaks se retrouvèrent bien plus loin de chez eux. De 1930 à 1933, plus de 2 millions de paysans furent exilés en Sibérie, au nord de la Russie, en Asie centrale et dans les régions sous-peuplées d'Union soviétique, où ils vécurent en tant qu'« exilés spéciaux », avec interdiction de quitter leurs villages assignés<sup>71</sup>. L'histoire de ce vaste mouvement de population diffère de celle de la collectivisation et de la famine, sans être moins tragique. Ce fut la première d'une série de déportations soviétiques de masse dans les années 1930 et 1940, et la plus chaotique. Des familles entières furent embarquées dans des wagons de marchandises, transportées à des centaines de kilomètres et souvent lâchées en plein champ sans nourriture ni abri, sans que rien n'ait été préparé pour leur arrivée. D'autres furent abandonnées en Asie centrale où des Kazakhs méfiants consentirent ou non à les aider. Beaucoup moururent en chemin, ou pendant le premier hiver, dans des colonies sans accès au monde extérieur.

Presque partout les aménagements étaient rudimentaires, les responsables locaux désorganisés ou négligents. Dans ce qui allait devenir un camp de travail dans la région d'Arkhangelsk, un prisonnier ne trouva à son arrivée « ni baraquement ni village. Il y avait des tentes à part pour les gardes et pour le matériel. Il n'y avait pas beaucoup de monde, peut-être un millier et demi de personnes. La majorité étaient des paysans d'âge mûr, d'anciens koulaks. Et des criminels<sup>72</sup> ». En février 1930, le Politburo lui-même examina dans l'urgence le fait que la Sibérie n'était pas prête pour un si grand nombre de prisonniers, sans parler de leurs femmes et de leurs enfants. Il fut décidé que l'OGPU répartirait les exilés en groupes d'au maximum 60 000 familles. L'Ukraine, la Biélorussie et d'autres régions à fort nombre de koulaks furent priées de coordonner leurs activités en conséquence<sup>73</sup>.

Avec le temps, le très grand nombre de koulaks déportés devait alimenter l'extension rapide du système du travail forcé soviétique, la chaîne des camps qu'on connaîtra sous le nom de Goulag. De 1930 à 1933 au moins 100 000 koulaks furent directement envoyés au Goulag, et le système s'élargit, en partie afin de les accueillir<sup>74</sup>. Durant cette période le groupe relativement petit des camps politiques des îles Solovki s'étendit au Grand Nord et à l'est. Sous la direction de l'OGPU, le Goulag engagea une série de projets industriels ambitieux : le canal de la mer Blanche, les mines de charbon de Vorkouta, les mines d'or de Kolyma, – toutes entreprises rendues possibles par la disponibilité soudaine d'une abondante main-d'œuvre forcée<sup>75</sup>. À l'inverse, dans certaines régions, des responsables locaux ambitieux cherchèrent à augmenter l'apport du travail forcé pour étendre leurs projets industriels. Dans l'Oural, les bureaucrates ont sans doute cherché à accroître le nombre de koulaks précisément parce qu'ils avaient besoin d'hommes pour travailler dans les mines de charbon et les usines métallurgiques, tout ce qui alors devait permettre de répondre aux exigences impossibles du plan quinquennal<sup>76</sup>.

À la longue, les koulaks rencontrèrent la même grande diversité de destins que les prisonniers du Goulag et les déportés soviétiques. Certains moururent de faim, d'autres furent exécutés en tant qu'« ennemis » lors de la Grande Terreur de 1937. Certains restèrent dans les villes ou sur les sites industriels vers lesquels ils avaient été déportés, s'intégrant facilement dans la culture de la classe ouvrière soviétique. D'autres se retrouvèrent dans l'Armée rouge et combattirent les nazis. Quelques-uns reconnurent que l'exil les sauva de la famine de 1932-1933 : dans les années 1980, un paysan ukrainien raconta à un spécialiste d'histoire orale qu'il avait eu de la chance d'être envoyé en Sibérie, parce qu'il put y emmener sa famille quand commencèrent les pénuries alimentaires<sup>77</sup>.

La plupart des koulaks ne retournèrent jamais dans leurs villages. Ils restèrent en Sibérie ou dans le Donbass, cessèrent de cultiver, se fondant dans la classe ouvrière. Ainsi, la police stalinienne réussit à vider les campagnes soviétiques des agriculteurs les plus prospères, les plus productifs et les plus réfractaires.

La dékoulakisation fut l'instrument le plus spectaculaire des nombreux outils employés pour imposer la révolution à la campagne. Mais elle s'accompagna d'une attaque idéologique aussi puissante du « système » que les koulaks étaient supposés représenter et que les fermes collectives étaient censées remplacer : la structure économique du village ainsi que l'ordre social et moral, symbolisé par les églises, les prêtres et les symboles religieux de toutes sortes. La répression religieuse en URSS commença en 1917 et dura jusqu'en 1991, mais elle atteignit en Ukraine son sommet de brutalité pendant la collectivisation. Ce n'est pas un hasard si le décret du Politburo sur la collectivisation en janvier 1930 ordonna également la fermeture des églises et l'arrestation des prêtres : les dirigeants soviétiques savaient qu'une révolution de la structure sociale et économique du monde rural exigeait également une révolution de ses us et coutumes et de ses valeurs morales.

L'attaque contre la religion fit dès le début partie de la collectivisation. Partout en Ukraine, les brigades qui supervisaient la collectivisation ordonnèrent aussi aux paysans de décrocher les cloches, de les détruire, de les fondre, de brûler les biens des églises, de briser les icônes<sup>78</sup>. Les prêtres furent raillés, les lieux saints profanés. Oleksandr Hontcharenko a décrit un agitateur qui « enfila les vêtements du prêtre, se saisit d'un candélabre et commença à faire le clown dans l'église, piétinant intégralement l'iconostase<sup>79</sup> ». De nombreux témoins – des provinces d'Odessa, Tcherkassy et Jytomyr en Ukraine, parmi d'autres – se rappelèrent ces profanations des années après, notamment le mutisme des cloches<sup>80</sup>. La femme d'un prêtre, née dans la province de Poltava, raconta l'assaut contre le clocher de son village : « Lorsqu'un homme monta décrocher la cloche, qu'elle tomba au sol et retentit, tout le monde éclata en sanglots. Tout le monde pleura et fit ses adieux à la cloche, car ce fut la dernière fois qu'elle sonna [...] ».

Ensuite, les *aktiv* brisèrent également les icônes. Le moment vint où son mari fut arrêté avec beaucoup d'autres prêtres : « Ils l'emmenèrent et nous sommes restés seuls, mon fils privé de son père<sup>81</sup>. » D'autres prêtres furent chassés de leurs paroisses. Beaucoup furent déportés avec les koulaks, ou obligés de changer de métier. Ils jetèrent leur soutane et devinrent ouvriers agricoles ou en usine<sup>82</sup>.

L'État orchestra la destruction des symboles matériels de la religion et la répression des prêtres sur fond d'une vaste et furieuse propagande antireligieuse, d'attaques contre les rituels religieux et ceux de la vie paysanne en général. On enseigna aux enfants d'écoles urbaines et rurales à ne pas croire en Dieu. L'État interdit les fêtes traditionnelles – Noël, Pâques, la Toussaint – et les offices du dimanche, leur substituant des célébrations bolcheviques comme le 1<sup>er</sup> Mai et l'anniversaire de la révolution. Il organisa aussi des conférences athées et des réunions antireligieuses. Tout le cycle de la vie paysanne traditionnelle – baptêmes, mariages, funérailles – fut interrompu. Les autorités promurent le « se mettre ensemble » à la place du mariage, un statut signalé en allant au bureau de l'état civil plutôt qu'à l'église, sans fête ni célébration habituelles ensuite<sup>83</sup>.

En l'espace d'une décennie, les traditions musicales se perdirent également. Avant, les jeunes se réunissaient dans la maison de l'un d'eux, les jeunes filles célibataires venant aider en tissant et en brodant tandis que les garçons chantaient et jouaient de la musique. Cette coutume des fêtes *dosvitky* – « jusqu'à l'aube » – cessa peu à peu, de même que les bals du dimanche et autres rassemblements musicaux informels. Les jeunes gens furent incités à se réunir plutôt au Komsomol, et des concerts officiels remplacèrent les pratiques musicales spontanées de village<sup>84</sup>.

Parallèlement, l'institution du *kobzar* – le ménestrel ambulant familial, jouant de la bandoura, qui avait été autrefois un élément essentiel de la vie villageoise ukrainienne – disparut si brutalement que beaucoup crurent qu'ils avaient été arrêtés en masse. Il n'en existe pas de preuve (même si

Dmitri Chostakovitch y fait allusion dans ses Mémoires) mais ce n'est pas inconcevable. Malgré tout, même sans exécution délibérée, les *kobzar* allaient tomber sous le coup des lois sur les passeports adoptées en 1932. Ensuite, la famine en tua beaucoup, puisqu'ils ne pouvaient avoir facilement accès aux cartes de rationnement. Inévitablement, ils attirèrent également l'attention de la police. La plupart de leurs chansons traditionnelles rappelaient les légendes cosaques, et avaient des connotations antirusse qui prirent des tonalités antisoviétiques après la révolution. En 1930 un citoyen vigilant de Kharkiv écrivit une lettre indignée à un journal, déclarant qu'il avait entendu dans un bazar un ménestrel réciter des quatrains rimés contre Lénine (et antisémites) et entonner une chanson antisoviétique :

*Hiver demande à Gelée  
Si au kolkhoze y a de quoi se chauffer.  
Pas de bottes, juste des nu-pieds,  
Le kolkhoze va se désagrèger*<sup>85</sup>.

La chanson (qui rime en ukrainien) devait être populaire, car deux ethnographes enregistrèrent un *kobzar* aveugle qui chantait exactement la même dans un bazar de Kremenchouk. Quand les policiers vinrent l'arrêter, il chanta un autre couplet :

*Oh voyez, braves gens,  
Dans quel monde on vit :  
Le policier est maintenant  
Un guide pour aveugle*<sup>86</sup>.

L'aversion officielle envers le *kobzar* et la bandoura n'était pas surprenante : tels les fous du roi au temps de Shakespeare, ils avaient toujours exprimé des pensées et des idées imprudentes, chantant parfois des choses qui ne se disaient pas. Dans le climat tendu de la collectivisation, tout le monde étant en quête d'ennemis, cette forme d'humour – ainsi que la nostalgie et l'émotion suscitées par la musique populaire en Ukraine – était intolérable. Un colonel de l'Armée rouge à Kyiv s'en plaignit à un collègue :

Comment se fait-il que lorsque je vais entendre un concert de piano, de violon, une symphonie ou une chorale, je remarque toujours que le public écoute poliment ? Alors que quand ils écoutent un chœur de femmes avec bandoura et qu'elles se mettent à chanter des *dumy* [des ballades épiques], je vois des larmes couler aux yeux de soldats de l'Armée rouge ? Tu vois, ces bandouras ont une âme de petliouriste<sup>87</sup>.

La musique populaire inspirait un attachement affectif à l'Ukraine et évoquait des souvenirs de la vie au village. Voilà pourquoi l'État soviétique voulait détruire les deux.

L'attaque conjointe contre les rituels de l'église et du village avait une justification idéologique. Les bolcheviks étaient des athées engagés qui voyaient dans les églises une partie intégrante de l'ancien régime. C'étaient également des révolutionnaires qui cherchaient à effacer toute trace d'une autre forme de société. Les églises – où s'étaient rassemblés les villageois au fil de nombreuses décennies ou de siècles – demeuraient un puissant symbole du lien entre le présent et le passé. Dans la plupart des villes russes et de nombreuses villes ukrainiennes, les bolcheviks avaient immédiatement saccagé les églises – de 1918 à 1930 ils fermèrent plus de 10 000 églises en URSS, les transformant en entrepôts, cinémas, musées ou garages<sup>88</sup>. Au début des années 1930, peu d'églises urbaines fonctionnaient encore comme lieux de culte. Qu'elles aient continué d'exister dans tant de villages rendait les paysans suspects, parmi d'autres raisons, aux yeux des citoyens, et particulièrement des agitateurs venus contribuer à la mise en œuvre de la collectivisation.

Les églises avaient aussi une fonction sociale, notamment dans les villages les plus pauvres dépourvus d'autres institutions. Elles offraient un espace de réunion que ne contrôlait pas l'État, et étaient parfois des centres d'opposition. Lors d'une violente série d'émeutes paysannes dans la province de Riazan, près de Moscou, les cloches avaient servi d'appel aux armes, avertissant les fermiers de l'arrivée des brigadiers et des soldats venant de la capitale<sup>89</sup>. L'église était surtout un parapluie institutionnel sous lequel la population pouvait monter des actions charitables et sociales. Pendant la famine de 1921, en Ukraine, prêtres et institutions ecclésiastiques contribuèrent à organiser l'assistance aux affamés.

Une fois les églises disparues, aucun organisme indépendant dans les campagnes ne pouvait motiver et encadrer les volontaires<sup>90</sup>. La place de l'église dans la vie culturelle et éducative du village fut occupée par des institutions d'État – « maisons de la culture », bureau d'état civil, écoles soviétiques – sous le contrôle du Parti communiste. Les églises furent supprimées pour les empêcher de devenir une base d'opposition ; dans les faits, leur disparition signifiait aussi qu'elles ne

pouvaient plus être une source d'aide ou de réconfort quand la population commença à mourir de faim.

Qu'ils eussent volontairement rejoint les fermes communales ou y eussent été contraints, qu'ils eussent participé à la campagne de collectivisation ou s'y fussent opposés, cette dernière fut un point de non-retour pour tous les habitants des campagnes soviétiques. Les villageois qui s'étaient compromis dans des actes de violence avaient du mal à revenir au *statu quo* antérieur. Des amitiés et des relations sociales de longue date furent anéanties par des actes impardonnables. L'attitude vis-à-vis du village, du travail et de la vie changea à jamais. Lors d'un voyage à la campagne en 1930, Petro Hryhorenko (Grigorenko) fut choqué de découvrir que ses voisins, autrefois durs au travail, avaient même perdu la volonté de rentrer leurs propres récoltes :

Ce village, Arkhangelka, dans la presqu'île de Kherson, qui comptait plus de 2 000 feux, était complètement mort quand j'y arrivai, alors qu'on était en pleine époque des moissons. Il n'y avait qu'une seule batteuse qui fonctionnait, et elle était servie par une seule équipe de huit hommes... Le reste de l'« armée du travail » – hommes, femmes, adolescents – était assis ou couché à l'ombre. Je parcourus le village d'un bout à l'autre. L'angoisse m'étreignit. J'essayais d'engager la conversation. On me répondait lentement, à contrecœur, avec un air de complète indifférence. Je leur disais :

« Le blé est encore dans les voitures, et par endroits, il n'a même pas été coupé et a déjà pourri. Mais celui que vous avez fauché pourrira aussi, si vous ne le battez pas à temps...

— Et alors ? » me répondait-on. [...]

Je ne crois pas qu'un paysan puisse rester indifférent lorsqu'il voit du blé se perdre. C'est dire la force de la protestation muette que je rencontrai dans ce village, [...] une forme d'apathie généralisée<sup>91</sup>.

Les relations familiales se modifièrent également. Les pères, privés de propriété, ne pouvaient plus léguer de terres à leurs fils et perdirent leur autorité. Avant la collectivisation, les parents abandonnaient rarement leurs enfants, mais ensuite pères et mères partaient souvent chercher du travail en ville, revenant épisodiquement ou pas du tout<sup>92</sup>. Comme ailleurs en URSS, les enfants étaient formés à dénoncer leurs parents et interrogés à l'école sur ce qui se passait chez eux<sup>93</sup>. L'autonomie traditionnelle des villages connut aussi une fin abrupte. Avant la collectivisation, les hommes choisissaient leurs responsables ; après, les « élections » prirent des allures de farce avec des candidats exhortant leurs voisins à rejoindre le grand projet soviétique. Mais tout le monde savait que le résultat était fixé à l'avance, assuré par la police omniprésente<sup>94</sup>.

En fin de compte, et le plus inquiétant probablement, la collectivisation plongea les paysans dans la dépendance économique vis-à-vis de l'État. Dès l'établissement de fermes collectives, tous ceux qui y vivaient n'eurent aucun moyen de gagner un salaire. Les patrons des fermes distribuaient les produits alimentaires et d'autres marchandises en fonction de la qualité et de la quantité de travail. En principe, le système était supposé inciter au travail. En réalité, les paysans n'avaient pas d'argent, aucun moyen d'acheter des vivres, et aucune mobilité. Celui qui s'en allait sans permission ou refusait de travailler était privé de rations. Lorsque leurs vaches et leurs parcelles leur furent retirées, dans l'automne et l'hiver 1932-1933, il ne leur restait plus rien<sup>95</sup>.

En soi, la collectivisation ne devait pas mener à une famine de l'ampleur de celle de 1932-1933. Mais les méthodes employées pour collectiviser les paysans réduisirent à néant la structure éthique des campagnes comme l'ordre économique. Les anciennes valeurs – respect de la propriété, de la dignité, de la vie humaine – disparurent. À la place, les bolcheviks instillèrent les rudiments d'une idéologie qui allait être mortelle.

## CHAPITRE 6

### *Rébellion, 1930*

*Camarades ! Je vous appelle à défendre votre propriété et la propriété du peuple. Préparez-vous pour le premier et dernier appel. Les fleuves et les mers se tariront et l'eau coulera sur le haut Kourgan et le sang remplira les cours d'eau et la terre se soulèvera dans de puissants tourbillons [...]. Je vous appelle à vous défendre les uns les autres, n'allez pas dans la ferme collective, ne croyez pas les rumeurs [...]. Camarades, souvenez-vous du passé, quand vous viviez libres, que riches et pauvres vivaient bien, désormais tous vivent mal.*

Proclamation anonyme, 1930<sup>1</sup>

*Si nous n'avions pas immédiatement pris des mesures contre les violations de la ligne du parti, nous aurions eu une grande vague de soulèvements paysans insurrectionnels, une bonne partie de nos officiels auraient été massacrés par les paysans.*

Mémoire secret du Comité central, 1930<sup>2</sup>

En l'espace de quelques mois seulement, durant l'hiver 1929-1930, l'État soviétique mena une seconde révolution à la campagne, pour beaucoup plus profonde et plus choquante que la révolution bolchevique originelle. Partout en URSS, des responsables locaux, des fermiers prospères, des prêtres et des anciens de village furent déchus, expropriés, arrêtés ou déportés. Des populations entières de villageois durent céder leurs terres, leur bétail et parfois leurs maisons pour rejoindre les fermes collectives. Les églises furent détruites, les icônes et les cloches brisées.

Le résultat fut rapide, massif, la résistance parfois chaotique et souvent violente. Mais à vrai dire, il est inexact de dire que la résistance a *suivi* la collectivisation car elle avait en réalité accompagné de diverses manières chaque étape de la dékoulakisation et de la collectivisation, des réquisitions céréalières de 1928 aux déportations de 1930, se prolongeant en 1931 et 1932, jusqu'à ce que la famine et la répression rendissent impossible tout autre défi. Dès le début la résistance contribua à définir la nature de la collectivisation : parce que les paysans refusaient de coopérer, les jeunes agitateurs idéalistes venus de l'extérieur et leurs alliés sur place s'énervèrent de plus en plus, leurs méthodes se radicalisèrent et leur violence augmenta. La résistance, particulièrement en Ukraine, déclencha l'alarme au plus haut niveau. À tous ceux qui se souvenaient de la rébellion paysanne de 1918-1919, celle de 1930 parut familière et dangereuse.

Suivant les étapes, la rébellion prit différentes formes. Le refus initial de rejoindre les fermes collectives était en soi une forme de résistance. De nombreux paysans ukrainiens se méfiaient de l'État soviétique qu'ils avaient combattu dix ans plus tôt seulement. Des régions d'Ukraine se remettaient à peine de la famine et des pénuries alimentaires de 1929 ; sans aucune tradition de propriété foncière conjointe, les paysans avaient de bonnes raisons de croire que les gens de l'extérieur allaient aggraver la situation au lieu de l'améliorer. Dans toute l'URSS, les paysans tenaient à leurs vaches, leurs chevaux et leurs outils, qu'ils ne voulaient pas céder à une entité douteuse. Même en Russie qui avait une tradition de terres agricoles communales, les paysans se méfiaient des fermes collectives à l'avenir incertain et à l'organisation inhabituelle. L'État soviétique avait déjà promu des changements politiques rapides, pour les défaire parfois à la même vitesse. Certains se rappelaient que le désordre des années de guerre civile avait ouvert la voie à la Nouvelle Politique économique, plus « raisonnable », et supposaient que la collectivisation était une autre marotte passagère des Soviétiques destinée à disparaître bientôt.

Les paysans avaient aussi des raisons de craindre que, même s'ils jouaient le jeu, le pire pourrait advenir. Dans son premier rapport à Moscou pour l'année 1930, Vsevolod Balytsky nota que de nombreux paysans aux revenus moyens – qui n'étaient pas des koulaks mais pas des plus pauvres

non plus – avaient été surpris en train de dire qu’« après les koulaks, ils nous dékoulakiseront aussi<sup>3</sup> ».

Le refus catégorique était souvent suivi d’une action immédiate. Sommés de livrer leur bétail aux fermes collectives dont ils se méfiaient, les paysans commencèrent à abattre vaches, cochons, moutons et même chevaux. Ils mangèrent la viande, la salèrent, la vendirent ou la cachèrent – tout ce qui pouvait empêcher les fermes collectives de s’en saisir. Dans toute l’Union soviétique, dans tous les districts ruraux, les abattoirs se mirent brusquement à faire des heures supplémentaires. Mikhaïl Cholokhov brossa une célèbre scène fictive de bain de sang animal :

Dès le soir tombé, une brebis, on ne sait où, poussait un bêlement étouffé aussitôt, un cri de cochon à l’agonie trouait le silence, un veau beuglait... Tout le monde abattait, ceux qui venaient de s’inscrire au kolkhoze comme ceux qui exploitaient à leur compte. Et l’on abattait tout : bœufs, moutons, pores, même les vaches et jusqu’aux bêtes gardées pour la reproduction. [...] Dans les rues, les chiens traînaient boyaux et abats. Celliers et hangars regorgeaient de viande. [...] « Faut abattre : c’est plus à nous ! » « Abattez vite : on va tout confisquer pour les stocks ! » « Dépêche-toi d’abattre : au kolkhoze, tu ne boufferas plus de viande ! »<sup>4</sup>

La forme de résistance la plus viscérale et instantanée se prolongea l’année suivante et au-delà. De 1928 à 1933 le nombre des bovins et des chevaux diminua de près de la moitié en URSS. De 26 millions de cochons, le nombre passa à 12 millions. De 146 millions de moutons et de chèvres, le total chuta à 50 millions<sup>5</sup>.

Ceux qui n’abattaient pas leurs animaux les défendaient farouchement. Dans un village l’OGPU remarqua une foule cherchant à frapper un membre du Komsomol qui tentait d’emmener un cheval. Ailleurs, un groupe de 20 femmes, armées de bâtons, attaquèrent une ferme collective pour récupérer leurs chevaux. Ailleurs, des paysans incendièrent une écurie remplie de chevaux, préférant les voir morts que confisqués<sup>6</sup>. Des paysans auraient déclaré qu’il valait « mieux tout détruire » que de laisser leurs biens aux autorités<sup>7</sup>.

Dans quelques cas, les paysans lâchèrent leurs animaux dans les rues plutôt que de les livrer. Au village d’Ekaterinovka dans le Caucase du Nord, un fermier libéra sa jument alezane pour qu’elle se promène dans les rues en portant l’écriteau « Prenne qui veut ». Un rapport décrivit avec indignation cet incident et le cheval jouant le rôle d’« agitateur koulak » : la jument « errait depuis deux jours déjà dans le village, suscitant la curiosité, le rire et l’affolement<sup>8</sup> ».

Le massacre des animaux et la résistance à leur confiscation étaient entièrement personnels : les paysans redoutaient de perdre leur richesse, leur nourriture, tout leur avenir. Pour les autorités, en revanche, l’abattage était purement politique – un « sabotage » délibéré, motivé par une pensée contre-révolutionnaire – et elles punirent les saboteurs en conséquence. Un homme qui refusa de donner sa vache à la ferme collective et préféra la tuer fut obligé de faire le tour du village, la tête de sa vache morte attachée au cou. Les responsables de la brigade locale voulurent « montrer à tout le village ce qui pouvait arriver, ce à quoi chacun pouvait s’attendre par la suite<sup>9</sup> ». Plus généralement, ceux qui abattaient leur bétail étaient automatiquement classés parmi les koulaks, s’ils ne l’étaient déjà, avec toutes les conséquences : perte de propriété, arrestation, déportation.

Sans surprise, la réquisition des semences déclencha les mêmes réactions. Le souvenir des confiscations céréalières, des pénuries et des famines de la décennie précédente était encore fort. Une femme, jeune fille à l’époque, se rappelle le jour où son père rentra brusquement et l’enferma chez eux. Assise à la fenêtre, elle vit une douzaine de personnes, principalement des femmes, traverser leur cour au pas de course en direction de la gare. Peu après, elle les vit revenir traînant des sacs de céréales. Plus tard, son père lui apprit qu’à la gare de la ville les gens des villages environnants avaient attaqué les silos à grain – qui contenaient leurs propres céréales – et avaient commencé à les vider. Les vigiles n’ayant pas réussi à les empêcher d’entrer dans l’espace de stockage, des troupes policières arrivèrent en renfort de Poltava. Les chevaux piétinèrent les « voleurs ». Quelques-uns s’échappèrent avec des céréales, mais la plupart restèrent sans rien<sup>10</sup>. Ce n’était pas exceptionnel : dans un rapport couvrant seize districts ukrainiens, l’OGPU signala que les émeutes qui suivirent la « collectivisation » des semences firent 35 morts « de notre côté » – c’est-à-dire parmi la police et les autorités. 37 furent blessés, 314 frappés. Au cours de l’échange, 26 émeutiers – décrits par la police comme « contre-révolutionnaires » – furent également tués<sup>11</sup>.

Si la police voyait dans les émeutiers des agents politiques au lieu de personnes désespérément pauvres qui redoutaient la faim, il était aussi vrai que les émeutiers percevaient le gouvernement comme une force hostile, ou pire. Pour certains, la politique de collectivisation était l’ultime trahison de la révolution, la preuve que les bolcheviks cherchaient à imposer un « second servage » et régnaient comme les tsars du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1919 des peurs semblables avaient contribué à inspirer les sentiments antibolcheviques de la rébellion paysanne. Ils étaient désormais souvent

exprimés, à tel point que l'OGPU les glanait auprès d'indicateurs. Dans le district russe de la Terre-Noire centrale, des sources entendirent un paysan déclarer : « Les communistes nous ont bernés avec leur révolution, toutes les terres ont été distribuées pour être travaillées gratuitement et maintenant ils nous prennent notre dernière vache. » Dans la province de la Moyenne-Volga, un autre confia : « Ils m'ont parlé de "révolution", je ne comprenais pas, mais maintenant je sais que cette révolution signifie qu'on prend tout aux paysans et qu'on les laisse affamés et nus. » En Ukraine un paysan déclara : « Ils nous poussent dans la ferme collective pour faire de nous d'éternels esclaves<sup>12</sup>. » Bien des décennies après, Mikhaïl Gorbatchev, le dernier secrétaire général du Parti communiste soviétique et petit-fils de koulaks, décrit les fermes collectives comme un « servage ». Pour que le souvenir des fermes collectives comme « second servage » ait si longtemps persisté, c'est qu'il devait être profondément enraciné<sup>13</sup>.

Pour certains le régime devint rapidement plus qu'un ennemi ordinaire ici-bas. Autrefois, les peurs de l'apocalypse et les attentes de la fin du monde s'étaient propagées par périodes dans les campagnes russes et ukrainiennes, où les cultes religieux et les pratiques magiques étaient présents durant des siècles. La révolution de 1917 inspira une nouvelle vague d'obsession religieuse. Dans les années 1920, les terribles prophéties, les présages et les miracles étaient courants. Dans la province de Voronej, les pèlerins affluaient pour voir les arbres fleurir exceptionnellement : leur « régénération » était considérée comme le signe d'un changement à venir<sup>14</sup>. En Ukraine une foule se rassembla sur la route de Kharkiv pour regarder une icône rouillée « s'animer », prendre forme et couleur<sup>15</sup>.

En 1929-1930 des paysans soviétiques, horrifiés par les attaques contre les églises et les prêtres, furent convaincus une fois de plus que l'Union soviétique était l'Antéchrist – et que les gérants des fermes collectives étaient par conséquent ses représentants. Les prêtres racontaient à leurs paroissiens que l'Antéchrist prenait leurs vivres ou tentait de les anéantir<sup>16</sup>. En lien avec ces croyances, les paysans ne rejetaient pas les fermes collectives uniquement pour des raisons matérielles ou politiques, mais pour des raisons spirituelles : ils redoutaient la damnation éternelle. L'État attaquait l'Église ; prières en groupe, chants et messes devinrent une forme d'opposition. Un responsable local rapporta les mots d'un fermier ukrainien : « Tu es obligé de travailler le dimanche si tu vas dans une ferme collective, [ils] t'apposent le sceau de l'Antéchrist sur le front et les bras. Le règne de l'Antéchrist a commencé maintenant, et aller dans une ferme collective est un grand péché. C'est écrit dans la Bible<sup>17</sup>. » Le même état d'esprit régnait chez les membres de la minorité catholique. À Kandel, village d'Allemands de souche, l'évêque, Antonius Zerr, commença à donner des conseils et même à ordonner des prêtres en secret, au mépris des lois antireligieuses<sup>18</sup>.

Animés tantôt par la foi, tantôt par la colère pour le vol de leurs biens, les paysans s'enhardirent. En réponse aux chants de la propagande soviétique qu'ils entendaient tant et plus – avec des refrains du style « Nos fardeaux se sont allégés ! Notre vie s'est égayée ! » –, ils se mirent à écrire les leurs :

Hé, notre moisson ne connaît ni limites ni mesures. Elle grossit, mûrit, déborde sur la terre, À l'infini par-dessus les champs [...]. Pendant que les pionniers en patrouille sortent pour garder les épis de blé mûrs<sup>19</sup>.

Chants et poèmes de résistance se transmettaient de village en village. D'après un habitant de la province de Dnipropetrovsk, ils étaient parfois imprimés et reliés en petits livrets<sup>20</sup>. Les graffitis faisaient également partie de la culture de la résistance. Un paysan ukrainien se souvint plus tard d'inscriptions apparues sur les murs des maisons : « À bas Staline », « À bas les communistes ». Elles furent effacées et réapparurent le lendemain. Finalement, deux hommes furent arrêtés en tant que membres de l'« organisation » qui les avait écrites<sup>21</sup>.

La protestation prit la forme d'une fuite de la campagne, mais aussi d'Union soviétique. En janvier 1930 déjà, dans la province limitrophe de Kamianets-Podilskyi, des gardes avaient attrapé trois paysans qui essayaient de franchir la frontière ukraino-polonaise<sup>22</sup>. Un mois plus tard, un groupe de 400 paysans venant de plusieurs villages marchèrent vers la frontière en criant : « Nous ne voulons pas de collectifs, nous allons en Pologne ! » En chemin, ils attaquaient et frappaient ceux qui leur barraient la route, pour se retrouver finalement bloqués par les gardes-frontières. Le lendemain une autre foule venant du même groupe de villages marcha vers la frontière, criant qu'elle allait demander l'aide des Polonais. Elle fut également stoppée par les gardes, cette fois à 400 mètres seulement de la frontière. La police secrète enregistra aussi plusieurs tentatives d'attaque contre des entrepôts de céréales près de la frontière. Les paysans qui vivaient à proximité semblaient avoir été inspirés par la vie « normale » de leurs voisins de l'autre côté<sup>23</sup>.

Inévitablement, les manifestations spontanées, les réunions dans les églises et les marches vers la frontière ouvrirent la voie à la violence organisée. Dans toute l'URSS – mais avec des chiffres nettement plus élevés en Ukraine – la population voyant qu'elle était sur le point de perdre ses biens

et peut-être la vie prit les affaires en main. Les archives de l'OGPU rapportent ce qui s'est passé ensuite.

Dans la province de Soumy, treize « koulaks » prirent les armes qu'ils avaient conservées depuis la guerre civile, se faulfilèrent dans les bois et devinrent des partisans. Près de Bila Tserkva dans la province de Kyiv, d'après un rapport de la police secrète, un autre ex-partisan organisa une bande armée. Pacha Angelina, la conductrice de tracteur si heureuse de la déchéance de ses voisins koulaks, perçut directement cette violence :

Dans l'été 1929, alors que mon frère, Kostia, ma sœur Lelia et moi allions à une réunion du Komsomol dans le village voisin de Novobecheve, quelqu'un nous tira dessus avec un fusil à canon scié [...]. Je n'oublierai jamais comme nous avons couru, pieds nus, dans l'herbe épineuse nos cœurs battaient la chamade de peur<sup>24</sup>.

L'OGPU répliqua tout de suite à ces premiers « incidents terroristes ». Le 6 février 1930, quelques mois seulement après le lancement officiel de la collectivisation en novembre, la police secrète avait déjà arrêté en URSS 15 985 personnes pour « activité contre-révolutionnaire » à la campagne. Près d'un tiers étaient ukrainiennes. Du 12 au 17 février la police secrète procéda à 18 000 autres arrestations. Ceux qui furent jetés en prison étaient accusés de préparer des soulèvements armés, de « recruter » des rebelles parmi les paysans pauvres et moyens et de chercher à contacter des paysans-soldats de l'Armée rouge, afin de les couper du gouvernement et de les convertir à la cause des koulaks<sup>25</sup>.

Aucune de ces informations ne suffit à convaincre Staline de renoncer à la collectivisation ou de reconsidérer le bien-fondé d'obliger les fermiers à entrer dans les fermes collectives qu'ils détestaient. La situation semblait toujours sous contrôle. Néanmoins, ces premiers rapports l'inquiétèrent assez pour qu'il modérât ses propos sur la collectivisation – avec des résultats inattendus.

« Le vertige du succès. » Tel était le titre d'un article écrit par Staline et publié dans la *Pravda* le 2 mars 1930. L'expression pourrait bien avoir été empruntée à Josef Reingold, le tchékiste qui avait utilisé les mêmes mots en 1919 pour mettre le holà à la répression sanglante des Cosaques du Don. Quoi qu'il en fût de cette allusion, Staline n'était certainement pas ironique. « Le vertige du succès » commençait par un long hommage aux réalisations de la collectivisation. Non seulement la politique marchait bien, déclara-t-il, mais elle progressait bien mieux et plus rapidement que prévu. L'URSS avait déjà « plus que rempli » le plan quinquennal pour la collectivisation : « Même nos ennemis sont obligés d'admettre que les succès sont conséquents. » Après quelques semaines seulement, la campagne avait déjà pris un « tournant radical [...] vers le socialisme ». De grandes choses avaient été accomplies – si bien qu'il était peut-être temps de ralentir la cadence. Même les grandes réalisations avaient leurs inconvénients :

Ces succès inoculent parfois l'esprit de présomption et de fatuité [...]. Ces succès, dis-je, enivrent souvent les gens, leur donnent le vertige, leur font perdre le sens de la mesure, leur font perdre la capacité de comprendre la réalité [...] ; des tentatives aventureuses sont faites pour résoudre « en deux temps » tous les problèmes de la construction socialiste [...]. D'où la tâche du parti : engager une lutte résolue contre ces tendances dangereuses et nuisibles à la cause, et les chasser hors du parti<sup>26</sup>.

La collectivisation, rappela cyniquement Staline aux cadres, était censée être « volontaire ». Elle ne supposait pas le recours à la force. Elle ne pouvait progresser uniformément : les régions ne pouvaient pas toutes collectiviser au même rythme. Sous l'effet de l'enthousiasme, il craignait que ces principes n'aient été oubliés. Il y avait eu des excès.

Naturellement, ni Staline ni personne à Moscou n'endossa la responsabilité de ces « excès », pas plus à ce moment-là que par la suite. Il ne donna pas non plus de véritables détails. Les meurtres et les coups, les enfants laissés dans la neige sans vêtements – tout cela était évidemment passé sous silence. Staline rejeta plutôt la faute sur les membres du parti local, sur les hommes et les femmes du bas de l'échelle hiérarchique, gagnés par le « vertige du succès », et qui ont perdu « en lucidité d'esprit » et « saine compréhension des choses ». Il raila leur usage d'un langage militaire – qui était évidemment un écho au sien – et condamna leurs tentatives « bornées » pour regrouper différents types de fermes. Il leur reprocha même d'avoir retiré les cloches des églises : « À qui profitent ces déformations, cette proclamation à coups de décrets bureaucratiques du mouvement kolkhozien, ces menaces indignes contre les paysans ? À personne, si ce n'est à nos ennemis<sup>27</sup> ! »

Pourquoi écrivit-il cet article ? À l'époque où il parut, Staline avait dû voir les rapports de la police secrète sur la rébellion, la résistance et les attaques armées contre des membres du parti. Peut-être savait-il également qu'au moins certains dirigeants du Parti communiste en Russie et en Ukraine doutaient de la politique. Même si ces critiques ne commencèrent à parler ouvertement que

quelques mois après, Staline avait sans doute déjà perçu une possible réaction contre lui à la suite de la campagne ratée ou chaotique de la collectivisation et cherchait d'autres coupables. Les officiels à la base du parti – les responsables locaux, les chefs de village – faisaient très bien l'affaire : ils étaient loin, inconnus et sans pouvoir. La lettre écartait soigneusement de lui la responsabilité de ce qui était visiblement un désastre politique et la reportait sur un groupe social éloigné de Moscou.

En apparence, l'article était également conciliant. Staline semblait chercher à suspendre au moins temporairement les pires excès de sa politique. Dans le prolongement de l'article, de réelles concessions furent accordées : le Comité central décida, par exemple, de permettre aux paysans de garder une vache familiale, des volailles et leur potager<sup>28</sup>. Mais si ces gestes visaient à arrêter la rébellion, ils eurent l'effet contraire. Loin d'apaiser les paysans, « le vertige du succès » inspira une nouvelle vague d'insurrection, un large éventail d'actes de résistance armée et non armée. Un officiel baptisa ce mouvement la « fièvre de mars » mais cette expression était trompeuse : elle suppose que la vague de protestation était une brève maladie, voire une sorte de folie temporaire. Ce qui était en train d'arriver était en fait bien plus profond. « Ce que l'État nommait fièvre, écrit Lynne Viola, était en réalité une rébellion paysanne de masse, raisonnée dans sa cause et son contenu<sup>29</sup>. »

L'effet fut immédiat. Partout en URSS, les officiels du parti lurent et discutèrent de l'article de Staline en réunion et entre eux. Dans le village de Miron Dolot, comme dans bien d'autres, un activiste lut « Le vertige du succès » à voix haute aux villageois. Alors qu'il expliquait que des erreurs avaient été commises et que des membres du parti avaient très mal calculé, « l'auditoire était plongé dans un silence de mort ». L'activiste donna alors son point de vue : les Juifs au sein du parti étaient en tort, pas le parti en tant que tel. Cette explication l'excluait habilement lui et ses camarades. « Une émeute spontanée se déclencha alors, [écrit Dolot] : “Nous en avons assez, hurla quelqu'un au moment où le membre du soviet essaya de dire quelque chose.

— Allez-vous-en ! cria quelqu'un d'autre avec colère. [...] On nous a dupés. Allons récupérer nos chevaux et nos vaches à la ferme collective avant qu'il ne soit trop tard !” [...] Comme un troupeau en fuite, tous se précipitèrent derrière lui. » Les villageois coururent chercher leur bétail, se heurtant les uns aux autres dans l'obscurité. « Plus de vingt fermiers avaient été tués le lendemain de la rébellion. Ils avaient été abattus le matin alors qu'ils tentaient de récupérer leurs biens<sup>30</sup>. »

Dans les jours qui suivirent, des émeutes semblables explosèrent dans toute l'Union soviétique, et dans certains endroits elles atteignirent de nouveaux degrés de complexité. Les premiers signes d'opposition concertée qui avaient tant inquiété Balytsky en janvier se transformèrent en un véritable mouvement en mars, avril et mai. Les émeutes s'organisèrent rapidement – parfois très bien – et acquirent un caractère politique bien plus évident. Hommes et femmes à travers l'URSS, mais particulièrement en Ukraine et en plus grand nombre, agressèrent les activistes, les frappèrent ou les tuèrent au printemps 1930. Ils s'en prirent aux entrepôts et silos à grain. Ils brisèrent les serrures, volèrent les céréales et d'autres vivres, et les distribuèrent dans les villages alentour. Ils mirent le feu aux biens collectifs et soviétiques. Ils attaquèrent les « collaborateurs ». Dans un village, ceux qui n'étaient pas « contents du régime [...] brûlèrent les maisons des activistes [de la ferme collective]<sup>31</sup> ». Celui qui avait « enfilé les vêtements du prêtre » et piétiné l'iconostase fut retrouvé mort dans un fossé le lendemain<sup>32</sup>.

Il y eut peu de pitié pour les victimes. Un homme faisant partie d'un orchestre local raconta qu'on lui avait demandé de jouer aux funérailles des « Vingt-Cinq Mille » tués par les paysans. « C'était pour nous un heureux événement car chaque fois que quelqu'un était tué, ils nous emmenaient au village, nous donnaient un peu à manger et nous jouions ensuite à l'enterrement. Et nous attendions avec impatience les funérailles suivantes parce que nous aurions à manger<sup>33</sup>. »

L'une des manifestations de colère les plus fortes se présenta sous la forme des *babski bounty*, qui se traduit littéralement par « émeutes » ou « révoltes des femmes », même si *baba* ne désigne pas seulement une femme mais une paysanne avec l'idée de grossièreté et d'irrationalité. Des femmes avaient organisé des manifestations auparavant en URSS, en 1927 et 1928. Mais il s'agissait d'émeutes contre les pénuries alimentaires, pas d'émeutes politiques. Un agent de la police secrète écrivit à ce propos : « Dans cette période, les manifestations auxquelles participaient les femmes n'avaient en règle générale aucune espèce de caractère antisoviétique clairement défini : des foules ou groupes de femmes se rassemblaient dans les coopératives d'État, réclamant du pain<sup>34</sup>. »

Au printemps 1930 les demandes initiales de pain se convertirent en attaques tout aussi rudimentaires contre les hommes qui le leur confisquaient. Des foules de femmes assaillaient les activistes, les officiels soviétiques et les dignitaires en visite, exigeant la restitution de leurs biens.

Elles criaient et scandaient des slogans, chantaient des chansons et lançaient des menaces. D'autres prenaient les choses en main. Dans un village ukrainien, une jeune fille vit sa mère, parmi des « femmes affamées », briser les serrures du magasin de la ferme collective et s'emparer des réserves céréalières ; les responsables, intimidés par la foule, en appelèrent aux officiels du parti provincial et aux membres du Komsomol pour les aider à arrêter les femmes et récupérer les céréales. Elles restèrent en prison deux semaines<sup>35</sup>. Dans un autre village ukrainien, un garçon regarda les activistes aller de maison en maison, réclamant des biens au nom de la ferme collective. Un groupe de femmes, en réaction, prit d'assaut la ferme collective et exigea qu'on leur rende tout : « Une femme se saisit de sa charrue ; l'autre de son cheval ; une troisième de sa vache. » Des soldats ou peut-être des troupes de la police secrète – le mémorialiste n'est pas clair – « vinrent et chassèrent toutes ces femmes [...] ; tous les biens spoliés, les outils agricoles et les chevaux réintégrèrent la ferme collective<sup>36</sup> ». Au début de mars 1930 près de 500 Allemandes de souche, dans trois villages différents, passèrent également la semaine à manifester, exigeant que la ferme collective leur restitue leurs biens et l'empêchant de fonctionner<sup>37</sup>.

Les choses allaient parfois plus loin. Dans la province de Marioupol, en Ukraine, l'OGPU enregistra un incident, qui commença lorsqu'une « foule » de 300 femmes envahit le conseil du village et réclama les clés de l'église qui avait été transformée en bâtiment administratif. Elles crièrent alors que Naoumenko, le chef du soviet du village, avait enfoncé la porte d'un membre du conseil ecclésiastique. Quand il le nia, « les femmes l'installèrent dans un chariot (*tatchanka*) et l'emmenèrent de force chez cet homme, où il fut confirmé qu'il avait bien été là. La foule décida d'organiser un procès impromptu ».

Les femmes obligèrent ensuite Naoumenko à signer un papier promettant de libérer l'ecclésiastique – puis tentèrent en citoyennes d'arrêter un responsable local du parti, Filomynov. Elles se moquèrent publiquement des deux officiels, leur crachant aux yeux et au visage, qualifiant les officiels communistes de « bandits, voleurs et Gardes blancs ». Ils ne furent libérés que sur intervention de l'OGPU. Durant plusieurs jours, par la suite, des attroupements armés de cannes et de bâtons continuèrent à se former devant les bâtiments administratifs, réclamant la restitution de leurs biens. La rébellion finit par être écrasée, les paysans « pacifiés ». Mais personne ne crut que l'État soviétique les avait ralliés<sup>38</sup>.

Il y eut de nombreux incidents de ce genre. À la fin du mois de mars 1930, l'OGPU avait enregistré 2 000 protestations de masse, en majorité exclusivement féminines, dans la seule Ukraine<sup>39</sup>. Au Congrès du parti ukrainien, à l'été 1930, plusieurs intervenants évoquèrent le problème. Kaganovitch, qui n'était plus à la tête du Parti communiste ukrainien mais était toujours vivement intéressé par les affaires ukrainiennes, déclara que les femmes avaient tenu le rôle « le plus “en pointe” » dans la réaction contre la ferme collective<sup>40</sup> ». L'OGPU expliqua ce phénomène, naturellement, comme la preuve de l'influence de l'« élément koulak antisoviétique » sur les femmes et filles ignares. Davantage de propagande et d'agitation auprès des paysannes résoudrait certainement le problème<sup>41</sup>.

L'OGPU soupçonnait aussi que les femmes manifestaient précisément parce qu'elles savaient courir moins de risques d'être arrêtées. Elle avait sans doute raison : sans faire appel aux hommes, les femmes pouvaient attaquer les officiels – même physiquement – avec bien moins de crainte de sanction. Les manifestations de femmes offraient aussi aux hommes un moyen « légitime » de s'y joindre : si les activistes venaient combattre les paysannes, alors les hommes pouvaient bondir pour les protéger, puisqu'il s'agissait de défendre l'honneur de leurs femmes, mères et filles.

Tous n'avaient pas besoin d'un tel prétexte. Dans un passé récent, de nombreux Ukrainiens avaient pris les armes contre des dirigeants haïs. Comme ils l'avaient fait pendant la guerre civile, certains commencèrent à s'organiser en unités de partisans. L'un d'eux se rappela : « On entendait des coups de fusil la nuit. Des groupes de partisans opéraient depuis les forêts. Un soulèvement paysan typique. Le soviet du village fut détruit. Ses chefs s'enfuirent ou prirent le risque d'être tués<sup>42</sup>. » De nombreux communistes ne parvinrent pas à s'échapper et furent tués sur place.

La violence était réelle et généralisée. Des documents soviétiques de 1930 enregistrent 13 794 « incidents terroristes » et 13 754 « manifestations de masse », pour la plupart en Ukraine et déclenchés, du point de vue même de l'OGPU, par la collectivisation et la dékoulakisation<sup>43</sup>. Les rapports locaux de la police secrète en Ukraine sont à la fois plus chargés d'émotion et précis sur les rébellions relevant de son territoire. Malgré des tentatives antérieures pour confisquer les armes, ils mentionnèrent que les paysans en avaient toujours : carabines et fusils, conservés depuis la guerre civile, ainsi que piques et gourdins. Au printemps 1930 ils se mirent à les utiliser de façon coordonnée. Balytsky était sûr d'assister au même genre d'« activité antisoviétique » qui avait eu

lieu en Ukraine par le passé. « Les activistes koulaks contre-révolutionnaires n'avaient pas cessé leur lutte, déclara-t-il, mais avaient au contraire renforcé leur position. » Du 20 janvier au 9 février ses hommes arrêterent 11 865 personnes, dont des membres « d'organisations et de groupes contre-révolutionnaires », ceux qui s'apprêtaient à réaliser une « révolution armée » et ceux qui pouvaient devenir les « idéologues » de cette révolution. Quiconque avait des liens avec l'étranger – notamment avec la Pologne – était suspect, car il pouvait recevoir une « aide active » de l'extérieur. La police secrète se concentra aussi sur ceux qui employaient des slogans « chauvins-ukrainiens » ou « petliouristes », et en identifia trois groupes principaux dans les provinces de Dnipropetrovsk, Kharkiv et Krementchouk, toutes centres de conflits importants pendant la guerre civile<sup>44</sup>.

Vers la mi-mars la situation avait empiré. Le 9 mars, Balytsky fit part de « soulèvements de masse » dans seize districts ukrainiens. La plupart avaient été « pacifiés » au moment de son rapport, mais dans le district de Chepetivka, à l'ouest du pays, des « éléments antisoviétiques et criminels », certains en bandes de 300 à 500 personnes, s'étaient armés de carabines à canon scié, de fusils de chasse et de haches. Les paysans de Chepetivka se battaient depuis février, quand Balytsky arriva dans le district. Sur ses ordres, l'OGPU avait amené des unités de cavalerie, armées de mitrailleuses et soutenues par les gardes-frontières et les milices<sup>45</sup>. Balytsky prétendit que l'OGPU avait brisé la bande, mais les partisans avaient tué un chef du Komsomol et détenaient d'autres responsables communistes en otage ; il redoutait que la bande prît contact avec une autre bande armée d'un district voisin<sup>46</sup>. Quelques semaines seulement après la publication du « Vertige du succès », la rébellion semblait très près d'échapper à tout contrôle.

À lire les archives sur les rébellions de 1930, il n'est pas toujours évident de distinguer les faits de la fiction. Comment les dissidents étaient-ils réellement organisés ? Combien de conspirations ont été inventées par les hommes de la police secrète ? Dans quelle mesure « trouvaient »-ils les mouvements nationalistes qu'ils cherchaient ? Jusqu'où inventaient-ils un problème qu'ils pouvaient prétendre ensuite avoir résolu ? L'OGPU, après tout, n'avait inventé la SVU imaginaire qu'un an plus tôt. Quelques années après, les hommes de la police secrète soviétique allaient fabriquer des centaines de milliers de fausses accusations durant la Grande Terreur de 1937-1938.

Les documents de 1930 paraissent délibérément enjolivés, comme si l'OGPU cherchait à montrer à Moscou qu'elle suivait fidèlement les ordres. En février 1930, par exemple, l'OGPU mena une opération contre des « éléments contre-révolutionnaires de koulaks-Gardes blancs et de bandits » dans toute l'Union soviétique, en arrêtant de nouveau le plus grand nombre en Ukraine où elle identifia 78 cellules d'« activistes antisoviétiques ». Parmi les plus sérieuses figurait la Petliourivska – des bandits soupçonnés d'avoir organisé dans le district de Krementchouk en Ukraine centrale un soulèvement armé prévu pour le printemps 1930. Elle identifia le chef, « Manko » – un nom ressemblant étrangement à « Makhno » –, comme un « ancien officier de Petlioura », entré illégalement en Ukraine en franchissant la frontière polonaise en 1924.

Le rapport sur l'opération cite Manko : « Quand les autorités de l'État engageront la collectivisation, elles assureront leur influence sur les masses, leurs yeux seront partout, si bien qu'il sera difficile de les approcher et nos efforts organisationnels iront droit à l'échec. » Son groupe dit aussi s'être « donné pour objectif la création d'une Ukraine indépendante sur la base du droit à la propriété privée de la terre » et de la préservation de la classe des Cosaques. Manko avait soi-disant l'intention de déclencher l'attaque sur Krementchouk en allumant des feux à l'extérieur de la ville et en prenant le contrôle de la gare et du service télégraphique<sup>47</sup>.

On prêtait à d'autres groupes les mêmes objectifs. Certains étaient censés avoir des liens entre eux, d'autres soupçonnés de semer des idées de trahison dans l'Armée rouge. Un autre groupe encore, dans les districts occidentaux d'Ukraine, avait formé une organisation « koulak-petliouriste » censée mener une « agitation contre-révolutionnaire » et répandre des « rumeurs provocatrices ». Le même rapport nota l'arrestation de 420 membres d'« organisations et groupes contre-révolutionnaires » dans le Caucase du Nord, en cinq jours seulement, ainsi que des arrestations dans les régions de la Volga<sup>48</sup>. Balytsky rendit compte de sa visite dans le district de Toul'tchyn au printemps 1930, où il trouva des rebelles armés, des tranchées autour des villages et des paysans criant « À bas les Soviétiques » et chantant « L'Ukraine n'est pas encore morte », l'hymne de la République populaire ukrainienne à l'époque de la Rada centrale<sup>49</sup>.

Si le ton de ces récits peut paraître exagéré et hystérique, documents et témoignages montrent cependant que ces mouvements n'étaient pas tous inventés. Il y eut une réelle violence, bien organisée et de caractère nationaliste. Dans de nombreuses localités, elle était armée et contagieuse,

s'étendant de village en village, tandis que les paysans prenaient de l'assurance à la faveur des actions et slogans de leurs voisins.

À la mi-mars 1930, par exemple, un chapelet de villages du district de Toulchyn montèrent des manifestations l'un après l'autre. Les rapports des archives sont clairs : les paysans criaient « Nous ne voulons pas de dirigeants qui volent les paysans ! » et « À bas les communistes qui conduisent le pays au désastre ! ». Même s'ils ne les tuaient pas, ils chassaient les autorités locales. Dans 343 villages, les paysans élurent leurs propres *starostes*, ou anciens chefs traditionnels du village, et refusèrent de coopérer avec les communistes<sup>50</sup>. Dans de nombreux endroits, ils tirèrent sur les enseignants soviétiques, interdirent les coopératives et annoncèrent le retour de la liberté du commerce. Certains villageois commencèrent à parler d'organiser une résistance armée, et quelques-uns firent circuler des tracts dont l'OGPU commenta sombrement le « caractère antisoviétique ». Lors d'une réunion les participants appelèrent à la restitution de leurs biens aux « koulaks » et à la liquidation des fermes collectives. À maintes reprises, les rebelles auraient chanté l'hymne national. La victoire à Toulchyn fut de courte durée : l'OGPU accusa les « petliouristes » et en appela à des « mesures opérationnelles ». La province fut dûment divisée en secteurs, chacun étant assigné à une unité de cavalerie armée de l'OGPU<sup>51</sup>. Balytsky rapporta à un collègue avoir reçu de Staline lui-même l'instruction « de ne pas faire de discours mais d'agir de manière décisive<sup>52</sup> ».

Dans plusieurs localités les rébellions étaient non seulement de nature politique, mais aussi réellement menées par des hommes qui avaient joué un rôle dans les révoltes paysannes, le mouvement national ukrainien ou la guerre civile. Ce fut certainement le cas à Pavlohrad, district de la province de Dnipropetrovsk en Ukraine orientale, dont la rébellion armée est désormais très bien documentée<sup>53</sup>. Avant même les rébellions de la « fièvre de mars », les autorités prévoyaient des violences dans cette ville à l'origine fondée comme base de Cosaques. Au XIX<sup>e</sup> siècle un des villages de son district participa à une révolte contre la noblesse locale ; en 1919 ils avaient été nombreux à soutenir Makhno<sup>54</sup>. Anticipant la violence après la collectivisation, la police locale arrêta en février 1930 79 personnes et en exécuta 21 pour avoir fomenté une rébellion.

Malgré cela, plusieurs dirigeants de Pavlohrad qui avaient une expérience militaire voulaient encore résister. En mars 1930, Kyrylo Chopin, ancien soldat dans l'armée de l'hetman Skoropadsky, échappa à l'arrestation et se mit à sillonner la région. Il alla de village en village encourager les paysans à la révolte. Certains de ceux qui le rejoignirent finalement avaient auparavant combattu pour Petlioura ou Makhno.

Les efforts de Chopin payèrent début avril, quand des représentants de toute la région se réunirent à Bohdanivka et commencèrent à préparer leur insurrection. Beaucoup avaient perdu leurs biens pendant la collectivisation et l'idée de les récupérer les motivait en partie. Mais ils avaient aussi des motifs politiques et usaient de slogans tels que « À bas le pouvoir soviétique » et « Battons-nous pour une autre liberté ». Après cette première réunion, de petites cellules rebelles se formèrent, de manière un peu chaotique, dans la campagne toute proche. Le 4 avril une grande partie de leurs membres arrivèrent à Osadtchi, petit hameau près de Bohdanivka, espérant rejoindre la rébellion et s'attendant à recevoir des armes.

Des précautions furent prises : les rebelles s'accordèrent, au cas où la révolte échouerait, pour que chacun dise avoir été obligé d'y participer contre sa volonté. Leurs chefs essayèrent de tendre la main aux soldats de la milice de Pavlohrad, dans l'espoir qu'ils s'engageraient aussi. Ils ébauchèrent un plan : marcher sur Pavlohrad, rassembler des armes, les utiliser pour prendre d'assaut Dnipropetrovsk et enfin prendre le contrôle du reste de l'Ukraine. De la documentation – interrogatoires, enquêtes, mémoires, comptes rendus postérieurs –, il ressort nettement que les participants au soulèvement de Pavlohrad étaient convaincus de pouvoir réussir. Partout en Ukraine, se disaient-ils, les paysans maltraités se soulèveraient et les rejoindraient.

Le 5 avril leur rébellion démarra à Osadtchi, où ils tuèrent les activistes du soviét local et du parti, puis partirent rapidement pour les villages voisins, rejoints par d'autres. Entrant à Bohdanivka à midi, ils sonnèrent les cloches, prirent le contrôle d'un pont clé et engagèrent le combat contre la milice locale. Au cours de la journée, les insurgés tuèrent plusieurs dizaines de personnalités officielles, dont des membres du parti et du Komsomol, des conseillers du village et d'autres. Vers la fin de la journée ils réussirent à couper les lignes téléphoniques, mais c'était trop tard : le chef du conseil avait déjà télégraphié un appel à l'aide à Pavlohrad.

La milice de Pavlohrad, qui n'avait pas accepté l'invitation des rebelles à les rejoindre, arriva le soir. Les paysans rebelles battirent en retraite, mais pendant ce temps un autre groupe d'insurgés

avait pris le contrôle du conseil et des bâtiments du parti dans un village voisin, Ternivka. Finalement, le 6 avril, une unité armée de l'OGPU parvint de Dnipropetrovsk à Bohdanivka – 200 hommes, 58 à cheval. Balytsky leur avait donné des ordres explicites, dans les termes les plus forts : « Liquidez ces bandes de contre-révolutionnaires. »

Finalement, le combat ne dura pas plus de deux jours. Malgré l'assassinat de nombreux officiels, l'armée paysanne n'eut en fait jamais aucune chance. La plupart des chefs illettrés ne disposaient ni de communication ni de logistique, et n'avaient pas assez d'armes. Ils furent facilement maîtrisés, arrêtés et exécutés. Treize d'entre eux moururent, une poignée furent grièvement blessés.

Plus de 300 furent emprisonnés, dont 210 déclarés coupables dans un procès qui, contrairement à celui de la SVU, fut strictement fermé au public : le parti ne pouvait prendre le risque de monter un procès spectacle pour une rébellion authentique. Les témoins ne pouvaient être facilement manipulés, ni l'histoire retouchée pour masquer ce qui s'était réellement passé : des paysans pauvres, conduits par des hommes ayant une réelle expérience militaire, avaient pris les armes contre l'État. Aucun des survivants ne devait être laissé en vie pour raconter la véritable histoire. Le 20 mai, 27 furent exécutés.

La rébellion de Pavlohrad fut exceptionnellement brutale, mais pas unique. En mars l'OGPU avait été également surprise par une rébellion dans la province de Kryvyi Rih, en Ukraine orientale, qui enregistrait un taux record de collectivisation – « près de 100 % » – et qui était réputée docile. Même si les arrestations et les déportations y furent « accompagnées de quelques phénomènes négatifs », d'après le rapport de l'OGPU, la dékoulakisation fut soutenue avec enthousiasme par les paysans les plus pauvres et ceux aux revenus moyens.

Cependant, un « changement de climat » suivit l'ordre de confisquer les semences avant les semailles de printemps. Un paysan aurait déclaré que cette collecte « priverait de pain l'Ukraine qui n'aurait plus rien ». Dans un autre village, quelqu'un exprima la même crainte : « Ils prendront nos dernières céréales et laisseront les paysans affamés. » À la suite de l'article de Staline, « Le vertige du succès », les hommes de l'OGPU imputèrent la mauvaise humeur aux excès de zèle des autorités de Kryvyi Rih pressurant des paysans qui n'étaient pas des « koulaks ». Un ensemble d'officiels auraient confisqué du « linge sale » à un paysan pauvre, et réclamé du lait et du lard pour leur brigade ; d'autres auraient enfoncé les portes de chaumières et déshabillé les occupants qu'ils auraient jetés à la rue. En réaction, des femmes se rassemblèrent autour d'un activiste du parti local, hurlant que Staline avait dit que les fermes collectives devaient se former « volontairement ». D'autres composèrent des pétitions exigeant la restitution de leurs terres ou se précipitèrent dans les fermes collectives pour réclamer leur outillage et leur bétail.

Certaines revendications allaient plus loin. « Sous l'influence de l'agitation antisoviétique et koulak », commenta l'OGPU, des paysans du village de Chyroke formulèrent une série de « revendications politiques et contre-révolutionnaires ». Finalement, le 14 mars, une foule de 500 hommes et femmes encerclèrent le siège des autorités locales et réclamèrent la restitution de leurs semences, la dissolution du Komsomol, le retour des biens confisqués ou « donnés » par force à la ferme collective et le remboursement des amendes<sup>55</sup>.

Une fois de plus, la documentation montre clairement que toutes ces rébellions, à Toulchyn, Pavlohrad, Kryvyi Rih et ailleurs, ont bien existé. Elles constituaient une réaction à une politique profondément détestée, ainsi qu'à la brutalité de son application ; parmi les meneurs on retrouve, sans surprise, des hommes opposés depuis toujours au régime soviétique.

Toutefois, même si les rébellions étaient réelles, l'explication de l'OGPU quant à leurs origines et leur influence est moins crédible. Dans l'Union soviétique de Staline, les hommes de la police secrète ne pouvaient rapporter à leurs supérieurs que leur politique était défailante, ou que d'honnêtes citoyens soviétiques s'y opposaient pour des raisons compréhensibles. Ils devaient plutôt mettre en cause l'influence d'ennemis de classe et d'étrangers, inventer ou exagérer les liens et les connexions. Le dossier sur Kryvyi Rih, par exemple, attribue toute la violence aux « éléments antisoviétiques, aux koulaks et à leur famille » : Karpouk, « réfugié de Pologne » ; Lisohor, frère d'un koulak exilé ; Krasoulia, bottier et donc en possession de quelques biens<sup>56</sup>. Tous relevaient de la catégorie des suspects : des hommes en contact avec l'étranger, ayant des parents arrêtés auparavant, possédant quelques biens.

À maintes reprises, les officiels recherchèrent des explications à la puissance de la rébellion dans l'histoire de la province, s'attachant particulièrement aux rébellions de 1918-1920. À un moment, l'OGPU chargea un groupe d'officiers de travailler dans plusieurs districts, invoquant « en particulier la portée politique importante des zones limitrophes et le passé historique de ces

régions ». Parmi elles figuraient les districts de Volhynie, Berdytchiv, Moguilev, Vinnytsia, Kamianets et Odessa, tous lieux de grands combats durant la décennie précédente<sup>57</sup>. Balytsky nota ailleurs qu'un soin spécial devait être porté à une région qui constituait le territoire de la « bande de Zabolotny », une des unités de partisans pendant la guerre civile<sup>58</sup>.

Cette obsession de la guerre civile n'était pas propre à l'Ukraine. Elle devait gagner le Caucase du Nord, où les autorités soviétiques imputèrent aussi la violente résistance à la collectivisation à l'influence des Cosaques et des nationalistes ukrainiens. Elle s'étendit également à la Sibérie et à l'Oural, où des hommes de la police secrète visèrent d'« anciens officiers de la Garde blanche ». En Asie centrale, au Kazakhstan, au Tatarstan et en Bachkirie, elle fut aussitôt qualifiée d'antisoviétique et contre-révolutionnaire – là encore, sans raison. Dans la région de Fergana en Asie centrale, les troupes de l'Armée rouge vinrent pacifier le mouvement de guérilla de Basmatchi. Bien qu'elle ait été réprimée quelques années avant, la colère contre la collectivisation l'avait fait renaître. La collectivisation suscita des affrontements violents dans les républiques autonomes caucasiennes de Tchétchénie et du Daghestan<sup>59</sup>.

Mais en Ukraine, la force du nationalisme en ville rendait plus dangereuse cette fureur de la campagne. En 1930, les analystes de l'OGPU revinrent sans cesse sur ce problème des contacts ville-campagne, et sur les liens entre intellectuels et paysans, pressentis en 1929. Certains étaient peut-être réels ; d'autres relevaient de la pure fiction. Le 21 mars, Balytsky envoya un rapport à Stanislav Kossior, secrétaire général du Parti communiste ukrainien, et à Iagoda, alors patron de l'OGPU : dans un village du district de Vinnytsia, il avait découvert un lien entre le soulèvement local et la SVU. Là, un rebelle aurait déclaré : « Après la liquidation de la SVU, il faut adopter d'autres méthodes – pour inciter les masses ignorantes à la révolte. » Un autre membre de la SVU fut « démasqué » à Vinnytsia les jours suivants. Balytsky se félicita de les avoir trouvés et d'avoir prédit l'influence de la SVU – organisation dont il avait lui-même imaginé l'existence. Les cellules, écrivit-il, « confirment précisément les liens forts entre la SVU et les cadres actifs de la contre-révolution rurale, ainsi que l'espérance de la SVU d'une insurrection en 1930-1931 ». Et de se tresser des louanges : « C'est uniquement la liquidation en temps opportun de la SVU qui a désorganisé les fractions de l'organisation, les obligeant à agir à leurs risques et périls. » C'est peut-être ainsi que Balytsky échappa à la critique pour n'avoir pas su mettre fin aux soulèvements ruraux : s'il n'avait pas débarrassé l'Ukraine d'une SVU inexistante, expliqua-t-il, ils auraient sans doute été plus graves<sup>60</sup>.

Au cours des mois suivants, la police continua la traque de nouvelles conspirations. Même après la prétendue arrestation de la SVU, l'OGPU continua d'anticiper le « renforcement des liens entre les éléments contre-révolutionnaires de la ville et de la campagne », et prétendit qu'un large éventail d'organisations rurales avaient leurs quartiers généraux dans les villes. Des contre-révolutionnaires issus des villes maraudaient en Ukraine ; dans ses provinces occidentales, « toute une gamme d'organisations contre-révolutionnaires (essentiellement petliouristes) liquidées en Ukraine [...] étaient en lien étroit avec la Pologne<sup>61</sup> ».

La traque de la SVU et des « petliouristes » devait se poursuivre jusqu'à la fin de la décennie. Rétrospectivement, il apparaît que 1932 et 1933 furent vraiment le début de la grande vague de terreur qui atteignit son plus haut niveau en URSS en 1937 et 1938. Tous les éléments de la Grande Terreur – suspicion, propagande hystérique, arrestations de masse organisées du centre – étaient déjà visibles en Ukraine à la veille de la famine. De fait, la paranoïa de Moscou concernant le potentiel contre-révolutionnaire de l'Ukraine persista après la Seconde Guerre mondiale, jusque dans les années 1970 et 1980. Elle fut transmise aux générations successives de policiers, de l'OGPU au NKVD et au KGB, ainsi qu'aux générations successives de dirigeants du parti. Elle contribua même, peut-être, à façonner la pensée de l'élite postsoviétique, bien après la disparition de l'URSS.

## CHAPITRE 7

### *Échec de la collectivisation, 1931-1932*

*Nous pourrions perdre l'Ukraine.*

STALINE à Kaganovitch, août 1932<sup>1</sup>

Les hommes de la police secrète triomphèrent. Même si les manifestations ralentirent la progression de la collectivisation, l'État se défendit par des arrestations, des déportations et une répression en masse. Le Parti communiste attendit – puis alla de l'avant. Les mots tempérés de Staline dans « Le vertige du succès » ne furent que cela : des mots. Les mêmes politiques continuèrent et se durcirent encore davantage. En juillet 1930, quelques mois tout juste après les manifestations les plus explosives de la « fièvre de mars », le Politburo définit de nouveaux objectifs : jusqu'à 70 % des ménages dans les principales régions céréalières, dont l'Ukraine, durent rejoindre les fermes collectives en septembre 1931. En décembre 1930, impatientes de montrer leur enthousiasme, les membres du Politburo relevèrent le seuil à 80 % des ménages<sup>2</sup>. Une résolution du Comité central confirma de nouveau que pour l'atteindre dans certaines régions – Ukraine, Caucase du Nord et les provinces de la Basse et de la Moyenne-Volga – il fallait « liquider les koulaks en tant que classe<sup>3</sup> ».

Lors des semailles d'automne et la moisson d'hiver, puis des semailles de printemps et la moisson d'été, la pression sur les paysans persista. Les taxes imposées aux paysans qui demeuraient sur leurs terres restèrent élevées. Les déportations vers les camps en pleine expansion du Goulag augmentèrent. Les pénuries alimentaires devinrent permanentes. Dans l'été 1930 les rapports de la police secrète repérèrent à nouveau les premiers signes de famine, la population développant une fois de plus des maladies liées à la faim.

Un conducteur affaibli par le manque de nourriture tomba de son tracteur dans un village ukrainien ; ailleurs, d'autres enflèrent sous l'effet de la faim. En quelques mois, dans le Caucase du Nord, 15 000 paysans abandonnèrent leur ferme pour chercher du travail en ville. En Crimée, la population se mit à manger le fourrage des chevaux qui les rendit malades<sup>4</sup>.

Menacés de brutalités et craignant la faim, des centaines de milliers de paysans abandonnèrent leurs terres, leurs animaux et leurs machines aux fermes collectives. Mais parce qu'ils y avaient été contraints, ils ne devinrent pas des fermiers collectifs enthousiastes du jour au lendemain. Le fruit de leur travail ne leur appartenait plus ; les céréales qu'ils semailent et récoltaient étaient désormais réquisitionnées par les autorités.

La collectivisation signifiait également que les paysans avaient perdu leur capacité à décider de leur vie. Comme les serfs d'autrefois, ils étaient soumis à un statut légal particulier, incluant le contrôle de leurs déplacements : tout fermier collectif, *kolkhoznik*, devait demander la permission pour travailler hors du village. Au lieu de décider quand récolter, semer et vendre, les *kolkhoznik* devaient suivre les décisions prises par les représentants locaux du pouvoir soviétique. Ils ne touchaient pas de salaires réguliers, mais étaient rémunérés en salaire journalier ou *troudodni*, souvent en nature – céréales, pommes de terre ou autres produits – plutôt qu'en espèces. Ils perdaient leur capacité à se diriger eux-mêmes, les patrons des fermes collectives et leur entourage remplaçant les conseils de village traditionnels.

Dès lors, les femmes et les hommes qui étaient récemment encore des fermiers autosuffisants travaillaient désormais le moins possible. Les machines agricoles n'étaient plus entretenues et tombaient souvent en panne. En août 1930, en Ukraine, 3 600 tracteurs sur 16 790 devaient être

réparés. Le problème fut imputé avec cynisme à la « lutte des classes » et aux « saboteurs » qui auraient endommagé les machines agricoles<sup>5</sup>.

Même quand les paysans semaient et labouraient les champs, ils le faisaient souvent sans le soin ni le zèle qui étaient les leurs par le passé. Les fermes collectives produisaient dramatiquement moins qu'elles ne le pouvaient ou ne l'auraient dû. Chacun tentait d'emprunter ou de prendre au collectif autant que possible : somme toute, les céréales de l'État n'appartenaient à « personne ». Des hommes et des femmes qui n'auraient jamais envisagé de voler auparavant n'avaient plus aucun scrupule à prendre aux organisations d'État ce que personne ne possédait ni ne respectait. Cette forme de « résistance quotidienne » n'était pas le propre de la paysannerie<sup>6</sup>. Travailler le moins possible, voler des biens publics, négliger de s'occuper des équipements et des machines d'État étaient les procédés sur lesquels les ouvriers soviétiques de toutes sortes, sous-payés, sous-alimentés et démotivés, s'entendaient.

Les paysans continuèrent aussi à quitter les fermes collectives pour travailler en ville ; l'OGPU cita l'un d'eux : « Il est impossible d'en supporter davantage. » Ils se répartissaient la terre ou les récoltes entre eux au lieu de les partager avec d'autres. Dans quelques localités les autorités observèrent que les koulaks chassés de leur ferme se regroupaient pour former ce qu'elles appelaient des « collectifs koulaks ». Travaillant ensemble, ils « essayaient de gagner la sympathie de la population locale et de démontrer leur supériorité sur les autres fermes collectives ». C'était également perçu comme une forme d'activité antisoviétique<sup>7</sup>.

Les attaques de magasins et d'entrepôts se poursuivirent également. En mai 1930 une foule de plusieurs milliers de personnes, principalement des femmes, venant de l'extérieur d'Odessa envahirent la ville et attaquèrent plusieurs magasins d'alimentation de l'État ainsi qu'un restaurant. La police montée envoyée restaurer l'ordre procéda à plusieurs arrestations. Le désordre fut suffisamment important pour apparaître dans les rapports des consuls turc et japonais d'Odessa – et ces rapports suffisamment importants pour inquiéter l'OGPU. Même si la police avait réagi rapidement, observèrent les Japonais, « l'atmosphère générale dans la ville reste agitée<sup>8</sup> ».

Pourtant, du point de vue de Moscou, l'été 1930 sembla marquer un moment de victoire. Malgré les preuves de souffrance et les comptes rendus de chaos, l'illusion que la collectivisation pouvait encore être un « succès », vertigineux ou autre, persista jusqu'à la fin de 1930. Les avis divergent pour savoir si les chiffres publiés cette année-là – et les suivantes d'ailleurs – étaient réels, falsifiés ou simplement erronés. Mais il est certain que l'État affirma, et que Staline paraît avoir cru, que 1930 fut un point culminant. Les statistiques officielles décrétèrent que 83,5 millions de tonnes de céréales avaient été récoltées en 1930, une augmentation notable par rapport à 1929 – année de famine et de mauvaises conditions météorologiques –, avec 71,7 millions de tonnes<sup>9</sup>. Convaincu que la collectivisation était sur la voie du succès, le Kremlin prit une décision qui allait se révéler désastreuse et inhumaine : augmenter les exportations de céréales, ainsi que d'autres produits alimentaires, contre des devises fortes.

Les exportations céréalières n'étaient pas nouvelles, naturellement. En 1920 les bolcheviks avaient estimé que les céréales étaient une des marchandises les plus sûres à vendre à l'Occident, car elles n'appelaient pas d'interaction avec les « capitalistes<sup>10</sup> ». Elles ne constituaient pas non plus l'unique source de devises fortes. Les fonds provenaient aussi de la vente d'œuvres d'art, de mobilier, de bijoux, d'icônes et autres objets confisqués à « la bourgeoisie » et à l'Église. En juillet 1930, l'État ouvrit aussi la chaîne « Torgsin » (de *torgovlia s inostrantsami*, ou « commerce avec les étrangers ») de magasins à devises fortes d'abord créée pour attirer les visiteurs étrangers qui n'avaient pas le droit de dépenser d'argent étranger ailleurs, puis accessible plus tard aux citoyens soviétiques. Les marchandises étaient disponibles pour ceux qui avaient des pièces d'or de l'époque tsariste ; pendant la famine, ce devait être un moyen de survie pour les paysans qui avaient conservé des objets en or ou qui détenaient de la monnaie étrangère transférée par des parents émigrés<sup>11</sup>.

Cependant, les céréales étaient encore l'exportation la plus lucrative, notamment depuis que le commerce du bois d'œuvre était en difficulté ; les informations (exactes) signalant qu'une main-d'œuvre de prisonniers produisait le bois soviétique avaient entraîné des appels au boycott dans plusieurs pays occidentaux. Le niveau des exportations de céréales augmenta de manière prévisible dans les années 1920. La Grande-Bretagne acheta 26 799 tonnes de blé à l'URSS en 1924 ; en 1926-1927, ses achats s'élevaient à 138 486 tonnes. Les exportations vers l'Italie, la Turquie et les Pays-Bas augmentèrent de même. Entre 1929 et 1931, les exportations céréalières soviétiques vers l'Allemagne triplèrent<sup>12</sup>.

Avec cette augmentation, la direction soviétique se rendit compte que les exportations rapportaient plus que des devises fortes. Préfigurant l'usage soviétique (et russe) futur du gaz comme arme d'influence, les bolcheviks se mirent aussi à demander des faveurs politiques en échange de grandes expéditions de céréales à prix relativement bas. En 1920, contre des céréales, ils demandèrent aux Lettons de reconnaître la République soviétique d'Ukraine. En 1922 le gouvernement soviétique dit au ministre britannique des Affaires étrangères, lord Curzon, qu'il couperait l'offre de céréales aux marchés britanniques si la Grande-Bretagne ne signait pas un traité de paix avec la Russie soviétique. D'aucuns spéculent qu'à la fin des années 1920 l'Union soviétique vendit ses céréales à bas prix pour des raisons géopolitiques : Staline espérait nuire au capitalisme occidental. En 1930 un journal allemand préconisa des barrières douanières pour bloquer le flot de « produits alimentaires russes bon marché ». Lors d'une assemblée de la Société des Nations, en 1931, le ministre des Affaires étrangères soviétique, Maxime Litvinov, se vanta avec suffisance de « jouir ici d'un statut particulier parce que le pays que je représente non seulement ne souffre pas de crise économique mais connaît au contraire un moment sans précédent dans sa vie économique<sup>13</sup> ».

Le désir de maintenir ce « statut particulier » était fort, mais la pression interne pour importer davantage était également considérable. Dans les villes et les nouveaux chantiers, la campagne d'industrialisation de Staline s'intensifiait. Pour atteindre les objectifs extraordinairement ambitieux du premier plan quinquennal, les usines soviétiques avaient un besoin urgent de machines, de pièces, d'outils, et autres articles qui n'étaient accessibles qu'avec une monnaie forte. Dans une lettre de juillet 1930 à Molotov, Staline écrivait déjà qu'il fallait « forcer l'exportation de céréales [...] ; c'est la clé ». En août, craignant que les céréales américaines n'inondent bientôt le marché, il poussa à accélérer : « Si nous n'exportons pas 130 à 150 millions de pouds [2,1 à 2,4 millions de tonnes], notre situation monétaire peut devenir désespérée. Encore une fois : nous devons imposer l'exportation de céréales de toutes nos forces<sup>14</sup>. »

Ailleurs, Staline évoqua le risque que le manque de devises fortes ferait courir aux industries métallurgiques et de construction mécanique ainsi que la nécessité d'avoir un point d'appui dans le marché international. Il fulmina également contre les « je-sais-tout » du service d'exportation qui conseillaient d'attendre la hausse des prix, et qu'il faudrait jeter dehors par la peau du cou : « Pour attendre, il nous faudrait des réserves de devises. Or, nous n'en avons pas<sup>15</sup>. » En septembre 1930, Anastase Mikoyan – alors commissaire au commerce intérieur et extérieur – adressa une note au chef de l'entreprise d'exportation des céréales, le pressant de conclure des accords d'exportation à long terme avec les compagnies européennes, même si cela voulait dire « retenir des réserves pour elles<sup>16</sup> ». Quelques semaines après, le Politburo parla d'augmenter les exportations alimentaires vers l'Italie fasciste et de prendre même des crédits auprès des banques italiennes pour les financer<sup>17</sup>.

Le résultat de cette directive politique d'urgence allait être un taux beaucoup plus élevé d'exportation de céréales en 1930 – 4,8 millions de tonnes, contre 170 000 tonnes en 1929 – et plus élevé encore en 1931 avec 5,2 millions de tonnes<sup>18</sup>. Ces chiffres n'étaient qu'une fraction relativement petite des plus de 83 millions de tonnes sur lesquelles comptait Staline et qui étaient censées augmenter encore. La moisson étant inférieure au niveau prévu, cela représenta autant de nourriture qui ne serait pas disponible pour les citoyens soviétiques – et à coup sûr pour les paysans qui la produisaient.

L'optimisme qui suivit la moisson de l'été 1930 ne dura pas. La saison des semailles d'automne fut retardée par la confusion générale – les paysans continuaient à se rendre dans les fermes collectives, à les quitter et à y retourner – et par l'incertitude persistante autour du contrôle des parcelles de terre. Les semailles du printemps 1931 furent entravées par la pénurie de chevaux, de tracteurs et de semences.

Plus grave, le printemps fut froid et il y eut moins de pluie que certaines années, notamment à l'est. La région de la Volga, la Sibérie et le Kazakhstan souffrirent d'épisodes de sécheresse, de même que l'Ukraine centrale. Le temps en soi n'aurait peut-être pas provoqué de crise. Mais, comme en 1921, les mauvaises conditions s'ajoutant au chaos de la politique soviétique, les fermiers ne pourraient pas produire ce que l'État leur réclamait. Certains avaient déjà du mal à produire suffisamment pour leur propre consommation<sup>19</sup>.

À l'été 1931, bureaucrates et activistes de tous niveaux alertèrent une fois de plus sur les troubles à venir. L'OGPU en Ukraine prévint de la perte d'une « part importante de la récolte ». Outre les problèmes climatiques, son rapport signala des silos qui n'étaient pas prêts, des tracteurs et d'autres

machines en mauvais état : « Dans aucune région le district n'a délivré de plans aux villages et aux fermes collectives [...]. Aucun travail éducatif de masse, aucune préparation organisationnelle pour les moissons n'a été entreprise au niveau local<sup>20</sup>. » Plusieurs rapports – certains envoyés directement à Staline – décrivent les mauvaises pratiques de travail des fermes collectives et leurs méthodes inefficaces<sup>21</sup>.

Durant l'été et l'automne une vague de lettres et de directives déferla à Moscou et Kharkiv, toutes exprimant la crainte que la collecte de céréales se passe mal, surtout en Ukraine – ou encore que les paysans ukrainiens ne sèment rien. Le 17 juin, Staline et Molotov envoyèrent un ordre cosigné, demandant aux responsables ukrainiens de s'assurer que « les champs non semés le seraient », et exhortant sans ménagement le Parti communiste ukrainien à mobiliser toutes les ressources existantes : « Veuillez nous informer des résultats d'ici le 25 juin<sup>22</sup>. »

Mais la situation ne s'était pas améliorée à cette date, ni même à l'automne. En septembre il était déjà évident que la moisson serait moindre que l'année précédente, moins importante que prévu<sup>23</sup>. La direction soviétique craignit tout particulièrement que le pays ne remplît pas ses quotas d'exportations. Au milieu du mois, Molotov envoya secrètement un télégramme aux responsables du Parti communiste dans le Caucase du Nord, déclarant que la collecte de céréales en vue d'exportations se poursuivait « horriblement lentement<sup>24</sup> ». À la fin de l'automne il était clair que la collecte de céréales dans toute l'URSS n'atteindrait pas les objectifs ; officiellement, la récolte de 1931-1932 s'éleva à 69,5 millions de tonnes, au lieu des 83 millions et plus attendues<sup>25</sup>.

Les chiffres n'ayant pas augmenté, les exportations soviétiques s'en ressentiraient. Pis, la population des villes n'aurait à nouveau plus de pain. Le responsable de la province de Kharkiv avait déjà rédigé une lettre de suppliques à Mikoyan, à l'époque commissaire au commerce : « Depuis deux semaines, nous n'avons distribué aucune ration de viande, personne ne nous apporte de poisson, seulement des pommes de terre parfois. » De ce fait, « l'état d'esprit des travailleurs est agité ; les pauvres ruraux n'ont pas de pain. La productivité industrielle est au bord d'une grave crise. Je vous en prie, demanda-t-il, quelqu'un pourrait-il approvisionner rapidement Kyiv en pain suivant les normes en vigueur<sup>26</sup> ? » À Moscou, il n'y avait pas de viande du tout<sup>27</sup>.

À tous les niveaux, tout le monde savait que la collectivisation était à l'origine des nouvelles pénuries. Staline avait reçu des rapports expliquant ce qui n'allait pas dans les fermes collectives, détaillant leur inefficacité en long et en large. Un officiel de la province de la Terre-Noire centrale lui écrivit même une défense audacieuse de la propriété privée : « Comment expliquer l'énorme chute de production de la ferme collective ? C'est impossible, si ce n'est que l'intérêt matériel et la responsabilité concernant les pertes et la médiocrité du travail ne touchent directement aucun individu des fermes collectives [...]<sup>28</sup>. »

La disparition du sens des « responsabilités », détruit par la collectivisation, allait contaminer l'agriculture soviétique (et même l'industrie soviétique) tout au long de son existence. Quand bien même c'était évident dès le début de 1931, la politique ne pouvait être remise en cause car elle était déjà trop étroitement associée à Staline. Il avait mis sa direction du parti sur la collectivisation et vaincu ses rivaux en la défendant. Il ne pouvait être en tort. En octobre, un gros bloc du plénum du Comité central se consacra donc à la recherche de boucs émissaires. Puisque Staline ne pouvait être responsable, et que les hauts dignitaires du parti n'avaient aucune envie de l'être, la responsabilité de la catastrophe imminente fut de nouveau recherchée aux niveaux inférieurs de la hiérarchie.

En écho aux accusations du « Vertige du succès », Stanislav Kossior – secrétaire général du Parti communiste ukrainien depuis 1928, ainsi que membre du Politburo soviétique – reprocha donc les mauvaises récoltes à la base du parti. Les officiels ukrainiens, expliqua-t-il, étaient allés dans les districts ruraux. Ils s'étaient personnellement adressés aux directeurs des stations de machines et de tracteurs. Ils les avaient directement accusés de ne pas s'être pleinement investis dans la collecte de céréales. Et malgré cela, beaucoup étaient « tombés prisonniers » de l'idée que les exigences de l'État étaient trop fortes. Ils étaient donc revenus de leur séjour à la campagne à Moscou et Kharkiv en transmettant un message erroné aux dirigeants : les paysans avaient très faim et avaient besoin de plus de nourriture.

En bon bolchevik, Kossior ne pouvait recevoir cette conclusion qu'en termes de conspiration. « Même nos communistes et souvent nos Vingt-Cinq Mille en sont venus à croire cette fiction des paysans affamés », déclara-t-il. Plus grave, « parmi les Vingt-Cinq Mille est apparu un réseau d'éléments étrangers ». Résultat : « Non seulement ils ne se battaient pas, ne parvenaient pas à organiser les masses des fermes collectives dans la lutte pour le pain contre l'ennemi de classe, mais ils adhéraient souvent à cette atmosphère paysanne, parfois en toute crédulité, parfois

consciemment. » Des membres suspects avaient déjà été chassés du Parti communiste ukrainien : « À la campagne, nous avons besoin d'authentiques bolcheviks qui se battront pour la construction du socialisme, pour la ferme collective, pour les intérêts de notre État soviétique, et pas pour une absurdité koulak<sup>29</sup>. »

Comme souvent quand leurs politiques échouaient, les autorités invoquèrent également le « sabotage ». Pendant le procès Chakhty en 1928, elles avaient visé les ingénieurs des mines pour justifier les défaillances de l'industrie lourde. Elles accusèrent maintenant les spécialistes agricoles. Au printemps 1931, des agents de la police secrète à Vinnytsia, en Ukraine occidentale, dévoilèrent et éliminèrent une « organisation de saboteurs contre-révolutionnaires », le Parti du travail des paysans de Podolie. Les seize personnes arrêtées pour avoir « organisé des actes de sabotage dans tous les secteurs agricoles : planification, administration foncière, crédit, fourniture de machines, etc. » étaient pour la plupart agronomes et avaient été membres de la branche podolienne de la Société agricole panukrainienne, une institution créée en 1923, année plus optimiste. On les accusa alors de chercher à « renverser le régime soviétique et à instaurer une république démocratique bourgeoise ».

Même si aucune de leurs biographies ne semblait contre-révolutionnaire, ils étaient instruits, en lien avec la ville et la campagne, précisément la catégorie de suspects qui intéressait le plus l'OGPU. Stepan Tcherniavsky était un agronome qui avait travaillé pour le gouvernement ukrainien du temps de Petlioura, et présida le Bureau foncier de Podolie. Ioukhym Pidkoui-Moukha avait été secrétaire de la même organisation. Ivan Oliinyk avait été professeur à l'Institut agricole de Kamianets-Podilskyi. D'autres travaillaient sur les questions de crédit agricole ou comme experts dans divers domaines de l'agriculture et de l'élevage. Non seulement il était possible d'imputer à ce groupe instruit, accompli, les défaillances multiples de l'agriculture, mais on pouvait aussi l'accuser de diffuser des idées contre-révolutionnaires parmi les paysans. Le procès fut largement couvert par la presse soviétique ; la plupart des accusés allaient passer de trois à dix ans au Goulag<sup>30</sup>.

La recherche de boucs émissaires fut efficace, mais uniquement dans un sens restreint : l'arrestation d'agronomes « ennemis » et l'expulsion de quelques membres du parti permirent d'expliquer, tout au moins au reste du parti, pourquoi l'Ukraine n'avait pas atteint ses quotas, mais n'augmentèrent pas la production de céréales. Pas plus que les télégrammes furieux de Moscou<sup>31</sup>. Ou que la déclaration de Mikoyan en octobre 1931, suivant laquelle il restait encore à remplir le plan de l'année, indépendamment des conditions météorologiques, et que les régions qui n'étaient pas touchées par la sécheresse devaient contribuer davantage. C'était peut-être injuste, concéda-t-il – « la population travaille dur [...] et nous en demandons plus » – mais peu importait, puisque cet ordre ne pouvait pas non plus faire surgir davantage de pain sur les étals<sup>32</sup>.

Menaces et persuasion échouèrent. Restait la coercition – et en décembre 1931 Staline et Molotov en firent leur politique : les fermes collectives qui n'avaient pas atteint leurs quotas devaient rembourser les prêts en cours, rendre les tracteurs ou autre équipement que leur avaient loués les stations de machines et de tracteurs. L'argent disponible – dont celui qui était destiné à l'achat de semences – leur serait confisqué. Molotov, expédié à Kharkiv pour exposer les nouvelles mesures, se montra sans pitié. Il écarta toutes doléances relatives aux aléas climatiques et à la mauvaise récolte. Il déclara aux responsables du parti ukrainien que le problème n'était pas le manque de céréales mais leur incompetence. Ils étaient mal organisés, n'avaient pas su mobiliser et n'avaient pas réussi à collecter autant de céréales qu'ils auraient dû. Dans les districts il sermonna les chefs des fermes collectives, les traitant d'« agents des koulaks ». Il reprit la menace de Staline de leur retirer leurs tracteurs tout en leur faisant miroiter la promesse qu'il y aurait plus de biens manufacturés pour les fermes qui remplissaient les objectifs de l'État. De retour à Moscou, Molotov et Staline envoyèrent un autre message à Kossior, alors en vacances à Sotchi. Ils lui ordonnèrent de rentrer en Ukraine et de forcer la république à satisfaire les exigences de céréales du plan<sup>33</sup>.

À la suite de cet échange acerbe, le Politburo ukrainien se réunit à nouveau fin décembre. Une fois de plus les communistes ukrainiens saluèrent pour la forme le plan quinquennal. Ils acceptèrent de collecter 8,3 millions de tonnes de céréales, même si tous dans la salle devaient savoir que c'était impossible. Ils déclarèrent qu'ils iraient eux-mêmes dans les villages superviser l'approvisionnement, même si tous devaient savoir que cela ne ferait aucune différence. Pour accroître l'efficacité de toute l'opération, ils réorganisèrent l'Ukraine en six districts de collecte, avec un seul chef de parti responsable dans chacun. Tous durent ressentir une forte angoisse devant la tâche à venir.

Peut-être furent-ils rassurés d'apprendre que les responsables de district recevraient des pouvoirs d'urgence, dont celui de renvoyer quiconque s'opposerait à la réalisation du plan : ceux qui

échoueraient pourraient, encore une fois, jeter le blâme sur des boucs émissaires<sup>34</sup>. En même temps les enjeux étaient plus gros. La récolte n'avait pas été satisfaisante en Oural, dans la Volga, au Kazakhstan et en Sibérie occidentale. Ce qui signifiait que les Ukrainiens et d'autres en URSS occidentale devaient collecter non seulement leurs quotas de départ, mais aussi une quantité supplémentaire de semences à planter au printemps dans d'autres régions. Autrement dit, au quota impossible, l'État avait ajouté une nouvelle exigence encore plus intenable<sup>35</sup>.

Au printemps 1932 des officiels désespérés, inquiets pour leur poste et même pour leur vie, conscients qu'une nouvelle famine pouvait être imminente, se mirent à collecter des céréales partout où ils purent et par tous les moyens. Des confiscations massives eurent lieu dans toute l'URSS. En Ukraine elles furent d'une intensité presque fanatique. Visitant la République autonome de Moldavie, qui faisait alors partie de l'Ukraine, un correspondant de la *Pravda* fut choqué de découvrir jusqu'où les officiels pouvaient aller désormais<sup>36</sup>. Dans une lettre privée à un collègue, il évoqua des « attaques ouvertement contre-révolutionnaires » visant la paysannerie : « Les perquisitions sont habituellement menées la nuit, et ils fouillent avec acharnement et un sérieux mortel. Dans un village limitrophe de la Roumanie, pas une seule maison qui n'eût son poêle détruit. »

Pis, quiconque était trouvé en possession de pain ou de céréales, même les paysans les plus pauvres, était traîné hors de sa maison, dépouillé de ses biens, comme c'était arrivé aux koulaks les mois précédents. Mais c'était exceptionnel : « Ils trouvaient très rarement une quantité plus ou moins conséquente ; ordinairement les fouilles finissaient par la confiscation des quelques derniers morceaux de pain en infime quantité<sup>37</sup>. » Aucun responsable ne remit en cause le bien-fondé de ce comportement : que les chefs de l'OGPU et du Parti communiste aient permis aux journalistes, fussent-ils fidèles au régime, d'assister à la confiscation de céréales signifiait qu'aux plus hauts niveaux ils étaient convaincus de la légitimité de ce qu'ils faisaient.

Les responsables locaux du parti, qui jouaient leur carrière, organisèrent des groupes d'activistes et les envoyèrent, village après village, confisquer toutes les céréales qu'ils pouvaient trouver. Un paysan de Sobolivka, en Ukraine occidentale, décrivit à ses parents polonais comment cela se passait :

Les autorités opèrent comme suit : elles envoient chez un homme ou un fermier des brigades qui procèdent à une fouille si minutieuse qu'elles examinent le sol avec des outils métalliques acérés, et les murs avec des allumettes, mais aussi le jardin, le toit de chaume, et si elles trouvent ne serait-ce qu'un demi-poud, elles l'emportent dans le chariot attelé. Voilà ce qu'on appelle la vie ici [...]. Mon cher frère Ignacy, si possible, je te demande de m'envoyer un colis, car on en a grandement besoin. Il n'y a rien à manger et on doit bien manger<sup>38</sup>.

Tous ces procédés rappelaient les événements antérieurs : au temps du « communisme de guerre » l'Armée rouge avait perquisitionné les biens des paysans avec la même violence et le même mépris de leur vie. Mais ils annonçaient aussi le futur proche : ce furent les premières des milliers de fouilles intenses et désastreuses, menées par les activistes l'année d'après, pendant l'hiver 1932-1933. La brutalité, la destruction des murs et du mobilier dans la quête de céréales cachées présageaient ce qui allait venir.

Les poches de famine réelle en URSS étaient également un avertissement inquiétant. Les rapports du district de la Volga, du Caucase et du Kazakhstan évoquaient déjà la faim des enfants, la population trop faible pour travailler, des districts entiers privés de pain. En Ukraine, dans la province d'Odessa, la situation de plusieurs villages était si dramatique qu'en mars des responsables du parti du district de Zynovivskyi envoyèrent une équipe médicale pour enquêter. Les médecins furent sidérés par ce qu'ils découvrirent. Dans le village de Kozyrivka, la moitié des habitants étaient morts de faim. Le jour de leur visite, il restait 100 foyers sur 365, et le reste « se vidait » : « Un assez grand nombre de cabanes étaient démontées, les encadrements des fenêtres et des portes utilisés comme combustible. » La famille d'Ivan Myronenko – sept personnes, dont trois enfants d'âge scolaire – survivait « entièrement de charognes ». Lorsque l'équipe entra dans la cabane, les Myronenko étaient en train de manger du cuir de cheval bouilli avec un « liquide jaune puant » tiré du bouillon. À côté, les inspecteurs rencontrèrent la famille Koval qui comptait quatre enfants. Entrant dans la cabane, ils virent Maria Koval faire bouillir les os d'un cheval mort. Une vieille femme était couchée dans un lit, demandant des médicaments « pour mourir plus vite<sup>39</sup> ».

Dans le village de Tarasivka la situation n'était guère meilleure. Là, le nombre des foyers avait diminué de moitié, passant de 400 à 200. Des cadavres gisaient dans la rue, puisqu'il n'y avait personne pour les enterrer. L'équipe médicale se laissa dire que c'était devenu normal dans les villages où l'on ne touchait pas aux cadavres parfois pendant trois ou quatre jours. Les médecins

visitèrent un foyer où le père était « jaune, décharné, à peine capable de tenir sur ses jambes<sup>40</sup> ». Avec la même horreur le groupe rapporta que les officiels de la province, du district, du village et du parti « s’efforçaient de ne pas remarquer l’importance de la famine et de ne pas en parler ». Les responsables locaux « cachaient » en effet la hausse de la mortalité. Cette tendance allait se propager rapidement<sup>41</sup>.

L’OGPU en Ukraine ne se faisait pas d’illusion sur ce qui se passait. Dans le premier trimestre de 1932, ses agents enregistrèrent que 83 Ukrainiens étaient gonflés par la faim et que 6 étaient morts. Des indicateurs signalèrent également des pénuries alimentaires sporadiques dans les provinces de Kharkiv, Kyiv, Odessa, Dnipropetrovsk et Vinnytsia. Les chevaux mouraient aussi en masse ; en Ukraine, leur nombre avait chuté de plus de moitié depuis la collectivisation<sup>42</sup>. Les responsables d’une ferme collective informèrent ensemble les autorités qu’ils perdaient 4 chevaux par jour, de faim et de surmenage. Pis, ils ne pouvaient empêcher les paysans de les manger. « Nous avons averti à plusieurs reprises les kolkhoziens de ne pas manger les carcasses mais ils nous répondent : “Nous allons mourir de faim de toute façon, et nous mangerons les carcasses, même celles des troupeaux contaminés. Vous pouvez nous tuer si vous voulez.”<sup>43</sup> »

Les lettres inondèrent les bureaux du parti, adressées notamment à Staline. « C’est horrible, avoir des enfants et ne pas pouvoir les élever dans des conditions civilisées – mieux vaut ne pas en avoir<sup>44</sup> », lui écrivit une femme de Nyjniodniprovsk. Un membre du parti évoqua des équipes de collecte entrant dans les cabanes de paysans pauvres et moyens qui avaient « rempli leurs obligations de céréales réquisitionnées », prenant tout de même le reste, « ne leur laissant rien à manger, rien à semer à l’automne<sup>45</sup> ». Un autre écrivit :

Cher Staline,

Je t’en prie, réponds-moi, pourquoi les cultivateurs des fermes collectives enflent-ils de faim et mangent-ils des chevaux morts ? J’ai pris des vacances et suis allé dans le district de Zynovivskiy, où j’ai vu par moi-même comment la population mangeait des chevaux [...]<sup>46</sup>.

Au printemps 1932 des indicateurs de la police secrète, pour la première fois depuis dix ans, commencèrent à employer le mot « famine » en décrivant la situation des villages ukrainiens<sup>47</sup>. À Kharkiv, le gouvernement républicain passa également à l’action comme s’il comprenait que la menace de famine était bien réelle. En avril, les entrepôts céréaliers de l’État dégagèrent plus de 2 000 tonnes de millet pour aider ceux qui « étaient le plus en difficulté<sup>48</sup> ». Un mois plus tard, le gouvernement provincial de Kyiv examina les moyens de fournir des surplus alimentaires à trente districts, en particulier pour les enfants<sup>49</sup>. Ils décidèrent également d’envoyer en urgence des réserves de céréales à deux districts dans un besoin extrême<sup>50</sup>.

Le sentiment de crise imminente toucha aussi les étrangers qui vivaient en Ukraine. Le consul polonais de Kyiv câbla à Varsovie ses observations relatives à « de graves pénuries alimentaires » dans de nombreux villages. Il avait vu des gens s’écrouler de faim dans les rues de Vinnytsia et d’Ouman<sup>51</sup>. Le consul allemand dit avoir reçu des appels de membres de la minorité allemande, implorant d’être reconnus citoyens pour émigrer : « Il n’y a pas assez de pain, les villageois sont obligés de manger des ersatz inacceptables [...]. Les villageois sous-alimentés des fermes collectives et les ouvriers dont les rations sont insuffisantes mendient de la nourriture<sup>52</sup>. »

Étant donné l’ampleur des pénuries alimentaires, il n’est guère surprenant que les paysans se soient rebiffés ce printemps-là, et qu’ils aient refusé, comme en 1921, de semer leurs terres : s’ils plantaient leurs derniers grains, ils n’auraient plus rien à manger. Ils devaient savoir aussi que tout ce qu’ils s’efforçaient de faire pousser serait confisqué. En avril 1932 l’OGPU sonna l’alarme : plus de 40 000 foyers ne plantaient plus rien<sup>53</sup>. La faim se propageant, beaucoup étaient trop faibles pour travailler la terre. Les champs en friche n’étaient pas un secret : *Visti VUTsVK*, le principal journal du gouvernement républicain d’Ukraine, annonça que deux tiers seulement des champs ukrainiens furentensemencés ce printemps-là<sup>54</sup>.

Aucun observateur impartial ne pouvait imaginer alors que l’Ukraine serait en mesure de répondre aux exigences de céréales de Moscou dans l’année. Le ravitaillement allait clairement baisser. Les céréales destinées à l’exportation ne se concrétiseraient pas. Et beaucoup, beaucoup allaient mourir de faim.

Au printemps 1932 quelques communistes ukrainiens haut placés finirent par s’armer de courage pour demander une réorientation radicale. En février, Hryhorii Petrovskiy – « vieux bolchevik », membre du parti avant la révolution, membre du Politburo ukrainien et président du Soviet suprême d’Ukraine – adressa une brève lettre à ses collègues. Il ne désigna pas de boucs émissaires, et ne

chercha pas à convaincre que les pénuries étaient « temporaires » ou imaginaires. Il constata plutôt le manque de nourriture « non seulement dans les villages mais aussi dans les villes ouvrières » partout en Ukraine, dans les provinces de Kyïv et Vinnytsia, d'Odessa, Dnipropetrovsk et Kharkiv.

Petrovskyi fit une liste de suggestions : envoyer une lettre au Comité central, décrivant les « pénuries drastiques de produits alimentaires pour la population et pour le bétail » ; demander l'arrêt des collectes céréalières en Ukraine et rétablir le libre commerce des marchandises « suivant la loi » ; faire appel à la Croix-Rouge et à d'autres organisations de secours d'urgence qui regrouperaient leurs ressources pour sauver, comme en 1921, la population des zones les plus gravement touchées, notamment les enfants ; mobiliser des organisations en l'Ukraine pour secourir les régions frappées par la famine. Il déclara franchement que l'État soviétique devait s'attendre à ne rien collecter en Ukraine en 1932. Pour alimenter les paysans ukrainiens affamés, toutes les récoltes devaient rester dans la république<sup>55</sup>.

La direction du parti ukrainien prit en compte l'appel de Petrovskyi. En mars, annulant leurs déclarations précédentes, les officiels du parti dirent précipitamment aux responsables locaux de cesser les collectes céréalières. Même s'ils n'avaient pas atteint les quotas de printemps, les paysans devaient se consacrer à l'ensemencement des cultures pour la saison suivante<sup>56</sup>. Encouragés par ces signes d'en haut, plusieurs officiels ukrainiens subalternes refusèrent de répondre aux exigences de céréales ukrainiennes venant d'autres républiques et d'autres institutions d'État. Un officiel, à qui l'on avait demandé d'envoyer 1 000 tonnes de céréales dans l'Oural, répondit que c'était « impossible ». Même refus pour l'envoi de haricots et pois<sup>57</sup>.

Les discussions qui suivirent – au sein de la direction à Moscou, du Parti communiste ukrainien à Kharkiv, et entre Moscou et Kharkiv – furent sombres et prudentes, voire déroutantes et contradictoires. L'éventualité d'une famine générale était désormais bien perçue de tous côtés. Mais, de nouveau, la responsabilité personnelle de Staline dans la politique de collectivisation – il l'avait conçue et justifiée, soutenue et s'y tenait – était aussi parfaitement perçue. S'y opposer ouvertement, voire laisser entendre qu'elle avait plus ou moins raté, équivalait à critiquer le chef lui-même. Tout le monde savait que la fourniture d'une aide alimentaire à l'Ukraine était une façon de reconnaître tacitement l'échec de Staline ; mais si l'on ne laissait pas leurs grains aux paysans ukrainiens et si on ne les encourageait pas à semer, tous savaient qu'une catastrophe s'ensuivrait.

Divers responsables testèrent diverses stratégies, choisissant prudemment leurs mots. Le 26 avril, Kossior adressa à Staline une longue lettre excessivement circonspecte sur la situation générale des campagnes ukrainiennes, minimisant plutôt les problèmes. Il venait, dit-il, de visiter plusieurs districts du Sud. En dépit des rapports négatifs il était sûr que la moisson de 1932 dépasserait celle de l'année précédente, en grande partie parce que les conditions météorologiques s'étaient améliorées. Contredisant les messages effrayants de ses collègues, il déclara que « toute conversation sur la “famine” en Ukraine devait absolument cesser ». Dans quelques provinces, en effet, « de graves erreurs avaient été commises dans l'exécution des collectes céréalières », mais il prévoyait des rectifications. Kossior reconnut aussi qu'il y avait eu des « incidents » dans la province de Kyïv, où s'étaient déroulées certaines manifestations à caractère « petliouriste » : des paysans affamés refusaient de semer. Mais il assura à Staline que tout allait bien. L'État avait fourni un peu d'aide alimentaire à ces provinces, dont du millet, du maïs et de la nourriture pour les chevaux. Ce petit contretemps le poussa à demander une faveur : en raison de ces petites perturbations, des « aides supplémentaires » seraient utiles dans d'autres parties d'Ukraine. Pour cela, « il nous faudra nous tourner de nouveau vers le Comité central<sup>58</sup> ».

En d'autres termes, Kossior demandait avec doigté de l'aide alimentaire, mais juste pour quelques districts, en quantité limitée seulement, et uniquement parce que des contre-révolutionnaires avaient perturbé la saison des semailles par leurs manifestations politiques. Lui et d'autres responsables communistes ukrainiens avaient des raisons de croire que Staline se montrerait favorable à ces demandes aussi prudemment formulées. Au cours du printemps 1932, le dirigeant soviétique avait paru plusieurs fois ouvert à un changement de politique. Il dit à Kaganovitch qu'il faudrait mettre à disposition des paysans plus de biens industriels pour mieux les stimuler. Il avait fait expédier un peu de céréales en avril pour atténuer les pénuries alimentaires<sup>59</sup>. Même si les exportations vers les pays occidentaux continuaient, il avait autorisé l'achat secret de maïs, de blé et d'autres céréales en Extrême-Orient et en Perse, prouvant ainsi qu'il était au courant des pénuries en URSS<sup>60</sup>. Il avait appuyé la décision du Politburo d'autoriser l'expédition d'une autre petite cargaison de céréales dans la province d'Odessa<sup>61</sup>. Staline avait même caressé l'idée que les plans d'acquisition de céréales en URSS étaient trop « mécanistes » et devaient être ajustés aux conditions

météorologiques régionales et à aux autres facteurs locaux. Kaganovitch et Molotov allaient reprendre tous deux ce point dans l'été<sup>62</sup>.

En avril, cependant, Staline changea de ton : il avait reçu des documents alarmants sur la situation politique en Ukraine. Les archives ne nous renseignent pas précisément sur ce qu'il lut, mais on peut le deviner. Peut-être s'agissait-il des manifestations petliouristes auxquelles Kossior fit allusion, ou d'un rapport du district de Pavlohrad. Peut-être un rapport sur l'atmosphère au sein même du Parti communiste. L'OGPU de Balytsky recueillait assidûment les rapports d'indicateurs à la campagne qui enregistraient en particulier le mécontentement des membres du parti, leur aversion envers la collectivisation et leur ressentiment à l'égard de Moscou. Plus tard au cours de l'automne il remettrait à Staline une série de remarques provenant d'officiels du parti ukrainien en colère, transcrites par les indicateurs, et les mentions de membres du parti rendant leur carte ; il se peut que Staline ait vu quelque chose de semblable au printemps. Quoi qu'il en soit, dans une lettre du 26 avril à Kossior, Staline s'emporta : « À en juger par cette documentation, il semble qu'en plusieurs localités d'Ukraine le pouvoir soviétique ait cessé d'exister. Est-ce vrai ? La situation des campagnes est-elle réellement si terrible ? Où sont les organes de l'OGPU, que font-ils ? Pouvez-vous vérifier ce qu'il en est et envoyer au Comité central un rapport sur les mesures que vous avez prises<sup>63</sup> ? »

À la suite de ce qui avait provoqué cette note, Staline annula le millet et les autres aides alimentaires à l'Ukraine. Il exigea également que le Parti communiste ukrainien maintînt sa politique de confiscation des tracteurs et autres équipements pour les fermes peu performantes. Il ne voulait pas de gestes généreux susceptibles d'être interprétés à tort comme une action indépendante de la direction ukrainienne, encore moins qu'on y vît une « manifestation contre Moscou et le Parti communiste soviétique<sup>64</sup> ». Il était profondément inquiet de la fiabilité du parti ukrainien. Dans un langage montrant à quel point l'État soviétique avait évolué dans le sens de la tyrannie personnelle, il déclara à Kaganovitch et Molotov que les responsables locaux n'étaient pas assez loyaux. « Faites très attention à l'Ukraine », leur écrivit-il à tous deux le 2 juin : « [Vlas] Tchoubar [chef du gouvernement ukrainien], de nature corrompue et opportuniste, et Kossior, par sa diplomatie pourrie [...] et son manque de réflexion criminel dans la conduite des affaires, ruinent complètement l'Ukraine. Ces camarades ne sont pas à la hauteur pour diriger l'Ukraine d'aujourd'hui<sup>65</sup>. »

Ces dirigeants « corrompus » et méprisables lancèrent néanmoins un dernier appel. Le 10 juin, Petrovskiy rédigea la lettre la plus franche de toutes. Il venait juste de visiter plusieurs districts ruraux où la population commençait à mourir de faim. Il avait affronté en personne les paysans affamés :

Nous savions par avance que les rentrées de céréales imposées par l'État en Ukraine seraient difficiles, mais ce que j'ai vu dans les campagnes montre que nous avons grandement exagéré, nous avons trop demandé. Je suis allé dans plusieurs villages et j'ai vu une part considérable de la campagne plongée dans la famine. Ils ne sont pas nombreux, mais il y a des gens gonflés par la faim, principalement des paysans pauvres et même moyens. Ils mangent les déchets alimentaires de fond de tonneau, s'il en reste. Lors de grandes réunions dans les villages, les paysans me maudissent évidemment, les vieilles femmes pleurent et parfois les hommes aussi. Parfois la critique concernant la dégradation de la situation devient cinglante et générale – pourquoi ont-ils provoqué une famine artificielle ? Après tout, nous avions une bonne récolte. Pourquoi nous a-t-on pris toutes nos semences ? Cela ne s'était jamais produit sous l'ancien régime. Nous n'avons jamais subi ça même sous l'ancien régime. Pourquoi les Ukrainiens sont-ils obligés de faire des trajets dangereux pour trouver du pain dans des régions moins fertiles ? Pourquoi n'apporte-t-on pas de pain ici ? et ainsi de suite [...]. Il est difficile dans ces conditions de donner une explication. Vous condamnez évidemment ceux qui ont commis des excès mais vous avez le sentiment d'être comme une carpe se tortillant dans une poêle à frire [...]<sup>66</sup>.

Le vol augmentait dans les villages, expliqua Petrovskiy. Il n'avait pas pu acheter de pain, de sucre ni rien d'autre dans les magasins. Les prix montaient, et la « spéculation » s'étendait. Les bureaux locaux refusaient de vendre des tickets de train et ils ne savaient pas pourquoi. Chacun de ces faits était « utilisé contre le parti et contre les fermes collectives », écrivit-il, et il finit par un appel à l'aide : « Pour conclure, je vous redemande d'examiner toutes les méthodes et les ressources disponibles afin de fournir d'urgence une aide alimentaire aux villages ukrainiens, et d'approvisionner dès que possible en semences de sarrasin pour compenser ce qui n'a pu être semé<sup>67</sup>. »

Le même jour, Tchoubar, le dirigeant ukrainien, adressa également une longue lettre à Staline et à Molotov, décrivant la mauvaise récolte de printemps et les poches de famine : « Il est désormais possible de dénombrer au moins cent districts ayant besoin d'aide alimentaire. » Comme Petrovskiy, Tchoubar était allé dans les campagnes. Comme Kossior, il évita de rejeter le blâme sur la politique de l'État, attribuant la crise à « une mauvaise planification et une mauvaise gestion » des récoltes. Mais il fut extrêmement clair sur ce qui se passait : « En mars et en avril, il y avait des dizaines de milliers de gens sous-alimentés, affamés et gonflés, mourant de faim dans tous les villages ; on voyait apparaître des enfants abandonnés par leurs parents et des orphelins. La direction des districts

et de la province fournit une aide alimentaire tirée des réserves internes, mais le désespoir croissant et la psychologie de la famine entraînèrent un surcroît d'appels à l'aide. »

Il arriva à la même conclusion : il était temps d'en finir avec les politiques « irréalistes » d'acquisitions céréalières. « Même ceux qui ont déjà rempli leurs quotas dans les fermes collectives reçoivent des demandes pour la deuxième et la troisième fois<sup>68</sup>. »

Kaganovitch fit suivre les deux lettres à Staline. Il lui dit avoir trouvé une note de Tchoubar ayant un « caractère plus pragmatique et autocritique ». La lettre de Petrovskyi en revanche contenait un élément de « pourriture ». En particulier, Kaganovitch n'appréciait pas que le dirigeant ukrainien critiquât le Parti communiste soviétique, et de ce fait Staline. Il appuya pourtant leur requête : il était temps d'apporter une aide à l'Ukraine<sup>69</sup>. Molotov écrivit également à Staline et proposa de limiter pendant un temps les exportations de céréales, afin de fournir une aide alimentaire à l'Ukraine<sup>70</sup>.

Staline répliqua. Au ton de sa lettre, il est évident qu'il ne pouvait pas (ou ne voulait pas) croire que les céréales manquaient réellement en Ukraine :

Je n'ai pas aimé les lettres de Tchoubar et Petrovskyi. Le premier parle à tort et à travers d'« autocritique » à seule fin d'obtenir de Moscou un million de pouds de pain en plus, le second joue la sainteté, se déclarant victime du [Comité central] afin de réduire les niveaux d'acquisitions céréalières. Ni l'un ni l'autre ne sont acceptables. Tchoubar se trompe s'il croit que l'autocritique est nécessaire pour obtenir une « aide » extérieure au lieu de mobiliser les forces et les ressources au sein de l'Ukraine. À mon avis, l'Ukraine a reçu plus qu'assez [...] <sup>71</sup>.

Staline parlait naturellement de « donner » à l'Ukraine des céréales qui lui avaient d'abord été retirées. Mais personne ne le contesta. Le 16 juin, Kaganovitch écrivit de nouveau à Staline que « la campagne de récoltes de cette année sera particulièrement difficile, surtout en Ukraine. Malheureusement, l'Ukraine n'y est pas suffisamment préparée<sup>72</sup> ». Mais il ne parla pas, comme ses collègues l'avaient fait, d'envoyer une aide alimentaire massive.

Au contraire, dans l'été 1932, les politiques qui auraient pu empêcher la famine en Ukraine furent tranquillement abandonnées. Des céréales furent bien octroyées à Kyiv et Odessa, mais pas autant que ce qui avait été demandé. Ni chevaux ni tracteurs n'étaient prévus<sup>73</sup>. Kossior dit aux dirigeants du parti local qu'il n'y avait d'aide que pour « 20 districts » – sur plus de 600 : « Informez-nous rapidement par télégramme des districts qui doivent figurer sur cette liste<sup>74</sup>. »

Alors que la faim s'étendait, l'État continua à planifier et à donner des ordres pour maintenir l'exportation de céréales à l'étranger. En mars 1932, Moscou déclara à Kharkiv que les officiels ukrainiens seraient « rendus personnellement responsables de l'exportation de seigle depuis le port d'Odessa ». Le Conseil des commissaires du peuple pressa toutes les entreprises impliquées dans l'exportation d'améliorer la qualité de leurs tonneaux et conteneurs pour le stockage des marchandises destinées à l'étranger<sup>75</sup>. Pour les Ukrainiens qui voyaient les biens alimentaires quitter leur république affamée, cette politique d'exportation semblait folle, voire suicidaire. Mykola Kostyrko, un ingénieur qui vivait à Odessa à cette époque, se rappelle les « navires étrangers » entrant dans le port : « Ils exportaient tout pour avoir les capitaux étrangers “nécessaires à l'État” afin d'acheter des tracteurs ou pour la propagande à l'étranger. » À un moment, les dockers d'Odessa refusèrent d'embarquer des cochons dans un bateau. Un détachement de soldats de l'Armée rouge fut envoyé le faire à leur place<sup>76</sup>.

Un employé du consulat italien à Odessa se souvient aussi de la colère générale face à la politique d'exportation : « Il n'y avait pas d'huile [végétale] ici, alors même que l'huile et les semences utilisées pour sa production étaient envoyées à l'étranger<sup>77</sup>. » La colère de la population face aux exportations n'était pas un secret non plus pour le Parti communiste. En avril 1932, la direction du parti ukrainien n'avait jamais accepté de discuter publiquement du problème, parce que cela ne pouvait que susciter des « humeurs malsaines<sup>78</sup> ». En fin d'année les niveaux d'exportation chutèrent de manière spectaculaire – passant de 5,2 à 1,73 million de tonnes<sup>79</sup>. La valeur pour l'État s'effondra également, de 203,5 millions de roubles en 1931 à 88,1 millions en 1932<sup>80</sup>. Mais les expéditions à l'étranger ne devaient jamais complètement cesser.

L'atmosphère au sein du parti ne s'arrangeait pas non plus. En juillet, Molotov et Kaganovitch retournèrent en Ukraine, avec de nouveau l'objectif de triompher des dernières objections. Ils avaient des ordres directs de Staline qui leur écrivit le 2 juillet, réitérant sa préoccupation concernant l'Ukraine et son gouvernement : « Faites encore plus attention à l'Ukraine. Le pourrissement et l'opportunisme de Tchoubar, la diplomatie corrompue de Kossior [...] et le criminel manque de réflexion dans l'approche des affaires finiront par perdre l'Ukraine<sup>81</sup>. »

Ils profitèrent de la troisième Conférence du parti ukrainien – une sombre histoire – pour faire le point. Tous les Ukrainiens présents contestèrent, pour autant qu'ils l'osaient, les quotas imposés à

leur pays. Certains responsables locaux furent tout à fait francs. Le premier secrétaire d'un district de la province de Kharkiv signala que, du fait de l'absence de réserves et de semences, il y avait des « pénuries alimentaires » dans sa région<sup>82</sup>. L'un de ses homologues dans la province de Kyiv se plaignit encore plus franchement que les brigades de collecte condamnaient les paysans à mort : le parti, dit-il, était coupable de « distorsions » dans sa politique agricole<sup>83</sup>. Un camarade du district de Melitopol reprocha au plan de ne pas être en phase, souvent, avec la situation des fermes collectives, et au pouvoir central de dresser des plans apparemment sans consulter les paysans sur place<sup>84</sup>. Roman Terekhov, de la province de Kharkiv, déclara que tous les districts savaient parfaitement que les plans étaient mal conçus, le travail mal organisé, et que d'énormes pertes en avaient résulté, aboutissant à des « pénuries alimentaires » dans au moins vingt-cinq districts<sup>85</sup>.

Sans vraiment réitérer son appel à cesser la politique d'acquisition des céréales, Mykola Skrypnyk, commissaire à l'éducation, fut également très carré. L'Ukraine ne pouvait tout simplement pas produire et ne produirait pas le total requis de céréales. Le plan ne serait pas rempli : « C'est un échec gigantesque et scandaleux<sup>86</sup>. » Petrovskyi et Tchoubar parlèrent également tous deux de « pénurie » et d'« échec<sup>87</sup> ». Ils demandèrent cependant une réduction du total des céréales que l'Ukraine devait produire.

Molotov et Kaganovitch refusèrent de céder. Molotov dit aux communistes ukrainiens qu'ils étaient devenus « des chuchoteurs et des défaitistes<sup>88</sup> ». Plus tard, les deux hommes déclarèrent à Staline avoir rejeté une résolution ukrainienne demandant des quotas plus bas : « Nous avons catégoriquement refusé une révision du plan, demandé une mobilisation du parti pour lutter contre les pertes et le gaspillage des céréales et pour revigorer les fermes collectives<sup>89</sup>. » Au lieu de faire marche arrière, la Conférence adopta une résolution estimant « convenable » le plan irréaliste et impossible des 5,8 millions de tonnes (356 millions de pouds), et se résolut à « l'adopter sans conditions<sup>90</sup> ».

Molotov et Kaganovitch jugèrent aussi l'atmosphère au sein de la direction du Parti communiste à Kharkiv « plus favorable » que prévue, semblant vouloir dire que les Ukrainiens étaient toujours disposés à obéir aux ordres<sup>91</sup>. Ils suggérèrent prudemment à Staline de cacher la gravité de la situation : « Pour ne pas donner d'information à la presse étrangère, nous n'avons qu'à publier une critique modérée dans nos propres journaux, sans évoquer la situation des mauvais districts<sup>92</sup>. » Par conséquent, la ligne officielle resta positive. Quelques semaines après la Conférence, le gouvernement soviétique et le Parti communiste proclamèrent ensemble une « victoire complète » dans l'agriculture. La « théorie bourgeoise » selon laquelle l'URSS serait revenue au capitalisme et aux marchés avait « volé en éclats<sup>93</sup> ».

Il est certain que Staline savait, à ce stade, que les 5,8 millions de tonnes étaient un chiffre irréaliste. Le 25 juillet il dit à Kaganovitch son intention de permettre aux fermes collectives d'Ukraine « en souffrance » d'obtenir une réduction des quotas. Il avait, prétendit-il, évité de parler d'une réduction des collectes avant parce qu'il ne voulait pas « démoraliser » davantage les Ukrainiens ni perturber les récoltes. Il comptait plutôt attendre pour l'annoncer, espérant « stimuler » les paysans pendant la saison des moissons – et paraître bienveillant – en proposant une petite réduction de 30 millions de pouds (490 000 tonnes) ou, « en dernière extrémité » (ces mots étaient soulignés), de 40 millions de pouds (655 000 tonnes). Dans sa réponse, Kaganovitch acquiesça : « Ce n'est pas le moment de parler aux Ukrainiens » de diminution. Mieux valait les laisser se débrouiller pour satisfaire une demande impossible<sup>94</sup>.

Avant que cette partie ne pût se jouer, Staline fut à nouveau préoccupé par les mauvaises nouvelles venues d'un peu partout en Union soviétique – et particulièrement d'Ukraine. Tout au long de l'été, l'OGPU avait signalé une recrudescence des vols. Des gens volaient dans les trains, les magasins, les entreprises et surtout dans les fermes collectives. Ce n'était guère surprenant : les ouvriers des fermes collectives (et des usines) avaient souvent le sentiment que la propriété de l'État n'appartenait à personne et qu'il n'y avait pas de mal à s'en emparer. Plus précisément, ils avaient très faim. Tel était clairement le sous-entendu d'un rapport que l'OGPU compila en juillet, décrivant une tendance inquiétante : de nombreux paysans commençaient à moissonner, prématurément et discrètement, et gardaient les céréales pour eux. Un rapport arriva de la province de la Volga centrale :

Dans la nuit du 9 juillet, cinq femmes furent surprises dans les champs en train de couper les épis de blé. Alors qu'on essayait de les arrêter, elles s'enfuirent dans toutes les directions. Le garde tira deux fois avec un fusil de chasse. Une des femmes de la ferme collective fut grièvement blessée (elle mourut quelques heures plus tard) [...].

La même nuit, dans le même village, un gardien découvrit aussi « quinze voleurs à cheval avec des sacs de céréales volées ». Ce groupe de « voleurs » s'en tira mieux que les cinq femmes. Ils

opposèrent une violente résistance, le gardien prit peur et s'échappa<sup>95</sup>.

Comme si souvent par le passé, Staline trouva une interprétation politique à ces actes de désespoir. En vacances à Sochi – ayant « voyagé dans un train abondamment approvisionné en produits fins de Moscou » –, il écrivit plusieurs lettres à Kaganovitch à ce sujet<sup>96</sup>. Tous deux se confirmèrent mutuellement leur point de vue. L'État et ses politiques ne présentaient pas un danger pour les paysans affamés – mais ces derniers, eux, présentaient un grand danger pour l'État. « Les koulaks, les éléments dékoulakisés et antisoviétiques, tous volent », déclara Staline à Kaganovitch. « Le crime doit être puni de dix ans d'emprisonnement ou de la peine capitale », et il n'y aurait pas d'amnistie : « Sans ces mesures socialistes draconiennes (et autres) il est impossible d'établir une nouvelle discipline sociale, et sans cette discipline, il est impossible de renforcer et défendre notre ordre nouveau<sup>97</sup>. »

Quelques jours après, ayant visiblement réfléchi au problème pendant ses vacances balnéaires, il entra davantage dans les détails dans une autre série de lettres à Kaganovitch et Molotov. Une nouvelle loi, craignait-il, ne serait pas assez dissuasive. Pour amener les gens à cesser de voler de la nourriture, la loi devait être soutenue par une campagne de propagande pleinement fondée sur la théorie marxiste. Le capitalisme avait vaincu le féodalisme en s'assurant que la propriété privée fût protégée par l'État ; le socialisme à son tour pouvait vaincre le capitalisme s'il déclarait sacrés et inviolables les biens publics des coopératives, des fermes collectives et de l'État. La survie même du socialisme pourrait bien dépendre de la capacité ou non de l'État à empêcher les « éléments antisociaux, koulaks-capitalistes » de voler les biens publics<sup>98</sup>.

La foi obsessionnelle de Staline dans la théorie marxiste triompha une fois encore de ce qu'il aurait appelé la « morale bourgeoise ». Le 7 août 1932, comme prévu, l'URSS promulgua un édit draconien, même d'après les normes soviétiques. Il commençait par une déclaration :

Les biens publics (État, kolkhozes, coopératives) sont la base du système soviétique ; ils sont sacrés et inviolables, et ceux qui tentent de voler les biens publics doivent être considérés comme les ennemis du peuple [...] ; la lutte décisive contre les pilliers de biens publics est la principale obligation de tous les organes de l'administration soviétique.

Il continuait par une définition et une conclusion :

Le Comité central exécutif et le Soviet des commissaires du peuple de l'URSS décident solennellement [...] :

1. De considérer la propriété des kolkhozes et des coopératives (récolte en entrepôt, etc.) comme équivalant à la propriété de l'État.
2. De punir le pillage (vol) des biens des kolkhozes et de la propriété collective par la mesure suprême de défense sociale : exécution avec confiscation de toute propriété, ou [...] privation de liberté pour une période d'au moins dix ans<sup>99</sup>.

Qui volait d'infimes quantités de nourriture pouvait donc être puni de dix ans de camp de travail – ou de la mort. Ces sanctions étaient jusqu'alors réservées aux actes de haute trahison. Désormais, une paysanne qui volait quelques grains de blé dans une ferme collective pouvait être traitée de la même manière qu'un officier qui avait trahi en temps de guerre. La loi n'avait pas de précédent, même en URSS. À peine quelques mois auparavant, la Cour suprême de la République russe avait condamné une personne qui avait volé du blé dans le champ d'une ferme collective à un an de travaux forcés seulement<sup>100</sup>.

Comme le souhaitait Staline, suivit une campagne de presse éducative. Deux semaines après le décret, la *Pravda* publia un article sur l'affaire de « la koulak Grybanova » qui avait volé des céréales dans les champs de la ferme collective du « Bâtisseur rouge ». Elle fut condamnée à être exécutée. La presse ukrainienne rapporta dans le détail trois affaires jugées à Odessa, dont celle d'un couple fusillé pour « larcin<sup>101</sup> ». D'autres récits publiés présentent le cas d'un paysan exécuté pour avoir été en possession d'une petite quantité de blé glané par sa fille de dix ans<sup>102</sup>.

Cette loi extraordinaire préleva un tribut extraordinaire. À la fin de 1932, moins de six mois après la promulgation de la loi, 4 500 personnes avaient été exécutées pour l'avoir enfreinte. Bien davantage – plus de 100 000 – avaient été condamnées à des peines de dix ans de camp de travail. Imposée d'en haut, cette préférence pour de longues peines de camp plutôt que la peine de mort était visiblement pragmatique : les travailleurs forcés allaient travailler aux nouveaux projets industriels immenses du Goulag – mines, usines, exploitations forestières – qui venaient de commencer<sup>103</sup>.

Les semaines et les mois suivants, victimes de la loi du 7 août, des milliers de paysans affluèrent dans le système des camps. D'après les chiffres officiels (qui ne rendent pas compte de toutes les arrestations), le nombre des internés du Goulag doubla pratiquement de 1932 à 1934, passant de 260 000 à 510 000. Le système des camps n'avait ni les ressources ni la capacité d'organisation pour faire face à cet afflux massif de personnes, dont beaucoup arrivaient déjà décharnées par la

faim. En conséquence, le taux de mortalité grimpa de 4,81 % en 1932 à 15,3 % en 1933<sup>104</sup>. D'autres furent peut-être sauvées par leur incarcération. Des années après, Susannah Petchora, prisonnière du Goulag dans une période ultérieure, se rappelait sa rencontre avec une codétenue, ancienne paysanne. Après avoir reçu sa maigre ration quotidienne, la femme soupira et caressa le petit morceau de pain dur. « *Khlebouchka*, mon petit bout de pain, ronronnait-elle, et dire qu'on nous donne ça tous les jours<sup>105</sup> ! »

Le vol n'était pas le seul souci de Staline au cours de l'été 1932. Peu après la promulgation de la loi du 7 août, il reçut un document surprenant de la police secrète ukrainienne. L'historien Terry Martin, le premier à repérer son importance, l'a qualifié d'« extraordinaire et unique<sup>106</sup> ». Staline avait sans doute déjà vu des rapports comparables. Celui-ci ressemblait peut-être aux documents qui avaient provoqué sa fureur en avril, lorsqu'il avait demandé si « le pouvoir soviétique avait cessé d'exister » dans certaines parties d'Ukraine. Mais cette fois, avec une nouvelle crise alimentaire en cours, sa réaction fut encore plus brutale.

Généralement, l'OGPU envoyait à Staline des rapports rédigés en termes prudents et pleins d'expressions convenues sur les ennemis et les conspirations. Mais, en août 1932, la police secrète ukrainienne lui envoya un lot de citations brutes sans commentaire. Elles avaient toutes été recueillies par des indicateurs et attribuées à des membres du parti ukrainien opérant au niveau du district, tous vigoureusement opposés à la campagne de réquisition des céréales. En principe, ce genre de matériau brut devait servir de base à un rapport plus élaboré. Cette fois, le matériau brut était assez frappant pour être envoyé tel quel.

Presque tous les propos rapportés exprimaient un rejet direct des ordres de Moscou. Un des membres du parti cité déclara : « Je n'obéirai pas à ce plan [de réquisition des céréales], je refuse d'accepter ce plan. Je ne réaliserai pas ce plan de réquisition des céréales. » Les hommes de la police secrète ajoutèrent qu'il « posa sa carte du parti sur la table et quitta la pièce ».

Un autre eut une réaction semblable : « Il sera difficile de lutter pour l'achèvement de ce plan de réquisition des céréales, mais je sais comment sortir du problème – j'enverrai ma carte du parti au conseil local et je serai libre. »

Et un troisième : « Nous n'accepterons pas le plan de réquisition des céréales puisque, en l'état, il ne peut être rempli. Et affamer de nouveau la population est criminel. Quant à moi, je préfère rendre ma carte du parti plutôt que condamner les fermiers collectifs à mourir de faim en les dupant. »

Et un quatrième : « Je constate que ce plan me condamne. Je vais demander à la cellule du parti de me démettre de mon poste, puisque de toute façon je serai bientôt exclu parce que je ne parviendrai pas à assumer mon travail ni à remplir les tâches du parti<sup>107</sup>. »

Auraient-ils volontairement cherché à monter le dirigeant soviétique contre l'Ukraine, les hommes de l'OGPU n'auraient pas trouvé meilleur moyen, le rapport confirmant les pires craintes de Staline. Il avait depuis longtemps perçu un lien clair entre le problème de la collecte céréalière et la menace du nationalisme dans la république. Il entendait maintenant un écho évident aux événements de la décennie précédente : la guerre civile, la révolte paysanne, le revers bolchevique. Sa réponse, dans une lettre à Kaganovitch, fut cinglante :

Le plus important maintenant, c'est l'Ukraine. Les affaires de l'Ukraine vont lamentablement mal. Ça va mal du côté du parti. On dit que dans deux régions d'Ukraine (celle de Kiev et celle de Dniepropetrovsk) environ cinquante comités de district se sont exprimés contre le plan de collecte après l'avoir déclaré non réaliste. Dans les autres comités de district on affirme que les choses ne vont pas mieux. À quoi cela ressemble-t-il ? Ce n'est plus un parti, c'est un parlement, une caricature de parlement. [...]

Si nous n'entreprenons pas immédiatement le redressement de la situation en Ukraine, nous pouvons perdre l'Ukraine. Ayez à l'esprit que [Józef] Pilsudski ne sommeille pas, son antenne d'espionnage en Ukraine est beaucoup plus forte que ne le pensent Redens et Kossior. Ayez également à l'esprit que dans le Parti communiste ukrainien (cinq cent mille membres, ha, ha !) on ne trouve pas peu (non, pas peu !) d'éléments pourris, de petliouriens conscients et inconscients, et enfin des agents directs de Pilsudski. Sitôt que les choses empireront, ces éléments ne traîneront pas pour ouvrir un front à l'intérieur (et hors) du parti, contre le parti. Le plus grave, c'est que les dirigeants ukrainiens ne voient pas ces dangers<sup>108</sup>.

Staline continua à lister tous les changements auxquels il voulait procéder dans le Parti communiste ukrainien. Il voulait destituer Stanislav Redens, chef de la police secrète ukrainienne (et son beau-frère). Il voulait muter Balytsky, son allié fiable, de Moscou en Ukraine, où il avait brièvement servi comme chef adjoint de l'OGPU – l'ordre allait être effectif en octobre. Il voulait que Kaganovitch reprenne en main le Parti communiste ukrainien : « Il faut transformer l'Ukraine, dans les plus brefs délais, en véritable forteresse de l'URSS, en république véritablement exemplaire. Ne pas lésiner sur les moyens<sup>109</sup>. » Il pensait que c'était le moment de réactiver les

tactiques du passé : « Lénine avait raison de dire qu'une personne qui n'a pas le courage de nager à contre-courant quand c'est nécessaire ne peut pas être un vrai dirigeant bolchevique<sup>110</sup>[...]. »

Il pensait également que le temps était compté : « Sans ces mesures (renforcement économique et politique de l'Ukraine, et en premier lieu, de ses districts frontaliers, etc.) nous risquons de perdre l'Ukraine<sup>111</sup>. »

Pour Staline, qui se souvenait de la guerre civile en Ukraine, perdre la république était une perspective extrêmement dangereuse. En 1919 une révolte paysanne en Ukraine avait conduit l'Armée blanche à quelques jours de Moscou ; en 1920 le chaos en Ukraine avait entraîné l'armée polonaise plus profondément en territoire soviétique. L'URSS ne pouvait se permettre de perdre à nouveau l'Ukraine.

## CHAPITRE 8

### *Décisions de famine, 1932 : réquisitions, listes noires et frontières*

*Tels les Juifs que Moïse tira de la servitude égyptienne, disparaîtront les hommes à demi sauvages, sots, pesants des villages et des campagnes russes [...], et leur place sera prise par une race nouvelle d'hommes instruits, sensés, actifs.*

MAXIME GORKI, *Le Paysan russe*, 1924<sup>1</sup>

Au petit matin du 9 novembre 1932 – deux jours après les cérémonies du quinzième anniversaire de la révolution – Nadejda Sergueïevna Allilouïeva, la femme de Staline, se suicida avec un petit pistolet. Sa mort fut instantanée.

Quelques heures après, un médecin examina son corps et déclara que la cause de la mort était « une blessure ouverte au cœur ». À la suite de quelques échanges acérés avec Molotov et Kaganovitch, le docteur changea d'avis. Sur son certificat de décès, à la cause de sa mort, il nota « appendicite aiguë ». L'intention politique derrière ce changement devait être parfaitement claire aux proches de Staline : à l'automne 1932 tous savaient que le suicide de Nadia, indépendamment de ses causes réelles, serait interprété comme une forme de protestation politique – voire un cri d'indignation angoissée face à la progression de la famine<sup>2</sup>.

À tort ou à raison, c'est ainsi que l'on se souvint de son suicide. Des années plus tard leur fille Svetlana évoqua la « terrible désillusion dévastatrice » de sa mère à l'égard de son père et de sa politique<sup>3</sup>. Un Ossète bavard qui rencontra Nadia dans une soirée étudiante en 1929 se rappela sa sympathie pour le principal adversaire de Staline, Boukharine : opposé à la collectivisation, cela lui coûta son siège au Politburo, puis finalement la vie<sup>4</sup>. La famine avait été un sujet de conversation courant parmi leurs camarades étudiants à l'Académie de l'industrie, et plusieurs personnes l'y avaient entendue dénoncer la collectivisation. Dans les derniers mois de sa vie, elle souffrit de migraines, de maux de ventre, de soudaines sautes d'humeur et de crises d'hystérie. Rétrospectivement, ces maladies furent imputées à une grave dépression. À l'époque, elles étaient décrites, à mots couverts, comme des symptômes de mauvaise conscience, de déception et de désespoir<sup>5</sup>.

Dans l'entourage immédiat de Staline, d'autres s'inquiétaient certainement de la famine. Jetant un coup d'œil à travers les rideaux de dentelle de leurs trains confortablement aménagés, de nombreux bolcheviks de haut rang virent cet été-là des choses qui les horrifièrent, et peu eurent le courage d'en parler à leur chef. En août 1932, alors que Staline était encore à Sotchi, il avait reçu une lettre de Klement Vorochilov, bientôt commissaire à la défense :

Dans l'ensemble de la région de Stavropol, je n'ai vu que des champs en friche. Nous attendions une bonne récolte, ce n'est pas le cas... En traversant l'Ukraine, par la fenêtre de mon train, j'ai constaté en vérité que cette région est encore moins cultivée que le nord du Caucase. [...] Je regrette de t'écrire des choses pareilles pendant tes vacances, mais je ne puis me taire<sup>6</sup>.

Un autre haut gradé, le héros de la guerre civile Semion Boudienny, écrivit également à Staline depuis son train : « En regardant par la fenêtre du train, je vois des gens épuisés, en haillons, leurs chevaux n'ont que la peau sur les os<sup>7</sup>. » Lorsque Kira Allilouïeva, nièce de Nadia, alla à Kharkiv rendre visite à son oncle – Stanislav Redens, alors à la tête de l'OGPU ukrainienne –, elle vit également des mendiants à la gare, des personnes décharnées au ventre gonflé. Elle en parla à sa mère, qui en parla à Staline. Il ne prit pas l'histoire au sérieux : « C'est une enfant, elle invente des histoires<sup>8</sup>. »

D'autres, moins intimes, virent ou entendirent les mêmes choses. Boukharine s'était rétracté depuis : en décembre 1930 il avait déclaré avoir désormais compris la nécessité d'éliminer les koulaks et de « rompre franchement avec l'ancienne structure<sup>9</sup> ». Mais d'autres ne le firent pas. Martemyan Rioutine, un des chefs du parti de Moscou, fut de ceux-là. Il avait été expulsé du parti en 1930 pour « avoir exposé des opinions opportunistes de droite », mais contrairement à Boukharine il avait refusé de se rétracter. Il fut arrêté puis relâché. Il garda cependant le contact avec d'autres dissidents potentiels et, au printemps 1932, invita une douzaine d'entre eux à l'aider à rédiger une tribune d'opposition. En août le groupe se réunit dans une banlieue de Moscou pour mettre la touche finale à une plate-forme politique réclamant le changement, ainsi qu'à un appel plus court « À tous les membres du parti<sup>10</sup> ». Les deux documents furent dupliqués et circulèrent, par la poste ou remis en main propre, à Moscou, Kharkiv et dans d'autres villes.

La « Plate-forme de Rioutine », comme on l'a appelée, désavouait Staline en termes on ne peut plus clairs. Les auteurs qualifiaient celui-ci d'« intrigant politique sans scrupules », raillaient ses prétentions à la succession de Lénine et l'accusaient d'avoir terrorisé les ouvriers et les paysans. Rioutine était surtout furieux de l'attaque menée contre les campagnes soviétiques. La politique de « collectivisation totale », déclarait-il, n'avait pas été volontaire, comme le prétendait la propagande, et n'était pas un succès. Au contraire :

Elle est fondée sur des formes directes et indirectes de coercition implacable, conçue pour forcer les paysans à rejoindre les fermes collectives. Elle n'est pas fondée sur l'amélioration de leur condition, mais sur leur expropriation directe ou indirecte et leur appauvrissement massif [...]. Le tollé actuellement orchestré par Staline contre les koulaks n'est qu'une façon de terroriser les masses et de masquer sa propre faillite.

Ce n'étaient pas seulement des erreurs, écrivit Rioutine, mais des crimes. Il appela ses compagnons dissidents à la révolte :

Dans la lutte pour anéantir la dictature de Staline, nous ne devons surtout pas compter sur les anciens dirigeants mais sur des forces nouvelles. Ces forces existent, ces forces vont grandir rapidement. De nouveaux dirigeants surgiront inévitablement, de nouveaux coordonnateurs des masses, de nouvelles autorités [...]. Lutter fait naître les chefs et les héros. Nous devons passer à l'action<sup>11</sup>.

Le ton nettement bolchevique de ce langage explique peut-être pourquoi Staline, quand il le lut, le prit tellement au sérieux. Il avait connu auparavant la passion révolutionnaire, et il savait qu'elle pouvait se déclencher à nouveau. Alerté par un informateur de l'OGPU en septembre, il se montra sans pitié. En quelques jours, le Parti communiste expulsa et arrêta 21 personnes, dont le fils de Hryhorii Petrovskiy, président du Soviet suprême d'Ukraine, ainsi que Rioutine. Tous furent condamnés en tant que contre-révolutionnaires. Tous furent exécutés, de même qu'à terme l'épouse de Rioutine et ses deux fils adultes<sup>12</sup>. Des années après, avoir lu ou entendu parler de la « Plate-forme de Rioutine » devint un crime passible de la peine de mort.

Staline dut penser que la vision de Rioutine était néanmoins largement partagée, notamment à la base du parti et parmi ceux qui étaient en contact quotidien avec la population rurale affamée, car l'affaire Rioutine affina sa perception d'autres signes de mécontentement. Durant l'été 1932 il avait lu des rapports venant de toute l'Union soviétique, y compris les retours préoccupants d'Ukraine. Il lui en parvint davantage début septembre. Dans le Caucase du Nord, l'OGPU prétendit avoir découvert un groupe contre-révolutionnaire qui rejetait la politique soviétique parce que le « rythme de la collectivisation totale avait été trop rapide<sup>13</sup> ». Dans toute l'URSS, des hommes de la police secrète alertaient leurs supérieurs sur « de nouvelles tactiques employées par les koulaks », dont les « fausses » plaintes de famine. On leur recommanda d'enquêter : « En cas de découverte de famine simulée, les auteurs doivent être considérés comme des éléments contre-révolutionnaires<sup>14</sup>. »

La mort de Nadia, l'affaire Rioutine, les lettres inquiétantes de ses proches collègues, les rudes messages venus du terrain – tout alimenta la paranoïa croissante de Staline cet automne-là. Le mécontentement bouillonnait autour de lui, et la perspective d'une contre-révolution sembla soudain réelle. Les historiens ont longtemps cru que les événements de l'été et de l'automne 1932 furent le catalyseur des arrestations et des exécutions de masse en 1937-1938, qu'on appela ensuite la Grande Terreur<sup>15</sup>. Mais ils constituèrent également le contexte immédiat d'une série extraordinaire de décisions touchant l'Ukraine.

Il aurait été encore possible cet automne-là de revenir en arrière. Le Kremlin aurait pu apporter une aide alimentaire à l'Ukraine et aux autres régions céréalières de l'URSS, comme en 1921, et comme le régime avait déjà commencé à le faire cette année-là, par intermittence. L'État aurait pu redistribuer toutes les ressources disponibles, ou importer des vivres de l'étranger. Il aurait même pu, comme en 1921, faire appel à l'aide étrangère.

Staline se mit plutôt à tenir un langage dur à propos de l'Ukraine et du Caucase du Nord, province russe fortement ukrainienne. « Il faut transformer l'Ukraine, dans les plus brefs délais, en véritable forteresse de l'URSS, en république véritablement exemplaire. » Tels avaient été ses mots à Kaganovitch en août<sup>16</sup>. « Fustigez la direction du Caucase du Nord pour son mauvais travail dans la réquisition des céréales<sup>17</sup> », déclara-t-il. D'autres lui firent écho sur le terrain. Au début d'octobre, Stanislav Kossior, secrétaire général du Parti communiste ukrainien, accusa les responsables du district qui ne collectaient pas suffisamment de céréales d'entretenir des « attitudes droitières ». Quelques jours plus tard, après une semaine durant laquelle les provinces ukrainiennes ne produisirent que 18 % de leurs quotas céréaliers, le Politburo adressa une lettre paniquée aux responsables locaux les avertissant qu'« il restait peu de temps » et les appelant à en « finir avec l'apathie du parti et des organismes publics<sup>18</sup> ». Peu après, Molotov arriva à Kharkiv et Kaganovitch prit la direction du Caucase du Nord pour « lutter contre l'ennemi de classe qui sabotait la collecte et les semailles de céréales<sup>19</sup> ».

En novembre 1932, il était pourtant évident que la moisson d'automne ne remplirait pas les exigences du plan. Elle était de 40 % inférieure à ce que les planificateurs avaient prévu pour toute l'URSS, et de 60 % en Ukraine<sup>20</sup>. Curieusement, la chute globale ne fut pas aussi spectaculaire qu'en 1921, et au cours des années suivantes la production resta à peu près la même. La récolte totale de céréales pour toute l'URSS s'éleva à 69,5 millions de tonnes en 1931-1932 (au lieu de 83,5 millions en 1930-1931), et en 1932-1933 à 69,9 millions de tonnes. En 1933-1934 l'URSS récolta 68,4 millions de tonnes, et en 1934-1935 67,6 millions. Mais les exigences irréalistes de l'État envers les paysans – l'espoir qu'ils atteignent des objectifs inaccessibles – créèrent le sentiment d'un échec complet. L'obstination à contraindre les paysans à livrer des céréales dont Staline était persuadé qu'elles existaient provoqua à son tour une catastrophe humanitaire<sup>21</sup>.

À l'automne, la politique de Staline plongea inexorablement toutes les régions céréalières de l'URSS dans la famine. Mais en novembre et décembre 1932 il enfonça le couteau dans la plaie en Ukraine, créant délibérément une crise plus grave. Étape par étape, dans un langage bureaucratique et une terminologie juridique terne, avec l'aide de ses homologues ukrainiens intimidés, la direction soviétique déclencha une famine dans la famine, un désastre spécifiquement dirigé contre l'Ukraine et les Ukrainiens.

Cet automne-là, plusieurs séries de directives relatives aux réquisitions, aux fermes et aux villages sur liste noire, aux contrôles frontaliers et à la fin de l'ukrainisation – ainsi qu'un embargo sur l'information et les perquisitions extraordinaires, destinées à soustraire tout ce qui était comestible aux foyers de millions de paysans – entraînèrent la famine connue sous le nom d'Holodomor.

L'Holodomor, à son tour, eut cette conséquence prévisible : le mouvement national ukrainien disparut complètement de la scène publique et politique soviétique. La « cruelle leçon de 1919 » avait été retenue et Staline entendait ne jamais laisser la situation se reproduire.

## RÉQUISITIONS

En juillet 1932, Staline avait envisagé d'atténuer ses exigences irréalistes de céréales ukrainiennes pour paraître bienveillant. À l'automne, comme il devenait évident que l'Ukraine resterait très en deçà des chiffres requis, il changea de tactique. L'Ukraine pourrait en effet être « autorisée » à produire moins que prévu, jusqu'à 70 millions de pouds de moins (1,1 million de tonnes). Mais cela impliquait que la moindre part de ces nouveaux quotas – toujours aussi irréalistes – devait être collectée. Le 29 octobre, Molotov envoya à Staline un télégramme lui confirmant ce qu'il avait dit aux Ukrainiens : le dernier plan devait être « réalisé sans condition, totalement, sans qu'il manque une once<sup>22</sup> ».

Le 18 novembre les communistes ukrainiens exécutèrent ses volontés. Le parti publia une résolution déclarant que « la pleine exécution des plans d'approvisionnement céréalier était le principal devoir des fermes collectives », une priorité absolue primant sur tout le reste, dont la collecte des réserves de céréales, de semences, de l'alimentation pour le bétail et, de façon menaçante, des rations alimentaires quotidiennes. Concrètement, les fermiers individuels et collectifs avaient interdiction de se réserver quoi que ce soit. Même ceux qui avaient été autrefois autorisés à garder des céréales devaient les rendre. Tout fermier collectif qui cultivait un lopin pour sa famille devait aussi remettre sa production<sup>23</sup>. Aucune excuse n'était acceptée.

Quelques semaines après la publication de cette ordonnance, Kaganovitch arriva en Ukraine pour veiller à son exécution. À la suite d'une autre réunion tumultueuse du Politburo qui dura jusqu'à quatre heures du matin, il adressa un télégramme à Staline. D'innombrables communistes ukrainiens avaient supplié qu'on autorise quelques réserves aux paysans pour leur consommation, ainsi qu'un peu de semences pour la récolte de la saison suivante, mais il assura à Staline être resté ferme : « Nous sommes convaincus que cette "préoccupation" des réserves, y compris des semences, entrave gravement et sape tout le plan d'approvisionnement en céréales<sup>24</sup>. » Deux jours après, le 24 décembre, le Parti communiste ukrainien cessa toute résistance. La direction céda sur tout et donna aux fermes collectives restant en dessous des objectifs « cinq jours pour expédier, sans exception, toutes leurs réserves, semences incluses<sup>25</sup> ».

Moscou ne voulait pas arracher à l'Ukraine uniquement les céréales. Dans les années de mauvaises récoltes et de mauvaises conditions météorologiques, autrefois, les paysans avaient survécu grâce à leur bétail et aux légumes qu'ils cultivaient dans leur potager. Après la mauvaise moisson de 1924, les agronomes soviétiques constatèrent que les industries laitière et avicole se développèrent effectivement<sup>26</sup>. Mais à l'automne 1932 les fermiers privés et les fermes collectives sous-performantes durent non seulement céder leurs réserves de semences mais payer une pénalité en viande – « un quota de quinze mois de viande prélevé sur le bétail privé et collectivisé » – ainsi qu'une pénalité d'« un quota d'un an de pommes de terre ». En fait, cette loi obligeait les paysans à renoncer aux pommes de terre qu'ils stockaient et à livrer ce qu'il leur restait de bêtes, y compris les vaches familiales qu'ils pouvaient encore garder jusqu'en mars 1930<sup>27</sup>.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1933, pour s'assurer que personne ne protestait ni ne résistait aux ordres, Staline envoya un télégramme aux dirigeants du Parti communiste ukrainien à Kharkiv, les incitant à s'appuyer sur la loi du 7 août sur le « vol de la propriété d'État » afin de poursuivre les fermiers individuels et collectifs qui, en Ukraine, cachaient des céréales<sup>28</sup>. Selon l'historien Stanislav Koultytskyi, ce télégramme, venant du chef du parti lui-même dans ce moment de surtension, fut le signal du déclenchement des perquisitions et persécutions massives. C'est une interprétation personnelle, plus qu'une preuve solide : Staline n'a jamais couché par écrit ni conservé de document ordonnant la famine. Mais en réalité ce télégramme condamnait les paysans à un choix fatal. Donner leur réserve de céréales et mourir de faim, ou garder quelques réserves et risquer l'arrestation, l'exécution ou la confiscation de tout ce qu'il leur restait de nourriture – après quoi ils mourraient aussi de faim<sup>29</sup>.

Deux semaines et demie après, le gouvernement soviétique donna un autre ordre qui semble, à première vue, avoir eu pour but de limiter les dégâts. Dans une déclaration étrangement formulée, le Conseil des ministres dénonça les méthodes irrégulières de collecte alimentaire pratiquées dans tout le pays – les plans, leurs défaillances, leurs ajouts – et exigea à la place que les paysans paient un impôt, sous la forme d'un pourcentage fixe de leur production. Mais il y avait une restriction : l'impôt ne serait effectif qu'à partir de l'été 1933. Jusque-là, les réquisitions fatales continueraient<sup>30</sup>. En d'autres termes, Staline savait que les méthodes employées étaient nuisibles et qu'elles échoueraient. Mais il permit de les poursuivre durant plusieurs mois meurtriers, qui firent des millions de morts<sup>31</sup>.

Durant l'hiver 1933 il ne proposa en tout cas aucune aide alimentaire complémentaire ni ne relâcha la pression sur les collectes céréalières. Les exportations de céréales continuèrent, bien que plus lentement. À partir du printemps 1932 les responsables du commerce extérieur soviétique déplorèrent la baisse des quantités de céréales à exporter. À Odessa ceux qui étaient en charge des expéditions se plaignirent aussi d'avoir réceptionné des céréales de mauvaise qualité et mal emballées. Dans le passé les officiels soviétiques avaient reçu pour instruction précise d'inviter les hommes d'affaires occidentaux à dîner et de les flatter pour compenser les retards d'expédition ou les manques<sup>32</sup>. Sans doute de tels gestes furent-ils nécessaires en 1932 avec la chute du niveau des exportations<sup>33</sup>.

Mais les exportations de céréales ou d'autres biens alimentaires ne cessèrent jamais. En 1932 l'URSS exporta d'Ukraine plus de 3 500 tonnes de beurre et 586 tonnes de lard. En 1933 les chiffres s'élevèrent à 5 433 tonnes de beurre et 1 037 tonnes de lard. Ces deux années-là, les exportateurs continuèrent à embarquer œufs, volailles, pommes, noix, miel, confitures, conserves de poissons, de légumes et de viandes, tout ce qui aurait permis d'alimenter l'Ukraine<sup>34</sup>.

## LISTES NOIRES

En novembre-décembre 1932, mesurant la portée des nouveaux ordres de réquisition « inconditionnelle », le Parti communiste ukrainien élargit et formalisa le système des listes noires. L'expression de « liste noire » (*tchorna dochka*, dont la traduction plus littérale est « tableau noir ») n'était pas nouvelle. Dès leurs tout premiers jours au pouvoir, les bolcheviks furent confrontés au problème de la faible productivité. Puisque ni les patrons ni les ouvriers des entreprises publiques n'avaient d'incitation économique à travailler dur ou bien, l'État instaura un système élaboré de récompense et de punition. De nombreuses usines, entre autres, commencèrent à afficher le nom des ouvriers les plus performants sur des « tableaux rouges » et des moins performants sur des « tableaux noirs. » En mars 1920, lors d'un discours dans le Donbass, Staline se référa particulièrement au besoin de « privilégier un groupe par rapport à un autre » et de décerner des « médailles rouges » aux chefs de brigade de travail, « comme dans une opération militaire ». Parallèlement, il fallait « tirer l'oreille » des camarades qui esquaivaient le travail : « Pour eux il nous faut des tableaux noirs. » Pendant la guerre civile, en 1919-1921, les bolcheviks avaient inscrit des villages entiers sur liste noire quand ils ne répondaient pas aux exigences de réquisitions céréalières<sup>35</sup>.

En 1932 la liste noire servit à renforcer la politique d'approvisionnement en céréales. Utilisées jusqu'à un certain point dans toutes les régions céréalières de l'URSS, les listes noires entrèrent en application plus tôt, plus largement et avec plus de rigueur en Ukraine. Au début de l'année, les autorités provinciales et locales avaient commencé à inscrire sur liste noire les fermes collectives, les coopératives et même des villages entiers qui n'avaient pas atteint leurs quotas céréaliers, les soumettant à une série de punitions et sanctions. À la fin de l'été les responsables locaux élargirent ces listes. En novembre la pratique se généralisa, englobant villages et fermes collectives dans presque tous les districts d'Ukraine<sup>36</sup>.

Dans toute la république, le nom des villages sur liste noire apparaissait dans les journaux, avec le pourcentage de quotas céréaliers atteint. En septembre 1932, dans la province de Poltava, par exemple, parut un article encadré de noir simplement intitulé « La liste noire ». Y figuraient sept villages, ayant produit de 10,7 à 14,2 % du plan annuel<sup>37</sup>.

Ces documents étant tenus séparément dans chaque province ukrainienne, le total des entités sur liste noire est difficile à établir. Mais à la fin de l'année, des centaines, voire des milliers de villages, de fermes collectives et de fermes indépendantes étaient inscrits sur les listes noires dans toute la république<sup>38</sup> : 79 districts au moins dans leur totalité, et 174 en partie, soit pratiquement la moitié du total de toute la république<sup>39</sup>. Bien que l'inscription fût le fait des responsables locaux, Moscou porta un vif intérêt au processus. Kaganovitch incita personnellement à étendre le système au Kouban, province du Caucase du Nord à majorité ukrainophone et historiquement cosaque<sup>40</sup>. Le Kouban avait suscité une attention négative quelques années auparavant, lorsque des enthousiastes de l'ukrainisation avaient commencé à y promouvoir la langue. Kaganovitch se chargea d'une commission créée pour y lutter contre le problème associé des livraisons de céréales et des sentiments nationaux. Le 4 novembre la direction du Caucase du Nord publia donc une liste noire de quinze villages cosaques (*stanitsy*).

Une série de sanctions tombèrent sur les fermes et villages incriminés. Dans un télégramme adressé à toutes les provinces, le Comité central ukrainien interdit à tous les districts en question qui n'avaient pas atteint les objectifs céréaliers d'acheter des biens manufacturés ou industriels. L'ordre initial fit une exception pour l'essence, le sel et les allumettes. Deux semaines après, dans un télégramme de Moscou, Molotov ordonna à Kossior d'interdire aussi ces trois articles. Quand l'interdiction prit effet, tout paysan ayant quelques biens alimentaires devait avoir bientôt le plus grand mal à les faire cuire<sup>41</sup>.

Vint ensuite l'interdiction totale du commerce. Au début de 1932 un édit avait interdit aux paysans le commerce des céréales et des produits carnés si leur ferme n'avait pas atteint les quotas de réquisition. Désormais, les districts en échec – la majorité de l'Ukraine – ne pouvaient plus vendre légalement de céréales, de semences, de farine ou de pain sous toute forme. Ceux que l'on surprenait à échanger quoi que ce soit étaient passibles d'arrestation. Les policiers saisissaient les céréales ou le pain dans les bazars. Les paysans des fermes sous-performantes ne pouvaient plus se procurer de céréales par le troc, ni en obtenir et en posséder légalement.

Le décret suivant du Politburo purgea les « éléments contre-révolutionnaires » des communautés sur liste noire. Les activistes du Kouban obtinrent le droit de mener leurs « procès » contre les saboteurs ; en quelques semaines ils déportèrent 45 000 personnes qu'ils remplacèrent par des soldats démobilisés de l'Armée rouge ou d'autres éléments extérieurs<sup>42</sup>. Kaganovitch n'avait aucun doute sur l'objectif de la liste noire du Kouban. Comme il l'écrivit à Staline, il voulait que « tous les

Cosaques du Kouban sachent qu'en 1921 les Cosaques de Terek qui résistaient furent déportés. De même à présent – nous ne pouvons les autoriser sur leurs terres du Kouban, leur eldorado, à refuser de semer et nous faire obstacle<sup>43</sup> ».

Les listes noires servirent également de leçon sur la folie de vouloir résister en Ukraine. Contrairement à la Russie et à la Biélorussie, où l'expression « liste noire » était limitée aux producteurs de céréales, en Ukraine elle pouvait s'appliquer à presque toutes les entités. Des districts entiers y furent ainsi inscrits, ainsi que des stations de machines et de tracteurs, des compagnies forestières et toutes sortes d'entreprises provinciales n'ayant qu'un vague lien avec la production céréalière. Ainsi que l'écrit un historien, « la liste noire devint une arme universelle visant tous les ruraux » en Ukraine<sup>44</sup>. Elle ne touchait pas seulement les paysans mais aussi les artisans, les nourrices, les instituteurs, les employés, les fonctionnaires, tous ceux qui vivaient dans un village ou travaillaient dans une entreprise ciblée.

Le nombre des personnes concernées augmentant, la définition de ce que signifiait « être sur liste noire » évolua également. Comme tous les habitants des régions qui n'avaient pas atteint les objectifs céréaliers, ceux qui figuraient sur cette liste avaient interdiction de recevoir des biens manufacturés quels qu'ils soient – et notamment, à cause de Molotov, de l'essence, du sel et des allumettes. Les activistes les obligèrent également à rendre aux autorités centrales tous les biens manufacturés – vêtements, meubles, outils – conservés en magasins ou entrepôts.

Suivirent également des sanctions financières : fermes et entreprises sur liste noire ne pouvaient plus obtenir aucune sorte de crédit. Si elles avaient des prêts en cours, elles devaient les rembourser avant échéance. Parfois, tout leur argent fut confisqué : l'État pouvait clôturer leur compte en banque et forcer leurs employés à payer leurs dettes collectives. L'État interdit de moudre du grain, empêchant de faire de la farine (quand on pouvait avoir des céréales) pour cuire du pain. Les fermes concernées ne bénéficiaient plus des services de stations de machines et de tracteurs, si bien que tout le travail agricole devait se faire manuellement ou avec le bétail<sup>45</sup>. Dans certains endroits, les sanctions étaient appliquées par des brigades spéciales ou des équipes de soldats ou de membres de la police secrète qui bloquaient tout commerce vers le village, la ferme ou le district<sup>46</sup>.

Parfois certaines fermes écopaient de peines supplémentaires. Le village de Horodytche, dans le district de Vorochilov, province du Donetsk, ayant été inscrit sur liste noire en novembre 1932, les autorités locales remarquèrent que les mesures avaient peu d'effet. Horodytche était proche de la grande gare de Debaltsevo où se tenait une grande partie du commerce illicite. De nombreux villageois étant des artisans ou travaillant dans les mines d'à côté, ils avaient un vaste réseau de contacts ainsi que des lopins privés, et ils trouvaient les moyens de mettre la main sur les produits dont ils avaient besoin. Pour ne rien arranger, Horodytche avait une histoire suspecte : pendant la guerre civile, indique le rapport du comité local du parti, le village avait abrité un grand nombre de « groupes de bandits, de voleurs de chevaux et autres ». La collectivisation y avait « rencontré une résistance active », à cause d'une « forte communauté koulak ». Les chefs de district décidèrent de renforcer les règles spécialement pour Horodytche. Ils exigèrent le remboursement anticipé d'un prêt de 23 500 roubles accordé à la ferme collective. Ils saisirent trois tracteurs. Ils confisquèrent toutes les réserves de semences du village. Ils imposèrent des « amendes » en viande – autrement dit confisquèrent le bétail – et s'emparèrent des lopins des mineurs. Ils firent renvoyer 150 personnes des usines locales, parce que leurs familles n'avaient pas réussi à livrer de céréales. Enfin, ils arrêtèrent et traduisirent en justice les responsables de la ferme collective, et avertirent les habitants du village que si le « sabotage » ne cessait pas, ils les déporteraient et les remplaceraient par des « fermiers collectifs consciencieux ». Leurs maisons seraient confisquées et données à des « ouvriers de l'industrie en quête de logement<sup>47</sup> ».

En apparence, les listes noires étaient destinées à convaincre les paysans sanctionnés de travailler davantage et de produire plus de céréales. En réalité, elles eurent un effet tout autre. N'ayant plus de céréales, de bétail, d'outils, d'argent et de crédit, ne pouvant plus commercer ni quitter leur lieu de travail, les villageois ne pouvaient plus rien faire pousser, ni préparer ou se procurer à manger.

## FRONTIÈRES

Alors que les paysans ukrainiens avaient de plus en plus faim, un autre problème se posa : comment les empêcher de quitter leur foyer en quête de nourriture.

Ce n'était pas nouveau. En 1931 déjà, l'OGPU avait averti d'un exode « systématique » de paysans ukrainiens qui ne faisait qu'augmenter<sup>48</sup>. Ses statistiques montraient que le nombre des

ouvriers agricoles chutait rapidement tandis que des milliers fuyaient les fermes collectives<sup>49</sup>. En janvier 1932 le problème s'aggrava brusquement. Dans un rapport adressé à Staline, Vsevolod Balytsky, toujours à la tête de l'OGPU ukrainienne, estima que plus de 30 000 personnes avaient quitté la République ukrainienne le mois précédent<sup>50</sup>. Un an après, l'OGPU ukrainienne livra un décompte encore plus alarmant : entre le 15 décembre 1932 et le 2 février 1933 près de 95 000 paysans avaient quitté leur foyer. L'OGPU se refusa à admettre qu'ils partaient à cause de la faim – « la plupart de ceux qui fuient sont des fermiers privés et des koulaks qui n'ont pas rempli leurs obligations d'approvisionnement céréalier et craignent la répression » – mais reconnut que certains fugitifs avaient « des soucis de ravitaillement<sup>51</sup> ».

Certains franchissaient la frontière ukrainienne pour chercher de la nourriture en Russie. « Leurs pommes de terre ayant disparu, se souvient un ouvrier ukrainien, les gens allèrent dans les villages russes échanger leurs vêtements contre de la nourriture. Curieusement, au-delà de Kharkiv où commence le territoire russe, il n'y avait pas de famine<sup>52</sup>. » De fait, les officiels des districts russes le long de la frontière ukrainienne avaient commencé à se plaindre de l'afflux d'Ukrainiens dès le début de 1932. Des « foules » d'individus, des familles entières avec de petits enfants et des personnes âgées franchissaient la frontière, cherchant à acheter ou mendier du pain : « La situation devient dangereuse », écrivit un responsable russe local. Sa lettre évoquait aussi la menace « morale » que représentaient ces arrivants affamés et l'augmentation des vols<sup>53</sup>.

Quelques semaines après, un groupe d'ouvriers biélorusses adressa une lettre au Parti communiste ukrainien. Ils reprochaient aux Ukrainiens affamés de bloquer les routes et les transports ferroviaires :

C'est une honte, de voir ces Ukrainiens errants et affamés ; quand on leur demande pourquoi ils ne sont pas au travail, ils répondent qu'ils n'ont pas de semences, rien à faire dans leur ferme collective et que les provisions manquent [...]. Le fait est que des millions de gens errent nus, mourant de faim dans les bois, les gares, les villes et les fermes de Biélorussie, mendiant un morceau de pain<sup>54</sup>.

Mais les Ukrainiens continuèrent à partir, notamment parce qu'il y avait davantage de nourriture disponible en Russie et en Biélorussie. À la fin d'octobre 1932 le père d'une jeune fille fit tout le trajet jusqu'à Leningrad. Il partit discrètement, au milieu de la nuit, et sa famille se débrouilla pour le rejoindre quelques semaines après, traversant des gares remplies d'Ukrainiens affamés. « À ce moment-là, ni Moscou ni les villes proches n'étaient touchées par la faim, se rappelle-t-elle. Seule l'Ukraine eut l'honneur de cette couronne d'épines. » En accomplissant ce voyage pénible vers le Grand Nord, toute la famille survécut<sup>55</sup>.

D'autres firent de même : en janvier 1933 l'OGPU remarqua que 16 500 billets de longue distance avaient été achetés à la gare de Lozova et 15 000 à Soumy, deux villes de la province de Kharkiv au nord de l'Ukraine<sup>56</sup>. Des dizaines de milliers essayaient de partir ainsi. À la fin de 1932, toutes les gares d'Ukraine débordaient de ces gens décharnés, en haillons, quémandant de la nourriture et des billets aux passagers, beaucoup n'ayant pas d'argent. Un garçon qui voyagea à l'époque pour rejoindre sa mère vit des cadavres à la gare de Kharkiv, et observa une jeune fille ramasser des os de poulet sur le sol du buffet de la gare et se mettre à les ronger. Ceux qui réussirent à embarquer dans un train se cachèrent sous les banquettes ; les chauffeurs les jetèrent dehors, mais d'autres n'arrêtèrent pas de monter<sup>57</sup>. Ces mêmes foules avaient perturbé Vorochilov, Boudienny et Kira Allilouïeva durant l'été 1932. À l'automne 1932 et durant l'hiver 1933, leur nombre ne cessa d'augmenter.

D'autres partirent en bateau. À Batoumi, en Géorgie, au bord de la mer Noire, un des consuls italiens plus observateur que d'autres estima en janvier 1933 que « chaque navire en provenance d'Odessa, et il y en a trois par semaine, débarque régulièrement de un à deux milliers d'Ukrainiens ». Auparavant, les Ukrainiens semblaient chercher à acheter de la nourriture à Batoumi, s'approvisionnant en farine ou en semences pour les consommer chez eux ou les revendre à profit. Mais à la fin de l'automne, le mouvement massif de population tourna à l'afflux de réfugiés, des milliers cherchant à s'installer dans une contrée « plus riche en ressources et offrant de plus grandes possibilités de se nourrir<sup>58</sup> ».

Comme en 1930, des paysans tentèrent de quitter le pays. Maria Błazejewska, Polonaise de souche, passa d'Ukraine en Pologne en octobre 1932, en se faisant passer pour blanchisseuse. Tandis qu'elle lavait des vêtements dans le Zbroutch, qui servait alors de frontière, elle se faufila de l'autre côté. Deux de ses fils firent la dangereuse traversée avec elle ; un troisième avait déjà été déporté en Extrême-Orient. « Depuis 1931, dit-elle à la police polonaise des frontières, la vie en Russie soviétique [...] est devenue une torture insupportable car les autorités soviétiques se sont mises à nous soustraire presque toutes les céréales et tout le bétail, ne me laissant qu'une très petite

quantité, insuffisante même pour assurer le niveau de vie le plus modeste<sup>59</sup>. » Leon Woźniak, âgé de quinze ans, s'échappa aussi en octobre : « Nous avons été chassés de chez nous [...] ; mes deux frères et moi travaillions dans les forêts, mais cela ne nous faisait pas vivre. Comme maintenant tout travail a cessé et que je mourais de faim, le 15 octobre, je me suis échappé de la Russie soviétique pour la Pologne, avec ma mère Małgorzata et mon frère Bronisław<sup>60</sup>. »

D'autres tentèrent de s'enfuir de la même façon, mais n'y parvinrent pas. Quelques mois après que Maria et Leon se glissèrent à travers la frontière, un groupe d'une soixantaine de personnes essaya de traverser le Zbroutch ensemble. Seuls quatorze réussirent ; les autres se noyèrent ou furent abattus par les gardes-frontières. Deux cent cinquante autres familles tentèrent de franchir la frontière durant l'hiver 1932-1933. En décembre 1932, le ministère de l'Intérieur polonais avait créé une commission spéciale pour les réfugiés ukrainiens, comprenant un représentant de la Croix-Rouge et un autre de la Société des Nations<sup>61</sup>.

D'autres encore essayèrent d'aller vers les villes ukrainiennes à pied, à cheval, par train. En partant suffisamment tôt, avec des parents pour les accueillir et en étant suffisamment en forme pour travailler, ils s'en sortirent parfois. De nombreux « koulaks » avaient échappé à la déportation au début en allant à Kyiv et Kharkiv ainsi que dans les mines et les usines du Donetsk. Mais à la fin de 1932 le nombre des réfugiés se multiplia, et les villes, Kyiv en particulier, ne pouvaient plus faire face. Une mémorialiste rappelle l'inquiétude régnant à Kharkiv pendant l'automne 1932 :

Il n'y avait pas de nourriture. Il y avait de longues queues, beaucoup de bruit dans les journaux au sujet de l'approvisionnement céréalier, de la manière dont l'élément antisoviétique – les *kourkoules* ou *koulaks* – était censé cacher les céréales au gouvernement [...]. Le pain, obtenu par cartes de rationnement, ne se vendait qu'irrégulièrement. Les files d'attente se formaient dès la nuit, mais étaient souvent dispersées par la milice. Pour masquer la situation, le pain n'était pas fourni à l'intérieur des magasins mais dehors en plein air<sup>62</sup>.

Comme les paysans étaient plus nombreux à errer au centre de Kharkiv, les choses empirèrent. On les identifiait facilement à leurs habits en lambeaux et à leurs pieds nus : à cause du système *troudodni* de rationnement, ils n'avaient ni argent ni aucun moyen d'acheter nourriture ou vêtements. D'instinct, les citadins qui avaient eux-mêmes très peu de nourriture et dépendaient du rationnement se tenaient à distance. L'hiver, les paysans en ville n'allaient guère mieux que ceux restés dans leur foyer :

De nombreux villageois traînaient dans les rues. On les rencontrait partout. Il y en avait de tous âges – vieux, jeunes, enfants et nourrissons. Leur état de dégradation physique était évident à la lenteur de leurs mouvements, à leurs yeux éteints sur leur visage hagard et parfois gonflé. Ils étaient affamés, épuisés, en loques, crasseux, frigorifiés et pas lavés. Quelques-uns osaient frapper aux portes ou aux fenêtres ; certains pouvaient à peine tendre leur main pour mendier. D'autres enfin étaient assis contre les murs, sans bouger, sans parler<sup>63</sup>.

Une autre mémorialiste se rappelle les paysans sur les marchés :

Le plus marquant, c'étaient les mères avec leurs bébés dans les bras. Elles se mêlaient rarement aux autres. Je me rappelle avoir vu une mère qui ressemblait plus à une ombre qu'à un être humain. Elle se tenait sur le bord de la route, et son petit squelette d'enfant, au lieu de têter le sein vide de sa mère, suçait ses petits doigts recouverts de peau translucide. Je n'ai aucune idée du nombre de ces malheureux qui réussirent à survivre. Chaque matin sur le chemin de mon travail, sur le trottoir, dans les rigoles, sous des buissons ou un arbre, je voyais des cadavres qui étaient évacués plus tard<sup>64</sup>.

Du fait de cette affluence, les autorités municipales durent affronter simultanément toutes sortes de crises. Les orphelins commencèrent à s'entasser dans les orphelinats de la ville, abandonnés par des parents espérant qu'ils survivraient. Les cadavres provoquèrent une crise sanitaire. En janvier 1933 Kyiv dut évacuer 400 corps des rues. En février le nombre s'élevait à 518 ; dans la seule première huitaine de mars, à 248<sup>65</sup>. Ce n'étaient que les chiffres officiels. De multiples témoins à Kyiv et Kharkiv se rappelèrent les camions parcourant la ville à cette époque, les hommes enlevant les morts des rues et les chargeant dans leur véhicule d'une façon qui laissait penser que personne ne devait trop se soucier de les compter.

Les mendiants venus de la campagne intensifiaient la pression pesant sur les citadins déjà à court de nourriture. Les esprits à Kyiv s'échauffaient particulièrement vite. Ce printemps-là le consul italien rapporta que plusieurs milliers de personnes avaient attaqué la milice affectée à la distribution de pain dans une banlieue. Dans une autre partie de la ville, une foule déchaînée s'en prit à deux boulangeries, vola la farine et détruisit les bâtiments. La police réagit par des mesures préventives spéciales. Un jour, à quatre heures du matin, rapporte le consul, la police de Kharkiv bloqua les ruelles autour d'une boulangerie où des centaines de personnes avaient attendu toute la nuit l'ouverture des portes. Elle refoula la foule, la dirigeant de force vers la gare, puis poussa les personnes dans les trains et les emmena hors de la ville.

L'afflux démoralisait davantage les campagnes, car la grande migration rendait la vie encore plus difficile à ceux qui restaient. À l'automne 1932, en désespoir de cause, un membre du Parti communiste de Vinnysia écrivit à Staline, implorant de l'aide :

Tous les paysans se déplacent et quittent les villages, pour se sauver de la famine. Dans les villages, dix à vingt familles meurent de faim chaque jour, les enfants fuient partout où ils peuvent, toutes les gares sont pleines de paysans essayant de s'en aller. Il ne reste plus de chevaux ni de vaches à la campagne. Les ouvriers agricoles affamés des fermes collectives laissent tout et disparaissent [...] ; il est impossible de parler d'accomplir la campagne de semis parce que le petit pourcentage de paysans qui restent se consomment de faim<sup>66</sup>.

Le vrai souci des autorités soviétiques était l'importance politique de ce mouvement massif de population. Dans toute l'Union soviétique, du Grand Nord à l'Extrême-Orient, dans les territoires russophones de Pologne et d'Ukraine même, les Ukrainiens itinérants répandaient non seulement des informations sur la famine mais étaient porteurs d'attitudes « contre-révolutionnaires ». Tandis que leur nombre augmentait de manière spectaculaire, le gouvernement soviétique déclara finalement qu'il ne pouvait plus y avoir de doute : « La fuite des villageois et l'exode d'Ukraine l'an dernier et cette année sont organisés par les ennemis du gouvernement soviétique [...] et les agents de la Pologne dans le but de diffuser la propagande parmi les paysans. »

Une solution fut trouvée. En janvier 1933, Staline et Molotov fermèrent tout simplement les frontières de l'Ukraine. Tout paysan trouvé hors de la république était renvoyé dans son lieu d'origine. Les billets de train n'étaient plus vendus aux villageois ukrainiens. Seuls ceux qui en avaient la permission pouvaient partir de chez eux – et naturellement la permission était refusée<sup>67</sup>. Les frontières du district du Caucase du Nord, fortement ukrainien, furent également fermées, et en février ce fut au tour de la Basse-Volga<sup>68</sup>. Les frontières restèrent fermées tout au long de la famine.

Indépendamment, le travail se poursuivit sur un système de passeport interne, qui fut finalement établi en décembre 1932. Concrètement, quiconque habitait la ville avait besoin d'un passeport spécial, un document de résidence – et il était formellement impossible aux paysans d'en obtenir. En lien avec cette nouvelle loi, Kharkiv, Kyiv et Odessa devaient toutes être débarrassées des « éléments excédentaires » venus de la campagne<sup>69</sup>. Les citoyens furent rassurés : les nouvelles mesures faciliteraient « le déchargement des villes et la purge des éléments criminels koulaks<sup>70</sup> ».

Ces restrictions furent mises en œuvre avec une rapidité sans précédent. En quelques jours l'OGPU avait envoyé des renforts depuis Moscou. Des barrages furent installés sur les routes de sortie d'Ukraine et le long des grands axes menant aux villes. Entre le 22 et le 30 janvier 1933, Guenrikh Iagoda, le chef de l'OGPU, dit à Staline et Molotov que ses hommes avaient pris 24 961 personnes essayant de passer la frontière, dont les deux tiers venaient d'Ukraine et presque tout le reste du Caucase du Nord. La majorité d'entre elles furent renvoyées dans leur foyer ; près de 800 furent détenues pour enquête policière et plus d'un millier arrêtées<sup>71</sup>.

De leur propre aveu, les collègues ukrainiens de Iagoda s'activèrent encore davantage. En février ils rapportèrent avoir établi une « interdiction inconditionnelle de délivrer le moindre titre de voyage », si bien qu'aucun paysan ne pouvait légalement quitter son village. En outre, ils avaient créé des « patrouilles mobiles » qui avaient arrêté plus de 3 800 personnes sur les routes et 16 000 dans les transports ferroviaires. Ils avaient recruté des « agents secrets » et des « activistes de village » pour démasquer les « organisateurs de l'exode » et les aider à les arrêter<sup>72</sup>.

L'effet fut brutal, comme si l'Ukraine et la Russie avaient désormais une frontière visible. Un diplomate polonais voyageant en car de Kharkiv à Moscou en mai 1933 en fut frappé :

Ce qui m'intrigua le plus durant le trajet, ce fut la différence apparente des villages entre l'Ukraine et la province de la Terre-Noire [russe] voisine [...]. Les villages ukrainiens étaient délabrés, vides, désertés et misérables, les chaumières à moitié démolies, aux toits effondrés ; pas de maisons neuves en vue, les enfants et les personnes âgées ressemblaient plus à des squelettes, aucun signe d'élevage [...]. Lorsque après je me suis retrouvé en [Russie] j'ai eu l'impression de passer la frontière de l'État des Soviets vers l'Europe occidentale<sup>73</sup>.

Pour préserver un semblant d'ordre, les policiers commencèrent à chasser tous les paysans qui avaient pénétré dans les villes. Vassili Grossman – l'écrivain soviétique qui avait grandi en Ukraine, travaillé dans le Donbass et vu la famine arriver – se souvient que « les troupes barrent toutes les routes et, malgré tout, les paysans parviennent à Kiev. Ils se traînent, ils rampent à travers les marais, les champs, les terres vierges, les bois<sup>74</sup> ». Il leur fallait « passer » à travers les barrages et se frayer un chemin dans les sous-bois<sup>75</sup>. Mais même ceux qui trouvaient une place dans les files d'attente pour le pain ne faisaient pas obligatoirement long feu. Une autre habitante de Kyiv témoigne : « La police allait tirer ces villageois des queues, les embarquait en camion et les emmenait hors de la ville<sup>76</sup>. »

Halyna Kyrytchenko vit aussi la police faire sortir des personnes des files d'attente pour le pain à Kharkiv. Elle les mit dans un camion et les conduisit si loin de la ville qu'ils ne purent revenir : « épuisés, ils moururent quelque part en route ». La police arrêta également dans les rues des personnes qui essayaient d'acheter du pain ou de le troquer, puisque agir ainsi était suspect : les

citadins avaient accès aux cartes de rationnement et les ouvriers étaient inscrits pour prendre leur repas dans les cantines. Kyrytchenko, âgée de treize ans, échappa plusieurs fois à la police<sup>77</sup>.

Les citadins ukrainiens voyaient ce qui se passait et alimentaient les rumeurs. Le père de Maria Oumanska lui dit qu'il allait aider à ramasser des paysans et leurs enfants dans les rues de Kharkiv. Les autorités lui avaient promis qu'ils seraient nourris et reconduits chez eux, mais il avait entendu une autre version ; à la nuit, morts et vivants seraient chargés dans des camions, conduits hors de la ville et jetés dans un ravin : « On disait que le sol remuait<sup>78</sup>. » Olena Kobylko entendit la même histoire : un train de marchandises emportait les paysans trouvés dans les rues de Kharkiv « pour les laisser mourir dans un champ derrière la ville à l'abri des regards » ; puis, vivants ou morts, on les jetait dans des fosses<sup>79</sup>.

Ces histoires ne manquaient pas de se propager jusqu'aux villages. Tel était précisément le but recherché. Les paysans savaient que, s'ils quittaient leur foyer sans la permission des autorités locales, on les ramènerait de force. La conclusion de Lev Kopelev est tranchée : « Le système des passeports a posé la pierre angulaire administrative et judiciaire du nouveau servage et attaché la paysannerie comme elle l'était avant l'émancipation de 1861<sup>80</sup>. »

## CHAPITRE 9

### *Décisions de famine, 1932 : la fin de l'ukrainisation*

*Ils ont mis leurs talents au service des koulaks et des nationalistes contre-révolutionnaires ukrainiens et n'ont laissé paraître aucun symptôme de changement artistique prouvant qu'ils sont prêts à servir pleinement par leur art les intérêts du parti, du gouvernement soviétique et des travailleurs de la grande partie socialiste : l'URSS.*

IVAN MYKYTENKO, expliquant pourquoi certains écrivains ukrainiens avaient refusé d'adhérer à l'Union des écrivains, 1934<sup>1</sup>.

Pour qui connaissait la campagne ukrainienne il aurait dû être clair, à l'automne 1932, que la famine généralisée approchait et que beaucoup mouraient. Une catastrophe aussi extraordinaire exigeait une justification extraordinaire. C'est exactement ce que fournit le Politburo en décembre. Tout en publiant les nouveaux décrets sur les réquisitions et les listes noires, le Politburo adopta aussi les 14 et 15 décembre deux décrets secrets qui imputaient explicitement l'échec des réquisitions à l'ukrainisation.

Dans le contexte de la famine soviétique plus générale de 1932-1933, ce sont deux décrets uniques, tout comme sont uniques les événements qui suivirent. Il est certes d'autres régions qui eurent droit à un traitement spécial. Leur loyauté suspecte explique probablement le taux de mortalité plus élevé parmi les paysans de la Volga où furent également déployées des mesures adoptées en Ukraine, y compris l'arrestation en masse de dirigeants communistes, mais pas à la même échelle qu'en Ukraine<sup>2</sup>. Au Kazakhstan, le régime bloqua les routes traditionnelles des nomades et réquisitionna le bétail pour nourrir les villes russes, infligeant de terribles souffrances aux nomades kazakhs. Plus d'un tiers de la population totale – 1,5 million d'âmes – mourut au cours d'une famine qui toucha à peine la population slave du Kazakhstan. Parfois taxée de « sédentarisation », cette offensive contre les nomades était une autre forme de soviétisation et une attaque évidente visant un groupe ethnique récalcitrant<sup>3</sup>. Nulle part ailleurs, cependant, les échecs agricoles ne furent aussi explicitement liés aux questions de langue et de culture nationales qu'en Ukraine et dans le Caucase du Nord, avec sa forte population ukrainophone.

Le premier décret imputait l'échec de la campagne de collecte de céréales en Ukraine et dans le Caucase du Nord aux « piètres efforts et à l'absence de vigilance révolutionnaire » des partis communistes locaux et régionaux. Tout en feignant d'être loyaux envers l'URSS, ces comités du parti subalternes auraient été « infiltrés par des éléments contre-révolutionnaires : koulaks, anciens officiers, petliouristes, partisans de la Rada du Kouban, etc. »

Secrètement traîtres, ils s'étaient installés au cœur même du parti et de l'appareil d'État :

Ils se sont débrouillés pour pénétrer dans les fermes collectives en tant que directeurs et autres membres influents de l'administration, comptables, magasiniers, contremaîtres sur les aires de battage, etc. Ils ont réussi à infiltrer les soviets des villages, les organes de gestion de la terre, les coopératives, et ils essaient désormais de diriger le travail de ces organisations contre les intérêts de l'État prolétarien et la politique du parti, mais aussi d'organiser un mouvement contre-révolutionnaire et le sabotage des campagnes de moisson et d'ensemencement [...].

Les pires ennemis du parti, de la classe ouvrière et de la paysannerie des fermes collectives sont les saboteurs des acquisitions de céréales qui ont leur carte de membre du parti dans la poche. Pour plaire aux koulaks et autres éléments antisoviétiques, ils orchestrent la fraude aux dépens de l'État, le double jeu et l'échec des missions fixées par le parti et le gouvernement<sup>4</sup>.

La faute en revenait à la politique d'ukrainisation : elle avait été menée « mécaniquement », expliquait le décret, sans prendre convenablement en compte les desseins qu'elle servait. Loin de promouvoir les intérêts de l'URSS, elle avait permis à des « éléments nationalistes bourgeois,

petliouristes et autres » de créer des cellules contre-révolutionnaires secrètes au sein de l'appareil d'État. Et ce n'était pas un problème propre à la seule Ukraine. Le décret fulminait aussi contre l'« ukrainisation » non bolchevique irresponsable du Caucase du Nord », qui offrait une couverture légitime aux « ennemis du pouvoir soviétique<sup>5</sup> ».

Koulaks, anciens officiers blancs, Cosaques et membres de la Rada du Kouban – ceux qui, au cours de la guerre civile, avaient combattu pour un État cosaque indépendant au Kouban – étaient tous en faute : tous désignés et associés comme « Ukrainiens » ou, au moins, comme bénéficiaires de l'ukrainisation.

Tout en faisant écho au premier décret, le second élargit encore l'interdit frappant l'ukrainisation à l'Extrême-Orient, au Kazakhstan, à l'Asie centrale, à la province de la Terre-Noire centrale et à d'« autres régions de l'URSS » qui avaient pu être contaminées par le nationalisme ukrainien. Le gouvernement soviétique promulgua ce texte complémentaire afin de « condamner les suggestions de divers camarades ukrainiens concernant l'ukrainisation obligatoire de régions entières de l'URSS » et de mettre le holà à toute espèce d'ukrainisation. Les régions désignées reçurent l'ordre de cesser immédiatement d'imprimer des journaux et des livres en ukrainien et d'imposer le russe comme langue principale à l'école<sup>6</sup>.

Les deux décrets apportaient une explication à la crise des céréales tout en désignant des boucs émissaires. Ils déclenchèrent aussi la purge immédiate et massive des cadres du Parti communiste ukrainien, ainsi qu'une offensive verbale puis physique contre les universitaires, les enseignants, les académiciens et les intellectuels – quiconque avait promu l'idée nationale ukrainienne. Au cours de l'année suivante, toutes les institutions liées à la culture ukrainienne – universités, académies, musées, clubs – furent épurées, fermées ou transformées.

Les décrets établirent enfin un lien direct entre l'offensive contre l'identité nationale ukrainienne et la famine : c'est la même organisation de la police secrète qui s'en chargea. Les mêmes cadres supervisèrent la propagande qui les décrivait. Du point de vue de l'État, elles relevaient du même projet.

## PURGER LE PARTI UKRAINIEN

L'OGPU imagine souvent de rocambolesques théories du complot autour de ses ennemis. En revanche, l'opposition à la politique de réquisition des céréales aux échelons inférieurs de la direction du Parti communiste ukrainienne était bien réelle. En novembre 1932, les rapports sur l'insatisfaction au sein du parti qui avaient poussé Staline à déclarer que « les choses en Ukraine sont terribles » furent actualisés et remis en circulation. Des centaines de membres du parti ukrainien s'opposèrent régulièrement et obstinément aux réquisitions et aux listes noires, tant verbalement qu'en pratique.

Leurs plaidoyers étaient parfois émouvants. Un membre du parti de la ville de Svatove exprima ouvertement ses vues dans une longue lettre adressée au comité local du parti : « Je me souviens de mon premier jour au Komsomol, en 1921. Je brûlais de me rendre au travail dans l'idée que la ligne du parti était juste et que j'avais raison. » En 1929, cependant, il avait commencé à avoir des doutes. Quand les gens commencèrent à mourir de faim, il se dit qu'il devait protester : « La ligne générale du parti est mauvaise, et sa mise en œuvre a conduit à la misère dans les campagnes, à la prolétarisation forcée de l'agriculture, laquelle est confirmée par nos gares ferroviaires et l'apparition dans nos villes de masses d'orphelins sans foyer<sup>7</sup>. » D'autres percevaient clairement dans les nouvelles réquisitions une attaque contre la république elle-même. « Ils pouvaient commettre des erreurs dans dix ou vingt districts, expliqua un secrétaire local du parti, mais en commettre dans tous les districts d'Ukraine, cela signifie que quelque chose ne va pas<sup>8</sup>. »

De telles expressions de doute perturbèrent la direction soviétique. Car si les communistes ne soutenaient plus la politique officielle, qui la mettrait en œuvre ? Nul ne prit ce problème au sérieux davantage que Staline. Après consultation de Balytsky, qu'il rencontra deux fois en novembre 1932, il adressa une lettre aux dirigeants du parti à tous les échelons – national, régional et local – pour déclarer la guerre aux traîtres au sein du parti : « Un ennemi qui a la carte du parti dans la poche doit être châtié plus sévèrement qu'un ennemi sans carte. »

Les organisateurs du sabotage sont, dans la majorité des cas, des « communistes », c'est-à-dire des gens qui ont une carte du parti dans la poche mais qui se sont de longue date refaits et ont rompu avec le parti. Ce sont les mêmes escrocs et aigrefins qui conduisent la politique koulak sous le faux drapeau de leur « accord » avec la ligne générale du parti<sup>9</sup>.

À cette date, les changements au sommet avaient déjà commencé. Staline avait renvoyé Balytsky en Ukraine pour y diriger la police secrète, mettant ainsi fin à son bref séjour au QG moscovite. Il avait aussi renvoyé en Ukraine un ancien chef du parti de Kharkiv, Pavlo Postychev, après un passage à la tête de la propagande au Comité central à Moscou. Au cours des mois suivants, Postychev fut l'émissaire direct de Staline en Ukraine, un genre de gouverneur général. Staline écarta également Vlas Tchoubar de la direction ukrainienne tout en laissant en place Stanislav Kossior et Hryhorii Petrovskiy (le premier serait arrêté en 1938 et exécuté en 1939 ; le second réussit à survivre jusque dans les années 1950)<sup>10</sup>. Dans l'hiver 1932-1933, il lança une nouvelle vague d'investigations, de poursuites et d'arrestations de membres subalternes du Parti communiste ukrainien qui avaient osé protester. Le résultat de cette purge, qui eut lieu à la même époque que la famine, fut de transformer ce parti en instrument de Moscou, sans autonomie ni aucune capacité de décider par lui-même<sup>11</sup>.

Les dirigeants locaux payèrent leur sincérité au prix fort. Au village d'Orikhiv, par exemple, les communistes locaux avaient essayé de dire la vérité. « Nous sommes membres du parti et devons être francs », dirent-ils à leurs collègues de Kharkiv : « Le plan est irréaliste et nous ne le réaliserons pas. Nous arriverons à 45-50 %<sup>12</sup>. » Le cas d'Orikhiv fut réexaminé en 1964, au cours du « Dégel » de Khrouchtchev ; les uns après les autres, les témoins déclarèrent que les communistes d'Orikhiv ne réalisèrent pas le plan parce que c'était une mission impossible : leurs champs ne pouvaient tout bonnement pas produire autant de grain. L'un d'eux, Mykhailo Nesterenko, ancien patron de ferme collective, se souvenait des pressions exercées à cette époque. « Le fond de l'affaire est que le mot "sabotage", ces années-là, était un mot vide de sens. Pour le plus infime défaut, ils nous traitaient de saboteurs, nous les patrons, et nous menaçaient de répression<sup>13</sup>. »

À l'époque, pareilles pensées valaient trahison ; plusieurs responsables du parti d'Orikhiv furent arrêtés et condamnés. Certains écopèrent de longues peines au Goulag. Beaucoup ne devaient jamais revenir. L'OGPU justifia ces châtiments extrêmes en donnant de leurs actions une interprétation plus profonde : même s'ils feignaient d'être membres du parti, les communistes comme ceux d'Orikhiv se préparaient secrètement à renverser l'État. Ils avaient suivi la « voie koulak de trahison du parti et de l'État ouvrier, la voie du sabotage, de la démoralisation des fermes collectives, du sabotage organisé de la collecte des céréales tout en dissimulant leurs larcins de koulak en feignant d'être "d'accord" avec la ligne générale du parti<sup>14</sup> ».

Trente ans plus tard, l'une des condamnées – Maria Skypyan-Basylevytch, bureaucrate du parti qui passa dix ans au Goulag – déclara que « des gens absolument innocents avaient souffert, des communistes honnêtes, des hommes de principe<sup>15</sup> ». En 1933, cependant, les arrestations d'Orikhiv envoyèrent un message fort : les membres du parti n'étaient pas à l'abri des poursuites. Aussi loyal et bon communiste fût-il apparemment, quiconque pouvait devenir un bouc émissaire s'il osait exprimer un désaccord avec les autorités.

Le langage employé pour condamner les communistes d'Orikhiv s'appliquait à toute la république. Le 18 novembre, le jour même où le Politburo ukrainien demanda la confiscation des dernières réserves de grain, il adopta un décret « sur la liquidation des nids contre-révolutionnaires et la défaite des groupes koulaks ». Dans les villages sur liste noire, « koulaks, petliouristes, pogromistes et autres éléments contre-révolutionnaires » devaient être arrêtés<sup>16</sup>. Quatre jours plus tard, le Politburo de Moscou décida d'infliger la peine de mort aux dirigeants du parti et des fermes collectives qui n'atteignaient pas les objectifs céréaliers. Une « troïka » spéciale d'officiels ukrainiens, dont Kossior, fut autorisée à ordonner des exécutions et reçut pour consigne de rapporter leurs décisions à Moscou tous les dix jours<sup>17</sup>.

Ils agirent vite. En quatre jours, l'OGPU découvrit non seulement un mécontentement généralisé, mais les preuves d'un complot « koulak et petliouriste » dans 243 districts ukrainiens<sup>18</sup>. La police secrète arrêta 14 230 personnes au cours du seul mois de novembre 1932 ; cette année-là, le nombre total d'arrestations s'éleva à 27 000, assez pour éviscérer le parti à la base<sup>19</sup>. L'orage s'abattit même sur les jeunes qui n'étaient pas encore membres du parti : entre la fin de 1932 et le début de 1934 le Komsomol expulsa 18 638 de ses membres<sup>20</sup>.

Les arrestations se multipliant, le langage de l'OGPU se fit encore plus strident. « La frappe opérationnelle contre les groupes antisoviétiques au sein des fermes collectives se poursuit à un rythme rapide », annonçait le bulletin opérationnel de l'OGPU ukrainienne en décembre 1932 :

Les activités contre-révolutionnaires des groupes démasqués et liquidés sur les fermes collectives consistaient à saper d'importantes campagnes agricoles, surtout les rentrées de céréales ; à gaspiller, dissimuler et cacher du grain ; et à faire de l'agitation anti-ferme collective et antisoviétique [...]. Dans leur écrasante majorité, les groupes liquidés au sein des fermes

collectives étaient clairement sous l'influence de groupes koulaks et contre-révolutionnaires, surtout d'éléments petliouristes qui corrompaient les fermes collectives et leur appareil administratif [...]<sup>21</sup>.

La « conspiration » fictive devint aussi plus dense, plus complexe et plus étroitement liée aux rébellions du passé. Parmi les personnes arrêtées, surtout en novembre et décembre, se trouvaient nombre de présidents ou dirigeants de fermes collectives ; d'autres étaient des comptables ou des employés. Le nom des personnes arrêtées s'accompagnait souvent de leurs liens ou qualités réels ou imaginaires : « ancien commandant petliouriste », « fils d'un commerçant, dont la mère a été envoyée dans le Nord », « ancien propriétaire terrien », « ancien membre actif des bandes petliouristes et de Makhno ». Leurs « crimes » comprenaient toujours le prétendu vol de pain, la critique de la campagne de collecte de céréales ou d'autres activités qui expliquaient plus ou moins l'échec des moissons en Ukraine<sup>22</sup>. Quant à leurs mobiles, ils étaient qualifiés non seulement de politiques mais aussi de contre-révolutionnaires. On les disait influencés par Makhno, Petlioura, la SVU, des éléments de classe hostiles, des koulaks ou quelque autre mouvement révolutionnaire d'antan.

Dans certains cas, le lien entre passé et présent était explicite. Les autorités du village de Kostiantynivka, dans la province d'Odessa, arrêterent Tymofii Pykal en décembre 1932 en raison de son comportement présent aussi bien que de ses relations passées. À en croire son dossier, il aurait invité ses camarades fermiers à ne pas remettre le grain : « Cette année, les autorités soviétiques vont nous prendre tout notre grain, et si nous abandonnons tout notre pain nous nous effondrerons de faim. » Dans le même temps, la police observa que Pykal avait « commandé une unité au cours du soulèvement paysan » une décennie auparavant. Arrêté en vertu du sinistre article ukrainien 54-10 – « agitation et propagande antisoviétiques » –, il fut écarté puis condamné.

Petro Ovtcharenko, d'un autre village de la province d'Odessa, connut un destin semblable : en décembre 1932, il fut simultanément accusé d'avoir autrefois « organisé un groupe sectaire » et de s'être livré à une « agitation systématique contre les plans de collecte de céréales ». On l'aurait entendu dire : « À quoi bon ces plans ? Qui a le droit de collecter nos céréales et de nous laisser crever de faim ? Nous ne livrerons pas nos grains [...]<sup>23</sup>. »

À la fin de l'année, le « complot » avait acquis aussi des aspects internationaux. Fin décembre, Balytsky révéla l'existence d'un complot, un « réseau clandestin d'insurgés polono-petliouriste s'étendant à 67 districts locaux en Ukraine ». En février 1933, il parla de nouveau d'un « réseau clandestin d'insurgés contre-révolutionnaires, lié à des étrangers et à l'espionnage étranger, essentiellement l'état-major polonais<sup>24</sup> ». Au début de cette même année, les collègues russes de Balytsky abondèrent dans ce sens quand, à Moscou, les organes soviétiques de l'OGPU brossèrent un tableau encore plus élaboré des « organisations démasquées et éradiquées de koulaks-Armée-blanche-insurgés contre-révolutionnaires » en Ukraine même mais aussi, à la suite des décrets de décembre 1932, dans le Caucase du Nord, la province de la Terre-Noire centrale et l'Oural.

Le rapport de Moscou allait encore au-delà des allégations fantastiques de Balytsky, et prétendait avoir trouvé des liens entre les sous-performances des fermes collectives et l'Union générale des combattants russes, organisation d'anciens officiers tsaristes en exil dirigée par un général de l'Armée blanche, Piotr Wrangel. En Ukraine l'OGPU avait capturé un certain Barylnykov, « koulak » que Wrangel aurait envoyé de Paris faire de l'agitation contre les réquisitions de céréales et la collectivisation. Ses agents avaient aussi débusqué « 23 représentants polono-petliouristes », un « réseau clandestin d'insurgés bien implanté » dans les districts occidentaux de l'Ukraine et dans le Donbass et prétendument lié à un gouvernement ukrainien en exil « basé à Varsovie » ; un « groupe de diversion koulak-Armée-blanche » lié aux renseignements roumains ; et au Kouban, des organisations liées à des « centres cosaques d'émigrés blancs ». Ces divers groupes furent accusés, entre autres choses, de distribuer des tracts politiques, de perpétrer des incendies criminels aux dépens des kolkhozes, mais aussi d'avoir détruit un poulailler et tué 11 000 volailles, d'avoir noué des liens avec des organisations contre-révolutionnaires étrangères en utilisant des marins comme agents ; et, bien entendu, de saboter la moisson et de voler du grain<sup>25</sup>.

Autant la résistance de la base du parti était réelle, autant ces vastes réseaux internationaux, même suivant les normes de l'OGPU, étaient absurdes. La Pologne avait signé un pacte de non-agression avec l'URSS en juillet 1932<sup>26</sup>. Les généraux de l'Armée blanche nommés dans ces rapports étaient déjà semi-retraités et vivaient à Paris : des vieillards sans véritable influence en URSS. Petlioura était mort depuis longtemps.

Mais les accusations concoctées par Balytsky et le chef de l'OGPU, Guenrikh Iagoda, n'étaient pas censées refléter la vérité. La découverte de cet immense complot politique fournissait des explications : pourquoi la moisson était mauvaise, pourquoi les gens avaient faim, pourquoi la

politique agricole soviétique, si étroitement et intimement liée à Staline, échouait. Fin décembre, histoire d'enfoncer le clou, Staline envoya personnellement une lettre aux membres et aux membres-candidats du Comité central ainsi qu'aux dirigeants du parti aux divers échelons – républicain, provincial et local. Il y joignit des documents légaux longs et verbeux détaillant le « sabotage de la collecte de grain dans les provinces de Kharkiv et Dnipropetrovsk », ainsi que les activités de « groupes de saboteurs au Kouban ». À la fin, suivaient des listes d'officiels coupables, avec leurs crimes<sup>27</sup>.

La fable du complot fournit aussi à ceux qui restèrent au parti une justification idéologique de ce qu'ils s'apprêtaient à faire. Seule, Moscou n'aurait pu appliquer les nouveaux décrets meurtriers. Il lui fallait des collaborateurs locaux. En l'espace de quelques semaines, des milliers de gens allaient être obligés de mettre en œuvre des mesures condamnant leurs voisins à mourir de faim. Pour ce faire, il fallait de multiples motivations : peur d'une arrestation, peur de mourir de faim, mais aussi hystérie, méfiance et haine de leurs ennemis.

### **PURGER LE MOUVEMENT NATIONAL : « LA RENAISSANCE EXÉCUTÉE »**

Si le Parti communiste ukrainien fut la première victime des décrets de décembre, les ordres rattachant l'ukrainisation aux réquisitions de céréales marquèrent aussi la fin du mouvement national ukrainien en Union soviétique.

En vérité, à l'automne 1932, la situation des dirigeants culturels nationaux s'était déjà sensiblement dégradée. Depuis le haro orchestré contre le « choumskyisme » en 1927, la vie de nombre de personnalités associées à la culture ukrainienne était devenue plus précaire. Mykhailo Hrouchevsky était resté la cible d'attaques visibles, et d'autres qui l'étaient moins. La police secrète avait délibérément encouragé l'animosité autour de lui, incitant ses amis à se transformer en critiques. On lui avait aussi coupé les fonds. Une nouvelle école d'historiens marxistes attaquait désormais ses livres sur l'histoire ukrainienne, affirmant qu'il ne prêtait pas suffisamment attention à l'histoire de la classe ouvrière et montrait beaucoup trop d'intérêt pour l'évolution de l'identité ukrainienne.

L'OGPU arrêta finalement Hrouchevsky au printemps 1931 alors qu'il était en déplacement à Moscou. Elle le ramena en Ukraine, où Balytsky décida personnellement d'exiler plutôt que de jeter en prison le plus grand historien de l'Ukraine. L'OGPU le reconduisit donc en Russie, et le pria d'y rester. Peu après, les autorités organisèrent trois débats publics afin de délégitimer son œuvre. Ces « procès spectacles » se déroulèrent en grande pompe dans trois bâtiments associés au mouvement national : l'Opéra de Kyiv, l'ancien bâtiment de la Rada centrale et l'Académie des sciences. Ils « démasquèrent » Hrouchevsky : agent actif de l'ennemi, « nationaliste bourgeois ukrainien et fasciste travaillant à séparer l'Ukraine de l'URSS pour l'assujettir à l'Occident capitaliste<sup>28</sup> ». Son nom disparut de la vie publique, et il ne devait jamais retourner en Ukraine. Il mourut en 1934 dans la station thermale caucasienne de Kislovodsk dans des circonstances que beaucoup s'obstinent à juger suspectes.

Au cours des mois suivant les procès Hrouchevsky, les communistes nationaux – les fidèles bolcheviks qui avaient cru pouvoir inspirer les paysans et ouvriers en associant la culture ukrainienne et la rhétorique soviétique – connurent tous le même sort. Mykola Skrypnyk, qui avait mené la charge contre Choumskyi, souscrit aux dénonciations de Hrouchevsky et fidèlement suivi la ligne du parti, devint alors la principale victime. En janvier 1933, le parti abolit les cours d'histoire et de langue ukrainiennes que Skrypnyk avait créés dans les universités d'Ukraine. En février, il fut obligé de se défendre contre l'accusation d'avoir « ukrainisé » de force des enfants russes. En mars, alors que la famine faisait rage dans les campagnes, Postychev, dans son rôle de porte-parole *de facto* de Staline en Ukraine, imposa un décret éliminant les manuels en ukrainien et les cours adaptés aux enfants ukrainiens<sup>29</sup>.

Le système scolaire de Skrypnyk n'était désormais plus que ruines. En juin, Postychev l'accusa d'avoir commis des « erreurs » théoriques au Commissariat du peuple à l'éducation. Mais Postychev alla encore plus loin :

Ces [erreurs théoriques] sont triviales en comparaison du sabotage des organes d'éducation destiné à semer la confusion chez nos jeunes avec une idéologie hostile au prolétariat [...]. [De ce fait], l'ukrainisation a souvent été mise entre les mains de l'ordure petliouriste, et ces ennemis avec la carte du parti dans la poche se sont cachés derrière votre large dos de membre du Politburo ukrainien, et vous les avez souvent défendus. Vous auriez dû en parler. C'est le problème majeur.

Si Postychev ne traita pas Skrypnyk lui-même d'« ennemi caché », il fut tout près de le faire<sup>30</sup>. Peu après, une série d'articles parus dans la presse communiste s'en prit à la politique de Skrypnyk en matière de langue et de linguistique, notamment à sa toute nouvelle orthographe de l'ukrainien, compilée au fil de longues années avec le concours de spécialistes de tout le monde ukrainophone<sup>31</sup>. Le 7 juillet, lors d'une réunion du Politburo, Skrypnyk protesta contre ces accusations devant une salle remplie de ses collègues, mais il se fit rembarbar : « Skrypnyk ne s'est pas acquitté de son obligation de remettre au Comité central une courte lettre reconnaissant ses erreurs. » Mais il avait alors quitté la réunion du Politburo pour rentrer chez lui et se donner la mort<sup>32</sup>.

Le nœud coulant se resserrait aussi autour des autres, spécialement autour des artistes et écrivains ukrainiens qui avaient élu résidence à la Boudynok « Slovo », la Maison des écrivains, l'immeuble réservé aux gens de culture à Kharkiv. Depuis 1930, elle était la cible de la surveillance presque hystérique de l'OGPU. Des gardiens surveillaient le bâtiment en permanence ; la police fouillait régulièrement les soixante-huit appartements et empêchait toutes les conversations de hasard dans la cour à plus de trois personnes sous prétexte qu'il pouvait s'agir de réunions « organisationnelles » illégales pour tramer un complot. L'écrivain Ostap Vychnia cessa carrément de quitter son appartement ; Mykola Bajan dormait toujours tout habillé, prêt pour le moment où on viendrait le chercher.

Les arrestations commencèrent à vider l'immeuble, créant une atmosphère particulièrement douloureuse pour l'écrivain Mykola Khvylovyi, dont les appels à une littérature « européenne » en Ukraine avaient tant scandalisé Kaganovitch et Staline. À cette époque, Khvylovyi avait retiré ou renié une bonne partie de son œuvre provocatrice, dont son fameux slogan « Loin de Moscou ! ». Il avait aussi sillonné la campagne décimée et vu le nombre croissant de paysans affamés avant de regagner Kharkiv dévastée. Il confia à un ami que la famine dont il avait été témoin était une construction purement politique, « destinée à résoudre une fois pour toutes un problème ukrainien très dangereux ». Pour Khvylovyi, le lien entre la politique mortelle de réquisition des grains et la répression de la culture ukrainienne était déjà clair. La police secrète qui le surveillait écrivit également qu'après son retour des districts souffrant de la famine, « ses émotions avaient pris le dessus sur tout le reste ». C'est l'arrestation de l'un de ses amis intimes, l'écrivain Mykhailo Ialovy, qui semble l'avoir fait basculer. Dans les heures précédant son suicide, il rédigea un billet, où il parlait du « meurtre d'une génération [...]. Pourquoi ? Parce que nous étions les communistes les plus sincères ? Je ne comprends pas. » Conclusion : « Vive le communisme. Vive la construction du socialisme. Vive le Parti communiste<sup>33</sup>. »

Avec la mort de Khvylovyi, la situation déjà mauvaise ne fit qu'empirer : les mouchards de la Boudynok « Slovo » racontèrent à leurs correspondants de l'OGPU que les derniers amis de l'écrivain tenaient son suicide pour un « acte héroïque ». D'autres déploraient amèrement qu'il ne pût y avoir de protestations lors de ses obsèques parce que le parti contrôlerait « tous les discours à l'avance ». Conclusion des mouchards : « Les éléments antisoviétiques des instituts de recherches et de l'intelligentsia ukrainienne se servent de la mort de Khvylovyi comme d'une nouvelle occasion de tramer un complot contre-révolutionnaire. » D'autres arrestations suivirent, dont celle d'Oleksandr Choumskyi. Quelques mois plus tard, une revue du parti fourra Khvylovyi, Choumskyi et Skrypnyk dans le même sac : tous voulaient « détacher l'Ukraine de l'URSS et la transformer en colonie impérialiste<sup>34</sup> ».

À cette date, la purge du Commissariat à l'éducation de Skrypnyk était déjà bien engagée. Le terrain avait été préparé en 1927, quand une enquête de l'OGPU sur leurs vues politiques avait conclu que les enseignants, comme les ouvriers des fermes collectives, cachaient leurs « vues antisoviétiques » derrière un soutien à l'État de pure façade<sup>35</sup>. Au cours des procès de la SVU, en 1929-1930, plusieurs milliers furent accusés de complot contre-révolutionnaire<sup>36</sup>. Toutefois, après la démission et le suicide de Skrypnyk, le limogage systématique des enseignants, des professeurs et des administratifs se poursuivit jusqu'à sa conclusion logique. En 1933, tous les responsables régionaux de l'éducation furent limogés en même temps que l'immense majorité des fonctionnaires locaux de ce secteur. Quelque 4 000 enseignants ukrainiens furent qualifiés d'« ennemis de classe hostiles ». Sur les 29 directeurs d'instituts pédagogiques, 18 furent renvoyés<sup>37</sup>. Dans toute la république, quiconque pouvait avoir un lien avec le nationalisme – ou un lien imaginaire avec ce qui pouvait ressembler à du nationalisme – perdit son poste. Beaucoup furent par la suite arrêtés.

Le nombre de victimes fut à tous points de vue très important : en l'espace de deux ans, 1932 et 1933 – les années de la famine –, la même police secrète soviétique chargée de superviser la famine à la campagne allait arrêter près de 200 000 personnes dans la République d'Ukraine<sup>38</sup>. Mais même ce chiffre, si élevé soit-il, sous-estime l'impact catastrophique de cette purge d'institutions

spécifiques et de branches de la société, notamment dans l'éducation, la culture, la religion et l'édition. Au fond, les 200 000 représentaient toute une génération d'Ukrainiens patriotes et éduqués. Dans le contexte ukrainien, cette purge de 1932-1933 fut l'équivalent de la Grande Terreur de 1937-1938, qui éradiqua la majeure partie des dirigeants soviétiques et devait aussi faire de nombreuses victimes ukrainiennes<sup>39</sup>.

Au cours des années cruciales 1932-1933, toutes les institutions – l'Institut pédagogique polonais, une école secondaire allemande – furent fermées ou épurées de la totalité de leur personnel enseignant et autres<sup>40</sup>. Les facultés et les maisons d'édition furent également fermées. Quarante employés de la Bibliothèque nationale ukrainienne furent arrêtés comme « saboteurs nationaux-fascistes<sup>41</sup> ».

Les derniers départements de l'Académie ukrainienne des sciences furent tous liquidés<sup>42</sup>. L'Académie des sciences agricoles perdit entre 80 et 90 % de son présidium. D'autres organisations furent pareillement anéanties en 1933, dont le comité de rédaction de l'*Encyclopédie soviétique ukrainienne*, l'Administration géodésique, le Studio de cinéma, la Chambre des poids et mesures, l'Institut de droit soviétique de Kharkiv et quantité d'autres. Deux cents pièces ukrainiennes « nationalistes » furent interdites ainsi que deux douzaines de traductions ukrainiennes « nationalistes » de classiques de la littérature universelle<sup>43</sup>.

Particulièrement poignant fut le destin de l'Institut pédagogique de Nijyn, dans la province de Tchernihiv, dont les origines remontaient au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et dont Nicolas Gogol avait été l'un des diplômés. Au cours du second semestre de 1933, une commission spéciale du Comité central enquêta sur l'institut et « démasqua » un vaste réseau d'éléments suspects dans ses bâtiments classiques. Ce qu'on y avait découvert était inquiétant : la revue de l'institut regorgeait d'exemples dangereux de nationalisme, les professeurs propageaient les œuvres désormais inacceptables de Hrouchevsky, les chercheurs idéalisaient les chefs cosaques du passé. Le président du département d'histoire soviétique avait ignoré le rôle de la lutte des classes dans l'histoire ukrainienne et fut contraint à une rétractation publique ; le président du département d'économie avait soutenu une théorie « antiléniniste » de la crise économique. Après avoir assimilé ce rapport, la cellule locale du parti démit de leurs fonctions les chefs de nombreux départements – dont ceux de biologie, d'histoire et d'économie – et décida de fermer le musée et la revue. L'institut Nijyn survécut, mais rebaptisé et avec un corps enseignant totalement différent<sup>44</sup>.

Les autres en tirèrent la leçon. Si la politique d'ukrainisation continua d'exister sur le papier, la langue russe domina à nouveau l'enseignement supérieur et la vie publique. Des millions de gens supposèrent que toute association avec la langue ou l'histoire ukrainienne était toxique, voire dangereuse, aussi bien que « rétrograde » et inférieure. La municipalité de Donetsk délaissa l'ukrainien ; les journaux d'usines publiés en ukrainien passèrent au russe<sup>45</sup>. Les universités d'Odessa, qui avaient dernièrement adopté l'ukrainien, renouèrent avec le russe. Les étudiants ambitieux rejetèrent ostensiblement l'étude de l'ukrainien pour le russe, qui leur ouvrait des portes et un plus large éventail de carrières<sup>46</sup>.

Désormais, certains avaient carrément peur d'employer l'ukrainien. Le directeur de l'Académie des beaux-arts d'Odessa, qui donnait la plupart de ses cours en ukrainien, dit les choses on ne peut plus clairement. « Après l'affaire Skrypnyk, tout le monde revint au russe par peur d'être autrement taxé de nationalisme ukrainien<sup>47</sup>. » Une même lame de fond emporta les musées locaux ainsi que les petits périodiques consacrés aux études régionales et à l'histoire ukrainienne. La plupart perdirent leurs financements et se mirent à disparaître eux aussi<sup>48</sup>.

Une semblable vague de répression s'abattit sur l'Église. Créée en 1921 comme branche de l'orthodoxie, l'Église orthodoxe autocéphale ukrainienne était déjà sortie très affaiblie des procès de la SVU en 1929, avec l'arrestation et la condamnation de nombre de ses dirigeants. En février 1930, au faite de la rébellion paysanne, l'URSS avait adopté son décret de « lutte contre les nouveaux éléments contre-révolutionnaires dans les instances dirigeantes des unions religieuses » tout en encourageant le vol des cloches et des icônes ainsi que l'arrestation des prêtres.

De 1931 à 1936 des milliers d'églises – les trois quarts du pays – cessèrent toute activité. Beaucoup furent même démolies : entre 1934 et 1937, 69 églises furent détruites dans la seule ville de Kyiv. Églises et synagogues furent affectées à d'autres usages. On avait besoin de ces bâtiments comme « greniers », expliqua-t-on aux paysans. En 1936, de ce fait, les offices n'étaient plus célébrés en Ukraine que dans 1 116 églises. Dans maintes grandes provinces – Donetsk, Vinnytsia, Mykolaïv – il ne restait plus d'églises orthodoxes. Ailleurs – Louhansk, Poltava, Kharkiv –, une seule demeurait en service<sup>49</sup>.

La ville de Kyiv souffrit elle aussi. De nombreux édifices étant associés à des moments de triomphe national, ils devinrent la cible de l'assaut antinational dans le sillage de la famine. Dans sa revue professionnelle, l'Union des architectes de l'URSS reprocha à l'architecture de la ville d'incarner une « idéologie de classe hostile ». Une commission spéciale, à laquelle participèrent Balysky et Postychev, fut chargée de la reconstruction socialiste de Kyiv<sup>50</sup>. En 1935, elle avait approuvé un « plan général » visant à transformer cette « ville d'églises et de monastères en véritable centre socialiste, architecturalement complet, de l'Ukraine soviétique<sup>51</sup> ». À peine quelques années auparavant, l'Académie ukrainienne des sciences avait proposé de créer une zone de conservation du patrimoine historique, une « Acropole de Kyiv » dans la partie la plus ancienne de la ville. En 1935, la ville choisit plutôt de détruire des douzaines de monuments architecturaux, dont des cimetières orthodoxes et juifs ainsi que des églises et des bâtiments ecclésiastiques. Les tombeaux et monuments des personnalités littéraires et politiques du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle disparurent également de la ville<sup>52</sup>. Pour Postychev, ce vandalisme devait aider le parti à combattre le nationalisme bourgeois inspiré par cette « camelote historique<sup>53</sup> ».

La destruction des édifices s'accompagna d'une attaque visant les personnes qui les comprenaient le mieux : toute une génération d'historiens d'art et de conservateurs. Des hommes qui avaient voué leur vie au savoir et à l'art connurent une fin horrible. Mykhaïlo Pavlenko, du Musée de peinture de Kyiv, fut arrêté en 1934 et exécuté en 1937, après trois ans d'exil. Fedir Kozoubovskyi, directeur de l'Institut d'histoire de la culture matérielle de Kyiv, fut exécuté en 1938 après un interrogatoire qui l'avait plongé dans un tel désespoir qu'il demanda du poison pour alléger ses souffrances. Pavlo Pototsky, collectionneur qui avait donné ses tableaux au Musée historique, fut arrêté à quatre-vingt-un ans. Il mourut d'une crise cardiaque à la Loubianka, la sinistre prison de Moscou<sup>54</sup>.

Après les hommes et les monuments, ce fut au tour des livres. Le 15 décembre 1934, les autorités publièrent une liste des auteurs interdits, décrétant que tous leurs ouvrages, toutes années et toutes langues confondues, devaient être retirés des bibliothèques, des librairies, des institutions éducatives et des dépôts. Quatre listes de ce genre devaient être finalement publiées, avec les œuvres d'écrivains, poètes, critiques, historiens, sociologues, historiens d'art ukrainiens mais aussi de tous ceux qui avaient été arrêtés. Autrement dit, l'extermination de la classe intellectuelle s'accompagna de l'extermination de leurs mots et de leurs idées<sup>55</sup>.

Pour finir, le nouvel establishment culturel s'en prit à la langue ukrainienne, à commencer par le dictionnaire de Skrypnyk, fruit d'une collaboration si méticuleuse : il s'appuyait trop sur des sources prérévolutionnaires, négligeait les nouveaux mots « soviétiques », révolutionnaires, et comportait des éléments qui avaient un « caractère d'ennemi de classe ». Ses auteurs représentaient la « théorie du langage du nationalisme bourgeois » et « perpétuaient la tradition de l'Union pour la libération de l'Ukraine [SVU] » : il fallait donc les purger de leurs diverses institutions. Beaucoup furent arrêtés, puis exécutés<sup>56</sup>.

L'abolition du dictionnaire se solda par des changements linguistiques dans les documents officiels et universitaires, dans la littérature et les manuels scolaires. Le « g » (Г) ukrainien fut abandonné, rendant la langue « plus proche » du russe. Les mots étrangers adoptèrent des formes russes, plutôt qu'ukrainiennes. Les périodiques ukrainiens reçurent des listes de « mots à ne pas employer » – surtout ukrainiens – et de « mots à employer », sonnait davantage russe. Certains de ces changements devaient être annulés en 1937, quand la Grande Terreur aboutit à l'arrestation des derniers linguistes ukrainiens, dont ceux qui avaient imposé les changements de 1934. Ainsi que l'observe le linguiste George Chevelov, le chaos régnait à la fin de la décennie :

Les enseignants étaient perdus et effrayés, les étudiants déroutés. Ne pas suivre le nouveau courant était criminel, le suivre était impossible par manque d'information. L'instabilité semblait être un trait inhérent de la langue ukrainienne, à la différence du russe, qui ne connut aucune espèce de bouleversement. Le prestige déjà entamé de l'ukrainien sombra encore davantage<sup>57</sup>.

La situation allait se stabiliser un peu quand Nikita Khrouchtchev devint premier secrétaire du parti en Ukraine en 1939. À cette date, cependant, les experts étaient emprisonnés ou morts ; l'Ukraine soviétique ne devait jamais ressusciter leurs livres ni les grammaires qu'ils avaient élaborées avec tant de soin.

## CHAPITRE 10

### *Décisions de famine, 1932 : fouilles et fouilleurs*

*Je ne suis plus envoûtée et puis j'ai vu les hommes à l'œuvre... Comment ai-je pu avoir ce cœur de pierre ? Comme ils ont souffert ces gens, comme on les a traités ! Mais moi, je disais : Ce ne sont pas des êtres humains, ce sont des koulaks. [...] Pour les tuer, il fallait déclarer : Les koulaks, ce ne sont pas des êtres humains. [...] C'est ce qu'ont dit Lénine et Staline...*

VASSILI GROSSMAN, *Tout passe*, 1961<sup>1</sup>

Bien avant que ne commence la collectivisation, le phénomène de l'expropriateur violent – de l'homme brandissant un fusil et débitant des slogans en exigeant de la nourriture – était familier en Ukraine soviétique. Ces hommes étaient apparus en 1918-1919, à la recherche de céréales pour alimenter les armées. Ils avaient resurgi en 1920, avec le retour des bolcheviks au pouvoir. Ils revinrent en 1928-1929, avec la nouvelle vague de pénuries alimentaires, puis dans l'hiver 1932-1933, mais alors leur conduite avait changé.

Contrairement à d'autres mesures visant l'Ukraine en 1932-1933, on n'a jamais trouvé d'instructions écrites régissant le comportement des activistes. Peut-être ne furent-elles pas couchées par écrit, ou peut-être furent-elles détruites avec d'autres archives ukrainiennes de l'époque, qui, au niveau de la province ou du district, sont bien plus clairsemées que celles de la même période en Russie. Dans sa remarquable cohérence, l'histoire orale met néanmoins en évidence un brusque changement de comportement des activistes à la veille de l'Holodomor.

Cet hiver-là, les équipes opérant dans les villages à travers l'Ukraine se mirent à chercher non seulement des céréales, mais tout ce qui était comestible. Pour ce faire, elles étaient munies d'outils spéciaux, de longues tiges de métal, parfois pourvues de crochets à leur extrémité, afin de pouvoir gratter n'importe quelle surface à la recherche de grain. Les paysans donnaient des noms divers à ces instruments : fil de fer, gourdin, tige métallique, verge, lance ou rayon<sup>2</sup>. Des milliers de témoins ont raconté comment ils servaient à fouiller fours, lits, berceaux, murs, malles, cheminées, greniers, toits et caves ; à fureter derrière les icônes, dans les tonneaux, les troncs d'arbre creux, les niches, les puits ou les tas d'ordures. Rien n'arrêtait les hommes et les femmes qui s'en servaient et passaient au peigne fin les cimetières, les granges, les maisons vides et les vergers<sup>3</sup>.

Comme les réquisitionneurs d'autrefois, ils cherchaient des céréales. Ils prenaient également les fruits sur les arbres, les semences et les légumes des potagers : betteraves, citrouilles, choux, tomates – mais aussi miel et ruches, beurre et lait, viande et saucisses<sup>4</sup>. Olha Tymbaliouk raconte que les brigades prenaient tout : « farine, céréales, tout ce qui se trouvait dans des pots, vêtements, bétail. Impossible de rien cacher. Ils fouillaient avec des tiges de métal [...], cherchaient dans les poêles, éventraient les parquets, ébréchaient les murs<sup>5</sup> ». Anastasia Pavlenko explique qu'ils lui enlevèrent un collier de perles en supposant qu'il pouvait contenir quelque chose de comestible<sup>6</sup>. Larysa Chevchtchouk vit des activistes emporter les jeunes plants de betterave et de pavot que sa grand-mère cultivait pour son potager<sup>7</sup>.

Maria Bendryk, de la province de Tcherkassy, écrit : les activistes « sont venus et ont tout pris. Ils ont regardé dans les boîtes de la cuisine, emporté les haricots rouges de l'un, les croûtes séchées de l'autre. Ils ont vidé en secouant et tout emporté<sup>8</sup> ». Dans la province de Kirovohrad, Leonid Vernydoub a vu une brigade emporter trois épis de maïs suspendus au plafond pour les faire sécher en vue des semailles de l'année suivante. Elle a aussi pris les « haricots rouges, les céréales, la farine et même les fruits secs destinés à faire de la compote<sup>9</sup> ».

Dans la province de Tchernihiv, Maria Kojedoub a vu des équipes emporter la soupe de sarrasin, mais aussi la soupière. Ils ont pris « lait, œufs, pommes de terre, poulets [...]. Ils avaient des tiges de fer qu'ils utilisaient pour chercher la nourriture cachée. Les plus malins planquaient leurs vivres dans la forêt ; tout ce qui était caché dans une maison ou une grange pouvait être retrouvé<sup>10</sup> ».

Dans bien des localités, les activistes emmenèrent aussi les vaches que de nombreuses familles avaient été autorisées à garder, même celles qui vivaient sur les fermes collectives, depuis 1930. Cette perte laissa parfois un souvenir plus vif et plus douloureux que la mort de proches. Une paysanne, adolescente, pleura et s'accrocha aux cornes de la vache familiale alors qu'on l'emportait<sup>11</sup>. Un père et son fils gardaient leur vache armés de fusils et de fourches pour empêcher qu'on ne la leur prit<sup>12</sup>. « Qui possédait une vache pouvait survivre », observe Hanna Masliantchouk, de Vynnytsia. Sa famille se débrouilla pour garder la sienne et survécut ; les voisins qui n'en avaient pas enflèrent sous l'effet de la faim et moururent<sup>13</sup>. Ne pouvant se procurer du fourrage ou en acheter, les familles consentaient de gros efforts pour garder leurs vaches en vie, les nourrissant même avec du chaume de la toiture<sup>14</sup>.

Les activistes emportaient aussi d'autres bêtes, dont les cochons et les volailles, parfois les chiens et les chats. Dans la province de Kyiv, Mykola Patryntchouk vit les activistes prendre « toute notre nourriture [...]. Ils ont même tué notre chien et l'ont jeté mort sur une charrette<sup>15</sup> ». Beaucoup d'autres survivants parlent de chiens emportés ou tués, à tel point que la chasse aux chiens – peut-être pour qu'ils cessent d'aboyer ou de mordre – prit presque les allures d'un sport : « Aussi longtemps que je vivrai, jamais je n'oublierai comment ils conduisaient leurs deux véhicules, chacun chargé de huit à douze hommes [...]. Ils roulaient, les jambes pendant sur le côté, et armés de leurs fusils allaient d'une cour à l'autre abattre tous les chiens. Après quoi, quand ils les eurent tous abattus, ils se sont mis à rassembler tous les vivres [...]16 ».

Les activistes avaient aussi pour consigne de revenir, de prendre les gens au dépourvu, sans leur laisser le temps de planquer la nourriture. Dans bien des localités, les brigades venaient plusieurs fois. On multipliait les fouilles pour s'assurer qu'il ne restait rien. « Ils sont venus trois fois, raconte une femme, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien. Puis ils ont cessé de venir<sup>17</sup>. » Des brigades venaient parfois à différents moments du jour et de la nuit, résolues à prendre la main dans le sac quiconque cachait encore à manger<sup>18</sup>. S'ils trouvaient une famille dînant d'un maigre repas, les activistes prenaient parfois le pain sur la table<sup>19</sup>. Si la soupe mijotait, ils la retiraient du poêle et en vidaient le contenu, puis exigeaient de savoir comment il était possible que la famille ait encore quelque chose à mettre dans la soupe<sup>20</sup>.

Ceux qui semblaient trouver encore le moyen de manger étaient l'objet d'une traque acharnée ; ceux qui ne mouraient pas de faim étaient par définition suspects. Une survivante raconte que sa famille avait réussi à trouver un peu de farine et s'en servait pour cuire du pain la nuit. La maison reçut aussitôt la visite d'une brigade qui avait détecté des bruits de cuisine. Elle fit irruption et sortit directement le pain du four<sup>21</sup>. Un autre survivant se souvient que la brigade « surveillait les cheminées depuis une colline : quand ils voyaient de la fumée, ils rappliquaient et prenaient ce qui cuisait<sup>22</sup> ». Une autre famille avait reçu d'un parent un colis avec du riz, du sucre, du millet et des chaussures : quelques heures plus tard, une brigade débarqua, prenant tout, sauf les souliers<sup>23</sup>.

Avec le temps, cependant, les activistes apprirent aussi à identifier les endroits où les paysans pouvaient cacher de la nourriture. Beaucoup de gens enterraient le grain dans le sol, les brigades se mirent à chercher les signes de terre fraîchement remuée, utilisant leurs tiges de fer pour fouiller<sup>24</sup>. Une survivante raconte que sa mère avait planqué dans la cheminée un sac de millet recouvert de ciment, mais le ciment était frais... Une voisine qui avait caché de la farine sous le berceau de son bébé n'eut pas plus de chance : « Elle pleurait, les suppliant de la lui laisser parce que le bébé allait mourir de faim, mais eux, ces bourreaux, ils l'ont prise malgré tout<sup>25</sup>. »

Même quand ils n'effectuaient pas une descente, les brigades et leurs chefs recueillaient des informations sur la nourriture et qui pouvait en posséder. Des mouchards étaient recrutés pour aider les activistes. Dans certains villages, existaient des boîtes spéciales où les gens pouvaient déposer des confessions ou des informations anonymes sur les endroits où les voisins cachaient du grain<sup>26</sup>. Hanna Soukhenko raconte que le mouchardage était « populaire » parce que, quand une personne trouvait la nourriture d'une autre, on lui en donnait un tiers en récompense<sup>27</sup>. Les fonctionnaires locaux étaient aussi censés collaborer. Dans la province de Poltava, la famille d'Ihor Bouhaïevytch survécut parce que sa mère, qui avait trouvé du travail à Leningrad, envoyait régulièrement des croûtons de pain sec. Les colis finirent par attirer l'attention du chef du bureau de poste, qui se rendit à la maison accompagné d'un activiste pour en vérifier le contenu. L'activiste en confisqua la moitié<sup>28</sup>.

D'autres étaient secrètement payés : Halyna Omeltchenko se souvient d'un mouchard, un gars du coin, qui épiait sa famille et renseignait les autorités sur ses faits et gestes<sup>29</sup>. Mykola Mylov parle d'un voisin venu un jour fureter autour de la maison. Le lendemain, les activistes arrivèrent et confisquèrent ses vivres. Mylov demanda au voisin si c'était lui qui l'avait donné : « Bien sûr que c'est moi, tu crois que j'ai peur de l'avouer ? Maintenant, j'ai reçu deux sacs de blé, mes six enfants n'auront pas faim<sup>30</sup>. » Il ne manque pas d'exemples semblables de paysans rendus complices par la faim.

Les brigades demandaient aussi de l'argent. Tous les paysans étaient encore soumis à la loi de 1929, qui leur infligeait des amendes allant jusqu'à cinq fois la valeur des grains qu'ils ne pouvaient pas produire. Les habitants des villages sur liste noire étaient aussi censés remettre leurs économies. La collecte de ces sommes avait longtemps été un problème : dans son journal de décembre 1932, Lazare Kaganovitch, proche collaborateur de Staline en Ukraine, note que les paysans individuels de l'Ukraine avaient écopé d'une amende de 7,8 millions de roubles, mais qu'on n'en avait recueilli que 1,9 million. Vlas Tchoubar avait objecté sans grande conviction que c'était parce qu'ils n'avaient « rien à vendre<sup>31</sup> ». Pendant l'automne 1932, cependant, on organisa des ventes aux enchères de meubles et autres biens pour permettre aux paysans de payer leur dû : « Quand un paysan payait l'impôt, il en écopait d'un autre, plus lourd. Papa ne pouvant payer cet impôt supplémentaire, il y a eu des enchères [...]. Un entrepôt, un appentis ont été vendus<sup>32</sup>. » Parfois, ces demandes étaient sans rapport avec les paiements passés : dans un village, ceux qui avaient des parents aux États-Unis devaient remettre l'argent qu'ils étaient censés avoir reçu de l'étranger<sup>33</sup>.

Qu'il s'agisse de récupérer des vivres ou de l'argent, les fouilles s'accompagnaient souvent de violences. Une femme de la province de Tchernihiv raconte :

Au cours de la fouille, les activistes ont demandé où étaient notre or et notre grain. Maman a répondu qu'elle n'en avait pas. Ils l'ont torturée. Ils lui ont mis les doigts dans la porte et l'ont refermée. Ils lui ont cassé les doigts, le sang coulait, elle a perdu connaissance. Ils lui ont versé de l'eau sur la tête, et ont repris la torture. Ils la frappent, lui enfoncent une aiguille sous les ongles [...]<sup>34</sup>.

Deux sœurs de la province de Jytomyr virent leur père en butte à une agression semblable :

Notre père cachait trois seaux d'orge au grenier et le soir, en catimini, maman faisait du gruau pour nous maintenir en vie. Quelqu'un a dû nous dénoncer parce qu'ils ont tout pris et ont brutalement frappé notre père qui n'avait pas remis l'orge au cours des fouilles [...]. Ils lui ont claqué la porte sur les doigts pour les casser, l'ont injurié, lui ont flanqué des coups de pied au sol. Nous l'avons vu frappé et injurié comme ça, paralysées ; on était une bonne famille, on parlait toujours posément en présence de père<sup>35</sup>...

Dans la province de Vinnytsia, un forgeron comparut devant le comité du village pour avoir volé des épis de blé afin de nourrir ses trois enfants : « Ils l'ont frappé, torturé, lui ont complètement tordu le cou et l'ont balancé dans les escaliers<sup>36</sup>. » Dans la province de Dnipropetrovsk, on enferma des hommes dans des poêles chauds pour leur faire avouer où ils cachaient leur grain<sup>37</sup>. Comme au temps de la collectivisation, les paysans chez qui on trouvait du grain dissimulé étaient dépouillés de leurs derniers biens, chassés de leur foyer et refoulés dans la neige sans vêtements<sup>38</sup>.

Un autre moyen était l'emprisonnement. Dans un village, le président du soviet jetait au « frigo » les paysans incapables de fournir le grain exigé : le « frigo », c'était la réserve de la salle des fêtes sans lit ni banc, et sans nourriture. Les paysans y restaient assis par terre, affamés, à moins que des parents ne puissent les nourrir. « On y mettait hommes et femmes ensemble, ils couchaient côte à côte, sur la paille<sup>39</sup>. »

Certains se rappellent que les brigades ne se contentaient pas de prendre la nourriture mais se donnaient la peine de la gâter. À Horodychtche – village sur la liste noire et soumis à une attention spéciale –, les activistes, raconte un survivant, mettaient de l'eau dans les grains pour qu'ils deviennent noirs et germent, puis les jetaient dans un ravin. Ils arrosaient aussi d'acide carbolique le poisson salé, mais les paysans le mangeaient quand même<sup>40</sup>. Une autre famille constata que les aliments qu'on lui volait étaient aussi rendus impropres à la consommation : « Ils avaient un grand sac dans lequel ils fourraient tout ensemble – semences, farine, blé. Seuls les cochons pouvaient manger ça, parce que tout était mélangé<sup>41</sup>. » La plupart n'y voyaient qu'une forme de sadisme pur et simple : « Quand ils avaient tout découvert, ils l'éparpillaient sur le sol et prenaient plaisir à regarder les enfants en pleurs ramasser dans la poussière les lentilles ou les haricots<sup>42</sup>. »

Pour s'assurer que les paysans affamés ne « volent » pas de grains dans les champs, les chefs de brigade envoyaient des gardes à cheval, généralement des villageois, alléchés par des promesses de nourriture, ou installaient des tours de guet pour que personne ne chaparde rien. Des gardes armés – souvent des villageois, là encore – étaient postés devant les granges ou autres dépôts de grain. Maintenant qu'il restait si peu à manger, les effets de la loi du 7 août contre les glaneurs commencèrent à se faire sentir. À la fin de l'automne 1932, « nous continuions à chercher à manger

en glanant les épis de blé dans les champs moissonnés », se souvient un habitant de Poltava. « Or, il était interdit de glaner, et les surveillants à cheval nous chassaient à coups de fouet<sup>43</sup>. » On punissait les gens pour vol de betteraves gelées, grains germés et même blé provenant de leurs lopins privés<sup>44</sup>. Devant une usine de betterave à sucre de la province de Kyiv, on avait laissé des cadavres ensanglantés à côté de tas de betteraves non traitées pour dissuader ceux qui auraient été tentés de les voler<sup>45</sup>.

Pour empêcher leur famille de mourir de faim, certains paysans envoyaient leurs gamins aux champs récupérer les grains restants, dans l'espoir qu'ils passeraient inaperçus. « Nous autres, enfants, courions aux chaumes de la ferme collective pour ramasser les tiges », raconte Kostiantyn Motchoulsky, alors âgé de huit ans. « Des patrouilleurs montés pourchassaient les enfants, leur flanquant de grands coups de fouet de cuir brut. J'ai quand même ramassé près de dix kilos de grain<sup>46</sup>. » Certains ne parvenaient pas à échapper aux surveillants. Une fille de la province de Kharkiv avait réussi à trouver quelques épis de blé et rentrait des champs quand elle tomba sur trois jeunes du Komsomol. Ils lui prirent le blé et la « frappèrent si rudement qu'elle en garda longtemps les épaules et les tibias couverts d'ecchymoses<sup>47</sup> ». Peut-être eut-elle de la chance : une autre survivante se souvient d'une jeune fille abattue sur place pour avoir ramassé des pommes de terre<sup>48</sup>.

Posséder et préparer de la nourriture, et même moudre du grain devint suspect. Les activistes de la province de Tcherkassy brisèrent toutes les meules du village de Tymotchivka : « pour qu'on ne puisse pas moudre une poignée de grains même s'il en restait quelque part », se dirent les habitants<sup>49</sup>. Ils brisèrent aussi les meules de Stari Babany, dans la même province. Là, les paysans crurent que c'était pour leur extorquer plus d'argent : s'ils voulaient le moudre, ils n'avaient qu'à le confier, moyennant paiement, à la ferme collective<sup>50</sup>.

Au fil des semaines, le simple fait de rester vivant éveillait les soupçons : si une famille était en vie, c'est qu'elle avait de quoi manger. En ce cas, elle aurait dû remettre sa nourriture, et si elle ne l'avait pas fait, c'étaient des koulaks, des petliouristes, des agents polonais et des ennemis. Une brigade fouillant la maison de Mykhaïlo Balanovskyi, dans la province de Tcherkassy, voulut savoir « comment il se [faisait] que dans cette famille personne ne soit encore mort<sup>51</sup> ». Dans la province de Soumy, la brigade fouillant le toit de chaume de la maison de Hryhorii Moroz ne trouva aucune nourriture et voulut savoir : « Avec l'aide de quoi vous vivez<sup>52</sup> ? » Chaque jour passant, les questions se faisaient plus hargneuses, le langage plus grossier : Quoi, vous n'avez pas encore disparu ? Pas encore claqué ? *Pourquoi êtes-vous encore en vie*<sup>53</sup> ?

Des années et des décennies plus tard, les survivants trouvèrent différentes façons de décrire les groupes – surtout des hommes, fort peu de femmes – venus chez eux leur enlever leur nourriture, sachant qu'ils mouraient de faim. Dans les histoires orales, les groupes sont tantôt décrits comme « activistes », « Komsomol », « confisqueurs » ou « meurtriers », tantôt comme « brigade de fer », « équipe rouge » ou « caravane rouge », voire « balais rouges ». On les baptisait parfois les *komnezamy*, du nom des comités de paysans pauvres créés en 1919 ; souvent leurs membres étaient des anciens des *komnezamy*. Les brigades spéciales étaient les « remorqueurs » – *bouksyrnyky* – parce qu'ils tiraient le village vers le quota. Parfois encore, on s'en souvenait simplement comme de « Russes », d'« étrangers » ou de « Juifs »<sup>54</sup>.

En pratique, les brigades de l'automne 1932 et de l'hiver 1933 étaient presque toujours composites. Comme en 1930, elles comptaient souvent des membres de différentes organisations : direction du parti local, gouvernement provincial, Komsomol, fonctionnaires et police secrète. C'était un choix délibéré. Si toutes les institutions de la campagne participaient, toutes assumaient la responsabilité des résultats. Leurs membres étaient souvent les mêmes que ceux des équipes de collecte du passé ; souvent aussi, on retrouvait les activistes qui avaient aidé à mettre en œuvre la collectivisation, ainsi que des membres des comités de paysans pauvres depuis 1920.

Il y avait cependant des différences. Ils étaient plus nombreux : le 11 novembre 1932 le Parti communiste ukrainien appela à la création de pas moins de 1 100 nouvelles brigades d'activistes d'ici le 1<sup>er</sup> décembre, c'est-à-dire en l'espace de trois semaines. Ce fut la première d'une série de tentatives pour accroître les effectifs consacrés à appliquer la politique de réquisition. Avec le temps, il faudrait davantage de mains pour collecter les vivres mais aussi protéger les champs et les cultures des paysans affamés, empêcher les gens de pénétrer dans les gares ou de franchir la frontière, et finalement enterrer les morts<sup>55</sup>.

Leur tâche différait aussi de ce qu'elle avait été en 1930. Ces nouvelles brigades ne mettaient pas en œuvre une réforme agricole, ni même ne feignaient de le faire : elles retiraient leurs vivres à des familles affamées ainsi que tous les objets de prix qu'ils auraient pu échanger contre de la nourriture

et, dans certains cas, les ustensiles qui pouvaient servir à la préparer. Pour cette raison, leur nature et leur motivation requièrent un examen plus attentif.

Souvent, comme par le passé, le groupe activiste comptait au moins une ou deux personnes de l'extérieur, des gens qui n'étaient pas originaires du village, de la province ou même de la république. Une poignée d'entre eux étaient d'anciens « Vingt-Cinq Mille », dont un tiers environ étaient restés à la campagne après 1930, travaillant dans les fermes collectives, les stations de machines et de tracteurs ou la bureaucratie du parti<sup>56</sup>. Cette fois, cependant, on envoya délibérément dans la république de nouveaux activistes de l'extérieur. En décembre 1932, Kaganovitch visita Voznessensk, en Ukraine méridionale, et déclara à un groupe d'activistes du parti qu'ils manquaient de fermeté : « “Tu dois tordre, mais pas trop”, dit un dicton ukrainien. » Or, ils avaient décidé de ne pas tordre du tout. L'objectif, expliqua-t-il franchement, était de créer une telle panique dans les villages « que les paysans révéleront eux-mêmes leurs caches<sup>57</sup> ».

Ce même mois, Kaganovitch envoya aussi à Staline un télégramme pour se plaindre du « manque de fiabilité » des Ukrainiens membres des brigades de collecte de céréales et réclamer l'aide de Russes envoyés de Russie. L'ordre fut exécuté un mois plus tard<sup>58</sup>. Un ancien activiste se souvient d'avoir rencontré pour la première fois des « jeunes hommes parlant russe » dans le village de Kroupoderentsi. Ils étaient là, lui dit-on, parce que les « autorités ne se fiaient pas aux activistes du parti local pour faire le boulot<sup>59</sup> ».

Certains membres de l'extérieur étaient « étrangers » en un autre sens. Bien qu'activistes, étudiants ou enseignants des universités ukrainiennes, comme au temps de la collectivisation ils faisaient figure d'étrangers aux yeux des paysans. Si certains étaient des vétérans de la collectivisation, beaucoup avaient débarqué pour la première fois à la campagne en 1932 et 1933, ignorants ce qu'ils allaient y trouver. Des étudiants de l'université de Kharkiv furent envoyés en « volontaires » pour la collecte de céréales de 1933 et furent choqués de découvrir la vérité : « On dirait que tu viens de rencontrer un fantôme », dit l'étudiant Viktor Kravchenko à un camarade de classe qui revenait de la Poltava. « J'en ai rencontré, en effet, et beaucoup », répondit-il en baissant les yeux<sup>60</sup>.

Kravchenko lui-même se rendit à la campagne peu après : on lui dit que « les autorités villageoises de la contrée [avaient] besoin de tâter un peu du fer bolchevik ». Rapidement, il perçut le fossé entre la propagande et la réalité. Les « koulaks » n'étaient pas riches, ils mouraient de faim. Loin d'être opulente, la campagne n'était que friches : « D'énormes quantités de matériel et de machines que leurs propriétaires avaient soignés naguère comme des bijoux gisaient maintenant çà et là, éparpillés en plein air, sous la rouille et la poussière, dans un état effroyable. Des vaches et des chevaux squelettiques, aux flancs caparaçonnés d'ordures et de fiente sèche, vaguaient à l'aventure dans les cours. Les poulets, les oies et les canards faisaient bombance à même les gerbes<sup>61</sup>. »

À l'époque, Kravchenko s'abstint de protester. Il s'en expliqua plus tard : comme les Vingt-Cinq Mille avant lui, il succomba volontairement à une forme de cécité intellectuelle. Son propos vaut pour beaucoup : « Pour s'épargner à soi-même de pénibles angoisses, on se refuse bien souvent à regarder en face les vérités trop déplaisantes ; on s'efforce même de n'y pas songer : on se dit que ce sont des exagérations, des hallucinations collectives<sup>62</sup>. » Le langage de la propagande aidait aussi à masquer la réalité :

Nous autres, Communistes, dans les milieux du Parti, nous avions toujours grand soin d'éluder cette question brûlante ou de la tourner adroitement, à grand renfort d'euphémismes ronflants empruntés au sabir du Parti : nous parlions du « front paysan », de la « menace koulak », du « socialisme de village » ou de la « lutte des classes »... Pour n'avoir pas à nous désavouer nous-mêmes, il nous fallait bien cacher la réalité sous un camouflage de mots<sup>63</sup>.

Comme Kravchenko, Lev Kopelev fit également partie d'une brigade de confiscation des céréales en décembre 1932. Ayant participé à la collectivisation, il y était mentalement préparé. À l'époque, il était une sorte de journaliste et écrivait des articles pour le journal d'une usine de Kharkiv. Sitôt arrivé à Myrhorod, dans la province de Poltava, il donna des conférences aux paysans, « des moustachus en veston de fourrure, en caftans gris, des garçons rêveurs et indifférents, maussades et méprisants ». Un autre jour, ses collègues et lui sortirent un bulletin avec des « statistiques sur la livraison de céréales, des reproches à l'adresse des paysans peu scrupuleux et des malédictions visant les saboteurs démasqués ». L'agitation ayant vite échoué, les fouilles commencèrent.

Des équipes composées de plusieurs jeunes fermiers collectifs, du soviet du village et de Kopelev lui-même « fouillaient l'isba, la grange, la cour et emportaient toutes les réserves de semences, la vache, le cheval et les cochons ». Ils prenaient aussi tout ce qu'il y avait de précieux : icônes, manteaux d'hiver, tapis, argent. Les femmes poussaient des « hurlements hystériques », s'accrochant aux biens de famille, mais les fouilles continuaient. Remettez les céréales, disaient les

activistes, et on vous restituera tout. Pour Kopelev, cette tâche était un « supplice », mais il découvrit aussi que la répétition constante de la propagande haineuse l'aidait à se durcir pour accomplir sa tâche : « Je me persuadai, m'expliquai à moi-même. Je ne dois pas céder à une pitié débilite. Nous étions les agents de la nécessité historique. Nous accomplissions notre devoir révolutionnaire. Nous obtenions du grain pour la patrie socialiste. Pour le plan quinquennal<sup>64</sup>. »

La propagande contribua aussi à persuader de nombreux activistes que les paysans étaient des citoyens, voire des êtres humains de seconde zone, si tant est qu'ils fussent des êtres humains. Les paysans passaient déjà pour des étrangers aux yeux de la plupart des citoyens. Et voici que leur misère extrême et la faim les rendaient peu aimables, inhumains. Ils ne tarderaient pas à disparaître, impliquait l'idéologie bolchevique. À Georges Simenon, qui visita Odessa au printemps 1933, son interlocuteur expliqua qu'il ne fallait pas prendre en pitié les « malheureux » qui quémandaient de la nourriture dans les rues. Ce n'étaient que des koulaks, des « paysans qui n'ont pas su s'adapter au régime... Ils n'ont qu'à crever ». À quoi bon la pitié ? Bientôt, ils seraient remplacés par des tracteurs, capables de faire le travail de dix. Le « meilleur des mondes » n'avait pas de place pour ces masses d'inutiles<sup>65</sup>.

On trouve aussi un écho de ce sentiment dans la pièce absurdiste d'Andrei Platonov sur la famine, *Quatorze isbas rouges* (1933) : « De quelle utilité sommes-nous à l'État ? demande un personnage affamé à un autre. L'État serait mieux loti s'il y avait la mer ici, plutôt que des hommes. Au moins dans la mer il y a du poisson<sup>66</sup>. » La langue de Platonov est à l'image de ce qu'il trouvait dans la presse officielle. Tout au long des deux années précédentes, ces habitants de la campagne, ces rustres illettrés et arriérés, au fond surnuméraires, avaient été inlassablement accusés de bloquer la marche du prolétariat vers l'avenir. La presse soviétique avait sans relâche expliqué que les pénuries alimentaires des villes avaient pour cause non pas la collectivisation, mais les paysans cupides qui gardaient leurs produits pour eux. Des années plus tard, Kopelev expliqua à un interviewer :

J'étais de ceux qui croyaient qu'il fallait secouer le village pour qu'il remette les céréales [...]. Que les villageois étaient sans conscience ou sans cœur, qu'ils étaient arriérés. Qu'ils ne se souciaient que de leurs biens, qu'ils n'avaient rien à faire des ouvriers. Qu'ils ne s'intéressaient pas aux problèmes généraux de la construction du socialisme et de l'accomplissement du plan quinquennal [...]. C'est ce qu'on m'avait appris à l'école, au Komsomol, ce que je lisais dans la presse, ce qu'on me disait dans les meetings. Tous les jeunes pensaient pareil<sup>67</sup>.

Comme d'autres dans le parti, il croyait que les « villageois cachaient du pain et de la viande ». Tout autour de lui, les autres étaient pareillement hostiles. Kopelev paraphrase ainsi les vues de sa génération : « Je suis un vrai prolétaire et je n'ai pas assez de pain. Et toi, péquenaud, semeur de blé noir, tu ne sais pas travailler mais tu te fourres de la graisse de porc dans les fougères<sup>68</sup>. »

Les chefs du parti de la ville qui recrutaient les activistes envoyés au village tablaient sur ces mêmes sentiments. Partout en ville, où il y avait des pénuries alimentaires, des placards appelaient des soldats à « combattre sur le front du pain<sup>69</sup> ». Les activistes reprenaient ce langage en accomplissant les collectes de vivres : « Ils braillaient sans cesse que nous devons remplir notre quota : « Crève donc, mais la Russie sera sauvée<sup>70</sup> ! » Dans ses Mémoires, Kopelev raconte comment ce langage toxique finit même par empoisonner une villageoise, une jeune paysanne, elle-même très affamée, qui apporta volontairement un kilo et demi de blé pour nourrir la brigade d'activistes : « Ce camarade aux cheveux noirs a dit que les travailleurs avaient très faim, que leurs gosses n'avaient pas de pain, alors j'ai apporté tout ce que j'ai pu. Mes derniers grains<sup>71</sup>. »

L'immense majorité des membres des brigades fouillant les villages en quête de nourriture en 1932-1933 n'étaient pourtant pas des gens de l'extérieur. Pas davantage étaient-ils motivés par la haine des paysans ukrainiens : ils étaient eux-mêmes des paysans ukrainiens. Qui plus est, ils étaient les voisins de ceux dont ils volaient la nourriture : patrons de la ferme collective locale, membres du conseil du village, enseignants et médecins, fonctionnaires, chefs du Komsomol, anciens des comités de paysans pauvres de 1919, vétérans de la dékoulakisation. Comme en d'autres génocides historiques, ils se laissèrent persuader de tuer des gens qu'ils connaissaient fort bien.

Au sommet, ces activistes locaux n'étaient pas jugés entièrement fiables. Les gens de l'extérieur envoyés les épauler étaient en partie là pour s'assurer qu'ils faisaient leur travail. Souvent, ils devaient fouiller non pas leurs villages, mais les villages voisins, où ils ne connaissaient pas personnellement les paysans dont ils confisquaient la nourriture<sup>72</sup>. La direction ukrainienne évoqua souvent la peur que les brigades de collecte ne finissent par se montrer trop bienveillantes envers leurs victimes. « Il est nécessaire de changer les membres plus souvent, observa Tchoubar, parce qu'ils s'habituent rapidement aux gens du pays et les couvrent<sup>73</sup>. »

Mémoires et documents indiquent aussi que beaucoup d'activistes locaux refusaient d'exécuter des ordres dont ils savaient qu'ils tueraient leurs voisins. Mykola Musiitchouk, membre du Parti communiste à Vinnytsia depuis 1925, fut affecté en 1932 à un comité de collecte de grain mais perdit sa carte du parti pour avoir refusé de prendre les céréales dans les pots et récipients des paysans. Deux jours, plus tard, il se pendit<sup>74</sup>. À Toporychtche, Dmytro Slyniouk, le chef de la ferme collective locale, reprit le grain confisqué par les activistes, le fit moulin puis le distribua aux paysans affamés. Cela lui coûta son poste<sup>75</sup>. Au village de Bachtanka, le père de Vira Kyrytchenko refusa de participer à une brigade. Après trois jours au trou, il partit à Mykolaïv pour chercher, en vain, du travail. Il finit par mourir de faim. Le frère de Vira reçut la même offre, qu'il refusa lui aussi : arrêté, il fut tabassé si rudement qu'il mourut après sa libération<sup>76</sup>. Des années après, les paysans racontaient que des frères et des pères avaient été exilés, exécutés ou tabassés pour refus de coopérer<sup>77</sup>.

Beaucoup n'en collaborèrent pas moins, de différentes manières et à divers niveaux, pour toutes sortes de raisons. D'aucuns n'avaient pas le choix. Une fille de treize ans fut directement arrachée à sa salle de classe pour rejoindre une brigade : les activistes arrivèrent et lui ordonnèrent de les accompagner dans leurs fouilles. Elle n'eut pas même la possibilité d'avertir ses parents et passa une semaine à exécuter les ordres et chercher des céréales<sup>78</sup>.

Elle et d'autres pensaient n'avoir pas le choix ou craignaient qu'un refus ne fût synonyme d'arrestation ou même de mort. La majorité des milliers de longues peines de prison infligées à l'époque à des communistes ukrainiens frappèrent des gens qui, parfois délibérément, n'avaient pas voulu presser leurs voisins de céder leur grain. À l'époque des collectes, Balytsky avait engagé la purge du Parti communiste ukrainien et, à chaque niveau, les dirigeants savaient qu'ils risquaient une arrestation ou l'exécution. La presse parlait sans fard des procès des dirigeants du parti. Les noms des personnes arrêtées étaient repris dans les bulletins du parti adressés aux antennes du parti du village et du district<sup>79</sup>. Quiconque était lié au parti n'avait aucune envie de connaître le même sort.

Les souvenirs des violences passées renforçaient la peur. Tout le monde ou presque, en Ukraine, avait été brutalisé par les vagues successives de changement politique. Hormis les plus jeunes, tous se souvenaient des pogromes et des meurtres de masse au cours de la guerre civile treize ans plus tôt. Tout le monde se rappelait également les cruautés plus récentes de la dékoulakisation<sup>80</sup>. Beaucoup avaient déjà exercé le pouvoir sur leurs voisins et savaient ce qu'il y avait à y gagner. Le chef de la brigade de Kopelev, Boubyr, tuberculeux, était le fils d'un paysan sans terre devenu « orphelin très jeune ». Boubyr avait participé à des escadrons punitifs au cours de la révolution ; travaillant pour le Komsomol depuis 1921, il avait pris part à la collectivisation et à la dékoulakisation ; visiblement, il goûtait le pouvoir de menacer ses voisins. En 1921, Matvii Havryliouk, membre du comité de paysans pauvres de Toporychtche, avait fait partie d'une brigade qui « collectait le pain des koulaks », ainsi qu'il l'expliqua plus tard à la cour, et travaillait pour « organiser les masses de paysans pauvres ». Il avait joué un rôle actif dans la dékoulakisation, fait de l'agitation pour la collectivisation et participé avec enthousiasme aux perquisitions qui aboutirent à la famine. Il connaissait bien les gens qu'il condamnait à mourir de faim, mais ils ne lui inspiraient aucune empathie : « Je n'avais rien de commun avec les koulaks, et la preuve en est qu'ils ont toujours été contre moi<sup>81</sup>. »

Les paysans commençant à mourir de faim dans l'hiver et au printemps 1933, le manque de vivres devint de loin le mobile le plus important. Dans un monde dévasté, où la nourriture était rare, et les biens peu nombreux, des gens désespérés confisquaient les aliments de leurs voisins pour les manger. Il était souvent difficile de distinguer le comportement des brigades de celui de bandes criminelles. « Ils volaient tout le monde et vivaient bien, se souvient Maryna Korobska de la province de Dnipropetrovsk. Ils portaient ce qu'ils avaient volé aux gens et mangeaient notre nourriture<sup>82</sup>. »

Même ceux qui ne volaient pas ouvertement espéraient en tirer quelque avantage. Les mouchards pouvaient compter sur une récompense. Dans certains districts, les activistes recevaient un pourcentage sur ce qu'ils collectaient. La loi du 2 décembre sur les listes noires prévoyait une « directive sur les primes versées aux activistes qui trouvent du grain caché<sup>83</sup> ». En février 1933, une décision du conseil provincial de Dnipropetrovsk recommandait de donner aux membres de brigade 10 à 15 % de ce qu'ils collectaient ; d'autres provinces donnèrent des instructions similaires<sup>84</sup>. Tout le monde savait que travailler avec le parti pouvait ouvrir accès à la nourriture ou aux cartes de rationnement, ou à d'autres qui en possédaient. Kateryna Iarochenko, également de la province de Dnipropetrovsk, survécut à la famine parce que son père, chef du parti, avait accès à un

magasin réservé au Parti communiste où l'on trouvait des céréales et du sucre<sup>85</sup>. Les plus hauts responsables du parti avaient eux aussi des cartes, qui leur permettaient d'effectuer des achats impossibles à d'autres. Les privilèges s'étendaient à leurs enfants ; les moins chanceux s'en souviennent : « Il y avait une école spéciale pour les enfants des chefs, avec une cantine [...], et des odeurs à couper le souffle en provenance de la cuisine, j'en pleurais ! Que de larmes<sup>86</sup> ! »

D'autres croyaient recevoir des vivres mais se faisaient des illusions. « La moitié de ceux qui traquaient la nourriture armés de verges devaient mourir de faim », raconte un homme de Poltava. « On leur promettait qu'ils recevraient à manger s'ils cherchaient de la nourriture. Ils ne reçurent rien<sup>87</sup> ! » Un autre survivant se souvient que les membres de brigade qui volaient des vivres et les gardaient chez eux étaient horrifiés quand ils étaient à leur tour perquisitionnés. On envoyait les activistes d'un village fouiller les maisons d'un autre village, sans nécessairement épargner leurs collaborateurs<sup>88</sup>. Certains suscitèrent la violence des voisins qu'ils avaient dépouillés. En trois semaines seulement, en décembre 1932, neuf responsables locaux furent assassinés dans la seule province de Kyiv ; à ce bilan, il faut ajouter huit tentatives de meurtre et onze incendies volontaires, des paysans ayant essayé de brûler les maisons des membres de la brigade<sup>89</sup>. Les enfants eux-mêmes se livraient à de petites vengeances. Le fils d'un activiste de Novopokrovka, dans la province de Dnipropetrovsk, cachait ses miches de pain blanc aux autres enfants de son école, mais en vain. Ses condisciples le rossèrent quand même<sup>90</sup>.

À l'approche du printemps, le manque de nourriture prélevant son tribut, l'immense majorité des paysans cessa de se défendre. Même les rebelles de 1930 gardèrent le silence. La raison en était physique, non pas psychologique. Qui meurt de faim est tout simplement trop faible pour se battre. La faim l'emporte sur toute autre pulsion, même celle de protester.

Locaux ou étrangers, tous ceux qui exécutaient l'ordre de confisquer des vivres le faisaient avec un sentiment d'impunité. Ils purent en éprouver un sentiment de culpabilité dans les années suivantes, ou prendre conscience de la colère et du désespoir des paysans qu'ils laissèrent mourir de faim. Mais ils étaient aussi certains que leurs actions étaient approuvées au plus haut niveau. On n'avait cessé de leur répéter que leurs voisins mourant de faim étaient des agents koulaks, de dangereux éléments ennemis. En novembre 1932 le Parti communiste ukrainien donna pour consigne à ses membres de reprendre ce langage. « Dans le même temps », tout en recourant à la répression juridique et physique, le parti et ses brigades de collecte devaient agir : « Contre les aïrefins, les voyous et les voleurs de pain, contre ceux qui trompent l'État prolétarien et les fermiers collectifs [...], nous devons attiser la haine des masses des fermes collectives, nous assurer [qu'elles] les dénigrent comme des agents koulaks et des ennemis de classe<sup>91</sup>. » Ces instructions résonnant à leurs oreilles, les collecteurs de grain ne redoutaient pas d'être châtiés, mais attendaient au contraire d'être récompensés de leur conduite.

La curieuse histoire d'Andrii Ritchytskyi illustre parfaitement le problème parce qu'il est une des rares exceptions à cette règle. Quand il devint plénipotentiaire du district, Ritchytskyi avait déjà participé à maints mouvements intellectuels et politiques de son temps. Jeune homme, il avait pris part au soulèvement paysan de 1919 et, du moins d'après son dossier de police, opéré avec un groupe de partisans. Plus tard, il fut socialiste-révolutionnaire avant de voir clair et de devenir un ardent communiste, quoique en tant que chef du Parti communiste ukrainien, un des partis « communistes nationaux » qui avaient commencé par s'opposer aux bolcheviks. Plus tard, il fut le biographe du poète Taras Chevtchenko et le premier traducteur de Karl Marx en ukrainien. En 1931, Ritchytskyi avait participé aux attaques orchestrées contre Mykhailo Hrouchevsky, « démasquant » le célèbre historien comme un ennemi bourgeois du socialisme<sup>92</sup>. Malgré ces efforts pour se faire bien voir du régime, l'histoire compliquée de ses engagements politiques le rendit suspect dans l'Ukraine du début des années 1930 ; en novembre 1933, il fut arrêté dans le cadre de l'affaire de la fictive « Organisation militaire ukrainienne<sup>93</sup> ».

Son procès de mars 1934 se concentra sur sa courte période de collecteur de grain et de chef de la brigade activiste d'Arbouzynka, dans la province de Mykolaïv, de décembre 1932 à la fin de février 1933. Ses activités au cours de ces trois mois firent l'objet d'une enquête approfondie, avec un rapport de plusieurs centaines de pages et plus de quarante témoins. La cour accusa Ritchytskyi et d'autres dirigeants locaux, notamment Ivan Kobzar, le secrétaire du comité du parti du district, de contre-révolution, de déformation de la ligne du parti et d'excès de violence délibérés pour susciter la « désaffection ».

En vérité, la documentation montre que Ritychyskyi, Kobzar et les autres dirigeants locaux ne se conduisirent pas autrement que des milliers d'autres cadres communistes en Ukraine à la même époque. Ritychyskyi avait été précisément envoyé à Arbouzynka parce qu'il avait à son actif de bons résultats dans la collecte de grain dans la province de Vinnytsia. Auparavant, en 1930, il avait collecté des céréales dans la République autonome moldave d'Ukraine – région où l'on avait recouru très tôt à des méthodes brutales – et été médaillé pour ses efforts. Sitôt arrivé, il forma une brigade qui devait forcer les paysans d'Arbouzynka à atteindre les objectifs.

Selon le témoignage d'un paysan, ses intentions devinrent claires dès la première nuit. Ritychyskyi réunit dans une salle les dirigeants du village, ferma la porte et « se mit à crier que tous les fermiers collectifs sont des petliouristes et que nous devons les rosser jusqu'à obtenir le grain ». D'aucuns élevant des objections, il cria de nouveau : « Vous savez à qui vous parlez ? À un membre du gouvernement, un membre du Comité central et un membre candidat du Politburo. » Puis il appela à la création d'une brigade, qui agirait autrement que les précédentes : « Chaque maison, après le passage d'une brigade, doit avoir besoin d'une complète remise à neuf. Elle ne doit plus avoir ni four ni toit. »

Plusieurs informateurs et officiers de la police secrète rejoignirent la brigade, ainsi que deux criminels notoires, comme il était d'usage ; là encore, la police choisissait ces acolytes pour leur réputation de rudes. L'un d'eux, Spirydon Velytchko, avait été chassé d'une ferme collective locale pour vol en septembre 1932. Il fut autorisé à rejoindre la brigade parce qu'il était disposé à donner des informations sur ses anciens collègues et à révéler où ils cachaient leur grain. C'était du donnant-donnant, et en l'occurrence cela marcha : « Il ne fut pas oublié au cours de la famine », précise le témoignage. Autrement dit, il ne mourut pas de faim.

Dans les semaines qui suivirent l'arrivée de Ritychyskyi, la nouvelle brigade d'Arbouzynka infléchit les méthodes traditionnelles de collecte des céréales. Elle enferma les paysans récalcitrants, parfois deux ou trois jours, sans nourriture ou presque. Elle les tabassait régulièrement pour leur faire révéler les cachettes. Elle les soumettait à d'autres formes d'humiliation publique : dépouillés de leurs vêtements, les paysans étaient placés dans des tonneaux et conduits de village en village comme « exemples » à ne pas suivre. Si aucune de ces méthodes ne marchait, l'équipe de Ritychyskyi recourait à des châtiments encore plus spectaculaires. Après avoir confisqué les biens des paysans – sous-vêtements, poêles à frire et chaussures –, elle détruisait carrément leurs maisons.

Elle recourait aussi à d'autres formes de violence et de torture. Un homme du pays raconta comment les méthodes de Ritychyskyi réussirent dans un cas : « J'avais découvert quatre caches de grain chez un paysan, et j'ai conduit l'homme au conseil du village. Ritychyskyi l'a frappé en criant : “Tu sais que pour avoir caché du pain tu seras fusillé ?” Et le gars de lui répondre en criant lui aussi : “J'en ai rien à faire, on crèvera de toute façon.” » Une autre fois, des membres de la brigade aspergèrent d'essence un chat, y mirent le feu et le balancèrent dans la cave où étaient enfermés les hommes, les femmes et les enfants. La contrainte sexuelle était aussi une arme : le membre d'une brigade expliqua à plusieurs femmes qu'en échange de faveurs sexuelles elles n'auraient pas à remettre leur grain.

Les accusations d'exactions semblent avoir été imaginées pour imputer rétrospectivement les violences aux voyous, histoire de minimiser le rôle du parti dans ces crimes. Mais Ritychyskyi avait une défense solide : les ordres étaient clairs, il les avait suivis et en avait été systématiquement récompensé. Dans son témoignage il expliqua que, débarquant à Arbouzynka, il se rendit compte que les décrets de l'automne 1932 n'avaient pas été vraiment appliqués. Les communistes locaux n'avaient pas commencé à confisquer tous les vivres des paysans ni à leur faire payer des « impôts » si leurs quotas de grain n'étaient pas suffisants. Ils ne les avaient pas tous chassés de leurs foyers. Telles étaient précisément les méthodes que Ritychyskyi avait employées avec succès à Vinnytsia, avec l'aval des autorités supérieures ; arrivé à Arbouzynka, il était résolu à y recourir à nouveau.

Ritychyskyi déclara aussi que Kaganovitch lui-même avait renforcé sa foi dans ces méthodes. Le 24 décembre 1932, Ritychyskyi et Kobzar, le chef du parti local, assistèrent à la réunion avec Kaganovitch au village de Voznessensk. Les deux hommes entendirent clairement le haut dignitaire soviétique expliquer à l'assemblée de responsables du parti qu'ils n'étaient pas assez rudes. Ils entendirent même l'ordre, déjà évoqué, suivant lequel leur tâche était de créer une telle panique dans les villages « que les paysans révéleront eux-mêmes leurs caches<sup>24</sup> ». Lors de cette réunion, qui se termina à quatre heures du matin, ils s'engagèrent par écrit à collecter 12 000 tonnes de céréales d'ici le 1<sup>er</sup> février 1933. Ritychyskyi assura avoir été inspiré par ce discours. Il le convainquit que le village devait abandonner ses méthodes de réquisition « inefficaces » pour adopter des techniques plus rudes.

Kaganovitch ne fut pas non plus le seul haut dignitaire du parti à enfoncer le clou. Dans la seconde quinzaine de janvier, un dirigeant du Politburo ukrainien, Volodymyr Zatonskyi, avait visité Arbouzynka et s'était déclaré plus que satisfait du travail brutal de la brigade. Il approuva tout spécialement les « frappes concentrées » sur les paysans, avec amendes, expulsions et arrestations – toutes mesures nécessaires pour « effrayer les autres ». Ritchytskyi admit ouvertement que ce langage l'avait incité à détruire les maisons des paysans : « Je calculai que, pour obtenir le plus d'effet, les maisons sur le point d'être confisquées devaient être ruinées. Que les gens le voient de leurs propres yeux. »

Le procès de Ritchytskyi fut d'autant plus curieux qu'il plaida sa cause énergiquement, parfois en passant outre aux objections du procureur qui essayait de rejeter ses arguments. On ne sait trop qui ordonna l'enquête ni pourquoi on laissa faire ; d'une manière générale, il était très rare que les responsables de la famine encourent le moindre châtement<sup>95</sup>. Sans doute cela tient-il à la carrière disparate de Ritchytskyi qui attira l'attention des officiers de l'OGPU traquant les nationalistes secrets et les contre-révolutionnaires cachés. Il fut condamné à mort en 1934.

Le témoignage de Ritchytskyi ne laisse néanmoins subsister aucun doute sur l'atmosphère morale qui régnait à l'époque. Loin d'être une exception ou un criminel, il se réclamait de la majorité. Les autres membres de la brigade et lui avaient de bonnes raisons de penser que la direction du parti, au plus haut niveau, approuvait la cruauté extrême et le retrait aux paysans de leurs vivres et de leurs biens. Il n'y avait pas le moindre malentendu.

## CHAPITRE 11

### *Famine : printemps et été 1933*

*Comment résister quand nous n'avions pas la force de sortir ?*

MARIA DZIOUBA, province de Poltava, 1933<sup>1</sup>

*Aucun d'entre eux n'était coupable de quoi que ce fût ; mais ils appartenait à une classe coupable de tout.*

ILYA EHRENBURG, 1934<sup>2</sup>

Quand un être humain meurt de faim, son corps suit toujours la même évolution. En premier lieu, il consomme ses réserves de glucose. Les sensations de faim extrême qui s'installent s'accompagnent d'une obsession de la nourriture. Dans un deuxième temps, qui peut durer des semaines, il commence à brûler ses graisses, et l'organisme s'affaiblit terriblement. Dans un troisième temps, le corps dévore ses protéines, cannibalisant tissus et muscles. Pour finir, la peau s'amincit, les yeux se distendent, les jambes et le ventre enflent alors que les déséquilibres extrêmes poussent le corps à garder l'eau. Le moindre effort mène à l'épuisement. Parallèlement, divers types de maladies peuvent hâter la mort : scorbut, kwashiorkor, marasme, pneumonie, typhus, diphtérie, sans oublier un large éventail d'infections et de maladies de peau causées, directement ou indirectement, par le manque de nourriture.

Privés de vivres dans l'automne et l'hiver 1932, les ruraux ukrainiens commencèrent à passer par tous les stades de la faim au printemps 1933, si ce n'était déjà le cas plus tôt. Des années après, certains survivants s'efforcèrent de décrire ces mois terribles dans des récits ou des milliers d'entretiens. Pour d'autres qui réussirent à traverser cette période, l'expérience fut si atroce qu'il leur fut par la suite impossible de se rappeler le moindre détail. Une survivante – une enfant de onze ans à l'époque – se souvenait de ce qui l'avait attristée ou dépitée avant la famine, et même de bagatelles comme la perte d'une boucle d'oreille. Mais impossible pour elle de ressusciter le moindre souvenir émotionnel de la famine, ni horreur ni chagrin : « Probablement la faim avait-elle atrophié ma sensibilité. » Elle et d'autres se sont demandé si la famine n'avait pas un effet abrutissant : une expérience qui étouffait les émotions, voire la mémoire. Il sembla à certains que la famine avait « mutilé les âmes immatures des enfants<sup>3</sup> ».

D'aucuns cherchèrent des métaphores pour décrire ce qui s'était produit. Tatiana Pawlitchka, qui vivait dans la province de Kyiv, raconte que sa sœur Tamara avait un « gros ventre gonflé et un cou long et fin comme celui d'un oiseau. Les gens ne ressemblaient plus à des êtres humains, on aurait dit des spectres faméliques<sup>4</sup> ».

Un autre survivant se souvient que sa mère « avait l'air d'un bocal plein d'eau de source limpide. Tout ce qu'on voyait de son corps [...] était transparent et plein d'eau, comme un sac en plastique<sup>5</sup> ». Un troisième se rappelle son frère allongé, « vivant mais gonflé comme une outre, son corps brillant comme s'il était en verre<sup>6</sup> ». On avait le « tournis », dit encore un autre : « L'impression d'être dans un brouillard. Et une douleur atroce dans les jambes, comme si quelqu'un en arrachait les tendons<sup>7</sup>. » Un survivant ne parvenait pas à effacer le souvenir d'un enfant assis, balançant inlassablement son corps « d'avant en arrière » en récitant à mi-voix une mélodie sans fin : « manger, manger, manger<sup>8</sup>... ».

Une activiste de Russie, envoyée en Ukraine prêter main-forte à la politique de confiscation, garda un vif souvenir des enfants :

Tous pareils : la tête comme de grosses amandes, le cou décharné comme celui d'une cigogne, chaque mouvement des os visible sous la peau des bras et des jambes, la peau elle-même telle de la gaze jaune tendue sur le squelette. Et le visage de ces

enfants était vieux, exténué, comme s'ils étaient sur terre depuis soixante-dix ans. Et leurs yeux, Seigneur<sup>9</sup> !

Des survivants gardèrent un souvenir précis des nombreuses maladies de la faim et de leurs différents effets physiques. Le scorbut créait des douleurs aux articulations, les gens perdaient leurs dents. Ils devenaient aussi aveugles la nuit ; ils ne voyaient plus rien dans l'obscurité et avaient peur de quitter leur maison<sup>10</sup>. L'hydropisie – les œdèmes – faisait enfler les jambes des victimes ; leur peau devenait très fine, et même transparente. Nadia Malychko, d'un village de la province de Dnipropetrovsk, se souvenait de sa mère « enflée, affaiblie, vieillie, alors qu'elle n'avait que trente-sept ans. Ses jambes brillaient, la peau avait éclaté<sup>11</sup> ». Hlafyra Ivanova, de la province de Proskouriv, se souvenait de gens devenus jaune et noir : « La peau des gens enflés était gercée, et du liquide suintait de leurs blessures<sup>12</sup>. »

Les gens aux jambes enflées, couvertes de plaies, ne pouvaient s'asseoir : « Quand ils s'asseyaient, la peau craquait, du liquide dégoulinait sur les jambes ; l'odeur était infecte, la douleur insupportable<sup>13</sup>. » Le ventre des enfants enflait, la tête semblait trop lourde pour leur cou<sup>14</sup>. Une femme se souvenait d'une fille tellement émaciée « qu'on voyait son cœur battre sous la peau<sup>15</sup> ». M. Michtchenko a décrit les derniers stades : « La faiblesse générale s'accroît, la victime ne peut plus s'asseoir dans son lit ni faire le moindre mouvement. Elle sombre dans un état de somnolence qui peut durer une semaine, jusqu'à ce que son cœur cesse de battre d'épuisement<sup>16</sup>. »

Une personne émaciée peut mourir très vite, de manière inattendue. Ce fut le cas de beaucoup. La sœur de Volodymyr Sliptchenko travaillait dans une école, où elle vit des enfants mourir pendant les cours – « Un enfant est assis à son pupitre ; il s'affale et tombe » – ou, dehors, en jouant dans l'herbe<sup>17</sup>. Beaucoup moururent en marchant, en essayant de fuir. Un autre survivant raconte que les voies du Donbass étaient jonchées de cadavres : « Des villageois morts gisaient sur la route, au bord de la chaussée ou sur les chemins. Il y avait plus de corps que de gens pour les retirer<sup>18</sup>. »

Ceux qui manquaient de nourriture pouvaient aussi mourir subitement en mangeant. Au printemps 1933, raconte Hryhorii Simia, une puanteur terrible s'éleva depuis les champs de blé, près de la route : des gens affamés avaient rampé parmi les tiges pour couper des épis de blé ; ils les avaient mangés et étaient morts : leur estomac vide ne pouvait plus rien digérer<sup>19</sup>. Même scénario en ville, dans les queues pour le pain : « Une personne achetait du pain, le mangeait et mourait sur-le-champ, tellement la faim l'avait épuisée<sup>20</sup>. »

Un souvenir tourmentait un survivant qui avait trouvé des betteraves et les avait portées à sa grand-mère. Elle en mangea deux crues et cuisina les autres. Quelques heures après, elle était morte : son corps était incapable d'assurer la digestion<sup>21</sup>.

Quant à ceux qui restaient en vie, les symptômes physiques n'étaient souvent qu'un commencement. Les changements psychologiques pouvaient être tout aussi dramatiques. Certains parlèrent ensuite de « psychose de faim », même si c'est bien entendu une chose qu'on ne saurait définir ni mesurer<sup>22</sup>. « La faim perturbait la psyché des gens. Ils perdaient tout bon sens, leurs instincts naturels s'éteignaient », raconte Petro Boitchouk<sup>23</sup>. Pitirim Sorokin, qui connut la faim lors de la famine de 1921, se souvenait qu'après une semaine seulement de privations, « il m'était très difficile de me concentrer durablement sur autre chose que la nourriture. Pendant de courtes périodes, en me forçant, je pouvais chasser de ma conscience les "pensées de faim" mais elles revenaient invariablement en prendre possession. » Les idées de nourriture finirent par « se démultiplier à l'infini dans ma conscience pour acquérir une diversité et une vivacité sans précédent jusqu'à atteindre souvent le stade des hallucinations ». Les autres types de pensées « s'estompent du champ de la conscience, deviennent très floues, sans intérêt<sup>24</sup> ».

À maintes reprises, des survivants ont dit, par oral ou par écrit, en quoi la faim avait altéré leur personnalité, comment ils avaient cessé de se conduire normalement. Le désir de manger faisait oublier tout le reste, à commencer par les sentiments familiaux. Une femme qui avait toujours été bonne et généreuse changea brusquement dès que les vivres vinrent à manquer. Elle chassa sa mère de la maison et la pria d'aller chez un autre parent : « Quinze jours que tu habites chez nous ! Va chez lui et ne sois pas un fardeau pour mes enfants<sup>25</sup>. »

Un autre se souvient d'un petit garçon qui cherchait des grains dans les champs. Sa sœur courut vers lui et lui dit de rentrer à la maison : leur père était mort. « Qu'il aille au diable, répondit le garçon. Je veux manger<sup>26</sup> ! » Une femme dit à son voisin que sa fille cadette était mourante et qu'elle n'avait donc pas donné de pain à la fillette : « Il faut bien que j'essaie de m'en sortir, les enfants mourront de toute façon<sup>27</sup>. » Un garçon de cinq ans dont le père était mort se glissa dans la maison de son oncle pour trouver quelque chose à manger. Furieuse, la famille l'enferma dans la cave, où il mourut<sup>28</sup>.

Confrontés à des choix terribles, beaucoup prirent des décisions qu'ils n'auraient jamais pu imaginer auparavant. Une femme raconta à son village qu'elle pourrait toujours avoir d'autres enfants, mais qu'elle n'avait qu'un mari : elle tenait à ce qu'il survive. Elle confisqua le pain que ses rejets recevaient au jardin d'enfants ; tous moururent<sup>29</sup>. Un couple plaça ses enfants dans un trou profond et les y abandonna pour ne pas les voir mourir. Des voisins entendant les hurlements les sauvèrent : ils survécurent<sup>30</sup>. Une survivante raconte que sa mère quitta la maison pour ne plus entendre pleurer le petit<sup>31</sup>.

Ouliana Lytvyn, âgée de quatre-vingts ans au moment de l'interview, se souvenait de ces changements émotionnels, et surtout de la disparition des sentiments familiaux, de l'amour maternel et paternel, par-dessus tout : « Croyez-moi, de gens honnêtes et gentils, la famine fait des animaux, totalement hébétés. Ni intelligence ni considération, ni chagrin ni conscience. Voici ce qu'on peut faire de paysans bons et honnêtes. Quand il m'arrive de rêver de cette horreur, je crie encore dans mes rêves<sup>32</sup>. »

La méfiance s'amplifiait aussi ; de fait, elle n'avait cessé de gagner du terrain depuis le début des campagnes de collectivisation et dékoulakisation quelques années plus tôt. Miron Dolot rapporte : « Les relations humaines s'étaient complètement détériorées. Des voisins s'espionnaient les uns les autres. Des amis avaient été forcés de se trahir mutuellement ; des enfants avaient été entraînés à dénoncer leurs parents. Des membres d'une même famille évitaient de se voir. La peur nous était une compagne de tous les instants, terreur épouvantable à l'idée d'être seul, impuissant et sans espoir, face au pouvoir monstrueux de l'État<sup>33</sup>. »

Iaryna Mytsyk se souvient que des familles qui avaient toujours laissé leurs maisons ouvertes, même dans les années de révolution et de guerre civile, fermaient désormais leurs portes : « Finies la sincérité et la générosité séculaires. Disparues avec les ventres vides<sup>34</sup>. » Des parents invitaient leurs enfants à se méfier de voisins qu'ils connaissaient depuis toujours : nul ne savait qui pouvait se métamorphoser en voleur, en mouchard... ou en cannibale. Personne ne voulait non plus que les autres sachent comment ils avaient survécu. « La confiance disparut, écrit Maria Doronenko. Qui mettait la main sur de la nourriture, ou découvrait un moyen de s'en procurer, gardait le secret pour lui, refusant d'en parler même à ses plus proches<sup>35</sup>. »

L'empathie disparut également, et pas seulement parmi les plus affamés. Le désespoir et l'hystérie des gens mourant de faim inspiraient horreur et peur, même parmi ceux qui avaient encore assez à manger. Une lettre anonyme qui aboutit dans les archives du Vatican décrit ce qu'on pouvait éprouver dans ces conditions :

Le soir, et même en plein jour, il est impossible de rapporter du pain à la maison à découvert. Les affamés s'arrêteront et vous l'arracheront des mains ; souvent ils vous mordront les mains ou les blesseront avec un couteau. Je n'ai jamais vu de visages si maigres et sauvages, et de corps si petits couverts de haillons [...]. Il faut vivre ici pour mesurer l'ampleur du désastre et y croire. Aujourd'hui même, au marché, j'ai vu deux hommes morts de faim que des soldats balançaient sur une carriole, l'un sur l'autre. Comment vivre<sup>36</sup> ?

Comme durant l'Holocauste, les témoins d'une souffrance intense n'éprouvaient pas toujours de la pitié – peut-être ne le pouvaient-ils pas – mais retournaient leur colère contre la victime<sup>37</sup>. La propagande les y encourageait : le Parti communiste, et d'autres avec lui, s'acharna à répéter que les paysans ukrainiens étaient seuls responsables de leur destin. Une habitante de Marioupol se souvient d'une scène particulièrement affreuse :

Un jour que je faisais la queue devant le magasin pour acheter du pain, j'ai vu une fille de ferme d'une quinzaine d'années, en haillons : on lisait la faim dans ses yeux. Elle tendait la main à tous ceux qui achetaient du pain, quémandant quelques miettes. Elle finit par se retrouver devant le commerçant. L'homme devait être un étranger arrivé depuis peu, qui ne savait ou ne voulait pas parler ukrainien. Il se mit à la gronder, lui disant qu'elle était trop feignasse pour travailler à la ferme, et frappa sa main tendue avec le bord émoussé de son couteau. La fille tomba à terre et perdit une miette de pain qu'elle tenait dans l'autre main. Sur ce, le commerçant se rapprocha d'elle, lui flanqua un coup de pied en braillant : « Fiche-moi le camp ! À la maison, au boulot ! » La fille gémit, s'allongea et mourut. Certains, dans la queue, se mirent à pleurer. Le commerçant communiste s'en aperçut et menaça. « Y en a des qui font du sentiment par ici. Facile de repérer les ennemis du peuple<sup>38</sup>. »

La faim excitait aussi la méfiance envers les inconnus et les étrangers, même enfants. Les citoyens devinrent particulièrement hostiles envers les paysans qui parvenaient à franchir les barrages de police et à pénétrer dans les zones urbaines pour mendier, ou envers tous les résidents qui ne trouvaient rien à manger non plus. Anastasia Kh. était encore enfant à Kharkiv à l'époque de la famine ; à plusieurs reprises, son père l'envoya se poster devant une cafétéria pour y récupérer des restes jusqu'au jour où un « homme bien habillé » leur cria dessus et leur dit de déguerpir<sup>39</sup>. Mais elle fit aussi l'expérience inverse. Un jour qu'elle avait réussi à acheter une miche de pain, elle rentra à la maison en courant. Une paysanne avec un bébé dans les bras l'arrêta, l'implorant de partager le pain. Pensant à sa famille, elle détala : « À peine m'étais-je éloignée que la malheureuse s'écroula et mourut. La peur étreignit mon cœur, car il semblait que ses yeux grands ouverts

m'accusaient de lui refuser du pain. Ils sont venus lui retirer son bébé, que dans la mort elle continuait de serrer contre elle. La vision de cette femme morte continua de me hanter longtemps. Impossible de dormir la nuit, parce que je ne cessais de la voir devant moi<sup>40</sup>. »

Dans ces circonstances, les règles de la morale ordinaire n'avaient plus de sens. Le vol se généralisa, aux dépens des voisins et des cousins, de la ferme collective et de l'atelier. Parmi ceux qui souffraient, le vol était largement approuvé. On se volait des poulets entre voisins, puis on se défendait comme on pouvait<sup>41</sup>. Dans la journée, les gens fermaient à clé leur domicile ; la nuit, ils le verrouillaient de l'intérieur, déplora l'auteur d'une lettre anonyme adressée au comité de la province de Dnipropetrovsk : « Rien ne garantit que quelqu'un ne fera pas irruption pour vous prendre vos derniers vivres et vous tuer par la même occasion. Où chercher de l'aide ? Les miliciens sont affamés et effrayés<sup>42</sup>. »

Qui travaillait dans une institution publique – ferme collective, école, bureau – volait aussi ce qu'il pouvait. D'aucuns se mettaient des grains dans les poches, en fourraient dans leurs chaussures, avant de sortir des bâtiments officiels. D'autres creusaient des trous dans leurs instruments de travail en bois pour y cacher des grains<sup>43</sup>. Certains volaient des chevaux – même au siège de la milice –, des vaches, des moutons et des cochons, les abattaient et les mangeaient. Dans un district de la province de Dnipropetrovsk, 30 chevaux furent volés dans les fermes collectives en avril-mai 1933 ; dans un autre, les voleurs emmenèrent 50 vaches. Dans certaines localités, les paysans gardaient leurs vaches à la maison durant la nuit<sup>44</sup>.

Les gens volaient aussi dans les réserves de semences qui leur avaient été confisquées et placées dans des dépôts. C'étaient souvent de petites quantités : plus d'un travailleur de ferme collective se fit prendre en train de se remplir les poches. Mais le problème se généralisa au point qu'en mars 1933, par un décret spécial, les autorités ukrainiennes demandèrent à l'OGPU, aux milices et aux activistes de protéger les semences et de punir ceux qui se faisaient prendre en vertu de la loi draconienne du 7 août. Des cours mobiles furent mises en place pour accélérer les poursuites<sup>45</sup>.

Personne ne s'estimait plus coupable de voler les biens collectifs. Évoquant ses vols au temps de la famine, un homme écrit : « À cette époque, on ne pensait pas que ce fût un gros péché, et on ne se disait pas qu'on tuait probablement quelqu'un en le privant de nourriture<sup>46</sup>. » Ivan Brynza et son ami d'enfance, Volodia, se postaient devant un silo et se lançaient dans la bousculade générale chaque fois que des grains tombaient à terre :

Les sacs se déchiraient, mais les hommes du NKVD veillaient et entouraient aussitôt l'endroit en criant : « Vous osez toucher à la propriété socialiste ?! » Le grain répandu était remis dans des sacs, mais il en restait toujours une douzaine dans la poussière. Les enfants affamés se jetaient dessus, essayant d'en arracher autant que possible. Dans cette bataille, cependant, ces enfants étaient frappés et écrasés. Affaiblis par la faim, ils ne se relevaient jamais<sup>47</sup>.

Le vol avait parfois une tout autre ampleur. En janvier 1933, l'inspection des usines à pain et des boulangeries en Ukraine révéla que les ouvriers de toute la république thésaurisaient massivement pain et farine, soit pour leur usage personnel, soit pour les revendre au marché noir. De ce fait, le pain vendu dans les magasins officiels était presque toujours de « mauvaise qualité » : trop d'air et trop d'eau, mais aussi remplissage avec de la sciure ou d'autres céréales, plutôt que du blé. Dans certains cas, les usines étaient sous la coupe d'« organisations criminelles » qui troquaient le pain contre d'autres produits alimentaires. Les comptes étaient aussi amplement truqués pour dissimuler ces trafics<sup>48</sup>.

Cette transformation de gens honnêtes en voleurs n'était qu'un début. Les semaines passant, la famine rendit les gens littéralement fous, provoquant des rages irrationnelles et des agressions encore plus extraordinaires. « La famine était horrible, mais ce n'était pas la seule chose, les gens devenaient colériques et sauvages, on avait la trouille de sortir », raconte un survivant. Garçon à l'époque, il se souvenait du fils d'un voisin qui taquinait les autres enfants avec une miche de pain et de la confiture que sa famille avait trouvées. Les autres gamins commencèrent par lui jeter des pierres, et finirent par le battre à mort. Un autre garçon mourut dans la bagarre qui suivit pour s'emparer du pain<sup>49</sup>. Les adultes n'étaient pas mieux armés pour faire face à la rage déchaînée par la faim : un survivant parle d'un voisin tellement exaspéré par les pleurs de ses enfants réclamant à manger qu'il étouffa son bébé dans son berceau et tua deux autres de ses enfants en leur fracassant le crâne contre un mur. Seul un de ses fils réussit à s'échapper<sup>50</sup>.

La police secrète de la province de Vinnytsia rapporte une histoire similaire : ne supportant pas la pensée que ses enfants meurent de faim, un paysan « alluma le poêle et ferma la cheminée » pour les tuer. « Les enfants se mirent à suffoquer et à appeler à l'aide à cause des fumées, alors il les étrangla de ses mains, après quoi il se rendit au conseil du village et se confessa [...] ». Il déclara les

avoir tués parce qu'« il n'y avait rien à manger ». Quand on perquisitionna sa maison, on n'y trouva pas la moindre nourriture<sup>51</sup>.

L'autodéfense se généralisa. Les gardes armés tiraient à vue sur les glaneurs ; quiconque essayait de voler dans un entrepôt connaissait le même sort. La famine empirant, les gens ordinaires allaient aussi se venger sur les voleurs. Oleksii Lytvynskyi se souvenait du chef d'une ferme collective pinçant un garçon qui avait volé du pain et lui fracassant la tête contre un arbre : jamais il n'eut à rendre compte de ce meurtre<sup>52</sup>. Hanna Tsvivka connaissait une femme qui tua sa nièce pour avoir volé une miche de pain<sup>53</sup>. Le frère aîné de Mykola Bacha se fit prendre en train de chercher des pommes de terre pourries dans le potager d'un voisin, qui l'empoigna et l'enferma dans une cave avec de l'eau jusqu'à la taille<sup>54</sup>. La tante d'un autre survivant fut tuée à coups de fourche pour avoir volé de la cébette dans la cour d'un voisin<sup>55</sup>.

Parfois, c'est un groupe entier qui se faisait justicier. À la ferme collective « Union nouvelle », dans la province de Dnipropetrovsk, une meute – dont le président, le vétérinaire du coin et le comptable – frappa un paysan qui avait volé un broc de lait et quelques biscuits<sup>56</sup>. Quand les paysans d'un village voisin volèrent un mouton à la ferme collective de Rachkova Sloboda, dans la province de Tchernihiv, une traque fut organisée : quatre coupables furent cernés et abattus sur-le-champ. Mykola Opanasenko était encore enfant quand il fut témoin de la scène qui, plus tard, lui inspira cette réflexion : « Une question amère se pose : qui a insufflé dans l'âme des paysans une telle férocité animale pour qu'ils soient si implacables<sup>57</sup> ? »

Parfois, les lyncheurs torturaient leurs victimes. Dans la province de Vinnytsia, la meute attrapa une femme soupçonnée de vol et l'enferma deux jours durant dans une grange, sans eau ni nourriture, avant de l'enterrer vivante. Dans un autre district de cette même province, une fille de douze ans, Maria Sokyрко, fut tuée pour avoir volé des oignons. Dans la province de Kyiv, le chef du conseil d'un village « arrêta » deux adolescentes accusées de vol et leur brûla les bras avec des allumettes, les piqua avec des aiguilles et les rossa si rudement que l'une d'elles mourut et que l'autre dut être hospitalisée<sup>58</sup>. Les comportements de ce genre étaient si fréquents qu'en juin 1933 le gouvernement ukrainien ordonna aux procureurs d'empêcher la « loi de la populace » en jugeant publiquement les coupables. Des douzaines de petits « procès spectacles » eurent lieu à travers l'Ukraine en juin-juillet, mais on n'en continua pas moins à signaler des lynchages à travers l'Ukraine en 1934 et même en 1935<sup>59</sup>.

La « férocité animale » pouvait aller encore plus loin. La faim ne tarda pas à engendrer diverses formes de pathologie mentale : hallucinations, psychose et dépression. En mai 1933, une femme dont les six enfants moururent en trois jours perdit la tête, cessa de porter des vêtements, défit ses nattes et dit à tout le monde que le « balai rouge » avait emporté sa famille<sup>60</sup>. Une survivante a raconté l'horrible histoire de Varvara, voisine restée seule avec deux enfants. Début 1933, Varvara ramassa ses derniers habits et se rendit dans la ville voisine dans l'espoir de les échanger contre du pain. Elle rentra à la maison avec une miche. Mais quand elle la coupa, elle se mit à hurler : la miche en question était bourrée de sacs en papier. Une fois de plus, rien à manger. Elle prit le couteau, se retourna et le plongea dans le dos de son fils tout en étant secouée d'un rire hystérique ; témoin de la scène, sa fille s'enfuit pour sauver sa peau<sup>61</sup>.

Avec le temps, ces émotions retombaient pour laisser place à une inertie totale. Tôt ou tard, la faim rendait tout le monde indolent, incapable de bouger ou de penser. Les gens s'asseyaient sur des bancs dans la cour de leur ferme, au bord de la route, dans leur maison, et ne bougeaient plus. Les villages affairés s'éteignirent, raconte Mykola Proskovtchenko, qui survécut à la famine dans la province d'Odessa : « Partout, un étrange silence. Personne qui pleurait, gémissait ou se plaignait [...]. Partout, l'indifférence. Les gens étaient soit enflés, soit totalement épuisés [...]. On éprouvait même une sorte d'envie envers les morts<sup>62</sup>. » Au printemps 1933, Oleksandra Radtchenko écrivit dans son journal au milieu de la nuit : « Déjà trois heures du matin, ce qui veut dire qu'on est le 27 avril. Je ne dors pas. Les derniers jours ont été emplis d'une terrible apathie [...]»<sup>63</sup>.

« Nul ne s'apitoie sur personne », écrit Halyna Boudantseva, autre survivante : « On ne souhaite rien, on n'a pas même envie de manger. Vous errez sans but dans la cour, dans la rue. Au bout d'un moment, vous n'avez pas envie de marcher, la force manque. Vous vous couchez et attendez la mort. » Elle se remit parce qu'un oncle vint à son secours. Mais sa sœur Tania mourut en route vers le village de l'oncle<sup>64</sup>.

Alors élève de l'académie militaire, Petro Hryhorenko (Grigorenko) fut témoin de cette indifférence en décembre 1931 quand il reçut une lettre bizarre de sa belle-mère faisant allusion à la

mauvaise santé de son père. Alarmé, il regagna son village. Là, il découvrit que son père, fervent partisan de la collectivisation, mourait de faim. Petro se rendit dans les locaux de la ferme collective pour informer les responsables qu'il allait emmener ses parents :

Le comptable était un ami à moi, de l'époque du Komsomol. Il était seul. « Salut, Kolia ! » lui dis-je en entrant. Il fixait son bureau d'un œil vide. Sans même relever la tête, comme si nous nous étions quittés cinq minutes auparavant, il me répondit : « Ah ! Petro. » Il était totalement apathique. « Tu es venu chercher ton père ? [...] Emmène-le avec toi, il s'en tirera peut-être. Nous, nous sommes tous foutus<sup>65</sup>. »

Vassili Grossman a décrit ce stade de la faim dans *Tout passe* :

Au début, la faim chasse l'homme de sa maison. Dans les premiers temps, elle vous brûle comme le feu, elle vous tenaille, elle vous prend aux boyaux, elle vous déchire l'âme, l'homme s'enfuit de chez lui. Les gens déterrent les vers, cueillent de l'herbe, tu vois, certains sont même parvenus à se frayer un passage jusqu'à Kiev. Et tous partaient de chez eux, tous. Mais vient un jour où l'affamé rentre chez lui en rampant. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que la faim a vaincu. L'homme ne peut plus être sauvé, il s'étend sur son lit et reste couché. Et puisque la faim est venue à bout de l'homme, il ne se relèvera plus, non seulement parce qu'il n'a plus de forces mais parce qu'il ne s'intéresse plus à rien, parce qu'il n'a plus la volonté de vivre. Il reste couché paisiblement, et il ne faut pas s'aviser de le toucher. L'affamé ne veut pas manger [...]. Il ne faut pas le déranger, il ne demande qu'à être tranquille [...].<sup>66</sup>

L'indifférence générale ne manqua pas de choquer non plus les officiels. Dès août 1932, un informateur de la police déclara à ses contacts qu'un collègue, employé de banque, lui avait fait part de l'« effondrement complet de sa foi dans un meilleur avenir ». Et d'expliquer : « On peut sentir un profond désespoir chez tous, urbains et ruraux, jeunes ou vieux, membres du parti ou non. Intellectuels et travailleurs manuels perdent force physique et énergie intellectuelle parce qu'ils ne pensent qu'aux moyens de faire cesser la sensation de faim en eux et chez leurs enfants<sup>67</sup>. »

Dans un long rapport adressé à Kaganovitch et Kossior en juin 1933, un cadre du parti travaillant dans une station de machines et de tracteurs du district de Kamianskyi rapporta que dans sa région les gens mouraient par milliers. Il multiplia les exemples de gens mourant dans les champs en plein travail ou en rentrant chez eux, voire d'habitants incapables de sortir de leur maison. Mais il observa aussi l'indifférence croissante : « Les gens sont devenus engourdis, ils ne réagissent absolument plus. Ni à la mortalité, ni au cannibalisme ni à rien<sup>68</sup>. »

L'indifférence s'étendit bientôt à la mort. Les funérailles ukrainiennes mêlaient traditions religieuses et populaires, avec un chœur, un repas, le chant de psaumes et des lectures de la Bible, parfois même des pleureuses. Tous ces rites avaient été proscrits<sup>69</sup>. Plus personne n'avait la force de creuser une tombe, d'organiser une cérémonie ou de jouer de la musique. Les pratiques religieuses disparurent avec les églises et les prêtres. Pour une culture qui prisait ses rituels, l'impossibilité de faire aux morts des adieux dignes de ce nom devint une autre source de trauma : « Il n'y avait pas d'enterrements, rapporte Kateryna Martchenko. Ni prêtres, ni requiem ni larmes. Ni la force de pleurer<sup>70</sup>. »

Une femme se souvenait de son grand-père enterré sans cercueil. On le plaça dans un trou avec une voisine et ses deux fils : « Ses enfants ne l'ont pas pleuré et n'ont pas chanté non plus, suivant la tradition chrétienne, "Souvenir éternel"<sup>71</sup>. » Un homme raconte comment ses amis traitèrent leur père moribond : « En 1933, nous, les enfants, nous allions aux champs chercher des pommes de terre gelées qu'on rapportait à la maison pour en faire des biscuits [...]. Un jour, je suis allé chez mes amis qui attendaient que leurs biscuits [soient prêts]. Leur père était allongé sur un banc, le corps enflé, incapable de se lever. Il a demandé à ses enfants de lui en donner un, ils ont refusé : "Va chercher des patates toi-même !" » L'homme est mort dans la soirée<sup>72</sup>.

Un autre garçon était tout simplement démuné :

Maman était partie, je dormais sur le poêle. Je me suis réveillé avant l'aurore. « Papa, je veux manger, papa ! » La maison était froide. Papa ne répondait pas. Je me suis mis à crier. L'aube s'est levée ; mon père avait de l'écume sous le nez. J'ai touché sa tête : froide. Puis est arrivée une charrette avec des cadavres, couchés comme des gerbes. Deux hommes sont entrés dans la maison, ont mis mon père sur un sac de toile de jute et ont balancé son corps sur la charrette [...]. Après cela, plus possible de dormir à la maison, j'ai dormi dans les écuries et les meules de foin, enflé et dépenaillé<sup>73</sup>.

Bien souvent, il n'y avait pas de membres de la famille non plus pour s'occuper du mourant ou enterrer les morts. On s'empressa donc de transformer des bâtiments publics en morgues rudimentaires. En mars 1933, Anna S. apprit que son école devait être fermée pour cause d'« épidémie de dysenterie et de fièvre typhoïde ». On retira les pupitres des salles de classe et on éparpilla du foin sur le sol avant d'y étendre les affamés mourants, parents et enfants allongés les uns à côté des autres<sup>74</sup>. On utilisait parfois aux mêmes fins des maisons individuelles. Dans la province de Jytomyr, les autorités locales firent irruption dans deux maisons quand les voisins rapportèrent que cela faisait plusieurs jours qu'aucune fumée ne s'échappait des cheminées. À l'intérieur, ils trouvèrent les vieux, les adultes et les enfants : « Des corps morts allongés sur le poêle, sur le banc à côté, sur le lit. » On jeta tous les cadavres dans un puits avant de les recouvrir de

terre<sup>75</sup>. Parfois, on ne découvrait pas les corps tout de suite. L'hiver 1933 fut rude. Dans bien des localités, il ne fut possible d'enterrer les morts qu'après le début du dégel. Chiens et loups s'attaquaient aux corps<sup>76</sup>. Au printemps, « l'air s'emplit de l'odeur envahissante de corps en décomposition. Le vent portait l'odeur au loin, à travers toute l'Ukraine<sup>77</sup> ».

Les gares, les voies ferrées et les routes commencèrent aussi à voir s'accumuler les cadavres. Les paysans qui avaient tenté de fuir mouraient assis ou debout : on les « ramassait comme du bois de chauffe et on les emportait<sup>78</sup> ». Un témoin qui, en mars 1933, traversa avec sa mère une région dévastée par la famine se souvient d'avoir vu des cadavres allongés ou même assis au bord de la route : « Le cocher a déchiré un bout de toile de jute qu'il avait avec lui et en a recouvert le visage des morts<sup>79</sup>. »

D'autres ne se donnaient même pas cette peine. Un cheminot, Oleksandr Hontcharenko, raconte que tous les matins, pour se rendre au travail, il longeait la voie : « Chaque jour, je tombais sur deux ou trois cadavres, mais je les enjambais et continuais mon chemin. La famine m'avait dépouillé de ma conscience, de mon âme et des sentiments humains. Je n'éprouvais absolument rien en enjambant les cadavres, comme si je passais par-dessus des bûches<sup>80</sup>. » Petro Mostovyi se souvient que les mendiants venus dans son village avaient l'air de « spectres », assis au bord de la route ou au pied des clôtures pour mourir : « Personne ne les enterrait, nous avions assez de notre chagrin. » Pour ajouter à l'horreur, chats et chiens sauvages grignotaient les corps. Enfant à cette époque, Mostovyi avait peur de se rendre dans un hameau proche de son village dont tous les habitants étaient morts : il ne restait personne pour les enterrer. Ils restèrent là, des semaines durant, dans leurs maisons ou leurs granges<sup>81</sup>.

Le résultat en fut des épidémies de typhus et d'autres maladies<sup>82</sup>. En ville, où les autorités cherchaient encore à dissimuler l'horreur dans les campagnes, les agents de l'OGPU ramassaient souvent les corps de nuit pour les enterrer en secret. Entre février et juin 1933, par exemple, l'OGPU de Kharkiv rapporta avoir discrètement inhumé 2 785 corps<sup>83</sup>. Quelques années plus tard, au cours de la Grande Terreur de 1937-1938, ce secret fut encore renforcé. Les fosses communes de victimes de la famine furent recouvertes et cachées, et il devint même dangereux de savoir où elles se trouvaient. En 1938, tous les membres du personnel du cimetière de Loukianivske, à Kyiv, furent arrêtés, jugés et exécutés en tant qu'insurgés contre-révolutionnaires, probablement pour les empêcher de révéler ce qu'ils savaient<sup>84</sup>.

Dans les grandes villes et les villages, les autorités organisèrent des équipes pour ramasser les cadavres. Parfois, elles faisaient appel à des membres du Komsomol<sup>85</sup>. À la fin du printemps 1933, des soldats venus de l'extérieur ordonnaient aux gens du pays de coopérer et de garder le silence<sup>86</sup>. Parfois aussi, on mobilisait simplement les personnes assez valides pour creuser des fosses communes et prêtes à travailler en échange de nourriture. Une survivante estimait avoir survécu à la famine pour avoir été désignée fossoyeuse et avoir reçu pour sa peine une miche de pain et un hareng chaque jour<sup>87</sup>. Un autre confirme que ces brigades recevaient du pain en échange des cadavres : « Le jour où quarante personnes sont mortes dans la journée, elles ont été généreusement récompensées<sup>88</sup>. » Souvent, surtout dans des villes comme Kyiv et Kharkiv, les équipes de collecte des cadavres travaillaient de nuit pour mieux masquer l'ampleur de leur tâche<sup>89</sup>.

Les enterrements de groupe, organisés à la hâte, se déroulaient sans aucune cérémonie. « On enterrait les gens sans cercueil : on les jetait simplement dans la fosse et on les recouvrait de terre<sup>90</sup>. » Il arrivait aussi que l'équipe locale creuse une tombe à l'endroit où elle trouvait un cadavre sans chercher à l'identifier ni à marquer la sépulture : « Le petit monticule disparut rapidement après de fortes pluies, et l'herbe envahissante ne laissa aucune trace<sup>91</sup>. » La grand-mère d'une survivante allait d'une maison à l'autre avec sa charrette. Si elle voyait des corbeaux, « c'est qu'il y avait des cadavres ». Quand elle trouvait des gens qui n'étaient pas tout à fait morts, elle les rapprochait de la porte « pour qu'il soit plus facile de les emporter » par la suite<sup>92</sup>. Souvent, on ne marquait pas l'emplacement des fosses communes. Dans certaines localités, les plus jeunes, quelques années plus tard, ne savaient plus où elles se trouvaient<sup>93</sup>.

Certaines équipes d'inhumation poussaient sans doute l'indifférence jusqu'à la cruauté. Beaucoup de survivants, de divers coins de l'Ukraine, répètent les histoires de gens très malades, enterrés vivants : « Il y a eu des cas de gens enterrés à moitié vivants : “Braves gens, laissez-moi tranquille, je ne suis pas mort”, criaient les “cadavres”. “Va au diable !” Tu veux peut-être qu'on revienne demain ?”<sup>94</sup> » Une autre équipe emmenait aussi les gens encore vivants, soutenant que le lendemain ils seraient ailleurs, dans une autre rue : alors autant emporter le corps maintenant, toucher le « paiement » pour chaque « cadavre » et manger plus<sup>95</sup>. Beaucoup pensaient qu'une fois creusées les fosses communes peu importait la façon de les remplir. « Ils ne les achevaient même pas, ils

économisaient les balles, ils tiraient simplement les vivants dans le trou<sup>96</sup>. » Certaines familles traitaient leurs mourants de la même façon. Une grand-mère tomba malade et perdit connaissance : « Tout le monde la crut morte. Quand ils sont venus l'enterrer, ils se sont rendu compte qu'elle respirait encore, mais ils l'ont enterrée quand même parce qu'ils ont dit qu'elle allait mourir de toute façon. Personne n'avait pitié<sup>97</sup>. »

Certains réussirent cependant à s'échapper. Un certain Denys Lebid a raconté avoir été lui-même jeté dans une fosse commune. Il essaya de s'en extraire mais s'aperçut qu'il était trop faible. Là, il attendit la mort, ou qu'on jette sur lui un autre cadavre. Il finit par être sauvé par un chauffeur de tracteur venu recouvrir la fosse de terre<sup>98</sup>. De même une femme fut-elle sauvée d'une fosse commune par une autre femme qui passait par là et l'entendit crier<sup>99</sup>. Des histoires analogues nous viennent des provinces de Tcherkassy, Kyiv, Jytomyr et Vinnytsia, parmi d'autres<sup>100</sup>.

Qui fut témoin d'une chose pareille ou, pis, en fit l'expérience, ne saurait l'oublier. « J'étais si effrayée par ce qui était arrivé que je n'ai pu dire un mot plusieurs jours durant. Je voyais des cadavres dans mes rêves. Et je hurlais beaucoup<sup>101</sup>... »

L'horreur, l'épuisement, l'indifférence inhumaine à la vie et l'exposition constante au langage de la haine laissèrent leurs marques. Associés à l'absence complète de nourriture, ils produisirent aussi dans les campagnes ukrainiennes une forme très rare de folie : le cannibalisme se propagea à la fin du printemps et dans l'été. De manière plus extraordinaire encore, son existence ne fut pas entourée de secret – pas plus à Kharkiv ou à Kyiv qu'à Moscou<sup>102</sup>.

Beaucoup de survivants furent témoins de cas de cannibalisme ou, bien plus souvent, de nécrophagie : la consommation du cadavre de gens morts de faim. Si répandu que fût le phénomène, cependant, jamais il ne devint « normal » et – malgré l'affirmation du responsable d'une station de machines et de tracteurs affirmant que le cannibalisme n'affectait pas les gens – il laissait rarement indifférent. S'agissant des souvenirs de ce type, il y a ceux qui entendirent parler de cas dans d'autres villages lointains et ceux qui les virent réellement. Les premiers, avec l'éloignement dans le temps et l'espace, affirment parfois que le cannibalisme était devenu « ordinaire ». Dix ans après la famine, un voyageur sillonnant l'Ukraine sous occupation nazie déclara avoir rencontré des « hommes et des femmes affirmant sans détour avoir mangé des semblables [...] ; la population y voit le fruit d'une nécessité extrême et se refuse à les condamner<sup>103</sup> ». Un rapport du chef de l'OGPU de la province Kyiv à ses supérieurs de l'OGPU ukrainienne signale aussi que le cannibalisme était devenu une « habitude ». Dans certains villages, « l'idée qu'il est possible de consommer de la chair humaine progresse de jour en jour. Cette opinion se répand surtout chez les enfants affamés et enflés<sup>104</sup> ».

En revanche, ceux qui furent réellement témoins d'épisodes de cannibalisme en gardent presque toujours un souvenir très différent. Les Mémoires et les documents de l'époque confirment que le cannibalisme suscitait l'horreur et conduisait parfois la police ou le conseil du village à intervenir.

Larysa Venjyk, de la province de Kyiv, explique qu'au départ ce furent de simples rumeurs : on racontait que des « enfants disparaissaient quelque part, que des parents dégénérés mangeaient leurs enfants. Il apparut que ce n'étaient pas des rumeurs, mais l'horrible vérité ». Dans sa rue, deux filles – les enfants de voisins – disparurent. Leur frère Micha, âgé de six ans, s'enfuit de la maison, traînant dans le village, mendiant et chapardant. Quand on lui demanda pourquoi il avait quitté sa maison, il répondit qu'il avait peur : « Papa va me découper en morceaux. » La police fouilla la maison, trouva des preuves et arrêta les parents. Quant à Micha, leur fils, il fut « abandonné à son destin<sup>105</sup> ».

Au village de Maria Davydenko, dans la province de Soumy, la police arrêta aussi un homme. Après la mort de sa femme, la faim l'avait rendu fou : il commença par manger sa fille, puis son fils. Un voisin remarqua que son corps était moins enflé que d'autres et lui demanda pourquoi : « J'ai mangé mes enfants, répondit-il, et si tu parles trop, je te mangerai. » S'éloignant, criant que c'était un monstre, le voisin se rendit à la police qui arrêta le père et le condamna<sup>106</sup>.

Dans la province de Vinnytsia, des survivants se souviennent aussi du sort de Iaryna qui avait tué son enfant. C'est elle-même qui le raconta : « Il m'est arrivé quelque chose. J'ai mis l'enfant dans une petite bassine, et il a demandé : “Maman, qu'est-ce que tu fais ?” Et j'ai répondu : “Rien, rien.” » Mais un voisin qui veillait sur ses plants de patates devant sa fenêtre a vu qu'il se passait quelque chose et a prévenu le conseil du village. Elle a écopé de trois ans puis a fini par rentrer à la

maison. Elle s'est remariée, mais quand elle a raconté à son mari ce qu'elle avait fait au cours de la famine, il s'est retourné contre elle<sup>107</sup>. De longues années plus tard, le stigmaté subsistait.

Mykola Moskalenko se souvient aussi de l'horreur qui saisit sa famille en apprenant que les enfants d'une voisine avaient disparu. Il le raconta à sa mère, qui prévint les autorités locales. Un groupe de villageois se rassembla autour de la ferme : « Nous sommes entrés chez elle et lui avons demandé où étaient ses enfants. Elle a dit qu'ils étaient morts et qu'elle les avait enterrés dans le champ. Nous y sommes allés mais n'avons rien trouvé. Ils ont commencé à fouiller la maison : elle avait découpé les enfants [...]. Ils lui ont demandé pourquoi, elle a répondu que, de toute façon, ses enfants ne survivraient pas mais que, comme ça, elle, si. » Ils l'emportèrent. Sans doute fut-elle condamnée<sup>108</sup>.

Les histoires de ce genre se propageaient rapidement et amplifiaient l'atmosphère de menace. Même en ville, les gens racontaient des histoires d'enfants traqués pour les manger. Le consul italien Sergio Gradenigo rapporte qu'à Kharkiv des parents conduisaient personnellement leurs enfants à l'école et les accompagnaient partout de peur que des gens affamés ne leur donnent la chasse : « Les fils de fonctionnaires du parti ou de la GPU sont particulièrement visés, car ils sont mieux habillés. [...] ; on doit ajouter aussi un commerce toujours plus important de viande humaine<sup>109</sup>. »

Les autorités ukrainiennes étaient au courant de nombre de ces faits : les rapports de police entraient dans les détails. Mais Balytsky fit de gros efforts pour empêcher que ces histoires ne se propagent. Le chef de la police secrète ukrainienne mit en garde ses subordonnés contre la tentation de coucher par écrit trop d'informations sur la famine : « N'informer sur les questions relatives aux difficultés alimentaires que les premiers secrétaires des comités régionaux du parti et cela uniquement par voie orale, après vérification scrupuleuse des faits rapportés. Cela afin d'éviter que des notes manuscrites sur le sujet ne se promènent dans les appareils, devenant ainsi source à divers bruits et rumeurs<sup>110</sup>. »

La police secrète, la police criminelle ordinaire et d'autres responsables locaux n'en tenaient pas moins des archives. En avril 1933, un rapport de police de la province de Kyiv signalait un « cas extraordinaire de cannibalisme dans le district de Petrovskiy » :

Une femme koulak âgée de cinquante ans, de Zelenky, dans le district de Bohouslavskiy, se cachant au Kouban depuis 1932, est rentrée dans sa ville natale avec sa fille (adulte). Sur la route de la gare de Horodychtchenska à Korsoun, elle attira un garçon de douze ans et lui trancha la gorge, fourrant dans un sac ses organes et d'autres parties du corps. Au village de Horodychtche, le citoyen Cherstiouk, habitant des lieux, a permis à la femme de passer la nuit. Malhonnêtement, elle a prétendu que c'étaient les organes d'un veau, et elle a donné le cœur au vieillard, qu'il le fasse bouillir et rôtir. Il en a nourri toute sa famille, et il en a mangé lui aussi. Dans la nuit, comptant utiliser une partie de la viande du sac, le vieux a découvert le corps du garçon découpé. Les criminelles ont été arrêtées<sup>111</sup>.

Outre l'horreur morale, nombre de rapports reflètent aussi la crainte de la police que ces histoires ne se propagent et n'aient un impact politique. Dans la province de Dnipropetrovsk, l'OGPU signala l'histoire d'Ivan Doudnyk, membre d'une ferme collective, qui tua son fils à coups de hache : « La famille est grande, c'est difficile de rester en vie, alors je l'ai tué. » Le rapport de police ajoute, d'un ton approbateur, que les membres de la ferme collective se réunirent et décidèrent collectivement de le juger publiquement : ils condamnèrent « Doudnyk à la peine capitale<sup>112</sup> ». Il se félicite par la même occasion que les villageois aient décidé, à la lumière de l'incident, de redoubler d'efforts dans leur campagne d'ensemencement et d'accroître leur production.

De même, quand un garçon de quatorze ans tua sa sœur pour la manger dans le village de Novooleksandrivka, dans le sud-est de l'Ukraine, l'OGPU se félicita que l'incident n'eût pas suscité de « bavardages malsains ». Le voisinage était convaincu que le garçon était un malade mental ; sa seule crainte était de le voir revenir au village<sup>113</sup>. Dans la province de Dnipropetrovsk, une femme qui tua sa fille pour manger, signala l'OGPU, était l'épouse d'un homme arrêté pour avoir refusé de céder son grain. La femme présentant les signes d'un « danger social », la police recommanda de l'exécuter<sup>114</sup>.

La véritable cause de cette « maladie mentale » ou de ces soudaines bouffées d'émotions « socialement dangereuses » était aussi parfaitement claire aux yeux de la police : les gens mouraient de faim. À Penkivka, rapporta l'OGPU de Vinnytsia, un paysan d'une ferme collective avait tué deux de ses filles pour les manger : « K. a attribué le meurtre de ses enfants à une longue période de famine. Au cours de la perquisition on n'a pas trouvé de denrées alimentaires. » Dans le village de Doubyny, un paysan tua lui aussi ses deux filles et imputa ses « meurtres à la famine ». Il y avait eu d'autres incidents analogues », notèrent les policiers<sup>115</sup>.

Le nombre de ces cas augmenta tout au long du printemps 1933. Dans la province de Kharkiv, l'OGPU rapporta de multiples cas de parents mangeant la chair de leurs enfants morts de faim ou de « membres de la famille affamés qui avaient tué les plus faibles, habituellement les enfants, pour se nourrir de leur chair » : 9 cas en mars, 58 en avril, 132 en mai et 221 en juin<sup>116</sup>. Dans la province de Donetsk les incidents se multiplièrent aussi à compter du mois de mars. « Iryna Khrypounova a étranglé sa petite-fille de neuf ans et cuisiné ses viscères. Anton Khrypounov a retiré les viscères de sa sœur de huit ans, morte, et les a mangés. » Et le rapport de conclure presque civilement : « En attirant votre attention sur cela, je vous demande des instructions adéquates<sup>117</sup>. »

En mars l'OGPU de la province de Kyiv avait connaissance de 10 cas de cannibalisme ou plus chaque jour<sup>118</sup>. Ce même mois, son homologue de la province de Vinnytsia signala 6 incidents survenus le mois précédent : des cas de « cannibalisme causés par la famine, des parents tuant leurs enfants pour manger leur chair ». Mais il est possible que ces chiffres soient gravement sous-estimés. Dans un rapport, le chef de l'OGPU de la province de Kyiv signale 69 cas de cannibalisme entre le 9 janvier et le 12 mars : toutefois, « ces chiffres ne sont manifestement pas exacts parce qu'en réalité il y a beaucoup plus d'incidents de ce genre<sup>119</sup> ».

Les autorités y voyaient assurément un crime au point de qualifier parfois les cannibales d'« ennemis ». Hanna Bilorous, par exemple, fut condamnée pour cannibalisme et diffusion de propagande polonaise ; elle mourut en prison en 1933<sup>120</sup>. Les dossiers de la police secrète contiennent de multiples cas de cannibales emprisonnés, exécutés ou lynchés. Une mémorialiste très inhabituelle du Goulag a même décrit comment en 1935 elle rencontra des cannibales dans la prison des îles Solovki, en mer Blanche. Jeune Polonaise, Olga Mane avait été arrêtée en 1935 pour être entrée en Union soviétique (elle voulait étudier la médecine à Moscou) et avait été ensuite condamnée pour espionnage. Après un temps de camp, elle fut envoyée à Mouksalma, une des îles de l'archipel. Elle résista, parce qu'elle avait entendu dire qu'il y avait des « cannibales ukrainiens » – autour de 300 – sur l'île. Elle changea de disposition quand elle finit par les rencontrer :

Le choc et l'horreur des cannibales n'ont pas tardé à passer ; c'était assez de voir ces Ukrainiens malheureux, pieds nus, à demi nus. Ils étaient logés dans les vieux bâtiments du monastère : beaucoup avaient le ventre gonflé par la faim ; la plupart étaient des malades mentaux. Je me suis occupée d'eux, j'ai écouté leurs souvenirs et leurs confidences. Ils m'ont raconté comment leurs enfants étaient morts de faim, comment eux-mêmes, tout près de mourir de faim, avaient cuisiné le corps de leurs enfants pour les manger. Cela s'était produit quand ils étaient dans un état de choc causé par la faim. Plus tard, quand ils ont fini par comprendre ce qui était arrivé, ils ont perdu la tête.

J'éprouvais de la compassion, j'essayais d'être gentille, de trouver des mots chaleureux pour eux quand le remords les terrassait. Cela les aidait, un temps. Ils se calmaient, se mettaient à pleurer et je pleurais avec eux [...]<sup>121</sup>.

Les histoires de cannibalisme étaient connues de la direction ukrainienne, mais aussi de Moscou. Kaganovitch était certainement au courant. Un groupe de travail du Comité central ukrainien responsable de la campagne d'ensemencement du printemps 1933 rapporta au parti que son travail était particulièrement difficile dans les régions de « cannibalisme » et d'« enfants sans toit<sup>122</sup> ». L'OGPU continua de signaler des cas de cannibalisme jusqu'en 1934<sup>123</sup>.

Si Kharkiv ou Moscou donnèrent des instructions sur la manière de faire face au cannibalisme, ou réfléchirent plus sérieusement à ses causes, on n'en a pas encore trouvé trace. Des rapports furent remplis ; les officiels les reçurent. Puis ils furent rangés et oubliés.

## CHAPITRE 12

### *Survie : printemps et été 1933*

*J'allais à l'église au sommet de la colline arracher l'écorce du tilleul. À la maison nous avions des cosses de sarrasin. Maman les tamisait, ajoutait des feuilles et des écorces de tilleul broyées et en faisait des biscuits. Voilà ce que nous mangions.*

HRYHORII MAZOURENKO, province de Kyiv, 1933<sup>1</sup>

*On cueillait les groseilles dès qu'elles grossissaient, sans leur laisser le temps de mûrir. On mangeait des géraniums sauvages. On secouait l'acacia pour en faire tomber les fleurs et les manger.*

VIRA TYCHTCHENKO, province de Kyiv, 1933<sup>2</sup>

*On broutait l'herbe et l'amarante, comme le bétail.*

TODOS HODOUN, province de Tcherkassy, 1933<sup>3</sup>

Au-delà de ces changements physiques et psychologiques, malgré la faim, la soif, l'épuisement et l'émaciement, les gens faisaient tout pour survivre. Cela nécessitait parfois une énorme « capacité au mal » – beaucoup survécurent dans des brigades d'activistes – ou la faculté d'enfreindre quelques-uns des tabous humains les plus fondamentaux. Mais d'autres se découvrirent d'immenses réserves de talent et de force de volonté ou eurent la chance étonnante d'être sauvés par quelqu'un possédant ces qualités.

Observant la désintégration des adultes autour d'elle, une fillette de dix ans habitant la région de Poltava eut l'extraordinaire idée d'abandonner sa famille. Ainsi écrivit-elle à son oncle, dans la province de Kharkiv :

Cher oncle ! Nous n'avons pas de pain et rien à manger. Mes parents sont épuisés par la faim, ils sont couchés et ne se lèvent pas. La faim a rendu maman aveugle, elle ne voit rien, je l'ai portée dehors. J'ai terriblement envie de pain. Prends-moi, mon oncle, à Kharkiv avec toi, parce que je vais mourir de faim. Emmène-moi, je suis petite et je veux vivre, et ici, je vais mourir, car tout le monde meurt<sup>4</sup>...

Elle n'a pas survécu. Mais la même volonté de vivre en a sauvé d'autres.

Pour survivre, les gens mangeaient tout et n'importe quoi. Aliments pourris ou bribes délaissées par les brigades. Chevaux, chiens, chats, rats, fourmis, tortues. Grenouilles et crapauds bouillis. Écureuils. Ils faisaient cuire des hérissons et frire les œufs d'oiseaux<sup>5</sup>. Ils mangeaient l'écorce des chênes, la mousse et les glands<sup>6</sup>. Des feuilles et des pissenlits, ainsi que des soucis et de l'arroche, une sorte d'épinard sauvage. Ils tuaient des corbeaux, des pigeons et des moineaux<sup>7</sup>. Nadia Loutsychna se souvient que les « grenouilles ne firent pas long feu. Les gens les attrapèrent toutes. On mangea tous les chats, les pigeons, les grenouilles ; les gens avalaient tout. J'imaginai les parfums de plats délicieux alors que nous nous nourrissions de mauvaises herbes et de betteraves<sup>8</sup> ».

Les femmes faisaient de la soupe d'orties ou du pain d'amarante. Elles écrasaient les glands et produisaient de l'ersatz de farine pour faire des crêpes<sup>9</sup>. Elles cuisinaient les bourgeons des tilleuls : ils étaient « bons, tendres et pas amers », raconte une survivante<sup>10</sup>. Ils mangeaient des perce-neige, une herbe dont la racine prenait la forme d'un oignon et « semblait plus suave que le sucre<sup>11</sup> ». Certains faisaient aussi des galettes de feuilles et d'herbes<sup>12</sup>. D'autres mélangeaient des feuilles d'acacia et des patates pourries – souvent délaissées par les brigades de collecte – et les cuisinaient ensemble pour préparer un ersatz de *perepichky*, une sorte de saucisse traditionnelle enveloppée dans du pain<sup>13</sup>. On pouvait aussi récupérer l'amidon des pommes de terre pourries et le frire<sup>14</sup>. La tante de Nadia Ovtcharouk faisait des biscuits avec des feuilles de tilleul qu'elle « séchait au four avant d'en retirer les nervures<sup>15</sup> ».

Des enfants mangèrent des graines de chanvre<sup>16</sup>. Certains se nourrirent de la partie inférieure des roseaux – « jeunes, et proches de la racine, ils étaient doux comme le concombre » – quand les

autorités ne les en privaient pas en les piétinant et en les brûlant<sup>17</sup>. Dans un village, les habitants se nourrissent des déchets des abattoirs avant que la direction n'asperge les os et les peaux de phénol. Oksana Jyhadno et sa mère mangèrent quand même des abats et tombèrent malades : sa mère mourut, mais Oksana survécut<sup>18</sup>. Beaucoup de paysans se souvenaient d'avoir versé de l'eau dans les terriers des souris des champs pour dégager les grains stockés par les rongeurs. D'autres faisaient bouillir les ceintures et les souliers pour manger le cuir.

De même qu'elles étaient au courant de cas de cannibalisme, les autorités avaient connaissance des choses extraordinaires que les gens essayaient de manger. Un rapport de la police secrète daté de mars 1933 indique ainsi que les familles affamées mangeaient des « feuilles et des tiges de maïs, des cosses de millet, de la paille sèche, des herbes, des pastèques pourries et des betteraves, des épiluchures de pommes de terre et des gousses d'acacia », mais aussi des chats, des chiens et des chevaux<sup>19</sup>. Souvent, ces aliments rendaient les gens encore plus malades.

Certains survécurent à cette alimentation extraordinaire, surtout quand ils vivaient à proximité de lacs ou de rivières. Kateryna Boutko, qui habitait un village proche d'une rivière, estimait que « sans poisson personne n'aurait survécu<sup>20</sup> ». Ceux qui le pouvaient utilisaient aussi des filets pour ramasser des coquillages, qu'ils faisaient bouillir pour en extraire la chair<sup>21</sup>. Les paysans habitant à proximité de forêts pouvaient cueillir des champignons et des baies ou piéger des oiseaux et des petits animaux.

D'innombrables gens eurent la vie sauve pour une raison bien plus prosaïque : ils réussirent à s'accrocher à la vache familiale. Même dans les périodes fastes, les vaches avaient de l'importance pour les familles paysannes, qui avaient souvent quatre enfants ou plus. Au cours de la famine, cependant, posséder une vache était une affaire de vie ou de mort : tel était le cas de paysans qui avaient évité la collectivisation et la confiscation, ou de fermiers collectifs autorisés dans certains cas à en garder une pour leur usage personnel. Dans plusieurs centaines de témoignages oraux, des paysans expliquent leur survie d'une seule phrase : « C'est notre vache qui nous a sauvés. » La plupart vécut de lait. Beaucoup, telle cette famille de la province de Kyiv, troquèrent le lait de leur vache contre du grain ou du pain<sup>22</sup>.

La vache cristallisait les émotions. Petro Mostovyi, dans la province de Poltava, se souvenait que la vache familiale était si précieuse que son père et son frère aîné la gardaient armés d'un fusil et de fourches<sup>23</sup>. Dans la province de Tcherkassy, après qu'un voleur lui eut pris sa vache, la propriétaire apprit qu'elle avait été abattue et qu'une de ses voisines avait stocké la viande. Aussitôt, elle se rendit à l'entrepôt et « creva les yeux de son ennemie épuisée avec un râteau<sup>24</sup> ». Pour nourrir sa vache, la famille de Maria Pata dut retirer le chaume de la maison, le couper en tout petits morceaux et l'attendrir dans de l'eau bouillante pour qu'elle puisse le manger<sup>25</sup>.

Ceux qui ne possédaient pas de vache devaient souvent compter sur les autres. Les actes de bonté gratuits en sauvèrent certains, tout comme les liens d'affection et de parenté qui persistèrent malgré la faim. Dans la province de Poltava, Sofia Zalyvtcha et deux de ses frères et sœurs trouvèrent une place de journaliers dans une ferme collective. En guise de paiement, ils recevaient une soupe peu épaisse et 200 grammes de pain par jour. Ils avalaient la soupe et mettaient le pain de côté. Chaque week-end, l'un d'eux rentrait à la maison – ils avaient sept autres frères et sœurs – et partageait le pain rassis avec eux. Trois enfants sur dix moururent au cours de la famine mais les autres survécurent grâce au pain et à la soupe<sup>26</sup>.

D'autres enfants survécurent pour avoir été adoptés par des voisins ou des parents. « La cousine de mes parents et son mari partaient pour Kharkiv, et ils nous ont emmenés moi et ma petite sœur [...]. Grâce à cela, nous avons survécu », se souvenait une fille. « Aujourd'hui encore, je me souviens de tante Marfa avec gratitude et chaleur car elle m'a sauvé la vie en ces années de famine », rapporta une autre<sup>27</sup>.

Des parents habitant hors de l'Ukraine apportèrent aussi leur aide. Partie dans l'Oural, la sœur d'Anatoli Bakai envoya 5 kilos de farine avec une lettre où elle expliquait qu'il n'y avait pas de famine là-bas et que tout le monde ne croyait pas qu'il y en eût une en Ukraine. La farine ne suffit pas à sauver la mère d'Anatoli, mais elle l'aida à rester en vie<sup>28</sup>.

On a aussi des preuves que certains paysans ukrainiens reçurent de l'aide de leurs voisins juifs : la plupart des Juifs, répétons-le, n'étaient pas paysans et n'étaient donc pas assujettis aux réquisitions mortelles, sauf s'ils vivaient dans des villages figurant sur une liste noire. Maria Havrych, dans la province de Vinnytsia, se souvenait de la visite d'une voisine juive – « ils étaient épargnés parce qu'ils n'avaient pas de terre » – alors qu'elle était malade, le corps enflé, et s'attendait à mourir. La femme passa, prépara le repas et nourrit toute la famille, leur laissant du pain et même de la vodka,

« sauvant ainsi toute la famille<sup>29</sup> ». Un geste fort, en un temps où la haine et la méfiance étaient envahissantes.

Malgré l'interdit frappant les déplacements et le commerce, des paysans ukrainiens passèrent outre, se glissant à travers les cordons et rampant sous les clôtures pour aller quémander de la nourriture en ville. Ils essayaient de pénétrer dans les villes industrielles et les usines. Ils se faufilaient dans les villes minières du Donbass où l'on avait besoin d'ouvriers, et le contremaître fermait les yeux. Près des usines, ils fouillaient les détritres à la recherche de restes comestibles – par exemple parmi les déchets des distilleries et des usines d'emballage des plantes. Ils récupéraient aussi les rebuts pour essayer de les revendre.

Alors fidèle communiste, l'écrivain germano-hongrois Arthur Koestler a laissé une description mémorable d'un marché vu à Kharkiv en 1933 :

Ceux qui avaient quelque chose à vendre s'accroupissaient dans la poussière, leurs marchandises éparpillées devant eux sur un mouchoir ou une écharpe. Les marchandises allaient d'une poignée de clous rouillés à un éredon déchiré, ou à un pot de lait caillé vendu à la cuillère, mouches comprises. On voyait une vieille assise des heures devant un œuf de Pâques peinturluré et un petit morceau de fromage de chèvre desséché, ou un vieux, les pieds nus couverts de plaies, essayant d'échanger ses bottines trouées contre un kilo de pain noir et un paquet de tabac de *mahorka*. Des pantoufles de lisière ou même des semelles et des talons arrachés à des bottes remplacées par des bandes de chiffon étaient offerts en troc. Des vieux qui n'avaient rien à vendre chantaient des ballades ukrainiennes et recevaient de temps à autre la récompense d'un kopeck. Des femmes avaient des bébés couchés à côté d'elles sur le trottoir ou les prenaient sur leurs genoux pour les allaiter ; les lèvres de l'enfant couvertes de mouches s'accrochaient à l'ouïe flasque où elles semblaient téter de la bile plutôt que du lait<sup>30</sup>.

Qu'un bazar – même réduit à sa plus simple expression – pût exister dans l'Ukraine urbaine était pour certains une planche de salut. La véritable raison de la situation moins désespérée des villes était cependant le rationnement : ouvriers et fonctionnaires recevaient des coupons alimentaires. Tout le monde n'y avait pas droit. Selon une loi de 1931, tous les citoyens soviétiques travaillant pour le secteur public recevaient des cartes de rationnement. Restaient donc exclus les paysans et d'autres qui n'avaient pas de travail en bonne et due forme. De surcroît, le volume des rations reposait non seulement sur l'importance du travailleur, mais aussi sur celle de son lieu de travail. La priorité était donnée aux régions industrielles cruciales ; en Ukraine, la seule était le Donbass. Dans les faits, 40 % de la population ukrainienne recevait donc autour de 80 % de l'approvisionnement alimentaire<sup>31</sup>.

Pour ceux qui ne figuraient pas en tête de liste, les rations pouvaient être dérisoires. De passage à Kyiv en 1932, Andrew Cairns, expert agricole canadien, aperçut deux femmes cueillant de l'herbe dans un parc de la ville pour en faire de la soupe. Elles avaient bien des rations, expliquèrent-elles, mais ça ne suffisait pas : « J'ai montré du doigt la rivière, observant qu'elle était très belle : elles ont acquiescé mais ajouté qu'elles avaient faim. » De fait, ces femmes étaient des ouvrières de la « troisième catégorie » : elles recevaient 125 roubles par mois, plus 200 grammes de pain par jour – soit quatre tranches<sup>32</sup>.

Le gérant d'un magasin coopératif de Kyiv, également de la « troisième catégorie », lui confia qu'il recevait 200 grammes de pain par jour et 200 grammes pour son fils, ainsi que 100 roubles par mois. Un travailleur de la « seconde catégorie » touchait 525 grammes de pain par jour et 180 roubles par mois. On n'allait pas très loin avec ça dans les bazars municipaux, qui ne vendaient pas grand-chose en dehors du pain et des tomates, parfois des poulets et des produits laitiers, et toujours au prix fort. Le pain pouvait coûter 5 ou 6 roubles le kilo, un œuf un demi-rouble ou plus, le lait 2 roubles le litre<sup>33</sup>. Peter Egides, alors étudiant à Kyiv, recevait une bourse inférieure au prix d'une miche de pain : « La situation en arriva au point où, à dix-sept ans, je me déplaçais avec une canne parce que je n'avais même pas la force de marcher. » La grand-mère d'Egides finit par mourir de faim, alors même qu'elle habitait Kyiv également<sup>34</sup>.

Théoriquement, les boutiques d'État auraient dû vendre de la nourriture à des prix inférieurs, plus accessibles. Heorhii Sambros, enseignant et employé de l'État qui tenait son journal dans ces années-là, a laissé une description mémorable des boutiques de Kharkiv. De « grands espaces », autrefois remplis de produits du sol au plafond, étaient soit entièrement vides, soit pleins seulement d'alcool pur (« des bouteilles de vodka, comme s'il en pleuvait, inondaient la ville »). Très rarement, on y trouvait de quoi manger, mais c'était presque révoltant à voir :

Uniquement dans certains magasins, et au comptoir, les « produits » habituels : cinq ou six plateaux de plats préparés à la hâte. Salade fraîche, qui faisait penser à du fourrage, à base d'une répugnante choucroute pourrie, pâté de restes de poisson avec du chou trempé et des bouts de cornichons salés ; rarement, des morceaux de viande congelée avec une sauce qui avait l'air de beurre de soulier, des tomates vertes trempées qui dégageaient une odeur de caque pourrie ; des tomates farcies cuites, aigres, congelées, trop poivrées pour couvrir la puanteur de la farce préparée avec des rebuts de viande douteux ; enfin, rarement, des gourmandises comme des œufs à la coque ou de petits fruits, etc. Tous ces plats (j'en garde un vif souvenir !) étaient sur le comptoir, les acheteurs se les arrachaient<sup>35</sup>.

Andrew Cairns réussit aussi à se glisser dans la queue d'une boutique où il aperçut du « pain lourd, chaud et mou vendu 10 roubles la miche et un peu de graisse de porc à 12 roubles la livre<sup>36</sup> ».

Dans les cantines attachées aux lieux de travail, la nourriture était de meilleure qualité : soupe, kacha et, parfois, viande. Pour y accéder, cependant, il fallait une carte du parti ou du syndicat. Sambros, qui en était dépourvu, se lia d'amitié avec une secrétaire de l'Institut pédagogique où il travaillait et elle lui remit des coupons de repas sans lui demander sa carte d'adhérent : « À cette époque, j'ai vécu, respiré et mangé "en hors-la-loi", illégalement. » La pénurie empirant, l'institut se mit à vérifier qui recevait des coupons. Il passa alors par une connaissance pour avoir accès à la Maison des écrivains ukrainiens :

J'avais conscience des risques : ils auraient pu venir me demander ma carte d'auteur et me faire honte en m'arrachant à ma table. Mais il n'y avait pas d'autre solution, je devais courir le risque ; ainsi me suis-je mis à fréquenter la cantine des écrivains. J'ai eu de la chance : j'y ai mangé pendant un mois et demi ou deux mois, personne ne m'a demandé qui j'étais, pas une seule fois [...]<sup>37</sup>.

Sambros se débrouilla ensuite pour fréquenter la cantine de l'Académie agricole ; il s'y restaura quelques semaines. Ainsi put-il rester en vie. Mais il passait le plus clair de sa vie éveillée à penser à la nourriture, qui « absorbait tout son salaire, quasiment sans exception<sup>38</sup> ». Et, naturellement, il était bien mieux loti que beaucoup d'autres.

Bien qu'il ne fût pas paysan, l'expérience de Sambros était en un sens typique : paradoxalement, les bureaucrates et les bureaucraties soviétiques restaient la source d'aide la plus importante pour ceux qui mouraient de faim. L'historien Timothy Snyder a raconté comment, dans l'Europe sous occupation nazie, les institutions publiques, quand elles fonctionnaient encore, pouvaient sauver des Juifs de l'Holocauste ; on peut raconter une histoire parallèle à propos de l'Union soviétique de Staline<sup>39</sup>. Alors que les bolcheviks avaient systématiquement détruit les institutions indépendantes, y compris les Églises, les œuvres caritatives et les compagnies privées, les seules à pouvoir fournir de l'aide restaient les institutions de l'État : écoles, hôpitaux et orphelinats. Certaines, en principe, avaient même un mandat pour le faire.

Les mieux à même d'aider les affamés étaient les parents proches ou lointains et les enfants qui avaient du travail au sein du système. Petro Chelest, devenu beaucoup plus tard premier secrétaire du Parti communiste ukrainien, écrivit sur ces années des souvenirs, commencés sous la forme d'un journal que sa famille finit par publier en 2004. La tragédie lui apparut clairement dès 1933 : « Des familles, voire des villages entiers, mouraient de faim. Il y avait de nombreux cas de cannibalisme [...]. De toute évidence un crime commis par notre gouvernement, mais c'est un fait qui est gardé scandaleusement secret. » À cette époque, Chelest étudiait et travaillait comme ingénieur dans une usine d'armement. Mais il était aussi un membre du parti jouissant d'une bonne réputation, ce qui lui permettait d'envoyer des vivres à sa mère, l'empêchant ainsi de mourir de faim dans la province de Kharkiv<sup>40</sup>.

Les contacts et amis aidaient également : une jeune fille de la province de Poltava survécut à la famine parce que son père avait suivi des cours d'agriculture avec un homme qui finit par travailler pour les autorités locales. Subrepticement, cet ami s'arrangea pour que la vache confisquée à sa famille fût remplacée, ce qui leur permit de rester en vie<sup>41</sup>. Une autre fille eut la chance que sa tante ait pour mari le président d'une ferme collective : « Je suis allée la voir parce qu'elle avait du pain, du lard et du lait. Elle me les a donnés en catimini, à l'insu de tous<sup>42</sup>. » Souvent, une seule personne en place dans le système pouvait sauver une famille entière. La mère de Nadia Malychko trouva un emploi de femme de ménage dans une école de la province de Dnipropetrovsk dont le directeur l'aida à obtenir une ration alimentaire : un quart de litre d'huile et 8 kilos de farine de maïs par mois<sup>43</sup>. Toujours dans cette même province, quatre des sept enfants de Varvara Horban survécurent parce qu'elle trouva du travail dans un silo où elle recevait une petite miche de pain tous les jours<sup>44</sup>.

Ceux qui ne pouvaient trouver d'emploi dans le secteur public essayaient parfois de sauver leurs rejets en les remettant à l'État. Une femme conduisit ses quatre enfants au siège de la ferme collective locale en déclarant qu'elle ne pouvait pas les nourrir et renonçait donc à toute responsabilité, expliquant aux dirigeants de la ferme qu'il leur appartenait maintenant de s'en occuper<sup>45</sup>. Dans la province de Vinnytsia Halyna Tymochtchouk prit la même décision :

Ma mère est allée voir le chef de la ferme collective [...] et lui a dit : « Au moins prenez mes deux filles. Et nous mourrons, si c'est ce qui doit se passer. » Il était bon, et je crois qu'il aimait maman. Alors il a dit : « Amène tes deux enfants. » Et il nous a prises. Sa femme s'occupait de la crèche, et ma sœur est devenue son aide. Plus tard, ma mère a travaillé comme plongeuse à la cantine de la crèche. J'étais encore petite à l'époque, juste huit ans. Le chef de la ferme collective m'a prise chez lui. Nous avons donc survécu quand les autres sont morts – tous, semble-t-il, beaucoup, beaucoup<sup>46</sup>.

Les orphelinats étaient une destination plus courante. En trois semaines, en février 1933, dans la seule province de Vinnytsia, 105 enfants furent déposés aux portes des orphelinats<sup>47</sup>. Parfois, cela marchait : un garçon survécut à la famine parce que sa mère le conduisit secrètement dans un orphelinat du village de Dryjyna. Elle lui demanda de ne dire à personne qu'elle était vivante parce qu'on ne lui donnerait sans doute pas à manger s'il n'était pas vraiment orphelin. Comprenant la situation, une femme de l'orphelinat lui dit aussi de ne pas parler de sa mère. Elle le protégea et l'aïda à survivre à la famine ; il finit par retrouver les siens<sup>48</sup>. Une femme de la province de Poltava resta reconnaissante jusqu'à la fin de ses jours parce qu'une institutrice du village risqua sa place pour la nourrir, elle et ses frères et sœurs, tout en sachant qu'ils étaient des « enfants de koulaks » : pas grand-chose, en vérité – du brouet sans pain et de minuscules boulettes de sarrasin « de la taille d'un haricot rouge » –, mais cela suffit pour les maintenir tous en vie<sup>49</sup>.

À travers la république, la vue d'enfants affamés errant dans les rues poussa les employés de certaines institutions soviétiques à une action plus systématique. Les plus motivés étaient parfois en mesure d'aider, et surtout de secourir les enfants. La preuve qu'il était possible, au moins au niveau local, de plaider la cause des orphelins faméliques nous vient d'une série de lettres envoyées par le chef du Parti communiste de Pavlograd à ses supérieurs de Dnipropetrovsk. Dans la première, datée du 30 mars, il décrit entre autres choses les effets de la famine sur les enfants :

Sont apparues dans notre village des hordes d'enfants abandonnés par leurs parents ou restés seuls après leur mort. Selon les estimations, ils sont au moins huit cents. On a besoin de deux ou trois orphelinats spéciaux qui nécessiteront des fonds qui ne sont pas inscrits à notre budget. En attendant, nous commençons à organiser pour eux un ravitaillement spécial. Pour ce faire, nous avons besoin de stocks supplémentaires. Je vous demanderai de bien vouloir en tenir compte et de nous guider suivant la ligne politique soviétique<sup>50</sup>.

Un mois plus tard, le 30 avril, le secrétaire du comité du parti de Pavlograd envoya un nouveau rapport. « En comparaison de ce que je vous ai écrit dans les précédents rapports, le nombre de sans-foyer augmente de jour en jour. » Au cours des deux derniers jours, on a recueilli 65 enfants dans les rues de la ville ; les autorités locales, expliquait-il, avaient mis en place des postes de ravitaillement en sept endroits pour 710 enfants, mais ces mesures restaient insuffisantes : le district avait besoin de ressources supplémentaires, car ils n'avaient que le minimum absolu. Et de proposer la création d'orphelinats pour 1 500 enfants : « Cette affaire est devenue maintenant si pressante, et pour tant d'enfants, que plus tôt nous aurons apporté une solution, meilleurs seront nos résultats pour en finir avec le phénomène de masse des enfants au corps enflé, puisque laisser plus longtemps les enfants dans un tel état les conduira à la mort<sup>51</sup>. » La lettre se terminait par une supplique : « Il n'y a pas eu de réaction jusqu'à maintenant, alors même que cette question est d'une gravité extrême et requiert un règlement urgent<sup>52</sup>. » La ville fit son possible et peut-être réussit-elle à sauver quelques enfants.

La situation était bien pire à Kharkiv, une des villes où les affamés essayaient d'entrer par tous les moyens. Au moins pour les enfants, les autorités municipales essayaient en principe d'aider, du moins quand elles mesuraient l'ampleur du problème. Le 30 mai, le service sanitaire rapporta aux autorités de la République ukrainienne « un imposant afflux continu et persistant d'enfants affamés, orphelins et sans foyer à Kharkiv et dans les autres grandes villes de la province ». Le budget de 1933 avait prévu 10 000 places dans les orphelinats ; le nombre réel était désormais plus du double : 24 475. Une semaine plus tard, on avait recueilli plus de 9 000 autres enfants dans les rues, dont 700 dans la seule nuit du 27 au 28 mai. La province de Kharkiv réclama 6,4 millions de roubles à l'État pour s'occuper d'eux ainsi que 450 000 pour les adultes mourant de faim.

En pratique, les mesures de ce genre étaient rarement couronnées de succès. Douleur est la lecture d'un rapport spécial du chef de la police secrète de Vinnytsia, décrivant les conditions de vie dans un des orphelinats de la ville en mai 1933 :

Les services du foyer ont recueilli des enfants dans la rue. Il est destiné à accueillir 40 enfants, mais il y en a plus de 100 actuellement. Par manque de lits et de draps, deux enfants partagent désormais la même couche. Il n'y a que 67 draps et 69 couvertures. Certaines couvertures ne sont plus utilisables. On manque aussi de cuillères, d'assiettes et d'autres ustensiles. Les enfants en bas âge sont souvent abandonnés dans leur crasse, avec des croûtes aux yeux, sans air frais. Ceux qui arrivent dans un état satisfaisant meurent parfois dans les deux ou trois mois suivant leur entrée au foyer. Le niveau de mortalité augmente : en mars, 32 enfants (sur 115) sont morts ; en avril, 38 (sur 134) ; dans la première quinzaine de mai, 16 (sur 135). Les enfants malades couchent à côté des enfants en bonne santé, propageant les maladies. Les employés volent la nourriture. L'électricité a été coupée et il n'y a pas d'eau courante<sup>53</sup>.

Dans les provinces plus éloignées, la situation pouvait être pire encore. Dans la ville de Velyka Lepetykha, les conditions à l'intérieur de l'orphelinat étaient si mauvaises que les enfants s'enfuyaient dans la journée et erraient sur le marché pour quémander ou chiper de la nourriture<sup>54</sup>. À Kherson, les quatre orphelinats de la ville se trouvèrent submergés après que le nombre d'enfants eut quasiment doublé dans les trois premières semaines de mars, de 480 à 750, essentiellement du

fait des enfants sans foyer ramassés dans la rue<sup>55</sup>. À Kharkiv, les demandes de nourriture et de secours étaient le signe qu'elles n'arrivaient pas assez vite. Le service sanitaire rapporta en mai que la plupart des enfants placés dans les orphelinats surpeuplés de la ville étaient affaiblis par la faim. Beaucoup avaient la rougeole ou d'autres maladies contagieuses ; le taux de mortalité était de 30 %<sup>56</sup>.

Certains « orphelinats » ne méritaient guère ce nom. En 1933, Lioubov Drajevska, à l'époque étudiante en géologie à Kharkiv, se rendit à son institut : les cours avaient été annulés. Le lendemain, avec une quarantaine d'autres étudiants, elle fut conduite en tramway à la gare ferroviaire où on leur montra des wagons pleins d'enfants. « Un homme en uniforme [de la police secrète], je crois, s'est approché de nous : "Les semaines qui viennent, vous allez travailler avec ces enfants ; vous allez les surveiller et les alimenter." »

Drajevska entra dans l'un des wagons. « Certains enfants étaient plus ou moins dans un état normal, mais la plupart étaient très pâles et très maigres, beaucoup étaient enflés sous l'effet de la faim. » Elle et les autres se mirent à servir du gruau aux enfants, mais pas trop : ils étaient tellement affamés qu'un excès les aurait rendus malades. La plupart étaient incapables d'expliquer comment ils s'étaient retrouvés là : leurs parents les avaient déposés, ils avaient été ramassés dans la rue, ils ne se rappelaient pas. Le tout premier jour, plusieurs enfants moururent, se souvient Drajevska : « Pour la première fois de ma vie j'ai vu des gens mourir et, bien sûr, c'était très difficile. » D'autres en furent tourneboulés. Une fille se mit à hurler : « Ne me découpez pas, ne me découpez pas ! » Elle hallucinait en criant : « Ma tante sarcle les betteraves là-bas ! » Finalement, il fallut la retirer du wagon pour éviter que cela rejaillisse sur les autres.

Drajevska jugea l'expérience insupportable : « Dans l'ensemble, j'étais parfaitement maîtresse de moi mais, quand je suis rentrée à la maison ce jour-là, j'ai eu une crise d'hystérie. Auparavant, je ne savais pas ce que ça voulait dire, hystérique, c'est là que j'en ai fait l'expérience. » Elle ne tarda pas à s'habituer à l'étrangeté de la situation, et aux enfants eux-mêmes. Elle se débrouilla pour leur apporter des livres et du papier. Elle essaya de leur apprendre à lire. Tous les jours, certains mouraient, mais d'autres survécurent. On finit par leur trouver une place :

Nous sommes allés en tramway dans un quartier de Kharkiv, puis il a fallu faire un très long chemin à pied. La nuit était déjà tombée. C'étaient des enfants de cinq-six ans. Ils étaient fatigués et ne cessaient de demander : « Tatie, où allons-nous ? » Je n'en savais rien. La seule chose que je savais, c'était qu'on devait les conduire à la caserne et les y laisser. C'est tout. Je ne sais ce qu'ils sont devenus<sup>57</sup>.

Malgré toutes ces morts et ces souffrances, le récit de Drajevska démontre une vérité brutale : sans policiers pour organiser les « volontaires », sans les orphelinats crasseux et manquant de moyens – même avec des employés indéliçats et des conditions consternantes –, davantage d'enfants seraient morts. Les orphelinats étaient terribles, mais leur existence même sauva des vies.

On peut faire la même observation paradoxale à propos d'une institution soviétique moins populaire : les boutiques à devises fortes Torgsin. Les premières, créées en 1930, étaient destinées aux étrangers qui ne pouvaient légalement détenir des roubles. En 1931, elles furent ouvertes aux citoyens soviétiques pour leur permettre d'échanger les monnaies étrangères ou les objets en or en leur possession. Leur nombre augmenta au cours de la famine de 1932-1933 ; leurs activités et leur importance s'accrurent, réalisant des ventes record et créant ce qui devait laisser le souvenir d'une « fièvre de l'or du Torgsin ». En novembre 1932, le Politburo décréta que ces magasins pouvaient accepter l'argent aussi bien que l'or : le fait parut assez important pour que le consul italien le mentionnât dans son rapport de janvier 1933 : « et bientôt les pierres précieuses<sup>58</sup> ». À son apogée, en 1933, le Torgsin comptait 1 500 magasins, souvent bien placés : à Kyiv, il y en avait un rue Khrechchatyk, le quartier commerçant le plus important de la ville.

L'expansion ne devait rien au hasard : le régime savait que la famine ferait entrer de l'or dans les coffres de l'État. Au vu du chiffre d'affaires élevé du Torgsin en 1932 – cette année-là, les magasins rapportèrent 21 tonnes d'or, soit une fois et demie la quantité extraite des mines soviétiques –, l'État se donna pour objectif de doubler ce montant en 1933<sup>59</sup>. Les rentrées du Torgsin devinrent brièvement un élément crucial du commerce international soviétique : dans les années 1932-1935, l'or et les autres objets précieux que l'État obtint par ce circuit devaient couvrir un cinquième des achats, en devises fortes, de machines, de matières premières et de technologie<sup>60</sup>.

Les magasins Torgsin – souvent les seuls de la ville où l'on trouvât facilement des denrées alimentaires – devaient focaliser les rêves et les obsessions des gens affamés. Ils attiraient les regards, les badauds et les curieux ainsi que les mendiants. En 1933, le journaliste gallois Gareth

Jones en visita un à Moscou. « On y trouve de tout », nota-t-il dans son carnet<sup>61</sup>. Malcolm Muggeridge a évoqué les groupes de « gens abattus » qui rôdaient autour de la même boutique, les yeux braqués sur les « pyramides alléchantes de fruits<sup>62</sup> ». Dans le roman de Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, deux démons font une apparition mémorable devant « les portes tout en glaces du Torgsin du marché de Smolensk », avant de pénétrer dans des pièces emplies de « centaines de coupons d'indienne aux coloris les plus chatoyants » où « de véritables empilements de boîtes à chaussures fuyaient à perte de vue<sup>63</sup> ».

Hors de la capitale, la plupart des boutiques du Torgsin étaient obscures et sales comme les autres magasins soviétiques, avec un personnel grossier et mal embouché<sup>64</sup>. Induits en erreur par les biens de consommation et la présence de devises fortes, beaucoup de paysans croyaient néanmoins qu'il s'agissait de magasins « américains<sup>65</sup> ». Le bruit de ce qu'on trouvait au Torgsin fit revenir un homme de Rostov, en Russie, où il avait fui pour échapper à la collectivisation. Ayant entendu dire qu'en Ukraine il était possible d'échanger de l'or contre du pain, il décida, raconta son fils, qu'il valait la peine de courir le risque de rentrer pour sortir de leur cachette ses pièces d'or de l'époque tsariste et les échanger contre plusieurs kilos de sarrasin et quelques miches de pain<sup>66</sup>.

Pareil voyage n'avait rien d'exceptionnel. Même si le Torgsin avait quelques boutiques mobiles circulant à la campagne dans l'espoir de récupérer de l'or, les paysans qui n'y avaient pas accès se lançaient dans de grandes expéditions pour en trouver en ville. Le père de Nadia Babenko récolta les alliances de la famille, les croix de baptême et les boucles d'oreilles et parcourut 260 kilomètres à pied depuis son village de Pylypovytychi pour se rendre au Torgsin de Kyiv. Mais cela en valait la peine : il reçut 1 poud de farine (16 kilos), 1 litre d'huile et 2 kilos de sarrasin qui, s'ajoutant aux patates gelées, à l'oseille, aux champignons, aux baies et aux glands, aidèrent la famille à survivre quelques semaines de plus<sup>67</sup>.

Tous ces voyages n'avaient pas un dénouement heureux. Des voleurs rôdaient autour des boutiques du Torgsin, dévalisant ou tuant les chalands à l'entrée ou à la sortie. Le personnel lui-même flouait et maltraitait les paysans. Ivan Klymenko et sa mère étaient venus rue Khrechchatyk de Krasna Slobidka, village de la province de Kyiv, dans l'espoir de vendre l'alliance de sa grand-mère contre plusieurs mesures de farine. Personne ne s'était donné la peine de peser l'alliance, et ils ne savaient donc pas s'ils avaient touché leur dû ; de retour chez elle, sa mère se rendit compte qu'on avait mêlé de la chaux à la farine. Ils la mangèrent quand même<sup>68</sup>. Hryhorii Simia se rendit dans un magasin Torgsin avec son beau-père, qui voulait vendre sa médaille militaire, une croix d'argent géorgienne. Le vendeur n'en voulait pas : cette médaille, dit-il, n'était décernée qu'aux « serviteurs du tsar » haut placés dans le corps des officiers. Le beau-père de Simia protesta en vain que, médecin militaire, il traitait tous les blessés, quel que fût leur grade. « Vous avez donc soigné les officiers !? La haute ! Les ennemis de la révolution ! C'est ça ? Fichez-moi le camp d'ici ou j'appelle la police<sup>69</sup> ! »

La famine s'aggravant, d'aucuns se mirent à chercher de l'or partout où l'on pouvait en trouver. Des siècles durant, on avait enterré les Ukrainiens avec leurs objets les plus précieux : bijoux, armes et croix, notamment. La faim eut raison des derniers vestiges de respect, et plus d'un ancien cimetière fut dévalisé – d'abord uniquement la nuit, mais finalement aussi en plein jour. Comme il s'agissait de cimetières « chrétiens », les autorités soviétiques ne s'opposaient pas toujours au pillage : dans certaines localités, elles devaient même l'organiser<sup>70</sup>.

À la même époque, le régime commença aussi à utiliser les magasins du Torgsin pour encourager les amis et parents de citoyens soviétiques à apporter des devises fortes de l'étranger. Dans les dernières années, tous ces contacts avec l'étranger étaient interdits : les conserver était dangereux, voire mortel. En 1932-1933, cependant, le régime avait un tel besoin de devises fortes qu'il permit aux étrangers d'effectuer des « virements alimentaires » à leurs parents affamés *via* les boutiques en question<sup>71</sup>. Les personnes assez chanceuses pour recevoir quelque chose devaient céder à l'État 25 %, voire 50 % du total. Mais elles recevaient ensuite des coupons qui leur permettaient d'acheter de la nourriture au Torgsin. Des fonds arrivèrent ainsi de divers pays : Allemagne, Pologne, Lituanie, France, Royaume-Uni et surtout États-Unis<sup>72</sup>. Les Allemands d'Ukraine mais aussi de la Volga lancèrent des campagnes de courrier à destination de leurs frères de l'étranger – mennonites, baptistes et catholiques – pour quêmander de la nourriture.

Si infime fût-elle, l'aide pouvait avoir un impact considérable. La diariste Oleksandra Radtchenko, enseignante dans la région de Kharkiv, reçut un virement de 3 dollars qui lui permit d'obtenir « 6 kg farine de blé, 2 kg de sucre, 3 ou 4 de riz et 1 de gruau de blé au Torgsin. Une aide considérable pour nous<sup>73</sup> ».

Si le Torgsin sauva des vies, il suscita aussi une grande amertume. Beaucoup en avaient une vision caricaturale ; ces boutiques étaient faites pour dépouiller les paysans de ce qu'il leur restait de leur richesse familiale. À Odessa un informateur rapporta à l'OGPU avoir entendu deux enseignants spéculer que le dessein de la famine pouvait bien être de s'emparer de la richesse des paysans : « Ils ont créé la famine pour que le Torgsin récupère plus d'or et d'argent<sup>74</sup>. » À Poltava, les paysans plaisantaient que l'acronyme TORGSIN signifiait en fait *Tovarichtchi, Revolioutsia Gibnet, Stalin Istrebliat Narod* ! « Camarades, la révolution meurt, Staline extermine le peuple<sup>75</sup> ! » Il était impossible de protester contre l'exploitation du système du Torgsin, si ce n'est anonymement. Un matin, arrivant au travail, les employés d'un magasin trouvèrent une affichette sur la porte : « Staline est un bourreau<sup>76</sup>. »

Toujours est-il que d'innombrables familles survécurent grâce à ce qu'elles purent y vendre. « Nous avons vendu de l'or contre du blé<sup>77</sup> », rapporta une survivante. La famille de Pavlo Tchornyï vendit les médailles en argent d'un arrière-grand-père gagnées dans les années 1830 lors de la guerre impériale de la Russie dans le Caucase<sup>78</sup>. Un autre raconte que sa mère avait « des objets en or d'avant la révolution : la montre en or de mon père, des bagues, etc. De temps à autre, elle allait au Torgsin [...]. Contre de l'argent ou de l'or, elle reçut du porridge, des pommes de terre ou de la farine. Elle mélangeait tous ces produits à des herbes et nous donnait à manger une fois par jour. Ainsi avons-nous survécu<sup>79</sup> ». Un autre encore se souvient que sa mère échangea des boucles d'oreilles et son alliance contre de la farine, des jupes et des chemisiers contre des betteraves et des céréales, mais aussi sa dot – « tissu, serviettes brodées, linge » – contre du son ou du millet<sup>80</sup>.

Ces femmes survécurent, mais y perdirent une partie d'elles-mêmes. Des objets qu'elles avaient pu recevoir de leurs mères, des choses qui les rattachaient à leur passé, des bagues ou des bijoux qu'elles auraient pu utiliser ou investir autrement : tout disparut. La famine détruisit aussi l'histoire, la culture, la famille et l'identité, sacrifiées au nom de la survie.

## CHAPITRE 13

### *Suites*

Le seigle commence à mûrir  
Mais – ses cheveux se dressent sur sa tête –  
Peu ont survécu  
Pour voir la moisson nouvelle.  
Il ne s'endormira pas avant l'aube...  
Puis sa mère approche  
Et dit d'un ton chagrin :  
« Fils, debout, il est temps,  
Le soleil s'est levé sur le champ,  
Nous ne pouvons gésir en paix dans nos tombes  
Point de repos pour nous, les morts,  
Qui se souciera des précieux épis  
Des champs, mon fils chéri ? »

MYKOLA ROUDENKO, « La croix », 1976<sup>1</sup>

Au printemps, la campagne ukrainienne est une orgie de fleurs de cerisier, de pétales de tulipe, d'herbe qui pousse et de boue noire. À une heure de route seulement de Kyiv, les villages paraissent trop provinciaux pour avoir connu des événements historiques importants. Les routes sont grêlées de flaques ; une partie des maisonnettes croulantes ont encore des toits de chaume. Chaque maison a son potager ; beaucoup ont des ruches, un poulailler et des apprentis remplis d'outils.

C'est pourtant au printemps, en cette même campagne ukrainienne, que la famine de 1933 atteint des sommets. De nos jours, cette histoire y est présente si on la cherche, dans les champs immenses qui appartenaient autrefois aux fermes collectives, dans les cimetières envahis par la végétation et dans les monuments érigés depuis la dissolution de l'Union soviétique. À l'orée du village de Kodaky, au point où les maisons cèdent la place aux vastes champs, les habitants du pays ont dressé une pierre noire avec, en son centre, un trou creusé en forme de croix et une dédicace : « En mémoire des victimes de l'Holodomor. » À Hrebinky, un monticule abandonné à la lisière de la ville – une fosse commune où les victimes de la famine furent enterrées en 1933, puis oubliées, puis redécouvertes – est désormais encerclé d'un mur de brique et, depuis 1990, marqué d'une simple croix.

À Barakhty, il est difficile de passer à côté du mémorial de la famine : une statue plus grande que nature d'une mère en deuil, agenouillée à côté d'une croix, à un carrefour en vue au centre du village. La liste des victimes gravée dans le granit noir derrière la statue révèle en même temps qu'elle dissimule. Les patronymes se répètent, indiquant que la famine a effacé des familles entières, mais les prénoms manquent souvent parce que les registres étaient mal tenus :

*Bondar, Overko*

*Bondar, Iosyp*

*Bondar, Maria*

*Bondar, deux enfants*

Les noms manquants sont le signe d'un problème plus profond. Même en de meilleures circonstances, il eût été difficile de faire le compte précis du nombre immense d'hommes et de femmes morts sur la route, dans les gares ou les rues de Kyiv. Les officiers d'état civil du district

auraient eu du mal à rendre compte de ceux qui migraient ou s'enfuyaient, voire des enfants qui, par quelque miracle, survécurent dans un orphelinat lointain. Mais le régime aggrava ces problèmes. Bien que les statistiques de mortalité aient été tenues aussi précisément que possible en 1933, les autorités, on le verra dans le prochain chapitre, modifièrent par la suite les registres de décès à travers l'Ukraine afin de cacher le nombre de gens morts de faim et, en 1937, supprimèrent tout un recensement à cause de ce qu'il mettait en évidence.

Pour toutes ces raisons, les estimations du nombre de morts ont beaucoup varié, de quelques dizaines de milliers à 2, 7, voire 10 millions. Dans les dernières années, cependant, une équipe de démographes ukrainiens a de nouveau examiné les chiffres recueillis au niveau des districts et des provinces, puis transmis à Kharkiv et Moscou, et a apporté de meilleures réponses<sup>2</sup>. Observant qu'il « y avait eu falsification des causes de décès dans les certificats, mais que le nombre des décès enregistrés n'avait pas été trafiqué », ils ont essayé de calculer des chiffres fiables du « surcroît de décès » – autrement dit, du nombre de morts dépassant la moyenne attendue. Ils ont aussi examiné le « déficit de naissances », autrement dit le nombre de naissances en moins par rapport à la natalité prévue, du fait de la famine<sup>3</sup>. Des suites de ce travail, l'accord se fait désormais autour de deux chiffres : 3,9 millions de morts en excédent, ou pertes directes, et 0,6 million de « naissances perdues », ou pertes indirectes. Cela porte le nombre total d'Ukrainiens manquants à 4,5 millions. Ce chiffre inclut toutes les victimes, où qu'elles soient mortes – au bord de la route, en prison, dans les orphelinats – et repose sur le nombre d'habitants de l'Ukraine avant la famine et après.

À l'époque, la population totale de la république tournait autour de 31 millions ; les pertes directes correspondaient donc à environ 13 %<sup>4</sup>. L'immense majorité des victimes étaient de la campagne : sur les 3,9 millions de morts excédentaires, 3,5 millions étaient rurales et 400 000 urbaines. Plus de 90 % des morts survinrent en 1933, et la plupart au cours du premier semestre, les mois de mai, juin et juillet enregistrant les nombres les plus élevés<sup>5</sup>.

Ces chiffres dissimulent cependant d'autres histoires. D'un côté, les statistiques font apparaître une chute sensible et brutale de l'espérance de vie entre 1932 et 1934, dans un large éventail de groupes. Avant 1932, en ville, les hommes avaient une espérance de vie à la naissance de 40 à 46 ans, les femmes de 47 à 52 ans. Chez les ruraux, l'espérance de vie était de 42 à 44 ans pour les hommes, de 45 à 48 ans pour les femmes.

En revanche, les Ukrainiens nés en 1932, en ville ou à la campagne, avaient une espérance de vie moyenne d'environ 30 ans. Les femmes nées cette année-là pouvaient espérer vivre en moyenne jusqu'à 40 ans. Pour ceux nés en 1933, les chiffres sont encore plus frappants : huit ans d'espérance de vie pour les filles, cinq ans pour les garçons<sup>6</sup>. Ces statistiques extrêmes reflètent simplement les taux de mortalité très élevés pour les enfants de cette année-là.

Les nouvelles méthodes statistiques sont aussi révélatrices appliquées à la Russie. Elles prouvent que, globalement, la famine toucha beaucoup moins celle-ci que l'Ukraine, avec un taux global de 3 % de « morts excédentaires » dans la Russie rurale contre 14,9 % dans les campagnes ukrainiennes. Seules un petit nombre de régions russes connurent le même scénario de famine qu'en Ukraine : la région allemande de la Volga, la région de Saratov, Krasnodar et le Caucase du Nord enregistrèrent tous des taux de mortalité très élevés au cours du premier semestre de 1933, en accord avec les décisions politiques prises cet hiver-là. Même dans ces cas, cependant, le chiffre global des « morts excédentaires » fut plus faible que dans les pires régions d'Ukraine<sup>7</sup>.

Les statistiques générales ne sauraient tout révéler. Par exemple, elles cachent l'histoire de groupes particuliers en Ukraine pour lesquels on n'a pas de décompte particulier. Ainsi, des éléments anecdotiques suggèrent que, si la communauté de souche allemande souffrit considérablement, en Ukraine comme dans la région de la Volga, certains de ses membres reçurent une aide alimentaire ou autre de sources germaniques. Andor Hencke, consul allemand à Kyiv de 1933 à 1936, passa une bonne partie de ses premiers mois en Ukraine à essayer de trouver des vivres pour la minorité allemande alors même que les « autorités du parti et les institutions soviétiques sont foncièrement défavorables à une campagne d'aide ». Il conseilla aux Allemands de souche de se montrer discrets et d'éviter les visites personnelles au consulat, de manière à ne pas attirer l'attention, mais il communiqua avec eux par la poste<sup>8</sup>. De même, divers éléments anecdotiques indiquent que le taux de survie fut plus élevé chez les Juifs ruraux parce que la majorité d'entre eux n'étaient pas des paysans et ne furent donc pas sujets à la dékoulakisation ou à la collectivisation. Juifs, Allemands et Polonais avaient un autre avantage : n'étant pas jugés partie prenante du mouvement national ukrainien, ils ne furent donc pas la cible de la vague répressive de 1932-1933, même s'ils devaient le devenir par la suite.

Les statistiques ont aussi exhumé des histoires inattendues sur la famine dans différentes régions de l'Ukraine. Dans le passé – si l'on remonte au <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle, sinon plus loin –, la sécheresse et la famine avaient toujours frappé plus durement les régions de steppes du Sud et de l'Est, plus dépendantes des céréales. Ce fut certainement le cas en 1921-1923 comme lors de la famine plus petite de 1928. Tel fut aussi le cas au cours de la famine de 1946-1947. En 1932-1933, cependant, les provinces qui enregistrent le taux de mortalité le plus élevé furent celles de Kyiv et de Kharkiv où les paysans pratiquaient traditionnellement des cultures plus diversifiées – betteraves, pommes de terre et autres légumes – et où, historiquement, la famine était rare. En 1932-1933, la province de Kyiv enregistra une mortalité de 23 % plus élevée que ce qu'elle aurait été sans l'Holodomor ; dans la province de Kharkiv, le surcroît était de 24 %. À Vinnytsia et dans la province « autonome » moldave, ce pourcentage était de 13 % ; à Dnipropetrovsk et Odessa, de 13 et 14 % respectivement. Dans la province de Donetsk, en revanche, le taux de mortalité ne fut que de 9 points plus élevé dans les années de famine<sup>9</sup>.

Les démographes ont avancé tout un éventail d'hypothèses pour expliquer ces variations régionales ; au moins dans trois cas exceptionnels, ils ont trouvé de bonnes explications. En théorie, par exemple, les paysans vivant dans des zones forestières auraient dû avoir un meilleur accès aux champignons, aux petits animaux et à d'autres sources de nourriture. Ce facteur environnemental explique peut-être pourquoi la province de Tchernihiv, dans le nord de l'Ukraine, a moins souffert que bien d'autres parties de la république. Mais il n'explique pas les taux élevés de mortalité dans les provinces de Kharkiv et de Kyiv, régions mixtes de forêts et de steppes avec des zones couvertes d'arbres ou de marais<sup>10</sup>.

La proximité de frontières internationales a pu aussi affecter les taux de mortalité, qui furent de fait plus faibles à Vinnytsia et en Moldavie, les deux provinces limitrophes de la Pologne et de la Roumanie, aussi bien que dans les districts les plus à l'ouest de la région de Kyiv. Dans ces régions, craignant la contrebande, le mécontentement et la sédition alimentés par l'étranger, les autorités locales paraissent avoir hésité à appliquer la politique avec le même degré de cruauté. Peut-être les paysans de ces régions purent-ils aussi se procurer des vivres par le troc, par des contacts transfrontaliers ou auprès de parents habitant juste de l'autre côté<sup>11</sup>.

La région de Donetsk semble avoir été pareillement un cas particulier. Cette région étant l'une des rares de l'Ukraine que le régime tenait pour une « priorité » industrielle, les ouvriers bénéficièrent de meilleures allocations de vivres. Plus de vivres – relativement parlant – semblent être aussi parvenus aux régions rurales, probablement du fait des liens familiaux avec les villes. La proximité aidant, il était plus facile aux paysans de la région de fuir la campagne famélique pour rejoindre le prolétariat des mines et des usines.

La différence la plus intrigante est cependant celle qui subsiste entre Kyiv et Kharkiv, avec de très fortes pertes directes, et Dnipropetrovsk et Odessa, où ces pertes sont relativement faibles. La meilleure explication semble être politique : en 1918-1920 comme en 1930-1931, les régions de Kyiv et de Kharkiv opposèrent la plus forte résistance politique, d'abord aux bolcheviks puis à la collectivisation. Ces régions connurent le plus grand nombre d'« incidents terroristes », mais aussi d'interventions de la police secrète. Selon Andrea Graziosi, « l'impressionnante continuité géographique, idéologique, voire personnelle et “familiale”, entre les révoltes sociales et nationales de 1918-1920 fondées sur la paysannerie et celles de 1930-1931 contre les réquisitions de la dékoulakisation et la collectivisation n'est nulle part plus marquée que dans les territoires où la famine a atteint des sommets<sup>12</sup> ». Bien que cette corrélation ne soit pas exacte – entre autres choses, les hommes de Makhno furent très actifs dans le sud-est de l'Ukraine –, il n'en reste pas moins vrai que ces deux provinces, avec leur proximité des deux villes culturellement les plus importantes de l'Ukraine, avaient de nombreux liens avec le mouvement nationaliste. Cela peut expliquer que la répression y fut la plus cruelle, l'aide alimentaire la plus rare et les taux de mortalité les plus élevés<sup>13</sup>.

Autrement dit, les régions « normalement » les plus affectées par la sécheresse et la famine furent moins touchées en 1932-1933 parce que la famine de ces années-là n'était pas « normale ». Ce fut une famine politique, créée dans le dessein d'affaiblir la résistance paysanne, et donc l'identité nationale. De ce point de vue, elle réussit.

La famine ukrainienne atteignit son faite au printemps 1933. Le taux de mortalité grimpa en janvier, puis continua de croître tout au long du printemps. Loin de diminuer brusquement l'été, la tragédie décrivit lentement. L'« excédent de morts » se prolongea en 1933 et en 1934.

En mai le régime approuva une aide alimentaire significative pour l'Ukraine – la nourriture ayant été initialement prise aux paysans eux-mêmes –, même si elle était spécialement destinée aux régions frontalières (où la peur d'une influence extérieure était la plus forte) et dans les régions où il manquait de gens en bonne santé pour rentrer la moisson<sup>14</sup>. Quand elle finit par arriver, la moisson changea aussi la situation. Étudiants, ouvriers et autres furent envoyés précipitamment à la campagne afin de compenser la main-d'œuvre perdue ; dans l'ensemble, il y eut davantage de vivres disponibles pour la campagne aussi bien que pour la ville. Théoriquement, les réquisitions de grain avaient également cessé, en accord avec le décret promulgué en janvier par le Conseil des ministres. À compter du printemps, un impôt – un pourcentage de la moisson – remplacerait la quantité fixe de grain exigée sur la base du plan élaboré à Moscou. En pratique, cette règle fut inégalement appliquée. Si dans certaines localités les paysans furent taxés, ailleurs les confiscations continuèrent<sup>15</sup>.

En mai, le Comité central et le gouvernement ukrainien adoptèrent une directive conjointe visant à « arrêter l'exil massif des paysans, réduire le nombre des arrestations et diminuer le nombre de prisons ». Ce décret secret, adressé à tous les cadres du parti ainsi qu'à l'OGPU, aux tribunaux et aux procureurs, reflétait la décision d'« arrêter, en règle générale, le recours à l'exil massif et aux formes brutales de répression à la campagne » pour introduire un régime rural moins draconien. Pour une part, ce changement obéissait à des raisons pragmatiques : à l'époque du décret 800 000 personnes avaient été arrêtées en URSS, les prisons et les camps débordaient, et l'État avait peine à faire face. Le régime reconnut en outre qu'il faudrait des bras pour rentrer les moissons. Mais ce texte marqua aussi la fin du traitement brutal des villageois et donc la fin de la politique de confiscation des vivres<sup>16</sup>.

Comme les années précédentes, la fin de l'été 1933 connut une campagne d'approvisionnement. Comme les années précédentes, il y eut des déficits, même si la discussion à ce sujet fut bien plus en sourdine que par le passé. En octobre 1933, le secrétaire général du Parti communiste ukrainien, Stanislav Kossior, écrivit à Staline pour se féliciter de la moisson d'automne, qui marquait une « amélioration » sur les précédentes. Il n'en reconnut pas moins qu'il restait des « problèmes » : les rendements prédits ne s'étaient pas encore concrétisés<sup>17</sup>. Il demanda aussi une réduction du plan d'acquisition de céréales pour l'Ukraine.

Le 18 octobre 1933 le Politburo approuva cette demande. La contribution demandée à l'Ukraine pour 1934 fut réduite de 415 000 tonnes. Quelques semaines plus tard, Kossior et Pavlo Postychev, ancien chef du parti à Kharkiv et émissaire de Staline en Ukraine, rencontrèrent le dirigeant soviétique – cette fois dans le cadre luxueux de son wagon personnel. Il confirma une nouvelle réduction de 500 000 tonnes de la contribution ukrainienne. Même si la république devait encore produire une énorme quantité de grain pour l'État, c'était un changement important.

Prenant acte de ces concessions, les communistes ukrainiens changèrent à leur tour de ton. Ils cessèrent de critiquer la politique brutale de réquisition. Dans une multitude d'articles et de discours, ils se mobilisèrent autour de la guerre soviétique contre le « nationalisme », ce fléau auquel la direction imputait désormais toutes les « erreurs » de la politique rurale. Lors d'un plénum de novembre, Kossior déclara : « Dans certaines républiques de l'URSS, notamment en Ukraine, la résistance désespérée des koulaks à notre offensive socialiste victorieuse a conduit à un essor du nationalisme. ».

Pour le chef, cependant, cette allusion aux « erreurs » n'était pas assez forte. Staline retoucha personnellement le discours pour le renforcer : « Dans certaines républiques de l'URSS, notamment en Ukraine, la principale menace est désormais le nationalisme ukrainien allié aux interventionnistes impérialistes<sup>18</sup>. » Staline enfonça le clou en janvier 1934 au dix-septième Congrès du parti, dit le « Congrès des vainqueurs ». Dans un long discours très applaudi, il marqua la fin de la pire famine de l'histoire soviétique par une attaque au vitriol contre le nationalisme :

Notez que ces survivances de la conscience des hommes sont bien plus vivaces dans la question nationale qu'en toute autre. Vivaces, parce qu'elles peuvent se dissimuler sous le costume national. [...]

La déviation nationaliste reflète les tentatives de sa « propre » bourgeoisie « nationale » pour saper le régime soviétique et rétablir le capitalisme. [...] C'est l'abandon de l'internationalisme léniniste. [*Vifs applaudissements*]<sup>19</sup>

Au même Congrès, Postychev, en qualité de vétéran des communistes ukrainiens, assumait la pleine responsabilité des « erreurs grossières et des bévues » de l'agriculture ukrainienne, mais sans mentionner la famine, qu'il imputa explicitement au nationalisme, aux contre-révolutionnaires et à des forces étrangères invisibles :

Le CP(B)U [Parti communiste ukrainien] n'a pas pris en compte toutes les caractéristiques propres à la lutte des classes en Ukraine et les particularités de la situation au sein du CP(B)U.

Quelles sont ces caractéristiques ? [...]

La première est qu'en Ukraine l'ennemi de classe masque son activité contre la construction du socialisme sous l'étendard nationaliste et des slogans chauvinistes.

La seconde est que le koulak ukrainien a suivi une longue instruction dans la lutte contre le pouvoir soviétique, car en Ukraine la guerre civile a été particulièrement féroce et longue puisque le banditisme politique a dominé l'Ukraine particulièrement longtemps.

La troisième est que des fractions de diverses organisations contre-révolutionnaires et de partis se sont installées en Ukraine plus qu'ailleurs, attirées par la proximité des frontières occidentales.

La quatrième est que l'Ukraine est en fait un objet d'attraction pour divers centres interventionnistes qui l'observent avec une diligence particulière.

La cinquième et dernière est que les déviationnistes du CP(B)U dans les questions intéressant tout le parti se sont habituellement alliés et continuent de s'allier aux éléments nationalistes de leurs rangs, aux déviationnistes sur la question de la nationalité [...].

Malheureusement, le CP(B)U n'en a pas tiré toutes les conclusions. Là se trouve l'explication des erreurs et des échecs de l'agriculture et de la mise en œuvre de la politique des nationalités en Ukraine<sup>20</sup> [...].

D'autres concessions suivirent. Au printemps 1934, il n'y eut pas de réquisition de légumes. Les paysans furent autorisés à garder les légumes qu'ils avaient cultivés sur leurs lopins privés restants. La direction ukrainienne osa alors informer franchement Staline que certains champs ne seraient pas ensemencés – qu'il n'y avait personne pour le faire –, qu'il y avait pénurie de semences de blé, de lin et de chanvre mais aussi de céréales. Cette fois, Staline consentit à « prêter » à l'Ukraine des semences ainsi que des vivres<sup>21</sup>.

La collectivisation se poursuivit, et même s'accéléra : au printemps, les paysans indépendants qui avaient survécu à la famine rejoignirent en masse les fermes collectives. Désormais, pas question de rébellion : 151 700 familles terrifiées abandonnèrent leurs maisons et leurs biens afin de travailler pour l'État ; 51 800 autres les rejoignirent à l'automne. Les demandes de grain furent paisiblement réduites, et le nombre des arrestations à la campagne diminua<sup>22</sup>.

Il n'y eut pas, il ne devait jamais y avoir de retour à la « normale ». Lentement, cependant, les Ukrainiens cessèrent de mourir de faim.

À la fin du printemps 1933, le gouvernement provincial recruta Max Harmach, spécialiste agricole de la région de Dnipropetrovsk, pour aider à l'ensemencement dans une ferme collective à quelque 25 kilomètres de chez lui. Lors de sa première nuit à la campagne, un conseiller du village le dirigea vers une maison où, lui dit-il, il pourrait dormir. Il y trouva un « homme très maigre en guenilles », qui ne répondit pas à ses salutations. Il trouva aussi le « corps enflé, grotesque, à demi nu » d'une autre personne allongée sur une palette. Le sol était jonché de haillons, la puanteur insupportable. Harmach quitta la maison, laissant une partie de son pain à ses habitants, et regagna à la hâte le bâtiment du conseil du village. Là, un gardien lui expliqua qu'on ne trouvait plus rien à manger dans les parages. Seuls quelques membres de la ferme collective avaient encore des réserves. Près de la moitié des villageois étaient déjà morts. Le reste survivait en mangeant des chats, des chiens et des oiseaux.

Horriifié et choqué par ce qu'il avait vu, Harmach s'enfuit dès qu'il le put du village agonisant. Il devait continuer longtemps à faire des « cauchemars » et s'attendait à un châtement sévère pour avoir abandonné sa mission. Il avait peur de raconter à quiconque ce qui s'était passé. Il n'y eut pas de châtement. Des années plus tard, il se dit que les autorités qui l'avaient envoyé au village devaient savoir qu'il n'y avait pas de grain à semer ni personne pour le faire, mais elles l'y avaient envoyé quand même. On leur avait dit de le faire, et elles s'acquittaient simplement de leur tâche. Personne n'osait dire franchement que les villageois mouraient de faim<sup>23</sup>.

À la même époque Lidia, étudiante à Kharkiv, fut envoyée à la campagne dans le cadre d'une brigade de travail. Ses camarades et elle furent logées dans une école vide, et prévenues de ne pas sortir la nuit et de ne pas ouvrir la porte. Dans la journée, elles allèrent désherber le champ de betteraves à sucre. Elles ne virent personne. Au bout de quelques jours à peine, leur mission fut brusquement interrompue : « Nous avons regagné Kharkiv à l'aube, mais nous n'avons pas été autorisées à rentrer à la maison. On nous a conduites dans un bâtiment officiel, alors même que nous étions affamées et sales. Lorsque les officiels sont arrivés, une fille m'a dit que je devais aller dans un service spécial. Le dirigeant m'a demandé ce que j'avais vu. Je n'ai rien dit. Puis il m'a dit, "va et ne dis rien". Effrayée, je n'ai jamais demandé aux autres si elles avaient été appelées au même service<sup>24</sup>. »

Lidia et Max furent témoins d'une autre facette de la crise d'après la famine : en 1933, l'État soviétique souffrit soudain d'une pénurie drastique de main-d'œuvre dans la campagne ukrainienne

– pénurie particulièrement extrême dans certains districts. Dans celui de Markivka (province de Donetsk), par exemple, les dirigeants du soviet villageois réunis en décembre observèrent que leurs perspectives étaient sombres. La famine avait emporté quelque 20 000 personnes, plus de la moitié de la population. Cette année-là, on avait abattu plus de 60 % des chevaux et 70 % des bœufs. Leurs propriétaires avaient disparu eux aussi, observa l'un d'eux : « Maintenant, quand vous allez à la campagne, vous voyez des villages tellement vides que des loups vivent dans les maisons. » Les réserves de céréales étaient si faibles qu'il était impossible de fournir aux membres des fermes collectives leur ration quotidienne en échange de leur travail. La superficie ensemencée diminua de plus de 80 000 hectares en 1931 à 67 000 en 1933<sup>25</sup>.

Les brigades d'étudiants, d'ouvriers et de cadres du parti envoyées de la ville à la campagne aidèrent un peu, mais cette politique n'était pas sans risques : les équipes venues des villes risquaient de voir de leurs propres yeux ce qui s'était passé dans les villages. Comme Max, certains détalèrent. Comme Lidia, d'aucuns devaient être surveillés. À leur retour, ils risquaient de décrire les scènes de mort et de dévastation, avec des conséquences inconnues.

Étudiants et ouvriers ne pouvaient apporter non plus une solution permanente. Le régime avait besoin de résidents sur place, de bras nouveaux qui pouvaient s'installer à la campagne et continuer de travailler la terre. Fin 1933, il lança donc un programme de réinstallation. Dans de nombreuses régions, cela eut concrètement pour effet de remplacer des Ukrainiens par des Russes – du moins aussi longtemps que dura ce programme, qui ne fut pas une réussite.

En 1933, l'Union soviétique avait déjà une certaine expérience des déplacements de population et des réinstallations. Des centaines de milliers de koulaks avaient été envoyés dans les régions désertes du Nord et de l'Est, ainsi que dans les districts plus pauvres et plus vides de l'Ukraine. Pendant la Seconde Guerre mondiale, toute une série de déportations explicitement ethniques devaient se traduire par l'éviction de nationalités entières, dont plusieurs populations tribales du Caucase – les Tchétchènes et les Ingouches, les Karatchaïs, les Kalmouks, les Balkars, les Meskhètes – mais aussi les Tatars de Crimée et les Allemands de la Volga. Dans son fameux « Rapport secret » de 1956 à l'élite du parti, Nikita Khrouchtchev dénonça ces transferts massifs de population et plaisanta : « Les Ukrainiens n'évitèrent ce sort que parce qu'ils étaient trop nombreux et qu'il n'y avait pas d'endroit où les déporter. Sinon ils auraient été déportés eux aussi. » La transcription officielle indique « Rires et mouvements dans la salle<sup>26</sup> ».

Officiellement, l'installation de Russes en Ukraine fut d'abord une réponse à un besoin évident. Les hommes au sommet du système étaient au courant de la pénurie drastique de main-d'œuvre. Dans un télégramme d'août 1933, Iakov Iakovlev, commissaire soviétique à l'agriculture, décrivit ainsi une ferme collective de Melitopol, dans le sud-est de l'Ukraine : « Il ne reste pas plus d'un tiers des foyers [...], et moins d'un cinquième avec des chevaux. » Une personne seule devait cultiver 20 hectares de terre fertile, contre 1 hectare en Russie occidentale tant la population y était nombreuse. Staline répondit dans une note à Molotov : « Il est nécessaire d'accélérer une possible "réinstallation de la paysannerie"<sup>27</sup>. »

La première phase du projet débuta avec 117 000 paysans russes – 21 000 foyers – de la Russie et de la Biélorussie. Ils commencèrent à arriver en Ukraine pendant l'automne 1933. En janvier-février 1934, 20 000 autres arrivèrent dans les villages dépeuplés d'Ukraine orientale et méridionale – cette fois de Russie et d'autres régions ukrainiennes<sup>28</sup>. Sans doute ces chiffres sont-ils en deçà de la réalité puisqu'ils ne comprennent que ceux qui reçurent une aide de l'État pour faire le voyage. Apprenant qu'il y avait plus de place et de terre libre en Ukraine, d'autres, en nombre inconnu, se contentèrent de prendre ce qu'ils pouvaient emporter et de faire le voyage depuis la Russie et d'autres régions. En règle générale, cette première vague d'arrivées fut essentiellement le fait de volontaires s'imaginant qu'on leur donnerait un logement gratuit et de bonnes rations de nourriture et que leur transport serait pris en charge. Certains avaient cependant été chassés de leurs foyers en tant que koulaks et n'avaient donc guère le choix.

Beaucoup furent déçus. Ils s'attendaient à trouver un logement et une terre riche. L'État avait payé le transport, y compris du bétail et des outils, leur avait distribué de la nourriture chaude et des rations au cours du voyage et avait même promis des exemptions fiscales. La réalité se révéla bien différente. Une femme, alors enfant, venue de la province de Jytomyr raconte :

Nous avons été aussi chassés de notre maison, mais on nous a envoyés à Horodychtche dans la province de Dnipropetrovsk. Ce village s'était éteint et nous y avons été réinstallés [...]. À Horodychtche, on nous a attribué une chambrette dans une cabane, on y a mis du foin et on a dormi par terre. À la ferme collective, ils nous ont remis un kilo de pain pour dix jours. On nous a beaucoup promis, mais on n'en a rien vu<sup>29</sup>.

D'autres surprises les attendaient. À leur arrivée, beaucoup de Russes trouvèrent la steppe ukrainienne hostile. Ils ne savaient pas allumer le feu avec de la paille et de l'herbe séchée, comme faisaient les Ukrainiens. Ils ne furent pas nécessairement bien accueillis par leurs nouveaux voisins, qui bien entendu parlaient une langue qu'ils ne comprenaient pas. Les villages étaient déserts : même les chiens et les chats étaient devenus très rares au point que les souris, observèrent les planificateurs ukrainiens, fin 1933, pullulaient dans les maisons et dans les champs<sup>30</sup>. Écrivant à ses parents restés en Russie, un colon jugea l'atmosphère étrange et mystérieuse ; s'il savait qu'il y avait eu une famine, cependant, il n'en dit mot. « Beaucoup de gens sont morts ici, écrivit-il plutôt. Il y a eu des épidémies en 1932. Il en reste si peu qu'ils ne peuvent travailler la terre eux-mêmes. » Un autre observa que « tous les foyers sont détruits et à l'abandon ; le chaos règne sur les lieux de travail. Les gens du pays disent que ce n'était pas comme ça avant, que le village était en ordre. [...] Les gens vivaient bien par ici [...]. Les pommes de terre poussaient étonnamment bien<sup>31</sup>. »

D'autres commencèrent à craindre de connaître le même sort que leurs prédécesseurs, surtout quand, au bout de quelques mois, les choses promises disparurent peu à peu. En 1935, on leur dit en effet que, comme les gens du pays, ils devraient payer des taxes sur la viande et le lait : cela aussi dut leur paraître un signe de mauvais augure. Les archives du district de Markivka indiquent que beaucoup de colons russes partirent au printemps 1935, et que ceux qui restèrent étaient inquiets. Dans les lettres aux leurs, ils se plaignaient des conditions locales, observaient que leurs nouveaux voisins paraissaient léthargiques, à moitié morts. Ils n'avaient pas de souliers. Ils mangeaient des feuilles de maïs<sup>32</sup>.

Bien que les archives soient probablement incomplètes, nombre des colons envoyés en Ukraine dans cette première vague de repeuplement rentrèrent chez eux moins d'un an après. Probablement de ce fait, s'ensuivirent de nouvelles vagues de déportation. Or, ce second groupe ne comptait certainement pas de volontaires. Selon les ordres de déportation de 39 000 « colons », en février 1935, il s'agissait de gens qui n'avaient « pas fait leurs preuves dans le renforcement de la frontière et le système des fermes collectives » ainsi que d'« éléments nationalistes et antisoviétiques ». Beaucoup étaient d'Ukraine occidentale, de régions limitrophes de pays étrangers – et parmi eux se trouvaient bon nombre d'Allemands et de Polonais de souche. La « cinquième colonne » que l'OGPU avait tant de fois décrite fut alors éloignée pour de bon de la région frontalière.

Cette fois, l'État consentit de plus gros efforts pour que les colons restent. La police secrète s'assura le concours de gens du pays pour l'aider à surveiller les nouveaux arrivants et les empêcher de fuir. Les personnes surprises sur le départ étaient châtiées. Ce repeuplement relativement « réussi » se répéta en 1936, même si nombre de ces déportés d'Ukraine occidentale furent alors envoyés au-delà de l'Ukraine orientale. Quelque 15 000 ménages polonais et allemands – 70 000, selon certains – se retrouvèrent affectés au Kazakhstan, où la famine avait aussi dévasté la campagne<sup>33</sup>.

Dès cette époque, ces opérations de réinstallation furent perçues comme une forme de russification. Fin observateur, Sergio Gradenigo, consul italien à Kharkiv, rapporta à Rome une conversation avec un informateur anonyme qui reconnaissait que la « russification du Donbass » était en cours. Il rattachait cette politique à la fermeture des théâtres en ukrainien, à la restriction de l'opéra ukrainien aux seules trois villes de Kyiv, Kharkiv et Odessa, et à la fin de l'ukrainisation<sup>34</sup>. Les gens ordinaires savaient aussi que les villages inhabités étaient peuplés de Russes. « On disait que les autorités voulaient exterminer l'Ukraine par la faim pour installer sur la terre une population russe, que la Russie soit ici chez elle<sup>35</sup> », raconte un témoin oculaire. On retrouve la même observation dans la lettre anonyme d'un habitant de Poltava au journal *Kommunist* : « L'extermination physique, historiquement sans précédent, de la nation ukrainienne [...] est un des objectifs centraux du programme illégal du centralisme bolchevique. » Cette lettre fut jugée assez importante pour faire l'objet d'un rapport adressé à Staline lui-même<sup>36</sup>.

Si dramatiques qu'aient dû être ces déplacements d'urgence entre 1933 et 1936, ils ont bien moins d'importance, en termes numériques comme par leur influence, que la lente implantation des Russes dans une Ukraine dépeuplée, et dans les institutions de la République ukrainienne dégarnies, au fil des années et décennies suivantes. Certains arrivèrent pour étayer le Parti communiste ukrainien, qui ne s'était jamais remis de la vague d'arrestations de 1933. Au cours de la famine et après, l'État purgea, arrêta et même exécuta des dizaines de milliers de cadres du parti ukrainien. Souvent, leurs remplaçants venaient directement de Moscou. En 1933, le Parti communiste soviétique envoya de Russie en Ukraine des milliers de cadres de tous niveaux. En janvier 1934 seuls quatre des douze membres du Politburo du Parti communiste ukrainien étaient ukrainiens.

Autrement dit, huit sur douze ne parlaient pas l'ukrainien, qui était encore la langue maternelle d'une majorité d'Ukrainiens<sup>37</sup>.

La purge ne devait pas non plus s'arrêter là. Trois ans plus tard, la direction communiste ukrainienne fut une des cibles de la Grande Terreur, l'attaque lancée par Staline contre les membres les plus anciens du Parti communiste soviétique. Dans ses Mémoires Khrouchtchev lui-même rapporte qu'en 1937-1938 le Parti communiste ukrainien subit une « purge [...] radicale<sup>38</sup> ». Il était bien placé pour le savoir puisque c'est lui qui orchestra les arrestations. Né dans un village russe près de la frontière ukrainienne, Khrouchtchev avait grandi dans la région ouvrière du Donbass. Comme Kaganovitch, il s'identifiait à l'Ukraine prolétarienne, russophone, plutôt qu'à la paysannerie ukrainophone. À la demande de Staline, il regagna Kyiv en 1937, accompagné d'un contingent de la police secrète. Après une bataille – le Parti communiste ukrainien commença par résister –, il supervisa l'arrestation de toute la direction, dont Kossior, Tchoubar et Postychev. Quelques mois plus tard, tous étaient morts ; la plupart des membres du gouvernement ukrainien furent exécutés au printemps 1938. Les membres du parti ordinaires disparurent eux aussi : de janvier 1934 à mai 1938 un tiers du Parti communiste ukrainien, soit 167 000 personnes, fut arrêté<sup>39</sup>. Pour citer Khrouchtchev, « on avait l'impression qu'aucun secrétaire du comité exécutif, qu'aucun secrétaire du Conseil des commissaires du peuple, que pas même un seul adjoint n'avait été épargné. La direction du parti était presque totalement démantelée. Il nous fallait repartir à zéro pour la reconstituer<sup>40</sup> ».

À la fin de la décennie, la purge était complète : au début de la guerre, en 1939, aucun dirigeant du parti ukrainien n'avait le moindre lien ni la moindre sympathie pour le mouvement national ni même pour le communisme national. En 1945, à la fin de la guerre, l'occupation nazie et l'Holocauste avaient achevé de dévaster la république et ses institutions. Après la guerre, le parti continua de rendre un hommage de pure forme aux symboles « ukrainiens » et même à la langue : au plus haut niveau, il était très majoritairement russophone. Les Ukrainiens de souche restés au parti étaient souvent issus de groupes d'activistes ayant mené les perquisitions qui avaient conduit à la famine ou, dans les années suivantes, des rangs de leurs enfants et petits-enfants<sup>41</sup>. Au sein du parti, personne n'avait le souvenir d'une Ukraine différente.

Sous la houlette du parti, la population suivit. Entre 1959 et 1970, plus de un million de Russes émigrèrent en Ukraine, attirés par les occasions créées pour de nouveaux habitants dynamiques par une population épuisée par la guerre, la famine et les purges. Avec l'industrialisation de l'économie soviétique, un réseau de patrons russophones recruta des collègues du Nord. Les universités, les hôpitaux et les autres institutions en firent autant. À la même époque, presque toutes les autres minorités qui vivaient encore en Ukraine – Juifs, Allemands, Biélorusses, Bulgares et Grecs – s'assimilèrent à la majorité russophone. Les paysans quittant la campagne dévastée pour rejoindre la ville abandonnaient souvent l'ukrainien pour le russe afin de s'en sortir. De même qu'au <sup>XIX</sup><sup>e</sup> siècle, le russe offrait des opportunités pour s'élever. L'ukrainien devint simplement une langue provinciale « retardataire<sup>42</sup> ».

Dans les années 1970 et 1980, l'idée d'un mouvement national ukrainien de masse semblait morte et enterrée. Si des intellectuels entretenaient la flamme dans quelques villes, la plupart des Russes, et beaucoup d'Ukrainiens, voyaient de nouveau dans l'Ukraine une province de la Russie. La plupart des étrangers ne distinguaient pas la Russie de l'Ukraine, si même ils se souvenaient du nom de celle-ci.

Au printemps 1933, l'écrivain Mikhaïl Choukhov, déjà célèbre, se mit à sa machine à écrire dans la *stanitsa* cosaque de Vechenskaïa, dans le Caucase du Nord, pour composer une lettre à Staline. Ce n'était pas sa première missive. Citoyen patriote et prosoviétique, Choukhov l'informait depuis des mois des progrès de la collectivisation à la *stanitsa* Vechenskaïa. Peut-être pour avoir rencontré le dirigeant soviétique à Moscou, il ne redoutait pas les conséquences. Ses premières lettres, courtes, généralement manuscrites, portaient souvent sur de petites choses qui, de son point de vue, allaient mal. En 1931 il s'inquiéta de voir le bétail et les chevaux mourir de faim à la campagne. En 1932, il subodorait que les membres des fermes collectives volaient les graines à même les semailles. Il expliqua aussi au dirigeant soviétique que l'ordre de collectiviser le cheptel s'était retourné contre le but recherché. Dans certains villages du coin, les « acheteurs » du bétail frappaient les paysans et leur enlevaient de force leurs bêtes. Les paysans se défendaient ; dans un village, ils tuèrent un réquisitionneur.

Au printemps 1933, Cholokhov adopta soudain un ton plus pressant : la *stanitsa* Vechenskaïa était en crise. Staline devait savoir que les gens mouraient de faim :

Dans ce district, comme en d'autres, les fermiers collectifs et indépendants meurent de faim ; adultes et enfants ont le corps enflé, et mangent des choses qu'aucun être humain ne devrait manger, à commencer par des charognes pour finir par des écorces de chêne et toutes sortes de racines boueuses.

D'autres détails suivent. Dans une langue littéraire, évocatrice, Cholokhov décrit les paysans refusant de travailler parce qu'« on envoie tout notre pain à l'étranger ». Il brosse le portrait d'un secrétaire local du parti, Ovtchinnikov, déclarant qu'il faut « récolter le grain à tout prix ! Nous détruirons tout, mais nous le saisissons ! ». Sa tactique consistait à extorquer les semences, à confisquer vaches, pommes de terre et saumures : toutes les tactiques prévues par les décrets de 1932 pour le Caucase du Nord et l'Ukraine.

Cholokhov raconte aussi ce qui arriva après que le Parti communiste eut purgé ses rangs subalternes. Ceux qui perdirent leur carte du parti furent arrêtés ; leurs familles n'eurent plus accès aux aliments rationnés, et se mirent elles aussi à mourir de faim. Et l'écrivain d'implorer Staline d'envoyer dans la *stanitsa* des communistes « authentiques » qui aient le courage d'arrêter la crise. Utilisant le vocabulaire stalinien, il demande au dirigeant soviétique d'aider à « démasquer » ceux qui avaient battu et tourmenté les paysans, volé leurs céréales, et détruit l'économie agricole de la région. La réponse de Staline fut brutale. Dans deux télégrammes et une réponse manuscrite, il se dit désolé d'apprendre ces erreurs dans le travail du parti. Il offre d'envoyer une aide matérielle à la *stanitsa* de Vechenskaïa et dans le district voisin de Verkhne-Donskii. Mais sa sympathie avait des limites. La perspective de l'écrivain lui paraissait incomplète : « Vous ne voyez qu'un aspect des choses, dit-il à Cholokhov. Les céréaliers de votre région (et pas seulement de la vôtre) se livrent au sabotage et laissent l'Armée rouge sans grain. » Ces hommes pouvaient bien avoir l'air de simples paysans, expliqua Staline, mais ils livraient une « guerre » tranquille, sans effusion de sang, mais néanmoins efficace « contre le pouvoir soviétique ». Peut-être l'écrivain les croyait-il inoffensifs ? En ce cas, il se trompait lourdement.

Cette réponse de Staline à Cholokhov au printemps 1933, au plus fort de la famine, fait écho aux accusations de complot portées dans sa correspondance personnelle aussi bien que dans ses discours ou dans les débats au sein du parti : ceux qui mouraient de faim n'étaient pas innocents ; au contraire, c'étaient des traîtres, des saboteurs, qui complotaient pour saper la révolution prolétarienne. Ils menaient une « guerre contre le pouvoir soviétique ».

Alors qu'en 1921 la direction soviétique avait parlé des paysans affamés comme de victimes, en 1933 Staline inversa les choses. Ceux qui mouraient de faim n'étaient pas les victimes, mais les criminels. Loin de subir, ils étaient responsables de leur terrible destin. Ils avaient provoqué la famine, ils méritaient donc de mourir. De cette appréciation découlait une conclusion logique : l'État était fondé à refuser de les aider à rester en vie.

Tel était l'argument que Staline devait faire valoir jusqu'à la fin de sa vie. Jamais il ne nia, ni auprès de Cholokhov ni auprès de quiconque, que des paysans fussent morts d'une famine provoquée par la politique de l'État en 1933, et il ne s'en excusa assurément jamais. Il lut visiblement les lettres de Cholokhov et les prit assez au sérieux pour lui répondre. Mais jamais il n'admit qu'un élément important de sa politique était mauvais : pas plus la collectivisation que l'expropriation, les perquisitions ou les extorsions. Il rejeta toute la responsabilité des pénuries alimentaires et des morts en masse sur les épaules de ceux qui mouraient<sup>43</sup>.

C'est assurément ce qu'il déclara au parti. Au Congrès des vainqueurs, début 1934, où Staline avait dénoncé le nationalisme, il prédit aussi d'autres violences : « Nous avons défait les koulaks », mais la liquidation n'était pas encore complète. Les agents de l'ancien régime – les « anciens », comme il disait – pouvaient encore faire beaucoup de mal. Plus exactement, le parti devait s'attendre à une résistance accrue de ces « classes moribondes » : « C'est précisément parce qu'elles meurent et que leurs jours sont comptés qu'elles vont passer d'une forme d'attaque à une autre, plus incisive, en appelant aux sections arriérées de la population pour les mobiliser contre le régime soviétique<sup>44</sup>. »

Cela s'accordait avec la pensée marxiste : l'intensification des contradictions, la tension accrue étaient les signes précurseurs du changement révolutionnaire. Autrement dit, les millions de morts ne prouvaient pas l'échec de la politique stalinienne. C'était au contraire un signe de succès. La victoire était acquise, l'ennemi défait. Tant que l'Union soviétique vécut, cette vue ne devait jamais être contestée.

## CHAPITRE 14

### *Le camouflagement*

*Il n'y a ni famine ni morts de faim, simplement une mortalité généralisée liée aux maladies dues à la malnutrition.*

WALTER DURANTY, *The New York Times*, 31 mars 1933

*Je suis presque illettré et j'écris simplement, mais ce que j'écris est vrai et la vérité, dit-on, triomphera du mal.*

PETRO DROBYLKO, province de Soumy, 1933<sup>1</sup>

En 1933, on savait en ville que les villages se mouraient. Les dirigeants et cadres du Parti communiste ou du gouvernement le savaient aussi. Chacun en avait les preuves sous les yeux : les paysans dans les gares, les rapports venant de la campagne, les scènes dans les cimetières et les morgues. Que les dirigeants soviétiques l'aient su ne fait aucun doute. En mars 1933, Kossior adressa à Staline une lettre où il parlait explicitement de la faim – les provinces de l'Ukraine imploraient l'aide du Comité central – et prévoyait le pire, observant que « même la famine n'a pas inculqué le bon sens aux paysans », encore trop lents dans leurs semailles du printemps<sup>2</sup>. En avril, il écrivit de nouveau, notant le grand nombre de gens qui rejoignaient désormais les fermes collectives : « La famine, qui a touché en premier lieu les paysans indépendants, a joué un grand rôle<sup>3</sup>. »

Dans le monde soviétique officiel, cependant, la famine ukrainienne, ou plus généralement soviétique, n'existait pas. Elle n'existait ni dans la presse ni dans les discours publics. Les dirigeants nationaux et locaux n'en parlaient pas et ne devaient jamais l'évoquer. Alors que la famine de 1921 avait suscité un appel solennel, largement entendu, à l'aide internationale, celle de 1933 fit l'objet d'un déni total, tant en Union soviétique qu'à l'étranger : il n'y avait pas réellement de pénurie alimentaire. L'objectif était de faire disparaître la famine, comme si elle n'avait jamais existé. En ces temps qui ignoraient la télévision et l'Internet, avant l'ouverture des frontières et les voyages, c'était plus facile d'y parvenir que ça ne le serait au <sup>xxi</sup>e siècle. Même en 1933, cependant, le camouflagement nécessita un effort extraordinaire de la part de nombreuses personnes au fil de longues années.

La négation organisée de la famine commença très tôt, avant même que le pire ne se fût produit. D'emblée, ses inspirateurs poursuivirent un certain nombre d'objectifs. En URSS même, le camouflagement n'était que partiellement destiné à duper la population, ou tout au moins ceux qui n'avaient pas une connaissance directe de la famine, même s'il n'y réussit probablement pas. Les rumeurs se révélèrent incontrôlables et circulèrent – Staline le savait très bien – jusque dans les familles de l'élite bolchevique. En revanche, les lettres de protestation, très souvent envoyées par toutes sortes de gens – paysans, officiels, bureaucrates – dans les années menant à la famine cessèrent bientôt. On trouve en Union soviétique des preuves anecdotiques d'un effort pour surveiller les courriers qui arrivaient à l'Armée rouge. Le frère de Maria Bondarenko, qui servait dans le Caucase, raconta à sa sœur qu'aucun des soldats ukrainiens ne reçut de courrier des siens en 1933. Des membres de son unité finirent par retrouver les lettres retenues. C'est alors seulement qu'ils surent la vérité sur le sort de leurs familles<sup>4</sup>. D'autres soldats ne reçurent jamais aucune lettre des leurs en 1932 ou 1933 – comme si leur famille avait subitement disparu, se rappelaient certains<sup>5</sup>.

Le discours public fit l'objet d'efforts plus intenses encore. Survivant de la famine, un soldat de l'Armée rouge ukrainienne fut appelé en 1934. Au cours d'une classe d'« instruction politique » que tous les soldats devaient suivre, il posa une question sur la famine au professeur, qui lui répondit

sèchement : « Il n'y a pas eu de famine, et il ne saurait y en avoir ; tu feras dix jours au mitard si tu continues de parler comme ça<sup>6</sup>. » Quant aux étudiants et ouvriers envoyés à la campagne pour aider à rentrer la moisson de 1933, on leur rappela souvent sèchement de ne pas parler de ce qu'ils avaient vu. Par peur, beaucoup obéirent. On nous a dit de nous « coudre la bouche », rapporte l'une d'elles<sup>7</sup>. Tout le monde comprenait le code du silence :

Au travail, personne ne parlait de la famine ni des corps dans les rues, comme si nous trempions tous dans une conspiration du silence. Nous ne parlions des terribles nouvelles des villages qu'avec nos amis les plus proches et les plus sûrs [...]. Les rumeurs se trouvèrent confirmées quand, ordre leur ayant été donné d'aller dans les campagnes aider aux moissons, les citadins virent eux-mêmes d'où venaient les squelettes vivants qui hantaient les rues de nos villes<sup>8</sup>.

Le tabou frappant toute évocation de la famine en public concernait aussi le personnel médical. Médecins et infirmières se souviennent qu'on leur demanda d'« inventer quelque chose » pour les certificats de décès ou d'imputer tous les cas de famine à des « maladies infectieuses » ou des « arrêts cardiaques<sup>9</sup> ».

La peur gagna même la correspondance entre officiels. En mars, dans une lettre au Comité central du Parti communiste ukrainien, le secrétaire du gouvernement local de Dnipropetrovsk déplora que les nombreux cas de famine, de corps gonflés et de morts de faim ne fassent l'objet d'aucune attention officielle parce que les responsables des échelons inférieurs omettaient de les rapporter : « On estimait que c'était être antiparti, qu'il était même répréhensible d'y réagir. » Dans un cas, le secrétaire villageois du parti dont le corps avait gonflé sous l'effet de la faim négligea de rapporter quoi que ce soit tant il avait peur de la censure<sup>10</sup>.

L'urgence passant, la vigilance officielle s'étendit aux archivistes. En avril 1934, la direction provinciale d'Odessa adressa une note à tous les comités locaux du parti, pour les avertir de la « manière criminellement scandaleuse » dont les naissances et les décès étaient enregistrés : « Dans un certain nombre de conseils de village, ce travail est en fait entre les mains d'ennemis de classe : koulaks, séides de Petlioura, déportés spéciaux, etc. » Soi-disant pour renforcer la surveillance, les chefs d'Odessa retirèrent à tous lesdits conseils les registres de décès de 1933, « sans exception », mais aussi de 1932, dans certaines régions<sup>11</sup>. Il existe des ordres analogues pour la province de Kharkiv, où les autorités exigèrent tous les registres de décès de novembre 1932 à la fin de l'année 1933, au prétexte qu'ils se trouvaient entre les mains d'« éléments de classe hostiles », comme les koulaks, les petliouristes et les déportés spéciaux<sup>12</sup>.

En réalité, les deux types de documents se conformaient à une formule identique, résultant probablement d'un ordre des autorités ukrainiennes visant à détruire les preuves de la famine<sup>13</sup>. Même si les chiffres de la mortalité établis aux niveaux provincial et national restèrent dans les archives des statistiques, au niveau du village les dossiers furent souvent détruits. Des témoins des provinces de Jytomyr et Tchernihiv ont raconté la disparition des registres de décès de leurs villages en 1933-1934<sup>14</sup>. À Vinnytsia, observe Stepan Podolian, on avait demandé à son père de brûler les registres du village et de les réécrire en éliminant toute allusion à la faim<sup>15</sup>.

Aux plus hauts échelons, le maquillage devint une forme de discipline du parti, un moyen de contrôler les cadres, et même d'éprouver leur loyauté. Afin de prouver leur dévouement, les membres du parti devaient accepter et endosser les mensonges officiels. Roman Terekhov, un des chefs du parti à Kharkiv, osa employer le mot « famine » en présence de Staline et en public au cours de l'automne 1932. La réponse du dirigeant soviétique fut cinglante : « Tu racontes ces salades en imaginant que tu vas nous intimider, mais ça ne prendra pas ! Va donc à l'Union des écrivains écrire des contes de fées pour les idiots<sup>16</sup>. » Deux semaines plus tard, Terekhov perdait son poste.

On trouve un écho de cet incident dans les discours de la Conférence du parti, l'année suivante. Beaucoup de communistes ukrainiens devaient parler de « problèmes » ou de « difficultés », très rarement de « famine ». Bien entendu, ils savaient ce qui se passait mais, pour survivre, ils devaient observer les tabous du Kremlin. En privé, les lettres de Kossior à Staline le prouvent, on continuait d'employer le mot. Même s'il n'existe aucune trace écrite d'un ordre interdisant d'utiliser le mot « famine » en public, on est frappé de voir combien son usage était rare<sup>17</sup>. Les officiels soviétiques utilisaient plutôt des euphémismes. Quand un consul japonais en poste à Odessa s'enquit de la réalité de la famine, par exemple, on lui répondit qu'il y avait des « pénuries de vivres, pas de famine<sup>18</sup> ».

Les victimes étaient plus difficiles à bannir. Après l'inhumation des corps dans des fosses communes anonymes et la modification des registres de décès, restait le problème des statistiques soviétiques. En 1937, le Bureau du recensement entreprit de dénombrer la population : tâche immense que la nécessité de coordonner la planification centrale rendait urgente. Alors même que

s'engageait cette opération complexe – des millions de gens devaient remplir des formulaires –, la direction soviétique s'inquiéta du résultat possible. « *Pas un seul chiffre* du recensement ne saurait être publié », annonça-t-on aux employés des services statistiques locaux en décembre 1936. Il ne devait *pas* y avoir non plus de « traitement préliminaire des matériaux bruts<sup>19</sup> ».

Le résultat final du recensement de 1937 n'en fut pas moins un choix. La presse avait anticipé en laissant croire à un essor démographique, « signe de la forte amélioration du niveau de vie de nos ouvriers » après « dix années de lutte héroïque pour le socialisme<sup>20</sup> ». Ne voulant pas être accusés d'envoyer un message négatif, les statisticiens avaient eux aussi adressé des rapports réguliers en ce sens. Un rapport préliminaire laissa prudemment entendre que le niveau de la population pouvait bien se révéler inférieur à ce qui était prévu en Ukraine, au Caucase du Nord et dans la région de la Volga – « où la résistance des koulaks à la collectivisation fut particulièrement déterminée et âpre » –, mais il ne s'étendit guère. Globalement, les projections étaient optimistes. En 1934, les responsables du recensement estimèrent la population de l'URSS à 168 millions d'habitants. En 1937, ils l'évaluaient à 170, voire 172 millions. Quand les vrais chiffres finirent par tomber, ils étaient très différents.

L'URSS comptait en fait 162 millions d'habitants, soit un « manque » de 8 millions pour ceux qui s'attendaient à 170 millions. Ce chiffre approximatif comprenait les victimes de la famine et leurs enfants qui n'étaient pas nés. Il reflétait aussi le chaos des années de famine. Les paysans mourant au bord de la route, les migrations de masse, les déportations, l'impossibilité de tenir des statistiques exactes dans les villages où tout le monde mourait de faim, y compris les officiels – tout concourait à rendre plus difficile la tâche des recenseurs<sup>21</sup>. En vérité nul ne savait vraiment combien de gens étaient morts et combien vivaient, comptés ou non. Les recenseurs avaient péché par prudence.

Plutôt que d'accepter le résultat, Staline le supprima. Le régime organisa des réunions, créa des commissions d'experts. Une résolution spéciale du Comité central décréta que le recensement avait été mal organisé et peu professionnel : il représentait une « violation grossière des principes fondamentaux de la science statistique<sup>22</sup> ». Selon la revue *Bolchevik*, le recensement avait été « perturbé par les méprisables ennemis du peuple – les espions trotskistes et boukhariniens et les traîtres à la mère patrie qui avaient infiltré la direction du Bureau central de la comptabilité économique du peuple [...]. Les ennemis du peuple s'étaient donné pour objectif de fausser le chiffre réel de la population<sup>23</sup> ».

La publication du recensement de 1937 fut aussitôt arrêtée. Les résultats ne devaient jamais paraître. Les statisticiens eux-mêmes en payèrent le prix. Le chef du Bureau du recensement Ivan Kraval, logé à l'époque dans la Maison sur le Quai, fut arrêté et fusillé par un peloton d'exécution en septembre. Ses plus proches collègues furent eux aussi mis à mort. La vague de répression déferla sur le Kazakhstan et l'Ukraine aussi bien que sur les provinces russes, où des centaines de responsables subalternes du recensement furent limogés, parfois même arrêtés et exécutés. La répression s'abattit non seulement sur les responsables directs, mais aussi sur les statisticiens qui avaient pu avoir accès aux chiffres originels. Mykhailo Avdiienko, rédacteur en chef de *Statistiques soviétiques* à Kyiv, fut arrêté en août et exécuté en septembre. Oleksandr Askatine, chef du département économique de l'Académie ukrainienne des sciences, connut le même sort<sup>24</sup>.

En novembre, ces hommes furent remplacés par des cadres entièrement nouveaux, chacun comprenant désormais qu'il était extrêmement dangereux de produire des chiffres exacts<sup>25</sup>. Un nouveau recensement fut dûment engagé. Cette fois, Staline n'attendit pas le résultat. Dès avant qu'il ait eu lieu, il cria victoire :

Sous le soleil de la Grande Révolution socialiste se produit une augmentation de la population étonnamment rapide, encore jamais vue. Une puissante industrie socialiste a donné le jour à de nouvelles professions. Des dizaines de milliers de gens, qui hier encore étaient des travailleurs non qualifiés, sont aujourd'hui devenus maîtres dans les branches de production les plus diverses. Les stakhanovistes d'hier sont aujourd'hui devenus techniciens et ingénieurs. Des millions de petits propriétaires paysans, qui menaient une vie de misère, sont devenus des fermiers collectifs prospères, créateurs des moissons socialistes [...]. Le recensement de la population de l'Union doit montrer les grands changements survenus dans la vie du peuple, l'élévation du niveau culturel et matériel des masses, la meilleure qualification des ouvriers d'usine et des employés de bureau [...]<sup>26</sup>.

Staline obtint ce qu'il avait ordonné : au dix-huitième Congrès du parti en mars 1939, avant même que le décompte ne fût terminé, il annonça en fanfare que la population soviétique avait bel et bien atteint les 170 millions<sup>27</sup>.

Le moment venu, les statisticiens trouvèrent le moyen de faire correspondre les chiffres à la rhétorique. Ils truquèrent les données pour masquer le nombre élevé des prisonniers dans le nord et l'est de l'URSS – les années 1937-1939 furent une période de forte expansion du Goulag – et, bien entendu, cacher les ravages de la famine. Les formulaires de recensement de plus de

350 000 personnes domiciliées ailleurs furent assignés à l'Ukraine ; 375 000 autres âmes mortes furent attribuées au Kazakhstan. Outre l'altération des chiffres généraux, les recenseurs effacèrent des petits groupes ethniques et nationaux et modifièrent l'équilibre de la population dans des régions ethniquement divisées afin de se conformer à la politique soviétique. Et surtout ils augmentèrent la population d'au moins 1 %. Des décennies durant, le recensement de 1939 fut présenté en modèle de recherche statistique<sup>28</sup>.

Avec la publication du recensement de 1939, la grande famine disparut non seulement de la presse mais aussi de la démographie, de la vie politique et de la bureaucratie soviétiques. L'État soviétique ne tint jamais la liste des victimes, de leur vie ou de leur mort. Aussi longtemps qu'il exista, il n'accepta jamais qu'ils fussent morts.

La violence, la répression et la falsification du recensement réussirent à étouffer toute discussion sur la famine en URSS. Mais le maquillage de la famine à l'étranger exigeait une tactique différente. Hors de l'Union soviétique, il n'était pas si facile de contrôler l'information, qui traversait les frontières comme les hommes. En mai 1933, un journal ukrainien de Lviv (alors ville polonaise) publia un article dénonçant la famine comme une attaque contre le mouvement national ukrainien :

La rive est du Zbroutch [la frontière] ressemble désormais à un véritable camp militaire qu'il est difficile à un citoyen de franchir même de nuit, comme en temps de guerre. Nous en sommes informés par des réfugiés qui ont dernièrement réussi à traverser à gué [...]. Ils sont arrivés comme des squelettes vivants parce que la famine y est terrible. On tue même les chiens, et les esclaves actuels des fermes collectives sont nourris de viande de chien, car dans l'Ukraine fertile on n'a droit ni au pain ni aux pommes de terre<sup>29</sup>.

D'autres nouvelles arrivèrent par des officiels et des consuls franchissant légalement la frontière mais aussi par des lettres expédiées des ports, envoyées par des voyageurs ou échappant à la censure. Des Allemands de souche écrivirent à des particuliers aux États-Unis et en Allemagne, tantôt à des parents, tantôt aux dirigeants inconnus de leurs communautés religieuses : « Chers pères et frères de la lointaine Allemagne, supplique venant de Russie, de moi qui porte un nom allemand [...]. J'en appelle à vos conseils et à votre aide pour vous dire ce qu'il y a dans mon cœur affligé<sup>30</sup>. » Des lettres parvinrent aussi au Canada.

Ces courriers eurent un impact, tout comme les rares réfugiés. En pleine famine, des Ukrainiens de l'étranger se mirent à protester, de manière pacifique ou autre. Des hommes politiques d'origine ukrainienne évoquèrent la famine dans les sessions du Parlement polonais et la décrivirent dans la presse de langue ukrainienne<sup>31</sup>. En octobre 1933, Mykola Lemyk, membre d'une organisation nationaliste ukrainienne en Pologne, assassina le secrétaire du consul soviétique de Lviv. Au cours de son procès, devant un tribunal polonais, Lemyk, qui avait espéré tuer le consul lui-même, expliqua avoir voulu se venger de la famine<sup>32</sup>. À la fin du mois, la communauté ukrainienne de Pologne essaya d'organiser une manifestation de masse afin de protester contre la famine : craignant de nouvelles violences, les autorités polonaises y mirent le holà<sup>33</sup>.

À la même époque, à l'autre bout du monde, le Conseil national ukrainien, formé en mai 1933, organisa des manifestations dans les rues de Winnipeg, au Canada, et adressa au président Roosevelt une lettre accompagnée d'un récit de la famine par un témoin oculaire<sup>34</sup>. Lors d'une réunion à l'église ukrainienne de Winnipeg, les dirigeants de la diaspora lurent des lettres reçues d'Ukraine exhortant l'opinion à aider leur pays à « rompre » avec l'URSS<sup>35</sup>. À Bruxelles, Prague, Bucarest, Genève, Paris, Londres et Sofia, notamment, des Ukrainiens créèrent des comités d'action qui essayèrent, sans beaucoup de chance, de faire connaître la famine et d'acheminer de l'aide aux affamés<sup>36</sup>.

Des informations arrivèrent aussi *via* l'Église catholique. En Pologne, des prêtres catholiques ukrainiens de rite grec organisèrent des quêtes pour les victimes de la famine en 1933, décidèrent d'une journée de deuil et accrochèrent des drapeaux noirs aux façades des églises ukrainiennes et au siège local de Prosvita, l'institut culturel ukrainien<sup>37</sup>. Des diplomates aussi bien que des prêtres italiens et polonais qui avaient des contacts en URSS alertèrent également la hiérarchie de l'Église. Le Vatican reçut d'abord une description écrite de la famine en avril 1933 *via* une lettre anonyme acheminée en fraude depuis le port russe de Novorossisk. Une deuxième lettre anonyme arriva du Caucase du Nord à Rome en août. Le pape Pie XI ordonna la publication des deux lettres dans le journal du Vatican, *L'Osservatore Romano*<sup>38</sup>. Ce même mois, l'archevêque de Vienne, le cardinal Innitzer, lança un appel alarmiste, dénonçant les conditions de famine en Russie et dans les « districts ukrainiens de l'Union soviétique » :

[Elles] s'accompagnent de phénomènes cruels propres à la famine de masse comme l'infanticide et le cannibalisme [...]. Il est d'ores et déjà établi que cette catastrophe se prolonge encore, même à l'époque de la nouvelle moisson. Dans quatre mois,

elle atteindra un nouveau sommet. De nouveau, des millions de vies seront perdues. Se contenter d'observer cette situation sans rien faire serait accroître la responsabilité du monde civilisé dans l'hécatombe en Russie. Ce serait porter la culpabilité du fait que des hommes meurent de faim en Russie à une époque où des régions du monde sont presque gorgées d'un excédent de blé et de vivres<sup>39</sup>.

Plus tard, Innitzer devait recevoir une forme de preuve inhabituelle : deux douzaines de photographies prises par Alexander Wienerberger, ingénieur autrichien qui travaillait dans une usine de Kharkiv et fit passer ses clichés clandestinement. Conservées dans les archives diocésaines de Vienne, elles restent les seules photographies confirmées de victimes de la famine ukrainienne en 1933<sup>40</sup>. On y voit des gens mourant de faim au bord de la route, des maisons vides et des fosses communes. Elles ne laissent aucun doute sur l'ampleur de la tragédie. En 1933, cependant, le problème de l'Église n'était pas d'obtenir des preuves, il était politique. Un débat éclata au sein même du Vatican, une faction voulant envoyer une mission de secours en URSS tandis qu'une autre prêchait la prudence diplomatique. L'argument de la prudence l'emporta. Alors que le Vatican continuait de recevoir des renseignements sur la famine, pour l'essentiel le Saint-Siège garda le silence. La victoire électorale de Hitler en janvier 1933 créa, entre autres choses, un piège politique : la hiérarchie redouta qu'une dénonciation vigoureuse de la famine soviétique ne donnât l'impression que le pape favorisait l'Allemagne nazie<sup>41</sup>.

De semblables discussions eurent lieu ailleurs, dictées par les mêmes contraintes politiques. Nombre de ministères européens des Affaires étrangères disposèrent en temps réel d'informations solides sur la famine. De fait, en 1933, l'Ukraine ne manquait pas d'observateurs étrangers attentifs. Gradenigo, le consul italien qui vécut à Kharkiv entre 1930 et 1934, mesura à la fois l'ampleur de la famine et son impact sur le mouvement national ukrainien. Il n'avait pas le moindre doute.

La faim résulte principalement d'une famine organisée et voulue « pour donner une leçon aux paysans » : [...] Le désastre actuel provoquera une colonisation de l'Ukraine à prédominance russe. Celle-ci transformera son caractère ethnographique. Dans un avenir peut-être proche, on ne pourra plus parler d'une Ukraine, ni d'un peuple ukrainien, ni donc d'un problème ukrainien non plus, puisque l'Ukraine sera devenue de fait une région russe<sup>42</sup>.

En 1933, le consul allemand d'Odessa ne fut pas moins formel quant aux origines de la famine :

Les dirigeants communistes ne permettent pas aux paysans de se souvenir trop longtemps de leurs épreuves en veillant à ce qu'elles s'enchaînent sans délai en sorte que, qu'on le veuille ou non, les vieilles peurs sont oubliées. Jadis, quand le malheur frappait un villageois, des générations entières s'en souvenaient<sup>43</sup>.

Diplomate allemand en poste à Moscou, puis conseiller important de Hitler (plus tard de la CIA) pour la politique soviétique, Gustav Hilger crut aussi à l'époque à une famine artificielle :

Notre impression, à l'époque, était que les autorités s'abstenaient délibérément d'aider la population éprouvée, hormis ceux qui étaient organisés en fermes collectives, afin de démontrer au paysan récalcitrant que la seule solution de rechange à la collectivisation était de mourir de faim<sup>44</sup>.

Tant en Italie qu'en Allemagne – l'une était déjà un État fasciste, l'autre était en train de le devenir –, la famine n'eut cependant aucun impact sur la politique officielle. Benito Mussolini lut et annota personnellement certaines notes venant d'Ukraine mais n'en dit jamais le moindre mot en public, peut-être parce qu'il n'était pas dans la nature de son régime de s'apitoyer ou que les Italiens, qui avaient conclu en septembre 1933 un traité de non-agression avec l'URSS, s'intéressaient plus au commerce<sup>45</sup>. Mais, en dehors d'efforts délibérément discrets pour aider les Allemands de souche puis exploiter la famine dans la propagande nazie, les Allemands n'essayèrent pas non plus de protester ni d'offrir de l'aide.

Tous les rapports ne furent pas crus. Des diplomates polonais profondément choqués par la famine s'offusquèrent de voir leurs comptes rendus rejetés. En janvier 1934, Stanislaw Kosnicki, le chef du consulat de Kyiv, se vit reprocher d'avoir inclus trop d'« informations sur la famine, la misère, la persécution de la population, le combat contre l'ukrainité, etc. ». De même que leurs collègues, néanmoins, les diplomates polonais ne doutaient pas que la famine et les répressions fissent partie d'un plan : « Les arrestations massives et les persécutions ne sauraient s'expliquer ni se justifier par le danger que représente le mouvement national ukrainien [...]. La véritable cause de l'action réside dans la politique à long terme et mûrement réfléchie des dirigeants de Moscou, de plus en plus impérialistes, s'employant à renforcer le système politique et les frontières de l'État<sup>46</sup>. »

Les diplomates britanniques, en revanche, n'eurent aucun mal à croire aux pires histoires dont ils eurent connaissance. Ils avaient tout un réseau d'informateurs, dont l'expert agricole canadien Andrew Cairns, qui parcourut l'Ukraine et le Caucase du Nord en 1932 pour le compte de l'Empire Marketing Board. Cairns rapporta avoir vu des « paysans faméliques en haillons, certains quémendant du pain, la plupart attendant, le plus souvent en vain, des tickets, beaucoup grimpaient sur les marchepieds ou sur le toit encombré des automobiles, tous crasseux et misérables, sans la

moindre trace de sourire<sup>47</sup> ». Il conclut également que le plan gouvernemental d'exportation de grain était « ridicule » et ne saurait être réalisé<sup>48</sup>.

Or, non content de ne proposer aucune aide, le gouvernement britannique s'employa à décourager diverses initiatives indépendantes pour apporter des vivres aux affamés en 1933, sous prétexte que le gouvernement soviétique y était hostile et qu'il était donc naïf de les engager. Laurence Collier, alors chef du service Nord au Foreign Office s'opposa à la présence d'Ukrainiens de la diaspora dans diverses associations caritatives : « Tout ce qui est lié au nationalisme ukrainien est comme un chiffon rouge devant un taureau pour les autorités soviétiques. » Si Collier comprit parfaitement de quoi il retournait – « j'ai rarement lu document plus convaincant », écrivit-il à propos du rapport de Cairns –, il préféra ne pas faire de vagues<sup>49</sup>.

Ce silence diplomatique convenait aux dirigeants soviétiques, qui avaient de bonnes raisons d'empêcher les histoires sur la famine de se propager. Alors que l'objectif bolchevique d'une révolution mondiale avait été repoussé dans l'avenir lointain, il n'avait jamais été entièrement abandonné. En 1933, un changement radical en Europe semblait de nouveau plausible. Le continent était en pleine crise économique ; en Allemagne, Hitler venait d'accéder à la chancellerie. Pour un marxiste-léniniste, la dégradation de la situation internationale voulait dire que la crise finale du capitalisme devait approcher. Dans ce contexte, les perceptions de l'URSS à l'étranger importaient beaucoup aux dirigeants soviétiques qui espéraient se servir de la crise pour présenter l'Union soviétique comme une civilisation supérieure.

Les dirigeants soviétiques se souciaient aussi de l'opinion publique étrangère pour des raisons intérieures. Depuis 1917, les étrangers, du communiste américain John Reed à Anatole France, avaient été déployés en URSS comme une sorte de ballast de la propagande. Le pays publiait et diffusait les écrits des étrangers qui louaient le travail accompli par la révolution, tout comme les observations des visiteurs enthousiastes – communistes, écrivains, intellectuels – à qui l'on faisait visiter les écoles, les fermes et les usines soviétiques. Dans le sillage de la famine, la direction soviétique encouragea ces compagnons de route à repousser toutes ces histoires de pénurie alimentaire. Certains le firent.

Leurs mobiles étaient mélangés. D'aucuns, tels les socialistes britanniques Beatrice et Sidney Webb, étaient de « vrais croyants » qui aspiraient à une forme de révolution socialiste dans leur pays et cherchaient donc à utiliser à leurs fins l'exemple de l'URSS. Avertis de la famine, les Webb la mirent en sourdine pour louer la collectivisation : « L'expérience des trois dernières moissons paraît justifier l'affirmation du gouvernement soviétique suivant laquelle les difficultés initiales de cette transformation géante ont été surmontées, écrivirent-ils en 1936. En vérité, on n'a guère de raisons de douter que la production globale de denrées alimentaires augmente très rapidement<sup>50</sup>. »

D'autres visiteurs semblent avoir été animés par la vanité aussi bien que par la pompe et les faveurs que l'URSS réservait aux célébrités. En 1931, accompagné de la parlementaire Nancy Astor, George Bernard Shaw fêta son soixante-quatrième anniversaire à Moscou où il eut droit à un banquet – végétarien, conformément à ses goûts. Accueilli par diverses délégations et fanfares, Shaw se montra d'humeur expansive quand il s'adressa à son auditoire d'officiels soviétiques et d'éminents étrangers<sup>51</sup>. Remerciant ses hôtes, il se déclara ennemi des colporteurs de rumeurs antisoviétiques. Apprenant qu'il se rendait en Russie, raconta-t-il, des amis lui avaient donné des conserves pour le voyage : « Ils pensaient que la Russie mourait de faim. Mais j'ai balancé toute la nourriture par la fenêtre, en Pologne, avant d'atteindre la frontière soviétique. »

Son auditoire « sursauta », rapporta un journaliste qui se trouvait dans le public : « On perçut la réaction convulsive dans leur ventre. Une boîte de bœuf anglais suffirait à faire un jour de fête mémorable au domicile des ouvriers et intellectuels présents<sup>52</sup>. » La pièce d'Andreï Platonov, *Quatorze petites isbas rouges...*, permet de se faire une idée de la lassitude cynique avec laquelle au moins certains membres de l'intelligentsia soviétique reçurent ces étrangers prudhommesques : « Où puis-je voir le socialisme ? demande un intellectuel étranger en visite. Montrez-le-moi tout de suite. Le capitalisme m'irrite<sup>53</sup>. »

Durant l'été de la famine, la version la plus importante de l'antihéros de Platonov fut le radical Édouard Herriot, ancien président du Conseil, invité fin août 1933 en Ukraine afin de balayer les rumeurs croissantes de famine. Apparemment, sa motivation était politique. Comme d'autres hommes d'État « réalistes » de nombreuses capitales occidentales, il souhaitait encourager les relations commerciales de son pays avec l'URSS sans se soucier outre mesure de la nature de son gouvernement. En quinze jours, il visita une colonie modèle d'enfants, aperçut des boutiques dont les rayons avaient été remplis à la hâte, descendit le Dniepr en bateau et rencontra des paysans et

des ouvriers enthousiastes spécialement coachés pour l'occasion. Avant son arrivée, l'hôtel d'Herriot fut précipitamment rénové, et les uniformes du personnel renouvelés.

Le point culminant du voyage fut la visite dans une ferme collective. Il en garda le souvenir de jardins potagers « admirablement irrigués et cultivés » : « J'ai traversé l'Ukraine. Eh bien ! Je vous affirme que je l'ai vue tel un jardin en plein rendement<sup>54</sup>. » Suivant les rapports de l'OGPU, Herriot posa une question sur la famine, mais on lui assura que les difficultés passées étaient maintenant surmontées<sup>55</sup>. La *Pravda* exploita aussitôt la visite à des fins de propagande intérieure et déclara fièrement que Herriot avait « catégoriquement démenti les mensonges de la presse bourgeoise à propos d'une famine en URSS<sup>56</sup> » – au cas où ils seraient parvenus d'une manière ou d'une autre aux oreilles des citoyens soviétiques.

Les diplomates et les visiteurs isolés ne représentaient pas un défi particulièrement difficile pour les autorités soviétiques. Les mandarins des Affaires étrangères étaient trop discrets pour exprimer leurs opinions. Des hommes tels que Herriot et Shaw ne parlaient pas la langue et n'étaient pas maîtres de leurs itinéraires ; il était relativement aisé de surveiller ce qu'ils voyaient et qui ils rencontraient. En revanche, la manipulation des membres de la presse étrangère à Moscou nécessitait beaucoup plus de finesse. Leurs déplacements et conversations ne pouvaient être entièrement contrôlés, et on ne pouvait leur dicter ce qu'ils devaient écrire.

En 1933, le régime avait déjà eu des déconvenues avec des journalistes indépendants d'esprit. Ainsi de Rhea Clyman, extraordinaire Canadienne qui séjourna quatre ans à Moscou avant de décider de traverser l'URSS en compagnie de deux Américaines d'Atlanta. Aux prises avec les autorités à chaque tournant, elle fut finalement arrêtée à Tbilissi durant l'été 1932 et déportée de force (les deux autres femmes poursuivirent jusqu'à Tachkent avant de connaître le même destin)<sup>57</sup>. Le résultat fut cette manchette du *Toronto Evening Telegram* en lettres énormes :

Auteur Telegram Writer chassée de Russie

Rhea Clyman dévoile Conditions Camp de prisonniers

Irrite Dictateurs Soviétiques<sup>58</sup>

Sachant qu'elle ne pourrait jamais retourner en URSS, Clyman publia une série d'articles macabres mais exacts, décrivant la vie des familles de koulaks expédiées dans le Grand Nord, les pénuries alimentaires croissantes en Ukraine et les premiers camps du Goulag en Carélie près de la frontière finlandaise. Elle décrivit aussi les contrecoups de la collectivisation en Ukraine :

Les villages étaient étrangement abandonnés et désertés. Au début, je n'arrivais pas à comprendre. Les maisons étaient vides, les portes grandes ouvertes, les toitures effondrées. J'avais l'impression que nous marchions sur les brisées de quelque horde affamée qui fonçait devant nous et dévastait tout [...]. Quand nous eûmes traversé dix, quinze de ces villages, je commençai à comprendre. C'étaient les foyers de ces milliers de paysans expropriés – les koulaks – que j'avais vus travailler dans les mines et couper du bois dans le Nord. Nous continuâmes à toute vitesse, soulevant un épais nuage de poussière devant et derrière, mais ces mêmes maisons vides nous fixant de leurs yeux invisibles continuaient de nous devancer<sup>59</sup>.

Si les écrits de Clyman embarrassaient le gouvernement soviétique, ni elle ni son journal n'avaient assez de prestige pour émouvoir à un niveau plus élevé. Son expulsion aida l'État soviétique à maintenir l'ordre, faisant passer le message : les journalistes plus reconnus et influents basés à Moscou devaient faire attention s'ils voulaient garder leur poste.

En vérité, ils devaient prendre garde s'ils voulaient pouvoir tout simplement faire leur travail. À l'époque, les correspondants à Moscou devaient avoir une carte de séjour mais aussi un permis officiel pour envoyer leurs articles. Sans une signature et le cachet officiel du bureau de la presse, le service central du télégraphe n'envoyait aucune dépêche à l'étranger. Pour obtenir cette autorisation, les journalistes négociaient sans cesse avec les censeurs des Affaires étrangères au sujet des mots qu'ils pouvaient employer et devaient rester en bons termes avec Constantin Oumanski, responsable soviétique de la presse étrangère<sup>60</sup>. Alors correspondant à Moscou du *Christian Science Monitor*, William Henry Chamberlin écrivit que le correspondant étranger qui refusait d'édulcorer son commentaire travaillait « sous une épée de Damoclès : la menace d'être expulsé ou de se voir refuser l'autorisation de revenir, ce qui aboutit naturellement au même<sup>61</sup> ».

Ceux qui jouaient le jeu particulièrement bien pouvaient espérer des récompenses supplémentaires : le cas de Walter Duranty en est une illustration célèbre. Duranty fut le correspondant du *New York Times* à Moscou de 1922 à 1936 : pendant un temps, ce rôle le rendit relativement riche et célèbre. Britannique de naissance, il n'avait aucun lien avec la gauche idéologique. Il se voulait « réaliste », pragmatique et sceptique, essayant d'écouter les deux versions d'une même histoire. « On peut objecter que la vivisection est une chose triste et affreuse, et il est

vrai que le sort des koulaks et d'autres qui se sont opposés aux expériences soviétiques n'est pas heureux, écrivit-il en 1935. Dans les deux cas », cependant, « la souffrance infligée l'est dans un noble dessein<sup>62</sup> ».

Cette position le rendit terriblement utile au régime, qui prit soin de veiller à ce qu'il vive confortablement à Moscou. Disposant d'un grand appartement, d'une voiture et d'une maîtresse, il avait de meilleurs accès qu'aucun autre correspondant et, à deux reprises, eut le privilège d'interviewer Staline. L'attention que lui valurent ses reportages semble avoir été cependant la principale raison de sa couverture flatteuse de la vie en URSS. Si les articles de Clyman eurent peu d'écho, ses missives de Moscou firent de Duranty un des journalistes les plus influents de son temps. Nombre des hommes qui allaient faire partie du « Brain Trust » de Franklin Roosevelt étaient à l'affût de nouvelles idées économiques et portaient un vif intérêt à l'expérience soviétique ; plusieurs avaient visité Moscou en 1927 et avaient eu droit à un entretien de six heures avec Staline. Les tableaux de Duranty s'accordaient avec leur vision du monde et retinrent largement l'attention : en 1932, sa série d'articles sur les succès de la collectivisation et le plan quinquennal lui valut le prix Pulitzer. Peu après, Roosevelt, alors gouverneur de New York, l'invita dans sa résidence officielle d'Albany où le candidat démocrate à la présidentielle l'interrogea sans relâche : « Cette fois-ci, je lui ai posé toutes les questions. C'était fascinant », confia Roosevelt à un autre journaliste<sup>63</sup>.

La famine empirant, le contrôle continua de se resserrer. En 1933, ayant tiré les leçons de l'affaire Clyman et ses compagnes, les cerbères du ministère des Affaires étrangères soumièrent les correspondants à une autorisation préalable ; avant tout déplacement, ils devaient annoncer leur itinéraire. Toutes les demandes pour visiter l'Ukraine ou le Caucase du Nord leur furent refusées. L'unique correspondant français à Moscou ne fut autorisé à couvrir la visite de Herriot dans l'été 1933 qu'après avoir accepté de rester dans le groupe de l'ancien président du Conseil, de s'en tenir au trajet fixé et de n'écrire que sur les événements soigneusement préparés par l'État soviétique. La censure se mit aussi à éplucher les dépêches en quête d'informations cachées sur la famine. Certaines expressions étaient autorisées, du style « pénurie alimentaire aiguë », « restrictions alimentaires », « déficit alimentaire » ou « maladies liées à la malnutrition », mais rien d'autre<sup>64</sup>. Fin 1932, des officiels soviétiques inquiétèrent même Duranty en lui rendant visite à son domicile<sup>65</sup>.

Dans cette atmosphère, rares étaient les correspondants enclins à parler de la famine, même si tous étaient au courant. « Officiellement, il n'y avait pas de famine », écrivit Chamberlin. Mais pour « qui vivait en Russie en 1933, et gardait les yeux et les oreilles ouverts, l'historicité de la famine est tout simplement incontestable<sup>66</sup> ». Fin 1932, Duranty lui-même discuta de la famine avec William Strang, diplomate en poste à l'ambassade britannique. Strang rapporta sèchement que le correspondant du *New York Times* « s'était éveillé à la vérité depuis quelque temps », même s'il n'avait pas « mis dans le secret le grand public américain ». Duranty confia aussi à Strang que, suivant ses calculs, il était « tout à fait possible que pas moins de 10 millions de gens soient morts directement ou indirectement du manque de vivres », même si ce chiffre ne devait jamais paraître dans aucun de ses reportages<sup>67</sup>. Sans doute la répugnance de Duranty à parler de famine était-elle particulièrement aiguë : l'épisode jeta une ombre sur ses précédents reportages positifs (qui lui avaient valu d'être primé). Mais il ne fut pas le seul. Correspondant à Moscou pour l'United Press et un temps fervent marxiste, Eugene Lyons écrivit des années plus tard que tous les étrangers de la ville étaient parfaitement au courant de ce qui se passait en Ukraine comme au Kazakhstan et dans la région de la Volga :

La vérité est que nous ne cherchions pas de corroboration pour la simple raison que nous n'entretenions aucun doute sur le sujet. Il existe des faits trop évidents pour nécessiter la confirmation de témoins oculaires [...]. Il n'était pas plus nécessaire de faire une enquête pour établir la simple existence de la famine russe qu'il n'en fallait une pour établir l'existence de la crise américaine. En Russie même, la chose n'était pas contestée. Dans nos conversations à bâtons rompus, à l'hôtel ou à la maison, on acceptait la famine comme une évidence. Dans la colonie étrangère, les estimations des victimes de la famine étaient d'au moins un million ; chez les Russes, d'au moins trois millions [...]<sup>68</sup>.

Tout le monde savait, mais personne n'en faisait état. D'où l'extraordinaire réaction de l'establishment soviétique et des correspondants en poste à Moscou à l'escapade journalistique de Gareth Jones.

Gallois, Jones n'avait que vingt-sept ans en 1933 au moment de son voyage en URSS. Peut-être inspiré par sa mère – jeune femme, elle avait été gouvernante chez John Hughes, l'entrepreneur gallois qui fonda la ville de Donetsk –, Jones étudia le russe ainsi que le français et l'allemand à l'université de Cambridge avant d'obtenir un poste de secrétaire particulier de l'ancien Premier ministre David Lloyd George. À la même époque il se mit à écrire en free-lance sur la politique

européenne et soviétique, effectuant de brefs séjours en URSS qui le mirent dans une position différente de celle des correspondants de Moscou qui avaient besoin de l'aval du régime pour garder leur carte de séjour. Début 1932, avant l'interdiction des voyages, Jones se rendit à la campagne (accompagné de Jack Heinz II, rejeton de l'empire du ketchup), où il dormit sur des « planchers infestés de punaises » et fut témoin du début de la famine. Des mois plus tard, il se rendit à Francfort dans l'entourage d'Adolf Hitler, devenant ainsi le premier correspondant de presse étranger à avoir accès au nouveau chancelier allemand<sup>69</sup>.

Au printemps 1933, Jones revint à Moscou, cette fois muni d'un visa qu'il devait essentiellement au fait d'avoir travaillé pour Lloyd George (marqué *Besplatno* – « Gratuit » – en signe de faveur soviétique officielle). Ivan Maïski, l'ambassadeur soviétique à Londres, était particulièrement soucieux de faire bonne impression à Lloyd George et avait plaidé la cause de Jones. Sitôt arrivé, Jones commença par un tour de la capitale soviétique, où il rencontra d'autres correspondants étrangers et des officiels. Lyons garda de lui le souvenir d'un « petit homme sérieux et méticuleux [...] du genre à tenir un carnet à la main et à noter sans vergogne tous les mots qui sortent de votre bouche<sup>70</sup> ». Jones rencontra Oumanski, lui montra une invitation à rendre visite au consul général allemand à Kharkiv, esqua son projet de visiter une usine allemande de tracteurs et demanda à visiter l'Ukraine. Oumanski consentit.

Muni de cette autorisation officielle, Jones fila dans le Sud<sup>71</sup>. Il prit le train à Moscou le 10 mars. Mais au lieu de se rendre directement à Kharkiv, Jones descendit à une soixantaine de kilomètres au nord de la ville. Avec un havresac bourré de « miches de pain blanc, de beurre, de fromage, de viande et de chocolat achetés avec des devises étrangères aux magasins Torgsin », il décida de longer la voie ferrée jusqu'à la capitale<sup>72</sup>. Trois jours durant, sans cerbère ni escorte officielle, il traversa plus de vingt villages et fermes collectives. Voyant l'Ukraine au faite de la famine, il nota ses réflexions et impressions dans les carnets que devait conserver sa sœur :

J'ai franchi la frontière de la Grande Russie pour entrer en Ukraine. Partout j'ai parlé aux paysans qui passaient. Tous racontent la même histoire.

« Il n'y a pas de pain. Plus de deux mois que nous n'avons pas de pain. Beaucoup meurent. » Le premier village n'avait plus de pommes de terre et la réserve de *bouriak* [betteraves] s'épuisait. Tous disaient : « Le bétail meurt, *netchem kormit* [on n'a rien à lui donner à manger]. » C'est nous qui nourrissons le monde et aujourd'hui nous avons faim. Comment semer quand il ne nous reste guère de chevaux ? Quand pourrons-nous faire les travaux des champs tant nous sommes faibles par manque de nourriture ? »

Puis j'ai rattrapé un paysan barbu qui se promenait, les pieds enveloppés de toile. On s'est mis à bavarder. Il parlait russe ukrainien. Je lui ai donné [un] morceau de pain et de fromage. « Impossible d'acheter ça nulle part pour 20 roubles. Il n'y a tout simplement pas de nourriture. »

Nous avons marché en parlant. « Avant la guerre, tout ceci n'était que de l'or. Nous avons des chevaux, des vaches, des cochons et des poules. Aujourd'hui nous sommes ruinés... Condamnés<sup>73</sup>. »

Jones dormit par terre, dans la cabane des paysans. Il partagea ses vivres avec eux et écouta leurs récits. « Ils ont essayé de m'enlever mes icônes, mais j'ai dit : je suis un paysan, pas un chien », lui raconta l'un. « Quand nous croyions en Dieu, on était heureux, on vivait bien. Quand ils ont voulu se passer de Dieu, on a commencé à avoir faim. » Un autre dit que cela faisait un an qu'il n'avait pas mangé de viande.

Jones vit une femme qui filait de la toile pour ses vêtements et un village où l'on mangeait du cheval<sup>74</sup>. Il finit par se heurter à un « milicien », qui lui demanda ses papiers, puis à des policiers en civil, sans doute de l'OGPU, qui insistèrent pour le mettre dans le prochain train de Kharkiv et l'accompagner jusqu'à la porte du consulat allemand. « Se réjouissant d'être libre », Jones leur dit « poliment adieu : un retour à la normale bienvenu<sup>75</sup> ».

À Kharkiv il continua de prendre des notes. Il observa des milliers de gens faisant la queue pour du pain : « Ils commencent à faire la queue à 3-4 heures de l'après-midi pour recevoir du pain le lendemain matin à 7 heures. Il gèle : plusieurs degrés en dessous de zéro<sup>76</sup>. » Jones alla un soir au théâtre – « Public : pléthore de rouge à lèvres mais pas de pain » – et parla avec les gens de la vague de répression politique et d'arrestations massives qui déferlait sur l'Ukraine en même temps que la famine :

« Ils sont d'une rigueur cruelle à l'usine maintenant. Une journée d'absence ? Limogé. On vous retire votre carte de pain et impossible d'obtenir un passeport. »

« La vie est un cauchemar. Je ne peux pas prendre le tram. Ça me tape sur les nerfs. »

« C'est plus terrible que jamais. Vous dites un mot à l'usine, et vous êtes viré. Il n'y a pas de liberté... »

« Partout persécution. Partout terreur. Une connaissance a raconté : "Mon frère est mort, mais il est encore là et on ne sait pas quand on va l'enterrer, car il y a des queues pour l'enterrement." »

« Il n'y a aucun espoir<sup>77</sup>. »

Il semble avoir essayé de voir le collègue d'Oumanski à Kharkiv, sans jamais parvenir à lui parler. Discrètement, Jones s'éclipsa d'Union soviétique. Quelques jours plus tard, le 30 mars, il resurgit à Berlin dans une conférence de presse probablement organisée par Paul Scheffer, le journaliste du *Berliner Tageblatt* expulsé d'URSS en 1929. Jones déclara qu'une grande famine était en cours en Union soviétique et expliqua :

Partout, le même cri : « Pas de pain. Nous mourons. » De tous les coins de la Russie, de la Volga, de Sibérie, de la Russie blanche, du Nord-Caucase et d'Asie centrale [...]. Dans le train, un communiste a nié la famine [...]. J'ai balancé dans le crachoir un croûton de pain que je mangeais. Un passager – un paysan – l'a repêché et s'en est régalé. J'ai jeté une peau d'orange dans le crachoir et le paysan l'a de nouveau récupérée pour la dévorer. Le communiste s'est fait plus discret. J'ai passé la nuit dans un village où ils avaient 200 bœufs et où il n'y en a plus que six. Les paysans mangeaient du fourrage et il ne leur en restait plus que pour un mois. Ils m'ont dit que beaucoup étaient déjà morts de faim. Deux soldats sont venus arrêter un voleur. Ils m'ont déconseillé de voyager la nuit tant il y a d'hommes désespérés « mourant de faim ».

On m'accueillait par un « Nous attendons la mort. Voyez, nous avons encore du fourrage. Allez plus au sud. Là-bas, ils n'ont rien. Beaucoup de maisons sont vides de leurs habitants déjà morts », disaient-ils en larmes.

Deux journalistes américains chevronnés en poste à Berlin relatèrent la conférence de presse de Jones dans le *New York Evening Post* (« La famine étroit la Russie, des millions de gens meurent, l'inactivité augmente, dit [le journaliste] britannique ») et le *Chicago Daily News* (« La famine russe désormais aussi grave que celle de 1921, déclare le secrétaire de Lloyd George »)<sup>78</sup>. D'autres échos suivirent dans un large éventail de publications britanniques. Les articles expliquaient que Jones avait effectué une « longue tournée à pied en Ukraine », citaient son communiqué de presse et ajoutaient des détails sur la famine de masse. Ils notaient, comme Jones lui-même, qu'il avait enfreint les règles qui retenaient les autres journalistes : « J'ai parcouru à pied la région de la terre noire, écrivit-il, parce que c'était autrefois la terre agricole la plus riche de la Russie et qu'interdiction avait été faite aux correspondants d'y aller pour voir par eux-mêmes ce qui se passait<sup>79</sup>. » Jones publia ensuite une douzaine d'autres articles dans le *London Evening Standard* et le *Daily Express*, ainsi que dans le *Cardiff Western Mail*<sup>80</sup>.

Les autorités qui avaient fait une faveur à Jones étaient furieuses. Maxime Litvinov, le ministre soviétique des Affaires étrangères, en fit vivement le reproche à l'ambassadeur Maïski avec une allusion littéraire acide à la célèbre pièce de Gogol racontant l'histoire d'un bureaucrate frauduleux :

Il est étonnant que Gareth Johnson [sic] ait incarné le personnage de Khlestakov et soit parvenu à vous faire jouer les rôles du gouverneur local et des divers personnages du *Revizor*. En fait, il n'est qu'un citoyen ordinaire qui se dit secrétaire de Lloyd George et, apparemment sur l'ordre de ce dernier, demande un visa, et vous, à la mission diplomatique, sans rien vérifier, vous demandez [à l'OGPU] de satisfaire sa demande. Nous avons accordé à ce personnage toutes sortes de soutiens et l'avons aidé dans son travail, j'ai même consenti à le recevoir et il s'avère que c'est un imposteur.

Juste après la conférence de presse de Jones, Litvinov imposa des restrictions plus draconiennes encore aux déplacements des journalistes hors de Moscou. Plus tard, Maïski se plaignit à Lloyd George, qui, selon le rapport de l'ambassadeur soviétique, se désolidarisa de Jones, déclara n'avoir pas parrainé le voyage et n'avoir pas envoyé Jones en qualité de représentant. On ignore ce qu'il pensait réellement, mais Lloyd George ne devait jamais revoir Jones<sup>81</sup>.

Les journalistes accrédités à Moscou étaient encore plus furieux. Bien entendu, tous savaient que Jones disait vrai, et quelques-uns commençaient à chercher le moyen de raconter la même histoire. Alors correspondant du *Manchester Guardian* en remplacement de Chamberlin, qui avait quitté le pays, Malcolm Muggeridge venait de faire sortir trois articles par la valise diplomatique.

Le *Guardian* les publia anonymement, après que la rédaction, désapprouvant sa critique de l'URSS, leur eut fait subir de grosses coupes. Ils eurent peu d'écho parce qu'ils cadraient mal avec les articles plus sensationnels sur Hitler et l'Allemagne. Tributaire du bon vouloir d'Oumanski et de Litvinov, le reste des journalistes serra les rangs contre Jones. Lyons décrit méticuleusement ce qui se produisit :

Tomber à bras raccourcis sur Jones était une corvée aussi déplaisante que tout ce à quoi nous étions astreints en ces années de jonglerie avec les faits pour plaire aux régimes dictatoriaux, mais nous le démolîmes, unanimement et en jouant d'équivoques par des formules presque identiques. Le malheureux Gareth Jones dut être bien étonné de voir en fouis sous nos dénégations les faits qu'il avait laborieusement recueillis auprès de nous [...]. On marchanda ferme dans l'esprit des concessions mutuelles empreintes de courtoisie, sous l'éclat du sourire radieux d'Oumanski, avant de produire un démenti officiel. Nous en dûmes suffisamment pour apaiser nos consciences, mais avec des formules contournées qui revenaient à traiter Jones de menteur. Nous étant débarrassés de cette sale besogne, quelqu'un commanda de la vodka et des *zakouski*<sup>82</sup>.

Qu'une telle réunion ait réellement eu lieu ou non, elle résume bien, métaphoriquement, la suite des événements. Le 31 mars, un jour seulement après que Jones eut pris la parole à Berlin, Duranty lui-même répondit : « Russians Hungry But Not Starving » – Les Russes ont faim mais ne meurent pas de faim – titra le *New York Times*. L'article lui-même s'employait à railler Jones :

Voici que paraît dans la presse américaine, de source britannique, une grande histoire effroyable sur la famine en Union soviétique, « avec déjà des milliers de morts et des millions menacés de mourir de faim ». Son auteur est Gareth Jones : ancien secrétaire de David Lloyd George, il a dernièrement passé trois semaines en Union soviétique et en est arrivé à la conclusion

que le pays est « au bord d'un fiasco terrifiant », comme il l'a dit à l'auteur [de ces lignes]. Mr. Jones est un homme à l'esprit vif et actif ; il s'est donné la peine d'apprendre le russe, qu'il parle très couramment, mais l'auteur a trouvé le jugement de Mr. Jones quelque peu hâtif et lui a demandé sur quoi il se fondait. Il est apparu qu'il avait fait une soixantaine de kilomètres à pied dans les villages des environs de Kharkiv et qu'il y avait trouvé un triste état de choses.

J'ai suggéré que c'était un échantillon passablement insuffisant pour un si grand pays, mais rien n'a pu ébranler sa conviction d'une catastrophe imminente<sup>83</sup>.

Duranty employa ensuite une expression qui allait devenir tristement célèbre : « Pour dire les choses brutalement : on ne fait pas d'omelette sans casser les œufs. » Et d'expliquer qu'il avait fait des « enquêtes exhaustives ». Conclusion : « les conditions sont mauvaises, mais il n'y a pas de famine ».

Indigné, Jones adressa une lettre au rédacteur en chef du *Times*, dressant patiemment la liste de ses sources – un très large éventail, dont plus de vingt consuls et diplomates – et s'en prenant aux journalistes accrédités à Moscou :

La censure a fait d'eux des maîtres de l'euphémisme et de la litote. Ainsi donnent-ils à « famine » le nom délicat de « pénurie alimentaire », tandis que « mourant de faim » est édulcoré en « mortalité répandue du fait de maladies liées à la malnutrition ».

L'affaire en resta là. Duranty éclipsa Jones : il était plus célèbre, davantage lu, plus crédible. Personne non plus ne lui porta contestation. Plus tard, Lyons, Chamberlin et d'autres exprimèrent le regret de ne pas l'avoir combattu plus âprement. À l'époque, cependant, personne ne prit la défense de Jones, pas même Muggeridge, un des rares correspondants à Moscou qui ait osé exprimer des points de vue semblables. Quant à Jones lui-même, il fut enlevé et assassiné par des bandits chinois lors d'un reportage au Mandchoukouo en 1935<sup>84</sup>.

L'idée s'imposa que « les Russes ont faim mais ne meurent pas de faim ». Elle s'accordait aussi à merveille avec les considérations politiques et diplomatiques brutales de l'heure. Entre 1933 et 1935, Hitler suscita une inquiétude croissante parmi les Européens. Édouard Herriot fut un des nombreux hommes politiques français, dont les anciens présidents du Conseil Louis Barthou et Pierre Laval, à avoir cru que l'essor du nazisme nécessitait une alliance franco-soviétique<sup>85</sup>. Au Foreign Office, Laurence Collier pensa lui aussi qu'une alliance soviéto-britannique pouvait être nécessaire. En réponse à la question d'un parlementaire, il expliqua :

La vérité est, bien entendu, que nous disposons de certaines informations sur les conditions de famine [...] et que nous n'avons aucune obligation de ne pas les rendre publiques. Nous ne souhaitons pas les rendre publiques, cependant, parce que le gouvernement soviétique le prendrait mal et que cela porterait préjudice à nos relations<sup>86</sup>.

Les Polonais, qui disposaient d'informations très détaillées de multiples sources sur la famine, gardèrent aussi le silence. Ils avaient signé un pacte de non-agression avec l'URSS en juillet 1932 ; leur politique de trêve et de paix froide avec leurs voisins soviétiques allait se retourner contre eux en 1939<sup>87</sup>.

Fin 1933 la nouvelle administration Roosevelt recherchait activement des raisons de feindre d'ignorer les mauvaises nouvelles sur l'Union soviétique. Pour l'équipe du président, les développements en Allemagne et la nécessité de contenir les Japonais signifiaient qu'il était enfin temps pour les États-Unis de nouer des relations diplomatiques complètes avec Moscou.

L'intérêt de Roosevelt pour la planification centrale et ce qu'il croyait être les grands succès économiques de l'URSS – le président lisait avec soin les reportages de Duranty – l'amena à penser qu'il pouvait y avoir aussi des relations commerciales lucratives<sup>88</sup>. Un accord fut finalement conclu. Litvinov arriva à New York pour le signer – accompagné de Duranty. Lors du somptueux banquet en l'honneur du ministre soviétique des Affaires étrangères au Waldorf Astoria, Duranty fut présenté aux mille cinq cents invités. Il se leva et salua.

Suivirent des applaudissements nourris. Le nom de Duranty, rapporta le *New Yorker*, provoqua « le seul raffut vraiment prolongé » de la soirée. « De fait, on en retira vraiment l'impression que, dans un accès de discernement, l'Amérique reconnaissait à la fois la Russie et Walter Duranty<sup>89</sup>. » Dès lors, le camouflage paraissait complet.

## CHAPITRE 15

### *L'Holodomor dans l'histoire et la mémoire*

Ô mon Dieu, le désastre, à nouveau...  
Tout était si paisible, si serein ;  
Nous avons commencé à briser les chaînes  
Qui réduisent les nôtres à la servitude...  
Quand, halte ! [...]  
À nouveau le sang du peuple  
Coule !

TARAS CHEVCHENKO, « Le désastre, à nouveau », 1859<sup>1</sup>

Dans les années qui suivirent la famine, interdiction fut faite aux Ukrainiens de parler de ce qui s'était produit. Ils avaient peur de porter le deuil en public. Eussent-ils eu l'audace de le faire qu'il n'y avait point d'église pour prier, ni de pierres tombales à décorer de fleurs. Quand l'État détruisit les institutions des campagnes ukrainiennes, il porta aussi un coup à la mémoire publique. En privé, cependant, les survivants se souvenaient. Ils prirent des notes, réelles ou mentalement, sur ce qui était arrivé. Certains tinrent leur journal, « enfermé dans des coffrets de bois », raconte l'un d'eux, pour le cacher ensuite sous le parquet ou l'enfouir dans la terre<sup>2</sup>. Au village, en famille, les aînés racontaient aux enfants. Volodymyr Tchepour avait cinq ans quand sa mère lui expliqua que son père et elle lui donneraient tout ce qu'ils avaient à manger. Même s'ils ne survivaient pas, ils voulaient qu'il vive pour porter témoignage : « Je ne dois pas mourir, et quand je serai grand il faudra que je raconte aux gens comment l'Ukraine et nous sommes morts dans les tourments<sup>3</sup>. » Elida Zolotoverkha, fille de la diariste Oleksandra Radtchenko, dit aussi à ses enfants, à ses petits-enfants puis à ses arrière-petits-enfants de lire le journal de sa mère et de se rappeler « l'horreur par laquelle l'Ukraine était passée<sup>4</sup> ».

Ces paroles, répétées par tant de personnes en privé, laissèrent leur marque. Le silence officiel leur conféra presque un pouvoir secret. À compter de 1933, ces histoires devinrent un récit alternatif, une « histoire vraie » de la famine d'une grande force émotionnelle, une tradition orale qui s'amplifia et se développa parallèlement aux dénis officiels.

Même s'ils vivaient dans un État de propagande où le parti contrôlait la discussion publique, des millions d'Ukrainiens connaissaient cet autre récit. Le sentiment de disjonction, le décalage entre mémoire privée et mémoire publique, le vide béant où aurait dû trouver place le deuil national sont autant d'éléments qui affligèrent les Ukrainiens des décennies durant. Ses parents étant morts de faim dans la province de Dnipropetrovsk, Havrylo Prokopenko ne put s'empêcher de penser à la famine. Il écrivit une histoire à ce sujet pour l'école, avec une illustration assortie. Son institutrice loua son travail tout en lui demandant de le détruire, de crainte que cela ne leur attire des ennuis, à lui comme à elle. Il en retira le sentiment que quelque chose n'allait pas. Pourquoi ne pouvait-on faire état de la famine ? L'État soviétique essayait-il de cacher quelque chose ? Trois décennies après, Prokopenko réussit à lire un poème sur une chaîne de télévision locale, avec un vers sur les « gens noirs de faim ». S'ensuivit une visite menaçante des autorités locales, qui le laissa plus convaincu encore que l'URSS était responsable de la tragédie<sup>5</sup>.

L'absence de commémoration tracassa aussi Volodymyr Samoiliouk. S'il survécut plus tard à l'occupation nazie et combattit dans la Seconde Guerre mondiale, rien ne lui parut jamais plus tragique que l'expérience de la famine. Il en garda le souvenir des décennies durant et continua d'attendre que la famine fît son apparition dans l'histoire officielle. En 1967, il regarda une

émission de la télévision soviétique sur 1933. Devant son petit écran, il s'attendait à une réflexion sur l'horreur dont il se souvenait. Or, s'il vit des images des héros enthousiastes du premier plan quinquennal, du défilé du 1<sup>er</sup> Mai et même des matchs de football de cette année-là, « pas un mot sur la famine horridique<sup>6</sup> ».

De 1933 jusqu'à la fin des années 1980, le silence en Ukraine fut total – à une seule exception près, flagrante, douloureuse et compliquée.

Hitler envahit l'Union soviétique le 22 juin 1941. En novembre, la Wehrmacht occupait la majeure partie de l'Ukraine soviétique. Ne sachant pas ce qui allait suivre, les Ukrainiens, même les Juifs, commencèrent par se réjouir de l'arrivée des troupes allemandes. « Les filles offraient des fleurs aux soldats, les gens donnaient du pain, raconte une femme. Nous étions tous si heureux de les voir. Ils allaient nous sauver des communistes qui avaient tout pris et nous avaient affamés<sup>7</sup>. »

Un semblable accueil attendait initialement l'armée allemande dans les États baltes, occupés par l'URSS de 1939 à 1941. Le Caucase et la Crimée accueillirent les troupes allemandes avec le même enthousiasme. Non que les habitants fussent nazis : la dékoulakisation, la collectivisation, la terreur de masse et les offensives bolcheviques contre l'Église encourageaient une vision naïvement optimiste de ce que la Wehrmacht pourrait apporter<sup>8</sup>. Dans maintes régions de l'Ukraine, l'arrivée des Allemands inspira une décollectivisation spontanée. Non contents de reprendre leur terre, les paysans, pris d'une rage luddite, détruisirent tracteurs et moissonneuses-batteuses<sup>9</sup>.

Le tumulte cessa rapidement. Quiconque espérait une vie meilleure sous occupation allemande ne tarda pas à déchanter. Le récit complet de la suite des événements sortirait du champ de ce livre, car la catastrophe infligée par les nazis à l'Ukraine fut d'une ampleur, d'une violence et d'une brutalité presque incompréhensibles. Quand ils arrivèrent en URSS, les Allemands avaient une grande expérience de la destruction d'autres États. En Ukraine, ils savaient ce qu'ils voulaient faire. L'Holocauste commença aussitôt, non pas dans des camps lointains, mais en public. Au lieu de les déporter, la Wehrmacht organisa des exécutions massives de Juifs et de Roms devant leurs voisins, à la lisière des villages et dans les forêts. Deux Juifs ukrainiens sur trois moururent au cours de la guerre – entre 800 000 et 1 million –, soit un pourcentage important de tous ceux qui trouvèrent la mort sur le continent.

Au nombre des victimes soviétiques de Hitler figurent plus de 2 millions de prisonniers de guerre, pour la plupart morts de faim, pour beaucoup sur le territoire ukrainien. Le spectre du cannibalisme hanta de nouveau l'Ukraine : au Stalag 306 de Kirovohrad, des gardiens rapportèrent que des prisonniers mangeaient le cadavre de leurs camarades. Une survivante du camp pour femmes de Vladimir-Volynskiyi témoigna avoir vu la même chose au Stalag 365<sup>10</sup>. Les soldats et policiers allemands volèrent, frappèrent et tuèrent arbitrairement d'autres Ukrainiens, en particulier des fonctionnaires. Dans la hiérarchie nazie, les Slaves étaient des sous-hommes, des *Untermenschen*, à peine un cran au-dessus des Juifs, peut-être, mais finalement voués à l'élimination. Après avoir accueilli la Wehrmacht à bras ouverts, beaucoup se rendirent compte qu'ils avaient troqué une dictature contre une autre, surtout quand les Allemands lancèrent une nouvelle vague de déportations. Au cours de la guerre, les troupes nazies envoyèrent plus de 2 millions d'Ukrainiens au travail forcé en Allemagne<sup>11</sup>.

Comme toutes les forces d'occupation en Ukraine, les nazis n'avaient en fin de compte qu'un seul véritable intérêt : le grain. Hitler affirmait depuis longtemps que « l'occupation de l'Ukraine nous libérerait de tout souci économique » et que, grâce au territoire ukrainien, « personne ne pourrait plus nous affamer comme pendant la dernière guerre ». Depuis la fin des années 1930, son gouvernement se préparait à transformer cette aspiration en réalité. Herbert Backe, le sinistre responsable nazi de l'alimentation et de l'agriculture, conçut un « Plan de la faim » dont les objectifs étaient sans détour : « La guerre ne saurait être gagnée que si toute la Wehrmacht est nourrie par la Russie dans la troisième année de la guerre. » Mais il conclut également que la Wehrmacht et l'Allemagne elle-même ne pourraient être nourries qu'en privant totalement de nourriture la population soviétique. Ainsi qu'il l'expliqua dans ses « Directives de politique économique » publiées en mai de même que dans un mémoire distribué à un millier d'officiers allemands en juin 1941, une « faim incroyable » ne tarderait pas à étrangler la Russie, la Biélorussie et les villes industrielles de l'URSS : Moscou et Leningrad aussi bien que Kyiv et Kharkiv. Cette famine ne devrait rien au hasard : le but était de « faire mourir » quelque 30 millions d'habitants<sup>12</sup>. Les directives données à l'État-major économique Est, chargé d'exploiter le territoire conquis, énonça l'objectif crûment :

Plusieurs dizaines de millions d'habitants de ce territoire deviendront superflus et devront mourir ou émigrer en Sibérie. *Les efforts pour empêcher cette population de mourir de faim en obtenant des surplus de la zone de la terre noire ne peuvent se faire qu'aux dépens du ravitaillement de l'Europe. Ils empêchent l'Allemagne de tenir bon dans la guerre ; ils empêchent l'Allemagne et l'Europe de résister au blocus. À cet égard, il faut être de la plus grande clarté*<sup>13</sup>.

Telle était la politique de Staline, démultipliée : l'élimination de nations entières par l'affamement.

Si les nazis n'eurent jamais le temps d'appliquer pleinement leur « Plan de la faim » en Ukraine, son influence ne s'en fit pas moins sentir dans leur politique d'occupation. La décollectivisation spontanée fut rapidement interrompue sous prétexte qu'il serait plus facile de réquisitionner les céréales auprès des fermes collectives. « Si les Soviétiques ne l'avaient déjà fait, aurait observé Backe, les Allemands auraient dû introduire la ferme collective<sup>14</sup>. » Il était prévu que les fermes fussent transformées en « coopératives » en 1941 : cela n'arriva jamais<sup>15</sup>.

Ce fut aussi le retour de la faim. Du fait de la politique stalinienne de la « terre brûlée », l'Armée rouge avait déjà détruit maints actifs économiques de l'Ukraine en battant en retraite. L'occupation aggrava la situation pour ceux qui restaient. Juste avant la prise de Kyiv, en septembre, Hermann Göring, ministre de l'Économie du Reich, eut une réunion avec Backe. Les deux hommes convinrent qu'il ne fallait pas laisser la population « dévorer » les vivres : « Même si l'on voulait nourrir tous les habitants du nouveau territoire conquis, on serait incapable de le faire. » Quelques jours plus tard, le chef des SS Heinrich Himmler déclara à Hitler que les habitants de Kyiv étaient racialement inférieurs et pouvaient être éliminés : « On pouvait facilement se passer de 80 à 90 % d'entre eux<sup>16</sup>. »

L'hiver 1941, les Allemands coupèrent le ravitaillement de la ville. Contrairement au stéréotype, les autorités allemandes furent moins efficaces que leurs homologues soviétiques : les marchands paysans réussirent à passer les barrages routiers – ce qu'ils avaient eu du mal à faire en 1933 – et des milliers de gens prirent la route ou les chemins de fer en quête de nourriture. Les pénuries ne s'en multiplièrent pas moins à travers la zone d'occupation. Une fois de plus, les gens se mirent à enfler, ralentir, le regard perdu dans le vide, et à mourir. Cet hiver-là, à Kyiv, plusieurs milliers moururent de faim. À Kharkiv, isolée par un commandant nazi, 1 202 citoyens moururent de faim dans les deux premières semaines de mai 1942 ; au total, autour de 20 000 connurent le même sort durant l'occupation<sup>17</sup>.

C'est dans ce contexte – de privation et de chaos, sous une occupation brutale et une nouvelle famine qui se profilait – qu'il devint possible, pour la première fois, de parler de la famine de 1933 en Ukraine. La manière d'en parler portait la marque des circonstances. Sous l'occupation, le but de la discussion n'était pas d'aider les survivants à faire leur deuil, à se rétablir, à dresser un bilan honnête ou à en tirer des leçons pour la suite. Ceux qui espéraient une sorte d'inventaire furent déçus : beaucoup de paysans qui avaient tenu secrètement un journal de la famine l'exhumèrent et le portèrent au siège des journaux de province : « Malheureusement, la plupart des rédactions se désintéressaient maintenant de ces années passées et ne donnèrent aucune publicité à ces précieuses chroniques<sup>18</sup>. » En fait, ces journalistes, qui devaient leur emploi et leur vie à la nouvelle dictature, publièrent essentiellement des articles au service de la propagande nazie. Leur dessein était de justifier le nouveau régime.

En vérité, les nazis étaient bien renseignés sur la famine soviétique. À l'époque, les diplomates allemands l'avaient minutieusement décrite dans leurs rapports à Berlin ; en 1935, Joseph Goebbels y avait fait allusion dans un discours au congrès du parti nazi en avançant le chiffre de 5 millions de morts<sup>19</sup>. Sitôt arrivés, les occupants allemands de l'Ukraine se servirent de la famine dans leur « travail idéologique ». Ils espéraient ainsi attiser la haine de Moscou et rappeler à la population les conséquences du régime bolchevique. Ils étaient particulièrement avides de toucher les Ukrainiens ruraux, dont les efforts leur étaient nécessaires pour produire de quoi nourrir la Wehrmacht. Les affiches de propagande, les journaux muraux et les caricatures montraient des paysans abattus et à moitié morts de faim. Un dessin montrait une mère et un enfant émaciés sur fond de ville en ruine au-dessus du slogan « Ce que Staline a donné à l'Ukraine ». Sur un autre, une famille appauvrie était attablée sans rien à manger. Le slogan était ici une citation célèbre de Staline : « La vie est devenue meilleure, camarade, la vie est devenue plus joyeuse<sup>20</sup>. »

Pour marquer le dixième anniversaire de la famine, en 1942-1943 – coïncidant avec l'apogée du pouvoir nazi en Ukraine –, de nombreux journaux publièrent des articles destinés à gagner le soutien des paysans. En juillet 1942, *Ukrainskij Khiborob*, hebdomadaire agricole touchant 250 000 personnes, publia un grand article sur une « année de travail sans les judéo-bolcheviks » :

Tous les paysans se souviennent bien de l'année 1933, quand la faim a fauché les hommes comme l'herbe. En l'espace de deux décennies, les Soviétiques ont transformé la terre d'abondance en terre de faim où des millions sont morts. Le soldat allemand a arrêté cet assaut, les paysans ont accueilli l'armée allemande avec du pain et du sel, cette armée qui a combattu pour que les paysans ukrainiens travaillent librement<sup>21</sup>.

D'autres articles suivirent, non sans écho. Un diariste de l'époque écrivit que la propagande nazie eut un impact considérable parce qu'elle disait en partie la vérité :

... la mine des nôtres, nos maisons, nos cours, nos sols, nos toilettes, nos conseils de village, les ruines de nos églises, les mouches, la crasse. En un mot, tout ce qui emplit d'horreur les Européens, mais que feignent d'ignorer nos dirigeants et leurs sous-fifres qui ont pris leurs distances avec les gens ordinaires et le niveau de vie européen contemporain<sup>22</sup>.

Au lendemain de la guerre, un réfugié de Poltava raconta à un journaliste qu'il avait été beaucoup question de la famine sous l'occupation. Il se rappela aussi que, quand il sembla que l'Armée rouge pouvait revenir, les gens demandèrent : « Et que vont nous apporter nos "Rouges" ? Une nouvelle famine de 1933<sup>23</sup> ? »

Comme toujours dans la presse nazie, ces récits du temps de guerre étaient imprégnés d'antisémitisme. La famine – comme la pauvreté et la répression – fut régulièrement imputée aux Juifs : l'idée avait cours avant, bien entendu, mais elle était désormais consacrée par l'idéologie des occupants. Un journal écrivit que les Juifs étaient l'unique partie de la population qui ne souffrit pas de la famine parce qu'ils achetaient tout ce dont ils avaient besoin dans les magasins Torgsin : « Les Juifs ne manquaient ni d'or ni de dollars. » Pour d'autres, le bolchevisme lui-même était un « produit juif<sup>24</sup> ». Un mémorialiste raconte avoir vu durant la guerre un film de propagande antisémite sur la famine à Kyiv : on y voyait des photographies de cadavres exhumés, et le film s'achevait sur le meurtre d'un Juif membre de la police secrète<sup>25</sup>.

La presse du temps de guerre réussit à publier un nombre infime d'articles sur la famine qui n'entraient pas spécifiquement dans le cadre de la propagande nazie. En novembre 1942, S. Sosnovyi, spécialiste d'économie agricole, publia ce qui fut sans doute la toute première étude quasi scientifique sur la famine dans un journal de Kharkiv, *Nova Ukraïna*. Exempt du jargon nazi, l'article brossait un tableau sans détour de ce qui s'était produit. La famine, expliquait l'auteur, était destinée à détruire l'opposition paysanne ukrainienne au pouvoir soviétique. Elle ne fut pas le résultat de « causes naturelles » : « De fait, en 1932, les conditions climatiques n'eurent rien d'extraordinaire, contrairement à celles, par exemple, de 1921. » Sosnovyi donna aussi la première estimation sérieuse des victimes. Se rapportant aux recensements de 1926 et 1939 et à d'autres statistiques soviétiques (mais pas au recensement de 1937, détruit, même s'il le connaissait probablement), il conclut que 1,5 million de personnes étaient mortes de faim en Ukraine en 1932, et 3,3 millions en 1933 – soit des chiffres légèrement plus élevés que ceux couramment acceptés de nos jours, mais pas si éloignés.

Sosnovyi raconta aussi très exactement comment la famine s'était produite – preuve que l'histoire vraie, le « récit alternatif », était encore très vivant une décennie après les faits :

Ils ont commencé par vider les entrepôts des fermes collectives – tout ce que les paysans gagnaient par leurs « jours de travail » (*troudodni*). Puis ils ont pris le fourrage, les semences, avant d'aller dans les cabanes s'emparer des derniers grains reçus à titre d'avance par les paysans [...]. Ils savaient que la surface semée était plus petite, la quantité de grain moissonnée plus faible en 1932 en Ukraine. Le plan de réquisition n'en était pas moins draconien. N'est-ce pas la première étape de l'organisation d'une famine ? Au cours des opérations, les bolcheviks virent qu'il restait fort peu de grain, ce qui ne les empêcha pas de tout emporter : c'est ainsi qu'on organise une famine<sup>26</sup>.

Plus tard, ces mêmes idées allaient former la base de la thèse suivant laquelle la famine était un génocide, un plan délibéré pour détruire les Ukrainiens en tant que nation. En 1942, cependant, ce mot n'avait pas cours, et le concept même n'intéressait personne dans l'Ukraine sous occupation nazie.

Si l'article de Sosnovyi était sec et analytique, le poème qui l'accompagnait est le signe que, bien qu'étouffé en public, le deuil ne s'en poursuivait pas moins. Œuvre d'Oleksa Veretentchenko, « Quelque part dans le Grand Nord » fait partie du cycle *1933*, série de poèmes parus dans *Nova Ukraïna* tout au long de 1943. Chacun fait entendre une note différente de douleur ou de nostalgie :

*Que sont les rires devenus  
Et les filles qui allumaient les feux de la Saint-Jean ?  
Où sont les villages ukrainiens  
Et les cerisiers près des maisons ?  
Tout a disparu dans un feu vorace.  
Les mères dévorent leurs enfants,  
Des fous vendent la chair humaine  
Sur les marchés <sup>27</sup>.*

On pouvait aussi entendre un écho de ces émotions dans l'intimité des foyers. Parce que les invasions soviétique et allemande avaient effectivement unifié l'Ukraine occidentale (Galicie, Bucovine et Volhynie occidentale) au reste du pays, beaucoup d'Ukrainiens de l'Ouest réussirent à se rendre à l'est pour la première fois, notant ce qu'ils voyaient et entendaient. Même s'il avait été largement question de la famine en 1933, Bohdan Lioubomyrenko n'en fut pas moins surpris quand, visitant l'Ukraine centrale durant la guerre, il entendit sans relâche des histoires de famine : « Où que nous allions, tout le monde, dans la conversation, parlait immanquablement, comme d'une chose terrible, des jours de famine qu'ils avaient traversés. » Certains de ses hôtes racontaient « toute la nuit leurs expériences horribles » :

Les terrifiantes années de la famine artificielle que le gouvernement prépara avec une jubilation mauvaise contre l'Ukraine en 1932-1933 avaient imprimé leur marque profonde dans la mémoire populaire. Dix longues années n'avaient pu effacer ces traces meurtrières et effacer le dernier souffle des innocents – enfants, femmes et hommes – et l'agonie des jeunes affaiblis par la famine. Les tristes souvenirs planent encore tel un nuage noir au-dessus des villes et des villages et produisent une peur mortelle parmi les témoins qui ont échappé à la famine<sup>28</sup>.

Les Ukrainiens commencèrent aussi à parler ouvertement de la collectivisation, de la résistance et des milices armées venues les réprimer en 1930. Beaucoup étaient clairs quant aux causes politiques de la famine, expliquant « comment les paysans avaient été dépouillés, comment tout avait été confisqué, sans rien laisser pour leurs familles, même celles qui avaient des enfants en bas âge. Ils confisquèrent tout et l'envoyèrent en Russie<sup>29</sup> ». Ailleurs en URSS, les Ukrainiens firent de même. Dans les années 1980, l'écrivaine Svetlana Alexeïevitch rencontra une ancienne combattante russe qui avait servi aux côtés d'une Ukrainienne au cours de la guerre. Survivante de la famine, elle avait perdu toute sa famille ; elle-même n'avait survécu qu'en mangeant du crottin de cheval : « Mon papa était prof d'histoire et il m'a dit : un jour le camarade Staline sera puni de ses crimes<sup>30</sup>. »

Pas plus alors que de nos jours, ils ne voulurent pas tous croire ces histoires. L'ancienne combattante russe craignait que sa camarade ne fût une « ennemie » ou une « espionne ». Même les nationalistes ukrainiens de Galicie eurent du mal à accepter l'idée d'une famine orchestrée par l'État : « Franchement, nous avons peine à croire qu'un gouvernement pût faire une chose pareille<sup>31</sup>. » La pensée que Staline avait délibérément laissé une population mourir de faim était trop horrible, trop monstrueuse, même pour ceux qui le haïssaient.

La fin de la Seconde Guerre mondiale ne produisit pas tout à fait un retour au statu quo. En Ukraine, la guerre modifia le langage du régime. Les critiques de l'URSS n'étaient plus simplement des ennemis, mais des « fascistes » ou des « nazis ». Parler de la famine était de la « propagande hitlérienne ». Les souvenirs de la famine furent enfouis encore plus profondément dans les tiroirs et les placards ; discuter de ce sujet relevait de la trahison. En 1945, une des diaristes les plus éloquents de l'Holodomor, Oleksandra Radtchenko, fut littéralement persécutée pour ses écrits personnels. Lors d'une perquisition à son domicile, la police secrète confisqua son journal. Suivirent six mois d'interrogatoire après lesquels elle fut accusée d'avoir écrit un « journal au contenu contre-révolutionnaire ». Lors de son procès, elle déclara aux juges que « le principal objectif de mes écrits était de les consacrer à mes enfants. J'ai écrit parce que vingt ans après les enfants ne croiront pas que l'on ait employé ces méthodes violentes pour construire le socialisme. La population ukrainienne a souffert des horreurs au cours de 1930-1933 [...]. » Son appel tomba dans l'oreille de sourds. Elle écopa de dix ans au Goulag pour ne revenir en Ukraine qu'en 1955<sup>32</sup>.

La mémoire de nouvelles horreurs recouvrit aussi celle de 1933. Le massacre des Juifs de Kyiv au ravin de Babi Yar en 1941 ; les batailles de Koursk, Stalingrad, Berlin, toutes livrées avec des soldats ukrainiens ; les camps de prisonniers de guerre, le Goulag, les « camps de filtration » pour les déportés de retour, les massacres et les arrestations massives, les villages incendiés et les champs détruits – tout cela faisait aussi partie de l'histoire de l'Ukraine, désormais. Dans l'historiographie soviétique officielle, la « Grande Guerre patriotique », comme on devait appeler la Seconde Guerre mondiale, devint le principal foyer de la recherche et des commémorations, tandis que la répression des années 1930 ne devait jamais être abordée. L'année 1933 s'effaça derrière les années 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945.

Même l'année 1946 marqua une nouvelle aggravation avec le chaos de l'après-guerre, le retour aux réquisitions draconiennes, une grande sécheresse – et de nouveau la nécessité d'exportations, cette fois pour ravitailler l'Europe centrale sous occupation soviétique – qui achevèrent de perturber l'approvisionnement alimentaire. En 1946-1947, quelque 2,5 millions de tonnes de céréales soviétiques furent acheminées en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie et même en France. Les Ukrainiens souffrirent de nouveau de la faim, tant dans les

campagnes qu'en ville, comme d'autres à travers l'URSS. Le bilan des morts en lien avec les privations alimentaires fut très lourd, tandis que des centaines de milliers d'autres souffraient des effets de la malnutrition<sup>33</sup>.

Hors d'Ukraine la situation changea également, dans une tout autre direction. En mai 1945, à la fin de la guerre en Europe, des centaines de milliers d'Ukrainiens se retrouvèrent, comme d'autres citoyens soviétiques, hors des frontières de l'URSS. Beaucoup étaient des travailleurs forcés, envoyés en Allemagne travailler en usine ou à la ferme. Certains avaient suivi la Wehrmacht dans sa retraite ; d'autres avaient fui en Allemagne devant la progression de l'Armée rouge : pour avoir connu la famine, ils savaient qu'ils n'avaient rien à gagner au retour du pouvoir soviétique. Spécialiste de l'agriculture témoin de la famine, Olexa Woropay se retrouva dans un « camp de personnes déplacées » près de la ville allemande de Munster, où ses compatriotes et lui logeaient dans un « immense garage militaire transformé en caserne ». Pendant l'hiver 1948, alors qu'ils attendaient d'être envoyés au Canada ou en Grande-Bretagne, il n'y avait « rien à faire, les soirées étaient longues et monotones. Pour passer le temps, chacun racontait ce qu'il avait vécu ». Woropay coucha ses souvenirs par écrit<sup>34</sup>. Quelques années plus tard, ils parurent à Londres dans un petit volume intitulé *The Ninth Circle (Le Neuvième Cercle)*.

S'il eut peu d'impact à l'époque, *Le Neuvième Cercle* est aujourd'hui une lecture fascinante. Il reflète les vues de gens qui étaient adultes au moment de la famine, qui en gardaient un vif souvenir et qui avaient eu le temps de réfléchir aux causes et aux conséquences. Woropay, comme Sosnovyi, quelques années plus tôt, y soutient que la famine avait été organisée délibérément, que Staline l'avait soigneusement planifiée et qu'elle était dès le début destinée à soumettre et « soviétiser » l'Ukraine. Décrivant les rébellions qui suivirent la collectivisation, il en explique aussi la signification :

Moscou comprit qu'il s'agissait du début d'une nouvelle guerre avec l'Ukraine, et se souvenant de la guerre de libération des années 1918-1921, Moscou prit peur. Les Russes savaient aussi le danger que représenterait pour le communisme une Ukraine indépendante économiquement – d'autant plus qu'il subsistait, dans les villages ukrainiens, des éléments à la fois conscients de leur nationalité et suffisamment forts moralement pour caresser l'idée d'une Ukraine indépendante et unifiée [...]. Moscou adopta donc un plan, le plus ignominieux que l'on puisse imaginer, pour briser la résistance des 35 millions d'Ukrainiens. La force de l'Ukraine devait être minée par la famine<sup>35</sup>.

D'autres membres de la diaspora acquiescèrent. Spontanément, où qu'ils fussent, ils commencèrent à s'organiser autour de la famine, à la marquer et à la commémorer comme un tournant dans l'histoire de l'Ukraine. En 1948, les Ukrainiens d'Allemagne, pour beaucoup dans des camps de personnes déplacées, célébrèrent le quinzième anniversaire de la famine ; à Hanovre, ils organisèrent une manifestation en distribuant des tracts décrivant la famine comme un « meurtre collectif<sup>36</sup> ». En 1950, un journal ukrainien de Bavière reprit l'article de Sosnovyi d'abord paru à Kharkiv sous l'occupation, et répéta sa conclusion : c'était le régime soviétique qui avait « organisé » la famine<sup>37</sup>.

En 1953, un émigré ukrainien, Semen Pidhainy, alla encore plus loin. Issu d'une famille cosaque du Kouban, Pidhainy était un ancien du Goulag. Arrêté et interné au camp de concentration des îles Solovki, il fut libéré avant l'invasion nazie et passa la guerre à travailler dans l'administration municipale à Kharkiv. Il atterrit en 1949 à Toronto, où il se consacra à étudier et propager l'histoire de l'Ukraine. Comme les Ukrainiens d'Allemagne, ses objectifs étaient aussi bien politiques que moraux : il voulait se souvenir et porter le deuil, mais aussi attirer l'attention de l'Occident sur la nature répressive et brutale du régime soviétique. En ces premières années de guerre froide, un robuste sentiment prosoviétique persistait dans maintes parties de l'Europe et en Amérique du Nord. Pidhainy et la diaspora ukrainienne s'appliquèrent à le combattre.

Au Canada, Pidhainy fut l'initiateur de l'Association ukrainienne des victimes de la terreur communiste russe. Organisateur éminent de l'émigration, il prit souvent la parole devant des groupes d'émigrés, les encourageant à coucher par écrit leurs souvenirs de la famine, mais aussi de la vie en URSS. D'autres institutions d'émigrés en avaient fait ou en firent autant. L'Ukrainian Cultural and Educational Centre de Winnipeg, fondé en 1944, organisa en 1947 un concours de rédaction de Mémoires.

Alors que le but était de recueillir des matériaux sur la Seconde Guerre mondiale, nombre des contributions concernaient la famine, et le centre finit par constituer une collection imposante<sup>38</sup>. La communauté ukrainienne du monde entier répondit à l'appel d'un journal munichoïse de la diaspora, réclamant des Mémoires valant « accusation sévère de l'arbitraire bolchevique en Ukraine<sup>39</sup> ».

Un des résultats de ces efforts fut le livre en deux volumes publié sous la direction de Pidhainy, *The Black Deeds of the Kremlin (Les Crimes du Kremlin)*, dont le premier tome parut en 1953, pour

le vingtième anniversaire de la famine. Outre des douzaines de Mémoires, on y trouve une analyse de la famine et d'autres aspects répressifs du régime soviétique. Parmi les auteurs, figure Sosnovyi, dont les thèses furent abrégées et traduites en anglais. Intitulé « La vérité sur la famine », son essai commence abruptement : « Le gouvernement soviétique avait besoin de la famine de 1932-1933 pour briser l'épine dorsale de l'opposition ukrainienne à une domination russe complète. Ce fut donc une mesure politique, plutôt que le résultat de causes naturelles<sup>40</sup>. »

D'autres rapportent leurs expériences personnelles. Aux souvenirs brefs et poignants se mêlent des réminiscences plus longues et plus littéraires, ainsi que des dessins et des photographies des morts. Économiste à Poltava, G. Sova raconte : « À maintes reprises, j'ai vu les paysans dépouillés de leur dernière once de grain, de farine ou même de pois et de haricots<sup>41</sup>. » I. Kh-ko se souvient que son père « réussit à dissimuler des céréales dans ses jambières » à l'occasion d'une perquisition. Il finit tout de même par mourir : « Personne ne l'enterra, parce qu'il y avait partout des morts<sup>42</sup>. » Les éditeurs envoyèrent *The Black Deeds of the Kremlin* à toutes les bibliothèques du pays. Mais comme *Le Neuvième Cercle*, les articles de presse parus au Canada et les tracts allemands, la plupart des chercheurs soviétiques et les grandes revues universitaires se firent un devoir de les ignorer<sup>43</sup>. Le mélange de souvenirs de paysans faisant une place aux émotions et d'essais semi-savants n'eut pas l'heur de plaire aux historiens américains de profession. Paradoxalement, la guerre froide n'aida pas non plus la cause des émigrés ukrainiens. Leur vocabulaire – « crimes » (*black deeds*) ou « la famine comme arme politique » – semblait trop politique à de nombreux chercheurs des années 1950, 1960 et 1970. Il était facile de disqualifier les auteurs comme des fauteurs de guerre froide qui racontaient des histoires.

La suppression active de l'histoire de la famine par les autorités soviétiques eut aussi, inévitablement, un puissant impact sur les historiens et auteurs occidentaux. L'absence totale de toute information solide sur la famine fit paraître les allégations ukrainiennes au moins très exagérées, voire incroyables. S'il y avait eu une telle famine, le gouvernement soviétique n'aurait pas manqué d'y réagir ?! Aucun gouvernement ne pouvait assurément rester les bras croisés tandis que son peuple mourait de faim ?!

La diaspora ukrainienne pâtit aussi du statut même de l'Ukraine. Après la guerre, même aux yeux des spécialistes sérieux de l'après-guerre, la notion d'« Ukraine » semblait plus douteuse que jamais. La plupart des étrangers ne savaient pas grand-chose du bref moment postrévolutionnaire d'indépendance de l'Ukraine, et moins encore des rébellions de 1919 et 1930. Des arrestations et des répressions de 1933, ils ne savaient absolument rien. Le gouvernement soviétique encourageait les étrangers aussi bien que ses citoyens à considérer l'URSS comme une seule entité. Les représentants officiels de l'Ukraine sur la scène mondiale étaient les porte-parole de l'Union soviétique ; dans l'Occident de l'après-guerre, l'Ukraine était presque universellement considérée comme une province de la Russie. Se dire « ukrainien » ne semblait pas très sérieux, de même qu'il ne semblait pas très sérieux non plus de faire campagne pour l'indépendance de l'Écosse ou de la Catalogne.

Dans les années 1970, la diaspora ukrainienne en Europe, au Canada et aux États-Unis était assez nombreuse pour produire ses historiens et ses revues, et assez riche pour créer à la fois le Harvard Ukrainian Research Institute et le Canadian Institute for Ukrainian Studies à l'University of Alberta, à Edmonton. Néanmoins, ces efforts ne furent pas assez significatifs pour façonner les récits historiques dominants. Frank Sysyn, éminent spécialiste de la diaspora, a noté que l'« ethnicisation » du domaine avait même pu lui aliéner le reste de la communauté des chercheurs parce qu'elle donnait à l'histoire ukrainienne l'apparence d'une quête secondaire, sans grande valeur<sup>44</sup>. Des décennies après, du fait du souvenir de l'occupation nazie et de la collaboration de certains Ukrainiens avec les nazis, il était facile de traiter de « fasciste » tout avocat de l'Ukraine indépendante. Pour de nombreux Nord-Américains et Européens, la manière dont la diaspora ukrainienne revendiquait son identité semblait « nationaliste » et donc suspecte.

On pouvait ainsi dénigrer les émigrés, « notoirement de parti pris », et balayer avec mépris leurs « histoires d'atrocités douteuses ». Un éminent spécialiste de l'histoire soviétique devait finalement qualifier la compilation *Black Deeds* de « pièce » de la guerre froide sans valeur scientifique<sup>45</sup>. En Ukraine même, cependant, la situation commençait à changer.

En 1980, à l'approche du cinquantième anniversaire de la famine, des groupes de la diaspora ukrainienne, en Amérique du Nord, s'apprêtèrent de nouveau à marquer l'occasion. À Toronto, l'Ukrainian Famine Research Committee commença à filmer des entretiens avec des survivants de

la famine et des témoins à travers l'Europe et l'Amérique du Nord<sup>46</sup>. À New York, l'Ukrainian Studies Fund chargea James Mace, jeune chercheur dont la thèse de doctorat portait sur l'Ukraine, de lancer un grand projet de recherches au Harvard Ukrainian Institute<sup>47</sup>. Comme par le passé, on prépara des conférences et organisa des manifestations ; des rencontres se tinrent dans les églises ukrainiennes et les salles de réunion à Chicago et Winnipeg. Cette fois, cependant, l'impact fut différent. « Les connaissances acquises par les hommes », observe Pierre Rigoulot, historien français du communisme, « ne s'accumulent pas comme les briques d'un mur qui s'élève régulièrement à mesure du travail d'un maçon. Leur développement mais aussi leur stagnation ou leur recul dépendent du cadre social, culturel et politique<sup>48</sup> ». Pour l'Ukraine ce cadre commença à changer dans les années 1980, et devait continuer sur sa lancée tout au long de la décennie.

Le changement de perception en Occident s'explique en partie par les événements en Ukraine soviétique, même s'ils furent lents à venir. La mort de Staline en 1953 n'avait pas débouché sur une réévaluation officielle de la famine. Dans son « discours secret » capital de 1956, le successeur de Staline, Nikita Khrouchtchev, dénonça le « culte de la personnalité » qui avait entouré le dictateur soviétique et imputa à Staline le meurtre de centaines de milliers de gens, dont de nombreux dirigeants du parti en 1937-1938. Mais Khrouchtchev, qui avait repris les rênes du Parti communiste ukrainien en 1939, garda le silence sur la famine et la collectivisation. Dans les années qui suivirent, son refus d'en parler ne devait pas aider à discerner le sort des paysans, même pour les intellectuels dissidents. En 1969, Roy Medvedev, lui-même haut placé au sein du parti, mentionna la collectivisation dans *Le Stalinisme. Origines, histoire, conséquences*, la première histoire « dissidente » du stalinisme. Il parle de « centaines de milliers » de paysans morts de faim tout en reconnaissant ne pas savoir grand-chose.

Le « Dégel » de Khrouchtchev n'en ouvrit pas moins certaines lézardes dans le système. S'il était impossible aux historiens d'aborder certains sujets, les écrivains, parfois, le pouvaient. En 1962 une revue littéraire soviétique publia Alexandre Soljenitsyne, *Une journée d'Ivan Denissovitch*, le premier tableau honnête du Goulag soviétique. En 1968 une autre revue publia le récit d'un auteur russe bien moins connu, Vladimir Tendriakov, évoquant les « koulaks ukrainiens, expropriés et exilés de leur patrie », mourant sur la place d'une ville de province : « On s'habituaient à y voir les morts le matin, et Abram, le garçon d'écurie de l'hôpital, venait avec sa carriole et y entassait les cadavres. Tous ne mouraient pas. Beaucoup erraient dans les ruelles crasseuses et sordides, traînant leurs jambes enflées, éléphantiques et bleues tant elles étaient exsangues, s'accrochant à chaque passant, implorant avec des yeux de chien battu<sup>49</sup>. »

En Ukraine même, le rejet intellectuel et littéraire du stalinisme prit une saveur nettement nationale. Dans l'atmosphère moins répressive de la fin des années 1950 et du début des années 1960, les intellectuels ukrainiens – à Kyiv et Kharkiv mais aussi désormais à Lviv, ancien territoire polonais incorporé à l'Ukraine soviétique en 1939 – recommencèrent à se réunir, à écrire et à discuter de la possibilité d'un réveil national. Beaucoup avaient été formés dans des écoles primaires dont l'enseignement se faisait encore en ukrainien et, en grandissant, avaient entendu de leurs parents et grands-parents des versions de l'« histoire alternative » de leur pays. Certains se mirent à parler ouvertement de la promotion de la langue et de la littérature ukrainiennes, mais aussi d'une histoire ukrainienne qui différait de celle de la Russie.

Ces efforts tempérés pour ressusciter l'ombre d'une identité nationale alarmèrent Moscou. En 1961, sept universitaires ukrainiens furent arrêtés et jugés à Lviv, dont Stepan Viroun, qui avait aidé à rédiger une brochure dénonçant les « répressions injustifiées accompagnées d'accusations de nationalisme et l'anéantissement de plusieurs centaines de personnalités du parti et de la culture<sup>50</sup> ». Une douzaine d'autres furent jugés à Kyiv en 1966. Entre autres « crimes », l'un fut accusé de posséder un livre contenant un poème « antisoviétique » : comme il était imprimé sans le nom de l'auteur, la police n'avait pas reconnu la plume de Taras Chevtchenko (dont les œuvres à l'époque étaient parfaitement légales)<sup>51</sup>. Chelest, le chef du Parti communiste ukrainien, présida à ces arrestations même si, après avoir perdu son poste de premier secrétaire en 1973, il fut à son tour attaqué sous prétexte que *Ô Ukraine, notre terre soviétique* « consacre beaucoup trop de place au passé de l'Ukraine, à son histoire d'avant Octobre, sans glorifier convenablement des événements aussi marquants que le triomphe du Grand Octobre, la lutte pour construire le socialisme ». Le livre fut interdit, et Chelest demeura en disgrâce jusqu'en 1991<sup>52</sup>.

Dans les années 1970, cependant, l'URSS n'était plus aussi coupée du monde qu'elle l'avait été, et les arrestations trouvèrent cette fois un écho. Les détenus ukrainiens firent parvenir à Kyiv des éléments de leurs dossiers ; les dissidents de Kyiv apprirent à contacter Radio Liberty ou la BBC. En 1971, les matériaux sortis clandestinement de l'URSS étaient si nombreux qu'il fut possible de

publier un recueil de témoignages d'Ukraine, avec notamment les déclarations véhémentes de militants nationaux ukrainiens emprisonnés. En 1974, des dissidents publièrent une revue clandestine comptant plusieurs pages sur la collectivisation et la famine de 1932-1933. Une traduction anglaise de la revue parut également sous le titre *Ethnocide of Ukrainians in the U.S.S.R*<sup>53</sup>. En Occident, analystes et observateurs de l'Union soviétique prirent lentement conscience que les dissidents ukrainiens avaient un ensemble de griefs séparés et distincts. Quand l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979 et l'élection de Ronald Reagan en 1981 mirent brusquement fin à l'ère de la détente, une fraction bien plus large de l'opinion occidentale se reconcentra également sur l'histoire de la répression soviétique, et notamment de la répression en Ukraine.

Au début des années 1980, la diaspora ukrainienne avait aussi changé. Ses représentants n'étaient plus des réfugiés sans le sou, mais des membres établis des classes moyennes nord-américaines et européennes. Mieux installées et mieux financées, ses organisations pouvaient engager des projets plus lourds et transformer des matériaux épars en livres et en films. Le projet canadien d'entretiens déboucha sur un grand documentaire : *Harvest of Despair* fut primé dans divers festivals de cinéma et diffusé à la télévision canadienne au printemps 1985.

Aux États-Unis, la réticence initiale de la télévision publique à diffuser le film – craignant qu'il ne fût trop « à droite » – suscita la controverse. PBS finit par le diffuser en septembre 1986 dans le cadre de l'émission « Firing Line » de William Buckley, éditorialiste conservateur et rédacteur en chef de la *National Review*. Après le film, un débat réunit Buckley, l'historien Robert Conquest et les journalistes Harrison Salisbury du *New York Times* et Christopher Hitchens, alors à *The Nation*. Pour l'essentiel, le débat n'eut rien à voir avec la famine. Hitchens souleva la question de l'antisémitisme ukrainien. Salisbury consacra l'essentiel de ses remarques à Duranty<sup>54</sup>. Suivit cependant une cascade de recensions et d'articles.

Quelques mois plus tard, la publication par Robert Conquest de *Harvest of Sorrow (Sanglantes moissons)* – fruit le plus visible du grand projet documentaire de Harvard – suscita une vague d'intérêt plus grande encore. Ce livre, comme celui-ci, fut écrit en collaboration avec le Harvard Ukrainian Research Institute. Si Conquest n'avait pas les archives dont on dispose aujourd'hui, il travailla avec Mace afin de réunir toutes les sources existantes : documents soviétiques officiels, Mémoires, témoignage oral des survivants de la diaspora. Paru en 1986, *Harvest of Sorrow* bénéficia de comptes rendus dans tous les grands journaux britanniques et américains ainsi que dans de nombreuses revues universitaires – fait sans précédent, à l'époque, pour un livre sur l'Ukraine. Beaucoup de chroniqueurs s'étonnèrent d'avoir été si mal renseignés sur une tragédie aussi meurtrière. Dans *The Times Literary Supplement*, le soviétologue Geoffrey Hosking s'avoua surpris de découvrir la « masse de matériaux accumulés au fil des ans, pour la plupart parfaitement accessibles dans les bibliothèques britanniques » : « On a peine à croire que le livre du Dr Conquest soit la première étude historique de ce qu'il faut considérer comme l'une des plus grandes horreurs provoquées par l'homme dans un siècle qui en compte tant. » Frank Sysyn observa simplement : « Aucun livre traitant de l'Ukraine n'a jamais eu autant d'écho<sup>55</sup>. »

Toutes les critiques ne furent pas positives, et un large éventail de revues professionnelles passèrent sous silence le livre de Conquest. Certains historiens nord-américains, qui voyaient en lui un représentant d'une école plus traditionnelle de l'histoire soviétique ainsi qu'un homme de droite, dénoncèrent le livre sans détour. Dans la *London Review of Books*, J. Arch Getty déplora que les vues de Conquest aient reçu le soutien de l'American Enterprise Institute, think tank conservateur, et qualifia ses vues de « partisans » parce que liées aux « émigrés ukrainiens en Occident ». Getty conclut que, « dans le climat politique conservateur actuel, avec son discours sur l'« empire du mal », je suis certain que le livre aura un immense succès ». À l'époque, comme aujourd'hui, le débat historique sur l'Ukraine portait la marque de la politique intérieure américaine. S'il n'y avait aucune raison objective pour que l'étude de la famine fût qualifiée de « droite » ou de « gauche », les chercheurs travaillant sur les atrocités soviétiques étaient faciles à cataloguer dans le climat politique de la guerre froide<sup>56</sup>.

*Sanglantes moissons* devait finalement trouver un écho en Ukraine même, malgré les efforts des autorités pour le bloquer. En 1981, alors que Harvard lançait le projet de recherches, une délégation de la mission de la République socialiste soviétique d'Ukraine aux Nations unies visita l'université et demanda à l'Ukrainian Research Institute d'abandonner le projet. En échange, l'institut aurait accès aux archives soviétiques – privilège très rare à l'époque. Après la parution d'extraits du livre de Conquest dans le *Globe and Mail* de Toronto, le premier secrétaire de l'ambassade soviétique adressa au rédacteur en chef une lettre véhément : oui, certains étaient morts de faim, affirma-t-il,

mais ils furent les victimes de la sécheresse et du sabotage des koulaks<sup>57</sup>. Sitôt le livre paru, il se révéla impossible de tenir les Ukrainiens à distance. Au cours de l'automne 1986, Radio Liberty, la radio de Munich soutenue par les Américains, en donna lecture à ses auditeurs en URSS.

Une réponse soviétique plus élaborée arriva en 1987, avec la publication de *Fraud, Famine and Fascism : The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard* (Imposture, famine et fascisme : le mythe du génocide ukrainien, de Hitler à Harvard). Le soi-disant auteur, Douglas Tottle, était un syndicaliste canadien. Pour lui, la famine était un canular inventé et propagé par des fascistes et des groupes antisoviétiques ukrainiens en Occident. Tout en reconnaissant que les intempéries et le chaos d'après la collectivisation avaient créé des pénuries alimentaires dans ces années-là, il refusait de reconnaître qu'un État malveillant eût joué le moindre rôle dans l'extension de la famine. Non content de qualifier la famine ukrainienne de « mythe », il prétendait que tous les récits qui en faisaient état relevaient, par définition, de la propagande nazie. Il postulait, entre autres choses, que tous les membres de la diaspora ukrainienne étaient des « nazis », que les livres et les monographies sur la famine relevaient d'une campagne de propagande nazie de mèche avec les services secrets occidentaux ; que Harvard University était de « longue date un centre de recherches, d'études et de programmes anticommuniste » en lien avec la CIA ; que les écrits de Malcolm Muggeridge sur la famine étaient souillés parce que les nazis s'en étaient servis ; et que Muggeridge lui-même était un agent britannique<sup>58</sup>.

À Moscou comme à Kyiv, l'Institut d'histoire du parti contribua au manuscrit de Tottle ; des versions non signées firent la navette envers leurs sièges et ceux des deux comités centraux du parti pour corrections et commentaires. Des diplomates soviétiques suivirent la publication du livre et s'efforcèrent de le promouvoir<sup>59</sup>. Le livre finit par rencontrer un modeste écho. En janvier 1988, se fondant sur le travail de Tottle sans le moindre esprit critique, *Village Voice* publiait un article intitulé « En quête d'un Holocauste soviétique : une famine vieille de 55 ans alimente la droite<sup>60</sup> ».

Rétrospectivement, le livre de Tottle est surtout significatif comme signe avant-coureur de ce qui allait se produire, près de trois décennies plus tard. Sa thèse centrale reposait sur le lien supposé entre le « nationalisme » ukrainien – défini comme le simple fait de parler de la répression soviétique en Ukraine, ou de l'indépendance ou de la souveraineté ukrainiennes – et le fascisme, ainsi que les services secrets américains et britanniques. Bien plus tard, ce même ensemble de liens – Ukraine, fascisme et CIA – allait servir dans la campagne d'information russe contre l'indépendance ukrainienne et le mouvement anticorruption de 2014. Les bases de cette campagne avaient été posées très concrètement en 1987.

Comme d'autres apologies soviétiques de l'époque, *Fraud, Famine and Fascism* reconnaissait que l'on avait souffert de la faim en Ukraine et en Russie en 1932-1933, mais attribuait la famine de masse aux exigences de la « modernisation », au sabotage des koulaks et à de prétendues intempéries. Comme dans toutes les campagnes de calomnie les plus sophistiquées, des éléments de vérité s'y mêlaient à des mensonges et à des exagérations. Dans son livre, Tottle observe à juste titre que certaines photographies alors datées de 1933 avaient été prises au cours de la famine de 1921. Il identifie aussi certaines relations mauvaises ou trompeuses des années 1930. Enfin, il écrit, ce qui est vrai, que des Ukrainiens collaborèrent avec les nazis et que, au cours de leur occupation, les nazis avaient beaucoup évoqué la famine, par oral ou par écrit.

Alors même que ces faits ne diminuaient en rien la tragédie de 1932-1933 ni n'en altéraient les causes, l'association « nazi » et « nationaliste » était simplement destinée à salir quiconque parlait de la famine. Dans une certaine mesure, cette stratégie marcha : cette campagne soviétique contre la mémoire ukrainienne de la famine et ses historiens laissa un soupçon d'incertitude. Hitchens lui-même s'était senti obligé de faire état de collaborateurs ukrainiens des nazis dans sa discussion de *Harvest of Despair*, et une partie de la communauté scientifique devait toujours aborder le livre de Conquest avec prudence<sup>61</sup>. Faute d'accès aux archives, il restait impossible, dans les années 1980, de décrire la série de décisions délibérées qui avaient conduit à la famine au printemps 1933. Il était aussi impossible de décrire en détail les suites, la dissimulation ou l'étouffement du recensement de 1937.

Les projets de recherches qui aboutirent à *Harvest of Despair* et *Sanglantes moissons* n'en eurent pas moins un écho supplémentaire. En 1985, le Congrès des États-Unis créa une commission d'enquête bipartite chargée d'enquêter sur la famine ukrainienne avec Mace à sa tête. Sa mission était de « mener une étude sur la famine ukrainienne de 1932-1933 afin d'étoffer la connaissance que le monde a de la famine et d'apporter au public américain une meilleure compréhension du système soviétique en révélant le rôle des Soviétiques » dans cet épisode<sup>62</sup>. Il fallut trois ans à la commission pour boucler son rapport, recueil de témoignages oraux et écrits de survivants de la

diaspora, qui demeure un des plus importants publiés à ce jour en anglais. En 1988, quand la commission présenta son travail, la conclusion était en contradiction directe avec la ligne soviétique : « Il ne fait pas de doute, concluait la commission, qu'un nombre important d'habitants de la RSS d'Ukraine et du territoire du Nord-Caucase sont morts de faim dans le cadre d'une famine provoquée par l'homme en 1932-1933 du fait de la confiscation de la récolte de 1932 par les autorités soviétiques. »

En outre, ajouta la commission, les « allégations soviétiques officielles imputant au “sabotage des koulaks” toutes les difficultés survenues au cours de la famine sont fausses » : « Contrairement à ce qu'on a prétendu, la famine n'était pas liée à la sécheresse », et tout a été fait pour « empêcher les gens qui mouraient de faim de se rendre dans des régions disposant de davantage de vivres ». Et de conclure : « La famine ukrainienne de 1932-1933 vient de ce qu'on a arraché les produits agricoles à la population rurale » ; autrement dit, elle ne s'explique ni par les « intempéries » ni par le « sabotage des koulaks<sup>63</sup> ».

Ces conclusions font écho à celles de Robert Conquest. Elles confirment également l'autorité de Mace, dont la commission a fourni une montagne de matériaux nouveaux que d'autres chercheurs pourront exploiter dans les années suivantes. Quand la commission publia sa déclaration finale en 1988, cependant, les débats les plus importants sur la famine ukrainienne commençaient enfin à se dérouler non pas en Europe ou en Amérique du Nord mais en Ukraine même.

Le 26 avril 1986, des indications inhabituelles, hors normes, commencèrent à apparaître sur le matériel de surveillance des radiations en Scandinavie. Soupçonnant d'abord un dysfonctionnement du matériel, les spécialistes européens du nucléaire sonnèrent l'alarme. Or, les chiffres ne devaient rien au hasard. Quelques jours plus tard, des photographies prises par satellite révélèrent la source des radiations : une centrale nucléaire dans la ville de Tchernobyl, dans le nord de l'Ukraine. Interrogé, le gouvernement soviétique ne fournit aucune explication ni ne donna aucune consigne. Cinq jours après l'explosion, le défilé du 1<sup>er</sup> Mai se déroula à Kyiv, à moins de 130 kilomètres. Des milliers de gens arpentèrent les rues de la capitale ukrainienne, inconscients des radiations invisibles dans l'air de la ville. Le gouvernement était pourtant averti du danger. Volodymyr Chtcherbytskyi, le chef du Parti communiste ukrainien, arriva fin mars, visiblement bouleversé : le secrétaire général soviétique lui avait personnellement ordonné de ne pas annuler le défilé. « Si tu bousilles le défilé, lui avait dit Mikhaïl Gorbatchev, tu mettras ta carte du parti sur la table<sup>64</sup>. »

Dix-huit jours après l'accident, Gorbatchev fit brusquement machine arrière et annonça à la télévision soviétique que la population avait le droit de savoir ce qui s'était produit. Des équipes de tournage se rendirent sur place, filmèrent des entretiens avec des médecins et des habitants du coin et expliquèrent ce qui était arrivé. Une mauvaise décision : un test de turbine s'était mal passé et un réacteur nucléaire avait fondu. Des soldats venus de toute l'Union soviétique avaient versé du béton sur les décombres qui se consumaient. Tous les habitants vivant dans un rayon d'une trentaine de kilomètres de Tchernobyl avaient dû quitter leurs foyers et leurs fermes jusqu'à nouvel ordre. Officiellement établi à 31, le bilan des morts monta en flèche pour atteindre plusieurs milliers tandis que, dans d'autres régions de l'URSS, les soldats qui avaient versé du béton ou survolé le réacteur en hélicoptère étaient victimes du mal des rayons.

L'impact psychologique de l'accident ne fut pas moins profond. Tchernobyl ruina le mythe de la compétence technique soviétique, un des rares auxquels beaucoup croyaient encore. Si l'URSS avait promis à ses citoyens que le communisme les guiderait dans un futur de high-tech, Tchernobyl les conduisit à se demander si on pouvait vraiment lui faire confiance. Qui plus est, Tchernobyl rappela à l'URSS, et au monde, les sinistres conséquences du secret soviétique, poussant Gorbatchev lui-même à reconsidérer le refus de son parti de discuter de son passé aussi bien que de son présent. Secoué par l'accident, le dirigeant soviétique lança la politique de la *glasnost* – littéralement « ouverture » ou « transparence » –, encourageant fonctionnaires et particuliers à dire la vérité sur les institutions et l'histoire soviétiques, dont l'histoire de 1932-1933. À la suite de cette décision, le tissu de mensonges destiné à cacher la famine – manipulation des statistiques, destruction des registres de décès et emprisonnement des diaristes – allait finalement s'effiloche<sup>65</sup>.

En Ukraine, l'accident réveilla les souvenirs des trahisons passées et des catastrophes historiques, amenant les Ukrainiens à défier leur État et sa pratique du secret. Le 5 juin, six semaines seulement après l'explosion de Tchernobyl, le poète Ivan Dratch prit la parole dans une assemblée de l'Union ukrainienne des écrivains. Ses propos étaient empreints d'une charge émotionnelle inhabituelle : son fils faisait partie des jeunes soldats envoyés sur les lieux de l'accident sans protection adéquate et

souffrait maintenant d'irradiations. Dratch lui-même avait été partisan de l'énergie nucléaire, imaginant qu'elle moderniserait l'Ukraine<sup>66</sup>. Le voici qui reprocha au système soviétique à la fois la fusion nucléaire, le voile de secret qui avait dissimulé les explosions et le chaos qui s'ensuivit. Dratch fut le premier à comparer ouvertement Tchernobyl à la famine. S'exprimant longuement, il déclara que la « foudre nucléaire avait frappé le génotype de la nation » :

Pourquoi la jeune génération s'est-elle détournée de nous ? Parce que nous n'avons pas appris à parler franchement, à dire la vérité sur ce que nous avons vécu et ce que nous vivons maintenant. Nous nous sommes si bien habitués au mensonge [...]. Quand nous voyons Reagan à la tête d'une commission sur la famine de 1933, je me demande bien ce que fabrique l'Institut d'histoire quand il s'agit de dire la vérité sur 1933<sup>67</sup> ?

Les autorités du parti qualifièrent plus tard les propos de Dratch d'« éclat émotionnel » et censurèrent même la transcription à usage interne de son discours. L'allusion à la « foudre nucléaire [qui] avait frappé le génotype de la nation » – souvent rapportée à tort à la famine – fut remplacée par l'expression « frappa douloureusement<sup>68</sup> ».

En revanche, il n'y eut pas de retour en arrière : les propos de Dratch avaient fait vibrer une corde sensible chez ceux qui les entendirent à l'époque et ceux qui les répétèrent par la suite. Les événements s'accéléraient ; très vite, la *glasnost* devint une réalité. Gorbatchev avait voulu que l'on mît ainsi en évidence les failles des institutions soviétiques dans l'espoir que cela leur permettrait de mieux fonctionner. D'autres avaient une conception plus large de la *glasnost*. La presse soviétique se mit à publier des récits exacts et des histoires factuelles. Pour la première fois, furent édités les œuvres d'Alexandre Soljenitsyne et d'autres chroniqueurs du Goulag. Gorbatchev devint le second dirigeant soviétique, après Khrouchtchev, à parler franchement des « trous » de l'histoire soviétique.

À la différence de son prédécesseur, cependant, Gorbatchev s'exprima à la télévision :

[...] l'absence de démocratisation digne de ce nom de la société soviétique est précisément ce qui a rendu possibles le culte de la personnalité et les violations de la loi, l'arbitraire et les répressions des années 1930 : pour parler sans détour, les crimes fondés sur l'abus de pouvoir. Des milliers de membres du parti ou de non-membres furent victimes de répressions de masse. Telle est, camarades, l'amère vérité<sup>69</sup>.

Tout aussi rapidement, la *glasnost* commença à paraître insuffisante aux Ukrainiens. En août 1987, Viatcheslav Tchornovil, intellectuel dissident de premier plan, écrivit à Gorbatchev une lettre ouverte d'une trentaine de pages l'accusant d'avoir lancé une *glasnost* « superficielle » qui préservait la « souveraineté fictive » de l'Ukraine et des autres républiques non russes, mais étouffait leurs langues, leurs mémoires et leur véritable histoire. Et Tchornovil de dresser sa liste des « trous » de l'histoire ukrainienne, citant notamment les individus et les incidents encore exclus des récits officiels : Hrouchevsky, Skrypnyk, Khvylovyi, les arrestations massives d'intellectuels, la destruction de la culture nationale, la suppression de la langue ukrainienne et, bien entendu, la grande famine « génocidaire » de 1932-1933<sup>70</sup>.

D'autres lui emboîtèrent le pas. La section ukrainienne de Mémorial, la société soviétique pour la commémoration des victimes de Staline, entreprit ouvertement de recueillir pour la première fois des témoignages et des souvenirs. En juin 1988 un autre poète, Boris Oliynyk, prit la parole à la fameuse dix-neuvième Conférence du parti à Moscou : la plus ouverte et polémique de toute l'histoire, et la première à être retransmise en direct à la télévision. Il aborda trois problèmes : le statut de l'ukrainien, les dangers de l'énergie nucléaire et la famine. « Les raisons de la famine de 1933, qui a coûté la vie à des millions d'Ukrainiens, doivent être rendues publiques, et les responsables de cette tragédie identifiés nommément<sup>71</sup>. »

Tel est le contexte dans lequel le Parti communiste ukrainien s'apprêtait à répondre au rapport du Congrès américain. Comme il le fit si souvent dans les dernières années débilatantes de l'URSS, le parti en difficulté décida de créer une commission. Chtcherbytskyi chargea des chercheurs de l'Académie ukrainienne des sciences et de l'Institut d'histoire du parti – les organisations qui se trouvaient derrière la publication de *Fraud, Famine and Fascism* – de réfuter les accusations générales et, plus particulièrement, de contrer les conclusions du Congrès. Il s'agissait, une fois de plus, d'apporter un démenti officiel. Pour les aider, les archives furent ouvertes aux historiens<sup>72</sup>.

Le résultat fut inattendu. Pour nombre des chercheurs, les documents furent une révélation. Ils y trouvèrent des éléments précis sur les décisions politiques, les confiscations de céréales, les protestations des activistes, les cadavres jonchant les rues des villes, la tragédie des orphelins, la terreur et le cannibalisme. Il n'y avait pas d'imposture, conclut la commission. Pas plus que le « mythe de la famine » n'était un complot fasciste. La famine avait été bien réelle, elle s'était produite, il n'était plus possible de la nier.

Le soixantième anniversaire de la famine, à l'automne 1993, ne ressembla à aucun des précédents. Deux années plus tôt, l'Ukraine avait élu son premier président et voté pour l'indépendance à une écrasante majorité ; le refus ultérieur du gouvernement de signer un nouveau traité d'union avait précipité la dissolution de l'Union soviétique. Le Parti communiste ukrainien, dans l'un de ses actes les plus mémorables avant d'abandonner le pouvoir, avait adopté une résolution imputant la famine de 1932-1933 à la « ligne criminelle suivie par Staline et son entourage le plus proche<sup>73</sup> ». Dratch et Oliynyk avaient rejoint d'autres intellectuels pour fonder Roukh [« Mouvement »], parti politique indépendant et première manifestation légale du mouvement national depuis les répressions du début des années 1930. Pour la première fois dans l'histoire, l'Ukraine était un État souverain et reconnu comme tel par la majeure partie du monde.

En tant qu'État souverain, l'Ukraine était désormais libre, en cet automne 1993, de débattre de son histoire et de la commémorer. Pour toute sorte de raisons, anciens communistes et anciens dissidents avaient tous hâte de s'exprimer. À Kyiv le gouvernement organisa une série d'événements publics. Le 9 septembre, le vice-Premier ministre ouvrit une conférence savante en insistant sur la portée politique des commémorations de la famine : « Seule une Ukraine indépendante peut garantir qu'une telle tragédie ne se répétera jamais », déclara-t-il à l'auditoire. James Mace, devenu une personnalité très connue et admirée en Ukraine, était également présent. Lui aussi tira des conclusions politiques : « Je voudrais espérer que cette commémoration aidera les Ukrainiens à se rappeler le danger du chaos politique et de la dépendance politique envers les puissances voisines. » Ancien apparatchik communiste, le président Leonid Kravtchouk prit également la parole : « Une forme de gouvernement démocratique protège un peuple de pareils malheurs. Si nous perdons notre indépendance, nous sommes voués à un éternel retard économique, politique et culturel. Qui plus est, si cela se produit, nous serons toujours confrontés à la possibilité de répéter ces horribles pages de notre histoire, y compris de la famine, organisée par une puissance étrangère<sup>74</sup>. »

Ivan Dratch, le leader de Roukh, prôna une reconnaissance plus large de la signification de la famine : il appela les Russes au « repentir » et leur demanda de suivre l'exemple des Allemands en reconnaissant leur culpabilité. Se référant directement à l'Holocauste, il observa que les Juifs avaient « forcé le monde entier à admettre sa culpabilité envers eux ». Sans prétendre que tous les Ukrainiens étaient des victimes – « les maraudeurs bolcheviques en Ukraine mobilisèrent également des Ukrainiens » –, il adopta un ton nationaliste : « La première leçon qui devient partie intégrante de la conscience ukrainienne est que la Russie n'a jamais eu et n'aura jamais eu d'autre intérêt en Ukraine que la destruction totale de la nation ukrainienne<sup>75</sup>. »

Les cérémonies se succédèrent tout le week-end, avec des banderoles noires accrochées aux édifices publics ; des milliers de gens se rassemblèrent pour un office commémoratif devant la cathédrale Sainte-Sophie. Les plus émouvantes furent cependant les célébrations spontanées. La foule afflua au Khrechtchatyk, le boulevard central de Kyiv, où des particuliers avaient placardé des documents personnels et des photographies sur des panneaux disposés à trois endroits différents.

À mi-parcours fut dressé un autel, à côté duquel les visiteurs laissèrent des fleurs et du pain. Les dirigeants de la ville et des responsables politiques de toute l'Ukraine déposèrent des couronnes au pied d'un nouveau monument. D'aucuns vinrent avec des pots emplis de terre en provenance des fosses communes des victimes de la famine<sup>76</sup>.

Le moment dut faire figure de tournant pour tous ceux qui étaient là. La famine avait été publiquement reconnue et commémorée. Plus encore, après des siècles de colonisation impériale et des décennies de répression soviétique, elle avait été reconnue et commémorée dans une Ukraine souveraine. Pour le meilleur ou pour le pire, l'épisode de la famine faisait désormais partie de la vie politique et de la culture ukrainiennes contemporaines. Les enfants allaient l'étudier à l'école ; les chercheurs pourraient en faire un récit complet en puisant dans les archives. On érigerait des monuments, on écrirait des livres. Le long processus de compréhension, d'interprétation, de pardon, de discussion et de deuil était sur le point de commencer.

## ÉPILOGUE

### *La question ukrainienne reconsidérée*

Le massacre de peuples et de nations, qui a marqué l'avancée de l'Union soviétique en Europe, n'est pas un trait nouveau de sa politique expansionniste [...]. Ce fut plutôt une caractéristique à long terme, y compris de la politique intérieure du Kremlin, dont les maîtres actuels avaient trouvé d'abondants précédents dans les opérations menées par la Russie tsariste. C'est en effet une étape indispensable du processus d'« union » que les dirigeants soviétiques espèrent naïvement voir produire « l'homme soviétique », la « nation soviétique » et, pour parvenir à cet objectif, celui d'une nation unifiée, les chefs du Kremlin détruiront joyeusement les nations et les cultures présentes depuis longtemps en Europe orientale.

RAPHAEL LEMKIN, « Le génocide soviétique en Ukraine »,  
1953<sup>1</sup>

Ще не вмерла України і Слава, і Воля

*(La gloire et la liberté de l'Ukraine ne sont pas encore mortes)*

Hymne national ukrainien

Ceux qui connurent la famine ukrainienne devaient toujours la décrire, dès lors qu'il leur fut permis de le faire, comme un acte d'agression de la part de l'État. Les paysans qui firent l'expérience des perquisitions et des listes noires gardèrent le souvenir d'une offensive collective contre eux-mêmes et leur culture. Les Ukrainiens témoins des arrestations et du meurtre d'intellectuels, d'universitaires, d'auteurs et d'artistes allaient pareillement se les rappeler comme une attaque délibérée contre l'élite culturelle de leur nation.

Les archives corroborent les témoignages des survivants. Ni les mauvaises récoltes ni les intempéries n'expliquent la famine en Ukraine. Si le chaos de la collectivisation contribua à créer les conditions qui aboutirent à la famine, le nombre élevé des morts en Ukraine entre 1932 et 1934 et surtout le pic du printemps 1933 ne furent pas une conséquence directe de la collectivisation. La famine fut plutôt le résultat de l'enlèvement forcé des vivres dans les foyers des habitants ; des barrages routiers empêchant les paysans d'aller chercher du travail ou de quoi manger ; des règles draconiennes des listes noires imposées aux fermes et aux villages ; des restrictions sur le troc et le commerce ; et d'une campagne de propagande hargneuse destinée à persuader les Ukrainiens de regarder, impassibles, leurs voisins mourir de faim.

Staline, on l'a vu, ne chercha pas à tuer *tous* les Ukrainiens, pas plus que tous les Ukrainiens ne résistèrent. Au contraire, certains collaborèrent, tant activement que passivement, au projet soviétique. Ce livre contient maints récits d'assauts menés par des voisins contre des voisins : phénomène familier par d'autres massacres, ailleurs, en d'autres temps. En revanche, Staline chercha à éliminer physiquement les Ukrainiens les plus actifs et engagés, tant dans les campagnes que dans les villes. Il mesura parfaitement les conséquences de la famine et de la vague simultanée d'arrestations massives en Ukraine au moment même où elles se déroulaient. De même en va-t-il pour ses plus proches, y compris les communistes ukrainiens les plus en vue.

À l'époque des faits, il n'existait pas de mot applicable à une offensive orchestrée par l'État contre un groupe ethnique ou une nation ni de loi internationale la définissant comme un genre de crime particulier. Sitôt que le mot « génocide » entra en usage à la fin des années 1940, beaucoup cherchèrent à l'appliquer à la famine et aux purges qui l'accompagnèrent en Ukraine. Les multiples interprétations du mot « génocide » – catégorie juridique et morale, plutôt qu'historique – mais aussi la situation politique complexe et constamment changeante de la Russie et de l'Ukraine ne manquèrent pas de compliquer à l'époque, comme aujourd'hui, leurs efforts.

En un sens très littéral, le concept de « génocide » trouve ses origines en Ukraine, plus précisément dans la ville tout à la fois polonaise, juive et ukrainienne de Lviv. Raphael Lemkin, le juriste qui inventa le mot – associant le mot grec *genos*, race ou nation, au suffixe *cide*, de latin *caedere*, « tuer » –, fit des études de droit à l'université de Lviv, alors appelée Lwów, dans les années 1920<sup>2</sup>. La ville avait été polonaise jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, avant de faire partie de l'Empire austro-hongrois. Elle redevint polonaise après la Première Guerre mondiale ; soviétique en 1939 après l'invasion de l'Armée rouge ; allemande entre 1941 et 1944 ; et fit partie de l'Ukraine d'abord soviétique jusqu'en 1991, puis indépendante par la suite. Chaque changement s'accompagna de bouleversements et parfois de violences de masse alors que les nouveaux dirigeants imposaient des changements de langue, de culture et de lois.

Même s'il quitta Lviv pour Varsovie en 1929, Lemkin écrit dans son autobiographie que c'est l'histoire de sa région et les émotions brutales qui la balayèrent au cours de la Première Guerre mondiale qui l'inspirèrent : « Je commençai à lire davantage d'histoire pour savoir s'il s'agissait de la destruction de groupes religieux ou raciaux nationaux en tant que tels. » L'assaut turc contre les Arméniens, « mis à mort pour la simple raison qu'ils étaient chrétiens », l'amena en particulier à réfléchir plus à fond au droit international et à se demander comment on pourrait l'utiliser pour arrêter de telles tragédies<sup>3</sup>. L'invasion nazie de Varsovie, en 1939, rendit son travail d'autant plus pressant qu'il comprit aussitôt que les Juifs seraient ciblés en tant que groupe, tout comme d'autres. Il devait finalement exposer ses vues dans *Axis Rule in Occupied Europe : Laws of Occupation – Analysis of Government – Proposals for Redress* (*Le Pouvoir de l'Axe en Europe occupée : lois d'occupation – analyse du gouvernement – propositions de redressement*), qu'il publia aux États-Unis en 1944, après avoir fui la Pologne occupée. Il y définit le « génocide », non pas comme un acte unique, mais comme un processus :

D'une manière générale, le génocide ne signifie pas nécessairement la destruction immédiate d'une nation, sauf quand il est accompli par un massacre de tous ses membres. Il signifie plutôt la mise en œuvre de différentes actions coordonnées qui visent à la destruction des fondements essentiels de la vie de groupes nationaux, en vue de leur anéantissement. Une telle politique a pour objectifs la désintégration de leurs institutions politiques et sociales, de leur culture, de leur langue, de leur conscience nationale, de leur religion et de leur existence économique, la destruction de la sécurité, de la liberté, de la santé, de la dignité individuelle et de la vie même des individus. Le génocide est dirigé contre un groupe national en tant qu'entité, et les actions sont menées contre les individus, non pour ce qu'ils sont, mais pour leur appartenance à ce groupe<sup>4</sup>.

Dans *Axis Rule*, Lemkin parle de diverses sortes de génocides – politique, social, culturel, économique, biologique et physique. Séparément, dans l'esquisse d'une histoire du génocide qu'il ne devait jamais achever ou publier, il énuméra aussi les techniques utilisables pour perpétrer un génocide, dont la profanation de symboles culturels et la destruction de centres culturels tels que les églises et les écoles<sup>5</sup>. Autrement dit, suivant la définition large qu'en donne Lemkin dans ses travaux publiés ou inédits des années 1940, le « génocide » incluait certainement la soviétisation de l'Ukraine et la famine ukrainienne. Il le soutint explicitement par la suite. Dans un essai de 1953 intitulé « Le génocide soviétique en Ukraine », Lemkin écrit que l'URSS s'en prit aux membres de l'élite ukrainienne parce qu'ils étaient « très peu nombreux et par conséquent faciles à éliminer ; c'est donc sur ces groupes en particulier que s'est abattu de toutes ses forces le couperet soviétique, avec ses habituels instruments que sont les massacres, la déportation et le travail forcé, l'exil et la famine<sup>6</sup> ».

Si le concept de génocide était simplement demeuré une idée dans l'esprit et les écrits des chercheurs, il n'y aurait pas de discussion aujourd'hui : suivant la définition de Lemkin, l'Holodomor fut bien un génocide – tout comme au regard de la plupart des acceptions intuitives du mot. Or, le concept de génocide a trouvé place dans le droit international dans un tout autre contexte : celui des procès de Nuremberg et des débats juridiques qui ont suivi.

Lemkin conseilla aussi Robert Jackson, membre de la Cour suprême nommé procureur à Nuremberg ; grâce à lui, le mot fut employé au cours du procès, même s'il ne figure dans aucun des verdicts. À la fin des procès de Nuremberg, pour des raisons de morale autant que de Realpolitik, beaucoup eurent le sentiment que le vocable devait être consacré dans un des documents de base des Nations unies. Toutefois, ont justement observé Norman Naimark et d'autres, la situation politique internationale et, plus précisément, la guerre froide façonnèrent la rédaction de la convention des Nations unies sur le génocide bien davantage que les recherches juridiques de Lemkin ou de quiconque<sup>7</sup>.

Initialement, en décembre 1946, une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamna le génocide en des termes qui font écho à l'acception très large de Lemkin. Le génocide est présenté comme « un crime en vertu du droit international [...], qu'il soit commis pour des raisons religieuses, raciales, politiques ou autres ». Les premières moutures de ce qui allait devenir

la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide comptaient aussi les « groupes politiques » parmi les victimes potentielles du génocide. Mais l'URSS, sachant qu'elle serait jugée coupable de génocide contre des « groupes politiques » – les koulaks, par exemple – résista à cette définition élargie. La délégation soviétique plaida que lesdits groupes « n'avaient pas leur place dans une définition scientifique du génocide, et que les inclure affaiblirait la convention et gênerait le combat contre le génocide ». La délégation soviétique veilla plutôt à ce que la définition du « génocide » fût « organiquement liée au fascisme-nazisme et à d'autres théories raciales similaires ». Lemkin lui-même se mit à militer pour cette définition plus étroite, comme d'autres qui tenaient à tout prix à l'adoption du texte et craignaient autrement que l'URSS ne la bloque<sup>8</sup>.

La convention finalement adoptée en 1948 fut un triomphe personnel pour Lemkin et beaucoup d'autres qui avaient milité en sa faveur. La définition juridique était étroite, et fut interprétée en un sens plus strict encore au cours des années suivantes. En pratique, tel que défini dans les documents des Nations unies, « génocide » devait désigner l'élimination physique de tout un groupe ethnique, comme dans l'Holocauste.

L'Holodomor ne répond pas à ce critère. La famine ukrainienne ne fut pas une tentative visant à éliminer tout Ukrainien vivant ; l'opération s'arrêta, dans le courant de l'été 1933, bien avant qu'elle n'ait dévasté toute la nation. Bien que Lemkin ait par la suite plaidé pour une acception plus large du terme et ait même décrit la soviétisation de l'Ukraine comme « l'exemple classique du génocide soviétique<sup>9</sup> », il est désormais difficile de classer la famine ukrainienne, ou tout autre crime soviétique, parmi les génocides au regard du droit international. Ce n'est guère surprenant puisque l'Union soviétique elle-même a contribué à façonner précisément le vocabulaire pour empêcher que les crimes soviétiques, dont l'Holodomor, ne fussent classés sous la rubrique « génocide ».

La difficulté à assimiler l'Holodomor à un génocide au regard du droit international n'a pas empêché une série de gouvernements ukrainiens d'essayer de le faire. La première tentative suivit la Révolution Orange de 2004 – série de manifestations qui se déroulèrent à Kyiv pour protester contre une élection volée, la corruption et les ingérences russes dans la vie politique ukrainienne. Cette contestation aboutit à l'élection de Viktor Iouchtchenko, le premier président de l'Ukraine qui ne soit pas passé par le Parti communiste. Muni d'un mandat exceptionnellement fort du mouvement national ukrainien, Iouchtchenko s'en servit pour promouvoir l'étude de la famine. Il fit des allusions à l'Holodomor dans son discours inaugural et créa un Institut de la mémoire nationale donnant une place de choix à la recherche sur ce sujet. Il pressa également les Nations unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres institutions européennes de reconnaître à l'Holodomor la qualité de génocide. Le financement des recherches sur la famine explosa sous le gouvernement Iouchtchenko. Des douzaines de groupes locaux – enseignants, étudiants, bibliothécaires – se joignirent à l'effort national pour créer un Livre de la mémoire, par exemple : une liste complète des victimes de la famine<sup>10</sup>. En janvier 2010, un tribunal ukrainien reconnut Staline, Molotov, Kaganovitch, Postychev, Kossior et d'autres coupables d'avoir « perpétré un génocide ». Le tribunal arrêta la procédure parce que tous les accusés étaient décédés<sup>11</sup>.

Iouchtchenko perçut à quel point la famine avait la force d'unifier la mémoire nationale des Ukrainiens, surtout après avoir été si longtemps niée. Il la « politisa » incontestablement en ce sens qu'il utilisa des outils politiques pour attirer l'attention sur cet épisode. Une partie de ses déclarations sur la famine, notamment ses allégations sur le nombre des victimes, étaient exagérées. En revanche, il s'abstint d'utiliser la famine pour se mettre à dos les voisins russes de l'Ukraine, mais aussi de décrire la famine comme un crime « russe » contre les Ukrainiens. De fait, en 2008, lors de la cérémonie de commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'Holodomor comme en d'autres occasions, Iouchtchenko prit soin d'éviter de blâmer la nation russe pour cette tragédie :

Nous demandons à tous, par-dessus tout à la Fédération russe, d'être sincères, honnêtes et purs devant leurs frères en dénonçant les crimes du stalinisme et de l'Union soviétique totalitaire [...]. Nous étions tous ensemble dans le même enfer. Nous rejetons le mensonge effronté suivant lequel nous imputerions notre tragédie à un peuple. C'est faux. Il n'y a qu'un seul criminel : le régime communiste impérial soviétique<sup>12</sup>.

Les propos de Iouchtchenko ne furent pas toujours entendus par ses compatriotes. Bien entendu, il avait raison d'imputer la famine à la politique du Parti communiste soviétique, non pas à la politique russe : il n'existait pas de « Russie », ou tout au moins pas d'État russe souverain en 1933. Mais, parce que le siège du PC était à Moscou, et que celle-ci, en tant que capitale de la Russie

postsoviétique, reprit maints actifs de l'URSS après 1991, d'aucuns, en Ukraine, imputent aujourd'hui la famine à la « Russie ».

La classe politique russe, qui au milieu des années 2000 retrouvait ses ambitions impériales dans la région, n'a fait qu'aggraver la confusion en choisissant de voir dans la campagne de Iouchtchenko une attaque contre la Russie, non pas contre l'URSS. En Ukraine même, des groupes prorusses suivirent l'exemple de l'État russe : en 2006, un groupe de brutes nationalistes russes, conduites par un membre du Parti communiste local, firent irruption dans le bureau de l'historien Volodymyr Kalinitchenko, auteur d'études sur la famine dans la région de Kharkiv, flanquèrent des coups de pied dans les portes fermées et hurlèrent des menaces<sup>13</sup>. En 2008 la presse russe qualifia de « russophobes » les commémorations de l'Holodomor et le président russe, Dmitri Medvedev, déclina une invitation, estimant « immoral » le discours sur le « prétendu Holodomor<sup>14</sup> ». En coulisses, il menaça les dirigeants de la région, leur conseillant de ne pas voter aux Nations unies une motion qualifiant l'Holodomor de « génocide ». Selon le prince Andrew, en Grande-Bretagne, Medvedev déclara au président de l'Azerbaïdjan qu'il pouvait « oublier le Haut-Karabakh » – région disputée par l'Azerbaïdjan et l'Arménie – s'il ne votait pas contre la proposition qualifiant l'Holodomor de génocide<sup>15</sup>.

La campagne ne fut pas simplement diplomatique. Elle s'accompagna de l'émergence d'un récit historique russe qui, sans nier la famine, s'employa à la minimiser. Il n'y a pratiquement aucune commémoration de la famine ukrainienne et, plus généralement, soviétique, en Russie et fort peu de débat public. Quand il en est question, c'est habituellement pour nier toute souffrance propre aux Ukrainiens. En 2008, le chercheur russe Viktor Kondrachine publia la version la plus éloquente de ce contre-récit. *La Famine de 1932-1933. La Tragédie du village russe* détaille les horreurs de ces années-là dans la province russe de Penza, dans la région de la Volga. Kondrachine ne nie pas la famine de masse en Ukraine. Il montre au contraire que Staline a lancé le processus brutal de la collectivisation et confirme qu'il ordonna en 1932-1933 la confiscation « irrfléchie » des céréales en sachant pertinemment que des millions de paysans mouraient. En revanche, il soutient que les estimations ukrainiennes du taux de mortalité sont trop élevées, que celles des victimes de la famine dans les régions de la Volga ont été généralement trop faibles et que les mesures de Staline affectèrent tout le monde pareillement. « Le mécanisme de création de la famine a été le même » en Russie et en Ukraine, expliqua-t-il dans une interview : « Il n'y a pas eu de différences nationales<sup>16</sup>. »

La thèse de Kondrachine est en partie fondée. Le président Iouchtchenko fait effectivement partie des personnalités qui citent parfois des chiffres de victimes de l'Holodomor excessifs. Alors même qu'en Ukraine la communauté scientifique s'accorde désormais, à quelques exceptions près, autour d'un chiffre légèrement inférieur à 4 millions de morts, on trouve encore des chiffres allant jusqu'à 10 millions<sup>17</sup>. Sans doute Kondrachine a-t-il aussi raison d'observer que la province de Penza – connue comme l'Ukraine pour une rébellion paysanne, au cours de la guerre civile, qui fit enrager Lénine en 1918 – fut une cible particulière de l'État soviétique<sup>18</sup>.

À l'évidence, il y a lieu d'examiner de près la famine « spéciale » de Penza. Mais il est encore plus urgent d'examiner de plus près la famine au Kazakhstan, où le taux de mortalité très élevé révèle aussi une chose autrement plus sinistre que la négligence. Mais cela n'enlève rien à la nécessité de reconnaître les conditions particulières de la famine en Ukraine. Les archives historiques, ce livre l'a montré, contiennent des décrets visant exclusivement l'Ukraine : fermeture de la frontière, inscription sur liste noire de douzaines de fermes collectives et de villages ukrainiens ; et établissement implicite d'un lien entre les mauvaises récoltes de céréales et l'ukrainisation. L'histoire démographique montre aussi que l'Ukraine a enregistré ces années-là une mortalité plus élevée que toute autre partie de l'Union soviétique.

Dans un débat public avec l'historien ukrainien Stanislav Koultytsky, Kondrachine lui-même écrivit que Staline perçut la crise alimentaire de 1932 comme une « opportunité » :

La famine de 1932-1933 et la crise économique générale en Ukraine donnèrent au régime stalinien un prétexte pour adopter des mesures préventives contre le mouvement national ukrainien, mais aussi, à plus long terme, sa possible base sociale (intellectuels, bureaucrates, paysans)<sup>19</sup>.

Puisque telle est, plus ou moins, la thèse de la majorité des historiens ukrainiens – et de ce livre –, il semble que l'écart entre les interprétations scientifiques « russes » et « ukrainiennes » ne soit pas aussi grand qu'on l'a parfois prétendu.

Néanmoins, du fait de la politisation du débat sur la famine, les différences entre les visions publiques ukrainienne et russe de la famine sont devenues significatives, tant dans le contexte russo-

ukrainien qu'en Ukraine même. Iouchtchenko a souvent parlé de la famine et réfléchi avec soin aux moyens de la commémorer. Mais son adversaire et successeur, Viktor Ianoukovitch – président « prorusse », élu avec le soutien politique et financier ostensible de la Russie – revint brutalement sur cette politique. Ianoukovitch élimina toute allusion à l'Holodomor du site web de la présidence, remplaça le patron de l'Institut de la mémoire nationale par un ancien historien communiste et cessa d'employer le mot « génocide » pour décrire la famine.

Ianoukovitch continua à parler de la famine comme d'une « tragédie », voire un « Armageddon », tout en employant fréquemment le mot « Holodomor », lequel implique une famine créée artificiellement. Il continua aussi d'organiser des cérémonies commémoratives annuelles et s'abstint d'arrêter ou de harceler les chercheurs en archives, comme le fit le président Vladimir Poutine en Russie à la même époque, même si beaucoup redoutaient qu'il le fit<sup>20</sup>. Le changement de ton et d'accent du président n'en fit pas moins enrager ses adversaires politiques. En particulier, son refus d'employer le mot « génocide » fut largement perçu comme un geste de déférence envers la Russie (il est notable que le président Medvedev ait fini par visiter un mémorial de l'Holodomor à Kyiv en 2010, sous la présidence de Ianoukovitch, peut-être pour le « récompenser » d'avoir édulcoré ses propos). Un groupe de citoyens essaya même de poursuivre Ianoukovitch en justice pour « négation du génocide<sup>21</sup> ». Sa présidence désastreuse acheva de discréditer sa ligne politique, dont le choix de minimiser l'importance de la famine. Il mina systématiquement les institutions politiques ukrainiennes et pratiqua la corruption à une échelle extraordinaire. Il fuit le pays en février 2014 après que sa police eut abattu plus d'une centaine de manifestants sur la place Maïdan, à Kyiv, à l'occasion d'une longue manifestation contre son régime.

La disgrâce de Ianoukovitch a inévitablement laissé sa marque sur le débat historique public. Du fait des enjeux politiques tournant autour du mot « génocide », il est devenu une sorte de marque d'identité dans la vie politique ukrainienne, un mot désignant ses utilisateurs comme les adeptes d'un parti politique. Le problème a empiré au printemps 2014 quand le gouvernement russe justifia sa conduite en prétextant absurdement un « génocide ». Lors des invasions russes de la Crimée et de l'Ukraine orientale, des séparatistes ukrainiens et des politiciens russes déclarèrent que leurs interventions illégales étaient une « défense contre le génocide » – autrement dit contre le « génocide culturel » que les « nazis ukrainiens » étaient censés perpétrer contre les russophones d'Ukraine.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine s'intensifiant, les attaques visant l'histoire et l'historiographie se sont aussi aggravées. En août 2015, des séparatistes soutenus par la Russie détruisirent délibérément un monument aux victimes de la famine dans la ville occupée de Snijne, en Ukraine orientale – cette même localité d'où, un an plus tôt, les séparatistes avaient lancé le missile BUK qui avait abattu le vol 17 des Malaysian Airlines, tuant tous les passagers<sup>22</sup>. Toujours en août 2015, Sputnik News, site web de propagande du gouvernement russe, publia un article en anglais intitulé « Holodomor Hoax », le « canular de l'Holodomor ». L'article exposait des vues rappelant la vieille époque du négationnisme, parlant de la famine comme de « l'un des mythes et des éléments les plus virulents de la propagande antisoviétique du xx<sup>e</sup> siècle » et citait même le livre, de longue date discrédité, de Douglas Tottle, *Fraud, Famine, and Fascism*<sup>23</sup>. Les liens établis par Tottle entre les historiens de la famine, les prétendus nazis ukrainiens et les forces antisoviétiques de l'Occident se révélèrent de nouveau utiles à une Russie qui cherchait une fois de plus à discréditer les Ukrainiens en les traitant de nazis<sup>24</sup>.

En 2016, la boucle était bouclée. L'État russe postsoviétique renoua avec le négationnisme complet : il n'y a pas eu d'Holodomor, seuls des « nazis » peuvent prétendre le contraire. Tous ces arguments ont si bien réussi à brouiller l'application du mot « génocide » que l'utiliser dans un contexte russe ou ukrainien est devenu une source de polémique lassante. Le débat a épuisé les gens : tel était peut-être l'objectif initial des Russes en s'en prenant à l'historiographie de la famine.

Mais le débat sur le génocide, si enflammé voici une décennie, s'est aussi calmé pour d'autres raisons. Du fait même de l'accumulation de preuves, que l'on parle de la famine de 1932-1933 comme d'un génocide, d'un crime contre l'humanité ou simplement d'un acte de terreur de masse a désormais moins d'importance. Quelle que soit la définition retenue, ce fut une offensive atroce, lancée par un gouvernement contre son peuple : une offensive comme le xx<sup>e</sup> siècle en a connu plusieurs, et qui n'entrent pas toutes dans des catégories juridiques très claires. Qu'il y ait eu famine, qu'elle ait été délibérée et qu'elle se soit inscrite dans un plan politique visant à miner l'identité ukrainienne est un fait toujours plus largement accepté, en Ukraine comme en Occident, qu'un tribunal international le confirme ou non.

Lentement, le débat perd aussi de son importance pour les Ukrainiens. En vérité, les discussions juridiques sur la famine et le génocides ont souvent une façon détournée de parler de l'Ukraine, de la souveraineté ukrainienne et du droit de l'Ukraine à exister. Le débat sur la famine était une façon d'insister sur le droit de l'Ukraine à une histoire nationale distincte et à sa propre mémoire nationale. Désormais, après plus d'un quart de siècle d'indépendance, deux révolutions de rue et une invasion russe finalement arrêtée par une armée ukrainienne, la souveraineté est un fait, non pas une théorie qui requiert une justification historique ou quelque justification que ce soit.

Parce qu'elle a été dévastatrice et si longtemps passée sous silence, et parce qu'elle a eu un impact profond sur la démographie, la psychologie et la politique du pays, la famine ukrainienne continue de façonner la réflexion des Ukrainiens et des Russes sur eux-mêmes et les uns sur les autres, de façons à la fois évidentes et subtiles. La génération qui a connu la famine et a survécu en a gardé des souvenirs indélébiles. Mais même les enfants et petits-enfants des survivants et des responsables continuent d'être marqués par la tragédie.

L'élimination de l'élite ukrainienne dans les années 1930 – les meilleurs chercheurs, écrivains et chefs politiques mais aussi ses paysans les plus énergiques – continue de peser. Encore trois générations après, nombre des problèmes politiques contemporains du pays, dont une méfiance généralisée envers l'État, des institutions nationales faibles et la corruption de la classe politique, sont directement imputables à la perte de cette première élite patriotique postrévolutionnaire. En 1933, furent abruptement éliminés les hommes et les femmes qui auraient pu diriger le pays, mais aussi ceux qu'ils auraient influencés et qui, à leur tour, en auraient influencé d'autres.

Quant à ceux qui les remplacèrent, la peur les réduisit au silence et à la soumission, leur enseigna la méfiance, la vigilance et l'intimidation. Les années suivantes, l'État devint un objet de crainte, plutôt que d'admiration ; on ne devait plus jamais voir les hommes politiques et les fonctionnaires comme les représentants d'un service public bienveillant. La passivité politique, la tolérance de la corruption et la méfiance générale envers les institutions officielles, fussent-elles démocratiques, sont autant de pathologies de la vie politique ukrainienne contemporaine qui remontent à 1933.

La russification qui suivit la famine a aussi laissé sa marque. Du fait de la destruction systématique par l'URSS de la culture et de la mémoire ukrainiennes, beaucoup de Russes ne traitent pas l'Ukraine comme une nation séparée avec son histoire à elle. Beaucoup d'Européens n'ont qu'une vague conscience de son existence. Les Ukrainiens eux-mêmes ont des loyautés mélangées et confuses. Et cette ambiguïté peut se traduire en cynisme et en apathie. Ceux qui ne se soucient guère ou ne savent pas grand-chose de leur nation ne sont guère susceptibles d'œuvrer à son amélioration. Ceux qui n'éprouvent aucun sentiment de responsabilité civique sont moins soucieux d'arrêter la corruption.

Les batailles linguistiques contemporaines de l'Ukraine remontent aussi aux années 1930. Paradoxalement, Staline renforça le lien entre la langue et l'identité nationale ukrainiennes en essayant de les détruire l'une et l'autre. De ce fait, les controverses linguistiques reflètent aujourd'hui encore des disputes plus profondes sur l'identité. L'Ukraine est un pays systématiquement bilingue – la plupart de ses habitants parlent l'ukrainien et le russe –, mais ceux qui préfèrent une langue ou l'autre se plaignent encore régulièrement de discrimination. En 2012, des émeutes éclatèrent quand l'État ukrainien reconnut au russe la qualité de langue « officielle » dans plusieurs provinces, autrement dit permit de l'utiliser dans les tribunaux et l'administration. En 2014 le gouvernement ukrainien post-Maïdan a voulu abroger cette loi, et même s'il revint rapidement sur sa décision, des « séparatistes » soutenus par la Russie invoquèrent ce projet pour justifier l'invasion de l'Ukraine. Le double défi de la Russie, à la langue et à la souveraineté ukrainiennes, a aussi provoqué un retour de bâton populaire d'une autre nature. En 2005, moins de la moitié des habitants faisaient de l'ukrainien leur principal instrument de communication. Dix ans plus tard, les deux tiers préféraient l'ukrainien au russe<sup>25</sup>. Du fait des pressions russes, la nation s'unifie derrière sa langue comme cela n'était jamais arrivé depuis les années 1920.

Si l'étude de la famine aide à expliquer l'Ukraine contemporaine, elle fournit aussi un guide de certaines attitudes de la Russie qui, pour beaucoup, s'inscrivent dans des schémas plus anciens. Dès la révolution, les bolcheviks se surent minoritaires en Ukraine. Pour soumettre la majorité, ils eurent recours à une violence extrême, mais aussi à des formes de propagande virulentes et hargneuses. L'Holodomor fut précédé par une décennie de « discours de haine » polarisant, comme nous dirions aujourd'hui – la langue faisant des uns des citoyens soviétiques « loyaux » et des autres des koulaks « ennemis », une classe privilégiée qu'il fallait détruire pour faire place à la révolution populaire. Ce

langage idéologique justifia la conduite des hommes et des femmes qui facilitèrent la famine, de ceux qui confisquèrent les vivres à des familles affamées, des policiers qui arrêtaient et tuèrent leurs concitoyens. Il fournit aussi un semblant de justification morale et politique. Parmi ceux qui organisèrent la famine, fort peu se sentirent coupables de l'avoir fait : ils s'étaient laissé persuader que les paysans moribonds étaient des « ennemis du peuple », de dangereux criminels qu'il fallait éliminer au nom du progrès.

Quatre-vingts ans plus tard, le FSB russe, l'institution qui a succédé au KGB (lui-même successeur de l'OGPU), continue de diaboliser ses adversaires par la propagande et la désinformation. La nature et la forme du discours de haine ont changé, pas les intentions de ceux qui le tiennent. Comme autrefois, le Kremlin se sert de la langue pour monter les gens les uns contre les autres, pour créer des citoyens de première ou de seconde classe, diviser et faire diversion. En 1932-1933, les médias soviétiques décrivaient les troupes de l'OGPU et leurs collaborateurs locaux comme des « patriotes soviétiques » combattant les « petliouristes », les « koulaks », les « traîtres » et les « contre-révolutionnaires ». En 2014, les médias russes présentèrent l'invasion de la Crimée et de l'Ukraine orientale par les forces spéciales russes comme le combat de « patriotes séparatistes » contre les « fascistes » et les « nazis » de Kyiv. Suit en Russie, mais aussi dans le monde *via* les médias parrainés par Moscou, une extraordinaire campagne de désinformation avec des histoires inventées de toutes pièces – bébé crucifié par des nationalistes ukrainiens, par exemple – et des photographies truquées. Si la sophistication est bien supérieure à ce que pouvait imaginer Staline avant l'époque des médias électroniques, l'esprit de cette campagne de désinformation reste largement le même.

Quatre-vingts ans après, on entend aujourd'hui encore l'écho de la peur que l'Ukraine inspirait à Staline, ou plutôt de sa crainte de troubles se propageant de l'Ukraine à la Russie. Staline était obsédé par une perte de contrôle en Ukraine, ou des complots étrangers, polonais ou autres, pour subvertir le régime. Il savait que les Ukrainiens se méfiaient de la centralisation, que la collectivisation serait impopulaire parmi les paysans profondément attachés à leur terre et à leurs traditions, mais aussi que le nationalisme ukrainien était une force galvanisante, capable de défier le bolchevisme et même de le détruire. Une Ukraine souveraine pourrait déjouer le projet soviétique, non seulement en privant l'URSS de ses céréales, mais aussi en le privant de sa légitimité. L'Ukraine était depuis des siècles une colonie russe, les cultures russe et ukrainienne restaient étroitement entremêlées, et leurs langues proches parentes. Que l'Ukraine récusât le système soviétique et son idéologie était de nature à jeter le doute sur le projet soviétique dans son ensemble. C'est précisément ce qui arriva en 1991.

Cette histoire n'est que trop familière aux dirigeants russes actuels. Comme en 1932, quand Staline confia à Kaganovitch que sa plus grande inquiétude était de « perdre » l'Ukraine, le gouvernement russe actuel croit qu'une Ukraine souveraine, démocratique et stable, attachée au reste de l'Europe par des liens culturels et commerciaux, est une menace pour les intérêts des dirigeants de la Russie. Après tout, si l'Ukraine s'europeanise – si elle réussit un semblant d'intégration à l'Occident –, les Russes pourraient bien se demander « pourquoi pas nous ? ». En 2014, la révolution de la rue en Ukraine a été le pire cauchemar de la direction russe ; des jeunes réclamant l'État de droit, dénonçant la corruption et agitant des drapeaux européens. Un tel mouvement aurait pu être contagieux, il fallait l'arrêter par tous les moyens possibles. Aujourd'hui, le gouvernement russe utilise exactement la désinformation, la corruption et la force des armes pour miner la souveraineté ukrainienne comme le firent les gouvernements soviétiques par le passé. Comme en 1932, le discours incessant sur la « guerre » et les « ennemis » demeure aussi utile aux dirigeants russes qui ne sauraient expliquer la stagnation du niveau de vie ni justifier leurs privilèges, leur richesse et leur pouvoir.

L'histoire offre espoir aussi bien que tragédie. Finalement, l'Ukraine n'a pas été détruite. Sa langue n'a pas disparu. Le désir d'indépendance, non plus, pas plus que le désir de démocratie, d'une société plus juste, ou d'un État ukrainien qui représente vraiment les Ukrainiens. Quand c'est devenu possible, les Ukrainiens ont exprimé ces désirs. Quand on leur a permis de le faire, en 1991, ils ont voté à une écrasante majorité pour l'indépendance. Comme le proclame son hymne national, l'Ukraine n'est pas morte.

Finalement, Staline a échoué lui aussi. Une génération d'intellectuels et de responsables politiques a été assassinée dans les années 1930, mais leur héritage a persisté. Les années 1960 ont vu le réveil de l'aspiration nationale liée, comme par le passé, à l'aspiration à la liberté ; elle s'est exprimée clandestinement dans les années 1970 et 1980, puis de nouveau au grand jour dans les

années 1990. Une nouvelle génération d'intellectuels et de militants ukrainiens a resurgi dans les années 2000.

L'histoire de la famine est une tragédie sans dénouement heureux. Mais l'histoire de l'Ukraine n'est pas une tragédie. Des millions de gens ont été assassinés, mais la nation demeure sur la carte. La mémoire a été étouffée, mais les Ukrainiens discutent et débattent aujourd'hui de leur passé. Les résultats du recensement ont été détruits, mais les archives sont aujourd'hui accessibles.

La famine et ses suites ont laissé une marque terrible. Les blessures sont toujours là mais, pour la première fois depuis 1933, des millions d'Ukrainiens essaient enfin de les cicatriser. En tant que nation, les Ukrainiens savent ce qui s'est produit au <sup>xx</sup>e siècle, et cette connaissance peut aider à façonner leur futur.

## REMERCIEMENTS

Sans l'encouragement, les conseils et le soutien du professeur Serhii Plokhii et de ses collègues du Harvard Ukrainian Research Institute, ce livre n'aurait pas été écrit. Voici une dizaine d'années, les chercheurs du HURI ont compris que la découverte de nouvelles archives méritait une nouvelle approche de l'Holodomor – et ils avaient raison. Plusieurs membres de l'équipe ont apporté leur contribution au fil des ans, mais je tiens à remercier particulièrement Oleh Wolowyna et Kostyantyn Bondarenko du projet MAPA à Harvard qui ont accompli un travail extraordinaire sur les statistiques, la démographie, les chiffres et les cartes.

Je dois aussi beaucoup à Marta Baziuk de l'Holodomor Research and Education Consortium (Toronto), ainsi qu'à son homologue de Kyiv, Lyudmyla Hrynevych du Holodomor Ukrainian Research Centre, qui ont toutes deux si généreusement partagé leur connaissance approfondie du sujet. Toute ma reconnaissance s'adresse aux réalisateurs de films documentaires, Andrew Tkach et Vladyslav Berkovsky, des archives photographiques TsDKFFA, pour leur apport iconographique. Le professeur Andrea Graziosi de l'Université de Naples m'a d'abord aidée à définir les grandes lignes de ce projet puis a servi de caisse de résonance tout au long de ce travail. Deux jeunes historiennes extraordinaires, Daria Mattingly et Tetiana Boriak, m'ont aidée dans mes recherches depuis Kyiv et d'autres villes d'Ukraine. Ian Crookston et la professeure Oksana Mykhed, brillants diplômés de Harvard, ont vérifié sources et transcriptions dans le texte. Beaucoup d'autres historiens ukrainiens m'ont fait des suggestions et prêté leurs livres ou articles inédits. Ils figurent tous dans la préface mais j'aimerais remercier tout spécialement ici encore Iurii Shapoval et Hennadii Boriak. Je suis reconnaissante aux collègues qui ont lu les premières versions du manuscrit, dont Geoffrey Hosking, Bohdan Klid, Lubomyr Luciuk et Frank

Sysyn. Mes remerciements chaleureux à Nigel Colley et Russ Chelak pour leur aide dans l'histoire de Gareth Jones. Je suis également redevable à Roman Procyk du Fonds d'études ukrainiennes et à ses bienfaiteurs, notamment Luba Kladko, le Dr. Maria Fischer Slysh, Arkadi Mulak-Yatzkivsky, Ivan et Helena Panczak, de même qu'au Fonds Semenenko du W. K. Lypynsky East European Research Institute.

Comme auparavant, Stuart Proffitt de Penguin à Londres et Kris Puopolo à New York ont formé une magnifique équipe éditoriale transatlantique, et George Borchardt a été un superbe agent. C'est le troisième livre que j'ai écrit avec le soutien du même trio. Je leur serai à jamais reconnaissante. Richard Duguid a supervisé la fabrication du livre depuis Londres avec son efficacité habituelle, tandis que Richard Mason a été un excellent et méticuleux correcteur.

Mes derniers remerciements vont à Radek, Tadziu et Alexander, avec toute mon affection.

## NOTES

### PRÉFACE

1. Viktor V. Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR : 1929-1934, Rossiia XX vek*, vol. 1, Moscou, Mezhdunarodnyi fond « Demokratia », 2011, p. 163-165, citant Volodymyr S. Lozyts'kyi, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni : zlochyn vlady – trahediia narodu : dokumenty i materialy*, Kyiv, Heneza, 2008, p. 37-40.
2. TsDAHOU 1/20/5254 (1932), p. 1-16, in uslan Ya. Pyrih (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Dokumenty i materialy*, Kyiv, Kyievo-Mohylians'ka Akademiia, 2007, p. 130.
3. *Ibid.*, p. 134.
4. Le mot *Haladamor* apparaît dès les années 1930 dans les publications tchèques de la diaspora ukrainienne. Dans un discours à l'Union des écrivains, cité dans *Literaturna Ukraïna* du 18 février 1988, Oleksii Musiyenko fut probablement le premier à prononcer publiquement *Holodomor* en Ukraine.
5. Hennadii Boriak, « Sources and Resources on the Famine in Ukraine's Archival System », *Harvard Ukrainian Studies*, 27, 2004-2005, p. 117-147.
6. Andrea Graziosi, « The Soviet 1931-1933 Famines and the Ukrainian Holodomor : Is a New Interpretation Possible, and What Would Its Consequences Be ? », *Harvard Ukrainian Studies*, 27, no 1/4, 2004, p. 100.
7. Tetiana Boriak en a résumé la portée dans son livre *1933 : « I choho vy shche zhyvi ? »*, Kyiv, Clio, 2016.
8. Boriak, « Sources and Resources », *op. cit.*, p. 117-147.

### Introduction – LA QUESTION UKRAINIENNE

1. Taras Chevtchenko, « Zapovit » (« Testament »), in *Selected Poetry*, trad. John Weir, Kyiv, Ukraine, 1977, p. 198, accessible sur <http://www.infoukes.com/shevchenkomuseum/poetry.htm>, consulté en 2017. Trad. Eugène Guillevic, aidé par Wladyslaw Pelc, sur la base d'une version littéraire procurée par la Commission nationale de l'Ukraine pour l'UNESCO.
2. Nikolaï Gogol, *Arabesques*, trad. Alexander Tulloch, Ann Arbor, MI, Ardis, 1982, p. 104 ; trad. partielle en français in Gogol, « Aperçu de la formation de la Petite-Russie », *Kolokol (La Cloche)*, no 10, 13 juillet 1868, p. 138.
3. Ivan M. Dolgoroukov, « Slavny bubny za gorami, ili moe puteshestvie koe-kuda, 1810 goda : Sochinenie Kniazia Ivana Mikhailovicha Dolgorukago c predisloviem O. M. Bodianskago », in *Chteniia v Imperatorskom Obschestve Istorii i Drevnostei Rossiiskikh pri Moskovskom Universitete*, 2, avril-juin 1869, glava II « Materialy otechestvennye », p. 46.
4. Serhiy Bilenky, *Romantic Nationalism in Eastern Europe : Russian, Polish and Ukrainian Political Imaginations*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2012, p. 96-97.
5. *Ibid.*, p. 244, citant la recension par Bielinski de Mykola Markevych's *Istoriia Malorossii*, in Bielinski, *Polnoe sobranie sochinenii*, vol. 7, Moscou, Izdatel'stvo Akademii Nauk, 1953, p. 60.
6. Aleksandra Efimenko, *Iuzhnaia Rus : Ocherki, issledovaniia i zametki*, vol. 2, Saint-Pétersbourg, éditeur inconnu, 1905, p. 219.
7. George Y. Shevelov, *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century, 1900-1941 : Its State and Status*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1989, p. 54.
8. Paul Robert Magocsi, *A History of Ukraine : The Land and its Peoples*, 2e éd., Toronto, University of Toronto Press, 2010, p. 17.
9. Les descriptions physiques de la *Trilogie* de Henryk Sienkiewicz, suite de romans du XIXe siècle situés dans l'Ukraine actuelle, sont en réalité fondées sur les voyages de l'auteur aux États-Unis.
10. Serhii Ploky, *The Gates of Europe : A History of Ukraine*, New York, Basic Books, 2015, p. 9. [Hérodote, *Histoires*, IV, 53, trad. Larcher, Paris, 1850 : « On recueille sur ses bords d'excellentes moissons ; et, dans les endroits où l'on ne sème point, l'herbe y vient fort haute et en abondance. »]
11. *Ibid.*, p. 69.
12. Voltaire, *Histoire de Charles XII roy de Suède*, vol. 1, Bâle, Revis, 1756, p. 171.
13. Chevtchenko, « Zapovit », p. 198 ; traduction citée.
14. Magocsi, *A History of Ukraine*, *op. cit.*, p. 364.
15. Hennadii Boriak (éd.), *Ukraïns'ka identychnist' i movne pytannia v Rosiis'kii imperii : sproba derzhavnoho rehuliuвання (1847-1914) : Zbirnyk dokumentiv i materialiv*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013, p. 3.
16. Bohdan Krawchenko, *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine*, Edmonton, Alberta, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1987, p. 24.
17. Francis William Weislo, « Soslovie or Class ? Bureaucratic Reformers and Provincial Gentry in Conflict, 1906-1908 », *Russian Review*, 47, no 1, 1988, p. 1-24, particulièrement p. 4 ; cité in Andrea Graziosi, *Stalinism, Collectivization and the Great Famine*, in *Holodomor Series*, Cambridge, MA, Ukrainian Studies Fund, 2009, p. 9-10.
18. On trouve de bons tableaux du renouveau national ukrainien dans Orest Subtelny, *Ukraine : A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1988, p. 221-242 ; Magocsi, *A History of Ukraine*, *op. cit.*, p. 467-488 ; et Ploky, *The Gates of Europe*, *op. cit.*, p. 147-198.
19. Andrea Graziosi, *Bol'sheviki i krest'iane na Ukraine, 1918-1919 gody : Ocherk o bol'shevizmakh, natsional-sotsializmakh i krest'ianskikh dvizheniakh*, Moscou, AIRO-XX, 1997, p. 19-21.

[20.](#) Hiroaki Kuromiya, *Freedom and Terror in the Donbas : A Ukrainian-Russian Borderland, 1870s-1990s*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 43.

[21.](#) Graziosi, *Stalinism, Collectivization and the Great Famine*, *op. cit.*, p. 9-10 ; Plokhy, *The Gates of Europe*, *op. cit.*, p. 192-193.

[22.](#) Richard Pipes, « Introduction », in Taras Hunczak (éd.), *The Ukraine, 1917-1921 : A Study in Revolution*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1977, p. 3.

#### Chapitre 1 – LA RÉVOLUTION UKRAINIENNE, 1917

[1.](#) Robert Paul Browder et Alexander F. Kerensky (éd.), *The Russian Provisional Government, 1917 : Documents*, Stanford, CA, Stanford University Press, 1961, p. 383-385 ; pour la version française, cf. Wolodymyr Kosyk, *La Politique de la France à l'égard de l'Ukraine, mars 1917-février 1918*, Paris, Presses de la Sorbonne, 1981, p. 77.

[2.](#) Léon Trotski, *Sochineniia, Seriiia 1 : Istoricheskoe podgotovlenie Oktiabria*, vol. 3, 2, Moscou, Gosdat, 1925, p. 202. Cité par Edward H. Carr in *A History of Soviet Russia : The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, vol. 1, Londres, Macmillan, 1950, p. 157 ; *La Révolution bolchevique, 1917-1923*, trad. A. Broué, A. Jacquenet et M. Pouteau, 3 vol., Paris, Éditions de Minuit, 1969-1974, ici vol. 1, *La Formation de l'URSS*, p. 160.

[3.](#) Victor Chernov, *The Great Russian Revolution*, trad. Philip Mosely, New Haven, CT, Yale University Press, 1936, rééd. New York, Russell et Russell, 1966, p. 266-267 ; Thomas M. Prymak, *Mykhailo Hrushevsky : The Politics of National Culture*, Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 128-129 ; Serhii Plokhy, *Unmaking Imperial Russia : Mykhailo Hrushevsky and the Writing of Ukrainian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, p. 17-91.

[4.](#) Prymak, *Mykhailo Hrushevsky*, *op. cit.*, p. 129.

[5.](#) Plokhy, *Unmaking Imperial Russia*, *op. cit.*, p. 80.

[6.](#) Plokhy, *The Gates of Europe*, *op. cit.*, p. 207.

[7.](#) Toutes les dates de ce chapitre correspondent au nouveau calendrier grégorien, adopté en février 1918.

[8.](#) Subtelny, *Ukraine : A History*, *op. cit.*, p. 340.

[9.](#) Plokhy, *The Gates of Europe*, *op. cit.*, p. 206.

[10.](#) « First Universal of the Ukrainian Central Rada », cité in Magocsi, *A History of Ukraine*, *op. cit.*, p. 473.

[11.](#) « Third Universal of the Ukrainian Central Rada », cité in *ibid.*, p. 480.

[12.](#) Orlando Figes, *A People's Tragedy : The Russian Revolution, 1891-1924*, Londres, Pimlico, 1997, p. 79 ; *La Révolution russe, 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Denoël, 2007, p. 127.

[13.](#) Shevelov, *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century*, *op. cit.*, p. 78-79.

[14.](#) Mark Von Hagen, « The Entangled Eastern Front and the Making of the Ukrainian State : A Forgotten Peace, a Forgotten War and Nation-Building, 1917-1918 » (communication inédite), p. 9 ; George A. Brinkley, « Allied Policy and French Intervention in the Ukraine, 1917-1920 », in Hunczak (éd.), *The Ukraine*, *op. cit.*, p. 323-351.

[15.](#) Von Hagen, « The Entangled Eastern Front » art. cité, p. 18.

[16.](#) Mikhaïl Boulgakov, *La Garde blanche*, trad. M. Gourg, in M. Boulgakov, *La Garde blanche. Nouvelles, récits, articles de variétés*, dans *Œuvres*, I, éd. fr. Flamand, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1997, p. 350.

[17.](#) *Ibid.*, p. 362.

[18.](#) Arthur E. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine : The Second Campaign, 1918-1919*, New Haven, CT, Yale University Press, 1963, p. 11.

[19.](#) Boulgakov, *La Garde blanche*, *op. cit.*, p. 364.

[20.](#) Serhii Efremov, *Shchodennyky, 1923-1929*, Kyiv, Hazeta « Rada », 1997, p. 379-380.

[21.](#) Yuri Shapoval, « The Symon Petliura Whom We Still Do Not Understand », *Den*, 18, dernière modification le 6 juin 2006.

[22.](#) Aleksei Aleksandrovich Gol'denzev, « Iz Kievskikh vospominanii, 1917-1921 », in Iosif Vladimirovich Gessen (éd.), *Arkhiv russkoi revoliutsii*, vol. 6, Berlin, s. é., 1922, p. 161-303.

[23.](#) Adams, *Bolsheviks in the Ukraine*, *op. cit.*, p. 81.

[24.](#) Gol'denzev, « Iz Kievskikh vospominanii », art. cité, p. 230-234.

[25.](#) *Ibid.*, p. 232.

[26.](#) Boulgakov, *La Garde blanche*, *op. cit.*, p. 355.

[27.](#) Richard Pipes, *The Formation of the Soviet Union*, éd. revue, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1997, p. 137.

[28.](#) Prymak, *Mykhailo Hrushevsky*, *op. cit.*, p. 163.

[29.](#) Gol'denzev, « Iz Kievskikh vospominanii », art. cité, p. 234.

[30.](#) Valerii Vasyly'ev, *Politychne kerivnytstvo URSS i SRSR : Dynamika vidnosyn tsestr-subtsestr vlady, 1917-1938*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2014, p. 53-93 ; Jurij Borys, *The Sovietization of Ukraine 1917-1923 : The Communist Doctrine and Practice of National Self-Determination*, Edmonton, Alberta, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1980, p. 129.

[31.](#) Graziosi, *Bol'sheviki i krest'iane*, *op. cit.*, p. 20-21.

[32.](#) Telle est la thèse d'Anna Procyk, *Russian Nationalism and Ukraine : The Nationality Policy of the Volunteer Army During the Civil War*, Edmonton, Alberta, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1995.

[33.](#) Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, trad. M. Sagnol, in Maximilien Rubel (éd.), Karl Marx, *Œuvres, IV, Politique I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, p. 431-544, ici p. 533.

[34.](#) Vladimir I. Lénine, *Collected Works*, vol. 10, Moscou, Progress Publishers, 1965, p. 40-43.

35. Karl Marx, *Le Manifeste communiste*, trad. M. Rubel et L. Évrard, in Maximilien Rubel (éd.), Karl Marx, *Œuvres, Économie I*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1965, p. 157-195, ici p. 180.
36. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 30-31.
37. *Ibid.*, p. 121-138.
38. Joseph Staline, *Marxisme et question nationale*, Paris, Bureau d'éditions, 1938, p. 9. Initialement publié sous le titre « Natsional'nyi vopros i sotsial' demokratsiia », *Prosveshchenie* 3-5 (mars-mai 1913).
39. Joseph Staline, « Sur la question nationale en Yougoslavie. Discours prononcé à la commission yougoslave du Comité exécutif de l'Internationale communiste, le 30 mars 1925 », in Staline, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Éditions sociales, 1950, p. 100.
40. Steven Kotkin, *Stalin : Paradoxes of Power*, vol. 1, New York, Penguin Press, 2014, p. 117.
41. 25 octobre suivant le calendrier julien en usage dans la Russie tsariste ; 7 novembre d'après le calendrier grégorien, adopté en Russie en 1918.
42. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 174-175 ; Yaroslav Bilinsky, « The Communist Takeover of Ukraine », in Hunczak (éd.), *The Ukraine, op. cit.*, p. 113. Ils citent un article du 18 décembre 1917 (nouveau calendrier) dans la *Pravda*.
43. Cette politique préfigure celle qu'a poursuivie le gouvernement russe en 2014 ; Bilinsky, « The Communist Takeover of Ukraine », art. cité, p. 113.
44. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 183 ; John Reshetar, « The Communist Party of Ukraine and its Role in the Ukrainian Revolution », in Hunczak (éd.), *The Ukraine, op. cit.*, p. 170-171.
45. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 79 ; Reshetar, « The Communist Party of Ukraine », art. cité, p. 173-174 ; James Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation : National Communism in Soviet Ukraine, 1918-1933*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1983, p. 27.
46. Ploky, *Unmaking Imperial Russia, op. cit.*, p. 84-85.
47. Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation, op. cit.*, p. 26.
48. N. I. Suprunenko, *Ocherki Istorii Grazhdanskoi Voiny i inostrannoï voennoï intervetsii na Ukraine*, Moscou, Nauka, 1966, p. 16.
49. Télégramme à Antonov-Ovseenko et Ordjonikidzé, in Vladimir I. Lénine, *Polnoe Sobranie Sochinenii*, vol. 50, Moscou, Politizdat, 1970, p. 30. Autre traduction dans la version anglaise officielle in Lénine, *Collected Works, op. cit.*, vol. 44, p. 57-58.
50. Roy A. Medvedev, *Let History Judge : The Origins and Consequences of Stalinism*, première publication en 1969, édition revue et augmentée, éd. et trad. George Shriver, Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 50 ; *Le Stalinisme. Origines, histoire, conséquences*, Paris, Seuil, 1972, p. 63.
51. Suprunenko, *Ocherki Istorii Grazhdanskoi Voiny, op. cit.*, p. 34-35. [Et Medvedev, *Let History Judge, op. cit.*, p. 64 : « Le Comité exécutif central du Soviet ukrainien fait dépendre ses actions non de l'attitude de tel ou tel commissaire de la Fédération russe, mais de la volonté des masses laborieuses d'Ukraine. Des déclarations comme celle du commissaire Staline voudraient détruire le régime des Soviets en Ukraine. »]
52. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 205-206.
53. *Ibid.*, p. 215.
54. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 100.
55. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 221.
56. Peter Holquist explique en détail comment c'est arrivé in *Making War, Forging Revolution : Russia's Continuum of Crisis, 1914-1921*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 2002, p. 16-46.
57. Morgan Philips Price, *My Reminiscences of the Russian Revolution*, Londres, George Allen & Unwin, 1921, p. 12-16.
58. *Ibid.*, p. 78.
59. *Ibid.*, p. 12-16.
60. George Seldes, *You Can't Print That : The Truth Behind the News, 1918-1928*, New York, Payson & Clark, 1929, p. 230.
61. Francis Conte, *Christian Rakovski, 1873-1941. Essai de biographie politique*, Lille III, Thèses, 1975, diffusion H. Champion, vol. 1, p. 214, citant *Protokoly VIII Konferentsii RKP(b) : 3 December 1919*, Moscou, s. é., 1919.
62. Aleksandr Shlikhter, « Bor'ba za khleb na Ukraine v 1919 godu », *Litopys revoliutsii : Zhurnal istorii KP(b)U ta zhovtnevoi revoliutsii na Ukraini*, 2, no 29, Berezen' – Kviten', 1928, p. 97.
63. Holquist, *Making War, Forging Revolution, op. cit.*, p. 96.
64. *Ibid.*, p. 248.
65. Alan M. Ball, *Russia's Last Capitalists : The Nepmen, 1921-1929*, Berkeley, CA, University of California Press, 1987, p. 6.
66. Boris Pasternak, *Le Docteur Jivago*, trad. M. Aucouturier, L. Martinez, J. de Proyard et H. Zamoyska, in B. Pasternak, *Œuvres*, éd. M. Aucouturier, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1990, p. 919.
67. Bertrand Patenaude, *The Big Show in Bololand : The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2002, p. 18-19.
68. Ball, *Russia's Last Capitalists, op. cit.*, p. 4.
69. Isaac Deutscher, *Stalin : A Political Biography*, Londres, Oxford University Press, 1949, p. 195 sq. ; *Staline*, trad. J.-P. Herbert, Paris, Gallimard, 1953 ; rééd. Gallimard, coll. Leurs Figures, 1973, p. 190 sq.
70. Price, *My Reminiscences of the Russian Revolution, op. cit.*, p. 224.
71. *Ibid.*, p. 260 et 308.

72. Gennadii Bordyugov, « The Policy and Regime of Extraordinary Measures in Russia under Lenin and Stalin », *Europe-Asia Studies*, 47, no 4, juin 1995, p. 617.
73. Vasył'ev, *Politychne kerivnytstvo URSR i SRSR*, p. 64-69. Vasył'ev souligne aussi l'importance de Tsaritsyne pour la politique stalinienne ultérieure.
74. Oleg V. Khlevniuk, *Stalin : New Biography of a Dictator*, trad. Nora Seligman Favorov, New Haven, CT, Yale University Press, 2015, p. 55-57 ; *Staline*, trad. N. Werth, Paris, Belin, 2017.
75. *Ibid.*, p. 57-59.
76. Deutscher, *Stalin, op. cit.*, p. 204, et trad. p. 210 sq.
77. Pavlo Khrystiuk, *Ukraïns'ka Revoliutsiia : zamitky i materialy do istorii Ukraïnskoï revoliutsii, 1917-1920*, vol. 2, Vienne, s. é., 1921, p. 136.
78. Smolii, Valerii et al., *Istoriia Ukraïns'koho selianstva : Narysy v 2-kh tomakh*, vol. 2, Kyiv, Naukova Dumka, 2006, p. 57.
79. Oleksander S. Rubl'ov et Oleksander P. Reient, *Ukraïns'ki vyzvol'ni zmahannia, 1917-1921 rr.*, vol. 10, Kyiv, Al'ternatyvy, 1999, p. 199-205.
80. Borys, *The Sovietization of Ukraine, op. cit.*, p. 235.
81. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 131-132.
82. Volodymyr Serhiichuk et al., *Ukraïns'kyi khlib na eksport, 1932-1933*, Kyiv, PP Serhiichuk M.I., 2006, p. 3.
83. Shlikhter, « Bor'ba za khleb na Ukraine », art. cité, p. 135.
84. Elias Heifetz, *The Slaughter of the Jews in the Ukraine in 1919*, New York, Thomas Seltzer, 1921, p. 58.
85. Léon Trotski, *Histoire de la révolution russe*, trad. M. Parijanine, Paris, Seuil, 1995, vol. 1, p. 362.
86. Vil'iam Noll (William Noll), *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva : Usna istoriia Ukraïns'koï selans'koï kul'tury, 1920-1930 rokiv*, Kyiv, Rodovid, 1999, p. 115.
87. *Ibid.*
88. James Mace, « The Komitety Nezamozhnykh Selyan and the Structure of Soviet Rule in the Ukrainian Countryside, 1920-1933 », *Soviet Studies*, 35, no 4, octobre 1983, p. 487-503.
89. Iosyp Nyjnyk, « Poka Reserv », COIM AI-1726/2.
90. Shlikhter, « Bor'ba za khleb na Ukraine », art. cité, p. 98.
91. Graziosi, *Bol'sheviki i krest'iane, op. cit.*, p. 135.
92. Price, *My Reminiscences of the Russian Revolution, op. cit.*, p. 309-310.
93. Orlando Figes, *Peasant Russia, Civil War : The Volga Countryside in Revolution, 1917-1921*, Oxford, Clarendon Press, 1989, p. 187.
94. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 125-127 ; Rubl'ov et Reient, *Ukraïns'ki vyzvol'ni zmahannia, op. cit.*, p. 199-205.
95. Shlikhter, « Bor'ba za khleb na Ukraine », art. cité, p. 135.
96. Holquist, *Making War, Forging Revolution, op. cit.*, p. 175-180.
97. *Ibid.*, p. 185.
98. Holquist, « "Conduct Merciless Mass Terror" : Decossackization on the Don, 1919 », *Cahiers du monde russe*, 38, no 1-2, janvier-juin 1997, p. 127-162.
99. Shlikhter, « Bor'ba za khleb na Ukraine », art. cité, p. 135.

#### Chapitre 2 – RÉBELLION, 1919

1. Cité in Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 299-300.
2. Boulgakov, *La Garde blanche, op. cit.*, p. 585.
3. N. Sukhogorskaya, « Gulyai-Polye in 1918 », Nestor Makhno Archive, consulté en 2016, <http://www.nestormakhno.info/english/personal/personal2.htm>.
4. Léon Trotski, « Report to the Plenum of the Kharkov Soviet of Workers », Cossacks' and Peasants' Deputies, 14 June 1919 », in *How the Revolution Armed : The Military Writings and Speeches of Leon Trotsky*, vol. 2, Londres, New Park Publications, 1979, p. 278.
5. Piotr Archinov, *La Makhnovchtchina. L'insurrection révolutionnaire en Ukraine de 1918 à 1921*, Paris, Spartacus, 2000, p. 79-80.
6. Piotr Archinov, *The History of the Makhnovist Movement (1918-1921)*, trad. Fredy et Lorraine Perlman, Londres, Freedom Press, 1974, p. 273, citant la brochure, « Camarades de l'Armée rouge ! », de juin 1920.
7. Stephen Velychenko, *Painting Imperialism and Nationalism Red : The Ukrainian Marxist Critique of Russian Communist Rule in Ukraine*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, p. 177, citant TsDAHOU 57/2/398/12.
8. Heifetz, *The Slaughter of the Jews in the Ukraine, op. cit.*, p. 59.
9. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 149-151.
10. M. Kubanin, *Makhnovshchina : Krest'ianskoe dvizhenie v stepnoi Ukraine v gody grazhdanskoï voïny*, Leningrad, Priboi, 1927, p. 65-66 ; voir aussi Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 151-152.
11. Kubanin, *Makhnovshchina, op. cit.*, p. 68-69.
12. Adams, *Bolsheviks in the Ukraine, op. cit.*, p. 299-300.

13. Graziosi, *Bol'sheviki i krest'iane, op. cit.*, p. 148.
14. Shlikhter, « Bor'ba za khleb na Ukraine », art. cité, p. 106.
15. Rubl'ov et Reient, *Ukrains'ki vyzvol'ni zmahannia, op. cit.*, p. 199-210 ; Graziosi, *Stalinism, Collectivization and the Great Famine, op. cit.*, p. 21-24.
16. Pipes, *The Formation of the Soviet Union, 1917-1923, op. cit.*, p. 137.
17. Heinrich Epp, « The Day the World Ended : December 7, 1919, Steinbach, Russia », trad. D. F. Plett, *Preservings : Newsletter of the Hanover Steinbach Historical Society*, no 8, 2e partie, juin 1996, p. 5-7. Accessible sur <http://www.plettfoundation.org/preservings/past-issues>, consulté en 2017.
18. Michael Palij, *The Anarchism of Nestor Makhno, 1918-1921 : An Aspect of the Ukrainian Revolution*, Seattle, WA, University of Washington Press, 1976, p. 187 ; Rubl'ov et Reient, *Ukrains'ki vyzvol'ni zmahannia, op. cit.*, p. 211-212.
19. Graziosi, *Bol'sheviki i krest'iane, op. cit.*, p. 147.
20. John Ernest Hodgson, *With Denikin's Armies, Being a Description of the Cossack Counter-Revolution in South Russia, 1918-1920*, Londres, Temple Bar, 1932, p. 54-55.
21. Rubl'ov et Reient, *Ukrains'ki vyzvol'ni zmahannia, op. cit.*, p. 214-218.
22. Epp, « The Day the World Ended », art. cité, p. 5-7.
23. Hodgson, *With Denikin's Armies, op. cit.*, p. 54-55.
24. Nyjnyk, « Poka Reserv », art. cité.
25. *Ibid.*
26. Graziosi, *Stalinism, Collectivization and the Great Famine, op. cit.*, p. 24.
27. Volodymyr Serhiichuk et al., *Pohromy v Ukraïni 1914-1920 : vid shtuchnykh stereotypiv do hirkoï pravdy, prykhovuvanoi v radians'kykh arkhivakh*, Kyiv, Vyd-vo im. Oleny Telihy, 1998, p. 62-63, citant TsDIAUK 1439/1/1552/226.
28. Simon Sebag Montefiore, *The Romanovs*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 2016, p. 530 ; *Les Romanov*, trad. P. Le Bourdon-Brécourt, T. Chazal et C. Lee, Paris, Calmann-Lévy, 2016.
29. Oleg Budnitskii, *Russian Jews Between the Reds and the Whites, 1917-1920*, Philadelphie, PA, University of Pennsylvania Press, 2012, p. 225.
30. Serhiichuk et al., *Pohromy v Ukraïni, op. cit.*, p. 20-21.
31. Hodgson, *With Denikin's Armies, op. cit.*, p. 54-55.
32. Henry Abramson, *A Prayer for the Government : Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1999, p. 157.
33. Heifetz, *The Slaughter of the Jews in the Ukraine, op. cit.*, p. 37.
34. *Ibid.*, p. 49 ; pour une analyse des attitudes de la Rada centrale et du Directoire à l'égard des Juifs, voir T. P. Makarenko, « Evreis'ki pohromy v dobu Ukraïns'koï Revoliutsii », *Naukovi Pratsi Istorychnoho fakul'tetu Zaporiz'koho Natsional'noho Universytetu XXXV*, 2013, p. 116-119.
35. Serhiichuk et al., *Pohromy Ukraïni, op. cit.*, p. 26-30 ; Richard Pipes (éd.), *The Unknown Lenin : From the Secret Archive*, New Haven, Yale University Press, 1996, p. 117.
36. Nahum Gergel, « The Pogroms in Ukraine in 1918-1921 », *YIVO Annual of Jewish Social Science*, 6, 1951, p. 245.
37. Heifetz, *The Slaughter of the Jews in the Ukraine, op. cit.*, p. 235-236.
38. Sergei Ivanovich Gusev-Orenburgskii, *Kniga o Evreiskikh pogromakh na Ukraine v 1919 g.*, Petrograd, Z. I. Grzhebina, 1920, p. 118-121.
39. *Ibid.*, p. 119-120.
40. Serhiichuk et al., *Pohromy v Ukraïni, op. cit.*, p. 118-119.
41. Comité commémoratif Simon Petlura, *Documents sur les pogromes en Ukraine et l'assassinat de Simon Petlura à Paris*, Paris, Librairie du Trident, 1927 ; Abramson, *A Prayer for the Government : Ukrainians and Jews in Revolutionary Times, 1917-1920, op. cit.*, p. 157.
42. Jan Borkowski (éd.), *Rok 1920 : Wojna Polsko-Radziecka we wspomnieniach i innych dokumentach*, Varsovie, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1990, p. 128-129.
43. Jozef Piłsudski et Mikhail Nikolaevich Tukhachevskii [Toukhatchevski], *Year 1920 and its Climax : Battle of Warsaw During the Polish-Soviet War, 1919-1920*, Londres, Piłsudski Institute of London, 1972, p. 13.
44. Pour un récit complet, voir Adam Zamoyski, *Warsaw 1920 : Lenin's Failed Conquest of Europe*, Londres, Harper Perennial, 2009.
45. Borys, *The Sovietization of Soviet Ukraine, op. cit.*, p. 293-295.
46. Graziosi, *Stalinism, Collectivization and the Great Famine, op. cit.*, p. 22-23.
47. Les mots de Hryhorii Petrovskiy, cités in Terry Martin, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2001 p. 78.

### Chapitre 3 – FAMINE ET TRÈVE, LES ANNÉES 1920

1. « Letter to Molotov », 19 mars 1922, in Richard Pipes (éd.), *The Unknown Lenin, op. cit.*, p. 152-153.
2. Cité in George Luckyj, « Mykola Khylyovy[i], a Defiant Ukrainian Communist », in Katherine Bliss Eaton (éd.), *Enemies of the People : The Destruction of Soviet Literary, Theater, and Film Arts in the 1930s*, Evanston, IL, Northwestern University Press, 2002, p. 170.

3. Stanislav Kul'chyts'kyi, *Holodomor 1932-1933 rr. iak henotsyd : trudnoshchi usvi-domlennia*, Kyiv, Nashchas, 2008, p. 51.
4. Vladyslav Verstiuk, « *Novyi etap revoliutsiino-viis'kovoho protyborstva v Ukraïni* », in Volodymyr Lytvyn (éd.), *Ukraïna : Politychna Istoria XX pochatok-XXI stolittia*, Kyiv, Parlaments'ke vydavnytstvo, 2007, p. 392-430 ; Iurii Shapoval, « *Vsevolod Balickij, bourreau et victime* », *Cahiers du monde russe*, vol. 44, no 2-3, 2003, p. 375.
5. Lyudmyla Hrynevych, *Holod 1928-1929 rr. vadians'kii Ukraïni*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013, p. 307-308, citant TsDAVOU 2/2/40 (1921), 33, et RDVA 40442/3/2 (1920), p. 16 et 25.
6. Harold H. Fisher, *The Famine in Soviet Russia, 1919-1923 : The Operations of the American Relief Administration*, New York, Macmillan, 1927, p. 497.
7. Andrea Graziosi, *A New, Peculiar State : Explorations in Soviet History*, Westport, CT, Praeger, 2000, p. 75.
8. Stalin, *Works*, vol. 4, Moscou, Foreign Languages Publishing House, 1954, p. 311.
9. S. V. Iarov, « *Krest'ianskie volneniia na Severo-Zapade Sovetskoi Rossii v 1918-1919 gg.* », in Viktor P. Danilov et Teodor Shanin (éd.), *Krest'ianovedenie. Teoriia. Istoriia. Sovremennost'*, *Ezhegodnik 1996*, Moscou, Aspekt Press, 1996, p. 134-59.
10. Citations in Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation*, op. cit., p. 67.
11. Graziosi, *A New, Peculiar State*, op. cit., p. 78, citant Viktor P. Danilov et Teodor Shanin (éd.), *Krest'ianskoe vosstanie v Tambovskoi gubernii v 1919-1921 gg. Antonovshchina : Dokumenty i materialy*, Tambov, Aspekt Press, 1994, p. 52-55.
12. DAZhO (Zhytomyr) F. R-1520/4828 (1931), p. 9-16.
13. Richard Pipes, *Russia under the Bolshevik Regime*, New York, Vintage Books, 1995, p. 390.
14. TsDAVOU 337/1/8085 (1929), p. 26.
15. Fisher, *The Famine in Soviet Russia*, op. cit., p. 497.
16. Vitalii Petrovych Kyrylenko, « *Holod 1921-1923 rokiv u pivdennii Ukraïni* » (thèse, Mykolaivs'kyi Natsional'nyi Universytet imeni V. O. Sukhomlyn's'koho, 2015), p. 158-160.
17. Pipes, *Russia under the Bolshevik Regime*, op. cit., p. 411.
18. *Ibid.*, p. 412.
19. R. G. Tukudzh'ian, T. V. Pankova-Kozochkina, « *Golod 1921-1922 gg. i 1932-1933 gg. na iuge Rossii : sravnitel'no-istoricheskii analiz* », in N. I. Bondar et O. V. Matveev (éd.), *Istoricheskaia pamiat' naseleniia juga Rossii o golode 1932-1933 : materialy nauchno-prakticheskoi konferentsii*, Krasnodar, Isd-vo Traditsiia, 2009, p. 84.
20. TsDAVOU 337/1/8085 (1929), p. 27-28.
21. T. O. Hryhorenko, « *Holod 1921-1923 rokiv na Cherkashchyni* », in *Holod v Ukraïni u pershii polovyni XX stolittia : prychny ta naslidky (1921-1923, 1932-1933, 1946-1947) Materialy mizhnarodnoi naukovoi konferentsii*, Kyiv, 20-21 novembre 2013, p. 38-39 ; Kyrylenko, « *Holod 1921-1923 rokiv u pivdennii Ukraïni* », art. cité, p. 101.
22. TsDAVOU 337/1/8085 (1929), p. 38-40.
23. Donald S. Day, « *Woman Reveals Vast Horror of Russian Famine* », *Chicago Tribune*, 15 août 1921, p. 5.
24. Patenaude, *The Big Show in Bololand*, op. cit., p. 55.
25. *Ibid.*, p. 59.
26. Dans le Caucase du Nord, par exemple, voir Tukudzh'ian, Pankova-Kozochkina, « *Golod 1921-1922 gg. i 1932-1933 gg. na iuge Rossii* », art. cité, p. 85.
27. Observation de Bertrand Patenaude in *The Big Show in Bololand*, op. cit., p. 27.
28. TsDAHOU 1/6/29 (1922), p. 30.
29. *Ibid.*, p. 27-30.
30. *Ibid.*, p. 39-41.
31. Pipes, *Russia under the Bolshevik Regime*, op. cit., p. 416.
32. Patenaude, *The Big Show in Bololand*, op. cit., p. 55.
33. Pipes, *Russia under the Bolshevik Regime*, op. cit., p. 417.
34. *Ibid.*, p. 418-419.
35. Fisher, *The Famine in Soviet Russia*, op. cit., p. 535.
36. Il y eut en fait deux comités de la famine ukrainiens. Le premier, créé au printemps 1921, était composé d'éminents hommes politiques non bolcheviks. Il fut rapidement dissous et remplacé par un comité prosoviétique plus fiable. Voir Olha M. Movchan, « *Komisii ta komitety dopomohy holuduiuchym v USRR* », in Valerii A. Smolii et al. (éd.), *Entsyklopediia istorii Ukraïny*, vol. 4, Kyiv, Naukova Dumka, 2003-13, p. 471-473.
37. Stanislav Kul'chyts'kyi et Olha M. Movchan, *Nevidomi storinky holodu 1921-1923 rr. v Ukraïni*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 1993, p. 26.
38. Lénine, *Collected Works*, op. cit., vol. 45, p. 302-303.
39. TsDAHOU 1/20/397 (1929), p. 1-2.
40. G. V. Zhurbelyuk, « *Metodyka istoryko-pravovykh doslidzhen problemy holodu 1921-23 rr. v Ukraïni : Rozvinchannia Mifiv* », in *Holod v Ukraïni u pershii polovyni XX stolittia*, op. cit., p. 53.
41. Fisher, *The Famine in Soviet Russia*, op. cit., p. 263.
42. Patenaude, *The Big Show in Bololand*, op. cit., p. 96-99 ; Fisher, *The Famine in Soviet Russia*, op. cit., p. 250.
43. TsDAHOU 1/6/29/ (1929), p. 56.

44. O. I. Syrota, « Holod 1921-1923 rokiv v Ukraïni ta ioho ruïnivni naslidky dlia Ukraïns'koho narodu », in *Holod v Ukraïni u pershii polovyni XX stolittia : prychny ta naslidky (1921-1923, 1932-1933, 1946-1947)*, op. cit., p. 146.
45. TsDAHOU 1/6/29 (1929), p. 6 ; voir aussi Patenaude, *The Big Show in Bololand*, op. cit., p. 101.
46. The American Joint Distribution Committee online archives, *Records of the American Jewish Joint Distribution Committee of the Years 1921-1932*, Folder 76, file NY\_AR2132\_00855, Minutes of the Meeting of the European Executive Council, 12 novembre 1921.
47. *Ibid.*, Folder 49, File NY\_AR2132\_04249, Letter on behalf of J. H. Cohen.
48. Fisher, *The Famine in Soviet Russia*, op. cit., p. 271-275.
49. *Ibid.*, p. 266.
50. Voir, par exemple, Zhurbelyuk, « Metodyka istoryko-pravovykh doslidzhen' problemy holodu 1921-1923 rr. v Ukraïni », op. cit., p. 51-58 ; aussi Kul'chyts'kyi, *Holodomor 1932-1933 rr. iak henotsyd*, op. cit., p. 140-170.
51. Kyrylenko, « Holod 1921-1923 rokiv u pïvdennii Ukraïni », art. cité, p. 118-129.
52. TsDAHOU 1/6/29 (1929), p. 36-39.
53. *Ibid.*, p. 16-17.
54. Pipes (éd.), *The Unknown Lenin*, op. cit., p. 152-153.
55. *Ibid.*
56. Pipes, *Russia under the Bolshevik Regime*, op. cit., p. 411.
57. Kyrylenko, « Holod 1921-1923 rokiv u pïvdennii Ukraïni », art. cité, p. 130-139.
58. Patenaude, *The Big Show in Bololand*, op. cit., p. 197-198.
59. Iurii Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost 1932-1933 : svidchennia tykh, khto vyzhyv*, vol. 6, Kyiv, Kyievo-Mohylians'ka Akademiia, 2008, p. 599.
60. Valerii A. Smolii et al., « *Ukraïnizatsiia* » 1920-1930-kh rokiv : *peredumovy, zdobutky, uroky*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2003, p. 15.
61. Pipes, *Russia under the Bolshevik Regime*, op. cit., p. 369.
62. Lénine, *Collected Works*, op. cit., vol. 33, p. 62.
63. Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 78-79.
64. Hennadii Yefimenko, « Bolshevik Language Policy as a Reflection of the Ideas and Practice of Communist Construction, 1919-1933 », in Michael S. Flier et Andrea Graziosi (éd.), *The Battle for Ukrainian : A Comparative Perspective*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2017, p. 173.
65. Yefimenko, « Bolshevik Language Policy », art. cité, p. 170.
66. *Ibid.*
67. Ball, *Russia's Last Capitalists*, op. cit., p. 45-48.
68. Borys, *The Sovietization of Soviet Ukraine*, op. cit., p. 249-250.
69. Shevelov, *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century*, op. cit., p. 86.
70. Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation*, op. cit., p. 197-198.
71. Smolii et al., « *Ukraïnizatsiia* » 1920-1930-kh rokiv, op. cit., p. 28, citant *Desiatyi s'ezd RKP(b)* : Stenog. Ochtet.—M. (1963), p. 202-203.
72. Les *Borotbysty*, les socialistes-révolutionnaires de gauche, rejoignirent le Parti communiste (bolchevique) d'Ukraine, le PC(B)U. Les sociaux-démocrates restants se rallièrent à un autre groupe, le Parti communiste, qui existait déjà en 1924.
73. Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation*, op. cit., p. 89, citant A. I. Bychkova et al. (éd.), *Kulturne budivnytstvo v Ukraïnskii RSR, cherven 1941-1950 : zbirnyk dokumentiv i materialiv*, vol. 1, Kyiv, Naukova Dumka, 1989, p. 229-232, 242-247.
74. Plokhly, *Unmaking Imperial Russia*, op. cit., p. 225.
75. *Ibid.*, p. 216-231 ; Prymak, *Mykhailo Hrushevsky*, op. cit., p. 208-212.
76. Plokhly, *Unmaking Imperial Russia*, op. cit., p. 234 ; Prymak, *Mykhailo Hrushevsky*, op. cit., p. 208-212.
77. Iurii I. Shapoval, « The Mechanisms of the Informational Activity of the GPU-NKVD », *Cahiers du monde russe*, no 22, avril-décembre 2001, p. 207-230.
78. Plokhly, *Unmaking Imperial Russia*, op. cit., p. 266.
79. *Ibid.*, p. 233 ; Prymak, *Mykhailo Hrushevsky*, op. cit., p. 208-212.
80. *Ibid.*, p. 212.
81. Natella Voiskounski, « A Renaissance Assassinated », *Galeriya*, 2, 2012, no 35, consulté le 23 avril 2017, <http://www.tretyakovgallerymagazine.com/articles/2-2012-35/renaissance-assassinated>.
82. George S. Luckyj, *Literary Politics in the Soviet Ukraine, 1917-1934*, New York, Columbia University Press, 1990, p. 47-49.
83. *Ibid.*, p. 46.
84. Olga Bertelsen, « The House of Writers in Ukraine, the 1930s : Conceived, Lived, Perceived », *The Carl Beck Papers in Russian and East European Studies*, 2302, 2013, p. 13-14.
85. Shevelov, *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century*, op. cit., p. 131-136.

- [86.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 213 et 281.
- [87.](#) *Ibid.*, p. 282-285.
- [88.](#) Matthew Pauly, *Breaking the Tongue : Language, Education, and Power in Soviet Ukraine, 1923-1934*, Toronto, University of Toronto Press, 2014, p. 66-67.
- [89.](#) Smolii et al., « *Ukrainizatsiia* » 1920-1930-kh rokiv, op. cit., p. 7-8.
- [90.](#) Pauly, *Breaking the Tongue*, op. cit., p. 4.
- [91.](#) Piotr Grigorenko, *Mémoires*, trad. D. Authier et P. Grazimis, préface de P. Daix, Paris, Presses de la Renaissance, 1998, p. 83.
- [92.](#) *Ibid.*, p. 87.
- [93.](#) Hiroaki Kuromiya, *The Voices of the Dead : Stalin's Great Terror in the 1930s*, New Haven, CT, Yale University Press, 2007, p. 108-109.
- [94.](#) Pauly, *Breaking the Tongue*, op. cit., p. 60-61.
- [95.](#) *Ibid.*, p. 259-263.
- [96.](#) *Ibid.*, p. 146.
- [97.](#) *Ibid.*, p. 229-230.
- [98.](#) Les sources de cette section sont : Shapoval, « Vsevolod Balickij, bourreau et victime », art. cité, et Iurii Shapoval, Volodymyr Prystaiko et Vadym Zolotar'ov, *ChK-GPU-NKVD v Ukraïni : osoby, fakty, dokumenty*, Kyiv, Abrys, 1997, p. 25-43.
- [99.](#) Shapoval, « Vsevolod Balickij, bourreau et victime », art. cité, p. 373.
- [100.](#) *Ibid.*, p. 376.
- [101.](#) En fait, GPU (Direction politique d'État) était le nom donné aux forces de police secrètes constituées à partir de février 1922 quand elle relevait du Commissariat aux affaires intérieures. À partir de novembre 1923, elle devint l'OGPU (Direction politique unifiée d'État) sous le contrôle direct du Conseil des commissaires du peuple. Mais les deux noms étaient et sont encore utilisés de façon interchangeable pour désigner la police à cette époque, avant d'en changer encore en 1934. Pour plus de facilité et de compréhension, nous utiliserons simplement ici OGPU.

#### Chapitre 4 – LA DOUBLE CRISE, 1927-1929

- [1.](#) Cité in Lynne Viola, Viktor P. Danilov, Nikolai A. Ivnitskii et Denis Kozlov, *The War Against the Peasantry, 1927-1930 : The Tragedy of the Soviet Countryside*, trad. Steven Shabad, New Haven, CT, Yale University Press, 2005, p. 22-23.
- [2.](#) Elena Osokina, *Our Daily Bread : Socialist Distribution and the Art of Survival in Stalin's Russia, 1927-1941*, trad. Kate Transchel et Greta Bucher, Londres-New York, Routledge, 2005, p. 16.
- [3.](#) TsDAVOU 337/1/8085 (1929), p. 61-76.
- [4.](#) Edward H. Carr et Robert W. Davies, *A History of Soviet Russia : Foundations of a Planned Economy, 1926-1929*, vol. 1, Londres, Macmillan, 1978, p. 943, tableau 7 ; Kotkin, *Stalin : Paradoxes of Power*, op. cit., p. 662.
- [5.](#) TsA FSB RF 2/5/386 (1928), p. 1-3, 15-45, reproduit in Viola et al. (éd.), *The War Against the Peasantry*, op. cit., p. 34-44.
- [6.](#) Paul Scheffer, *Seven Years in Soviet Russia*, trad. Arthur Livingstone, New York, Macmillan, 1932, p. 64.
- [7.](#) Eugene Lyons, *Assignment in Utopia*, New York, Harcourt, Brace, 1937, p. 97.
- [8.](#) TsA FSB RF 66/1/174(1927), 162, in Viola et al. (éd.), *The War Against the Peasantry*, op. cit., p. 22-23.
- [9.](#) Christopher Andrew et Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive : The KGB in Europe and the West*, Londres, Allen Lane, 1999, p. 48-49, citant Christopher Andrew et Oleg Gordievsky, *KGB : The Inside Story of its Foreign Operations from Lenin to Gorbachev*, Londres, Sceptre, 1991, p. 126, et Roger Faligot et Rémi Kauffer, *As-tu vu Crémet ?*, Paris, Seuil, 1991.
- [10.](#) Timothy Snyder, *Sketches from a Secret War : A Polish Artist's Mission to Liberate Soviet Ukraine*, New Haven, CT, Yale University Press, 2005, p. 45-48.
- [11.](#) James Harris, *The Great Fear : Stalin's Terror of the 1930s*, Oxford, Oxford University Press, 2016, p. 106-107.
- [12.](#) Robert Tucker, *Stalin in Power : The Revolution from Above, 1928-1941*, New York, W. W. Norton, 1992, p. 75.
- [13.](#) Liudmyla Hrynevych, « The Price of Stalin's "Revolution from Above" : Anticipation of War among the Ukrainian Peasantry », trad. Marta Olynyk, in *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium, <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>.
- [14.](#) TsA FSB RF 2/6/567 (1927), p. 1-5, in Viola et al. (éd.), *The War Against the Peasantry*, op. cit., p. 32.
- [15.](#) RGASPI 17/3/666 (1927), p. 10-12, in *ibid.*, p. 32-34.
- [16.](#) RTsKhIDNI 17/3/667 (1928), p. 10-12, reproduit in Viktor Danilov, Roberta Manning et Lynne Viola (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni. Kollektivizatsiia i raskulachivanie : dokumenty i materialy v 5 tomakh, 1927-1939*, vol. 1, Moscou, Rossiiskaia polit. Entsiklopediia, 1999, p. 136-137.
- [17.](#) Volodymyr M. Lytvyn et al., *Ekonomichna istoriia Ukraïny : Istoryko-ekonomichne doslidzhennia*, vol. 2, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2011, p. 223-224.
- [18.](#) *Izvestiia*, TsK KPSS, 1991, no 5, 1928, p. 195-196, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, vol. 1, op. cit., p. 147.
- [19.](#) TsA FSB RF 2/6/53 (1928), p. 87-94, in Alexis Berelowitch et V. Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD, 1918-1939 : Dokumenty i materialy v 4-kh tomakh*, vol. 2, Moscou, ROSSPEN, 1998-2005, p. 655-656.
- [20.](#) TsA FSB RF 2/6/567 (1928), p. 109-113, in *ibid.*, vol. 2, p. 653-654.
- [21.](#) *Izvestiia* TsK KPSS, 1991, no 5, 1928, p. 201-202, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, vol. 1, op. cit., p. 156-157.

- [22.](#) TsA FSB RF 2/6/596 (1928), p. 150-151, in Berelowitch et Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, vol. 2, *op. cit.*, p. 661-663.
- [23.](#) Maurice Hindus, *Red Bread : Collectivization in a Russian Village*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1988, p. 60.
- [24.](#) *Ibid.*, p. 159.
- [25.](#) Mikhaïl Cholokhov, *Terres défrichées*, trad. Jean Cathala, Paris, Gallimard, NRF, 1964, p. 43. [1 kroug = 4 ha.]
- [26.](#) Kotkin, *Stalin : Paradoxes of Power*, *op. cit.*, p. 672, citant *Izvestiia* TsK KPSS, 1991, no 6, p. 203-205, et RGASPI 558/11/118, p. 23-26.
- [27.](#) Robert W. Davies, *The Soviet Collective Farm, 1929-1930*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1980, p. 71.
- [28.](#) Harris, *The Great Fear*, *op. cit.*, p. 86.
- [29.](#) Khlevniuk, *Stalin : New Biography of a Dictator*, *op. cit.*, p. 103.
- [30.](#) *Izvestiia* TsK KPSS, 1991, no 7, 1928, p. 179, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, vol. 1, *op. cit.*, p. 158.
- [31.](#) J. Arch Getty et Oleg V. Naumov, *The Road to Terror : Stalin and the Self-Destruction of the Bolsheviks, 1932-1939*, New Haven, CT, Yale University Press, 2002, p. 41.
- [32.](#) RTsKHIDNI 17/2/375 chast' II (1928), 50 ob.-66 ob., in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, vol. 1, *op. cit.*, p. 272-355, particulièrement p. 319-354.
- [33.](#) Viktor P. Danilov, « Bukharin and the Countryside », in A. Kemp-Welch (éd.), *The Ideas of Nikolai Bukharin*, Oxford, Oxford University Press, 1992, p. 76.
- [34.](#) Telle est l'observation de Martin in *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 23 et 75-124.
- [35.](#) Mykola Khvylovyi, *The Cultural Renaissance in Ukraine : Polemical Pamphlets, 1925-1926*, trad. et éd. Myroslav Shkandrij, Edmonton, Alberta, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1986, p. 222 ; également cité in Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 215.
- [36.](#) Bertelsen, « The House of Writers in Ukraine », art. cité, p. 4.
- [37.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 288 ; TsA FSB RF 2/7/525 (1928), p. 126-127, in Berelowitch et Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 2, p. 817.
- [38.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 212, 215-216 et 224.
- [39.](#) Staline, *Works*, *op. cit.*, vol. 8, p. 162.
- [40.](#) Shapoval, « Vsevolod Balickij, bourreau et victime », art. cité, p. 379-380 et 392.
- [41.](#) Vasyl' Danylenko (éd.), *Ukraïns'ka intelihentsiia i vlada : zvedennia sektrenoho viddilu DPU USRR 1927-1929 rr.*, Kyiv, Tempora, 2012, p. 25-28.
- [42.](#) Iurii Shapoval, « “Zhyttia ta smert” Mykoly Khvyl'ovoho : u svitli rozsekrechenykh dokumentiv HPU », *Z arkhiviv VUChK, HPU, NKVD, KHB* 2, no 30-31, 2008, p. 316-317.
- [43.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 224.
- [44.](#) *Ibid.*, p. 225.
- [45.](#) Shapoval, « Vsevolod Balickij, bourreau et victime », art. cité, p. 369-402, ici p. 383. [Citant HDA SBU, Kiev, FPI, 1.2.]
- [46.](#) Plochy, *Unmaking Imperial Russia*, *op. cit.*, p. 262-263.
- [47.](#) Shapoval, « The Mechanisms of the Informational Activity of the GPU-NKVD », art. cité, p. 207-208.
- [48.](#) Danylenko (éd.), *Ukraïns'ka intelihentsiia i vlada*, *op. cit.*, p. 61, 63, 68-69 et 97.
- [49.](#) Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation*, *op. cit.*, p. 114.
- [50.](#) Lyons, *Assignment in Utopia*, *op. cit.*, p. 115.
- [51.](#) *Ibid.*, p. 116-117.
- [52.](#) Stephen Kotkin, *Stalin : Paradoxes of Power*, *op. cit.*, offre un excellent résumé du procès de Chakhty, p. 687-704.
- [53.](#) Sheila Fitzpatrick, *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, 2002, p. 113.
- [54.](#) Toutes les victimes furent réhabilitées en 1989, une cour ayant conclu que l'affaire avait été fabriquée. Voir Iurii Shapoval, « The Case of the “Union for the Liberation of Ukraine” : A Prelude to the Holodomor », *Holodomor Studies*, 2, no 2, été-automne 2010, p. 163 ; sur la première « SVU » voir Alexander Motyl, *The Turn to the Right : The Ideological Origins and Development of Ukrainian Nationalism, 1919-1929*, New York, Columbia University Press, 1980, p. 10-11.
- [55.](#) Olga Bertelsen et Myroslav Shkandrij, « The Secret Police and the Campaign against Galicians in Soviet Ukraine, 1929-1934 », *Nationalities Papers : The Journal of Nationalism and Ethnicity*, 42, no 1, 2014, p. 37-62.
- [56.](#) Shapoval, « The Case of the “Union for the Liberation of Ukraine” », art. cité, p. 158-160.
- [57.](#) Mace, *Communism and the Dilemmas of National Liberation*, *op. cit.*, p. 275.
- [58.](#) Pauly, *Breaking the Tongue*, *op. cit.*, p. 261-263.
- [59.](#) HDA SBU 13/370/9/, p. 142-55, repris in Danylenko (éd.), *Ukraïns'ka intelihentsiia i vlada*, *op. cit.*, p. 470-471.
- [60.](#) I. M. Prelovs'ka, *Dzherelazistorii Ukraïns'koi Aftokefal'noi Pravoslavnoi Tserkvy, 1921-1930 – Ukraïns'koi Pravoslavnoi Tserkvy, 1930-1939*, Kyiv, Instytut Ukraïns'koi Arkheohrafiï ta Dzhereloznavstva im. M. C. Hrushevs'koho, 2013, p. 498-499.
- [61.](#) Iurii Shapoval, « The Case of the “Union for the Liberation of Ukraine” », art. cité, p. 157-158.
- [62.](#) *Ibid.*, p. 172.

- [63.](#) *Ibid.*, p. 166-167.
- [64.](#) Kost Turkalo, « The SVU Trial », in Semen O. Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin : A White Book*, vol. 1, Toronto, Basilian Press, 1953, p. 309-314.
- [65.](#) Myroslav Shkandrij et Olga Bertelsen, « The Soviet Regime's National Operations in Ukraine, 1929-1934 », *Canadian Slavonic Papers*, 55, no 3-4, septembre-décembre 2013, p. 420.
- [66.](#) A. H. Koroley, « Institut nauchnoi i prakticheskoi veterinarii narkomzema USSR v gody repressii », *Istoriia nauky i biohrafistyka : Elektronne naukove fakhove vydannia – mizhvidomchyi tematychnyi zbirnyk*, Natsional'na Akademiia Ahrarnykh Nauk, Natsional'na Naukova Sil's'kohospodars'ka Biblioteka 3 (2007), <http://inb.dnsgb.com.ua>.
- [67.](#) Shkandrij et Bertelsen, « The Soviet Regime's National Operations in Ukraine », art. cité, p. 437-447.
- [68.](#) Staline, « Sur la question nationale en Yougoslavie », art. cité, p. 100.
- [69.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 147.
- [70.](#) Andrea Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales (à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930) », *Cahiers du monde russe*, 35, no 3, juillet-septembre 1994, p. 439-440.
- [71.](#) HDA SBU 13/370/1 (1927), p. 15-26, in Danylenko (éd.), *Ukrains'ka intelihentsiia i vlada*, op. cit., p. 46.
- [72.](#) HDA SBU 13/370/2 (1927), p. 106-118, in *ibid.*, p. 119-120.
- [73.](#) HDA SBU 13/370/1 (1927), p. 107-121, in *ibid.*, p. 78-79.
- [74.](#) HDA SBU 13/370/4 (1927), p. 55-74, in *ibid.*, p. 213-214.
- [75.](#) Hrynevych, « The Price of Stalin's "Revolution from Above" », art. cité, p. 4.
- [76.](#) *Ibid.*, p. 4-5.
- [77.](#) TsA FSB RF 2/6/25 (1928), p. 1-66, in Berelowitch et Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 2, p. 816 ; voir aussi tout le vol. 2, p. 780-817.
- [78.](#) Cité in Vasyli' M. Danylenko et al. (éd.), *Pavlohrads'ke povstannia, 1930 : dokumenty i materialy*, Kyiv, Ukraïns'kyi Pys'mennyk, 2009, p. 14-15.
- [79.](#) Lyons, *Assignment in Utopia*, op. cit., p. 99.
- [80.](#) TsA FSB RF 2/6/597 (1928), p. 227, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni*, op. cit. vol. 1, p. 195-200.
- [81.](#) Hrynevych, *Holod 1928-1929 rr. u radians'kii Ukraïni*, op. cit., p. 238-239.
- [82.](#) *Ibid.*, p. 90, 232-236 et 238-240.
- [83.](#) TsA FSB RF 2/6/597 (1928), p. 6-20, in Berelowitch et Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 2, p. 666.
- [84.](#) Hrynevych, « The Price of Stalin's "Revolution from Above" », art. cité, p. 5.
- [85.](#) *Ibid.*, p. 6.
- [86.](#) Shkandrij et Bertelsen, « The Soviet Regime's National Operations in Ukraine », art. cité, p. 425.
- [87.](#) RTsKhIDNI 82/2/136 (1928), p. 1-55, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni*, op. cit., vol. 1, p. 172-192.
- [88.](#) TsAFSBRF2/6/599 (1928), p. 292-299, in Berelowitch et Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 2, p. 723-731.
- [89.](#) Cité in Danylenko, *Pavlohrads'ke povstannia*, op. cit., p. 14-15.
- [90.](#) *Ibid.*, p. 318.
- [91.](#) TsAFSBRF2/6/597 (1928), p. 126-135, in Berelowitch et Danilov (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 2, p. 672-682.

Chapitre 5 – COLLECTIVISATION :  
RÉVOLUTION À LA CAMPAGNE, 1930

- [1.](#) P. V., « Collective Farming », in Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin*, op. cit., p. 213.
- [2.](#) Lyons, *Assignment in Utopia*, op. cit., p. 283.
- [3.](#) Miron Dolot, *Execution by Hunger : The Hidden Holocaust*, New York, W. W. Norton, 1984, p. 1-2 ; *Les Affamés. L'holocauste masqué, Ukraine 1929-1933*, trad. A. Naccache, Paris, Ramsay, 1986, p. 35. Dolot est un pseudonyme : le vrai nom de l'auteur était Simon Starow.
- [4.](#) « Schedule A, vol. 37, Case 622 / (NY) 1719 (interviewer W.T., type A4). Female, 53, Ukrainian, Kolkhoznik », juillet 1951, Harvard Project on the Soviet Social System, Slavic Division, Widener Library, Harvard University, p. 52.
- [5.](#) « Schedule B, vol. 7, Case 67 (interviewer J.R.) », in *ibid.*, p. 12.
- [6.](#) Stanislav Kul'chyts'kyi (éd.), *Narysy povsiakdennoho zhyttia radians'koi Ukraïny v dobu NEPu (1921-1928 rr.) Kolektyvna monohrafiia v 2-kh chastynakh*, vol. 2, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2010, p. 183.
- [7.](#) Kotkin, *Stalin : Paradoxes of Power*, op. cit., p. 672, citant *Izvestiia TsK KPSS*, 1991, no 6, p. 203-205, et RGASPI 558/11/118, p. 23-26.
- [8.](#) Il existait trois grands types de fermes collectives (*kolkhozes*) : la commune, l'artel et l'association pour la culture commune de la terre (TOZ ou SOZ). Il y avait en outre des fermes d'État (*sovkhozes*). Davies, *The Soviet Collective Farm*, op. cit., 1980, p. 68.
- [9.](#) Pour une description générale de la ferme collective, voir Sheila Fitzpatrick, *Stalin's Peasants : Resistance and Survival in the Russian Village after Collectivization*, Oxford, Oxford University Press, 1994, p. 128-151.
- [10.](#) Staline, « God velikogo pereloma », *Pravda* (7 novembre 1929), in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni*, op. cit., vol. 1, p. 741-742.

11. RtsKhIDNI 17/2/441, vol. 1 et 2 ; résumé in Robert Conquest, *The Harvest of Sorrow : Soviet Collectivization and the Terror-Famine*, New York, Oxford University Press, 1986, p. 112-114 ; *La Grande Terreur*, précédé de *Sanglantes moissons*, trad. M.-A. Revellat et Cl. Seban, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 1995, p. 120-122 ; et Lynne Viola, *Peasant Rebels under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford, Oxford University Press, 1996, p. 24-26.
12. Dolot, *Execution by Hunger*, *op. cit.*, p. 6 et trad. p. 38-39.
13. Lynne Viola, *The Best Sons of the Fatherland : Workers in the Vanguard of Soviet Collectivization*, New York, Oxford University Press, 1987, p. 31, 62.
14. *Ibid.*, p. 64.
15. Lev Kopelev, *À conserver pour l'éternité*, trad. L. Martinez, vol. 1, Paris, Stock, Témoins de notre temps, 1976, p. 69.
16. Hindus, *Red Bread*, *op. cit.*, p. 1.
17. Cholokhov, *Terres défrichées*, *op. cit.*, p. 90.
18. Viola, *The Best Sons of the Fatherland*, *op. cit.*, p. 76.
19. Antonina Solovieva, « Sent by the Komsomol », in Sheila Fitzpatrick et Yuri Slezkine (éd.), *In the Shadow of Revolution : Life Stories of Russian Women from 1917 to the Second World War*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2000, p. 237.
20. Tracy McDonald, « A Peasant Rebellion in Stalin's Russia : The Pitelinskii Uprising, Riazan 1930 », *Journal of Social History*, 35, no 1, automne 2001, p. 125-146.
21. Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva*, *op. cit.*, p. 180.
22. « Case History LH38 : Oleksandr Honcharenko, Cherkasy oblast' », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933*, Report to Congress/Commission on the Ukraine Famine, adopté par la Commission le 19 avril 1988, soumis au Congrès le 22 avril 1988, James E. Mace (éd.), Washington, DC, U.S. G.P.O., 1988, p. 317.
23. TsA FSB RF 2/9/21 (1930), p. 393-394, in Viola et Danilov (éd.), *The War Against the Peasantry, 1927-1930*, *op. cit.*, p. 219.
24. Solovieva, « Sent by the Komsomol », art. cité, p. 236-237.
25. Pasha Angelina, « The Most Important Thing », in Fitzpatrick et Slezkine (éd.), *In the Shadow of Revolution*, *op. cit.*, p. 310.
26. RTsKhIDNI 85/1/118 (1930), p. 1-13, reproduit in V. Balitskij, Miller, Stakov, Timofeev, Karlson, Rozanov, « Rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930 », *Cahiers du monde russe*, vol. 35, no 3, juillet-septembre 1994, p. 476.
27. DAZhO (Zhytomyr) 1520/4828 (1931), p. 9-16.
28. Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 450. Cette utilisation d'« éléments criminels » avait eu des précédents en 1919-1920 et demeura une part de l'arsenal tactique des Soviétiques : le NKVD s'appuiera sur les réseaux du crime quand il créera de nouvelles forces de police secrète en Europe centrale occupée après 1945.
29. *Ibid.*, p. 449, citant « Sergo Ordjonikidzé, Sténogramme du rapport au noyau militant restreint (*aktiv*) du parti du district de Herson, 24 mars 1930 » ; et Robert W. Davies, *The Socialist Offensive : The Collectivization of Agriculture 1929-1930*, Londres, Macmillan, 1980, p. 225.
30. Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva*, *op. cit.*, p. 126.
31. TsA FSB RF 2/8/344 (1930), p. 344-356, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni*, *op. cit.*, vol. 2, p. 336-342.
32. Témoignage de Stepanyda Melentiiivna Khyria, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukrains'kyi holokost*, *op. cit.*, vol. 1, p. 87.
33. « Case History LH57 : Mikhail Frenkin, Baku », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 363.
34. Témoignage de Nicolas Chymych, in U.S. Congress Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report*, sessions et auditions de la Commission sur la famine en Ukraine, 1987 : audition, San Francisco, Californie, 10 février 1987 ; audition, Phoenix, Arizona, 13 février 1987 ; audition et réunion, Washington, D.C., 30 avril 1987 ; audition, Philadelphie, Pennsylvanie, 5 juin 1987, Washington, D.C., U.S. G.P.O., For sale by the Supt. of Docs. U.S. G.P.O., 1988, p. 126-128.
35. Témoignage de Valentin Kotchno, in *ibid.*, p. 18.
36. Dolot, *Execution by Hunger*, *op. cit.*, p. 8 et trad. p. 42-43.
37. Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 439-440.
38. Ekaterina Olitskaïa, « My Reminiscences », in Fitzpatrick et Slezkine (éd.), *In the Shadow of Revolution*, *op. cit.*, p. 39-40 ; *Le Sablier. Mémoires*, trad. Fr. Andreieff et H. Chatelain, Paris, Deux Temps Tierce, 1991, p. 93-94.
39. TsDAZhRUKraïny539/7/71 (1929), p. 139, in Stanislav Kul'chyts'kyi et al., *Kolektivizatsiia i holod na Ukraïni, 1929-1933 : zbirnyk dokumentiv i materialiv*, Kyiv, Naukova Dumka, 1992, p. 106-107.
40. Lynne Viola explique qu'on pensait le *podkoulatchnik* animé d'une « essence » koulak même s'il ne possédait pas de biens (Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, *op. cit.*, p. 34).
41. Hindus, *Red Bread*, *op. cit.*, p. 45-46.
42. Otto J. Pohl, Eric J. Schmaltz et Ronald J. Vossler, « "In our hearts we felt the sentence of death" : Ethnic German Recollections of Mass Violence in the USSR, 1928-1948 », *Journal of Genocide Research*, 11, no 2, 2009, p. 325-327 et 343.
43. TsA FSB RF 2/8/40 (1930), p. 6-17, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni*, *op. cit.*, vol. 2, p. 292-303.
44. GARF 9414/1/1944 (1930), p. 17-25, in Viola et al. (éd.), *The War Against the Peasantry*, *op. cit.*, p. 240-241.
45. TsA FSB RF 2/8/3 (1930), p. 2, in Berelowitch, *Sovetskaïa derevnia glaza. mi VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 3, p. 71.
46. Dolot, *Execution by Hunger*, *op. cit.*, p. 18-19 et trad. p. 54-55.
47. RGAE 7446/1/283 (1930), p. 13-18, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni*, *op. cit.*, vol. 2, p. 292-303.

- [48.](#) Témoignage d'Anastasia Chpytchka, in Lidya B. Kovalenko et Volodymyr Maniak (éd.), *33-i Holod : narodna knyha-memorial*, Kyiv, Radians'kyi Pys'mennyk, 1991, p. 53.
- [49.](#) TsA FSB RF 2/8/678 (1930), p. 163-165, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 141-144.
- [50.](#) Témoignage de Klyl'na Vasylyvna Dykoun, in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 89.
- [51.](#) RGAE 7446/1/283 (1930), p. 13-18, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 198-203.
- [52.](#) Témoignage de Maria Lechtchenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 522.
- [53.](#) RGASPI 17/3/779 (1930), p. 18-20, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 303-305.
- [54.](#) « Case History LH46 : anonymous, Dnipropetrovsk area », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 339-341.
- [55.](#) Témoignage d'Olena Davydivna Demtchenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 505-506.
- [56.](#) Dolot, *Execution by Hunger, op. cit.*, p. 18-19 et trad. p. 62-63.
- [57.](#) TsA FSB RF 2/8/40 (1930), p. 6-17, in Viola *et al.* (éd.), *The War Against the Peasantry, op. cit.*, p. 281.
- [58.](#) Témoignage d'Ivan Samsonovytych, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 503-504.
- [59.](#) Témoignage de Mykola Demydovych Fenenko, in *ibid.*, p. 540-542.
- [60.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 124.
- [61.](#) TsA FSB RF 2/8/823 (1930), p. 342-351, in Viola *et al.* (éd.), *The War Against the Peasantry, op. cit.*, p. 248.
- [62.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 155.
- [63.](#) Témoignage de Henrikh Pidvysotsky, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 78.
- [64.](#) TsDAZhR Ukraïny 27/11/543 (1930), p. 215.
- [65.](#) RGAE 7446/1/283 (1930), p. 13-18, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 198-203.
- [66.](#) Sheila Fitzpatrick, « The Great Departure : Rural-Urban Migration in the Soviet Union, 1929-1933 », in William G. Rosenberg et Lewis H. Siegelbaum (éd.), *Social Dimensions of Soviet Industrialization*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1993, p. 22-25. Dans sa note 56, Fitzpatrick écrit : [« Rykov remarqua que] les koulaks fuient les raïons qui ne sont pas encore touchés par la collectivisation totale, prévoyant que si elle ne concerne pas leur région aujourd'hui, ce sera le cas demain. » *Desiataia Ural'skaia oblastnaïa konferentsiia Vsesoiuznoi Kommunisticheskoi Partii (bol'shevikov)*, Sverdlovsk, 1930, Bulletin no 7, p. 19.
- [67.](#) Kuromiya, *Freedom and Terror in the Donbas, op. cit.*, p. 35-41.
- [68.](#) « Case History LH38 : Oleksandr Honcharenko, Cherkasy oblast' », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 317.
- [69.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 155-156.
- [70.](#) TsA FSB RF 2/8/678 (1930), p. 163-165, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 161-163.
- [71.](#) Nikolai A. Ivnitskii, *Kollektivizatsiia i raskulachivanie, nachalo 30-kh gg.*, Moscou, Interpraks, 1994, p. 122-137 ; aussi V. N. Zemskov, « Spetsposelentsy (po dokumentam NKVD-MVD-SSSR) », *Sotsiologicheskie Issledovaniia*, 11, 1990, p. 4.
- [72.](#) N. A. Morozov, *GULAG v Komi Krae, 1929-1956*, Syktyvkar, Syktyvkar'skii Gosudarstvennyi Universitet, 1997, p. 104.
- [73.](#) RGASPI 17/3/775 (1930), p. 15-16, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoï derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 174-175.
- [74.](#) Ivnitskii, *Kollektivizatsiia i raskulachivanie, op. cit.*, p. 122-137 ; aussi Zemskov, « Spetsposelentsy (po dokumentam NKVD-MVD-SSSR) », art. cité, p. 4.
- [75.](#) Anne Applebaum, *Gulag : A History*, New York, Doubleday, 2003, p. 46-50 ; *Goulag. Une histoire*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Grasset, 2005, p. 85-89.
- [76.](#) James Harris, « The Growth of the Gulag : Forced Labor in the Urals Region, 1929-1931 », *The Russian Review*, 56, no 2, 1997, p. 265-280.
- [77.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 125.
- [78.](#) *Ibid.*, p. 269-271.
- [79.](#) « Case History LH38 : Oleksandr Honcharenko, Cherkasy oblast' », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 325-329.
- [80.](#) Voir par exemple les témoignages de Vasyl' Pavlovytych Netchyporenko et Iakiv Antonovytych Dzioubychyn in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 163, et vol. 2, p. 116 ; et « Testimony of Mr. Sviatoslav Karavansky », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report of Meetings and Hearings of and Before the Commission on the Ukraine Famine*, sessions et auditions 8 octobre 1988 (Washington, D.C., U.S. G.P.O., 1987), p. 79 ; ainsi que « Case History LH8 », « Case History LH46 » et « Case History SW34 », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 256, 345 et 386.
- [81.](#) Oleksandra Bykovets, « Interview with Oleksandra Bykovets » (Sviatoslav Novytskyi, 1er septembre 1983), extrait des archives du détenteur du copyright, UCRDC.
- [82.](#) Témoignage de Larysa Dontchouk, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933, op. cit.*, second report, p. 138.
- [83.](#) Olesia Stasiuk, « The Deformation of Ukrainian Folk Culture During the Holodomor Years », trad. Marta Olynyk, in *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium, *op. cit.*, p. 12-13, <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>.
- [84.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 340-387.
- [85.](#) TsDAHOU 1/20/3108 (1930), p. 1.

- [86.](#) Hiroaki Kuromiya, *The Voices of the Dead : Stalin's Great Terror in the 1930s*, op. cit., p. 109.
- [87.](#) *Ibid.*, p. 110.
- [88.](#) Bolesaw Szczesniak, *The Russian Revolution and Religion : A Collection of Documents Concerning the Suppression of Religion by the Communists, 1917-1925*, Notre Dame, IN, University of Notre Dame Press, 1959, p. 158 ; Alla Kyrydon, « Ruinuvannia kul'tovykh sporud (1920-1930-ti rr.) : porushennia tradytsiinoï rytmolohii prostoru », *Ukraïns'kyi Istorychnyi Zhurnal*, 22, no 6, 2013, p. 91-102.
- [89.](#) McDonald, « A Peasant Rebellion in Stalin's Russia », art. cité, p. 125-146.
- [90.](#) Témoignage de Mykola Ievhenovych Petrenko, in Kovalenko et Maniak, (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 460.
- [91.](#) Grigorenko, *Mémoires*, op. cit., p. 135.
- [92.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva*, op. cit., p. 251-254.
- [93.](#) Stasiuk, « The Deformation of Ukrainian Folk Culture During the Holodomor Years », art. cité.
- [94.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva*, op. cit., p. 242-250.
- [95.](#) Lytvyn, *Ekonomichna istoriia Ukraïny*, op. cit., vol. 2, p. 231-232 et 261.

#### Chapitre 6 – RÉBELLION, 1930

- [1.](#) Cité in Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, op. cit., p. 132.
- [2.](#) *Ibid.*, p. 134.
- [3.](#) RTsKhIDNI 85/1/118 (1930), p. 1-13, reproduit in Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 477.
- [4.](#) Cholokhov, *Terres défrichées*, op. cit., p. 147.
- [5.](#) Alec Nove, *An Economic History of the USSR, 1917-1991*, New York, Penguin, 1992, p. 186.
- [6.](#) RTsKhIDNI 85/1/120 (1930), p. 1-18, reproduit in Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 538.
- [7.](#) RTsKhIDNI 85/1/118 (1930), p. 1-13, reproduit in *ibid.*, p. 479.
- [8.](#) TsGANKh SSSR 7446/5/87 (1930), p. 35-39, in Viktor P. Danilov et Nikolai A. Ivnitskii (éd.), *Dokumenty svidetel'stviuiut : iz istorii derevni nakanune i v khode kollektivizatsii, 1927-1932 gg.*, Moscou, Politizdat, 1989, p. 305.
- [9.](#) « Testimony of Mr. Valentin Kochno », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine : First Interim Report*, op. cit., p. 119-120.
- [10.](#) « Testimony of Dr. Valentyna Sawchuck of Hamtramck, Michigan », art. cité, p. 144.
- [11.](#) TsA FSB RF 2/8/232 (1930), p. 101, 101a, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 3,1, p. 220-221.
- [12.](#) Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, op. cit., p. 59-60.
- [13.](#) Andrea Graziosi, « The Great Famine of 1932-1933 : Consequences and Implications », *Harvard Ukrainian Studies*, 25, no 3-4 (Fall 2001), p. 162.
- [14.](#) Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, op. cit., p. 53.
- [15.](#) D. D. Goichenko, *Krasnyi apokalipsis : skvoz' raskulachivanie i golodomor : memuary svidetelia*, Kyiv, Ababahalamaha, 2013, p. 29-31.
- [16.](#) Témoignage d'Olena Dorochenko, in Oleksandra M. Veselova et Oleksandr F. Nikiliev, *Pam'iat' narodu : Henotsyd v Ukraïni holodom 1932-1933 rokiv : svidchennia*, 2 vol., Kyiv, Vydavnychnyi dim « Kalyta », 2009, vol. 1, p. 408.
- [17.](#) Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, op. cit., p. 55-57.
- [18.](#) Pohl *et al.*, « "In Our Hearts We Felt the Sentence of Death" », art. cité, p. 336.
- [19.](#) « Case History SW34 : anonymous, Kyivoblast' », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, op. cit., p. 392.
- [20.](#) Témoignage de Maria Makoukha (Tchoukout), in *ibid.*, vol. 1, p. 129.
- [21.](#) Témoignage de Kateryna Lakcha, in *ibid.*, vol. 2, p. 66-67.
- [22.](#) *Ibid.*
- [23.](#) TsA FSB RF 2/8/232 (1930), p. 72, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 3, 1, p. 219-220.
- [24.](#) Pasha Angelina, « The Most Important Thing », art. cité, p. 310.
- [25.](#) TsA FSB RF 2/8/23 (1930), p. 2-13, et 2/8/23 (1930), p. 45-65, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, op. cit., vol. 3, 1, p. 144-150 et 180-189.
- [26.](#) Joseph Staline, « Le vertige du succès », *Pravda*, 2 mars 1930 (<http://classiques.chez-alice.fr/start/staline00.html>).
- [27.](#) *Ibid.*
- [28.](#) RGASPI 17/3/779 (1930), p. 18-20, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, op. cit., vol. 2, p. 303-305.
- [29.](#) Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, op. cit., p. 3.
- [30.](#) Dolot, *Execution by Hunger*, op. cit., p. 84, et trad. p. 133-140.
- [31.](#) Témoignage d'Ivan Hajyman, in Mytsyk *et al.*, *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 3, p. 113.

- [32.](#) « Case History LH38 : Oleksandr Honcharenko, Cherkasy oblast' », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 325-329.
- [33.](#) « Testimony of Mr. Zinovii Turkalo », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine : First Interim Report*, *op. cit.*, p. 96.
- [34.](#) TsA FSB RF 2/8/679 (1930), p. 23, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 3, 1, p. 420-426.
- [35.](#) Témoignage de Leonida Fedorivna Tkatchouk, in Mytsyk *et al.*, *Ukrains'kyi holokost*, *op. cit.*, vol. 2, p. 50-51.
- [36.](#) « Case History LH38 : Oleksandr Honcharenko », art. cité, p. 325.
- [37.](#) Pohl *et al.*, « "In Our Hearts We Felt the Sentence of Death" », art. cité, p. 336.
- [38.](#) TsA FSB RF 2/8/679 (1930), p. 23, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 3, 1, p. 424.
- [39.](#) *Ibid.*, p. 421.
- [40.](#) Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, *op. cit.*, p. 183.
- [41.](#) TsA FSB RF 2/8/679 (1930), p. 23, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 3, 1, p. 420-426.
- [42.](#) « Case History LH57 : Mikhail Frenkin, Baku », in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine*, Report to Congress, *op. cit.*, p. 359-365.
- [43.](#) Viola, *Peasant Rebels Under Stalin*, *op. cit.*, p. 103-105 et 135-136.
- [44.](#) RTsKhIDNI 85/1/118 (1930), p. 1-13, reproduit in Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 474-483.
- [45.](#) TsDAHOU 1/20/3191 (1930), p. 37.
- [46.](#) TsA FSB RF 2/8/232 (1930), p. 101, 101a, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 3, 1, p. 220-221.
- [47.](#) TsA FSB RF 2/8/23 (1930), p. 2-13, in *ibid.*, vol. 3, 1, p. 144-150.
- [48.](#) TsA FSB RF 2/8/23 (1930), p. 45-65, in *ibid.*, vol. 3, 1, *op. cit.*, 180-189.
- [49.](#) Shapoval, Prystaiko et Zolotar'ov, *ChK-GPU-NKVD v Ukraïni : osoby, fakty, dokumenty*, *op. cit.*, p. 39.
- [50.](#) TsDAHOU 1/20/3154 (1930), p. 11.
- [51.](#) TsA FSB RF 2/8/232 (1930), p. 115, 115ob, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, vol. 3, 1, *op. cit.*, p. 221-222 ; RTsKhIDNI 85/1/119 (1930), p. 1-2, reproduit in Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité p. 549-550.
- [52.](#) TsDAHOU 1/20/3154 (1930), p. 11.
- [53.](#) Les matériaux sur Pavlohrad viennent de : Danylenko *et al.* (éd.), *Pavlohrads'ke povstannia*, *op. cit.*
- [54.](#) Palij, *The Anarchism of Nestor Makhno*, *op. cit.*, p. 46-51.
- [55.](#) RTsKhIDNI 85/1/120 (1930), p. 1-18, reproduit in Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 537.
- [56.](#) *Ibid.*, p. 537-538.
- [57.](#) RTsKhIDNI 85/1/118 (1930), p. 43-49, reproduit in *ibid.*, p. 577-578.
- [58.](#) TsA FSB RF 2/8/232 (1930), p. 115, 115ob, in Berelowitch, *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD*, *op. cit.*, vol. 3, 1, p. 222.
- [59.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 294-295.
- [60.](#) Shapoval, « The Case of the "Union for the Liberation of Ukraine" », art. cité, p. 178-179.
- [61.](#) *Ibid.*

#### Chapitre 7 – ÉCHEC DE LA COLLECTIVISATION, 1931-1932

- [1.](#) RTsKhIDNI 82/2/139 (1932), p. 145-151, in Martin, *The Affirmative Action Empire*, *op. cit.*, p. 298.
- [2.](#) Robert W. Davies et Stephen G. Wheatcroft, *The Years of Hunger : Soviet Agriculture, 1931-1933*, Londres et New York, Palgrave Macmillan, 2009, p. 1-4.
- [3.](#) RGASPI 17/2/60 (1931), p. 89, tipografskii ekz. ; KPSS v rezoliutsiakh, Izd. 9-3. T.S.C. p. 233-234, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, *op. cit.*, vol. 2, p. 773-774.
- [4.](#) TsA FSB RF 2/8/328 (1930), p. 336-345, in *ibid.*, p. 530-536.
- [5.](#) TsDAZHR Ukraïny 27/11/104 (1930), p. 75-80, in Kul'chyts'kyi *et al.*, *Kolektyvnyzatsiia i holod na Ukraïni*, *op. cit.*, p. 226-230.
- [6.](#) Telle est l'expression qu'emploie Lynne Viola in *Peasant Rebels Under Stalin*, *op. cit.*, p. 205-210.
- [7.](#) RGAE 7486/37/132 (1930), p. 59-60, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni*, *op. cit.*, vol. 2, p. 467-472.
- [8.](#) Diana Bojko et Jerzy Bednarek, *Holodomor : The Great Famine in Ukraine 1932-1933*, de la série *Poland and Ukraine in the 1930s-1940s : Unknown Documents from the Archives of the Secret Services*, Varsovie, Institute of National Remembrance, Commission of the Prosecution of Crimes against the Polish Nation, 2009, p. 70-71.
- [9.](#) Le meilleur bilan des statistiques des récoltes et des controverses qui les entourent se trouve in Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger*, *op. cit.*, p. 442-447. Voir aussi A. V. Bashkin, « Urozhai tridtsatykh ili ukradennye dostizheniia », *Istoricheskie materialy*, consulté en 2017, <http://istmat.info/node/21358>.

- [10.](#) Serhiichuk *et al.*, *Ukrains'kyi khlib na eksport, op. cit.*, p. 3-4.
- [11.](#) Elena Osokina, *Zoloto Dlia industrializatsii : Torgsin*, Moscou, ROSSPEN, 2009, p. 17-102.
- [12.](#) Serhiichuk *et al.*, *Ukrains'kyi khlib na eksport, op. cit.*, p. 5-6.
- [13.](#) *Ibid.*, p. 7.
- [14.](#) Sheila Fitzpatrick, « The Boss and His Team : Stalin and the Inner Circle, 1925-1933 », in Stephen Fortescue (éd.), *Russian Politics from Lenin to Putin*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010, p. 62-63.
- [15.](#) RGASPI 588/1/5388 (1930), p. 116ob, 121ob, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 1, p. 340 ; RGASPI 588/11/75 (1930), p. 15, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 2, p. 577.
- [16.](#) RGAE 8043/11/12 (1930), p. 22-22ob, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 1, p. 350.
- [17.](#) RGASPI 17/162/9 (1930), p. 74, in *ibid.*, p. 351.
- [18.](#) Chiffres repris d'Andrea Graziosi, *L'Unione Sovietica 1914-1991*, Bologne, Il mulino, 2011, tableau 1.
- [19.](#) Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger, op. cit.*, p. 48-78.
- [20.](#) RGASPI 631/5/54 (1931), p. 25-45, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 137-140.
- [21.](#) RGAE 8043/1/7 (1931), p. 61, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1,1, p. 405-406.
- [22.](#) RGASPI 17/167/31 (1931), in *ibid.*, p. 105.
- [23.](#) RGAE 7486/37/166 (1931), p. 230-237 ; RGAE 8043/1/48 (1931), p. 106-109 et 116-130 ; AP RF 3/40/77 (1931), p. 186 ; et divers autres documents d'archives, tous reproduits in *ibid.*, p. 488-515.
- [24.](#) RGASPI 17/167/29 (1931), p. 43, in *ibid.*, p. 344.
- [25.](#) Bashkin, « Urozhai tridsatykh ili ukradennye dostizheniia » art. cité.
- [26.](#) RGAE 8043/11/17 (1930), p. 208, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 1, p. 230.
- [27.](#) RGASPI 17/167/28 (1931), p. 108, in *ibid.*, vol. 1, 1, p. 258.
- [28.](#) RGASPI 631/5/60 (1931), p. 32-40, in *ibid.*, vol. 1, 1, p. 536-537.
- [29.](#) RGASPI 17/2/484 (1931), p. 43-61, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 198-206.
- [30.](#) Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 82-89.
- [31.](#) RGASPI 17/167/32 (1931), p. 119, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 1, p. 536.
- [32.](#) RGASPI 17/2/484 (1931), p. 43-61, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 198-206.
- [33.](#) Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger, op. cit.*, p. 100-101, citant RGASPI 82/2/137 (1932), p. 30-94.
- [34.](#) RGASPI 17/26/42 (1932), p. 193-196, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 227-230.
- [35.](#) TsDAHOU 1/20/5362 (1932), p. 3 ; et TsDAHOU 1/6/235 (1932), p. 82, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 65-66.
- [36.](#) À cette époque, la République socialiste soviétique autonome moldave faisait partie de l'Ukraine. La RSSA moldave fut instaurée en 1940, après que l'URSS eut conquis une partie supplémentaire du territoire roumain. L'ex-RSSA moldave est l'actuelle Transnistrie, région contestée de la Moldavie.
- [37.](#) AP RF 3/40/80 (1932), p. 45-51, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 158-161.
- [38.](#) Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 108.
- [39.](#) Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 163-165, (d'après Lozyts'kyi, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraini, op. cit.*, p. 37-40).
- [40.](#) *Ibid.*, p. 163-165.
- [41.](#) *Ibid.*
- [42.](#) TsA FSB RF 2/10/169 (1932), p. 157, in Berelowitch (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD, op. cit.*, vol. 3, 2, p. 64-91.
- [43.](#) RGASPI 631/5/74 (1932), p. 36, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 2, p. 83-84.
- [44.](#) N. F. Chnaika à Staline, TsDAHOU 1/20/5254 (1932), p. 1-16, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 133.
- [45.](#) A. F. Banivs'kyi à Staline, in *ibid.*, p. 132.
- [46.](#) Boiko à Staline, in *ibid.*, p. 135.
- [47.](#) Par exemple, HDA SBU 13/429/40 (1932), p. 126-147, in Vasyl' M. Danylenko *et al.* (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraini za dokumentamy HDA SBU : anotovanyi dovidnyk*, L'viv, Tsentri Doslidzhen' Vyzvol'noho Rukhu, 2010, p. 278.
- [48.](#) RGASPI 17/42/50 (1932), p. 54, in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 225.
- [49.](#) TsDAHOU 1/20/5255 (1932), p. 52-52sv, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 169-170.
- [50.](#) TsDAHOU 1/16/8 (1932), p. 203-204, in *ibid.*, p. 93.
- [51.](#) Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 111-112.
- [52.](#) Dmytro Zlepko, *Der Ukrainische Hunger-Holocaust : Stalins verschwiegener Völkermord 1932/33 an 7 Millionen ukrainischen Bauern im Spiegel geheimgehaltener Akten des deutschen Auswärtigen Amtes : eine Dokumentation*, Sonnenbühl, Verlag Helmut Wild, 1988, p. 95-97.
- [53.](#) TsA FSB RF 2/11/1449(1932), p. 144-146, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia Sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 361-362.
- [54.](#) « Dosvid Proskurivshchyny i Koziatynshchyny v borot'bi za tsukrovii buriak », *Visti VUTsVK* (Kharkov, 6 juin 1932), cité in Vasyl Marochko et Olha Movchan, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraini : khronika*, Kyiv, Kyievo-Mohylians'ka Akademiia, 2008,

p. 87.

- [55.](#) TsDAHOU 1/20/5255 (1932), p. 4, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 70.
- [56.](#) TsDAHOU 1/6/8 (1932), p. 203-204, in *ibid.*, p. 92-93.
- [57.](#) Serhiichuk et al., *Ukraïns'kyi khlib na eksport, op. cit.*, p. 78-81.
- [58.](#) AP RF 3/61/794 (1932), p. 1-5, in Kondrashin et al. (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 227-229.
- [59.](#) RGASPI 17/162/12 (1932), p. 85, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 113.
- [60.](#) RGASPI 17/162/12 (1932), p. 115, in *ibid.*, p. 139-140.
- [61.](#) TsDAHOU 1/16/8 (1932), p. 236, in *ibid.*, p. 118.
- [62.](#) TsDAHOU 1/1/378 (1932), p. 143-151 ; TsDAHOU 1/1/381 (1932), p. 63-68, in Serhij A. Kokin, Valerii Vasyly'ev et Nicolas Werth (éd.), *Partiino-Radians'ke kerivnytstvo USRR pid chas Holodomoru 1932-1933 rr. : vozhdzi, pratsivnyky, aktyvisty : zbirnyk dokumentiv ta materialiv*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013, p. 58-74.
- [63.](#) APRF3/61/794 (1932), p. 18, in Kondrashin et al. (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 229.
- [64.](#) RGASPI 558/11/43 (1932), p. 70, in Marochko et Movchan, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni, op. cit.*, p. 72.
- [65.](#) Terry Martin, « Famine Initiators and Directors : Personal Papers : The 1932-1933 Ukrainian Terror : New Documentation on Surveillance and the Thought Process of Stalin », in Isajiw W. Wsevolod (éd.), *Famine-Genocide in Ukraine, 1932-1933*, Toronto, Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre, 2003, p. 107-108.
- [66.](#) RGASPI 82/2/139 (1932), p. 162-165, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 197-199.
- [67.](#) *Ibid.*
- [68.](#) RGASPI 82/2/139 (1932), p. 144-153, in *ibid.*, p. 200-205.
- [69.](#) RGASPI 558/11/769 (1932), p. 40-42, in Kondrashin et al. (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 242-243.
- [70.](#) RGASPI 558/11/769 (1932), p. 77-78, in *ibid.*, vol. 1, 2, p. 243.
- [71.](#) RGASPI 81/3/99 (1932), p. 62-63, in *ibid.*, vol. 1, 2, p. 244.
- [72.](#) RGASPI 558/11/740/61 (1932), p. 174, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 207.
- [73.](#) RGASPI 17/162/12 (1932), p. 180-181, in *ibid.*, p. 208.
- [74.](#) TsDAHOU 1/20/5259 (1932), p. 19, in *ibid.*, p. 208.
- [75.](#) Serhiichuk et al., *Ukraïns'kyi khlib na eksport, op. cit.*, p. 9-10.
- [76.](#) Témoignage de Mykola Kostyrko, in James E. Mace et Leonid Heretz, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933*. Oral history project of the Commission on the Ukraine Famine, 3 vol., Washington, D.C., U.S. G.P.O., 1990, vol. 2, p. 1057-1080.
- [77.](#) Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 55.
- [78.](#) Serhiichuk et al., *Ukraïns'kyi khlib na eksport, op. cit.*, p. 11.
- [79.](#) Andrea Graziosi, *L'Urss di Lenine e Stalin : storia dell'Unione Sovietica, 1914-1945*, Bologne, Il mulino, 2007, p. 334, tableau 8.1.
- [80.](#) Osokina, *Zoloto dia industrializatsii, op. cit.*, p. 540, tableau 25.
- [81.](#) RGASPI 558/11/740/41 (1932), in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 225.
- [82.](#) Kokin et al. (éd.), *Partiino-Radians'ke kerivnytstvo USRR pid chas Holodomoru, op. cit.*, p. 36-37.
- [83.](#) *Ibid.*, p. 38-39.
- [84.](#) *Ibid.*, p. 43-44.
- [85.](#) *Ibid.*, p. 47.
- [86.](#) *Ibid.*, p. 52-57.
- [87.](#) Vasyly'ev, *Politychne kerivnytstvo USRR i SRSR, op. cit.*, p. 242.
- [88.](#) Kokin et al., *Partiino-Radians'ke kerivnytstvo USRR pid chas Holodomoru, op. cit.*, p. 63-64.
- [89.](#) RGASPI 558/11/78/16 (1932), in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 231.
- [90.](#) TsDAHOU 1/6/236/85 (1932), *ibid.*
- [91.](#) RGASPI 17/3/891 (1932), p. 52-55 ; RGASPI 558/11/78 (1932), p. 16 ; et RGASPI 558/11/78 (1932), p. 12, la totalité in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 229-232.
- [92.](#) RGASPI 558/11/78 (1932), p. 12, in *ibid.*, p. 232.
- [93.](#) S3 SSSR 1932 no 52, str. 312, in Kondrashin et al. (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 1, 2, p. 321-324.
- [94.](#) RGASPI 81/3/99 (1932), p. 115-119, in Oleg V. Khlevniuk et al. (éd.), *Stalin i Kaganovich : perepiska, 1931-1936 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2001, p. 244-245 ; TsDA-HOU 1/20/5381 (1932), p. 11-12, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 270.
- [95.](#) Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger, op. cit.*, p. 158.
- [96.](#) Timothy Snyder, *Bloodlands : Europe Between Hitler and Stalin*, New York, Basic Books, 2010, p. 37 ; *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2012, p. 76.
- [97.](#) RGASPI 81/3/99 (1932), p. 106-113, in Khlevniuk et al. (éd.), *Stalin i Kaganovich, op. cit.*, p. 235-236.
- [98.](#) RGASPI 81/3/100 (1932), p. 137-140, in *ibid.*, p. 240-241.
- [99.](#) RGASPI 17/3/2014 (1932), p. 33-34, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 453-454.

[100.](#) Sergei Maskudov, « Victory over the Peasant », in Halyna Hryn (éd.), *Hunger by Design : The Great Ukrainian Famine and its Soviet Context*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2008, p. 60-62.

[101.](#) Conquest, *The Harvest of Sorrow*, op. cit., p. 226 et trad., p. 243.

[102.](#) Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin*, op. cit., vol. 1, p. 205.

[103.](#) Graziosi, *L'URSS di Lenin e Stalin*, op. cit., p. 333 ; Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger*, op. cit., p. 166-168.

[104.](#) Applebaum, *Gulag*, op. cit., p. 582-583, et trad. p. 632-633.

[105.](#) Susanna Petchora, entretien avec Anne Applebaum, 1999.

[106.](#) Martin, « Famine Initiators and Directors », art. cité, p. 110.

[107.](#) La liste complète, remise en circulation en novembre, compte plusieurs douzaines de pages ; Valentyna Borysenko, Vasyl' M. Danylenko, Serhij Kokin et al. (éd.), *Rozsekrechena pam'iat' : Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni v dokumentakh GPU-NKVD*, Kyiv, Stylos, 2007, p. 193-263, citant HDA SBU 16/25/3 (1952), p. 4-68 ; Martin, « Famine Initiators and Directors », art. cité, p. 111.

[108.](#) RTsKhIDNI 82/2/139 (1932), p. 145-151, trad. et repr. in Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 298 ; trad. française reprise de Nicolas Werth, « Retour sur la grande famine ukrainienne de 1932-1933 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 2014/1, no 121, p. 77-93, ici p. 81.

[109.](#) RTsKhIDNI 82/2/139 (1932), p. 145-151, trad. et repr. in Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 298 ; trad. française, Werth, *ibid.*, p. 81.

[110.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 297.

[111.](#) *Ibid.*, p. 298 ; trad. française, Werth, *ibid.*, p. 81.

#### Chapitre 8 – DÉCISIONS DE FAMINE, 1932 : RÉQUISITIONS, LISTES NOIRES ET FRONTIÈRES

[1.](#) Maxime Gorki, *Lénine et le paysan russe*, 2e partie, trad. M. Dumesnil de Gramont, Paris, Gallimard, NRF, 1924, p. 184.

[2.](#) Simon Sebag Montefiore, *Stalin : The Court of the Red Tsar*, New York, Knopf, 2004, p. 107-108 ; *Staline. La cour du tsar rouge*, trad. Fl. La Bruyère et A. Roubichou-Stretz, Paris, Éditions des Syrtes, 2005, p. 121-122.

[3.](#) Svetlana Allilouïeva, *Twenty Letters to a Friend (Dvaťsat' Pisem k Drugu)*, trad. Priscilla Johnson McMillan, New York, Harper Perennial, Reprint Edition, 2016, p. 105 ; *Vingt lettres à un ami*, trad. J.-J. et N. Marie, Paris, Seuil-Paris Match, 1967, p. 122 (trad. ici modifiée).

[4.](#) Grigori A. Tokaev, *Betrayal of an Ideal*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1955, p. 161 ; *Mes Mémoires. Le Paradis de Staline*, trad. T. Zavalani, Paris, La Colombe, p. 127.

[5.](#) Miklos Kun, *Stalin : An Unknown Portrait*, Budapest, Central European University Press, 2003, p. 204 ; Montefiore, *Stalin*, op. cit., p. 86-90 et trad. p. 103-104 et 108-109.

[6.](#) *Ibid.*, p. 90 et trad. p. 107.

[7.](#) *Ibid.*, p. 84 et trad. p. 101.

[8.](#) *Ibid.*, p. 87 et trad. p. 103.

[9.](#) Getty et Naumov, *The Road to Terror*, op. cit., p. 47.

[10.](#) Tucker, *Stalin in Power*, op. cit., p. 209-212.

[11.](#) Getty et Naumov, *The Road to Terror*, op. cit., p. 53-58.

[12.](#) Arkadii Vaksberg, *Tsaritsa dokazatel'stv : Vyshinskii i ego zhertvy*, Moscou, Kniga i Biznes, 1992, p. 68 ; *Vychinski. Le procureur de Staline*, trad. D. Sesemann, Paris, Albin Michel, 1991, p. 59-63.

[13.](#) *Ibid.*, p. 66-67.

[14.](#) *Ibid.*, p. 69.

[15.](#) Voir parmi d'autres Getty et Naumov, *The Road to Terror*, op. cit., et Robert Conquest, *The Great Terror : Stalin's Purge of the Thirties*, éd. revue, Londres, Macmillan, 1968 ; *La Grande Terreur, précédé de Sanglantes moissons*, op. cit., 2011.

[16.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 298 ; trad. fr. Werth, « Retour sur la grande famine ukrainienne de 1932-1933 », art. cité, p. 81. Voir *supra*, chap. 7, note 109.

[17.](#) *Ibid.*, p. 299 (souligné dans l'original).

[18.](#) TsDAHOU 1/6/236 (1932), p. 8-9, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 127.

[19.](#) Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger*, op. cit., p. 10-11.

[20.](#) *Ibid.*, p. 171.

[21.](#) Bashkin, « Urozhai tridsatykh ili ukradennye dostizheniia », art. cité.

[22.](#) RGASPI 82/2/141/6, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 355-356.

[23.](#) TsDAHOU 1/6/237/207-16, in *ibid.*, p. 388-395.

[24.](#) RGASPI 81/3/215/1-24 ; RGASPI 81/3/232/62, in *ibid.*, p. 496-514.

[25.](#) TsDAGO Ukraïny 1/20/5384/23, in *ibid.*, trad. Bandera, p. 71.

[26.](#) TsDAHOU 1/6/237/207-16, in *ibid.*, p. 388-395.

[27.](#) *Ibid.*

[28.](#) TsDAHOU 1/20/6339 (1933), p. 25, in *ibid.*, p. 569.

29. Kul'chyts'kyi, *Holodomor 1932-1933 rr. iak henotsyd, op. cit.*, p. 294-305.
30. S3 SSSR 1933 no 38, str. 228, in Kondrashin et al. (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 3, p. 54-55.
31. Stanislav V. Kul'chyts'kyi, « Comments at UNAS (National Academy of Sciences) Institute of History of Ukraine Seminar », présenté au Séminaire de l'Institut d'histoire de l'Ukraine, Kyiv, 19 avril 2016.
32. Serhiichuk et al., *Ukrains'kyi khlib na eksport, op. cit.*, p. 13 et 138.
33. Graziosi, *L'Urss di Lenine Stalin, op. cit.*, p. 334, tableau 8.1. Les exportations d'or devaient finalement augmenter, les paysans désespérés échangeant leur or à l'État contre des céréales.
34. RGAE 413/13/595 (1933), p. 47-48, in *Elektronnyi arkhiv Ukrain's'koho vyzvol'noho rukhu*, consulté en 2017, <http://avr.org.ua/getPDFasFile.php/arhupa/rgae-413-13-595-0-047.pdf>.
35. Heorhii Papakin, *Donbas na « chornii doshti », 1932-1933 : Naukovo-populiarnyi narys*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2014, p. 9-11.
36. Heorhii Papakin, « Blacklists as an Instrument of the Famine-Genocide of 1932-1933 in Ukraine », trad. Marta Olynyk, *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium, p. 2-3, <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>.
37. « "Chorna Doshka" Bil'shovyk Poltavshchyny, 12 Veresnia, 1932 », *Ofitsiyni veb-portal Derzhavnoi Arkhivnoi Sluzhby Ukraïny*, <http://www.archives.gov.ua/Archives/Reestr/Foto-Poltava.php>.
38. Papakin, « Blacklists as an Instrument of the Famine-Genocide of 1932-1933 in Ukraine », art. cité, p. 5-6.
39. Heorhii Papakin, « *Chorna doshka : antyselians'ki represii, 1932-1933* », Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013, p. 336. Le nombre des districts changea fréquemment dans les années 1930, mais en 1932-1933 il y en avait 392, d'après l'équipe d'Oleh Wolowyna à l'Institut de démographie et de recherche sociale de l'Académie nationale des sciences ukrainienne et le Harvard Ukrainian Research Institute.
40. Institut Demografii Natsional'nogo Issledovatel'skogo Universiteta « Vysshiaia Shkola Ekonomiki », « Vsesoiuznaia perepis » naseleniia 1926 goda : Natsional'nyi sostav naseleniia po regionam RSFSR : Severo-Kavkazskii krai/ Kubanskii okrug », *Demoskop weekly : elektronnaia versiia biulletenia Naselenie i obshchestvo*, p. 719-720, 6-19 mars 2017, [http://demoscope.ru/weekly/ssp/rus\\_nac\\_26.php?reg=862](http://demoscope.ru/weekly/ssp/rus_nac_26.php?reg=862).
41. Papakin, *Donbas na « chornii doshti », op. cit.*, p. 12.
42. Bondar et Matveev, *Istoricheskaia pamiat' naseleniia Iuga Rossii o golode 1932-1933, op. cit.*, p. 101-103.
43. *Ibid.*, p. 61.
44. Papakin, *Donbas na « chornii doshti », op. cit.*, p. 12.
45. Papakin, « Blacklists as an Instrument of the Famine-Genocide of 1932-1933 in Ukraine », art. cité, p. 8.
46. Papakin, « *Chorna doshka* », *op. cit.*, p. 335.
47. Papakin, « Blacklists as an Instrument of the Famine-Genocide of 1932-1933 in Ukraine », art. cité, p. 11.
48. HDA SBU 13/429/40 (1932), p. 126-147, in Danylenko et al. (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni za dokumentamy HDA SBU, op. cit.*, p. 278.
49. TsA FSB RF 2/10/169 (1932), p. 1-57, in Berelowitch et al. (éd.), *Sovetskaiaderevnia glazami VChK-OGPU-NKVD, op. cit.*, p. 64-91.
50. APRF 3/30/189 (1932), p. 7-10, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 615-616.
51. HDA SBU, *Kolektsiia dokumentiv « Holodomor 1932-1933 rr. v Ukraïni »*, in *ibid.*, p. 709.
52. « Schedule A, vol. 36, Case 333/(NY)1582 (interviewer J. F., type A4) Male, 29, Ukrainian, Student and Worker », 1er-8 juillet 1951, Harvard Project on the Soviet Social System, Slavic Division, Widener Library, Harvard University, p. 24.
53. TsDAHOU 1/20/5255 (1932), p. 16-17, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, p. 108-109.
54. TsDAHOU 1/20/5255 (1932), p. 68-69, in *ibid.*, p. 253.
55. Témoignage d'Olena Davydivna Demchenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 506.
56. APRF 3/50/189 (1933), p. 7-10, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, p. 615-616.
57. Témoignage d'Ihor Vasyliovych Bouhaievych, in Kovalenko et Maniak, (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 454-457.
58. Andrea Graziosi, *Lettere da Kharkov. La carestia in Ucraina e nel Caucaso del nord nei rapporti diplomatici italiani 1923-1933*, Turin, Einaudi, 1991, p. 144-146, repris en ukrainien in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 606-607 ; *Lettres de Kharkov. La famine en Ukraine 1932-1933*, trad. D. Négrel et A. Bokobza, et de l'ukrainien I. Dmytrychyn, Lausanne, éditions Noir sur Blanc, 2013, p. 152-153.
59. DATO 176/1/9 (1932), p. 3-3v, in Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 201.
60. *Ibid.*, p. 203.
61. DATO 231/1/2067 (1932), p. 324, in *ibid.*, p. 231.
62. Témoignage de Lydia A., in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 139.
63. Témoignage d'Ivan Oransky, in *ibid.*, p. 130.
64. Témoignage d'une femme anonyme, in *ibid.*, p. 25.
65. TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 185-190, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 763.
66. TsDAHOU 1/20/5254 (1932), p. 1-16, in *ibid.*, p. 134.
67. RGASPI 558/11/45 (1932), p. 108-109, in Danilov et al. (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, vol. 3, p. 634-635.

- [68.](#) RGASPI 17/3/2030 (1932), p. 17, et 17/42/72 (1932), p. 109-111, in *ibid.*, p. 636-638 et 644.
- [69.](#) RGASPI 17/3/907 (1932), p. 9 ; et *Kommunist* (Kharkov, 1er janvier 1933), in Marochko et Movchan, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni*, op. cit., p. 154, 180.
- [70.](#) Lev Kopelev, *The Education of a True Believer*, trad. Gary Kern, Londres, Wildwood House, 1981, p. 258.
- [71.](#) APRF 3/30/189 (1933), p. 26-27, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 636.
- [72.](#) HDA SBU, *Kolektsiia dokumentiv « Holodomor 1932-1933 rr. v Ukraïni »*, in *ibid.*, p. 709.
- [73.](#) Jan Jacek Bruski, « In Search of New Sources : Polish Diplomatic and Intelligence Reports on the Holodomor », in Christian Noack, Lindsay Janssen et Vincent Comerford (éd.), *Holodomor and Gorta mór : Histories, Memories and Representations of Famine in Ukraine and Ireland*, Londres, Anthem Press, 2014, p. 223.
- [74.](#) Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 7, p. 538. La citation française est tirée de Vassili Grossman, *Tout passe*, trad. Jacqueline Lafond, in Grossman, *Œuvres*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2006, p. 956.
- [75.](#) Témoignage de Halyna Boudantseva, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 485.
- [76.](#) Témoignage de Varvara Dibert, in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 73-74.
- [77.](#) Témoignage de Halyna Ivanivna Kyrytchenko, in Mytsyk, *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 2, p. 100-101.
- [78.](#) Témoignage de Maria Polikarpivna Oumanska, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noï pam'iaty et V. Yushchenko (éd.), *Natsional'na Knyha pam'iaty zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni*, Kyiv, Vydavnytstvo im. Oleny Telihy, 2008, p. 93.
- [79.](#) Témoignage d'Olena Artemivna Kobylko, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 1, p. 570.
- [80.](#) Kopelev, *The Education of a True Believer*, op. cit., p. 258.

Chapitre 9 – DÉCISIONS DE FAMINE, 1932 :  
LA FIN DE L'UKRAINISATION

- [1.](#) Cité in Luckyj, *Literary Politics in Soviet Ukraine*, op. cit., p. 228.
- [2.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 306.
- [3.](#) Sarah Cameron, « The Kazakh Famine of 1932-1933 : Current Research and New Directions », *East/West : Journal of Ukrainian Studies*, 3, no 2, 2016, p. 117-132 ; Niccolo Piancola, « Sacrificing the Kazakhs : The Stalinist Hierarchy of Consumption and the Great Famine in Kazakhstan of 1931-1933 », étude présentée au Slavic-Eurasian Research Centre, 10-11 juillet 2014, Hokkaido University, Sapporo, Japon.
- [4.](#) RGASPI 17/3/9.11/42-44, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 475-477.
- [5.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 303, d'après RTsKhIDNI 17/3/910 (1932).
- [6.](#) RGASPI 17/3/911/43, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 480.
- [7.](#) HDA SBU Donetsk 4924f/4-13, in Bojko et Bednarek, *Holodomor*, op. cit., p. 207-215.
- [8.](#) Lozyts'kyi, *Holodomor 1932-1933 rokiv*, op. cit., p. 134.
- [9.](#) HDA SBU 16/25/3 (1951), p. 105, in Borysenko Danylenko, Kokin et al. (éd.), *Rozsekrechena pam'iat'*, op. cit., p. 425-426.
- [10.](#) Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 346.
- [11.](#) Vasyly'ev, *Politychne kerivnytstvo URSR i SRSR*, op. cit., p. 332-333.
- [12.](#) HDA SBU 16/25/3 (1932), p. 109, in Kokin et al. (éd.), *Partiino-Radians'ke kerivnytstvo USRR pid chas Holodomoru*, op. cit., p. 160.
- [13.](#) HDA SBU 6/—/75165 (1964), p. 84-85, in *ibid.*, p. 193-195.
- [14.](#) DADO 19/1/20 (1932), p. 69-70, in *ibid.*, p. 165.
- [15.](#) HDA SBU 6/—/75165 (1964), p. 88-90, in *ibid.*, p. 196-198.
- [16.](#) *Ibid.*, p. 196-198 ; TsDAHOU 1/16/9 (1932), p. 59-61, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 396-397.
- [17.](#) RGASPI 17/162/14 (1932), p. 17, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 407.
- [18.](#) HDA SBU 16/25/3 (1932), p. 69-100, in Danylenko et al. (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni za dokumentamy HDA SBU*, op. cit., p. 60-61.
- [19.](#) HDA SBU 42/9/— (1932), p. 52-55, in Borysenko, Danylenko, Kokin et al. (éd.), *Rozsekrechena pam'iat'*, op. cit., p. 428-429.
- [20.](#) V. Pryluts'kyi, « Opir molodi politytsi bil'shovty'koho rezhymu ta represyvni zakhody proty neï v USRR (1928-1936 rr.) », *Z arkhiviv VUChK-GPU-NKVD-KGB*, 2/4 (13/15) (2000), p. 94.
- [21.](#) HDA SBU 16/25/3 (1951), p. 111-151, in Borysenko Danylenko, Kokin et al. (éd.), *Rozsekrechena pam'iat'*, op. cit., p. 430-472, citation p. 431.
- [22.](#) *Ibid.*, p. 430-472 et 520-528 ; pour un exemple de Makhno, voir p. 359, pour « petliouristes actifs » et « anciens petliouristes », voir p. 431-432.
- [23.](#) HDA SBU 1607 (1932), p. 10, et HDA SBU 6852 (1932), p. 8, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 539-541.
- [24.](#) HDA SBU 9/666/— (1933), p. 56, 58, 62, 63, in Borysenko, Danylenko, Kokin et al. (éd.), *Rozsekrechena pam'iat'*, p. 512-516.
- [25.](#) HDA SBU 9/36 (1933), p. 36a, in Bojko et Bednarek, *Holodomor*, op. cit., p. 266-275.
- [26.](#) Timothy Snyder, *Bloodlands*, op. cit., p. 38, et trad. p. 78-79.

27. TsDAHOU 1/20/5242 (1932), p. 5-10, in Kokin et al. (éd.), *Partiino-Radians'ke kerivnitstvo USRR pid chas Holodomoru*, op. cit., p. 210-229.
28. Plokhly, *Unmaking Imperial Russia*, op. cit., p. 268-273.
29. Hennadii Iefymenko et Larysa Iakubova, « Natsional'ni vidnosyny v radians'kii Ukraïni (1923-1938) », in Volodymyr M. Lytvyn et al. (éd.), *Natsional'ne pytannia v Ukraïni XX – pochatku XXI st. : istorychni narysy*, Kyiv, Nika-Tsentr, 2012, p. 222-223.
30. Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 348.
31. Hryhorii Kostiuk, *Stalinizm v Ukraïni*, Kyiv, Vyd-vo Smoloskyp, 1995, p. 192-196.
32. *Ibid.*, p. 192-196.
33. Iurii Shapoval, « Fatal'na Ambivalentnist' », *Krytyka : mizhnarodnyi ohliad knyzhok ta idei*, mai 2015, <https://krytyka.com/ua/articles/fatalna-ambivalentnist>.
34. *Ibid.*
35. Pauly, *Breaking the Tongue*, op. cit., p. 241-242.
36. *Ibid.*, p. 258-266.
37. Larysa D. Iakubova, *Etnichni menshyny v suspil'no-politychnomu ta kul'turnomu zhytti USRR, 20-i – persha polovyna 30-kh rr. XX st.*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2002, p. 126-131.
38. Stanislav V. Kul'chyts'kyi, « Holodomor in the Ukrainian Countryside », in Andrea Graziosi, Lubomyr Hajda et Halyna Hryn (éd.), *After the Holodomor : The Enduring Impact of the Great Famine on Ukraine*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2013, p. 9.
39. *Ibid.*
40. Iakubova, *Etnichni menshyny v suspil'no-politychnomu ta kul'turnomu zhytti USRR*, op. cit., p. 126-131.
41. H. Koval'chuk, « Dyrektory Vsenarodnoï Biblioteky Ukraïny (20-30-ti rr.) », *Z arkhiviv VUChK GPU NKVD KGB*, 2/4 (13/15), 2000, p. 179-206.
42. Oleksander Rubl'ov et O. V. Iurkova, « Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny : vikhy istorii (1936-2006 rr.) », Valerii A. Smolii (éd.), *Urkaïns'kyi Istorychnyi Zhurnal*, 6, 2006, p. 5-7.
43. Iurii Shapoval, *Ukraïna 20-50 rr. : Storinky nenapysanoi istorii*, Kyiv, Naukova Dumka, 1993, p. 126-131.
44. S. A. Tokarev, « Represii proty vykladachiv Nizhyns'koho Pedahohichnoho Instytutu v 1930-kh rr. », *Z arkhiviv VUChK GPU NKVD KGB*, 1/2, 2013, p. 146-169.
45. Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 363.
46. Pauly, *Breaking the Tongue*, op. cit., p. 332-339.
47. Martin, *The Affirmative Action Empire*, op. cit., p. 363.
48. Hanna Skrypnyk, *Etnohrafichni muzei Ukraïny : Stanovlennia i rozvytok*, Kyiv, Naukova Dumka, 1989.
49. Alla Kyrydon, « Ruinuvannia kul'tovykh sporud », art. cité, p. 91-102.
50. M. M. Kholostenko, « Arkitekturnaia rekonstruktsiia Kieva », *Arkitektura SSSR*, 12, 1934, p. 19.
51. A. G. Molokin, « Proektirovanie Pravitel'stvennogo Tsentra USSR v Kieve », *Arkitektura SSSR*, 9, 1935, p. 11.
52. Titus D. Hewryk, *Vrachenii arkhitekturni pam'iatky Kyieva*, New York-Kyiv, Ukrainian Museum, 1991.
53. *Ibid.*
54. Serhii Bilokin, « Masovyi teror iak zasib derzhavnoho upravlinnia v SRSR (1917-1941) », *Dzhereloznavche doslidzhennia*, 2, Drohobych, « Kolo », 2013, p. 452-490.
55. *Ibid.*, p. 519-522.
56. Shevelov, *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century*, op. cit., p. 154-158.
57. *Ibid.*, p. 160-167, citation p. 167.

Chapitre 10 – DÉCISIONS DE FAMINE, 1932 :  
FOUILLES ET FOUILLEURS

1. Vassili Grossman, *Tout passe*, op. cit., p. 946.
2. Boriak, *1933*, op. cit., p. 684.
3. *Ibid.*, p. 685-686.
4. Pour des centaines d'exemples voir Valentyna Borysenko, *Svicha pam'iaty : Usna istoriia pro henotsyd ukraïntsv u 1932-1933 rokakh*, Kyiv, Stylos, 2007 ; en anglais, *A Candle in Remembrance : An Oral History of the Ukrainian Genocide of 1933-1934 (Svicha pam'iaty)*, trad. Mark Tarnawsky, New York, Ukrainian Women's League of America, 2010. Pour ce chapitre, j'ai utilisé la version ukrainienne.
5. Témoignage d'Olha Viktorivna Tsymbaliouk, in *ibid.*, p. 229.
6. Témoignage d'Anastasiia Mykolaïvna Pavlenko, in *ibid.*, p. 130-131.
7. Témoignage de Larysa Fedorivna Venjyk (née Chevtchouk), in *ibid.*, p. 137-138.
8. Témoignage de Maria Patrivna Bendryk, in *ibid.*, p. 247.
9. Témoignage de Leonid Ioukhymovytch Vernydoub, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru*, op. cit., p. 65.
10. Témoignage de Maria Myronivna Kojedoub, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 269.

11. Roman Dzwonkowski et Petro Iashchuk, *Glód i represje wobec ludnosci polskiej na Ukrainie 1932-1947 : relacje*, Lublin, Tow. Nauk. Katolickiego Uniwersytetu Lubelskiego, 2004, p. 160.
12. Témoignage de Petro Kouzmytch Mostovyi, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 495.
13. Témoignage de Hanna Oleksandrivna Masliantchouk, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 91.
14. Témoignage de Paraskeva Vasylivna Kolos, in *ibid.*, p. 268.
15. Témoignage de Mykola Ivanovytych Patryntchouk, in *ibid.*, p. 114.
16. Témoignage de Valentyn Kotchno, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 119-120.
17. Témoignage de Hanna Omelianivna Flachkina, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 237.
18. Témoignage d'Anastasiia Mykolaïvna Pavlenko, in *ibid.*, p. 130.
19. Témoignage de Natalia Stepanivna Koujel, in *ibid.*, p. 269.
20. Témoignage de Mykhaïlo Pavlovytych Havrylenko, in *ibid.*, p. 208.
21. Témoignage d'une femme anonyme, in United States Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Report to Congress*. Rapport adopté par la Commission le 19 avril 1988, soumis au Congrès le 22 avril 1988, Washington, D.C., U.S. G.P.O., For sale by Supt. of Docs., U.S. G.P.O., 1988, p. 341-342 et 346.
22. Témoignage de Mykola Petrovytych Khmel'nyk, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 98.
23. Témoignage de Tetiana Tymofïivna Kotenko, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 1, p. 645.
24. Témoignage de Halyna Hryhorivna Kovtoun, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 257.
25. Témoignage de Hanna Iakivna Onoda, in A. V. Karas, *Svidchennia ochevydystiv pro holod 1930-40-tykh rr. na Siversshchyni*, Hlukhiv, RVV HDPU, 2008, p. 49.
26. Lev Kopelev, « Interview with Lev Kopelev », 1981, Harvest of Despair Series, extrait des archives du détenteur du copyright, UCRDC.
27. Témoignage de Hanna Semenivna Soukhenko, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 149.
28. Témoignage d'Ihor Vasyliovych Bouhaïevytych, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 454-457.
29. Témoignage de Halyna Omeltchenko, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noï pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru*, op. cit., p. 87.
30. Témoignage de Mykola Mylov, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 3, p. 129-130.
31. RGASPI 81/3/215 (1932), p. 1-24, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 497.
32. Pavlo Ivanovytych Sylka, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 492.
33. Témoignage de Kateryna Stepanivna Tsokol, in *ibid.*, p. 63.
34. Témoignage de Lidia Vasylivna Poltavets', in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 2, p. 215-216.
35. Daria Mattingly, « Idle, Drunk and Good-for-Nothing : The Cultural Memory of Holodomor Rank-and-File Perpetrators », in Anna Wylegala et Malgorzata Glowacka-Grajper (éd.), *The Burden of Memory : History, Memory and Identity in Contemporary Ukraine*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 2017.
36. Témoignage de Petro Serhiiovytych Voitiouk, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 96.
37. Témoignage de Volodymyr Ivanovytych Teslia, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 2, p. 665-667.
38. Témoignage d'une femme anonyme, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 127.
39. Kopelev, *The Education of a True Believer*, op. cit., p. 233.
40. Témoignage d'Ivan Leonidovytych Prymak, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 99.
41. Témoignage d'une femme anonyme, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noï pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru*, op. cit., p. 66.
42. Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin*, op. cit., vol. 1, p. 201.
43. Témoignage d'Ivan J. Danylenko, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 77.
44. Témoignage de Hryhorii Antonovytych Harachtchenko, in Borysenko, *Svicha pam'iaty*, op. cit., p. 178-179.
45. Témoignage d'Anna Pylypiouk, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 111-112.
46. Kostiantyn Mochul's'kyi, « I Was Eight Years Old », trad. Marta Olynyk pour le Holodomor Research and Education Consortium, original disponible in Kostiantyn Mochul's'kyi, « Meni bulo visim lit », *Kryms'ka svitlytsia*, 12, Simferopol', 21 mars 2003, p. 6.
47. Témoignage d'Anastasia Kh., in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 158.
48. Témoignage de Varvara Svyrydivna Moroz, in Karas, *Svidchennia ochevydystiv pro holod 1930-1940-tykh rr. na Siversshchyni*, op. cit., p. 51.
49. Témoignage de Hnat Fedorovytych Myroniuk, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noï pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru*, op. cit., p. 64.
50. Témoignage d'Ivan Tarasiouk, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 2, p. 656.
51. Témoignage de Mykhaïlo Oleksandrovytych Balanovskyi, in *ibid.*, vol. 1, p. 95-99.

- [52.](#) Témoignage de Hryhorii Moroz, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zheriv Holodomoru*, op. cit., p. 74-75.
- [53.](#) Témoignage de Hanna Andriïvna Talantchouk, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 2, p. 184.
- [54.](#) Boriak, *1933*, op. cit., p. 682-684.
- [55.](#) Tamara Demchenko, « Svidchennia pro Holodomor iak dzerelo vyvchennia fenomenu stalins'kykh aktyvistiv », in *Problemy istorii Ukraïny : fakty sudzhennia, poshuky : Mizhvidomchyi zbirnyk naukovykh prats'*, vol. 19, no 2, Kyiv, Naukova Dumka, 2010, p. 71-81.
- [56.](#) Viola, *The Best Sons of the Fatherland*, op. cit., p. 206-209.
- [57.](#) RGASPI 81/3/215 (1932), p. 1-24, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, p. 504-505.
- [58.](#) Mattingly, « Idle, Drunk and Good-for-Nothing » art. cité.
- [59.](#) Témoignage de Maria N., in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 152-154.
- [60.](#) Victor Kravchenko, *I Chose Freedom : The Personal and Political Life of a Soviet Official*, trad. Rhett R. Ludwikowski, Londres, Robert Hale, 1946, p. 75 ; *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, trad. J. de Kerdéland, Paris, Éditions Self, 1947, p. 110.
- [61.](#) *Ibid.*, 92 et trad. p. 133 et 143.
- [62.](#) *Ibid.*, p. 91 et trad. p. 132.
- [63.](#) *Ibid.*, p. 63, 74 et trad. p. 97, 110.
- [64.](#) Kopelev, *The Education of a True Believer*, op. cit., p. 235.
- [65.](#) Georges Simenon, « Peuples qui ont faim », in *Mes apprentissages : Reportages 1931-1946*, éd. Francis Lacassin, Paris, Omnibus, 2001, p. 903-904.
- [66.](#) Andreï Platonovitch Platonov, *Fourteen Little Red Huts and Other Plays*, trad. Robert Chandler, Jesse Irwin et Susan Larsen, New York, Columbia University Press, 2016, p. 104.
- [67.](#) Entretien avec Lev Kopelev, Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre.
- [68.](#) *Ibid.*
- [69.](#) Mattingly, « Idle, Drunk and Good-for-Nothing » art. cité.
- [70.](#) Témoignage de Halyna B., in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 125.
- [71.](#) Kopelev, *The Education of a True Believer*, op. cit., p. 245.
- [72.](#) Témoignage de Vasyl' Onoufriïenko, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zheriv Holodomoru*, op. cit., p. 91.
- [73.](#) Valerii Vasyl'ev et Iurii I. Shapoval, *Komandyry velykoho holodu : Poïzdky V. Molotova i L. Kahanovycha v Ukraïnu ta Pivnichnyi Kavkaz, 1932-1933 rr.*, Kyiv, Heneza, 2001, p. 317.
- [74.](#) Témoignage de Mykola Hryhorovytch Musiitchouk, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 2, p. 76.
- [75.](#) Mattingly, « Idle, Drunk and Good-for-Nothing » art. cité.
- [76.](#) Témoignage de Vira Karpivna Kyrytchenko, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 7, p. 180.
- [77.](#) Boriak, *1933*, op. cit., p. 185, 229, 387, 605.
- [78.](#) Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva*, op. cit., p. 170-171.
- [79.](#) Mattingly, « Idle, Drunk and Good-for-Nothing » art. cité.
- [80.](#) Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales », art. cité, p. 442-443.
- [81.](#) DAZhO (Zhytomyr) F. R-1520/4828 (1931), p. 9-16.
- [82.](#) Témoignage de Maryna Matviïvna Korobska, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 110.
- [83.](#) TsDAHOU 1/20/5394 (1932), p. 3542, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 441.
- [84.](#) RGASPI 17/42/81 (1932), p. 103-105, in Danilov, *Tragediia sovetskoi derevni*, op. cit., p. 640-642.
- [85.](#) Témoignage de Kateryna Ielyzarivna Iarochenko, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 2, p. 881-882.
- [86.](#) Témoignage de Natalia Arseniïvna Talantchouk, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 3, p. 61.
- [87.](#) Témoignage de Pavlo Kostenko, in *ibid.*, vol. 5, p. 181.
- [88.](#) Témoignage du père Tymofii Minenko, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 3, p. 145.
- [89.](#) Mattingly, « Idle, Drunk and Good-for-Nothing » art. cité.
- [90.](#) Témoignage de Vasyl' Vasyl'ovytych Bachtanenko, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 138.
- [91.](#) TsDAHOU 1/6/238/32-36, in M. M. Starovoïtov et V. V. Mykhailychenko, *Holodomor na Luhanshchyni 1932-1933 rr. : Naukovo-dokumental'ne vydannia*, Kyiv, Stylos, 2008, p. 65-68.
- [92.](#) Ploky, *Unmaking Imperial Russia*, op. cit., p. 269-270.
- [93.](#) Tous les matériaux sur Rychytskyi viennent de Kokin et al. (éd.), *Partiino-Radians'ke kerivnytstvo USRR pid chas Holodomoru*, op. cit., p. 289-444, et des mêmes auteurs, « Dokumenty orhaniv VKP(b) ta DPU USRR pro nastroi i modeli povedinky partiino – radians'kykh pratsivnykiv u respublitsi, 1932-1933 rr. », *Z arkhiviv VUChK GPU NKVD KGB*, 1-2 (40-41), 2013, p. 392-400.

[94.](#) RGASPI 81/3/215 (1932), p. 1-24, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 504-505.

[95.](#) Kokin, Vasyľ'ev et Werth (éd.), « Dokumenty orhaniv VKP(b) ta DPU USRR pro nastroi i modeli povedinky partiino-radians'kykh pratsivnykiv u respublitsi, 1932-1933 rr », art. cité, p. 392.

#### Chapitre 11 – FAMINE : PRINTEMPS ET ÉTÉ 1933

- [1.](#) Témoignage de Maria Hnativna Dziouba, in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukraïns'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 262.
- [2.](#) Cité in Conquest, *The Harvest of Sorrow, op. cit.*, p. 143 et trad., p. 156.
- [3.](#) Témoignage de Maria Andronivna Zapasko-Pryimak, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 354-355.
- [4.](#) Témoignage de Tatiana Pawlitchka, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report, op. cit.*, p. 75.
- [5.](#) Témoignage de Mykola Stepanovych Poud, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 567-568.
- [6.](#) Témoignage de Hanna Stepanivna Iourtchenko, in *ibid.*, p. 536.
- [7.](#) Ukraïns'kyi Instytut natsional' noi pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru, op. cit.*, p. 115.
- [8.](#) Témoignage d'Anastasia Maksymivna Koutcherouk, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 148.
- [9.](#) Borysenko, *A Candle in Remembrance, op. cit.*, p. 47.
- [10.](#) Témoignage de Zadornyi Volodymyr Fedorovych, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 164.
- [11.](#) Témoignage de Nadia Iosypivna Malychko (née Sol'nytchenko), in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukraïns'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 27.
- [12.](#) Témoignage de Hlafyra Pavlivna Ivanova, in Ukraïns'kyi Instytut natsional' noi pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru, op. cit.*, p. 97.
- [13.](#) Témoignage d'Anastasia Maksymivna Koutcherouk, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 149.
- [14.](#) *Ibid.*, p. 148.
- [15.](#) Témoignage de Nina Ivanivna Marousyk, in *ibid.*, p. 157.
- [16.](#) Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin, op. cit.*, vol. 1, p. 303.
- [17.](#) Témoignage de Volodymyr Pavlovych Sliptchenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 88.
- [18.](#) Témoignage d'Oleksij Keis, in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 22.
- [19.](#) Témoignage de Hryhorii Fedorovych Simia, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 510-511.
- [20.](#) Témoignage d'Oleksandr Hontcharenko, in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 333-334.
- [21.](#) Témoignage de Dmytro Zakharovych Kalenyk, in Kovalenko et Maniak, *33-i Holod, op. cit.*, p. 31.
- [22.](#) Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin, op. cit.*, vol. 1, p. 305.
- [23.](#) Témoignage de Petro Kyrylovych Boitchouk, in Ukraïns'kyi Instytut natsional' noi pam'iaty et Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru, op. cit.*, p. 95.
- [24.](#) Pitirim Sorokin, *Hunger as a Factor in Human Affairs*, Gainesville, FL, University of Florida Press, 1975, p. 73.
- [25.](#) Témoignage de Mykola Ivanovych Opanasenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 526.
- [26.](#) Témoignages d'Oleksii Iuriovych Kurinnyi et Oksana Iukhymivna Hryhorenko, in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukraïns'kyi holokost, op. cit.*, vol. 2, p. 200.
- [27.](#) D'après le journal de Oleksandra Radtchenko, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 1013.
- [28.](#) Témoignage de Nadia Dmytrivna Loutsytchyna, in Borysenko, *A Candle in Remembrance, op. cit.*, p. 88.
- [29.](#) Témoignage d'Iaryna Vasylivna Kaznadzei, in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukraïns'kyi holokost, op. cit.*, vol. 6, p. 160.
- [30.](#) Témoignage d'Anton Tykhonovych Bredoun, in *ibid.*, vol. 1, p. 88.
- [31.](#) Témoignage de Halyna Spyridonivna Matchyntseva, in *ibid.*, vol. 1, p. 117-118.
- [32.](#) Témoignage d'Ouliana Fylymonivna Lytvyn, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 98.
- [33.](#) Dolot, *Execution by Hunger, op. cit.*, p. 92 et trad. p. 147.
- [34.](#) Témoignage d'Iaryna Petrivna Mytsyk, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 299.
- [35.](#) Témoignage de Maria Mykolaïvna Doronenko (née Puntus), in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukraïns'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 27.
- [36.](#) Athanasius D. McVay et Lubomyr Y. Luciuk (éd.), *The Holy See and the Holodomor : Documents from the Secret Vatican Archives on the Great Famine of 1932-1933 in Soviet Ukraine*, Toronto, The Kashtan Press, 2011, p. 5.
- [37.](#) Observation de Dariusz Stola, cité in Anne Applebaum, *Iron Curtain : The Crushing of Eastern Europe, 1944-1956*, New York-Londres, Doubleday-Allen Lane, 2012, p. 141 ; *Rideau de fer. L'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Grasset, 2014, p. 204.
- [38.](#) Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin, op. cit.*, vol. 1, p. 284.
- [39.](#) Témoignage d'Anastasiia Kh., in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report, op. cit.*, p. 156-157.
- [40.](#) *Ibid.*

41. Témoignage d'Oleksandra Fedotivna Moltchanova, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 91.
42. N. R. Romanets', « Borot'ba z samosudamy v Ukraïns'komu seli, 1933-1935 rr. », *Naukovi pratsi istorychnoho fakul'tetu Zaporiz'koho Natsional'noho Universytetu*, XXIX, 2010, p. 186.
43. Témoignage d'Ihor Vasylyovych Buhaevytsch, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 455-456.
44. Romanets', « Borot'ba z samosudamy v Ukraïns'komu seli », art. cité, p. 186 ; citant DADO 1520/3/36/ (1933), p. 674 et I 127, et TsDAHOU 1/20/6395 (1933), p. 107.
45. *Ibid.*, p. 186-187.
46. Témoignage de Motrona Andriïvna Krasnochtchok, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 6, p. 284-285.
47. Ivan Brynza, « I Was Dying amidst Fields of Grain », in Petro Kardash (éd.), *Zlochyn, Melbourne-Kyiv, Vyd-vo Fortuna, 2003*, trad. Marta Olynyk pour le Holodomor Research and Education Consortium.
48. D'après le journal d'Oleksandra Radtchenko, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 1125.
49. Témoignage de Motrona Andriïvna Krasnochtchok, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 6, p. 284-285.
50. Témoignage de Maksym Petrovytsch Bozhyk, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 126.
51. TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 146-148, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 750.
52. Témoignage d'Oleksii Semenovytsch Lytvynskiy, in Borysenko, *A Candle in Remembrance, op. cit.*, p. 148-149.
53. Témoignage de Hanna Oleksandrivna Tsivka, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 116.
54. Témoignage de Mykola Lavrentiiovych Bacha, in Karas, *Svidchennia ochevydsiv, op. cit.*, p. 30.
55. Témoignage de Stephen C., in U.S. Congress *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report, op. cit.*, p. 126-127.
56. Romanets', « Borot'ba z samosudamy v Ukraïns'komu seli », art. cité, p. 188 ; d'après DADO 19/1/1494 (1933), p. 109.
57. Témoignage de Mykola Ivanovytsch Opanasenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 526.
58. Romanets', « Borot'ba z samosudamy v Ukraïns'komu seli », art. cité, p. 189 ; citant DADO 1520/3/37 (1933), p. 104.
59. *Ibid.*, p. 190, citant DADO 1520/3/35 (1933), p. 4, TsDAHOU 1/20/6580 (1934), p. 107 et TsDAHOU 1/20/6777 (1935), p. 113.
60. Témoignage de Marfa Pavlivna Hontcharouk, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 29.
61. Témoignage d'Ol'ha Kotcherkevych, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu, op. cit.*, vol. 1, p. 651-652.
62. Témoignage de Mykola Romanovytsch Proskovtchenko, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 3, p. 128.
63. Journal d'Oleksandra Radtchenko, in Bohdan Klid et Alexander J. Motyl, *The Holodomor Reader : A Sourcebook on the Famine of 1932-1933 in Ukraine*, Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies Press, 2012, p. 182.
64. Témoignage de Halyna Kyrylivna Boudantseva (née Piven'), in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 485.
65. Petro Hryhorenko (Grigorenko), entretien par Slavko Novytskyi, UCRDC [Grigorenko, *Mémoires, op. cit.*, p. 139].
66. Grossman, *Tout passe, op. cit.*, p. 957.
67. HDA SBU 65/6352/1 (1932), p. 444-446, in Danylenko et al. (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni za dokumentamy HDA SBU, op. cit.*, p. 283.
68. TsDAHOU 1/20/6276 (1933), p. 55-60, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 888.
69. Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 296-300.
70. Témoignage de Kateryna Romanivna Martchenko, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu, op. cit.*, vol. 2, p. 11-12.
71. Témoignage de Maria Ivanivna Kornitichouk, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 490.
72. « Schedule A, vol. 36, Case 333/(NY)1582 (interviewer J. F., type A4) Male, 29, Ukrainian, Student and Worker », 1er-8 juillet 1951, Harvard Project on the Soviet Social System, Slavic Division, Widener Library, Harvard University, p. 25.
73. Témoignage de Vasyly Iosypovytsch Houzenko, in Karas, *Svidchennia ochevydsiv, op. cit.*, p. 54-55.
74. Témoignage d'Anna S., in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 26-27.
75. Témoignage de Mykola Iakovytsch Kovtoun, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 313.
76. Témoignage de Paraskeva Serhiivna Pidlobubna, in Borysenko, *A Candle in Remembrance, op. cit.*, p. 186.
77. Témoignage de Tatiana Pawlitchka, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report, op. cit.*, p. 75-76.
78. Témoignage de M. Barkov, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu, op. cit.*, vol. 1, p. 108.
79. Témoignage de Larysa Vasylivna Vasytchenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 477-478.
80. Témoignage d'Oleksandr Hontcharenko, in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 332-323.
81. Témoignage de Petro Kouz'mytsch Mostovyi, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 495.
82. Noll, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva, op. cit.*, p. 183.
83. Oleg Bazhan et Vadym Zolotar'ov, « Konveier Smerti v chasy "Velykoho Teroru" v Ukrayini : Tekhnologiiia rozstriliv, vykonavtsi, misstia pokhovan' », *Kraieznavstvo*, 1, 2014, p. 192.
84. *Ibid.*, p. 193-194.

- [85.](#) Témoignage de Varvara Dibert, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 73.
- [86.](#) Témoignage de Leonid A., in *ibid.*, p. 132-133.
- [87.](#) Témoignage d'une femme anonyme, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 508.
- [88.](#) Témoignage de Mykola Iakovytych Pichyi, in *ibid.*, p. 266.
- [89.](#) Témoignage de Larysa Dontchouk, in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report*, op. cit., p. 138.
- [90.](#) Témoignage d'Oleksandra Mykhaïlivna Krykoun (née Reznitchenko), in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 524.
- [91.](#) Témoignage d'Ivan Pavlovytych Vasianovytych, in *ibid.*, p. 551-553.
- [92.](#) Témoignage de Vira Prokopivna Kadiouk, in *ibid.*, p. 346.
- [93.](#) Daria Mattingly, « Oral History Project of the School Students of Tororyshche », 2007, collection privée.
- [94.](#) « Schedule A, vol. 36, Case 333 », Harvard Project on the Soviet Social System, Slavic Division, Widener Library, Harvard University, op. cit., p. 25.
- [95.](#) Témoignage de Liouba Arionivna, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 280.
- [96.](#) Témoignage de Maria Ievlampiïvna Petrenko, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 2, p. 187.
- [97.](#) Témoignage de Stephen C., in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 126-127.
- [98.](#) Témoignage de Denys Mykytovych Lebid', in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 306.
- [99.](#) Témoignage de Fedir Dmytrovytych Zavads'kyi, in *ibid.*, p. 268.
- [100.](#) Voir les témoignages in *ibid.*, p. 98, 327-329, 335 et 340 ; et Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 1, p. 401, 427 et 454.
- [101.](#) Témoignage de Anna Pylypiouk, in U.S. Congress, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*, op. cit., p. 111-112.
- [102.](#) De nouveau, lettre à Kossior et Kaganovitch. TsDAHOU 1/20/6276 (1933), p. 55-60, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 888.
- [103.](#) Karel Berkhoff, « The Great Famine in Light of the German Invasion and Occupation », in Hryn et Hajda (éd.), *After the Holodomor : The Enduring Impact of the Great Famine on Ukraine*, op. cit.
- [104.](#) TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 185-190, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 763.
- [105.](#) Témoignage de Larysa Fedorivna Venjyk, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 138-139.
- [106.](#) Témoignage de Maria Pavlivna Davydenko, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 9.
- [107.](#) Témoignage de Iaryna, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 69.
- [108.](#) Témoignage de Mykola Oleksiiovych Moskalenko, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 56.
- [109.](#) Andrea Graziosi, *Lysty z Kharkova : Holod v Ukraïni ta na Pivnichnomu Kavkazi v povidomlenniakh italiis'kykh dyplomativ 1932-1933 roky*, Kharkiv, Folio, 2007, p. 125-127 ; *Lettres de Kharkov*, op. cit., p. 144 (6 janvier 1933).
- [110.](#) Nicolas Werth, « Keynote Address for the Holodomor Conference, Harvard Ukrainian Research Institute, 17-18 November 2008 », in Hryn et Hajda (éd.), *After the Holodomor*, op. cit., p. xxxiv ; trad. fr. Werth, « Retour sur la grande famine ukrainienne de 1932-1933 », art. cité, p. 87.
- [111.](#) TsDAHOU 1/20/6275 (1933), p. 124-131, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et V. I. Ul'iachenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Kyïvs'ka oblast'*, Bila Tserkva, Bukva, 2008, p. 1291.
- [112.](#) DADO 1520/3/9 (1933), p. 431, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et E. I. Borodin et al. (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Dnipropetrovs'ka oblast'*, Dnipropetrovsk, ART-PRES, 2008, p. 1111.
- [113.](#) DADO 710/2/2 (1933), p. 18-19, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et T. T. Dmytrenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Kirovohrads'ka oblast'*, Kirovohrad, TOV « Imeks LTD », 2008, p. 853-854.
- [114.](#) Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et Fedir H. Turchenko (éd.), *Natsional'na Knyha pam'iaty zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Zaporiz'ka oblast'*, Zaporizhzhia, Dyke Pole, 2008, p. 777.
- [115.](#) TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 146-148, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 750-751.
- [116.](#) TsDAHOU 1/20/6276 (1933), p. 39-46, in *ibid.*, p. 877.
- [117.](#) Derzhavnyi Arkhiv Donets'koi Oblasti 326/1/130 (1933), p. 47, in *ibid.*, p. 822-823.
- [118.](#) Davies et Wheatcroft, *The Years of Hunger*, op. cit., p. 422.
- [119.](#) TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 185-190, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et Ul'iachenko (éd.), *Natsional'na Knyha pam'iaty zhertv Holodomoru : Kyïvs'ka oblast'*, op. cit., p. 1287.
- [120.](#) HDA SBU, 6/75501-fp.
- [121.](#) Entretien avec Olga Mane, HREC/UCRDC Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre.
- [122.](#) TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 95-99, in *ibid.*, p. 1284.
- [123.](#) Romanets', « Borot'ba z samosudamy v Ukraïns'komu seli », art. cité, p. 190.

1. Témoignage de Hryhoriï Ivanovytych Mazourenko, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 165.
2. Témoignage de Vira Mykhaïlivna Tychchenko, in *ibid.*, p. 147.
3. Témoignage de Todos Khomovytych Hodoun, in *ibid.*, p. 231.
4. Lettre de Khoma Riabokon', in D. F. Solovei, *Skazaty pravdu : Try pratsi pro Holodomor 1932-1933 rr.*, Kyiv-Poltava, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2005, p. 77.
5. Voir par exemple le témoignage d'Ivan Oleksiiovytych Maksymenko, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 32-33 ; le témoignage de Maria Andrivna Oliinyk (née Liakhimets'), in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 108-109 ; les témoignages de Nadia Dmytrivna Loutsychna et Larysa Fedorivna Chevtchouk (née Venjouk), in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 88 et 137-141 ; le témoignage d'Ivan Pavlovytych Vasianovytych, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 552-553. Voir aussi, plus généralement, Oleksa Riznykiv, *Īdlo 33-ho : slovnyk holodomoru*, Odessa, Iurydychna literatura, 2003.
6. Témoignage de Maria Pavlivna Davydenko, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 10.
7. Voir le témoignage d'Oleksandra Vasylivna Sykal, in *ibid.*, p. 35 ; également les témoignages de Lida Oleksandrivna Kolomiïets' et Mykola Mykhailovytych Ostroverkh, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 99 et 222.
8. Témoignage de Nadia Dmytrivna Loutsychna, in *ibid.*, p. 99.
9. Témoignage de Mykola Demydovytych Fenenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 542.
10. Témoignage de Maria Vasylivna Pykhtina, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 189.
11. Témoignage de Halyna Spyrydonivna Machyntseva, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 117-118.
12. Témoignage de Petro Kouzmytych Mostovyi, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 495.
13. Témoignage de Maria Semenivna Pata, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 6.
14. Témoignage de Vira Illivna Petoukh, in *ibid.*, p. 52.
15. Témoignage de Nadia Zakharivna Ovtcharouk, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 103.
16. Témoignage de Kseniia Afanasiïvna Maliar, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 56-57.
17. Témoignage d'Oksana Andriïvna Jyhadno, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 151.
18. *Ibid.*, p. 152.
19. TsDAHOU 1/20/6274 (1933), p. 149-158, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 156-159.
20. Témoignage de Kateryna Prokopivna Boutko, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 143.
21. Témoignage de Mykola Hryhorovytych Sobratch, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 28-30.
22. Témoignage de Lioubov Andriïvna Orliouk, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 158.
23. Témoignage de Petro Kouzmytych Mostovyi, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 495.
24. Témoignage de Hnat Fedorovytych Myroniouiouk, in Ukraïns'kyi Instytut natsional'noï pam'ïati et Yushchenko, *Natsional'na knyha pam'ïati zhertv Holodomoru*, op. cit., p. 64.
25. Témoignage de Maria Semenivna Pata, in Karas, *Svidchennia ochevydtsiv*, op. cit., p. 10-11.
26. Témoignage de Sofia Iakivna Zalyvtcha, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 472.
27. Témoignage de Dmytro Dmytrouk et Mykola Chvedtchenko, in Oksana Kis, « Defying Death : Women's Experience of the Holodomor, 1932-1933 », *Aspasia*, 7 (2013), p. 54.
28. Témoignage d'Anatoli Stepanovytych Bakaï, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 484-485.
29. Témoignage de Maria Terenivna Havrych, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 80-81.
30. Arthur Koestler, *The Invisible Writing : An Autobiography*, New York, Macmillan, 1954, p. 55-56 ; *Hiéroglyphes*, trad. Denise Van Moppès, Paris, Calmann-Lévy, 1955, p. 65.
31. Oleh Wolowyna, Serhii Plokyh, Nataliia Levchuk, Omelian Rudnytskyi, Pavlo Shevchuk et Alla Kovbasiuk, « Regional Variations of 1932-1934 Famine Losses in Ukraine », *Canadian Studies in Population*, 43, no 3-4, 2016, p. 175-202.
32. Marco Carynnyk, Bohdan S. Kordan et Lubomyr Y. Luciuk (éd.), *The Foreign Office and the Famine : British Documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-1933*, Kingston, Ontario, Limestone Press, 1988, p. 104-165.
33. *Ibid.*
34. Entretien avec Peter Egides, mené par Marco Carynnyk à Toronto en novembre 1981. Archives de l'Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre, Toronto.
35. HDASBU6/68805-FP, vol. 6 et 8, cité in Bojko et Bednarek, *Holodomor : The Great Famine in Ukraine*, op. cit., p. 607.
36. Carynnyk et al. (éd.), *The Foreign Office and the Famine*, op. cit., p. 107.
37. Bojko et Bednarek, *Holodomor*, op. cit., p. 608.
38. *Ibid.*, p. 609.
39. Timothy Snyder, *Black Earth : The Holocaust as History and Warning*, New York, Tim Duggan Books, 2015, p. 249 ; *Terre noire. L'holocauste, et pourquoi il peut se répéter*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2016, p. 360-362.
40. Petro Chelest, *Spravzhnii sud istorii shche poperedu : Spohady, shchodennyky, dokumenty, materialy*, V. Baran, O. Mandebura, Yu. Shapoval et H. Yudyukova (éd.), Kyiv, Heneza, 2004, p. 64-65.
41. Témoignage d'Ielyzaveta Petrivna Radtchenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 492.
42. Témoignage de Kylyna Vasylivna Dykun, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 90.

- [43.](#) Témoignage de Nadia Iosypivna Malychko (Sol'nytchenko), in *ibid.*, p. 27.
- [44.](#) Témoignage de Varvara Stepanivna Horban, in *ibid.*, p. 29-30.
- [45.](#) Kis, « Defying Death », art. cité, p. 55.
- [46.](#) Témoignage de Halyna Pavlivna Tymochtchouk, in Borysenko, *A Candle in Remembrance*, op. cit., p. 96.
- [47.](#) DAVO136/3/74(1933), 4-4, in *Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty et V. P. Latsyba (éd.), Natsional'na knyha pam'iaty zheriv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Vinnyts'ka oblast'*, Vinnytsia, DP « DFK », 2008, p. 1191.
- [48.](#) Témoignage de Stepan Kharytonovyth Vasiouta, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 465-466.
- [49.](#) Témoignage de Maria Ivanivna Kornitichouk, in *ibid.*, p. 489-490.
- [50.](#) TsDAHOU 1/20/6277 (1933), p. 233-235, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 798-800.
- [51.](#) TsDAHOU 1/20/6275 (1933), p. 182-186, in *ibid.*, p. 833-835.
- [52.](#) *Ibid.*
- [53.](#) DAVO 136/3/71 (1933), p. 127-129, in *Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty, et Latsyba (éd.), Natsional'na knyha pam'iaty zheriv Holodomoru*, op. cit., p. 1245.
- [54.](#) DAKhO, 104/1/123 (1933), p. 2, in *Ukraïns'kyi Instytut natsional'noi pam'iaty, et Serhii H. Vodotyka, Natsional'na knyha pam'iaty zheriv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Kherson's'ka oblast'*, I. P. Iukhnovs'kyi et al. (éd.), Kherson, Vydavnytstvo « Naddnyprians'ka pravda », 2008, p. 527.
- [55.](#) DAKhO, 116/1/141 (1933), p. 19-22, in *ibid.*
- [56.](#) DAKhO P-1962/1/973 (1933), p. 9, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 841-842.
- [57.](#) « Interview with Liubov Drazhevska », le 22 juillet 1983 à New York par Sviatoslav Novytsky, UCRDC.
- [58.](#) RGASPI 17/162/14 (1932), p. 17, in Pyrih (éd.), *Holodomor*, op. cit., p. 412 ; Graziosi, *Lysty z Kharkova*, op. cit., p. 128-130 ; *Lettres de Kharkov*, op. cit., p. 148.
- [59.](#) Osokina, *Zoloto dlia industrializatsii*, op. cit., p. 96.
- [60.](#) *Ibid.*, p. 227.
- [61.](#) Gareth Jones, *Tell Them We Are Starving : The 1933 Diaries of Gareth Jones*, Lubomyr Y. Luciuk (éd.) Kingston, Ontario, Kashtan Press, 2015, p. 103.
- [62.](#) Malcolm Muggeridge, *Winter in Moscow*, Boston, MA, Little Brown, 1934, p. 146.
- [63.](#) Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, trad. Fr. Flamant, in Boulgakov, *Le Maître et Marguerite et autres romans suivi de Théâtre, Œuvres*, II, éd. Fr. Flamant et J.-L. Chavarot, Paris, Gallimard, NRF, Bibliothèque de la Pléiade, 2004, p. 760-762.
- [64.](#) Okosina, *Zoloto dlia industrializatsii*, op. cit., p. 250-251, 255 et 293.
- [65.](#) Témoignage de Vira Iosypivna Kapynis, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 7, p. 193.
- [66.](#) Témoignage d'Ivan Iakovyth Khomenko, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu*, op. cit., vol. 2, p. 746.
- [67.](#) Témoignage de Nadiia Illivna Babenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 558-559.
- [68.](#) Témoignage d'Ivan Kyrylovyth Klymenko, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 6, p. 142-145.
- [69.](#) Témoignage de Hryhorii Fedorovyth Simia, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 510-511.
- [70.](#) Tetiana Yevsieieva, « The Activities of Ukraine's Union of Militant Atheists during the Period of All-Out Collectivization, 1929-1933 », trad. Marta Olynyk, *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium, <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>.
- [71.](#) Osokina, *Zoloto dlia Industrializatsii*, op. cit., p. 151-153.
- [72.](#) *Ibid.*, p. 162-163.
- [73.](#) Journal d'Oleksandra Radtchenko, in Klid et Motyl, *The Holodomor Reader*, op. cit., p. 182.
- [74.](#) HDA SBU 13/40/— (1932), p. 167-173, in Bojko et Bednarek, *Holodomor*, op. cit., p. 91.
- [75.](#) Témoignage d'Ihor Vasyliovyth Buhaevyth, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, op. cit., p. 454.
- [76.](#) Témoignage de Hryhorii Pavlovyth Novykov, in *ibid.*, p. 530.
- [77.](#) « Schedule A, vol. 32, Case 91/(NY) 1124 (interviewer M. S., type A4) Female, 56, Great Russian, Stenographer », 1er-3 juin 1951, Harvard Project on the Soviet Social System, Slavic Division, Widener Library, Harvard University, p. 65.
- [78.](#) Témoignage de Pavlo Feodosiiovyth Tchorny, in Mytsyk et al. (éd.), *Ukraïns'kyi holokost*, op. cit., vol. 1, p. 92.
- [79.](#) « Schedule A, vol. 36, Case 333 (NY) 1582 (interviewer J. F., type A4) Male, 29, Ukrainian, student and worker » Harvard Project on the Soviet Social System, Slavic Division, Widener Library, Harvard University, p. 26. Pour plus de détails, voir, [https://iif.lib.harvard.edu/manifests/view/drs:5608007\\$1i](https://iif.lib.harvard.edu/manifests/view/drs:5608007$1i).
- [80.](#) Kis, « Defying Death », art. cité, p. 53.

#### Chapitre 13 – SUITES

- [1.](#) Mykola Rudenko, « The Cross », trad. Marco Carynnyk, in Wasyl Hryshko, *The Ukrainian Holocaust of 1933*, Toronto, Bahriany Foundation, 1983, p. 135-136.
- [2.](#) Le projet de recherches d'Oleh Wolowyna sur les caractères démographiques et les conséquences de la famine de 1932-1933 en Union soviétique, particulièrement en Ukraine et en Russie, a été parrainé par l'Institut de démographie et de recherche sociale de l'Académie ukrainienne des sciences et le Harvard Ukrainian Research Institute, et a bénéficié d'une aide de la Fulbright Foundation.
- [3.](#) Citation d'Oleh Wolowyna, lettre à l'auteur, 29 avril 2017.

4. Omelian Rudnytskyi, Nataliia Levchuk, Oleh Wolowyna, Pavlo Shevchuk et Alla Kovbasiuk, « Demography of a Man-Made Human Catastrophe : The Case of Massive Famine in Ukraine, 1932-1933 », *Canadian Studies in Population*, 42, no 1-2, 2015, p. 53-80.
5. Wolowyna *et al.*, « Regional Variations of 1932-1934 Famine Losses in Ukraine », art. cité, p. 175-202.
6. Rudnytskyi *et al.*, « Demography of a Man-Made Human Catastrophe », art. cité, p. 65.
7. Oleh Wolowyna, « Monthly Distribution of 1933 Famine Losses in Ukraine and Russia at the Regional Level », étude inédite.
8. HDA SBU 13/—/23 (1933), p. 237-247, in Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 495-500.
9. Wolowyna *et al.*, « Regional Variations of 1932-1934 Famine Losses in Ukraine », art. cité, p. 187.
10. Serhii Plokyh, « Mapping the Great Famine », *MAPA : Digital Atlas of Ukraine, Harvard Ukrainian Research Institute*, p. 5-7, consulté en 2017, <http://gis.huri.harvard.edu/images/pdf/MappingGreatUkrainianFamine.pdf>.
11. Wolowyna *et al.*, « Regional Variations of 1932-1934 Famine Losses in Ukraine », art. cité, p. 188 ; Plokyh, « Mapping the Great Famine », art. cité, p. 19.
12. Andrea Graziosi, « The Impact of Holodomor Studies on the Understanding of the USSR », in Andriy Makukh et Frank S. Sysyn (éd.), *Contextualizing the Holodomor : The Impact of Thirty Years of Ukrainian Famine Studies*, Edmonton, Alberta, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 2015, p. 52.
13. Plokyh, « Mapping the Great Famine », art. cité, p. 16-19.
14. TsDAHOU 1/20/6278/20, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 852.
15. Kul'chyts'kyi, « Comments at UNAS (National Academy of Sciences) Institute of History of Ukraine Seminar », art. cité.
16. RGASPI 17/163/981/229-238, in Danilov *et al.* (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, op. cit.*, p. 952-957.
17. Valerii Vasyly'ev, « Osoblyvosti polityky kerivnytstva VKP(b) u sil's'komu hospodarstvi URSR (Kinets' 1933-1934 rr.) », *Ukrains'kyi selianyn : pratsi Naukovo-doslidnoho Instytutu Selianstva*, 10, 2006, p. 342-348.
18. Iefimenko et Iakubova, « Natsional'ni vidnosyny v radians'kii Ukraïni (1923-1938) », art. cité, p. 209-227.
19. Staline, *Works, op. cit.*, vol. 13, p. 268-370, cité in Klid et Motyl, *The Holodomor Reader, op. cit.*, p. 265-266.
20. *Ibid.*, p. 266-268.
21. Vasyly'ev, « Osoblyvosti polityky kerivnytstva VKP(b) u sil's'komu hospodarstvi URSR », art. cité, p. 342-348.
22. *Ibid.*, p. 342-348.
23. Témoignage de Max Harmach [Harmash], in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 44-46.
24. Témoignage de Lidia A., in *ibid.*, p. 140-141.
25. Hennadii Iefimenko, « Lykhovisni 30-ti roky na Markivshchyni », in Stanislav Vladyslavovych Kul'chyts'kyi et Oleksandra M. Veselova (éd.), *Holod-henotsyd 1933 roku v Ukraïni : istoryko-politohichnyi analiz sotsial'-no-demohrafichnykh ta moral'-no-psykholohichnykh naslidkiv : mizhnarodna naukovo-teoretychna konferentsiia, Kyiv, 28 lystopada 1998 r. : materialy : Instytut Istorii Ukraïny (Natsional'na Akademiia Nauk Ukraïny) : Asotsiatsiia doslidnykiv holodomoriv v Ukraïni, Kyiv, Vyd-vo M. P. Kots', 2000, p. 348-356.*
26. « Rapport secret de Nikita Khrouchtchev », in Branko Lazitch (éd.), *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Seuil, 1976, p. 117.
27. Hennadii Iefimenko, « Resettlements and Deportations during the Post-Holodomor Years (1933-1936) : A Raion-by-Raion Breakdown », trad. Marta Olynyk, traduction inédite de Holodomor Research and Education Consortium, p. 16, citant RGASPI 11/64/39 (1933). Pour l'original, cf. H. Iefimenko, « Pereselelnia ta deportatsii v postholodomorni roky (1933-1936) : poraiionnyi zriz », *Problemy Istorii Ukraïny : fakty, sudzhennia, poshuky : Mizhvidomchyi zbirnyk naukovykh prats'*, 22, 2013, p. 136-166.
28. *Ibid.*, p. 3-4.
29. Daria Mattingly, « Oral History Project of the School Students of Tororyshche », art. cité.
30. TsDAHOU, 1/20/6375/63-64.
31. Iefimenko, « Lykhovisni 30-ti roky na Markivshchyni », art. cité, p. 348-356.
32. *Ibid.*
33. Iefimenko, « Resettlements and Deportations during the Post-Holodomor Years », art. cité, p. 28-29.
34. Andrea Graziosi, « "Lettres de Kharkov". La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord (à travers les rapports des diplomates italiens, 1932-1934) », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 30, no 1, 1989, p. 69-70 ; *Lettres de Kharkov, op. cit.*, p. 199.
35. Témoignage de Iakiv Petrovytch Pasitchnyk, in Borysenko, *A Candle in Remembrance, op. cit.*, p. 254.
36. RGASPI 81/3/131 (1933), p. 43-62, in Marochko et Movchan, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni, op. cit.*, p. 256.
37. Krawchenko, *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine, op. cit.*, p. 146.
38. Nikita Khrouchtchev, *Khrushchev Remembers*, trad. Strobe Talbott, Boston, MA, Little, Brown, 1970, p. 108 ; *Souvenirs*, trad. P. Chwat, P. Girard et R. Olcina, sous la direction de J. Michel, Paris, Robert Laffont, 1971, p. 115.
39. Krawchenko, *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine, op. cit.*, p. 148. Parmi les dirigeants de l'époque de la famine, seul survécut Petrovskyi, privé de ses biens et de ses privilèges, exilé à Moscou.
40. Khrouchtchev, *Khrushchev Remembers, op. cit.*, p. 108 et trad. p. 114.
41. C'est la conclusion de la thèse de doctorat inédite de Daria Mattingly.
42. Krawchenko, *Social Change and National Consciousness in Twentieth-Century Ukraine, op. cit.*, p. 174-175.

43. La correspondance complète Cholokhov-Staline a été publiée in Iu. G. Murin, (éd.), *Pisatel' i vozhd' : perepiska M.A. Sholokhova s I.V. Stalinyim 1931-1951 gody : sbornik dokumentov iz lichnogo arkhiva I.V. Stalina*, Moscou, Raritet, 1997.

44. Staline, *Works, op. cit.*, vol. 13, p. 210-212.

#### Chapitre 14 – LE CAMOUFLAGE

1. Petro Drobylko, « The Cursed Thirties », in Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin, op. cit.*, vol. 1, p. 278.
2. PA IIP pri TsK Kompartii Ukrainy 1/101/1243 (1933), p. 159-163, 172, in Ruslan Ia. Pyrih (éd.), *Holod 1932-1933 rokov na Ukraini : ochyma istorykiv, movoiu dokumentiv*, Kyiv, Polityvdav Ukrainy, 1990, p. 441-444 ; à ne pas confondre avec *Holodomor 1932-1933* du même auteur.
3. APRF 3/40/87/52–64, cité in Kondrashin *et al.* (éd.), *Golod v SSSR, op. cit.*, vol. 2, p. 695-701.
4. Témoignage de Maria Bondarenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 90.
5. Témoignage de Serhii Fedotovych Kucheriavyi, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu, op. cit.*, vol. 1, p. 720.
6. Témoignage de Vasyl' Patsiuk Babanka, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod, op. cit.*, p. 104.
7. Témoignage de Iryna Pavlivna N., in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 1, p. 98.
8. Témoignage de A. Boutkovska, in U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report, op. cit.*, p. 25.
9. Témoignage d'Oleksa Voropaï, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu, op. cit.*, vol. 1, p. 266.
10. TsDAHOU 1/20/6277 (1933), p. 105-111, in Pyrih (éd.), *Holodomor, op. cit.*, p. 724-725.
11. *Derzhavnyi Arkhiv Odes'koï Oblasti P-2009/1/4* (1933), p. 91-92, avec mes remerciements à Hennadii Boriak.
12. DAKhO, 3683/2/2 (1933), p. 52, en ligne sur *Holodomor 1932-1933 rr. Kharkivs'ka oblast'*, consulté en 2017, <http://www.golodomor.kharkov.ua/docsmod.php?docpage=1&doc=772>.
13. Anne Applebaum, « Interview with Professor Hennadii Boriak, Deputy Director, Institute of History of Ukraine, National Academy of Sciences of Ukraine », 25 février 2017.
14. Témoignage de Dmytro Kovaltchouk, in Veselova et Nikiliev, *Pam'iat' narodu, op. cit.*, vol. 1, p. 590 ; témoignage de Volodymyr Tkatchenko, in Kovalenko et Maniak, *33-i Holod, op. cit.*, p. 532.
15. Témoignage de Stepan Podolian, in *ibid.*, p. 110-111.
16. U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Report to Congress, op. cit.*, p. 46.
17. Anne Applebaum, « Interview with Andrea Graziosi », février 2014.
18. HDA SBU, Odessa —/66/5, 1932, p. 2 579-2 579v°, in Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 227.
19. Catherine Merridale, « The 1937 Census and the Limits of Stalinist Rule », *The Historical Journal*, 39, no 1, 1er mars 1996, p. 226.
20. *Ibid.*, p. 230.
21. *Ibid.*, p. 235-240.
22. A. G. Volkov, « Perepis' naseleniia SSSR 1937 goda : Istoriia i materialy/Ekspress-informatsiia », *Istoriia Statistiki*, 3-5, no chast' II (1990), p. 16-18.
23. I. Sautin, « The National Census – a Duty of the Whole People », traduction sur le site « Seventeen Moments in Soviet History, an Online Archive of Primary Sources », *Bol'shevik*, 23-24, 23 décembre 1938, <http://soviethistory.msu.edu/1939-2/the-lost-census/the-lost-census-texts/duty-of-the-whole-people>.
24. Entretien avec Oleh Wolowyna, avril 2016.
25. Volkov, « Perepis' naseleniia SSSR 1937 goda », art. cité, p. 16-18.
26. « The All-Union Census – a Most Important Government Task », *Pravda* (article principal), 29 novembre 1938, traduction sur le site « Seventeen Moments in Soviet History, an Online Archive of Primary Sources », <http://soviethistory.msu.edu/1939-2/the-lost-census/the-lost-census-texts/duty-of-the-whole-people>.
27. Mark Tolts, « The Soviet Censuses of 1937 and 1939 : Some Problems of Data Evaluation », présenté à l'International Conference on Soviet Population in the 1920s and 1930s, Toronto, 1995, p. 4.
28. *Ibid.*, p. 9-10.
29. Stepan Baran, « Z nashoi trahediï za Zbruchem », *Dilo* (Lviv) 21, mai 1933.
30. Leonard Leshuk, *Days of Famine, Nights of Terror : First-Hand Accounts of Soviet Collectivization 1928-1934*, Washington, D.C., Europa University Press, 2000, p. 121.
31. Robert Kuśnierz, *Ukraina w Latach Kolektywizacji i Wielkiego Głodu (1929-1933)*, Toruń, Grado, 2006, p. 214-217.
32. Témoignage de Myroslav Prokop, in Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukrains'kyi holokost, op. cit.*, vol. 5, p. 107-110 ; Kuśnierz, *Ukraina w Latach Kolektywizacji, op. cit.*, p. 215.
33. *Ibid.*, p. 220.
34. S. Sipko, « The Winnipeg Free Press and the Winnipeg Tribune : A Report for the Holodomor Research and Education Consortium », décembre 2013, extrait des archives du détenteur du copyright, UCRDC, p. 5.
35. « Policy of Soviet Regime Scored by Ukrainians Here – Responsible for Millions of Deaths from Starvation, It Is Claimed », *Winnipeg Free Press*, 8 septembre 1933, p. 5.
36. Kuśnierz, *Ukraina w Latach Kolektywizacji, op. cit.*, p. 221-227.
37. DATO 231/1/2067 (1933), p. 38-41, in Bojko et Bednarek, *Holodomor, op. cit.*, p. 504-505.

38. McVay et Luciuk, *The Holy See and the Holodomor*, op. cit., p. ix, 5.
39. « Cardinal Asks Aid in Russian Famine », *The New York Times*, 20 août 1933.
40. « Ukrains'kyi Holodomor ochyma avstriitsia », *Radio Svoboda*. Dernière modification le 28 avril 2017, consulté en 2017. <http://www.radiosvoboda.org/a/holodomor-ukraine-1933/25177046.html>. Une partie des photographies ont été publiées in Dr. Ewald Ammende, *Muss Russland Hungern ? Menschen und Völkerschicksale in der Sowjetunion*, Vienne, Braumüller, 1935. Wienerberger lui-même a publié des Mémoires : *Hart auf Hart [Temps difficiles] 15 Jahre Ingenieur in Sowjetrußland. Ein Tatsachenbericht*, Salzbourg, Pustet, 1939.
41. McVay et Luciuk, *The Holy See and the Holodomor*, op. cit., p. VIII-XIV.
42. Graziosi, « «Lettres de Kharkov» », art. cité, p. 57 et 61.
43. HDA SBU 13/1611 (1933), p. 41-44, in Bojko et Bednarek, *Holodomor*, op. cit., p. 507.
44. Gustav Hilger et Alfred G. Meyer, *The Incompatible Allies : A Memoir-History of German-Soviet Relations, 1918-1941*, New York, Macmillan, 1953, p. 256.
45. Graziosi, « «Lettres de Kharkov» », art. cité, p. 7.
46. Bruski, « In Search of New Sources », art. cité, p. 222-224.
47. Carynnyk et al. (éd.), *The Foreign Office and the Famine*, op. cit., p. 105.
48. *Ibid.*, p. 135.
49. *Ibid.*, p. 329 et 397.
50. Beatrice Webb et Sidney Webb, *Is Soviet Communism a New Civilisation ?*, Londres, The Left Review, 1936, p. 29.
51. Stanley Weintraub, « GBS and the Despots », *The Times Literary Supplement Online* (22 août 2011). <https://www.the-its.co.uk/articles/public/gbs-and-the-despots>.
52. Lyons, *Assignment in Utopia*, op. cit., p. 430.
53. Andreï Platonovitch Platonov, *Fourteen Little Red Huts and Other Plays*, op. cit., p. 92.
54. [Édouard Herriot, entretien donné au *Nouvelliste*, septembre 1933, repris de Pauline Peretz, « La Grande Famine ukrainienne de 1932-1933 : essai d'interprétation », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 30, 1999, no1, p. 31-52, ici p. 35]. Cf. Étienne Thévenin, « France, Allemagne et Autriche face à la famine de 1932-1933 en Ukraine », <http://www.garethjones.org/ukraine2005/Etienne%20Thevenin.pdf>, présenté au James Mace Memorial Panel, IAUS Congress, Donetsk, Ukraine, 6 juin 2005.
55. TsDAHOU 1/20/6204 (1933), in Marochko et Movchan, *Holodomor 1932-1933 roki v Ukraïni*, op. cit., p. 257.
56. Cité in Thévenin, « France, Allemagne et Autriche », art. cité, p. 8.
57. Alva Christiansen, « American Girls Seized, Expelled from Turkestan », *Chicago Daily Tribune*, 23 janvier 1933.
58. Rhea Clyman, « Writer Driven From Russia », *Toronto Evening Telegram*, 20 septembre 1932.
59. Rhea Clyman, « Children Lived on Grass », *Toronto Evening Telegram*, 16 mai 1933.
60. Lyons, *Assignment in Utopia*, op. cit., p. 573-575.
61. William Henry Chamberlin, « Soviet Taboos », *Foreign Affairs*, 13, no 3, 1935, p. 431.
62. Walter Duranty, *I Write as I Please*, New York, Simon et Schuster, 1935, p. 304.
63. Amity Shlaes, *The Forgotten Man : A New History of the Great Depression*, Londres, Pimlico, 2009, p. 47-84, 133.
64. Chamberlin, « Soviet Taboos », art. cité, p. 433.
65. Carynnyk et al. (éd.), *The Foreign Office and the Famine*, op. cit., p. 209.
66. Chamberlin, « Soviet Taboos », art. cité, p. 432-433.
67. Carynnyk et al. (éd.), *The Foreign Office and the Famine*, op. cit., p. 202-209.
68. Lyons, *Assignment in Utopia*, op. cit., p. 574.
69. Détails biographiques tirés de Ray Gamache, *Gareth Jones : Eyewitness to History*, Cardiff, Welsh Academic Press, 2013.
70. Lyons, *Assignment in Utopia*, op. cit., p. 575.
71. Le journal de Jones a été conservé par sa sœur dans sa maison du pays de Galles, puis redécouvert par son petit-neveu, Nigel Colley, et publié sous le titre : *Tell Them We Are Starving : The 1933 Diaries of Gareth Jones*, op. cit.
72. Gareth Jones, « Soviet Confiscate Part of Workers' Wages », *Daily Express*, 5 avril 1933, p. 8.
73. Jones, *Tell Them We Are Starving*, op. cit., p. 131.
74. *Ibid.*, p. 184-186.
75. Gareth Jones, « Fate of Thrifty in USSR : Gareth Jones Tells How Communists Seized All Land and Let Peasants Starve », *Los Angeles Examiner* (14 janvier 1935).
76. Jones, *Tell Them We Are Starving*, op. cit., p. 190.
77. *Ibid.*, p. 204.
78. Gareth Jones, « Famine Grips Russia, Millions Dying. Idle on Rise, Says Briton », *Chicago Daily News and Evening Post Foreign Service*, 29 mars 1933, p. 1 ; Edgar Ansel Mowrer, « Russian Famine Now as Great as Starvation of 1921, Says Secretary of Lloyd George », *Chicago Daily News Foreign Service*, 29 mars 1933, p. 2 ; Gamache, *Gareth Jones : Eyewitness to History*, op. cit., p. 183.
79. Jones, « Press Release quoted in "Famine Grips Russia, Millions Dying. Idle on Rise, Says Briton" », art. cité.

- [80.](#) Nigel Linsan Colley, « “1933 Newspaper Articles.” Gareth Jones – Hero of Ukraine », consulté en 2017, <http://www.garethjones.org/overview/articles1933.htm>.
- [81.](#) Teresa Cherfas, « Reporting Stalin’s Famine : Jones and Muggeridge : A Case Study in Forgetting and Rediscovery », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 14, no 4, août 2013, p. 775-804.
- [82.](#) Lyons, *Assignment in Utopia*, *op. cit.*, p. 572 et 575-576.
- [83.](#) Walter Duranty, « Russiens Hungry But Not Starving », *The New York Times*, 31 mars 1933.
- [84.](#) Margaret Sirioli Colley, *Gareth Jones : A Manchukuo Incident*, Newark, NJ, N.L. Colley, 2001.
- [85.](#) Thévenin, « France, Allemagne et Autriche », art. cité, p. 9.
- [86.](#) Carynnyk *et al.* (éd.), *The Foreign Office and the Famine*, *op. cit.*, p. 329 et 397.
- [87.](#) Snyder, *Bloodlands*, *op. cit.*, p. 50 et trad, p. 87.
- [88.](#) Sally J. Taylor, *Stalin’s Apologist : Walter Duranty, the New York Times’s Man in Moscow*, New York, Oxford University Press, 1990, p. xx.
- [89.](#) Aleck Woollcott cité in *ibid.*, p. 191.

#### Chapitre 15 – L’HOLODOMOR DANS L’HISTOIRE ET LA MÉMOIRE

- [1.](#) Taras Chevtchenko, *Zibrannia tvoriv*, vol. 2, Kyiv, 2003, p. 303.
- [2.](#) Olexa Woropay, *The Ninth Circle : In Commemoration of the Victims of the Famine of 1933*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Studies Fund, 1983, p. 16 ; Borys Martchenko et Olexa Woropay, *La Famine-génocide en Ukraine : 1932-1933 suivi de Le Neuvième Cercle*, traduit de l’anglais par G. Milleret, préface de Guillaume Malaurie, Paris, Publications de l’Est européen, 1983, p. 103.
- [3.](#) Témoignage de Volodymyr Mykolaiovych Tchepour, in Veselova et Nikiliev, *Pam’iat’ narodu*, *op. cit.*, vol. 2, p. 758.
- [4.](#) Mytsyk *et al.* (éd.), *Ukrains’kyi holokost*, *op. cit.*, vol. 4, p. 374.
- [5.](#) Témoignage de Havrylo Prokopenko, in Kovalenko et Maniak (éd.), *33-i Holod*, *op. cit.*, p. 196-197.
- [6.](#) Témoignage de Volodymyr Samoiliouk, in *ibid.*, p. 95-96.
- [7.](#) Karel Berkhoff, *Harvest of Despair : Life and Death in Ukraine under Nazi Rule*, Cambridge, MA, Belknap Press, 2004, p. 20.
- [8.](#) O. O. Zakharchenko, « Natsysts’ka propahanda pro zlochyny Stalinschchyny naperedodni i na pochatku Druhoï Svitovoi Viiny », *Naukovyi visnyk Mykolaïvs’koho Derzhavnogo Universytetu*, Istorychni nauky, 21, 2008, disponible en ligne sur [http://www.nbu.gov.ua/old\\_jrn/Soc\\_Gum/Nvmdu](http://www.nbu.gov.ua/old_jrn/Soc_Gum/Nvmdu).
- [9.](#) Berkhoff, *Harvest of Despair*, *op. cit.*, p. 117.
- [10.](#) Snyder, *Bloodlands*, *op. cit.*, p. 179-180 et trad. p. 286-287.
- [11.](#) Berkhoff, *Harvest of Despair*, *op. cit.*, p. 253.
- [12.](#) Lizzie Collingham, *The Taste of War : World War II and the Battle for Food*, New York, Penguin Press, 2012, p. 35-37 ; Snyder, *Bloodlands*, *op. cit.*, p. 160-163 et trad. p. 262-264.
- [13.](#) Alex J. Kay, « German Economic Plans for the Occupied Soviet Union and their Implementation », in Timothy Snyder et Ray Brandon (éd.), *Stalin and Europe : Imitation and Domination, 1928-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 171 (souligné dans l’original).
- [14.](#) Snyder, *Bloodlands*, *op. cit.*, p. 164 et trad. p. 262.
- [15.](#) Kay, « German Economic Plans for the Occupied Soviet Union and their Implementation », art. cité, p. 176.
- [16.](#) Berkhoff, *Harvest of Despair*, *op. cit.*, p. 165.
- [17.](#) Kay, « German Economic Plans for the Occupied Soviet Union and their Implementation », art. cité, p. 106 ; Snyder, *Bloodlands*, *op. cit.*, p. 174 et trad. p. 277.
- [18.](#) Woropay, *The Ninth Circle*, *op. cit.*, p. 16 ; trad., ici modifiée, p. 104.
- [19.](#) Joseph Goebbels, « Communism with the Mask Off », in *Nazi and East German Propaganda Online Archive*, 13 septembre 1935, <http://research.calvin.edu/german-propaganda-archive/goebmain.htm> ; Andrii I. Kudriachenko (éd.), *Holodomor v Ukraïni 1932-1933 rokiv za dokumentamy politychnoho arkhivu Ministerstva Zakordonnykh Sprav Federatyvnoi Respubliky Nimechchyna*, Kyiv, Natsional’nyi Instytut Stratehichnykh Doslidzhen’, 2008.
- [20.](#) O. O. Maievs’kyi, « Politychni plakaty i karykatura, yak zasoby ideolohichnoi borot’by v Ukraïni 1939-1945 rr. », PhD dissertation, Instytut Istorii Ukraïny Natsional’na Akademiia Nauk Ukraïny, 2016, p. 277-278.
- [21.](#) V. Kotorenko, « Rik pratsi v sil’s’komu hospodarstvi bez zhydo-bol’shevykiv », *Ukraïnskyi Khliborob*, 7, juillet 1942, p. 2, cité in O. O. Zakharchenko, « Agrarna polityka Natsystiv na okupovanyii terytorii Ukraïny », *Istoricheskaia Pamiat’ (Odessa)*, 2, 2000, p. 45-46.
- [22.](#) Oleksandr Dovzhenko, *Ukraïna v ohni : Kinopovist’, shchodennyk*, Kyiv, Rad. Pys’mennyk, 1990, p. 200.
- [23.](#) Berkhoff, « The Great Famine in Light of the German Invasion and Occupation », art. cité, p. 168.
- [24.](#) *Ibid.*, p. 166.
- [25.](#) *Ibid.*, p. 167.
- [26.](#) Bohdan Klid, « Daily Life under Soviet Rule and the Holodomor in Memoirs and Testimonies of the Late 1940s : Some Preliminary Assessments », présenté à la Canadian Association of Slavists 2015 Annual Conference, Ottawa, Ontario, 26 mai 2015, citant S. Sosnovyi’s, *Nova Ukraïna*, 8 novembre 1942.
- [27.](#) Oleksa Veretenchenko, « Somewhere in the Distant Wild North », du cycle de poèmes *1933*, publié in *Nova Ukraïna* entre 1942 et 1943, traduit par l’Ukrainian Canadian Congress, Toronto Branch, et disponible sur

<http://faminegenocide.com/commemoration/poetry/2003-1933.htm>.

28. Berkhoff, « The Great Famine in Light of the German Invasion and Occupation », art. cité, p. 169.
29. *Ibid.*, p. 171.
30. Svetlana Aleksievich, *U Voiny ne zhenskoe litso*, Moscou, Vremia, 2013, p. 11 (Alexeievitch, *La guerre n'a pas un visage de femme*, trad. G. Ackerman et P. Lequesne, Paris, Presses de la Renaissance, 2004 ; passage absent de l'édition française).
31. Berkhoff, « The Great Famine in Light of the German Invasion and Occupation », art. cité, p. 169.
32. Volodymyr Viatrovych, « Oleksandra Radchenko : Persecuted for her Memory », Stichting Totalitaire Regimes en hun Slachtoffers, projet de la Plateforme de la mémoire et de la conscience européennes, <http://www.sgtrs.nl/data/files/Radchenko%20Oekraïne.pdf>.
33. Elena Zubkova, *Russia after the War : Hopes, Illusions and Disappointments, 1945-1957*, trad. Hugh Ragsdale, Londres et New York, Routledge, 2015, p. 40-50 ; Stephen Wheatcroft, « The Soviet Famine of 1946-47, the Weather and Human Agency in Historical Perspective », *Europe-Asia Studies*, 64, no 6, août 2012, p. 987-1005.
34. Woropay, *The Ninth Circle*, *op. cit.*, p. 16-17 ; trad. p. 104.
35. *Ibid.*, p. xviii ; trad. p. 77 [dernière phrase absente de la traduction française].
36. « Zum 15 Jahrestag Der Furchtbaren, Durch Das blutdürstige Kommunistische Moskau Organisikhten Hungersnot in der Ukraine », Oseredok Project, Holodomor Research and Education Consortium. Tracts en ukrainien, anglais et allemand, distribués aux participants ukrainiens lors de la manifestation du 11 avril 1948 à Hanovre, en Allemagne, à l'occasion du quinzième anniversaire de la famine de 1932-1933 en Ukraine. Original dactylographié, <http://holodomor.ca/oseredok-project>.
37. S. Sosnovyi, « Pravda pro velykyi holod na Ukraïni v 1932-1933 rokakh », *Ukrains'ki visti*, 7 février 1948, p. 4.
38. Klid, « Daily Life under Soviet Rule », art. cité.
39. *Ibid.*
40. Pidhainy (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin*, *op. cit.*, vol. 1, p. 222-226.
41. *Ibid.*, vol. 1, p. 243-244.
42. *Ibid.*, p. 239.
43. Bohdan Klid, « *The Black Deeds of the Kremlin : Sixty Years Later* », *Genocide Studies International*, 8, 2014, p. 224-235.
44. Frank Sysyn, « The Ukrainian Famine of 1932-1933 : The Role of the Ukrainian Diaspora in Research and Public Discussion », in Levon Chorbajian et George Shirinian (éd.), *Studies in Comparative Genocide*, New York, St. Martin's Press, 1999, p. 182-216.
45. Klid, « *The Black Deeds of the Kremlin : Sixty Years Later* », art. cité, p. 229.
46. Désormais Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre : [www.ucrdc.org/History.html](http://www.ucrdc.org/History.html).
47. Frank Sysyn, « Thirty Years of Research on the Holodomor : A Balance Sheet », in Frank Sysyn et Andriy Makuch (éd.), *Contextualizing the Holodomor : The Impact of Thirty Years of Ukrainian Famine Studies*, *op. cit.*, p. 4.
48. Pierre Rigoulot, *Les Paupières lourdes. Les Français face au Goulag : Aveuglements et indignations*, Paris, Éditions universitaires, 1991, p. 9.
49. Vladimir Tendriakov, « Kontchina » [Décès], *Moskva*, 3, 1968, p. 37.
50. Michael Browne (éd.), *Ferment in the Ukraine : Documents by V. Chornovil, I. Kandyba, L. Lukyanenko, V. Moroz and Others*, New York, Praeger Publishers, 1971, p. 46.
51. *Ibid.*, p. 9.
52. Iurii Shapoval, « Petro Shelest : 100th Anniversary of the Birth of One of Ukraine's Most Spectacular Political Figures », *Den [The Day]*, 4 mars 2008, d'abord publié en russe sous le titre « Stoletnii Shelest : 14 fevralia ispolniaetsia 100 let odnomu iz samykh koloritnykh rukovoditelei USSR », *Den*, 8 février 2008.
53. Maksym Sahaydak (éd.), *Ethnocide of Ukrainians in the U.S.S.R. : An Underground Journal from Soviet Ukraine*, trad. Olena Saciuk et Bohdan Yasen, Baltimore, MD, Smoloskyp Publishers, 1976 ; Maksim Sagaydak (éd.), *Le Messenger ukrainien, Ethnocide des Ukrainiens en URSS*, préface de A. Besançon, Paris, PIUF, 1978.
54. John Corry, « TV Reviews : "Firing Line" Discussion on "Harvest of Depression" », *The New York Times*, 24 septembre 1986.
55. Sysyn, « Thirty Years of Research on the Holodomor », art. cité, p. 4.
56. *Ibid.*, p. 7.
57. *Ibid.*, p. 4.
58. Douglas Tottle, *Fraud, Famine, and Fascism : The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Books, 1987, p. 57, 76-77, 123 et 133.
59. Lyudmyla Hrynevych, « Vid zaperechuvannia do vymushenoho vyznannia : pro mekhanizmy vkhodzhenia temy holodu 1932-1933 rr. v ofitsiyni publichnyi prostir u SRSR ta URSR naprykintsi 1980-kh rr. », *Problemy istorii Ukraïny : fakty, sudzhennia, poshuky : Mizhvidomchyi zbirnyk naukovykh prats'*, 18 (spetsial'nyi : Holod 1932-1933 rokiv-henotsyd ukrains'koho narodu), 2008, p. 232-244 ; Tottle, *Fraud, Famine, and Fascism*, *op. cit.*
60. Jeff Coplon, « In Search of a Soviet Holocaust : A 55-Year-Old Famine Feeds the Right », *Village Voice*, 12 janvier 1988.
61. Sysyn, « Thirty Years of Research on the Holodomor », art. cité, p. 9-10.
62. U.S. Congress and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Report to Congress*, *op. cit.*, p. v.
63. *Ibid.*, p. vi-viii.
64. Plokyh, *The Gates of Europe*, *op. cit.*, p. 310.

65. « What Chernobyl Did : Not Just a Nuclear Explosion », *Economist*, 27 avril 1991, p. 21-23 (l'auteur anonyme était Anne Applebaum).
66. Plokhly, *The Gates of Europe*, op. cit., p. 309-310.
67. Ivan Drach, « Vystup na IX Z'iszd'i Pys'mennykiv Ukraïny' », in Oleksandr Lytvyn (éd.), *Polityka : Stati, Dopovidi, Vystupy, Interv'iu*, Kyiv, Tovarystvo « Ukraïna », 1997, p. 310.
68. Bohdan Nahaylo, *The Ukrainian Resurgence*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, p. 62-63 ; voir aussi « Conversation with Ivan Drach », interview par Hennadii Boriak, 7 novembre 2016.
69. David Remnick, *Lenin's Tomb : The Last Days of the Soviet Empire*, New York, Random House, 1993, p. 50.
70. Nahaylo, *The Ukrainian Resurgence*, op. cit., p. 89-91.
71. *Ibid.*, p. 137.
72. Georgiy Kasianov, « Revisiting the Great Famine of 1932-1933 : Politics of Memory and Public Consciousness (Ukraine after 1991) », in Michal Kopecek (éd.), *Past in the Making : Historical Revisionism in Central Europe after 1989*, Budapest, Central European University Press, 2007, p. 197-220.
73. Nahaylo, *The Ukrainian Resurgence*, op. cit., p. 249.
74. Marta Kolomayets, « Ukraine's People Recall National Tragedy of Famine-Holocaust », *Ukrainian Weekly*, 61, no 38, 19 septembre 1993, p. 1.
75. Catherine Wanner, *Burden of Dreams : History and Identity in Post-Soviet Ukraine*, University Park, PA, Pennsylvania State University Press, 1998, p. 154-157.
76. *Ibid.*

#### Épilogue – LA QUESTION UKRAÏNIENNE RECONSIDÉRÉE

1. Raphael Lemkin, « Soviet Genocide in the Ukraine », causerie inédite, 1953, Raphael Lemkin Papers, The New York Public Library, Manuscripts and Archives Division, Astor, Lenox and Tilden Foundations, Raphael Lemkin ZL-273. Reel 3. Disponible sur [https://www.ucccla.ca/SOVIET\\_GENOCIDE\\_IN\\_THE\\_UKRAINE.pdf](https://www.ucccla.ca/SOVIET_GENOCIDE_IN_THE_UKRAINE.pdf) ; Rafaël Lemkin, « Le génocide soviétique en Ukraine », trad. I. Hausser, *Commentaire*, no 127, 2009, p. 639-643, ici p. 639.
2. Deux ouvrages excellents ont dernièrement accru notre connaissance de Lemkin. Voir Samantha Power, *A Problem from Hell*, New York, Basic Books, 2002, et Philippe Sands, *East West Street : On the Origins of « Genocide » and « Crimes Against Humanity »*, New York, Knopf, 2016 ; *Retour à Lemberg*, trad. A. von Busekist, Paris, Albin Michel, 2017.
3. Raphael Lemkin, *Totally Unofficial : The Autobiography of Raphael Lemkin*, New Haven, CT, et Londres, Yale University Press, 2013, p. 19-21.
4. Raphael Lemkin, *Axis Rule in Occupied Europe : Laws of Occupation – Analysis of Government – Proposals for Redress*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1944, p. 79-95 ; en français, « Génocide », in Rafaël Lemkin, *Qu'est-ce qu'un génocide ?*, trad. A. Spiess, présentation J.-L. Panné, Paris, Éditions du Rocher, 2008 p. 215-240, ici p. 215-216.
5. Désormais publié in Raphael Lemkin, *Lemkin on Genocide*, Steven Leonard Jacobs (éd.), Lanham, MD, Lexington Books, 2012.
6. Lemkin, « Le génocide soviétique en Ukraine », art. cité, p. 640.
7. Telle est la thèse présentée in Norman M. Naimark, *Stalin's Genocides*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2010.
8. *Ibid.*, p. 24.
9. Lemkin, « Le génocide soviétique en Ukraine », art. cité, p. 639.
10. Georgiy Kasianov, « Holodomor and the Politics of Memory in Ukraine after Independence », in Vincent Comeford, Lindsay Jansen et Christian Noack, (éd.), *Holodomor and Gorta Mor : Histories, Memories and Representations of Famine in Ukraine and Ireland*, Londres, Anthem Press, 2014, p. 167-188.
11. « Ruling in the criminal proceedings over genocide in Ukraine in 1932-1933 », *Human Rights in Ukraine*, <http://khpg.org/en/index.php?id=1265217823>.
12. « Ukraine Commemorates Holodomor », *Moscow Times*, 24 novembre 2008.
13. Zenon Zawada, « Eastern Ukrainians Fight to Preserve the Holodomor's Memory », *Ukrainian Weekly*, 67/7, 15 février 2009, p. 3.
14. Cathy Young, « Remember the Holodomor », *Weekly Standard*, 8 décembre 2008.
15. U.S. Diplomatic Cable, « Candid Discussion with Prince Andrew on the Kyrgyz Economy and the "Great Game" (29 octobre 2008) », *WikiLeaks*, [https://wikileaks.org/plusd/cables/08BISHKEK1095\\_a.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/08BISHKEK1095_a.html).
16. Ella Maksimova, « Istorik Viktor Kondrashin : "Ne Rossiia ubivala Ukrainu, Vozhd'"—svoi narod' » », *Izvestia*, 22 octobre 2008.
17. Wolowyna *et al.*, « Regional Variations of 1932-1934 Famine Losses in Ukraine », art. cité, p. 175-202.
18. En 1918, dans un épisode tristement célèbre, Lénine fut tellement en colère contre les paysans de Penza qu'il exigea qu'ils fussent « écrasés sans pitié ». Son fameux télégramme s'achève sur une liste d'instructions : « Pendez (dans tous les cas de figure, la pendaison pour que le peuple voie) pas moins de 100 koulaks bien connus, des profiteurs, des sangsues. Publiez leurs noms. Confisquez-leur toute leurs céréales [...] », in Robert W. Service, *Lenin : A Biography*, Londres, Papermac, 2001, p. 365 ; traduction ici reprise de A. Yakovlev, *Le Cimetière des innocents*, Paris, Calmann-Lévy, 2007, p. 44-46.
19. Viktor V. Kondrashin et Stanislav V. Kul'chyts'kyi, « O Samom Glavnom : professor Stanislav Kul'chitskii i ego rossiiskii kollega Viktor Kondrashin : chem byl Golodomor 1932-1933 godov ? », *Den'*, Kyiv, 3 juin 2008.
20. Alexander J. Motyl, « Yanukovych and Stalin's Genocide », *Ukraine's Orange Blues in World Affairs Journal Online*, 29 novembre 2012, <http://www.worldaffairsjournal.org/blog/alexander-j-motyl/yanukovych-and-stalin%E2%80%99s-genocide>.

21. « Ukrainian Sues Yanukovich over Famine Statement », *Radio Free Europe Radio Liberty*, last modified 15 juin 2010, [http://www.rferl.org/amp/Ukrainian\\_Sues\\_Yanukovich\\_Over\\_Famine\\_Statement/2072294.html](http://www.rferl.org/amp/Ukrainian_Sues_Yanukovich_Over_Famine_Statement/2072294.html).

22. Halya Coynash, « Kremlin's Proxies Purge Memory of Victims of Holodomor and Political Repression », *Human Rights in Ukraine : Information Website of the Kharkiv Human Rights Protection Group*, 18 août 2015, <http://khpg.org/en/index.php?id=1439816093>.

23. Ekaterina Blinova, « Holodomor Hoax : Joseph Stalin's Crime that Never Took Place », *Sputnik News*, 9 août 2015, <https://sputniknews.com/politics/201508091025560345/> ; voir aussi Cathy Young, « Russia Denies Stalin's Killer Famine », *Daily Beast*, 31 octobre 2015, <http://www.thedailybeast.com/russia-denies-stalin-s-killer-famine.html>.

24. Signe des temps, le site newcoldwar.org, qui entend dénoncer les « grandes injustices [...] commises par le gouvernement installé à Kiev en février [2014] contre tout le peuple ukrainien », a créé un lien vers les articles de l'universitaire américain Mark Tauger. Selon ce dernier, la famine ukrainienne de 1932-1933 s'explique par les intempéries et des maladies végétales (dont on ne trouve aucune trace dans les archives) : par définition, ce n'était donc pas un « génocide ». Cf. « Archive of Writings of Professor Mark Tauger on the Famine Scourges of the Early Years of the Soviet Union », *The New Cold War : Ukraine and Beyond*, 23 juin 2015 ; <https://www.newcoldwar.org/archive-of-writings-of-professor-mark-tauger-on-the-famine-scourges-of-the-early-years-of-the-soviet-union/>.

25. Ievgen Vorobiov, « Why Ukrainians Are Speaking More Ukrainian », *Foreign Policy*, 26 juin 2015, <http://foreignpolicy.com/2015/06/26/why-ukrainians-are-speaking-more-ukrainian>.

# BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

## Archives

### Canada

UCRDC      Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre

### Russie/Union soviétique

Archives, pour certaines disparues, qui ont fourni les documents cités dans les recueils et les monographies :

APRF      Arkhiv Prezidenta Rossiiskoi Federatsii (Archives du président de la Fédération russe)

GARF      Gosudarstvennyi arkhiv Rossiiskoi Federatsii (Archives nationales de la Fédération russe)

RGAE      Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv ekonomiki (Archives nationales russes de l'économie)

RGASPI      Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'no-politicheskoi istorii (Archives nationales russes d'histoire sociopolitique)

RGVA      Rossiiskii gosudarstvennyi voennyi arkhiv (Archives militaires de l'État russe)

RTsKhIDNI      Rossiiskii tsentr khraneniia i izucheniia dokumentov noveishei istorii (Centre russe de conservation et d'études de l'histoire contemporaine). Archives désormais fusionnées avec les RGASPI

TsA FSB  
RF      Tsentral'nyi arkhiv Federal'noi sluzhby bezopasnosti Rossiiskoi Federatsii (Archives centrales de la Sécurité fédérale de la Fédération russe)

TsGANKh      Tsentral'nyi gosudarstvennyi arkhiv narodnogo khoziaistva SSSR (Archives nationales centrales de l'Économie nationale de

l'URSS) ; ancien nom des RGAE

## Ukraine

Archives, pour certaines fermées, que l'auteur a pu consulter ou qui ont fourni des documents cités dans les recueils et les monographies :

DADO	Derzhavnyi arkhiv Dnipropetrovs'koï oblasti (Archives nationales de l'oblast de Dnipropetrovsk)
DADsko	Derzhavni arkhiv Donets'koi oblasti (Archives nationales de l'oblast de Donetsk)
DAKHo	Derzhavnyi arkhiv Khersons'koï oblasti (Archives nationales de l'oblast de Kherson)
DATO	Derzhavnyi arkhiv Ternopil's'koï oblasti (Archives nationales de l'oblast de Ternopil')
DAVO	Derzhavnyi arkhiv Vinnyts'koï oblasti (Archives nationales de l'oblast de Vinnytsia)
DAZhO	Derzhavnyi arkhiv Zhytomyrs'koï oblasti (Archives nationales de l'oblast de Jytomyr)
HDA SBU	Haluzevyi derzhavnyi arkhiv Sluzhby Bezpeky Ukraïny (Archives nationales de la Sécurité de l'Ukraine)
PA	Arkhiv Instytutu Istorii Partii (Archives de l'Institut d'histoire du parti) ; archives rebaptisées T-DAHOU
TsDAHOU	Tsentral'nyi derzhavnyi arkhiv hromads'kykh ob'ednan' Ukraïny (Archives nationales centrales des organisations publiques d'Ukraine)
TsDAVOU	Tsentral'nyi derzhavnyi arkhiv vyshchych orhaniv vlady ta upravlinnia (Archives nationales centrales des instances suprêmes du pouvoir et du gouvernement d'Ukraine)
TsDAZhR	Tsentral'nyi derzhavnyi arkhiv Zhovtnevoï Revoliutsii Ukraïns'koï Radians'koï Sotsialistychnoï Respubliky (Archives nationales centrales de la révolution d'Octobre, République

socialiste soviétique ukrainienne); archives rebaptisées  
TsDAVOU.

### Recueils de documents édités

*Tous les textes précédés d'un astérisque ont été ajoutés pour la bibliographie française.*

Berelowitch, Alexis, V. A., et Institut rossiiskoi istorii (Rossiiskaia Akademiia Nauk) (éd.), *Sovetskaia derevnia glazami VChK-OGPU-NKVD, 1918-1939 : dokumenty i materialy*, 4 vol., Moscou, ROSSPEN, 1998-2012.

\* – et Nicolas Werth, *L'État soviétique contre les paysans. Rapports secrets de la police politique (Tcheka, GPU, NKVD), 1918-1939*, Paris, Tallandier, octobre 2011.

Bojko, Diana et Bednarek, Jerzy, *Holodomor : The Great Famine in Ukraine 1932-1933*, de la série *Poland and Ukraine in the 1930s-1940s : Unknown Documents from the Archives of the Secret Services*, Varsovie, Institute of National Remembrance, Commission of the Prosecution of Crimes against the Polish Nation, 2009.

Borkowski, Jan (éd.), *Rok 1920 : Wojna Polsko-Radziecka we wspomnieniach i innych dokumentach*, Varsovie, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1990.

Borysenko, Valentyna, Danylenko Vasyl', Kokin, Serhij *et al.* (éd.), *Rozsekrechena pam'iat' : Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni v dokumentakh GPU-NKVD*, Kyiv, Stylos, 2007.

Carynyk, Marco, Kordan, Bohdan S. et Luciuk Lubomyr Y. (éd.), *The Foreign Office and the Famine : British Documents on Ukraine and the Great Famine of 1932-1933*, Kingston, Ontario, Limestone Press, 1988.

Colley, Nigel Linsan, « “1933 Newspaper Articles”. Gareth Jones – Hero of Ukraine », consulté le 11 janvier 2017.  
<http://www.garethjones.org/overview/articles1933.htm>.

- Comité commémoratif Simon Petloura. *Documents sur les Pogromes en Ukraine et l'assassinat de Simon Petlura à Paris*, Paris, Librairie du Trident, 1927.
- Danilov, Viktor R. Manning et Viola, Lynne (éd.), *Tragediia sovetskoi derevni, kollektivizatsiia i raskulachivanie : dokumenty i materialy v 5 tomakh, 1927-1939*, 5 vol., Moscou, Rossiiskaia polit. Entisklopediia, 1999-2006.
- et Ivnickii, Nikolaï A. (éd.), *Dokumenty svidetel'stvuiut : iz istorii derevni nakanune i v khode kollektivizatsii, 1927-1932 gg.*, Moscou, Politizdat, 1989.
- Danylenko, Vasyl' M. et al. (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni za dokumentamy HDA SBU : anotovanyi dovidnyk*, L'viv, Tsentri Doslidzhen' Vyzvol'noho Rukhu, 2010.
- *Pavlohrads'ke povstannia, 1930 : dokumenty i materialy*, Kyiv, Ukraïns'kyi Pys'mennyk, 2009.
- \*Dmytrychyn, Iryna (dir.), *La Grande Famine en Ukraine – Holodomor. Connaissance et reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Graziosi, Andrea, *Lettere da Kharkov. La carestia in Ucraina e nel Caucaso del nord nei rapporti diplomatici italiani 1923-1933*, Turin, Einaudi, 1991. <http://www.ibs.it/lettere-da-kharkov-carestia-in-librovari/e/9788806121822>.
- *Lettres de Kharkov. La famine en Ukraine 1932-1933*, trad. de l'italien D. Négrel et A. Bokobza, et de l'ukrainien I. Dmytrychyn, Lausanne, éditions Noir sur Blanc, 2013.
- « “Lettres de Kharkov” : La famine en Ukraine et dans le Caucase du Nord (à travers les rapports des diplomates italiens, 1932-1934) », *Cahiers du monde russe et soviétique*, trad. D. Négrel, 30, n° 1-2, janvier-juin 1989, p. 5-106. [http://www.persee.fr/doc/cmr\\_0008-0160\\_1989\\_num\\_30\\_1\\_2176](http://www.persee.fr/doc/cmr_0008-0160_1989_num_30_1_2176)
- *Lysty z Kharkova : Holod v Ukraïni ta na Pivnichnomu Kavkazi v povidomlenniakh italiis'kykh dyplomativ 1932-33 roky*, Kharkiv, Folio, 2007.

- \* – « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales [à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930], trad. D. Négrel, *Cahiers du monde russe et soviétique*, 35, n° 3, juillet-septembre 1994, p. 437-472. [http://www.persee.fr/doc/cmr\\_1252-6576\\_1994\\_num\\_35\\_3\\_2661](http://www.persee.fr/doc/cmr_1252-6576_1994_num_35_3_2661)
- \* – « Les famines soviétiques de 1931-1933 et le *Holodomor* ukrainien », *Cahiers du Monde russe*, 46, n° 3, juillet-septembre 2005, p. 453-472.
- Khlevniuk, Oleg V. *et al.* (éd.), *Stalin i Kaganovich : perepiska, 1931-1936 gg.*, Moscou, ROSSPEN, 2001.
- Kokin, Serhij A., Vasyl'ev Valerii et Werth Nicolas (éd.), « Dokumenty orhaniv VKP(b) ta DPU USRR pro nastroi i modeli povedinky partiino-radians'kykh pratsivnykiv u respublitsi, 1932-1933 rr. », *Z arkhiviv VUChK-GPU-NKVD-KGB*, 1-2, n° 40-41, 2013.
- *Partiino-Radians'ke kerivnytstvo USRR pid chas Holodomoru 1932-1933 rr. : vozhd, pratsivnyky, aktyvisty : zbirnyk dokumentiv ta materialiv*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013.
- Kondrashin, Viktor V. *et al.* (éd.), *Golod v SSSR : 1929-1934, Rossiia XX vek*, Moscou, Mezhdunarodnyi fond « Demokratiia », 2011.
- Kudriachenko, Andrii I. (éd.), *Holodomor v Ukraïni 1932-1933 rokiv za dokumentamy politychnoho arkhivu ministerstva zakordonnykh sprav Federatyvnoi Respubliky Nimechchyna*, Kyiv, Natsional'nyi Instytut Stratehichnykh Doslidzhen', 2008.
- Kul'chyts'kyi, Stanislav (éd.), *Kolektyvizatsiia i holod na Ukraïni, 1929-1933 : zbirnyk dokumentiv i materialiv*, Kyiv, Naukova Dumka, 1992.
- Kuśnierz, Robert, *Pomór w « rajy bolszewickim ». Głód na Ukrainie w latach 1932-1933 w świetle polskich dokumentów dyplomatycznych i dokumentów wywiadu*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2009.

- Lénine, Vladimir I. *Collected Works*, Moscou, Progress Publishers, 1965 ; *Œuvres complètes*, trad. Roger Garaudy (dir.), 45 vol. et 2 vol. d'index, Paris, Éditions du Progrès, 1976.
- Lozyts'kyi, Volodymyr S., *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni : zlochyn vlady – trahediia narodu : dokumenty i materialy*, Kyiv, Heneza, 2008.
- Pyrih, Ruslan Ia. (éd.), *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Dokumenty i materialy*, Kyiv, Kyievo-Mohylians'ka Akademiia, 2007.
- Shapoval, Iurii, Zolotar'ov Vadym et Volodymyr Prystaiko, *ChK-GPU-NKVD v Ukraïni : osoby, fakty, dokumenty*, Kyiv, Abrys, 1997.
- Staline, Joseph, *Works*, 13 vol., Moscou, Foreign Languages Publishing House, 1954.
- <http://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1933/01/07.htm>.
- *Œuvres*, trad. G. Cogniot et J. Fréville (dir.), Paris, Éditions sociales, 1953.
- Szczesniak, Bolesław, *The Russian Revolution and Religion : A Collection of Documents Concerning the Suppression of Religion by the Communists, 1917-1925*, Notre Dame, IN, University of Notre Dame Press, 1959.
- Volkov, A. G. « Perepis' naseleniia SSSR 1937 goda : Istoriiia i materialy/Ekspress-informatsiia », *Istoriiia Statistiki*, 3-5, n° chast' II, 1990, p. 6-63.

### **Mémoires et recueils d'histoire orale**

- Borysenko, Valentyna, *A Candle in Remembrance : An Oral History of the Ukrainian Genocide of 1933-1934 (Svicha Pam'iati)*, trad. Mark Tarnawsky, New York, Ukrainian Women's League of America, 2010.
- *Svicha pam'iati : Usna istoriia pro henotsyd ukraïntsiv u 1932-1933 rokakh*, Kyiv, Stylos, 2007.

- Dolot, Miron, *Execution by Hunger : The Hidden Holocaust*, New York, W. W. Norton, 1985 ; *Les Affamés. L'holocauste masqué, Ukraine 1929-1933*, trad. A. Naccache, Paris, Ramsay, 1986.
- Duranty, Walter, *I Write as I Please*, New York, Simon et Schuster, 1935.
- Epp, Heinrich, « The Day the World Ended : December 7, 1919, Steinbach, Russia », *Preservings : Newsletter of the Hanover Steinbach Historical Society*, trad. D. F. Plett, n° 8, 2<sup>e</sup> partie, juin 1996, p. 5-7, Harvard Project on the Soviet Social System Online, Fung Library, Harvard University.
- Jones, Gareth, *Tell Them We Are Starving : The 1933 Diaries of Gareth Jones*, Lubomyr Y. Luciuk (éd.), Kingston, Ontario, Kashtan Press, 2015.
- Karas, A. V., *Svidchennia ochevydtsiv pro holod 1930-1940-kh rr. na Sivershchyni*, Hlukhiv, RVV HDPU, 2008.
- Kopelev, Lev, *The Education of a True Believer*, trad. Gary Kern, Londres, Wildwood House, 1981.
- *To Be Preserved Forever*, trad. Anthony Austin, New York, Lippincott, 1977 ; *À conserver pour l'éternité*, vol. 1, trad. L. Martinez, Paris, Stock, Témoins de notre temps, 1976.
- Kovalenko, Lidya B. et Maniak, Volodymyr (éd.), *33-i Holod : narodna knyha-memorial*, Kyiv, Radians'kyi Pys'mennyk, 1991. (Une sélection de 450 témoignages est publiée en français sous la dir. de Georges Sokoloff dans *1933, l'année noire : témoignages sur la famine en Ukraine*, Paris, Albin Michel, 2000.)
- Kravchenko, Victor, *I Chose Freedom : The Personal and Political Life of a Soviet Official*, trad. Rhett R. Ludwikowski, Londres, Robert Hale, 1946 ; *J'ai choisi la liberté ! La vie publique et privée d'un haut fonctionnaire soviétique*, trad. J. de Kerdéland, Paris, Éditions Self, 1947 ; rééd. Paris, Éditions Olivier Orban-Nouvelles éditions de la Baudinière, 1980.
- Lemkin, Raphael, *Totally Unofficial : The Autobiography of Raphael Lemkin*, New Haven, CT, et Londres, Yale

University Press, 2013.

Leshuk, Leonard, *Days of Famine, Nights of Terror : First-Hand Accounts of Soviet Collectivization 1928-1934*, Washington, D.C., Europa University Press, 2000.

Lyons, Eugene, *Assignment in Utopia*, New York, Harcourt, Brace, 1937.

Mytsyk, Iurii *et al.* (éd.), *Ukraïns'kyi holokost 1932-1933 : svidchennia tykh, khto vyzhyv*, 10 vol., Kyiv, Kyievo-Mohylians'ka Akademiia, 2004-2014.

Price, Morgan Philips, *My Reminiscences of the Russian Revolution*, Londres, George Allen & Unwin, 1921.

Ukraïns'kyi Instytut Natsional'noï Pam'iati et V. Yushchenko (éd.) *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni*, Kyiv, Vydavnytstvo « Oleny Telihy », 2008.

— et Borodin, E. I. *et al.* (éd.), *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Dnipropetrovs'ka oblast'*, Dnipropetrovsk, ART-PRES, 2008.

— et Dmytrenko T. T., (éd.), *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Kirovohrads'ka oblast'*, Kirovohrad, TOV « Imeks LTD », 2008.

— et Latsyba V. P. (éd.), *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Vinnyts'ka oblast'*, Vinnytsia, DP « DFK », 2008.

— et Turchenko Fedir H., (éd.), *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Zaporiz'ka oblast'*, Zaporizhzhia, Dyke Pole, 2008.

— et Ul'iachenko V. I., (éd.), *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Kyïvs'ka oblast'*, Bila Tserkva, Bukva, 2008.

— et Vodotyka, Serhii H., *Natsional'na knyha pam'iati zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni : Khersons'ka*

*oblast'*, I. P. Iukhnovs'kyi *et al.* (éd.), Kherson, Vydavnytstvo « Naddniprians'ka pravda », 2008.

United States Congress, and Commission on the Ukraine Famine, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Report to Congress*. Rapport adopté par la Commission, 19 avril 1988, soumis au Congress, 22 avril 1988. Washington, D.C., U.S. G.P.O. : For sale by Supt. of Docs., U.S. G.P.O., 1988.

— *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : First Interim Report*. sessions et auditions de la Commission sur la famine en Ukraine, 1986 : organizational meeting, Washington, D.C., 23 avril 1986 : sessions et auditions, Washington, D.C., 8 octobre 1986 : auditions, Glen Spey, New York, 26 octobre 1986 : audition, Chicago, Illinois, 7 novembre 1986 : audition, Warren, Michigan, 24 novembre 1986. Washington, D.C. : U.S. G.P.O. : For sale by the Supt. of Docs., U.S. G.P.O., 1987.

— *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933 : Second Interim Report*. sessions et auditions de la Commission sur la famine en Ukraine 1987 : audition, San Francisco, California, 10 février 1987 ; audition, Phoenix, Arizona, 13 février 1987 ; hearing and meeting, Washington, D.C., 30 avril 1987 ; audition, Philadelphie, Pennsylvanie, 5 juin 1987. Washington, D.C., U.S. G.P.O. : For sale by the Supt. of Docs., U.S. G.P.O., 1988.

— James E. Mace et Leonid Heretz, *Investigation of the Ukrainian Famine, 1932-1933*, Oral history project of the Commission on the Ukraine Famine, Washington, D.C., U.S. G.P.O., 1990.

Veselova, Oleksandra M., et Oleksandr Nikiliev, *Pam'iat' narodu : Henotsyd v Ukraïni holodom 1932-1933 rokiv : svidchennia*, 2 vol., Kyiv, Vydavnychi dim « Kalyta », 2009.

Woropay, Olexa. *The Ninth Circle : In Commemoration of the Victims of the Famine of 1933*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Studies Fund, 1983 ; en français, Borys Martchenko et Olexa Woropay, *La Famine-génocide en*

*Ukraine : 1932-1933* suivi de *Le Neuvième Cercle*, traduit de l'anglais par G. Milleret, préface de Guillaume Malaurie, Paris, Publications de l'Est européen, 1983.

### Sources secondaires choisies

Adams, Arthur E., *Bolsheviks in the Ukraine : The Second Campaign, 1918-1919*, New Haven, CT, Yale University Press, 1963.

Applebaum, Anne, *Gulag : A History*, New York, Doubleday, 2003 ; *Goulag. Une histoire*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Grasset, 2005 ; rééd. Paris, Gallimard, Folio, 2008.

Archinov, Piotr, *L'Histoire du mouvement makhnoviste : 1918-1921*, trad. Voline, Éditions anarchistes, 1924 ; rééd. sous le titre *La Makhanovchtchina. L'insurrection révolutionnaire en Ukraine de 1918 à 1921*, Paris, Spartacus, 2000. [*The History of the Makhnovist Movement (1918-1921)*, trad. Fredy et Lorraine Perlman, Londres, Freedom Press, 1974.]

Ball, Alan M., *Russia's Last Capitalists : The Nepmen, 1921-1929*, Berkeley, CA, University of California Press, 1987.

Berkhoff, Karel, « The Great Famine in Light of the German Invasion and Occupation », in Andrea Graziosi, Lubomyr Hajda et Halyna Hryn (éd.), *After the Holodomor : The Enduring Impact of the Great Famine on Ukraine*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2014.

— *Harvest of Despair : Life and Death in Ukraine under Nazi Rule*, Cambridge, MA, Belknap Press, 2004.

Bilenky, Serhiy, *Romantic Nationalism in Eastern Europe : Russian, Polish and Ukrainian Political Imaginations*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2012.

Bondar, N. I. et O. V. Matveev, *Istoricheskaia pamiat' naseleniia iuga Rossii o golode 1932-1933 : materialy nauchno-prakticheskoi konferentsii*, Krasnodar, Isd-vo Traditsiia, 2009.

- Boriak, Hennadii, « Sources and Resources on the Famine in Ukraine's Archival System », *Harvard Ukrainian Studies*, 27, 2004-2005, p. 117-147.
- Boriak, Tetiana, *1933 : « I choho vy shche zhyvi ? »*, Kyiv, Clio, NAN Ukraïny, 2016.
- Borys, Jurij, *The Sovietization of Ukraine 1917-1923 : The Communist Doctrine and Practice of National Self-Determination*, Edmonton, Alberta, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 1980.
- Boulgakov, Mikhaïl, *La Garde blanche*, trad. M. Gourg, in Boulgakov, *La Garde blanche. Nouvelles, récits, articles de variétés*, Œuvres, I, Fr. Flamand (éd.), Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1997, p. 299-594. [*White Guard*, trad. Marian Schwartz, New Haven, CT, Yale University Press, 2008.]
- *Le Maître et Marguerite*, trad. Fr. Flamant, in Boulgakov, *Le Maître et Marguerite et autres romans suivi de théâtre*, Œuvres, II, Fr. Flamant et J.-L. Chavarot (éd.), Paris, Gallimard, NRF, Bibliothèque de la Pléiade, 2004, p. 385-816.
- \*Carr, Edward H. et Robert W. Davies, *A History of Soviet Russia : Foundations of a Planned Economy, 1926-1929*, 4 vol., Londres, Macmillan, 1978.
- Chamberlin, William Henry, « Soviet Taboos », *Foreign Affairs*, 13, n° 3, 1935, p. 431-440.
- Cherfas, Teresa, « Reporting Stalin's Famine : Jones and Muggerridge : A Case Study in Forgetting and Rediscovery », *Kritika : Explorations in Russian and Eurasian History*, 14, n° 4, août 2013, p. 775-804.
- Chlikhter, A., voir Shlikhter.
- Cholokhov, Mikhaïl, *Virgin Soil Upturned*, trad. Stephen Garry, Londres, W. & J. Mackay, 1977 ; *Terres défrichées*, trad. J. Cathala, Paris, Gallimard, Littératures soviétiques, 1964, 2 vol.
- Colley, Margaret Siriol, *Gareth Jones : A Manchukuo Incident*, Newark, NJ, N. L. Colley, 2001.

- Collingham, Lizzie, *The Taste of War : World War II and the Battle for Food*, New York, Penguin Press, 2012.
- Comeford, Vincent, Jansen Lindsay et Noack Christian (éd.), *Holodomor and Gorta Mor : Histories, Memories and Representations of Famine in Ukraine and Ireland*, Londres, Anthem Press, 2014.
- Conquest, Robert, *The Great Terror : Stalin's Purge of the Thirties*, éd. revue, Londres, Macmillan, 1968 ; *La Grande Terreur*, précédé de *Sanglantes moissons*, trad. M.-A. Revellat et Cl. Seban, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2011.
- *The Harvest of Sorrow : Soviet Collectivization and the Terror-Famine*, New York, Oxford University Press, 1986 ; trad. in *La Grande Terreur*, précédé de *Sanglantes moissons*.
- Danylenko, Vasyl' (éd.), *Ukrains'ka intelihentsiia i vlada : zvedenniia sekretnooho vid-dilu DPU USSR 1927-1929 rr.*, Kyiv, Tempora, 2012.
- Davies, Robert W, *The Socialist Offensive : The Collectivization of Agriculture 1929-30*, Londres, Macmillan, 1980.
- et Stephen G. Wheatcroft, *The Years of Hunger : Soviet Agriculture, 1931-1933*, Londres-New York, Palgrave Macmillan, 2009.
- Duranty, Walter, « Russians Hungry But Not Starving », *The New York Times*, 31 mars 1933.
- Figes, Orlando, *Peasant Russia, Civil War : The Volga Countryside in Revolution, 1917-1921*, Oxford, Clarendon Press, 1989.
- *A People's Tragedy : The Russian Revolution, 1891-1924*, Londres, Pimlico, 1997 ; *La Révolution russe : la tragédie d'un peuple*, trad. P-E. Dauzat, Paris, Denoël, 2007 ; rééd. en 2 vol., Gallimard, Folio histoire, 2009.
- *The Whisperers : Private Life in Stalin's Russia*, New York, Metropolitan Books, 2007 ; *Les Chuchoteurs. Vivre et*

- survivre sous Staline*, trad. P.-E. Dauzat, Paris, Denoël, 2009 ; rééd. en 2 vol., Gallimard, Folio histoire, 2014.
- Fisher, Harold H., *The Famine in Soviet Russia, 1919-1923 : The Operations of the American Relief Administration*, New York, Macmillan, 1927.
- Fitzpatrick, Sheila, *Education and Social Mobility in the Soviet Union, 1921-1934*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, 2002.
- « The Great Departure : Rural-Urban Migration in the Soviet Union, 1929-1933 », in *Social Dimensions of Soviet Industrialization*, William G. Rosenberg et Lewis H. Siegelbaum (éd.), Bloomington, IN, Indiana University Press, 1993.
- Gamache, Ray, *Gareth Jones : Eyewitness to History*, Cardiff, Welsh Academic Press, 2013.
- Gergel, Nahum. « The Pogroms in Ukraine in 1918-1921 », *YIVO Annual of Jewish Social Science*, 6 (1951).
- Getty, J. Arch et Naumov, Oleg V., *The Road to Terror : Stalin and the Self-Destruction of the Bolsheviki, 1932-1939*, New Haven, CT, Yale University Press, 2002.
- Graziosi, Andrea, *A New, Peculiar State : Explorations in Soviet History*, Westport, CT, Praeger, 2000.
- *Bol'sheviki i krest'iane na Ukraine, 1918-1919 gody : Ocherk o bol'shevizmakh, natsional-sotsializmakh i krest'ianskikh dvizheniakh*, Moscou, AIRO-XX, 1997.
- « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales (à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930) », trad. Dominique Negrel, *Cahiers du monde russe*, 35, n° 3, juillet-septembre 1994, p. 437-472. [http://www.persee.fr/doc/cmr\\_1252-6576\\_1994\\_num\\_35\\_3\\_2661?g=Collectivisation,%20révoltes](http://www.persee.fr/doc/cmr_1252-6576_1994_num_35_3_2661?g=Collectivisation,%20révoltes).
- *Stalinism, Collectivization and the Great Famine*, in *Holodomor Series*, Cambridge, MA, Ukrainian Studies Fund, 2009.

- « The Great Famine of 1932-1933 : Consequences and Implications », *Harvard Ukrainian Studies*, 25, n° 3/4, Fall 2001, p. 157-165.
- « The Soviet 1931-1933 Famines and the Ukrainian Holodomor : Is a New Interpretation Possible, and What Would Its Consequences Be ? », *Harvard Ukrainian Studies*, 27, n° 1/4, 2004-5, p. 97-115.
- *L'Unione Sovietica 1914-1991*, Bologne, Il mulino, 2011 ;
- *L'URSS di Lenin e Stalin : storia dell'Unione Sovietica, 1914-1945*, Bologne, Il mulino, 2007.
- *Histoire de l'URSS*, PUF, Nouvelle Clio, 2015.
- Grossman, Vassili, *Tout passe*, trad. Jacqueline Lafond, in Grossman, *Œuvres*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 2006.
- Heifetz, Elias, *The Slaughter of the Jews in the Ukraine in 1919*, New York, Thomas Seltzer, 1921.
- Hindus, Maurice, *Red Bread : Collectivization in a Russian Village*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1988.
- Hosking, Geoffrey A., *Russia : People and Empire, 1552-1917*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1997.
- Hryn, Halyna et Hajda, Lubomyr (éd.), *After the Holodomor : The Enduring Impact of the Great Famine of Ukraine*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2013.
- Hrynevych, Lyudmyla, *Holod 1928-1929 rr. u radians'kii Ukraïni*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013.
- « The Price of Stalin's "Revolution from Above" : Anticipation of War among the Ukrainian Peasantry », trad. Marta Olynyk, *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium, <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>
- « Vid zaperechuvannia do vymushenoho vyznannia : pro mekhanizmy vkhodzhennia temy holodu 1932-1933 rr. v ofitsiyni publichnyi prostir u SRSR ta URSR naprykintsi 1980-kh rr. », *Problemy istorii Ukraïny : fakty sudzhennia*,

- poshuky* : *Mizhvidomchyi zbirnyk naukovykh prats'*, 18 (spetsial'nyi vypusk : Holod 1932-1933 rokiv-henotsyd ukrains'koho narodu), 2008, p. 232-244.
- Hunczak, Taras (éd.), *The Ukraine, 1917-1921 : A Study in Revolution*, Cambridge, MA, Distributed by Harvard University Press for the Harvard Ukrainian Research Institute, 1977.
- Iakubova, Larysa D., *Etnichni menshyny v suspil'no-politychnomu ta kul'turnomu zhytti USRR, 20-i – persha polovyna 30-kh rr. XX st.*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2006.
- Iefimenko, Hennadii, « Lykhovisni 30-ti roky na Markivshchyni », in *Holod-henotsyd 1933 roku v Ukraïni : istoryko-politohichnyi analiz sotsial'-no-demohrafichnykh ta moral'no-psykhohichnykh naslidkiv : mizhnarodna naukovo-teoretychna konferen-tsiia*, Kyiv, 28 lystopada 1998 r. : *materialy* : Instytut Istorii Ukraïny (Natsional'na Akademiia Nauk Ukraïny) : *Asotsiatsiia doslidnykiv holodomoriv v Ukraïni.*, Stanislav Vladyslavovych Kul'chyts'kyi et, Veselova Oleksandra (éd.), Kyiv, Vyd-vo M.P. Kots', 2000.
- « Pereseleattia ta deportatsii v postholodomorni roky (1933-1936) : poraionnyi zriz », *Problemy istorii Ukraïny : fakty, sudzhennia, poshuky* : *Mizhvidomchyi zbirnyk naukovykh prats'*, 22, 2013, p. 136-166.
- et Volodymyr M. Lytvyn *et al.*, Larysa Iakubova, « Natsional'ni vidnosyny v radians'kii Ukraïni (1923-1938) », in *Natsional'ne pytannia v Ukraïni XX-pochatku XXI st. : istorychni narysy*, Kyiv, Nika-Tsentr, 2012.
- Ivnitskii, Nikolai A., *Kollektivizatsiia i raskulachivanie, nachalo 30-kh gg.*, Moscou, Interpraks, 1994.
- Jones, Gareth, « Famine Grips Russia, Millions Dying, Idle on Rise, Says Briton », *Chicago Daily News and Evening Post Foreign Service*, 29 mars 1933.

- « Fate of Thrifty in USSR : Gareth Jones Tells How Communists Seized All Land and Let Peasants Starve », *Los Angeles Examiner*, 14 janvier 1935.
  - Press Release. Cité in « Famine Grips Russia, Millions Dying, Idle on Rise, Says Briton », *Evening Post Foreign Service*, 29 mars 1933.
  - « Soviet Confiscate Part of Workers' Wages », *Daily Express*, 5 avril 1933.
- Kasianov, Georgiy, « Holodomor and the Politics of Memory in Ukraine after Independence », in Vincent Comeford, Lindsay Jansen et Christian Noack (éd.), *Holodomor and Gorta Mor : Histories, Memories and Representations of Famine in Ukraine and Ireland*, p. 167-188, Londres, Anthem Press, 2014.
- « Revisiting the Great Famine of 1932-1933 : Politics of Memory and Public Consciousness (Ukraine after 1991) », in Michal Kopecek (éd.), *Past in the Making : Historical Revisionism in Central Europe after 1989*, p. 197-220, Budapest, Central European University Press, 2007.
- \*Khlevniuk, Oleg V., *Stalin : New Biography of a Dictator*, trad. Nora Seligman Favorov, New Haven, CT, Yale University Press, 2015 ; *Staline*, trad. N. Werth, Paris, Belin, 2017.
- Klid, Bohdan, « Daily Life Under Soviet Rule and the Holodomor in Memoirs and Testimonies of the Late 1940s : Some Preliminary Assessments », présenté at the Canadian Association of Slavists 2015 Annual Conference, Ottawa, Ontario, 26 mai 2015.
- « The Black Deeds of the Kremlin : Sixty Years Later », *Genocide Studies International*, 8, 2014, p. 224-235.
- Kondrashin, Viktor, *Golod 1932-1933 godov. Tragediia rossiyskoi derevni*, Moscou, ROSSPEN, 2008
- et Kul'chyts'kyi, Stanislav, « O Samom Glavnom : professor Stanislav Kul'chitskii i ego rossiiskii kollega Viktor Kondrashin : chem byl Golodomor 1932-1933 godov ? », *Den*, Kyiv, 3 juin 2008.

- Kotkin, Stephen, *Stalin : Paradoxes of Power*, vol. 1, New York, Penguin Press, 2014.
- Kubanin, M., *Makhnovshchina : Krest'ianskoe dvizhenie v stepnoi Ukraine v roky grazhdanskoi voyny*, Leningrad, Priboi, 1927.
- Kul'chyts'kyi, Stanislav V., « Comments at UNAS (National Academy of Sciences) Institute of History of Ukraine Seminar », présenté au séminaire de l'Institute of History of Ukraine, Kyiv, 19 avril 2016.
- *Holodomor 1932-1933 rr. iak henotsyd : trudnoshchi usvidomlennia*, Kyiv, Nashchas, 2008.
- *Chervony vyklyk. Istoriiia komunizmu v Ukraïni vid joho narodzhennia do zahybel*, vol. 1-3, Kyiv, Tempora, 2013-2017.
- « Holodomor in the Ukrainian Countryside », in Andrea Graziosi, Lubomyr Hajda et Halyna Hryn (éd.), *After the Holodomor : The Enduring Impact of the Great Famine on Ukraine*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2013.
- « Holodomor u pratsiakh ukraïns'kykh radians'kykh istorykiv 1956-1987 rr. », *Istoriiia v suchasniï shkoli : naukovo-metodychnyi zhurnal*, n° 10, 146, 2013, p. 29-31.
- *Narysy povsiakdennoho zhyttia radians'koï Ukraïny v dobu NEPu (1921-1928 rr.) Kolektyvna monohrafiia v 2-kh chastynakh*, 2 vol., Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2010.
- et Olha M. Movchan, *Nevidomi storinky holodu 1921-1923 rr. v Ukraïni*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 1993.
- Kuromiya, Hiroaki, *Freedom and Terror in the Donbas : A Ukrainian-Russian Borderland, 1870s-1990s*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- Kyrydon, Alla, « Ruinuvannia kul'tovykh sporud (1920-1930-ti rr.) : porushennia tradytsiinoï rytmolohii prostoru », *Ukraïns'kyi Istorichnyi Zhurnal*, 22, n° 6, 2013, p. 91-102.

- Kyrylenko, Vitalii Petrovych, « Holod 1921-1923 rokiv u pivdennii Ukraïni », thèse, Mykolaïvs'kyi Natsional'nyi Universytet imeni V. O. Sukhomlyns'koho, 2015.
- Lemkin, Rafaël, *Axis Rule in Occupied Europe : Laws of Occupation – Analysis of Government – Proposals for Redress*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1944 ; *Qu'est-ce qu'un génocide ?*, préface de Jean-Louis Panné (trad. qui reprend des chapitres d'*Axis Rule*), Paris, Éditions du Rocher, 2008.
- *Lemkin on Genocide*, Steven Leonard Jacobs (éd.), Lanham, MD, Lexington Books, 2012.
- « Soviet Genocide in the Ukraine », unpublished talk, 1953, Raphael Lemkin Papers, New York Public Library, Manuscripts and Archives Division, Astor, Lenox and Tilden Foundations, Raphael Lemkin ZL-273. Reel 3. Disponible sur [https://www.uccla.ca/SOVIET\\_GENOCIDE\\_IN\\_THE\\_UK\\_RAINE.pdf](https://www.uccla.ca/SOVIET_GENOCIDE_IN_THE_UK_RAINE.pdf) ; en français : Rafaël Lemkin, « Le génocide soviétique en Ukraine », trad. I. Hausser, *Commentaire*, n° 127, 2009, p. 639-643.
- Lytvyn, Volodymyr M. et al. (éd.), *Ukraina : Politychna Istoriiia XX pochatok-XXI stolittia*, Kyiv, Parlaments'ke vydavnytstvo, 2007.
- Mace, James, *Communism and the Dilemmas of National Liberation : National Communism in Soviet Ukraine, 1918-1933*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1983.
- Magocsi, Paul Robert, *A History of Ukraine : The Land and its Peoples*, 2<sup>e</sup> éd. Toronto, University of Toronto Press, 2010.
- Marochko, Vasyl' et Movchan, Olha, *Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni : khronika*, Kyiv, Kyievo-Mohylians'ka Akademiia, 2008.
- Marples, David, *Holodomor : Causes of the Famine of 1932-1933 in Ukraine*, Saskatoon, Saskatchewan, Heritage Press, 2011.

Martin, Terry, « Famine Initiators and Directors : Personal Papers : The 1932-1933 Ukrainian Terror : New Documentation on Surveillance and the Thought Process of Stalin », in Isajiw W. Wsevolod (éd.), *Famine-Genocide in Ukraine, 1932-1933*, Toronto, Ukrainian Canadian Research and Documentation Centre, 2003.

— *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2001.

Maskudov, Sergei, « Victory over the Peasantry », in Halyna Hryn (éd.), *Hunger by Design : The Great Ukrainian Famine and its Soviet Context*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 2008.

Mattingly, D., « Idle, Drunk and Good-for-Nothing : Cultural Memory of the Holodomor Rank-and-File Perpetrators », in Anna Wylegała et Małgorzata Głowacka-Grajper (éd.), *The Burden of Memory : History, Memory and Identity in Contemporary Ukraine*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 2017.

\*Medvedev, Roy Alexandrovitch, *Let History Judge : The Origins and Consequences of Stalinism*, first published 1969, édition revue et augmentée, trad. George Shriver, Oxford, Oxford University Press, 1989 ; en français, voir la traduction de la 1<sup>re</sup> édition, *Le Stalinisme. Origines, histoire, conséquences*, Paris, Seuil, 1972.

Merridale, Catherine, *Night of Stone : Death and Memory in Twentieth-Century Russia*, New York, Viking, 2001.

— « The 1937 Census and the Limits of Stalinist Rule », *The Historical Journal*, 39, n° 1, 1<sup>er</sup> mars 1996.

Montefiore, Simon Sebag, *Stalin : The Court of the Red Tsar*. New York, Knopf, 2004 ; *Staline. La cour du tsar rouge*, trad. Fl. La Bruyère et A. Roubichou-Stretz, Paris, Éditions des Syrtes, 2005.

\* – *The Romanovs*, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 2016 ; *Les Romanov, 1613-1918*, trad. P. Le Bourdon-Brécourt,

- T. Chazal, C. Lee, Paris, Calmann-Lévy, 2016 ; rééd. Le Livre de poche, 2017.
- Motyl, Alexander, *The Turn to the Right : The Ideological Origins and Development of Ukrainian Nationalism, 1919-1929*, New York, Columbia University Press, 1980.
- Naimark, Norman M., *Stalin's Genocides*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2010 ; *Les Génocides de Staline*, trad. J. Pouvelle, Paris, L'Arche, 2012.
- Noll, Vil'iam, *Transformatsiia hromadians'koho suspil'stva : Usna istoriia ukraïns'koï seians'koï kul'tury, 1920-1930 rokiv*, Kyiv, Rodovid, 1999.
- Osokina, Elena Aleksandrovna, *Zoloto dlia industrializatsii : Torgsin*, Moscou, ROSSPEN, 2009.
- *Our Daily Bread : Socialist Distribution and the Art of Survival in Stalin's Russia, 1927-1941*, trad. Kate Transchel et Greta Bucher, Londres-New York, Routledge, 2005.
- Palij, Michael, *The Anarchism of Nestor Makhno, 1918-1921 : An Aspect of the Ukrainian Revolution*, Seattle, WA, University of Washington Press, 1976.
- Papakin, Heorhii V., « *Chorna doshka* » : *antyselians'ki represii, 1932-1933*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2013.
- « Blacklists as an Instrument of the Famine-Genocide of 1932-1933 in Ukraine », trad. Marta Olynyk, *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium. <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>.
- *Donbas na « chornii doshtsi », 1932-1933 : Naukovo-populiarnyi narys*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2014.
- Pasternak, Boris, *Le Docteur Jivago*, trad. M. Aucouturier, L. Martinez, J. de Proyart et H. Zamoyska, p. 701-1316, in *Boris Pasternak*, M. Aucouturier (éd.), *Œuvres*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1990. [*Doctor Zhivago*, trad. Richard Pevear et Larissa Volokhonsky, New York, Pantheon Books, 2010.]

- Patenaude, Bertrand, *The Big Show in Bololand : The American Relief Expedition to Soviet Russia in the Famine of 1921*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2002.
- Pauly, Matthew D., *Breaking the Tongue : Language, Education, and Power in Soviet Ukraine, 1923-1934*, Toronto, University of Toronto Press, 2014.
- Pidhainy, Semen O. (éd.), *The Black Deeds of the Kremlin : A White Book*, 2 vol., Toronto, Basilian Press, 1953.
- Pipes, Richard, *Russia under the Bolshevik Regime*, New York, Vintage Books, 1995.
- (éd.), *The Unknown Lenin : From the Secret Archive*, New Haven, CT, Yale University Press, 1999.
- Platonov, Andreï Platonovitch, *Fourteen Little Red Huts and Other Plays*, trad. Robert Chandler, Jesse Irwin et Susan Larsen, New York, Columbia University Press, 2016 ; trad. inédite de L. Martinez, *Quatorze petites isbas rouges*, montée au Théâtre de la Colline en 2000.
- Plokyh, Serhii, « Mapping the Great Famine », *MAPA : Digital Atlas of Ukraine*, Harvard Ukrainian Research Institute, consulté le 23 avril 2017. <http://gis.huri.harvard.edu/images/pdf/MappingGreatUkrainianFamine.pdf>.
- *The Gates of Europe : A History of Ukraine*, New York, Basic Books, 2015.
- *Unmaking Imperial Russia : Mykhailo Hrushevsky and the Writing of Ukrainian History*, Toronto, University of Toronto Press, 2005. <http://www.deslibris.ca/> ID/418634.
- Pohl, Otto J., Schmaltz, Eric J. et Vossler, Ronald J., « “In Our Hearts We Felt the Sentence of Death” : Ethnic German Recollections of Mass Violence in the USSR, 1928-1948 », *Journal of Genocide Research*, 11, n° 2, 2009, p. 325-327.
- Power, Samantha, *A Problem from Hell*, New York, Basic Books, 2002.
- Prymak, Thomas M., *Mykhailo Hrushevsky : The Politics of National Culture*, Toronto, University of Toronto Press,

1987.

Rigoulot, Pierre, *Les Paupières lourdes. Les Français face au goulag : Aveuglements et indignations*, Paris, Éditions universitaires, 1991.

Riznykiv, Oleksa, *Īdlo 33-ho : slovnyk holodomoru*, Odesa, Iurydychna literatura, 2003.

Romanets', N. R., « Borot'ba z samosudamy v Ukraïns'komu seli, 1933-1935 rr. », *Naukovi pratsi istorychnoho fakul'tetu Zaporiz'koho Natsional'noho Universytetu*, XXIX, 2010, p. 186-191.

Rubl'ov, Oleksandr Serhiiovych et Reient, Oleksandr Petrovych, *Ukraïns'ki vyzvol'ni zmahannia 1917-1921 rr.*, Kyiv, Al'ternatyvy, 1999.

Sands, Philippe, *East West Street : On the Origins of « Genocide » and « Crimes Against Humanity »*, New York, Knopf, 2016 ; *Retour à Lemberg*, trad. A. von Busekist, Paris, Albin Michel, 2017.

Serhiichuk, Volodymyr et al., *Ukraïns'kyi khlib na eksport, 1932-1933*, Kyiv, PP Serhiichuk M.I., 2006.

— *Pohromy v Ukraïni 1914-1920 : vid shtuchnykh stereotypiv do hirkoï pravdy, prykhovuvanoi vadians'kykh arkhivakh*, Kyiv, Vyd-vo im. O. Telihiy, 1998.

\*Service, Robert W., *Lenin : A Biography*, Londres, Papermac, 2001 ; *Lénine*, trad. M. Devillers-Argouarc'h, Paris, Perrin, 2012.

Shapoval, Iurii (Yuri), « Fatal'na Ambivalentnist », *Krytyka : mizhnarodnyi ohliad knyzhok ta idei*, mai 2015. <https://krytyka.com/ua/articles/fatalna-ambivalentnist>.

— « Petro Shelest : 100th Anniversary of the Birth of One of Ukraine's Most Spectacular Political Figures », *Den*, 4 mars 2008.

— « Stoletnii Shelest : 14 fevralia ispolniaetsia 100 let odnomu iz samykh koloritnykh rukovoditelei USSR », *Den*, 8 février 2008.

- « The Case of the “Union for the Liberation of Ukraine” : A Prelude to the Holodomor », *Holodomor Studies*, 2, n° 2, été-automne 2010.
- « The Mechanisms of the Informational Activity of the GPU-NKVD », *Cahiers du monde russe*, 22, 2001, p. 207-230.
- « The Symon Petliura Whom We Still Do Not Understand », *Den*, 18, modifié dernièrement le 6 juin 2006, consulté le 20 avril 2017. [http://www.ukemonde.com/petlyura/petlyura\\_notunder.html](http://www.ukemonde.com/petlyura/petlyura_notunder.html)
- *Ukraina 20–50 rr. : Storinky nenapysanoi istorii*, Kyiv, Naukova Dumka, 1993.
- « Vsevolod Balickij, bourreau et victime », *Cahiers du monde russe*, vol. 44, n° 2-3, 2003, p. 369-399.
- « “Zhyttia ta smert” Mykoly Khvyl’ovoho : u svitli rozsekrenchenykh dokumentiv HPU », *Z arkhiviv VUChK, HPU, NKVD, KHB* 2, n° 30-31, 2008, p. 316-317.
- \* – avec Alain Blum, *Faux coupables. Surveillance, aveux et procès en Ukraine soviétique (1924-1934). L'exemple de M. Gruševskij et S. Efremov*, Paris, CNRS Éditions, 2012.
- Shevelov, George Y., *The Ukrainian Language in the First Half of the Twentieth Century, 1900-1941 : Its State and Status*, Cambridge, MA, Harvard Ukrainian Research Institute, 1989.
- Shkandrij, Myroslav et Bertelsen, Olga, « The Soviet Regime’s National Operations in Ukraine, 1929-1934 », *Canadian Slavonic Papers*, 55, n° 3-4 (septembre-décembre 2013), p. 160-183.
- Shlikhter [Chlikhter], Aleksandr, « Bor’ba za khleb na Ukraine v 1919 godu », *Litopys revoliutsii : Zhurnal istorii KP(b)U ta Zhovtnevoi revoliutsii na Ukraini*, 2, n° 29, 1928.
- Sipko, S, « A Report for the Holodomor Research and Education Consortium », s. é., 2013.

- Smolii, Valerii A. *et al.*, « *Ukrainizatsiia* » 1920-1930-*kh* rokiv : *peredumovy, zdobutky, uroky*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2003.
- *Istoriia ukraïns'koho selianstva : Narysy v 2-kh tomakh*, 2 vol., Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2006.
- Snyder, Timothy, *Black Earth : The Holocaust as History and Warning*, New York, Tim Duggan Books, 2015 ; trad. P.-E. Dauzat, *Terre noire. L'holocauste, et pourquoi il peut se répéter*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2016.
- *Bloodlands : Europe Between Hitler and Stalin*, New York, Basic Books, 2010 ; trad. P.-E. Dauzat, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2012.
- *Sketches from a Secret War : A Polish Artist's Mission to Liberate Soviet Ukraine*, New Haven, CT, Yale University Press, 2005.
- et Brandon, Ray, *Stalin and Europe : Imitation and Domination, 1928-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
- Sosnovyi, S., « Pravda pro velykyi holod na Ukraïni v 1932-1933 rokakh », *Ukraïns'ki visti*, 7 février 1948.
- Subtelny, Orest, *Ukraine : A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1988.
- Sysyn, Frank, « The Ukrainian Famine of 1932-1933 : The Role of the Ukrainian Diaspora in Research and Public Discussion », in Levon Chorbajian et George Shirinian (éd.), *Studies in Comparative Genocide*, New York, St. Martin's Press, 1999.
- « Thirty Years of Research on the Holodomor : A Balance Sheet », in Frank Sysyn et Andrij Makuch (éd.), *Contextualizing the Holodomor : The Impact of Thirty Years of Ukrainian Famine Studies*, Toronto, Canadian Institute of Ukrainian Studies, 2015.
- Taylor, Sally J., *Stalin's Apologist : Walter Duranty, the New York Times's Man in Moscow*, New York, Oxford University Press, 1990.

Thévenin, Étienne, « France, Allemagne et Autriche face à la famine de 1932-1933 en Ukraine », James Mace Memorial Panel, IAUS Congress, Donetsk, Ukraine, 6 juin 2005, consulté le 6 octobre 2017  
<http://linsan.com/ukraine2005/Etienne%20Thevein.doc>  
[http://linsan.com/james\\_mace.htm](http://linsan.com/james_mace.htm).

Tottle, Douglas, *Fraud, Famine, and Fascism : The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Books, 1987.

Tucker, Robert C., *Stalin in Power : The Revolution from Above, 1928-1941*, New York, W. W. Norton, 1992.

Vasyl'ev, Valerii, « Osoblyvosti polityky kerivnytstva VKP(b) u sil's'komu hospodarstvi URSR (Kinets' 1933-1934 rr.) », *Ukrains'kyi selianyn : pratsi Naukovo-doslidnoho Instytutu Selianstva*, 10, 2006, p. 342-348.

— *Politychne kerivnytstvo URSR i SRSR : Dynamika vidnosyn tsentr-subtsentr vlady 1917-1938*, Kyiv, Instytut Istorii Ukraïny NAN Ukraïny, 2014.

— et Shapoval, Iurii I., *Komandyry velykoho holodu : Poïzdky V. Molotova i L. Kahanovycha v Ukraïnu ta Pivnichnyi Kavkaz, 1932-1933 rr.*, Kyiv, Heneza, 2001.

Viola, Lynne, *Peasant Rebels Under Stalin : Collectivization and the Culture of Peasant Resistance*, Oxford, Oxford University Press, 1996.

— *The Best Sons of the Fatherland : Workers in the Vanguard of Soviet Collectivization*, New York, Oxford University Press, 1987.

— et Danilov, Viktor P. (éd.), *The War Against the Peasantry, 1927-1930 : The Tragedy of the Soviet Countryside*, trad. Steven Shabad, New Haven, CT, Yale University Press, 2005.

Wolowyna, Oleh, Plokyh, Serhii, Levchuk, Nataliia, Rudnytskyi, Omelian, Shevchuk, Pavlo, et Alla Kovbasiuk, « Regional Variations of 1932-1934 Famine Losses in Ukraine », *Canadian Studies in Population*, 43, n° 3-4, 2016, p. 175-202.

Yevsieieva, Tetiana, « The Activities of Ukraine's Union of Militant Atheists during the Period of All-Out Collectivization, 1929-1933 », trad. Marta Olynyk, *Key Articles on the Holodomor Translated from Ukrainian into English*, Holodomor Research and Education Consortium. <http://holodomor.ca/translated-articles-on-the-holodomor>.

## INDEX

- Académie ukrainienne des beaux-arts [42](#)
- Académie ukrainienne des sciences [46](#), [108](#), [110](#),  
[131](#), [133](#), [135](#), [139](#), [260](#), [263](#), [265](#), [354](#), [399](#)
- Affamement [379](#)
- Afghanistan, invasion soviétique (1979) [392](#)
- Agriculture [21](#)
- Voir fermes collectives (kolkhozes) ;  
    collectivisation ; collecte des céréales
- Alexandre I<sup>er</sup>, tsar [36](#)
- Alexandre II, tsar [35](#), [37](#)
- Alexeïevitch, Svetlana [384](#)
- Alimentation, vivres [22](#), [25](#), [31](#), [59](#), [62-63](#), [68](#), [93-94](#),  
[99](#), [101](#), [103](#), [106](#), [119](#), [141](#), [164](#), [175](#), [181](#), [186](#),  
[201](#), [233-234](#), [270-271](#), [273](#), [277](#), [280](#), [283-284](#),  
[287-288](#), [292](#), [295](#), [300](#), [313](#), [318](#), [332-333](#), [335](#),  
[337](#), [352](#), [357](#), [359](#), [365](#), [367](#), [378-379](#), [396](#), [404](#),  
[415](#)
- Allemagne [45](#), [58](#), [83](#), [118](#), [202](#), [326](#), [356](#), [358](#), [360](#),  
[370](#), [372](#), [378-379](#), [385-387](#)
- Allemagne nazie [358](#)
- Allemands (minorité) [36](#), [141](#), [162](#), [212](#), [332](#), [344](#)
- Allilouïeva, Kira [230](#), [242](#)
- Allilouïeva, Nadejda Sergueïevna (femme de Staline) [229-230](#), [232](#)
- Allilouïeva, Svetlana (fille de Staline) [229](#)
- American Enterprise Institute [393](#)
- American Relief Administration (ARA) [97-101](#),  
[103](#), [106](#)
- Andrew, prince, Grande-Bretagne [409](#)

Angelina, Pacha [157](#), [183](#)  
Antonenko, Borys [138](#)  
Antonov-Ovseïenko, Volodymyr [56](#), [70](#)  
Arbouzynka, province de Mykolaïv [285-287](#)  
Archinov, Piotr [73-74](#)  
Architecture [265](#)  
Arkhangelsk, région [163](#), [169](#)  
Armée blanche (ancien régime) [45](#), [50](#), [54](#), [69](#), [78-80](#), [83](#), [87-88](#), [115](#), [227](#), [258-259](#)  
Armée noire (makhnovistes) [74](#), [79](#), [91](#)  
Armée rouge [45](#), [54-57](#), [62-63](#), [67-68](#), [70-71](#), [74-79](#), [84](#), [88](#), [92](#), [103](#), [106](#), [109](#), [115](#), [142](#), [146](#), [162](#), [166](#), [170](#), [173](#), [184](#), [191](#), [196](#), [210](#), [219](#), [239](#), [346](#), [350](#), [379](#), [381](#), [385](#), [405](#)  
Arménie [43](#), [51](#), [409](#)  
Art [34](#), [43](#), [98](#), [109](#), [128](#), [131](#), [202](#), [251](#), [266](#)  
Asie centrale [51](#), [169](#), [196](#), [253](#), [368](#)  
Askatine, Oleksandr [354](#)  
Astor, Nancy [361](#)  
Autriche-Hongrie (empire) [33-34](#), [45](#)  
Avdiïenko, Mykhaïlo [354](#)  
Azerbaïdjan [409](#)  
Babel, Isaac [79](#)  
Babenko, Nadia [324](#)  
Babi Yar, massacres du ravin de (1941) [384](#)  
Bacha, Mykola [297](#)  
Bachkirie [196](#)  
Backe, Herbert [378-379](#)  
Bajan, Mykola [262](#)  
Bakaï, Anatoli [314](#)  
Balanovskyi, Mykhaïlo [276](#)  
Balkars [340](#)

Balytsky, Vsevolod [114-116](#), [131-133](#), [135-136](#), [146](#),  
[178](#), [186](#), [189-192](#), [194](#), [196-197](#), [215](#), [226](#), [241](#),  
[254-255](#), [258-260](#), [265](#), [282](#), [306](#)

bandoura (instrument de musique) [112](#), [172-173](#)

Barakhty, mémorial de la famine [330](#)

Barbar, Arkadii [137](#)

Barthou, Louis [372](#)

Basmatchi, mouvement de guérilla [196](#)

Batoumi, Géorgie [243](#)

BBC [391](#)

Bendryk, Maria [270](#)

Berdytchiv [83](#), [196](#)

Bibliothèque nationale ukrainienne [46](#), [263](#)

Bielinski, Vissarion [31](#)

Biélorussie [115](#), [163](#), [170](#), [239](#), [242](#), [340](#), [378](#)

Bila Tserkva, province de Kyiv [183](#)

Bilenky, Serhiy [31](#)

Bilorous, Hanna [308](#)

*Black Deeds of the Kremlin* (Pidhainy, éd.) [387-388](#)

Blanche (mer) [163](#), [170](#), [308](#)

Błażejewska, Maria [243](#)

Bohdanivka, district de Pavlohrad [193-194](#)

Boitchouk, Mykhaïlo [129](#)

Boitchouk, Petro [292](#)

Bolcheviks [49-64](#), [66](#), [68-71](#), [74-77](#), [79](#), [81-83](#), [85-](#)  
[89](#), [91-92](#), [98-99](#), [103](#), [105-108](#), [114-115](#), [120](#), [123](#),  
[127-130](#), [132](#), [136](#), [142-145](#), [147](#), [153](#), [157](#), [161](#),  
[173](#), [176](#), [181](#), [202](#), [207](#), [230](#), [237](#), [260](#), [269](#), [285](#),  
[318](#), [334](#), [382](#), [401](#), [415](#)

Bondarenko, Maria [350](#)

*Borotba* [43](#)

*Borotbysty*, groupe [43](#), [69-70](#), [107](#), [109](#), [132](#)

Boudantseva, Halyna [299](#)

Boudienny, Semion [230](#), [242](#)  
Boudynok « Slovo » [261-262](#)  
Bouhaïevytch, Ihor [272](#)  
Boukharine, Nikolai [50](#), [106](#), [119](#), [126-127](#), [151](#),  
[230-231](#)  
Boulgakov, Mikhaïl [46-48](#), [73](#), [324](#)  
    *La Garde blanche* (1926) [46](#)  
    *Le Maître et Marguerite* [324](#)  
Brest-Litovsk, traité de (1918) [45-46](#), [54](#)  
Brigades de collectivisation [69](#), [166](#)  
Brynza, Ivan [296](#)  
Buckley, William [392](#)  
Bulgarie [45](#), [385](#)  
Cairns, Andrew [316-317](#), [359-360](#)  
Canada [97](#), [356](#), [385](#), [387-389](#)  
*Cardiff Western Mail* [369](#)  
Carpates [29](#)  
Cartes (coupons) alimentaires [172](#), [244](#), [248](#), [283](#),  
[316](#), [368](#)  
Caucase [114](#), [210](#), [326](#), [340](#), [350](#), [377](#)  
Caucase du Nord [21](#), [95](#), [111](#), [123](#), [129](#), [134](#), [144](#),  
[179](#), [191](#), [196](#), [199-200](#), [205](#), [230](#), [232-233](#), [238](#),  
[246-247](#), [252-253](#), [258](#), [332](#), [345](#), [353](#), [357](#), [359](#),  
[364](#), [368](#), [396](#)  
Chakhty, procès (1928) [134-135](#), [207](#)  
Chamberlin, William Henry [363](#), [365](#), [370-371](#)  
Charbon, industrie [37](#), [134](#)  
Chelest, Petro [318](#), [391](#)  
Chepetivka, district [190](#)  
Chepour, Volodymyr [375](#)  
Chevelov, George [267](#)  
Chevtchenko, Taras [29](#), [35](#), [42](#), [112](#), [135](#), [285](#), [375](#),  
[391](#)

« Le désastre, à nouveau » (1859) [375](#)  
« Zapovit » (« Testament », 1845) [29](#), [35](#)  
Chevtchouk, Larysa [270](#)  
*Chicago Daily News* [369](#)  
Chine [119](#)  
Chlikhter, Alexandre [65-69](#), [71](#), [78](#), [93](#), [157](#)  
Cholokhov, Mikhaïl [123](#), [154](#), [179](#), [344-346](#)  
*Terres défrichées* [123](#), [154](#)  
Chopin, Kyrylo [192-193](#)  
Chostakovitch, Dmitri [172](#)  
Choulhyn, Oleksandr [45](#)  
Choumskyi, Oleksandr [107](#), [110](#), [113](#), [130](#), [132-133](#),  
[260](#), [262](#)  
Chtcherbytskyi, Volodymyr [397](#), [399](#)  
Club ukrainien [43](#)  
Clyman, Rhea [362-364](#)  
Collecte des céréales [22](#), [65-67](#), [71](#), [85](#), [99](#), [120-121](#),  
[256](#), [286](#)  
Collectivisation [25](#), [85](#), [92](#), [124-127](#), [140](#), [142](#), [144](#),  
[148-152](#), [154-159](#), [161-163](#), [166](#), [168-169](#), [171](#), [173-](#)  
[176](#), [178](#), [180-181](#), [183-185](#), [189](#), [191-194](#), [196](#),  
[199-202](#), [205-206](#), [211](#), [214-215](#), [230-232](#), [240](#), [258](#),  
[269](#), [274](#), [276](#), [278-280](#), [282-283](#), [293](#), [299](#), [313](#),  
[324](#), [332](#), [334](#), [337](#), [345-346](#), [353](#), [358](#), [360](#), [363-](#)  
[364](#), [377](#), [383](#), [386](#), [390-391](#), [394](#), [404](#), [410](#), [416](#)  
Collier, Laurence [359-360](#), [372](#)  
Commémoration [409](#)  
Voir mémoire  
Commissariat à l'alimentation [61](#)  
Commissariat à l'éducation [132](#), [261-262](#)  
Commissariat à la défense [230](#)  
Commissariat à la justice [107](#)  
Commissariat au commerce [203](#), [205](#)

Commissariat aux affaires étrangères [57](#)  
Commissariat de l'approvisionnement alimentaire [60](#)  
Commissariat du peuple à l'agriculture [151](#)  
Commissariat du peuple aux nationalités [53](#), [62](#)  
Communisme [55](#), [107](#), [109](#), [153](#), [262](#), [344](#), [386](#), [389](#), [397](#)  
    Voir aussi Bolcheviks  
Communisme de guerre [59-60](#), [63](#), [93](#), [117](#), [125](#), [165](#), [210](#)  
Congrès national panukrainien [43](#)  
Conquest, Robert [25](#), [392-393](#), [395-396](#)  
    *Sanglantes moissons* [25](#), [392-393](#), [395](#)  
Cosaques [32-33](#), [69-70](#), [101](#), [111](#), [168](#), [184](#), [191-192](#), [196](#), [239](#), [253](#)  
Crimée [26](#), [49](#), [87-88](#), [92](#), [100](#), [200](#), [340](#), [377](#), [412](#), [415](#)  
Croix-Rouge internationale [75](#), [83](#), [97](#), [213](#), [244](#)  
Curzon, lord [203](#)  
Daghestan [196](#)  
*Daily Express* [369](#)  
Davydenko, Maria [305](#)  
Debaltseve, ville [240](#)  
Denikine, Anton [78-79](#), [82-83](#), [86-87](#), [91](#)  
Dix-neuvième Conférence du parti (1988) [399](#)  
Dniepr, fleuve [29](#), [32](#), [35](#), [114](#), [361](#)  
Dnipropetrovsk, province (Katerynoslav) [95](#), [103](#), [182](#), [190](#), [192-194](#), [211](#), [213](#), [259](#), [274](#), [283-284](#), [291](#), [295](#), [297](#), [307](#), [319](#), [333](#), [338](#), [341](#), [351](#), [376](#)  
Dnipropetrovsk, ville (Katerynoslav) [29](#), [78](#), [334](#)  
Dolgoroukov, prince Ivan [31](#)  
Dolot, Miron [149-150](#), [152](#), [156](#), [160](#), [163](#), [186](#), [293](#)

[Donbass, région](#) [37](#), [134](#), [168-170](#), [237](#), [248](#), [258](#), [291](#), [315-316](#), [342-343](#)

[Donetsk, province](#) [54](#), [63](#), [157](#), [240](#), [265](#), [308](#), [333](#), [339](#)

[Donetsk, ville](#) [29](#), [37](#), [49](#), [244](#), [264](#), [333](#), [366](#)

[Don, province](#) [33](#), [54](#), [69-70](#), [184](#)

[Doronenko, Maria](#) [293](#)

[Doudnyk, Ivan](#) [307](#)

[Drajevskaja, Lioubov](#) [322-323](#)

[Dratch, Ivan](#) [398](#), [400-401](#)

[Drobylko, Petro](#) [349](#)

[Duranty, Walter](#) [349](#), [363-365](#), [370-373](#), [392](#)

[Dzerjinski, Felix](#) [91](#), [115](#)

[Écoles](#) [34](#), [36](#), [43](#), [50-51](#), [64](#), [79](#), [111-113](#), [150](#), [172](#), [174-175](#), [253](#), [260](#), [263](#), [280](#), [283-284](#), [291](#), [295](#), [301](#), [306](#), [318-319](#), [338](#), [360](#), [376](#), [391](#), [393](#), [402](#), [406](#)

[Egides, Peter](#) [316](#)

[Église catholique](#) [356](#)

[Église orthodoxe](#) [33](#), [102](#), [109](#), [136](#), [265](#)

[Ekaterinovka, village, Caucase du Nord](#) [179](#)

[Émancipation des serfs \(1861\)](#) [35](#), [249](#)

[Epp, Heinrich](#) [78-80](#)

[États-Unis](#) [45](#), [97](#), [273](#), [326](#), [356](#), [372](#), [389](#), [392](#), [395](#), [405](#)

[Ethniques, groupes](#) [80](#), [162](#), [252](#), [355](#), [404](#), [407](#)

Voir aussi Allemands (minorité)

[Famine \(1921-1923\)](#) [22](#), [95-103](#), [118](#), [145](#), [174](#), [180](#), [212](#), [292](#), [350](#), [369](#), [382](#), [395](#)

[Famine \(1928-1929\)](#) [145](#), [154](#), [169](#), [178](#), [180](#), [187](#), [200](#), [202](#), [269](#)

[Famine \(1932-1933\)](#) [21-27](#), [67](#), [86](#), [103](#), [127](#), [145](#), [159](#), [168](#), [170](#), [172](#), [176](#), [178](#), [197](#), [200](#), [209-213](#), [216-218](#), [229-230](#), [233-234](#), [241](#), [246](#), [248](#), [251-253](#),

[255](#), [260](#), [262-263](#), [265](#), [269](#), [280](#), [283](#), [286](#), [288-290](#), [293](#), [295-297](#), [299](#), [302-304](#), [306-308](#), [313-314](#), [318-320](#), [323](#), [325-327](#), [329-334](#), [336-337](#), [339](#), [342-344](#), [346](#), [349-353](#), [355-362](#), [364-369](#), [371-372](#), [375-376](#), [378](#), [380-387](#), [389-391](#), [394-404](#), [407-413](#), [415](#), [417](#)

Famine (1946-1947) [332](#), [385](#)

Fergana, région, Asie centrale [196](#)

Fermes collectives [21-22](#), [64-65](#), [67](#), [89](#), [92](#), [124-125](#), [127](#), [145](#), [149-153](#), [155](#), [157](#), [159](#), [161-169](#), [171](#), [175](#), [177-182](#), [184](#), [186-188](#), [192](#), [195](#), [199-201](#), [204-208](#), [211-212](#), [217-218](#), [220-224](#), [231](#), [234-235](#), [237-238](#), [240-242](#), [246](#), [252](#), [254-258](#), [263](#), [271](#), [275-277](#), [281](#), [284](#), [286](#), [295-297](#), [299](#), [307](#), [314](#), [318-319](#), [329](#), [336-342](#), [345](#), [349](#), [356](#), [358](#), [361](#), [367](#), [378-379](#), [382](#), [410](#)

Fouilles [403](#)

Voir Perquisitions

France [33](#), [45](#), [48](#), [119](#), [326](#), [385](#)

France, Anatole [360](#)

Frounze, Mikhaïl [92](#)

Galicie [30](#), [33](#), [37-38](#), [42-43](#), [48](#), [383-384](#)

Gaz, industrie [202](#)

Génocide, notion de [23](#), [404-407](#), [409](#), [411-412](#)

Géorgie [43](#), [51](#), [53](#), [243](#)

Getty, J. Arch [393](#)

*Glasnost* [397-399](#)

Goebbels, Joseph [380](#)

Gogol, Nicolas [29](#), [264](#), [369](#)

Gorbatchev, Mikhaïl [181](#), [397-399](#)

Göring, Hermann [379](#)

Gorki, Maxime [96-97](#), [229](#)

Goulag [138](#), [147](#), [153](#), [163](#), [170](#), [200](#), [207](#), [224](#), [255-256](#), [308](#), [355](#), [363](#), [384-386](#), [390](#), [398](#)

Gouvernement provisoire (1917) [51](#), [53](#), [56](#), [60](#)  
Gradenigo, Sergio [306](#), [342](#), [358](#)  
Grand-duché de Lituanie [30](#)  
Grande Terreur (1937-1938) [114](#), [170](#), [190](#), [197](#),  
[232](#), [263](#), [267](#), [302](#), [343](#)  
« Grand tournant » [125](#)  
Graziosi, Andrea [24](#), [26](#), [334](#)  
Grecs, minorité [344](#)  
Grigorenko, Piotr [21](#)  
    Voir Hryhorenko, Petro  
Grossman, Vassili [248](#), [269](#), [299](#)  
Guerre civile [50](#), [52-53](#), [60](#), [63](#), [68-69](#), [85](#), [92-94](#), [99](#),  
[121](#), [126](#), [128](#), [136](#), [140](#), [142](#), [154](#), [160](#), [178](#), [183](#),  
[189-190](#), [192](#), [196](#), [225-226](#), [230](#), [237](#), [240](#), [253](#),  
[282](#), [293](#), [337](#), [410](#)  
Guerre froide [387-389](#), [393](#), [406](#)  
Harmach, Max [338-339](#)  
Harvard Ukrainian Research Institute [25-26](#), [389](#),  
[392-393](#)  
*Harvest of Despair* (documentaire, 1985) [392](#), [395](#)  
Haut-Karabakh, région [409](#)  
Havryliouk, Matvii [93-94](#), [158](#), [282](#)  
Heinz II, Jack [366](#)  
Hencke, Andor [332](#)  
Hérodote [32](#)  
Herriot, Édouard [361-362](#), [364](#), [372](#)  
Hilger, Gustav [358](#)  
Himmler, Heinrich [379](#)  
Hindus, Maurice [123](#), [153](#), [161](#)  
Hitchens, Christopher [392](#), [395](#)  
Hitler, Adolf [357-358](#), [360](#), [366](#), [370](#), [372](#), [377-379](#)  
Holocauste [294](#), [318](#), [344](#), [377](#), [394](#), [401](#), [407](#)

Holodomor [23](#), [26](#), [234](#), [269](#), [330](#), [333](#), [375](#), [384](#), [406-412](#), [415](#)

Voir aussi Famine (1932-1933)

Holodomor Research and Education Consortium, Toronto [25](#)

Hontcharenko, Oleksandr [156](#), [168](#), [171](#), [302](#)

Hoover, Herbert [97-98](#)

Horban, Varvara [319](#)

Horodychtche, district de Vorochilov [240](#), [274](#), [307](#), [341](#)

Hosking, Geoffrey [393](#)

Houliaïpole (Gouliaï-Polié), province [74-75](#), [102](#)

Hrebinky [330](#)

Hrouchevsky, Mykhaïlo [42](#), [45](#), [48-49](#), [54](#), [104](#), [108-109](#), [113](#), [130](#), [133](#), [260](#), [264](#), [285](#), [399](#)

Hryhorenko (Grigorenko), Petro [112](#), [174](#), [299](#)

Hryhoriev, Otaman Matvii [73](#), [76-78](#), [83](#), [142](#)

Hrynevytch, Lyoudmyla [146](#)

Hughes, John [37](#), [366](#)

Iagoda, Guenrikh [121](#), [156](#), [162](#), [196](#), [247](#), [259](#)

Iakovlev, Iakov [340](#)

Ialovyi, Mykhaïlo [262](#)

Ianoukovitch, Viktor [26](#), [411-412](#)

Iarochenko, Kateryna [283](#)

« Indigénisation » (*korenizatsiia*) (1923) [104](#)

Industrie soviétique [125](#), [127](#), [206](#)

Ingouches [340](#)

Innitzer, cardinal [357](#)

Institut de la mémoire nationale [408](#), [411](#)

Institut d'histoire du parti, Union soviétique [394](#), [400](#)

Institut du langage scientifique ukrainien [146](#)

Institut pédagogique, Nijyn [264](#)

Intellectuels [23-24](#), [33-34](#), [42-43](#), [53](#), [64](#), [86](#), [131](#), [133](#), [135](#), [139](#), [143-144](#), [153](#), [196](#), [253](#), [285](#), [300](#), [344](#), [360-361](#), [390](#), [399-400](#), [403](#), [411](#), [417](#)

Iouchtchenko, Viktor [408-411](#)

Italie [31](#), [202](#), [204](#), [358](#)

Ivanissov, Semen [122](#), [124](#)

Ivanova, Hlafyra [291](#)

Jackson, Robert [406](#)

Jeunes Pionniers (organisation des enfants communistes) [155](#)

Jewish Joint Distribution Committee (JDC) [97](#), [101](#)

Jones, Gareth [324](#), [366-372](#)

Juifs [24](#), [34](#), [36](#), [77](#), [82-86](#), [99](#), [133](#), [135](#), [141](#), [156](#), [162](#), [186](#), [229](#), [276](#), [314](#), [318](#), [332](#), [344](#), [377-378](#), [381](#), [384](#), [401](#), [405](#)

Jyhadno, Oksana [313](#)

Kaganovitch, Lazare [129-130](#), [132](#), [146](#), [188](#), [199](#), [215-216](#), [218-222](#), [225-226](#), [229](#), [233](#), [235](#), [238-239](#), [262](#), [273](#), [277](#), [287](#), [300](#), [309](#), [343](#), [408](#), [416](#)

Kalinine, Mikhaïl [140](#)

Kalinitchenko, Volodymyr [409](#)

Kalmouks [340](#)

Kamianets-Podilskyi, province [182](#), [207](#)

Karatchaïs [340](#)

Kazakhstan [24](#), [32](#), [196](#), [204](#), [209-210](#), [251-253](#), [342](#), [354-355](#), [365](#), [410](#)

Kazan, ville [97](#)

Kharkiv, province [54](#), [122](#), [190](#), [205-206](#), [208](#), [211-214](#), [219-221](#), [230](#), [233](#), [242](#), [259](#), [265](#), [275](#), [304](#), [308](#), [312](#), [318](#), [321](#), [333](#), [351](#), [409](#)

Kharkiv, université [278](#)

Kharkiv, ville [29](#), [54-55](#), [78](#), [80](#), [91-92](#), [99-100](#), [107](#), [109-110](#), [135](#), [138](#), [153](#), [165](#), [172](#), [181](#), [205](#), [231](#), [235](#), [241](#), [244-245](#), [247-248](#), [255](#), [261-262](#), [264](#), [279](#),

[295](#), [302-303](#), [306](#), [309](#), [314-316](#), [321-323](#), [326](#), [331](#),  
[333-335](#), [338](#), [342](#), [352](#), [357-358](#), [366-368](#), [371](#),  
[378-379](#), [382](#), [386](#), [390](#)

Kh-ko, I. [388](#)

Khmelnysky, Bohdan [31-34](#)

Khmelnyskyi [82](#)

Kholodnyi, Hryhorii [146](#)

Khotyn, ville [30](#)

Khrouchtchev, Nikita [255](#), [267](#), [340](#), [343](#), [390](#), [398](#)

« Dégel » [255](#), [390](#)

« Rapport secret » (1956) [390](#)

Khrystiouk, Pavlo [64](#)

Khvylovyi, Mykola [91](#), [128](#), [130](#), [132-133](#), [262](#), [399](#)

Kirovohrad, province [270](#), [377](#)

Klymenko, Ivan [325](#)

Kobylko, Olena [248](#)

Kobzar, Ivan [285](#), [287](#)

*Kobzar* (ménestrel) [35](#), [112](#), [172-173](#)

Kodaky, village [330](#)

Koestler, Arthur [315](#)

Kojedoub, Maria [270](#)

Kolkhozes [410](#)

Voir Fermes collectives

Kolkhoztsentr (Centre des fermes collectives) [155](#),  
[164](#)

Komnezamy (comités de paysans pauvres) [67-68](#),  
[79](#), [93](#), [99](#), [147](#), [158](#), [276](#), [281](#)

Komsomol (Jeunesses communistes) [112](#), [155](#), [159](#),  
[165](#), [167](#), [172](#), [179](#), [183](#), [187](#), [190](#), [193](#), [195](#), [254](#),  
[256](#), [275-276](#), [280-282](#), [299](#), [303](#)

Kondrachine, Viktor [409-410](#)

Kopelev, Lev [153](#), [156](#), [249](#), [279-280](#), [282](#)

Korobska, Maryna [283](#)

Kosarev, Borys [109](#)

Kosnicki, Stanislaw [359](#)

Kossior, Stanislav [130](#), [196](#), [206](#), [208](#), [214-217](#), [219-220](#), [226](#), [233](#), [238](#), [255-256](#), [300](#), [335-336](#), [343](#), [349](#), [352](#), [408](#)

Kostyrko, Mykola [219](#)

Kouban, district, Caucase du Nord [69](#), [111](#), [129](#), [144](#), [238-239](#), [252-253](#), [258-259](#), [306](#), [386](#)

Koulaks [22](#), [51](#), [66-68](#), [77](#), [80-81](#), [85](#), [94](#), [105](#), [119](#), [121-124](#), [135](#), [141-142](#), [147](#), [149](#), [154-164](#), [167-171](#), [178](#), [180](#), [183-184](#), [192](#), [194-195](#), [199](#), [201](#), [208-209](#), [222](#), [230-232](#), [241](#), [244](#), [251-253](#), [256-257](#), [269](#), [276](#), [278-279](#), [282-283](#), [320](#), [336-337](#), [339-340](#), [347](#), [351-353](#), [362-364](#), [390](#), [393](#), [395-396](#), [407](#), [415](#)

Koultchytsky, Stanislav [25](#), [235](#), [410](#)

Kourkoules [66](#), [157](#), [244](#)

Koursk [87](#), [385](#)

Koval, Maria [211](#)

Kozoubovskyi, Fedir [266](#)

Kraï septentrional [163](#)

Krasnodar, région [332](#)

Kraival, Ivan [354](#)

Kravchenko, Viktor [278-279](#)

Kravtchouk, Leonid [401](#)

Krementchouk, province [173](#), [190-191](#)

Kronstadt, rébellion des marins (1920) [75](#), [103](#)

Kroupoderentsi, village [277](#)

Krylenko, Nikolai [134](#)

Kryvyi Rih [49](#), [54](#), [101](#), [194-195](#)

Kviring, Emmanuel [129](#)

Kyiv, province de [25](#), [54](#), [129](#), [183](#), [205](#), [211-214](#), [218](#), [220](#), [271](#), [275](#), [284](#), [290](#), [298](#), [304-306](#), [308](#), [311](#), [313](#), [325](#), [333](#)

Kyiv, ville de [29-30](#), [36-38](#), [41-43](#), [45-50](#), [54](#), [57](#), [64](#), [71](#), [74](#), [77-79](#), [82](#), [84](#), [87](#), [91](#), [99](#), [108](#), [112](#), [130](#), [133](#), [135](#), [137](#), [143](#), [147](#), [153-154](#), [173](#), [244-245](#), [247-248](#), [260](#), [265-266](#), [302-304](#), [316](#), [323-324](#), [329-330](#), [332-334](#), [342-343](#), [354](#), [359](#), [378-379](#), [381](#), [384](#), [390-391](#), [394](#), [396](#), [400-401](#), [408](#), [411-412](#), [416](#)

Kyrytchenko, Halyna [248](#)

Kyrytchenko, Vira [281](#)

Laval, Pierre [372](#)

Lebed, Dmytro [105](#)

Lebid, Denys [304](#)

Leib-Rabynovytsch, Symon [84](#)

Lemkin, Raphael [23](#), [403-407](#)

*Axis Rule in Occupied Europe* (1944) [405-406](#)

Lemyk, Mykola [356](#)

Lénine, Vladimir Ilitch, [43](#), [46](#), [49-52](#), [54-57](#), [59](#), [61-63](#), [65](#), [68](#), [70-71](#), [84-85](#), [91](#), [94](#), [97-99](#), [102-104](#), [106-107](#), [117](#), [119](#), [122](#), [172](#), [226](#), [231](#), [269](#), [410](#)

Leningrad [53](#), [154](#), [166](#), [242](#), [272](#), [378](#)

Lettonie [56](#)

Lioubomyrenko, Bohdan [383](#)

Listes noires [229](#), [234](#), [237-240](#), [251](#), [254](#), [256](#), [273-274](#), [283](#), [314](#), [403-404](#), [410](#)

Lituanie [56](#), [326](#)

Litvinov, Maxime [59](#), [203](#), [369-370](#), [372](#)

Lloyd George, David [366](#), [369-371](#)

*London Evening Standard* [369](#)

*London Review of Books* [393](#)

Loutsychna, Nadia [312](#)

Lozova, province de Kharkiv [242](#)

Lviv, ville [30](#), [37-38](#), [108](#), [110](#), [135](#), [355-356](#), [390-391](#), [404-405](#)

Lyons, Eugene [118](#), [123](#), [134](#), [144](#), [149](#), [365-366](#), [370-371](#)

Lypkivskyi, Vasyl [109](#)  
Lytvyn, Ouliana [293](#)  
Lytvynskyi, Oleksii [297](#)  
Mace, James [389](#), [392](#), [395-396](#), [400](#)  
Mackenzie, F. A. [96](#)  
Maïdan, révolution (2014) [26](#), [412](#), [414](#)  
Maïski, Ivan [366](#), [369-370](#)  
Makhno, Nestor [73-79](#), [84](#), [91](#), [101-102](#), [115](#), [142](#),  
[191-193](#), [257](#), [334](#)  
Malaysian Airlines, vol 17 (2014) [412](#)  
Malychko, Nadia [291](#), [319](#)  
*Manchester Guardian* [370](#)  
Mane, Olga [308](#)  
Mantsev, Vassili [100](#)  
Marioupol, province [122](#), [188](#), [294](#)  
Martchenko, Kateryna [147](#), [300](#)  
Martin, Terry [25](#), [224](#)  
Marxiste, théorie [50](#), [57](#), [222-223](#)  
Marx, Karl [50-52](#), [112](#), [285](#)  
Masliantchouk, Hanna [271](#)  
Matouchevsky, Borys [136](#)  
Matviienko (Makariv, seigneur de la guerre) [85](#)  
Mazepa, Ivan [31](#)  
Médias [26](#), [37](#), [111](#), [415-416](#)  
Medvedev, Dmitri [409](#), [411](#)  
Medvedev, Roy [390](#)  
*Let History Judge* (1969) [390](#)  
Melitopol, district [220](#), [340](#)  
Mémoire et commémoration [376](#), [385-386](#), [399-401](#),  
[408-409](#)  
Mencheviks [107](#)  
Menchevique, parti [114](#)

Mennonite, minorité [74](#), [78](#), [326](#)  
Meskhètes [340](#)  
Micha le Jap [79](#)  
Mikoyan, Anastase [123](#), [203](#), [205](#), [208](#)  
Moldavie, République autonome de [209](#), [285](#), [333](#)  
Molotov, Viatcheslav [91](#), [102](#), [123](#), [147](#), [203](#), [205](#),  
[208](#), [215-222](#), [229](#), [233-234](#), [238-239](#), [246-247](#), [340](#),  
[408](#)  
Moroz, Hryhorii [276](#)  
Moscou [25](#), [33](#), [36](#), [46](#), [49](#), [54-55](#), [57-58](#), [60](#), [62](#), [64](#),  
[70-71](#), [74-75](#), [87-88](#), [92](#), [99](#), [102](#), [104](#), [107](#), [109-111](#),  
[114-115](#), [118](#), [123](#), [126-131](#), [140-141](#), [144-145](#), [147-](#)  
[148](#), [151](#), [154](#), [157-158](#), [160](#), [163](#), [174](#), [178](#), [185](#),  
[190](#), [197](#), [201](#), [205-206](#), [208](#), [213-216](#), [218-219](#), [222](#),  
[225-227](#), [231](#), [235](#), [238](#), [242](#), [247](#), [255-256](#), [258-260](#),  
[262](#), [266](#), [304](#), [308-309](#), [324](#), [331](#), [335](#), [343](#), [345](#),  
[358-359](#), [361-366](#), [370-372](#), [378](#), [380](#), [386](#), [391](#), [394](#),  
[399](#), [409](#), [416](#)  
Moskalenko, Mykola [306](#)  
Mostovyi, Petro [302](#), [314](#)  
Mouraviev, général Mikhaïl [54](#)  
Mouvement national ukrainien [24](#), [26](#), [34-38](#), [41](#), [48-](#)  
[50](#), [55](#), [86](#), [164](#), [192](#), [234](#), [260](#), [332](#), [344](#), [355](#), [358-](#)  
[359](#), [408](#), [411](#)  
Muggeridge, Malcolm [324](#), [370-371](#), [394](#)  
Musiitchouk, Mykola [281](#)  
Musique [31](#), [112](#), [154](#), [172-173](#), [300](#)  
Mussolini, Benito [359](#)  
Mykolaïv, ville et province [47](#), [95](#), [99](#), [169](#), [265](#),  
[281](#), [285](#)  
Mylov, Mykola [273](#)  
Myrhorod, province de Poltava [279](#)  
Myronenko, Ivan [210-211](#)  
Mytsyk, Iaryna [293](#)

Naimark, Norman [406](#)  
Nansen, mission [97](#), [101](#)  
Narbout, Heorhii [42](#)  
Nations unies [393](#), [406-409](#)  
Nazisme [372](#), [407](#)  
Nesterenko, Mykhailo [255](#)  
*New Yorker* [373](#)  
*New York Evening Post* [369](#)  
*New York Times* [349](#), [363](#), [365](#), [371](#), [392](#)  
Nicolas II, tsar [38](#), [41](#), [53](#), [82](#), [160](#)  
Nijyn, Tchernihiv, province [264](#)  
Noll, William [155](#)  
Nouvelle Politique économique (NEP) [104](#), [106](#),  
[117](#), [119](#), [122](#), [127](#), [134](#), [178](#)  
Novooleksandrivka, village, sud-est de l'Ukraine  
[166](#), [307](#)  
Nuremberg, procès [406](#)  
Nyjnyk, Iosyp [67](#)  
Odessa [21](#), [29-30](#), [47](#), [49](#), [54](#), [79](#), [95](#), [100](#), [113](#), [140](#),  
[145](#), [171](#), [196](#), [201](#), [210-211](#), [213](#), [215](#), [218-219](#),  
[224](#), [236](#), [243](#), [247](#), [257-258](#), [264](#), [279](#), [299](#), [326](#),  
[333-334](#), [342](#), [351-352](#), [358](#)  
OGPU [415](#)  
    Voir Police secrète  
*Okhrana* (police secrète impériale) [82](#)  
Oliinyk, Ivan [207](#)  
Olitskaïa, Ekaterina [160](#)  
Omeltchenko, Halyna [273](#)  
Opanasenko, Mykola [297](#)  
Orale, histoire [25](#), [155](#), [170](#), [269](#), [276](#)  
Ordjonikidzé, Sergo [55](#), [63](#), [158](#)  
Orel, ville [87](#)  
Organisation militaire ukrainienne (fictive) [138](#), [285](#)

Organisation pour la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE) [408](#)

Orikhiv, village [255-256](#)

Oumanska, Maria [248](#)

Oumanski, Constantin [363](#), [366](#), [368](#), [370](#)

Ouman, ville [212](#)

Oural [95](#), [155](#), [168](#), [170](#), [196](#), [209](#), [214](#), [258](#), [314](#)

Ouralsk, province russe [99](#)

Ovtcharenko, Petro [258](#)

Parti communiste ukrainien [22-23](#), [52-53](#), [92](#), [97](#), [107-108](#), [110](#), [129-130](#), [132-133](#), [140](#), [147-148](#), [188](#), [196](#), [205-207](#), [214](#), [216](#), [219-221](#), [225-226](#), [233](#), [235](#), [237](#), [242](#), [253-255](#), [259](#), [277](#), [282](#), [284-285](#), [294](#), [318](#), [335-336](#), [343](#), [351](#), [390-391](#), [397](#), [399-400](#)

Parti démocratique national ukrainien [37](#), [42](#)

Parti socialiste-révolutionnaire ukrainien [43](#), [69](#)

Pasternak, Boris [60](#)

*Le Docteur Jivago* [60](#)

Patryntchouk, Mykola [271](#)

Pavlenko, Anastasia [270](#)

Pavlenko, Mykhaïlo [266](#)

Pavlohrad, district, Dnipropetrovsk [192-195](#), [215](#)

Pays Baltes [43](#)

Pays-Bas [202](#)

Penkivka, Vinnytsia [307](#)

Perquisitions [209-210](#), [234](#), [236](#), [269](#), [271](#), [273-274](#), [279-280](#), [282-283](#), [307](#), [344](#), [346](#), [384](#), [388](#), [403](#)

Petchora, Susannah [224](#)

Petlioura, Simon [47-48](#), [57](#), [74-76](#), [78](#), [83](#), [86-87](#), [91](#), [132](#), [135-136](#), [142](#), [145](#), [164](#), [191](#), [193](#), [207](#), [257](#), [259](#), [351](#)

Petrograd [53](#), [55](#), [57](#), [62](#)

Petrovskyi, Hryhorii [213](#), [216-218](#), [220](#), [232](#), [255](#)

Piatakov, Heorhii (Gueorgui) [49-50](#), [56](#)  
Pidhainy, Semen [386-387](#)  
Pidkoui-Moukha, Ioukhym [207](#)  
Pidvysotsky, Henrikh [168](#)  
Pie XI, Pape [357-358](#)  
Piłsudski, maréchal Józef [87-88](#), [91](#), [120](#), [132](#), [143](#),  
[226](#)  
Pipes, Richard [38](#), [48](#), [78](#)  
« Plan de la faim » nazi [378-379](#)  
Plan quinquennal (1928) [125](#), [168](#), [170](#), [184](#), [203](#),  
[208](#), [279-280](#), [364](#), [376](#)  
Platonov, Andreï, *Quatorze petites isbas rouges*  
(1933) [280](#), [361](#)  
Podolian, Stepan [352](#)  
Podolie [33](#), [36](#), [207](#)  
Police politique [52](#), [114](#)  
Police secrète soviétique (TcheKa ou Tcheka, puis  
GPU, OGPU, NKVD, KGB) [21](#), [23](#), [62-64](#), [69](#), [83](#),  
[91](#), [94](#), [108](#), [114-122](#), [126](#), [128](#), [131](#), [133-136](#), [138-](#)  
[147](#), [155-156](#), [158-159](#), [162-163](#), [166-167](#), [170](#), [179-](#)  
[181](#), [183](#), [185](#), [187-190](#), [192](#), [194-197](#), [199-201](#), [204](#),  
[207](#), [209](#), [211-213](#), [215-216](#), [221](#), [225-226](#), [230](#), [232](#),  
[240-242](#), [247](#), [253-256](#), [258-263](#), [276](#), [286](#), [288](#),  
[296-297](#), [302](#), [305-309](#), [313](#), [321-322](#), [326](#), [334-335](#),  
[342-343](#), [362](#), [367](#), [369](#), [384](#), [415](#)  
Pologne [30](#), [33-34](#), [38](#), [88](#), [107](#), [110-111](#), [119-120](#),  
[129](#), [132-134](#), [136](#), [138-139](#), [182](#), [190](#), [195](#), [197](#),  
[243](#), [246](#), [259](#), [326](#), [333](#), [356](#), [361](#), [385](#), [405](#)  
polonais (langue) [30](#), [34-35](#), [110](#), [356](#)  
Poltava, province [167](#), [171](#), [238](#), [265](#), [272](#), [279](#), [289](#),  
[314](#), [318](#), [320](#)  
Poltava, ville [29](#), [36](#), [65](#), [78](#), [150](#), [180](#), [275](#), [278](#),  
[283](#), [311](#), [326](#), [342](#), [381](#), [387](#)  
Postychev, Pavlo [255](#), [261](#), [265-266](#), [335-336](#), [343](#),  
[408](#)

Pototsky, Pavlo [266](#)  
Poutine, Vladimir [411](#)  
*Pravda* [53](#), [55](#), [96](#), [120](#), [184](#), [223](#), [362](#)  
Première Guerre mondiale [38](#), [47](#), [58](#), [94](#), [114](#), [405](#)  
Price, Morgan Philips [58-59](#), [62](#)  
Prokopenko, Havrylo [376](#)  
Proskouriv (Khmelnysky) [82](#), [291](#)  
Proskovtchenko, Mykola [299](#)  
Prosvita (société culturelle, Galicie) [37](#), [112](#), [357](#)  
« Protocoles des Sages de Sion » [82](#)  
Purges [138](#), [148](#), [247](#), [253-255](#), [262-263](#), [282](#), [343-344](#), [404](#)  
Pykal, Tymofii [257](#)  
Rachkova Sloboda, province de Tchernihiv [297](#)  
Radio Liberty [391](#), [393](#)  
Radtchenko, Oleksandra [299](#), [326](#), [376](#), [384](#)  
Rakovski, Christian [56](#), [59](#), [64](#), [78](#), [99-100](#), [105](#)  
Reagan, Ronald [392](#), [398](#)  
Recensement (1937) [330](#), [353-355](#), [382](#), [395](#)  
Redens, Stanislav [226](#), [230](#)  
Reed, John [360](#)  
Reingold, Josef [70](#), [184](#)  
Religion [89](#), [171](#), [263](#), [405](#)  
Révolution de 1905 [38](#)  
Révolution de février 1917 [38](#), [41-42](#), [50-53](#), [58-59](#), [66](#), [68-69](#), [74](#), [82](#), [92](#), [95](#), [103](#), [106-107](#), [114](#), [119](#), [124](#), [133-134](#), [142](#), [144](#), [154](#), [157](#), [160](#), [172](#), [181](#), [189](#), [213](#), [229](#)  
Révolution Orange (2004) [408](#)  
Révolution ukrainienne (1917-1921) [24](#), [26](#), [36](#), [41-47](#), [57](#), [89](#), [282](#), [293](#), [326](#), [415](#)  
Riazan, province [174](#)  
Rigoulot, Pierre [389](#)

Rioutine, Martemyan [231-232](#)  
Ritchytskyi, Andrii [284-288](#)  
Roosevelt, Franklin D. président [356](#), [364](#), [372](#)  
Rostov [55](#), [324](#)  
Roudenko, Mykola, « La croix » (1976) [329](#)  
Roukh (parti politique indépendant) [400-401](#)  
Roumanie [209](#), [333](#), [385](#)  
Rous kiévienne (État médiéval) [30](#), [32](#), [50](#)  
Royaume-Uni [326](#)  
Russe (langue) [30](#), [34-37](#), [47-48](#), [50-51](#), [67](#), [91](#), [105](#),  
[110](#), [113](#), [147](#), [150](#), [153](#), [253](#), [264-267](#), [344](#), [366-367](#),  
[371](#), [414-415](#)  
Russie, ère soviétique [24](#), [31](#), [34](#), [37-38](#), [44-45](#), [49-50](#),  
[53](#), [56](#), [59](#), [62](#), [64-66](#), [68-69](#), [71](#), [82](#), [86-88](#), [92](#),  
[94-95](#), [97-100](#), [103](#), [111](#), [128-129](#), [133-134](#), [141](#),  
[163](#), [169](#), [178](#), [185](#), [203](#), [239](#), [241-243](#), [247](#), [260](#),  
[269](#), [277](#), [280](#), [290](#), [324](#), [326](#), [331-332](#), [340-344](#),  
[356-357](#), [361-362](#), [365](#), [367-369](#), [373](#), [378](#), [384](#), [388](#),  
[391](#), [395](#), [401](#), [404](#), [409-412](#)  
Russie, postsoviétique [26](#), [32](#), [37](#), [409](#), [412](#), [414-416](#)  
Russification [24](#), [36-37](#), [53](#), [342](#), [414](#)  
Saint-Pétersbourg [38](#), [46](#), [49](#), [53](#)  
Salisbury, Harrison [392](#)  
Sambros, Heorhii [316-318](#)  
Saratov, port de la Volga [95](#)  
Saratov, région [99](#), [332](#)  
Scheffer, Paul [118](#), [368](#)  
Schwartzbard, Sholom [86](#)  
Sébastopol [30](#)  
Seconde Guerre mondiale [138](#), [197](#), [339](#), [376](#), [384-385](#),  
[387](#)  
Shaw, George Bernard [361-362](#)  
Sibérie [21](#), [123](#), [126](#), [144](#), [147](#), [151](#), [157](#), [160](#), [169-170](#),  
[196](#), [204](#), [209](#), [368](#), [378](#)

Simbirsk, province russe [99](#)  
Simenon, Georges [279](#)  
Simia, Hryhorii [291](#), [325](#)  
Skoropadsky, Pavel (Pavlo) [46-47](#), [74](#), [76](#), [78](#), [192](#)  
Skrypnyk, Mykola [23](#), [55-56](#), [100](#), [102](#), [106-107](#),  
[110-111](#), [113](#), [133](#), [220](#), [260-264](#), [266](#), [399](#)  
Skypyan-Basylevytch, Maria [256](#)  
Sliptchenko, Volodymyr [291](#)  
Slyniouk, Dmytro [281](#)  
Snijne, Ukraine orientale [412](#)  
Snyder, Timothy [25](#), [318](#)  
Sobolivka, village [210](#)  
Sokyrko, Maria [298](#)  
Soljenitsyne, Alexandre [153](#), [390](#), [398](#)  
Solovieva, Antonina [155-156](#)  
Solovki, îles, camp de prisonniers [170](#), [308](#), [386](#)  
Sorokin, Pitirim [292](#)  
Sosnovyi, S. [381-382](#), [386-387](#)  
Soukhenko, Hanna [272](#)  
Soumy, ville [167](#), [169](#), [183](#), [242](#), [276](#), [305](#), [349](#)  
Sova, G. [387](#)  
Soviétisation [23-24](#), [106](#), [252](#), [406-407](#)  
Spéculateurs [61](#), [73](#), [77](#), [115](#), [117](#), [121](#), [147](#), [162](#)  
Staline, Joseph [21-22](#), [24-25](#), [30](#), [43](#), [50-56](#), [62-63](#),  
[66](#), [68](#), [77-78](#), [92](#), [102](#), [106](#), [110](#), [114](#), [119-121](#), [123-](#)  
[127](#), [129-133](#), [137](#), [139-140](#), [147](#), [151](#), [157-158](#), [162](#),  
[182](#), [184-186](#), [192](#), [194-195](#), [199](#), [201](#), [203-206](#), [208](#),  
[211-212](#), [214-226](#), [229-237](#), [239](#), [241](#), [246-247](#), [254-](#)  
[255](#), [259](#), [261-262](#), [269](#), [273](#), [277](#), [318](#), [326](#), [335-](#)  
[337](#), [340](#), [343](#), [345-347](#), [349-350](#), [352-355](#), [364](#),  
[379-380](#), [384](#), [386](#), [390](#), [399-400](#), [404](#), [408](#), [410](#),  
[414](#), [416-417](#)  
Stalingrad (Tsaritsyne) [63](#), [385](#)  
Stari Babany, village, Tcherkassy [276](#)

Stavropol, province, Caucase du Nord [95](#), [230](#)  
Strang, William [365](#)  
Suicide [229](#), [262-263](#)  
Svatove, ville [254](#)  
SVU [135-136](#), [138](#), [147](#), [190](#), [194](#), [196-197](#), [257](#),  
[263](#), [265-266](#)  
Sysyn, Frank [389](#), [393](#)  
Tarasivka, village [211](#)  
Tatarstan [196](#)  
Tavriia, province [54](#)  
Tchécoslovaquie [38](#), [107](#), [385](#)  
Tcherkassy, province [122](#), [156](#), [171](#), [270](#), [275-276](#),  
[304](#), [311](#), [314](#)  
Tcherkassy, ville [29](#)  
Tcherniavsky, Stepan [207](#)  
Tchernihiv, province [67](#), [80](#), [165](#), [264](#), [270](#), [273](#),  
[297](#), [333](#), [352](#)  
Tchernobyl, catastrophe nucléaire (1986) [396-398](#)  
Tchéthénie [196](#)  
Tchitcherine, Gueorgui [57](#)  
Tchornovil, Viatcheslav [399](#)  
Tchornyï, Pavlo [326](#)  
Tchoubar, Vlas [216-218](#), [220](#), [255](#), [273](#), [281](#), [343](#)  
Tendriakov, Vladimir [390](#)  
Terekhov, Roman [220](#), [352](#)  
Terre-Noire centrale, province [162-163](#), [181](#), [206](#),  
[253](#), [258](#)  
Terreur rouge (1918) [62](#), [121](#)  
Théâtre [37](#), [46](#), [64](#), [109](#), [130](#), [138](#), [166](#), [342](#), [368](#)  
*Times Literary Supplement* [393](#)  
Toporychtche, village [281-282](#)  
« Torgsin », magasins pour devises fortes [202](#), [323-](#)  
[326](#), [367](#), [381](#)

Tottle, Douglas [394-395](#), [412](#)  
*Fraud, Famine, and Fascism : The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard* (1987) [394-395](#), [400](#), [412](#)

Toultchyn, district [191-192](#), [195](#)

Trotsky, Léon [34](#), [41](#), [50](#), [63](#), [66](#), [68](#), [73-75](#), [88-89](#), [92](#), [97](#), [119](#)

Tsaritsyne (Stalingrad) [62-63](#), [66](#), [78](#), [99](#), [121](#)

Tsivka, Hanna [297](#)

Tymbaliouk, Olha [270](#)

Turcs [30](#)

Turkalo, Kost [138](#)

Turquie [45](#), [119](#), [202](#)

Tymochtchouk, Halyna [319](#)

Tymotchivka (village) [275](#)

Ukrainian Cultural and Educational Centre, Winnipeg [387](#)

Ukrainian Famine Research Committee, Toronto [389](#)

Ukrainian Studies Fund, New York [389](#)

Ukrainien (langue) [23-24](#), [30-31](#), [34](#), [36-38](#), [43-46](#), [48-49](#), [51](#), [54](#), [57](#), [64](#), [66](#), [105-107](#), [110-111](#), [113](#), [128-129](#), [132](#), [150](#), [153](#), [173](#), [253](#), [261](#), [264](#), [266-267](#), [285](#), [294](#), [343-344](#), [356](#), [367](#), [391](#), [399](#), [414-415](#)

Union des architectes, URSS [265](#)

Union polono-lituanienne [30](#), [34](#)

Vechenskaïa, *stanitsa*, Caucase du Nord [70](#), [344-346](#)

Velyka Lepetykha, ville [321](#)

Velyke Oustia, province de Tchernihiv [67](#), [80](#)

Velytchko, Spyrydon [286](#)

Venjuk, Larysa [305](#)

Vernydoub, Leonid [270](#)

Versailles, conférence de la paix (1919) [38](#)

« Vertige du succès », article (2 mars 1930) [184-186](#),  
[190](#), [194](#), [199](#), [206](#)  
*Village Voice* [394](#)  
Vinnytsia, province [207](#), [211](#), [213](#), [265](#), [274](#), [285](#),  
[297-298](#), [304-305](#), [308](#), [314](#), [319](#), [333](#)  
Vinnytsia, ville [196](#), [212](#), [246](#), [271](#), [281](#), [287](#), [307](#),  
[321](#), [352](#)  
Viola, Lynne [25](#), [186](#)  
Viroun, Stepan [391](#)  
Volga, provinces [21](#), [62-63](#), [95-97](#), [99](#), [162](#), [181](#),  
[191](#), [199](#), [204](#), [209-210](#), [222](#), [246](#), [251](#), [326](#), [332](#),  
[340](#), [353](#), [365](#), [368](#), [410](#)  
Volhynie [33](#), [36](#), [196](#), [383](#)  
Voltaire [33](#)  
Vorochilov, Klement [63](#), [230](#), [242](#)  
Voronej, province de [181](#)  
Voznessensk, sud de l'Ukraine [277](#), [287](#)  
Vychnia, Ostap [261](#)  
Vynnytchenko, Volodymyr [43](#)  
Webb, Beatrice et Sidney [360](#)  
Wienerberger, Alexander [357](#)  
Woropay, Olexa [385-386](#)  
*Le Neuvième Cercle* [386](#), [388](#)  
Woźniak, Leon [243](#)  
Wrangel, général Piotr [87](#), [258](#)  
Yefremov, Serhii [47](#), [135](#)  
Yiddish [34](#), [51](#)  
Yougoslavie [38](#), [385](#)  
Zalyvtcha, Sofia [314](#)  
Zaporijia, province [74](#), [76](#), [95](#), [122](#)  
Zaporogues [32](#), [69](#)  
Zatonskyi, Volodymyr [56](#), [105](#), [107](#), [287](#)  
Zerr, Antonius [182](#)

Zinoviev, Grigori [50](#), [104](#)

Zolotoverkha, Elida [375](#)

Zynovivskyi, district de [210](#), [212](#)

## CRÉDITS

Tous les efforts ont été déployés pour contacter les détenteurs du copyright. Les éditeurs se feront un devoir, dans les prochaines éditions, de rectifier les erreurs ou omissions portées à leur attention. Les chiffres renvoient aux planches.

TsDKFFA Ukraïny im. H. S. Pshenychnoho : [12](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#).

TsDKFFA Ukraïny im. H. S. Pshenychnoho : [13](#), [14](#), [15](#), [24](#), [25](#). Précédemment publié in Ukraïns'kyi Instytut Natsional'noi Pam'iaty, et V. Yushchenko (éd.), *Natsional'na knyha pam'iaty zhertv Holodomoru 1932-1933 rokiv v Ukraïni*, Kyiv, Vydavnytstvo im. Oleny Telihy, 2008.

TsDKFFA Ukraïny im. H. S. Pshenychnoho : [ici](#) et [ici](#), Précédemment publié in Serhij Kokin, Valerii Vasyl'ev et Nicolas Werth (éd.), « Dokumenty orhaniv VKP(b) ta DPU USRR pro nastroi i modeli povedinky partiino-radians'kykh pratsivnykiv u respublitsi, 1932-33 rr. », *Z arkhiviv VUChK GPU NKVD KGB*, [1-2](#), n° 40-41 (2013).

Diözesanarchiv, Vienne : [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [45](#). Avec l'autorisation de Samara Pearce, famille d'Alexander Wienerberger.

HDA SBU : [39](#), [40](#). Précédemment publié in Valentyna Borysenko (éd.), *Rozsekrechena pam'iat' : Holodomor 1932-1933 rokiv v Ukraïni v dokumentakh GPU-NKVD*, Kyiv, Stylos, 2007.

British Library, Londres, [42](#). © British Library Board/Bridgeman Images. De même que pour [44](#), les colonnes de l'original ont été alignées pour plus de clarté.

La carte 4 est adaptée de MAPA : programme Digital Atlas of Ukraine, Ukrainian Research Institute, Harvard University.



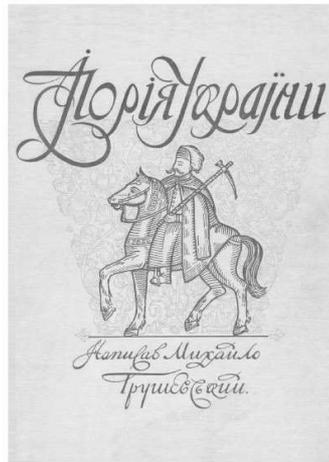
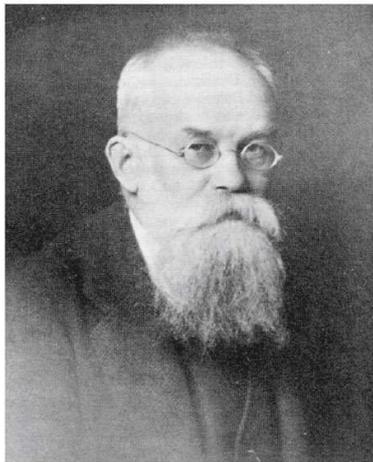
RENAISSANCE NATIONALE



2. Heorhii Narbut dessina les armoiries, les timbres et les billets de banque de l'Ukraine, ainsi que cette couverture de la revue culturelle, *Nashe Minule*, « Notre passé ».



3. Rassemblement pour l'indépendance en 1917 dans la rue principale de Kyiv, Khrechtchatyk – également théâtre des manifestations de Maidan en 2014.



4 -5. Mykhailo Hrouchevsky, une des principales figures de la renaissance nationale ukrainienne ; et couverture de sa mémorable *Histoire de l'Ukraine*, publiée en 1917.

## NATIONALISTES ET ANARCHISTES



6. Simon Petlioura (centre droite), commandant du Directoire ukrainien, avec le dirigeant polonais Józef Piłsudski (centre gauche), Stanyславiv, 1920. Les souvenirs de cette alliance ukraino-polonaise hantèrent Staline de longues années.



7. Nestor Makhno, dont l'Armée noire anarchiste combattit les armées ukrainienne, bolchevique et blanche.

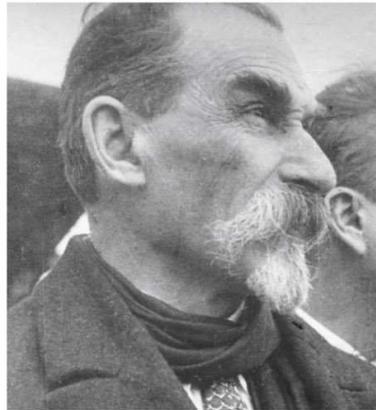


8. Pavlo Skoropadsky (centre), qui prit le titre cosaque de *hetman* et dirigea l'Ukraine avec l'aide des Allemands en 1918.

## COMMUNISTES



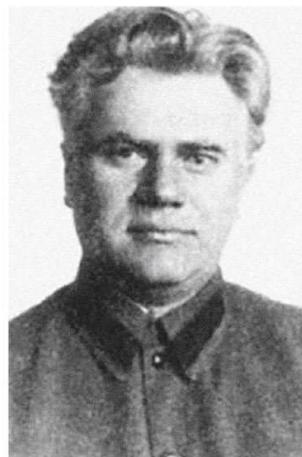
9. Oleksandr Choumskyi, le chef du parti Borotbysty qui rejoignit les bolcheviks avant d'être exclu pour nationalisme. Arrêté au cours de la famine.



10. Mykola Skrypnyk, principal « communiste national ». Se suicida au cours de la famine.



11. Hryhorii Petrovskyi, avec un membre du groupe des « Jeunes Pionniers », dont il passe une cravate. Chef du gouvernement républicain ukrainien au temps de la famine.



12. Vsevolod Balytsky, OGPU. Chef de la police secrète ukrainienne au temps de la famine.

## DÉKOULAKISATION



13. Vente aux enchères de biens « koulaks ».



14. Famille de « koulaks » sur le chemin de l'exil.

15. Confiscation d'icônes,  
Kharkiv.



16. Cloches d'église au rebut, Jytomyr. Elles furent fondues.



17. Paysans à côté des ruines d'une maison brûlée.



18. Ce que la collectivisation était censée être : Femmes votant pour rejoindre une ferme collective.

## VERSION OFFICIELLE DE LA COLLECTIVISATION



19. Paysans écoutant la radio au cours d'une pause.



20. Famille de paysans lisant la Pravda.



21. Récolte abondante de tomates.



22. Ouvriers d'une usine locale « volontaires » pour aider à rentrer la moisson.

## RÉQUISITION DE CÉRÉALES



23. Une brigade d'activistes trouve des grains enfouis dans la terre. Le chef tient une des longues barres de fer utilisées pour les fouilles.



24. Une brigade d'activistes expose les sacs de blé et de maïs découverts.

25. Champs sous la surveillance  
d'un garde à cheval.



26. Garde armé surveillant un dépôt de grain.

## FAMINE, PROVINCE DE KHARKIV, PRINTEMPS 1933



27. Paysans quittant leur maison en quête de vivres.



28. Maison de paysans abandonnée.



29. Gens mourant de faim au bord de la route.



30. Famille mourant de faim sur un terrain vague.



31. Petite paysanne. Une des photographies les plus célèbres d'Alexander Wienerberger.



32-33. Queues pour le pain à Kharkiv.





34-37. Famine à Kharkiv, printemps 1933.

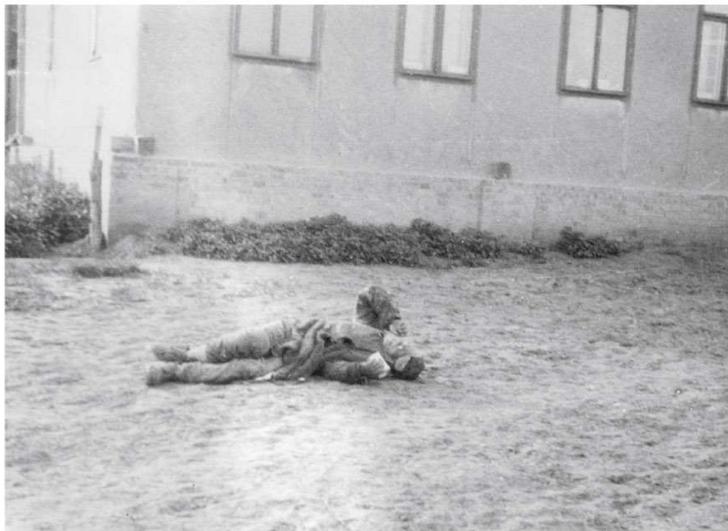




## LES CONSÉQUENCES



38-39. Wienerberger a pris cette photographie du même homme, vivant et mort.





40. Deux photographes prises par Mykola Bokan, à Batouryn, province de Tchernihiv, et conservées dans son dossier de police. La première, d'avril 1933, porte cette légende : « 300 jours sans un bout de pain ».



41. La seconde photographie de Bokan, juillet 1933, à la mémoire de « Kostia, mort de faim ». Bokan et son fils furent arrêtés pour avoir rassemblé des preuves de la famine. Tous deux sont morts au goulag.

Friday, March 31, 1933

THE EVENING STANDARD

# FAMINE RULES RUSSIA

## The 5-year Plan Has Killed the Bread Supply

By GARETH JONES

Mr. Jones is one of Mr. Lloyd George's private secretaries. He has just returned from an extensive tour on foot in Soviet Russia. He speaks Russian fluently—and here is the terrible story the peasants told him.



MR. GARETH JONES.

A FEW days ago I stood in a worker's cottage outside Moscow. A father and a son, the father a Russian skilled worker in a Moscow factory and the son a member of the Young Communist League, stood glaring at one another.

The father, trembling with excitement, lost control of himself and shouted at his Communist son: "It's terrible now. We workers are starving. Look at Chelyabinsk, where I once worked. Disease there is carrying away numbers of us workers and the little food there is uneatable. That is what you have done to our Mother Russia!"

The son cried back: "But look at the giants of industry which we have built. Look at the new tractor works. Look at the Dniepinstroy. That construction has been worth suffering for."

"Construction indeed?" was the father's reply. "What's the use of construction when you have destroyed all that's best in Russia?"

What that worker said at least 90 per cent of the people of Russia are thinking. There has been construction, but, in the act of building, all that was best in Russia has disappeared. The main result of the Five Year Plan has been the tragic ruin of Russian agriculture. This ruin I saw in its grim reality. I tramped through a number of villages in the snow of March. I saw children with swollen bellies. I slept in peasants' huts, sometimes nine of us in one room. I talked to every peasant I met, and the general conclusion I draw is that the present state of Russian agriculture is already catastrophic but that in a year's time its condition will have worsened tenfold.

What did the peasants say? There was one cry which resounded everywhere I went, and that was: "There is no bread." The other sentence, which was the *leitmotiv* of my Russian visit, was: "All are swollen." Even within a few miles of Moscow there is no bread left. As I was going through the countryside in that district I chatted to several women who were trudging with empty sacks towards Moscow. They all said: "It is terrible. We have no bread. We have to go all the way to Moscow to get bread and then they will only give us four pounds, which costs three rubles (six shillings nominally). How can a poor man live?"

"Have you potatoes?" I asked. Every peasant I asked nodded negatively with sadness.

"What about your cows?" was my next question. To the Russian peasant the cow means wealth, food and happiness. It is almost the centre-point upon which his life gravitates.

"The cattle have nearly all died. How can we feed the cattle when we have only fodder to eat ourselves?"

"And your horses?" was the question I asked in every village I visited. The horse is now a question of life and death, for without a horse how can one plough? And if one cannot plough, how can one sow for the next harvest? And if one cannot sow for the next harvest, then death is the only prospect in the future.

The reply spelled doom for most of the villages. The peasants said: "Most of our horses have died and we have so little fodder that the remaining ones are scraggy and ill."

If it is grave now and if millions are dying in the villages, as they are, for I did not visit a single village where many had not died, what will it be like in a month's time? The potatoes left are being counted one by one, but in so many homes the potatoes have long run out. The best, once used as cattle fodder, may run out in many huts before the new food comes in June, July and August, and many have not even had.

The situation is graver than in 1921, as all peasants stated emphatically. In that year there was famine in several great regions, but in most parts the peasants could live. It was a localised famine, which had many millions of victims, especially along the Volga. But to-day the famine is everywhere, in the formerly rich Ukraine, in West Russia, in Central Asia, in North Caucasus—everywhere.

What of the towns? Moscow as yet does not look so stricken, and no one staying in Moscow would have an inkling of what is going on in the countryside, unless he could talk to the peasants who have come hundreds and hundreds of miles to the capital to look for bread. The people in Moscow look warmly clad, and many of the skilled workers, who have their warm meal every day at the factory, are well fed. Some of those who earn very good salaries, or who have special privileges, look even well dressed, but the vast majority of the unskilled workers are feeling the pinch.

I talked to a worker who was rattling a heavy wooden trunk. "It is terrible now," he said. "I get two pounds of bread a day and it is rotten bread. I get no meat, no eggs, no butter. Before the war I used to get a lot of meat and it was cheap. But I haven't had meat for a year. Eggs were only a kopeck each before the war, but now they are a great luxury. I get a little soup, but it is not enough to live on."

And now a new dread visits the Russian worker. That is unemployment. In the last few months very many thousands have been dismissed from factories in many parts of the Soviet Union. I asked one unemployed man what happened to him. He replied: "We are treated like cattle. We are told to get away, and we get no bread card. How can I live? I used to get a pound of bread a day for all my family, but now there is no bread card. I have to leave the city and make my way out into the countryside where there is also no bread."

The Five Year Plan has built many fine factories. But it is bread that makes factory wheels go round, and the Five Year Plan has destroyed the bread-supplier of Russia.

43. Walter Duranty (centre droite) dinant somptueusement dans son appartement de Moscou.



44. Walter Duranty, *The New York Times*, 31 mars 1933.

## RUSSIANS HUNGRY, BUT NOT STARVING

Deaths From Diseases Due to Malnutrition High, Yet the Soviet Is Entrenched.

LARGER CITIES HAVE FOOD

Ukraine, North Caucasus and Lower Volga Regions Suffer From Shortages.

KREMLIN'S 'DOOM' DENIED

Russians and Foreign Observers in Country See No Ground for Predictions of Disaster.

By WALTER DURANTY, Soviet correspondent for *The New York Times*.  
 MOSCOW, March 30.—In the middle of the diplomatic duel between Great Britain and the Soviet Union over the accused British engineers there appears from a British source a big scare story in the American press about famine in the Soviet Union, with "thousands already dead and millions menaced by death from starvation."  
 Its author is Gareth Jones, who a former secretary to David Lloyd George and who recently spent three weeks in the Soviet Union and reached the conclusion that the country was "on the verge of a terrific smash," as he told the writer.  
 Mr. Jones is a man of a keen and active mind, and he has taken the trouble to learn Russian, which he speaks with considerable fluency, but the writer thought Mr. Jones's judgment was somewhat hasty and asked him on what it was based. It appeared that he had made a forty-mile walk through villages in the neighborhood of Khar'kov and had found conditions sad.

I suggested that that was a rather inadequate cross-section of a big country, but nothing could shake his conviction of impending doom.

Predictions of Doom Frequent.  
 The number of times foreigners, especially Britons, have shaken rueful heads as they composed the Soviet Union's epitaph can scarcely be computed, and in point of fact it has done the Soviet Union incalculable harm since the day when William C. Bullitt's able and honest account of the situation was slanted and negated during the Versailles Peace Conference by reports that Admiral Kolchak, White Russian leader, had taken Kozan—which he never did—and that the Soviet power was "on the verge of an abyss."

Admiral Kolchak faded. Then General Denikin took Orel and the Soviet Government was on the verge of an abyss again, and General Yudenich "took" Petrograd. But where are Generals Denikin and Yudenich now?

A couple of years ago another British "eyewitness" reported a mutiny in the Moscow garrison and troops of rifles neatly piled in Theatre Square, and only this week a British news agency revealed a revolt of the Soviet Fifty-fifth Regiment at Dauria, on the Manchurian border. All bunk of course.

This is not to mention a more regrettable incident of three years ago when an American correspondent discovered half the Ukraine flaming with rebellion and "proved" it by authentic documents expertly proffered by Rumanians, which documents on examination appeared to relate to events of eight or ten years earlier.

Saw No One Dying.  
 But to return to Mr. Jones. He told me there was virtually no bread in the villages he had visited and that the adults were haggard, gaunt and discouraged, but that he had seen no dead or dying animals or human beings.

I believed him because I knew it to be correct not only of some parts of the Ukraine but of sections of the North Caucasus and lower Volga regions and, for that matter, Kazakhstan, where the attempt to change the stock-raising nomads of the type and the period of Abraham and Isaac into 1833 collective grain farmers has produced the most deplorable results.

It is all too true that the novelty and mismanagement of collective farming, plus the quite efficient conspiracy of Feodor M. Konar and his associates in agricultural commissariats, have made a mess of Soviet food production. [Konar was executed for sabotage.]

But—to put it brutally—you can't make an omelette without breaking eggs, and the Bolshevik leaders are just as indifferent to the casualties that may be involved in their drive toward socialization as any General during the World War who ordered a costly attack in order to show his superiors that he and his division possessed the proper soldierly spirit. In fact, the Bolsheviks are more indifferent because they are animated by fanatical conviction.

Since I talked with Mr. Jones I have made exhaustive inquiries about this alleged famine situation. I have inquired in Soviet commissariats and in foreign embassies with their network of consuls, and I have tabulated information from Britons working as specialists and from my personal connections, Russian and foreign.

Disease Mortality Is High.

All of this seems to me to be more trustworthy information than I could get by a brief trip through any one area. The Soviet Union is too big to permit a hasty study, and it is the foreign correspondent's job to present a whole picture, not a part of it. And here are the facts:

There is a serious food shortage throughout the country, with occasional cases of well-managed State or collective farms. The big cities and the army are adequately supplied with food. There is no actual starvation or deaths from starvation, but there is widespread mortality from diseases due to malnutrition.

In short, conditions are definitely bad in certain sections—the Ukraine, North Caucasus and Lower Volga. The rest of the country is on short rations but nothing worse. These conditions are bad, but there is no famine.

The critical months in this country are February and March, after which a supply of eggs, milk and vegetables comes to supplement the shortage of bread—if, as now, there is a shortage of bread. In every Russian village food conditions will improve henceforth, but that will not answer one really vital question—What about the coming crop?

Upon that depends not the future of the Soviet power, which cannot and will not be smashed, but the future policy of the Kremlin. If through climatic conditions, as in 1921, the crop fails, then, indeed, Russia will be menaced by famine. If not, the present difficulties will be speedily forgotten.



45. Les vainqueurs : Kaganovitch, Staline, Postychev et Vorochilov, 1934.



46. Les victimes : Fosse commune à l'extérieur de Kharkiv, 1933.

*L'édition originale de cet ouvrage a été publiée en 2017 par Doubleday, sous le titre :*

RED FAMINE

Photo de couverture : © TsDKFFA Ukraine /  
H.S. Pshenchnoho

© Anne Applebaum, 2017.

© Éditions Grasset & Fasquelle, 2019, pour la traduction française.

ISBN : 978-2-246-85492-0

## TABLE DES MATIÈRES

Couverture

Page de titre

Du même auteur

Dédicace

Liste des cartes

1. Évolution historique du territoire de l'Ukraine

1054

1582

1795

Union soviétique et Europe orientale en 1922

2. Ukraine, 1922

3. Géographie physique de l'Ukraine, 1932

4. Famine, 1932-1934

Note sur la transcription

Préface

Introduction : La question ukrainienne

1. La révolution ukrainienne, 1917

2. Rébellion, 1919

3. Famine et trêve, les années 1920

4. La double crise, 1927-1929

5. Collectivisation : révolution à la campagne, 1930

6. Rébellion, 1930

[7. Échec de la collectivisation, 1931-1932](#)

[8. Décisions de famine, 1932 : réquisitions, listes noires et frontières](#)

[9. Décisions de famine, 1932 : la fin de l'ukrainisation](#)

[10. Décisions de famine, 1932 : fouilles et fouilleurs](#)

[11. Famine : printemps et été 1933](#)

[12. Survie : printemps et été 1933](#)

[13. Suites](#)

[14. Le camouflage](#)

[15. L'Holodomor dans l'histoire et la mémoire](#)

[\*Épilogue : La question ukrainienne reconsidérée\*](#)

[\*Remerciements\*](#)

[\*Notes\*](#)

[\*Bibliographie sélective\*](#)

[\*Index\*](#)

[\*Crédits\*](#)

[\*Cahier photos\*](#)

[Page de copyright](#)